

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

1948

Première partie

A

	Pages
Accord (voir Convention).	
Actions (voir Régime Fiscal).	
Administration centrale (voir Ministère des Colonies).	
Administration locale.	
Aumônerie de la Force Publique	285
Organisation administrative de la Colonie.	
Remplacement de l'article 54 de l'A. R. du 1 ^{er} juillet 1947	1085
Rangs et préséance des autorités d'Afrique	1218
Recrutement d'ingénieurs au Service des Télécommunications.	
Conditions	432
Statut des agents de l'Administration d'Afrique.	
Mesures d'exécution	196
Réversion des traitements du régime précédent	156
Statut	1089
Transposition des traitements du personnel de l'Administration d'Afrique.	
Remplacement du 1 ^{er} alinéa de l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 4 mars 1948	1216
Adultère (voir Mariage).	
Aéro-Club de Stanleyville (voir Personnalité Civile).	
Assistance Sociale Coloniale (voir Conseil).	
Aumônerie militaire (voir Force Publique).	
Auxiliaires Laïques Sociales du Congo (Voir Personnalité Civile).	
Avocat.	
Décret permettant de suspendre des avocats par mesure d'ordre	1330

B

	Pages
Biens.	
Dommage de guerre (voir Convention).	
Bigamie (voir Mariage).	
Bois de chauffage.	
Abrogation du décret du 6 avril 1926, déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage, destiné aux bateaux à vapeur	189
Budget.	
Ouverture de crédits provisoires supplémentaires au budget ordinaire Colonial pour le troisième trimestre 1948	835

C

Caisse Coloniale d'Assurance.	
De la prime constante temporaire et du maximum des rentes de veuves	1442
Rentes de veuves et orphelins	273
Caisse d'Amortissement de la Dette Publique du Congo Belge.	
Modification au règlement organique	1446
Carburants (voir Commission).	
Centre Médical Colonial.	
Création	435
Comité.	
Comité du Portefeuille de la Colonie.	
Modifications	48
Comité National du Kivu.	
Conseil de gérance. — Nomination	86
Modification au règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'A. R. du 13 avril 1938	1323
Comité Spécial du Katanga.	
Nomination	1019
Commerce (voir Taxes).	
Commission.	
Commission consultative de la géologie coloniale.	
Institution	1221
Commission de Géologie au Ministère des Colonies	82
Commission des carburants du Ministère des Colonies.	
Nomination	10
Commission pour la protection des arts et métiers indigènes	744
Commission pour l'étude du statut de la population congolaise civilisée.	
Création	1061
Compétence (voir Organisation Judiciaire).	
Complément (Taxes par permis de commerce, de récolte, etc.)	242
Conseil.	
Conseil Colonial.	
Nomination	25

	Pages
Conseil d'Etat.	
Fixation de la date à laquelle la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, est mise entièrement en vigueur	1259
Forme du sceau du Conseil d'Etat	1353
Formes et délais des pourvois en cassation contre les arrêts du Conseil d'Etat	1433
Loi portant création du Conseil d'Etat	1235
Procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat	1354
Conseil Supérieur de l'Assistance Sociale Coloniale.	
Création	1310
Conseil Supérieur de Statistiques de la Colonie.	
Création	267
Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale	12
Consulats Etrangers au Congo Belge	281, 684, 766, 1211, 1212
Convention.	
Domage de guerre aux biens.	
Accord entre la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord consacrant la réciprocité en matière de réparation aux dommages de guerre aux biens, conclu par échange de lettres, datées à Bruxelles le 7 juin 1948	1265
Guerre.	
Convention internationale pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées de campagne, signée à Genève le 27 juillet 1929.	
Adhésion de la Principauté de Monaco	682
Convention internationale relative au traitement des prisonniers de guerre, et annexe, signées à Genève le 27 juillet 1929.	
Adhésion du Pakistan	681
Navigation Aérienne.	
Accord sur les transports aériens entre le Portugal et la Belgique	137
Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne	680, 682
Loi approuvant le protocole signé à Bruxelles le 1 ^{er} juin 1935 amendant l'annexe H.	4
Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international, et protocole additionnel signés à Varsovie le 12 octobre 1929.	
Adhésion du Canada	683
Publications obscènes.	
Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, signée à Genève le 12 septembre 1923.	
Adhésion du Mexique	681
Stupéfiants.	
Convention internationale pour limiter et réglementer la fabrication des stupéfiants, Protocole de signature et Acte Final, signés à Genève le 13 juillet 1931.	
Ratification par l'Ethiopie	683
Travail.	
Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève le 19 juin 1934, par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa 18 ^e session.	
Dénunciation par le Royaume-Uni	79

	Pages
Conventions Internationales du Travail.	
Recrutement des travailleurs indigènes. — Contrat de travail des travailleurs indigènes	1266
Cours d'Appel (voir Justice).	
Crédit au Colonat (voir Société de Crédit au Colonat)	
Croix-Rouge du Congo.	
Comité exécutif. — Nominations	1013

D

Décès prématuré des employés (voir Législation Sociale).	
Décret du 17 juillet 1914.	
Modification	644
Dette Coloniale.	
Dette Coloniale 4 % 1936.	
Amortissement des obligations	655
Dette Coloniale 3,5 % 1937.	
Amortissement des obligations	661
Dette Coloniale Perpétuelle 4 % 1948.	
Création	666
Loi du 8 juillet 1947 relative à la Dette Coloniale 4 % 1936	250
Dette Publique.	
Amortissement, remboursement, annulation et destruction des titres de la Dette Publique du Congo Belge	1439
Caisse d'Amortissement de la Dette Publique du Congo Belge.	
Modification au règlement organique	1446
Distinctions honorifiques (voir Ordres).	
Dommages de guerre aux biens (voir Convention).	
Donation.	
Donation d'un capital de 40.000 francs en faveur du Ruanda-Urundi.	
Conditions	192
Douane.	
Droits de sortie.	
Tare légale	686
Tarif des droits d'entrée.	
Modification de la rubrique 85 a (produits chimiques spécialement dénommés)	191
Droit d'auteur.	
Protection	721
Droit d'entrée (voir Douane).	
Droit de patente.	
Montants annuels, fixés à l'article 45 du décret du 12 août 1937.	
Augmentation	261
Droits de sortie (voir Douane).	

E

Ecole Coloniale.	
Personnel	65
Errata	428, 671, 673, 1019, 1325

F

Fédération des Cercles et Clubs Indigènes (voir Personnalité Civile).	
Fonds Colonial d'Allocations pour Employés et Fonds Spécial d'Allocations.	
Modifications aux règlements	26
Règlement	833
Fonds Colonial des Invalidités.	
Modifications aux statuts. — Nominations	49
Fonds du Bien-Etre Indigène.	
Règlement de comptabilité	1066
Règlement d'ordre intérieur	733
Fonds Spécial d'Allocations (voir Fonds Colonial d'Allocations).	
Force Publique.	
Aumônerie de la Force Publique	285
Coordination des arrêtés réglant l'octroi d'une indemnité en faveur des ayants droit des militaires soldés de l'armée belge	1332
Création d'un service de l'aumônerie militaire.	
Organisation administrative	281
Frais médicaux, chirurgicaux et pharmaceutiques (voir Législation Sociale).	

G

Géologie.	
Commission de géologie au Ministère des Colonies	82
Groupement de Défense de l'Ecole Publique (G. D. E. P.) (voir Personnalité Civile).	
Guerre.	
Sort des blessés et des malades (voir Convention).	
Traitement des prisonniers de guerre (voir Convention).	

H

Hygiène.	
Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale.	
Institution d'une commission permanente de l'art de guérir. — Nominations	12
Centre Médical Colonial. — Création	435

I

Impôt personnel.	
Impôt personnel sur la superficie des concessions minières. — Taux déminés à l'article 2 du décret du 29 juillet 1937. — Modification	263

	Pages
Indigènes.	
Commission pour la protection des arts et métiers indigènes	714
Commission pour l'Etude du Statut de la population congolaise	1061
Fondation Symétain	1001
Fondation Utexléo	992
Fonds du Bien-Etre Indigène (voir Fonds...).	
Ingénieur (voir Administration locale).	
Institut.	
Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge.	
Commission. — Nomination	58, 191, 1440
Institut du Change	731
Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo Belge.	
• Commission. — Nomination	1302
Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale.	
Nominations	7, 9, 65, 87
Investigations statistiques (voir Statistique).	

J

Justice.	
Cours d'appel et tribunaux de première instance.	
Costume des membres	933
Juridictions indigènes au Ruanda-Urundi.	
Modification de l'ordonnance législative du 5 octobre 1943	841
Organisation Judiciaire au Ruanda-Urundi	844
Organisation judiciaire et compétence.	
Modification des articles 9, 30, 33 des décrets coordonnés	839
Modification des articles 20, 29 et 32 des décrets coordonnés	836
Personnel judiciaire . . . 58, 67, 428, 644, 670, 718, 1233, 1234, 1323, 1438, 1446	
Statut des agents de l'ordre judiciaire	927, 1228
Statut des agents de l'ordre judiciaire.	
Transposition des grades prévus par l'ancien et le nouveau statut	1205
Statut des magistrats.	
Application au Ruanda-Urundi, du statut des magistrats de carrière	924
Documents à produire par les magistrats à titre provisoire pour pouvoir bénéficier des augmentations de traitement prévues à l'article 26 du statut	1212
Examen des magistrats à titre définitif	1437
Examen complémentaire à subir par les candidats-magistrats	1225
Indemnité de représentation des présidents des cours d'appel et des procureurs-généraux	940
Indemnités accordées aux veuves	
Indemnités familiales	
Voyages des femmes et des enfants	
abrogation des anciens arrêtés	941
Modification au statut des magistrats de carrière	894, 1228

L

Législation Sociale.	
Allocations familiales pour les employés non-indigènes.	
Complément au décret du 30 mars 1948	1304

	Pages
Généralisation	289
Introduction des demandes et attribution des allocations.	331
Assurance contre la maladie ou d'invalidité des employés coloniaux.	
Affectation de la cotisation, établie par le décret du 19 mai 1948 .	1064
Modifications au décret du 25 octobre 1945	647
Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés .	441
Modification de certaines dispositions du décret du 10 octobre 1945 .	251
Règlement général	768
Fixation des tarifs des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation pour les soins donnés en dehors de la Colonie aux victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles . . .	88
Indemnités familiales aux pensionnés civiques et coloniaux	667
Perception des cotisations en matière de sécurité sociale des employés non-indigènes	396
Complément à l'arrêté ministériel du 13 avril 1948	1321
Réparation du dommage résultant des maladies professionnelles, survenues aux non-indigènes.	
Paiement de la cotisation	1318
Licences.	
Prix des licences prévues à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942. — Modifications	152
Loi.	
Loi approuvant le protocole signé à Bruxelles le 1 ^{er} juin 1935, amendant l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919, portant réglementation de la navigation aérienne	4
Loi du 8 juillet 1947 relative à la Dette Coloniale 4 % 1936 (texte rectifié)	250
Loi portant approbation de la convention sur le recrutement des travailleurs indigènes, adoptée à Genève le 20 juin 1936 par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa vingtième session, et de la convention sur les contrats de travail (travailleurs indigènes) adoptée à Genève le 27 juin 1939 par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa vingt-cinquième session	1023
Loi portant création d'un Conseil d'Etat	1235
Loterie Coloniale.	
Modalités d'émission des tranches postérieures à la 1 ^{re}	52
Montant des tranches qui seront émises en 1948	15
Nomination de Secrétaire du Comité et Secrétaire de la Loterie Coloniale	644
Première tranche 1948. — Modalités d'émission	16

M

Maison du Combattant (La).	
Création. — But	438
Mariage.	
Répression de l'adultère et de la bigamie en cas de mariage de droit civil et assimilé	808
Répression de l'adultère et de la bigamie et de la protection du mariage monogamique	943

	Pages
Milice.	
Coordination des arrêtés réglant l'octroi d'une indemnité en faveur des ayants droit des militaires soldés de l'armée belge	1332
Ministère des Colonies.	
Cadre organique	437
Classification des fonctions et attributions des barèmes du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère des Colonies	641
Modifications	1317
Classifications barémiques du personnel de l'administration centrale et des services extérieurs.	
Commission de Géologie.	
Modification à l'article 1 ^{er} de l'A. R. du 7 avril 1936	82
Commission des Carburants	10
Personnel	55, 57, 81, 749, 1324
Musée du Congo Belge	1060

N

Navigation Aérienne (voir Convention).

O

Office d'Exploitation des Transports Coloniaux « Otraco ».

Conseil d'Administration. — Démission	1213
Nomination	85

Ordres et Distinctions honorifiques.

Croix de Guerre 1940	1087
Etoile de Service	188, 636, 638, 639, 685
Etoile de Service en Or	635
Médaille Africaine de la Guerre 1940-45	304
Médaille Commémorative Coloniale 1914-1918	685
Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie	62, 699, 1315
Médaille Commémorative du Congo	11, 67, 81, 394, 825
Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945	6, 524, 701
Ordre de la Couronne	5, 15, 61, 80, 519, 639, 685, 701, 758, 823, 832
Ordre de Léopold	61, 80, 501, 684, 701, 751, 763, 821
Ordre de Léopold II	49, 62, 521, 763, 824
Ordre de l'Etoile Africaine	62, 751, 755
Ordre Royal du Lion	80, 504, 685, 756, 826, 1211

P

Parcs Nationaux du Congo Belge.

Tourisme	1015
--------------------	------

Paternité.

Obligation alimentaire en faveur de l'enfant naturel non-reconnu	981
--	-----

	Pages
Pensions.	
Modifications au décret du 12 mars 1946	433
Pension aux titulaires d'un ordre national.	
Complément à l'article 1 ^{er} du décret du 7 juillet 1918	1210
Permis de commerce (voir Taxes).	
Permis de vente et de port d'armes (voir Taxes).	
Personnalité civile.	
Aéro-Club de Stanleyville	731
Auxiliaires Laïques Sociales du Congo	154
Fédération des Cercles et Clubs Indigènes de Stanleyville	1087
Groupement de Défense de l'Ecole Publique (G. D. E. P.)	1436
Sœur du Saint Cœur de Marie	640
Yacht Club de Léopoldville	394
Population congolaise.	
Commission pour l'étude du statut de la population congolaise.	
Création	1061
Postes.	
Cartes postales. — Différentes surcharges	441
Emission de timbres-poste	56, 81, 427, 749, 766
Produits chimiques.	
Produits chimiques spécialement dénommés	1441
Publications obscènes (voir Convention).	

R

Régie de Distribution d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.	
Distribution d'eau et d'électricité à Luluabourg. — Etudes, travaux et exploitation	194
Régime Fiscal.	
Régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites séries B	60

S

Société de Colonisation Belge au Katanga.	
Statuts	59
Société de Crédit au Colonat.	
Règlement des opérations	688
Sociétés Commerciales.	
Air-Congo.	
Statuts — Autorisation	1015
Brasserie de Léopoldville.	
Statuts — Modifications	1014
Compagnie Africaine Cooreman.	
Statuts — Modifications	686

	Pages
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit ».	
Statuts — Modifications	1438
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. ».	
Statuts — Autorisation	688
Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage.	
Statuts — Autorisation	1445
Compagnie Cotonnière Congolaise.	
Statuts — Modifications	84
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.	
Statuts — Modifications	66
Compagnie Financière Africaine.	
Statuts — Autorisation	730
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac ».	
Statuts — Modifications	730
Filatures et Tissages Africains « Filtisaf ».	
Statuts — Modifications	8
Filatures et Tissages de Fibres au Congo « Tissaco ».	
Statuts — Autorisation	82
Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises.	
Statuts — Modifications	83
Inco-Sarma.	
Statuts — Autorisation	1438
John Mahieu Aviation.	
Statuts — Autorisation	1309
Messageries Automobiles du Sankuru « M. A. S. ».	
Statuts — Autorisation	1309
Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».	
Statuts — Modifications	188
Multiplex du Mayumbe « Multimayumbe ».	
Statuts — Modifications	1445
Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels « S.A.P.C.H.I.M. »	
Statuts — Autorisation	1066
Société Auxiliaire Agricole du Kivu « S.A.A.K. ».	
Statuts — Modifications	393
Société Belge de Recherches Minières « Remina ».	
Statuts — Modifications	1018
Société Coloniale de Textiles « Socotex ».	
Statuts — Modifications	393
Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa « S. C. A. F. I. T. ».	
Statuts — Autorisation	82
Société Congolaise de Banque.	
Statuts — Autorisation	66
Société Congolaise de Gestion Immobilière « Cogimo ».	
Statuts — Autorisation	1216
Société Congolaise des Cycles Royal Nord.	
Statuts — Autorisation	1445
Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (Coboma).	
Statuts — Modifications	1086

	Pages
Société de Linea-Idjwl.	
Statuts — Modifications	55, 188
Société de Linea-Malambo.	
Statuts — Modifications	1013
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga «Sorekat»	
Statuts — Modifications	1435
Société des Constructions Métalliques « Socomet ».	
Statuts — Autorisation	767
Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.	
Statuts — Modifications	393
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.	
Statuts — Modifications	330
Société de Transports et de Commerce au Congo Belge.	
Statuts — Autorisation	1309
Société Forestière du Sankuru « Forkuru ».	
Statuts — Autorisation	57
Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama ».	
Statuts — Modifications	1446
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga.	
Statuts — Modifications	57
Société Immobilière, Agricole et Forestière « Imafor ».	
Statuts — Modifications	1215
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge « Sica ».	
Statuts — Modifications	1435
Société Métallurgique du Katanga « Metalkat ».	
Statuts — Autorisation	1214
Société Minière de la Luama « Syluma ».	
Statuts — Modifications	1308
Société Minière de la Tele.	
Statuts — Modifications	1216
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Statuts -- Modifications	5
Société Minière de Nyangwe.	
Statuts — Modifications	330, 1014
Société Minière du Bécéka.	
Statuts — Modifications	65
Société Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Statuts — Modifications	1435
Société Minière Victoria.	
Statuts — Modifications	11
Symétain.	
Statuts — Modifications	1226
Symor.	
Statuts -- Modifications	1215
Syndicat Minier Africain « Symaf ».	
Statuts — Modifications	688

	Pages
Tabacong.	
Statuts -- Modifications	1214
Union Minière du Haut-Katanga.	
Statuts — Modifications	49
Usines Textiles de Léopoldville.	
Statuts — Modifications	66
Wilford-Congo.	
Statuts — Autorisation	1014
Universal Trading.	
Statuts — Modifications	1215
Sœurs du Saint-Cœur de Marie (voir Personnalité Civile).	
Statistique.	
Autorisation au Gouverneur de la Colonie à procéder à des investigations statistiques et à créer le Conseil Supérieur de Statistiques de la Co- lonie	267
Stupéfiants (voir Convention).	
Symétain.	
Fondation pour l'amélioration du bien-être des indigènes	1001
T	
Taxes (voir aussi Complément).	
Taxe de permis de vente et de port d'armes. — Majoration	265
Taxe par permis de récolte et transfert de permis, prévu à l'article 4 du décret du 22 mars 1910. — Augmentation	153
Taxes assimilées au timbre.	
Remplacement du 1 ^{er} alinéa des articles 1 et 2 de l'arrêté du 30 jan- vier 1946	1302
Taxes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de commerce des trafiquants ambulants, prévus à l'article 1 ^{er} du décret du 13 août 1937. — Augmentation	150
Transport aérien (voir Convention).	
Travail (voir Convention).	
Travaux extraordinaires de chargement et de déchargement.	
Indemnité de surveillance	1226
Tribunaux de première instance.	
Fondation pour le bien-être indigène	992
U	
Université Coloniale.	
Conseil d'Administration. — Composition	79
Utexleo.	
Fondation pour le bien-être indigène	998
V	
Vieillesse des employés (voir Législation Sociale).	
Y	
Yacht-Club de Léopoldville (voir Personnalité Civile).	

TABLE CHRONOLOGIQUE
des décrets, lois et arrêtés contenus dans le
« Bulletin Officiel du Congo Belge » de l'année 1948.

Première Partie

Abréviations : L. (loi) — A. L. (arrêté-loi) — D. (décret) — A. R. (arrêté du Régent)
A. M. (arrêté ministériel).

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
	1946		
L.	23 juillet	Loi approuvant le protocole signé à Bruxelles, le 1 ^{er} juin 1935, amendant l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne	4
Id.	23 décemb.	Loi portant création d'un Conseil d'Etat	1235
	1947		
D.	10 mars	Décret permettant de suspendre des avocats par mesure d'ordre.	1330
A.M.	10 avril	Recrutement d'ingénieurs au Service des Télécommunica- tions. — Conditions	432
L.	8 juillet	Dette Publique (Texte rectifié). — Loi du 8 juillet 1947, relative à la Dette Coloniale 4 % 1936	250
Id.	10 septemb.	Loi portant approbation de la convention sur le recrute- ment des travailleurs indigènes, adoptée à Genève le 20 juin 1936 par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa vingtième session, et de la convention sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), adoptée à Genève le 27 juin 1939 par la Conférence Internationale du Travail, au cours de sa vingt-cinquième session . . .	1023
Id.	id.	Conventions internationales du travail. — Recrutement des travailleurs indigènes. — Contrat de travail des travail- leurs indigènes	1266
A.R.	30 octobre	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de Muhinga et de Kigali » (Somuki). — Statuts. — Modifications	5
D.	10 novemb.	Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Modification de certaines dispositions du décret du 10 octobre 1945	251
A.R.	12 novemb.	Ordre de la Couronne	5
A.M.	13 novemb.	Administration centrale. — Personnel	55
A.R.	14 novemb.	Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale .	7
Id.	id.	Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945 . . .	6
Id.	30 novemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée, « Filatures et Tissages Africains » (Filtisaf). — Statuts. — Modifications	8

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	1 décemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée, Société de Linéa-Idjwi. — Statuts. — Modifications . . .	55
Id.	id.	Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale — Conseil d'Administration. — Nominations	9
A.M.	id.	Commission des Carburants du Ministère des Colonies. — Nomination	10
A.R.	4 décemb.	Ordre de la Couronne	5
Id.	5 décemb.	Médaille Commémorative du Congo	11
A.M.	8 décemb.	Postes. — Emission de timbres-poste	56
A.R.	10 décemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée, « Société Minière Victoria ». — Statuts. — Modifications . . .	11
A.M.	id.	Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale. — Institution d'une Commission permanente de l'art de guérir.—Nominations . . .	12
A.R.	12 décemb.	Ordre de la Couronne	15
Id.	id.	Loterie Coloniale. — Montant des tranches qui seront émises en 1948	15
A.M.	14 décemb.	Loterie Coloniale. — Première tranche 1948. — Modalités d'émission.	16
A.R.	18 décemb.	Conseil Colonial. — Nomination	25
A.M.	22 décemb.	Fonds Colonial d'Allocations pour employés et Fonds Spé- cial d'Allocations. — Modifications aux Règlements . . .	26
Id.	27 décemb.	Comité du Portefeuille de la Colonie. — Modifications . . .	48
A.R.	29 décemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée. « Union Minière du Haut-Katanga ». — Statuts. — Mo- difications	49
Id.	id.	Ordre de Léopold II	49
Id.	id.	Société Forestière du Sankuru (Forkuru). — Autorisation. — Statuts	57
Id.	id.	Administration centrale. — Personnel	57
A.M.	31 décemb.	Fonds Colonial des Invalidités. — Modifications aux sta- tuts. — Nominations	49
A.R.	id.	Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga. — Statuts. — Modifications	57
1948			
A.M.	9 janvier	Loterie Coloniale. — Modalités d'émission	52
A.R.	10 janvier	Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commis- sion. — Nominations	58
Id.	12 janvier	Personnel Judiciaire	58

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	12 janvier	Société de Colonisation Belge au Katanga. — Autorisation. — Statuts	59
D.	id.	Régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites série B	60
A.R.	13 janvier	Ordre de Léopold	61
Id.	id.	Ordre de la Couronne	61
Id.	id.	Ordre de Léopold II	62
Id.	17 janvier	Ordre de l'Etoile Africaine	62
Id.	22 janvier	Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie .	62
Id.	id.	Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Cen- trale. — Nomination	65
Id.	23 janvier	Ordre de Léopold	80
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	80
Id.	id.	Ordre de la Couronne	80
D.	26 janvier	Pensions coloniales. — Modifications au décret du 12 mars 1946	433
A.R.	id.	Ecole Coloniale. — Personnel	65
Id.	id.	Société Minière du Bécéka. — Statuts. — Modifications .	65
Id.	id.	Société Congolaise de Banque. — Autorisation. — Statuts	66
Id.	id.	Compagnie du Chemin de Fer du Katanga. — Statuts. — Modifications	66
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée, « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuts. — Modi- fications	66
Id.	30 janvier	Centre Médical Colonial. — Création	435
Id.	5 février	Personnel Judiciaire	67
Id.	id.	Médaille Commémorative du Congo. — Rente et supplé- ment de rente	67
Id.	id.	Administration centrale. — Personnel	81
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo (Tissaco) ». — Autorisation. — Statuts	82
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée, « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Indus- trielle de la Tshuapa (S.C.A.F.I.T.) ». — Autorisation. — Statuts	82
Id.	13 février	Commission de Géologie au Ministère des Colonies. — Ar- rêté du Régent modifiant l'article premier de l'Arrêté Royal du 7 avril 1936	82

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	13 février	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises ». — Modifications aux statuts	831
Id.	id.	Compagnie Cotonnière Congolaise. --- Statuts. --- Modifications	841
A.M.	19 février	Postes. --- Emission de timbres-poste	841
A.R.	20 février	Administration centrale. --- Personnel	749
Id.	id.	Médaille Commémorative du Congo	81.
A.M.	28 février	Office d'exploitation des Transports Coloniaux. --- Conseil de Gérance. --- Nomination	85.
Id.	id.	Comité National du Kivu. --- Conseil de Gérance. --- Nomination	86.
A.R.	1 mars	Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale	87
Id.	id.	Comité Spécial du Katanga. --- Nomination	1019
A.M.	2 mars	Arrêté ministériel fixant les tarifs des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, et d'hospitalisation pour les soins donnés en dehors de la Colonie aux victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles	88
D.	id.	Droits de patente. --- Montants annuels, fixés à l'article 45 du décret du 12 août 1937. --- Augmentation	261
Id.	id.	Impôt personnel sur la superficie des concessions minières. --- Taux déterminés à l'article 2 du décret du 29 juillet 1937. --- Modification	263
Id.	id.	Taxes de permis de vente et de port d'armes. --- Majoration	265
Id.	id.	Taxes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de commerce des trafiquants ambulants, prévus à l'article premier du décret du 13 août 1937. --- Augmentation	150
Id.	id.	Montant de la taxe prévue à l'article 2 du décret du 9 décembre 1925. --- Modification	151
Id.	id.	Prix des licences prévues à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942. --- Modifications	152
Id.	id.	Taxe par permis de récolte, et transfert de permis, prévus à l'article 4 du décret du 22 mars 1910. --- Augmentation	153
A.R.	4 mars	Octroi de la personnalité civile à l'association « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo »	154
Id.	id.	Statut des agents de l'Administration coloniale. --- Réversion des traitements du régime précédent	156
Id.	id.	Etoile de Service	188
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société de Linea-Idjwi ». --- Statuts. --- Modifications	188

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	8 mars	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuts. — Modifications.	188
D.	id.	Décret du 6 avril 1926, déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage, destiné aux bateaux à vapeur. — Abrogation	189
A.R.	11 mars	Administration centrale. — Cadre organique	437
D.	id.	Décret autorisant le Gouvernement de la Colonie à procéder à des investigations statistiques et créant le Conseil Supérieur de Statistiques de la Colonie	267
A.R.	15 mars	Coordination des arrêtés réglant l'octroi d'une indemnité en faveur des ayants droit des militaires soldés de l'armée belge	1332
A.M.	16 mars	Tarif des droits d'entrée : modification de la rubrique 85A (produits chimiques spécialement dénommés)	191
A.R.	17 mars	Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commission. — Nomination	191
Id.	id.	Donation d'un capital de 40.000 francs en faveur du Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Conditions	192
A.M.	18 mars	Régie de distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Distribution d'eau et d'électricité à Luluabourg. — Etudes, travaux et exploitation	194
A.R.	19 mars	Caisse Coloniale d'Assurance. — Rentes de veuves et d'orphelins	273
Id.	id.	Consulats étrangers au Congo Belge	281
Id.	21 mars	Musée du Congo Belge	1060
Id.	22 mars	Administration centrale. — Personnel	749
Id.	id.	Force Publique. — Création d'un service de l'aumônerie militaire. — Organisation administrative	281
Id.	id.	Service du Personnel d'Afrique. — Aumôniers de la Force Publique	285
D.	30 mars	Généralisation des allocations familiales pour les employés non-indigènes	289
A.R.	id.	Médaille Africaine de la guerre 1940-1945. — Octroi	304
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Statuts. — Modifications	330
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de Nyangwe ». — Statuts. — Modifications.	330
A.M.	31 mars	Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945	524

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.M.	31 mars	Allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Introduction des demandes et attribution des allocations	331
A.R.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Coloniale de Textiles (Socotex) ». — Statuts. Modification	393
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.) ». — Statuts. — Modifications	393
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga ». — Statuts. — Modifications	393
Id.	id.	Médaille Commémorative du Congo	394
Id.	id.	Octroi de la personnalité civile à l'association « Yacht Club de Léopoldville »	394
Id.	3 avril	La Maison du Combattant. — Création. — But	438
A.M.	7 avril	Statut des Agents de l'Administration d'Afrique. — Mesures d'exécution	196
Id.	13 avril	Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés	396
Id.	14 avril	Postes. — Emission timbres-poste	427
	20 avril	Consulats étrangers au Congo Belge	684
A.M.	id.	Postes. — Cartes postales. — Différentes surcharges	441
	22 avril	Consulats étrangers au Congo Belge	684
A.R.	23 avril	Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945	524
Id.	id.	Ordre de la Couronne	519
Id.	id.	Ordre de Léopold II	521
Id.	id.	Personnel judiciaire	428
Id.	id.	Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés	441
Id.	id.	Ordre de Léopold	501
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	504
Id.	id.	Etoile de Service en Or	635
Id.	id.	Etoile de Service	636
A.M.	id.	Etoile de Service	638
A.R.	id.	Etoile de Service	639
Id.	id.	Octroi de la personnalité civile à l'association « Sœurs du Saint Cœur de Marie »	640

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.M.	29 avril	Classification des fonctions et attribution des barèmes du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère des Colonies	641
	30 avril	Consulats étrangers au Congo Belge	684
A.M.	id.	Loterie Coloniale. — Nomination de Secrétaire du Comité et Secrétaire de la Loterie Coloniale	644
A.R.	id.	Ordre de la Couronne	639
Id.	15 mai	Personnel judiciaire	644
A.M.	18 mai	Postes. — Emission timbres-poste	749
A.R.	19 mai	Dette Coloniale 3,5 % 1937. — Amortissement des obligations	661
D.	id.	Dette Coloniale Perpétuelle 4 % 1948. — Création	666
Id.	id.	Indemnités familiales aux pensionnés civiques et coloniaux	667
Id.	id.	Décret du 17 juillet 1914. — Modification	644
A.R.	id.	Assurance contre la maladie ou d'invalidité des employés coloniaux. — Modifications au décret du 25 octobre 1945	647
Id.	id.	Dette Coloniale 4% 1936. — Amortissement des obligations	655
Id.	id.	Ordre de Léopold	684
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	685
Id.	id.	Ordre de la Couronne	685
Id.	id.	Médaille Commémorative Coloniale 1914-1918	685
Id.	id.	Etoile de Service	685
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Compagnie Africaine Cooreman ». — Statuts. — Modifications	686
Id.	26 mai	Ordre de l'Etoile Africaine	751
Id.	id.	Personnel judiciaire	670
	6 juin	Consulats étrangers au Congo Belge	766
A.M.	7 juin	Droits de sortie. — Tare légale	686
A.R.	8 juin	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Symaf » (Syndicat Minier Africain). — Statuts. — Modifications	688
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Compagnie Congolaise d'Afrique (C.C.A.) ». — Statuts	688
A.M.	10 juin	Postes. — Emission d'un timbre-poste de 2 fr. 50	766
Id.	12 juin	Société de Crédit au Colonat. — Règlement des opérations. — Approbation	688

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	12 juin	Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie . . .	699
Id.	14 juin	Ordre de Léopold	701
Id.	id.	Ordre de la Couronne	701
Id.	id.	Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945 . . .	701
Id.	id.	Personnel Judiciaire	718
D.	21 juin	Protection du droit d'auteur	721
A.R.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo ». — Statuts. — Modifications	730
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Compagnie Financière Africaine ». — Autorisation. — Statuts	730
Id.	id.	Institut du Change	731
Id.	id.	Octroi de la personnalité civile à l'association « Aéro-Club de Stanleyville »	731
Id.	id.	Ordre de la Couronne	758
Id.	id.	Ordre de Léopold II	763
A.R.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société de Constructions Métalliques (Socomet) ». — Autorisation. — Statuts	767
Id.	id.	Ordre de Léopold	751
Id.	id.	Ordre de l'Etoile Africaine	755
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	756
D.	id.	Pension aux titulaires d'un ordre national. — Complément à l'article 1 ^{er} du décret du 7 juillet 1918	1210
A.M.	25 juin	Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. — Règlement général	768
D.	id.	Répression de l'adultère et de la bigamie en cas de mariage de droit civil et assimilé	808
A.R.	id.	Ordre de Léopold	821
Id.	id.	Ordre de la Couronne	823
Id.	id.	Ordre de Léopold II	824
Id.	id.	Médaille Commémorative du Congo	825
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	826
Id.	id.	Ordre de la Couronne	832
A.M.	id.	Commission pour la protection des Arts et Métiers Indi- gènes	744

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.M.	25 juin	Fonds du Bien-Etre Indigène. — Règlement d'ordre intérieur	733
Id.	26 juin	Fonds Colonial et Fonds Spécial d'Allocations. — Règlement	833
A.R.	27 juin	Arrêté du Régent du 27 juin 1948 ouvrant des crédits provisoires supplémentaires au budget ordinaire Colonial, pour le troisième trimestre 1948	835
D.	5 juillet	Décrets coordonnés sur l'organisation judiciaire et la compétence. — Modification des articles 20, 29 et 32	836
Id.	id.	Décrets coordonnés sur l'organisation judiciaire de la Colonie. — Modification des articles 9, 30 et 33	839
Id.	id.	Juridictions indigènes du Ruanda-Urundi. — Modification de l'ordonnance législative du 5 octobre 1943	841
Id.	id.	Organisation judiciaire au Ruanda-Urundi	844
Id.	id.	Statut des magistrats de carrière. — Modification	894
Id.	id.	Statut des magistrats de carrière. — Application au Ruanda-Urundi	924
A.R.	id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire	927
Id.	id.	Cours d'appel et tribunaux de première instance. — Costume des membres	933
Id.	id.	Statut des magistrats de carrière. — Indemnité de représentation des présidents des cours d'appel et des procureurs-généraux	940
Id.	id.	Statut des magistrats de carrière. — Indemnités familiales. — Voyages des femmes et des enfants. — Indemnités accordées aux veuves ; abrogation des anciens arrêtés	941
D.	id.	Répression de l'adultère et de la bigamie et la protection du mariage monogamique	943
Id.	id.	Recherche de la paternité. — Obligation alimentaire en faveur de l'enfant naturel non reconnu	981
A.R.	id.	Fondation de Bien-Etre Indigène de la société «Utexléo»	992
Id.	id.	Fondation « Symétain » pour l'amélioration du Bien-Etre des Indigènes	1001
Id.	12 juillet	Croix-Rouge du Congo. — Comité Exécutif. — Nominations	1013
Id.	id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Société de Linea-Malambo ». — Modifications aux statuts	1013
Id.	14 juillet	Société congolaise à responsabilité limitée « Wilford Congo ». — Autorisation	1014
Id.	id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Brasserie de Léopoldville ». — Modifications aux statuts	1014

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	14 juillet	Société congolaise à responsabilité limitée « Société Minière de Nyangwe ». — Modifications aux statuts	1014
Id.	id.	Société congolaise à responsabilité limitée « Air-Congo ». — Constitution	1015
A.M.	15 juillet	Commission pour l'étude du statut de la population congolaise. — Création	1061
A.R.	16 juillet	Parcs Nationaux du Congo Belge. — Tourisme	1015
Id.	22 juillet	Société congolaise à responsabilité limitée « Société Belge de Recherches Minières en Afrique (Remina) ». — Modifications aux statuts	1018
A.M.	23 juillet	Affectation de la cotisation établie par le décret du 19 mai 1948, sur l'assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés coloniaux	1064
	24 juillet	Consulats Etrangers au Congo Belge	1211
	26 juillet	Consulats Etrangers au Congo Belge	1211
A.R.	31 juillet	Société congolaise à responsabilité limitée « Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels (S.A.P. C.H.I.M.) ». — Autorisation. — Statuts	1066
	2 août	Consulats Etrangers au Congo Belge	1211
A.R.	5 août	Règlement de comptabilité pour le Fonds du Bien-Etre Indigène	1066
Id.	6 août	Arrêté du Régent en date du 1 ^{er} juillet 1947 sur l'organisation administrative de la Colonie. — Remplacement de l'article 54	1085
Id.	10 août	Société congolaise des Grands Magasins «Au Bon Marché» (Coboma). — Statuts. — Modifications	1086
A.M.	12 août	Croix de Guerre 1940	1087
A.R.	20 août	Octroi de la personnalité civile à l'association « Fédération des Cercles et Clubs Indigènes de Stanleyville »	1087
Id.	id.	Statut des agents de l'administration d'Afrique	1089
Id.	21 août	Arrêté du Régent, fixant la date à laquelle la loi du 23 décembre 1946, portant création d'un Conseil d'Etat, est mise entièrement en vigueur	1259
Id.	23 août	Arrêté du Régent réglant la forme du sceau du Conseil d'Etat	1353
Id.	id.	Arrêté du Régent déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat	1354
Id.	id.	Arrêté du Régent déterminant les formes et délais des pourvois en cassation contre les arrêts du Conseil d'Etat	1433
Id.	id.	Ordre Royal du Lion	1211

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
	25 août	Consulats Etrangers au Congo Belge	1212
A.M.	31 août	Statut des magistrats. — Documents à produire par les magistrats à titre provisoire, pour pouvoir bénéficier des augmentations de traitement prévues à l'article 26 du statut	1212
Id.	1 septemb.	Office d'Exploitation des Transports Coloniaux. — Conseil de Gérance. — Démission	1213
A.R.	7 septemb.	Société Métallurgique du Katanga (Metalkat). — Statuts. — Autorisation	1214
Id.	8 septemb.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Transposition des grades prévus par l'ancien et le nouveau statut	1205
Id.	id.	Société par actions à responsabilité limitée : «Tabaongo». — Modifications aux statuts	1214
Id.	id.	Société par actions à responsabilité limitée : « Universal Trading ». — Modifications aux statuts	1215
Id.	id.	Société par actions à responsabilité limitée : « Société Immobilière, Agricole et Forestière (Imafor) ». — Modifications aux statuts	1215
Id.	11 septemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Symor ». — Modifications aux statuts	1215
Id.	id.	Société par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de la Tele ». — Modifications aux statuts	1216
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Congolaise de Gestion Immobilière (Cogimo) ». — Autorisation	1216
Id.	id.	Transposition des traitements du personnel de l'Administration d'Afrique. — Remplacement du 1 ^{er} alinéa de l'article 1 ^{er} de l'arrêté du 4 mars 1948	1216
Id.	id.	Rangs et préséance des autorités d'Afrique	1218
Id.	id.	Commission Consultative de la Géologie Coloniale. — Institution	1221
Id.	id.	Personnel Judiciaire	1233
Id.	id.	Statut des magistrats. — Examen complémentaire à subir par les candidats magistrats	1225
A.M.	14 septemb.	Personnel Judiciaire	1234
A.R.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Symétain ». — Modifications aux statuts	1226
Id.	id.	Institut National pour l'Etude Agronomique du Congo Belge. — Commission. — Nomination	1302
Id.	18 septemb.	Travaux extraordinaires de chargement et de déchargement. — Indemnité de surveillance	1226

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	21 septemb.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications .	1228
Id.	id.	Personnel Judiciaire	1233
Id.	id.	Taxes assimilées au timbre. — Remplacement du 1 ^{er} alinéa de l'article 1 ^{er} , et du 1 ^{er} alinéa du 2 ^e article de l'arrêté du 30 janvier 1946	1302
D.	29 septemb.	Généralisation des allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Complément au décret du 30 mars 1948	1304
A.R.	3 octobre	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Messageries Automobiles du Sankuru (M.A.S.) ». — Statuts	1309
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « John Mahieu Aviation ». — Autorisation. — Statuts .	1309
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société de Transports et de Commerce au Congo Belge ». — Statuts	1309
Id.	id.	Création d'un Conseil Supérieur de l'Assistance Sociale Coloniale	1310
Id.	id.	Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie .	1315
Id.	id.	Classifications barémiques du personnel de l'Administration Centrale et des Services Extérieurs. — Modifications. .	1317
Id.	id.	Exécution du décret du 20 décembre 1945 organisant la réparation du dommage résultant des maladies professionnelles survenues aux non-indigènes. — Paiement de la cotisation	1318
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de la Luama (Syluma) ». — Statuts. — Modifications	1308
A.M.	12 octobre	Perception des cotisations en matière de sécurité sociale. — Complément à l'arrêté ministériel du 13 avril 1948 .	1321
A.R.	16 octobre	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge (Sica) ». — Statuts. — Modifications . . .	1435
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière en Afrique Orientale (Minafor) ». — Modifications aux statuts	1435
Id.	id.	Personnel Judiciaire	1323
Id.	id.	Comité National du Kivu. — Règlement d'ordre intérieur, approuvé par l'arrêté royal du 13 avril 1938. — Modification	1323
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga ». — Statuts. — Modifications	1435
Id.	18 octobre	Administration centrale. — Personnel	1324

Décret Arrêté Loi	DATE	OBJET	Pages
A.R.	25 octobre	Octroi de la personnalité civile au « Groupement de Défense de l'Ecole Publique (G. D. E. P.) »	1436
Id.	id.	Statut des magistrats. — Examen des magistrats à titre définitif	1437
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Inco Sarma ». — Statuts. — Autorisation	1438
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Cobelfruit ». — Statuts. — Modifications	1438
Id.	id.	Personnel Judiciaire	1438
Id.	id.	Amortissement, remboursement, annulation et destruction des titres de la Dette Publique du Congo Belge	1439
Id.	id.	Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commission. — Nominations	1440
A.M.	29 octobre	Produits chimiques spécialement dénommés	1441
A.R.	6 novemb.	Caisse Coloniale d'Assurance. — De la prime constante temporaire et du maximum des rentes de veuves	1442
Id.	9 novemb.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Congolaise des Cycles Royal Nord ». — Constitution	1445
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Forestière et Agricole du Maniema (Forama) ». — Modifications aux statuts	1446
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage ». — Constitution	1445
Id.	id.	Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Multiplex du Mayumbe (Multimayumbe). — Modifications aux statuts	1445
Id.	16 novemb.	Personnel Judiciaire	1446
A.M.	17 novemb.	Règlement organique de la Caisse d'Amortissement de la Dette Publique du Congo Belge. — Modification	1446

Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo

ALPHABETISCHE INHOUDSTAFEL

1948

Eerste Deel

Bladz.

A

Aandelen (zie Belastingstelsel).

Advocaat.

Decreet waarbij het toegelaten wordt advocaten bij ordemaatregel te
schorsen 1330

Aéro-Club de Stanleyville (zie Rechtspersoonlijkheid).

Akkoord (zie Overeenkomst).

Arbeid (zie Overeenkomst).

Arbeidsongevallen (zie Sociale Wetgeving).

Auteursrecht.

Bescherming 721

Auxiliaires Laïques Sociales du Congo (zie Rechtspersoonlijkheid).

B

Begroting.

Opening van voorlopige bijkomende kredieten op de gewone koloniale
begroting voor het derde kwartaal 1948 835

Belasting.

Personele belasting op de oppervlakte der mijnconcessies. — Bedragen
vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 29 Juli 1937. — Wijziging 263

Belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aandelen reeks B 60

Beroepsziekten (zie Sociale Wetgeving).

Bevoegdheid (zie Gerecht — Rechterlijke inrichting).

Bijvoegsel (Taksen handelsvergunningen, oogstverlof, enz.) 242

Bijzonder Comité van Katanga.

Benoeming 1019

Bijzonder Toelagenfonds (zie Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers).

Brandhout.

Decreet van 6 April 1926 tot bepaling van de bijzondere maat te gebruiken bij het vervoer van voor stoomschepen bestemd brandhout.

Afschaffing 189

C

Comité.

Bijzonder Comité van Katanga.

Benoeming 1019

Comité van de Portefeuille van de Kolonie.

Wijzigingen 48

Nationaal Comité van Kivu.

Raad van Beheer. — Benoeming 86

Wijzigingen aan het huishoudelijk reglement, goedgekeurd bij K. B. van 13 April 1938 1323

Commissie.

Commissie der motorbrandstoffen van het Ministerie van Koloniën.

Benoeming 10

Commissie voor Aardkunde van het Ministerie van Koloniën.

Besluit van de Regent tot wijziging van artikel 1 van het K. B. van 7 April 1936 82

Commissie ter bestudering van het statuut der beschaafde inländse congolese bevolking.

Instelling 1061

Commissie tot bescherming van de inlandse kunsten en ambachten 744

Commissie van Advies voor Koloniale aardkunde.

Oprichting 1221

Commissie van Geneeskunst van de Hoge Raad voor Koloniale Hygiene.

Oprichting. — Benoemingen 12

Complement (zie Bijvoegsel).

Consulaat.

Vreemde consulaten in Belgisch-Congo 281, 684, 766, 1211, 1212

D

Decreet van 17 Juli 1914.

Wijziging 644

Delgingskas van de Openbare Schuld van Belgisch-Congo.	
Wijziging aan het inrichtingsreglement	1446
Douane.	
Invoerrechten.	
Wijziging der rubriek 85 A (afzonderlijk vermelde scheikundige produkten).	
Uitvoerrechten.	
Wettelijke tarra	686

E

Eretekens (zie Orden).	
Errata	428, 671, 673, 1019, 1325
Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen.	
Raad van Beheer. — Benoeming	85
Ontslag	1213

F

Fédération des Cercles et Clubs Indigènes de Stanleyville (zie Rechtspersoonlijkheid).	
Fonds voor Inlands Welzijn.	
Huishoudelijk reglement	733
Reglement van boekhouding	1066

G

Gerecht.	
Gerechtspersoneel	58, 67, 428, 644, 670, 718, 1233, 1234, 1223, 1323, 1438 1446
Hoven van beroep en rechtbanken van eerste aanleg.	
Ambtskledij der leden	933
Inlandse rechtbanken van Ruanda-Urundi.	
Herinrichting van het gerecht in Ruanda-Urundi	844
Wetgevende ordonnantie van 5 Oktober 1943	841
Rechterlijke inrichting.	
Samengeordende decreten op de rechterlijke inrichting en de bevoegdheid.	
Wijziging van de artikelen 9, 30 en 33	839
Wijziging van de artikelen 20, 29 en 32	836
Statuut der magistraten.	
Aanvullend examen af te leggen door de kandidaat-magistraten	1225
Bescheiden voor te leggen door de magistraten met voorlopige aanstelling om te kunnen genieten van de weddeverhogingen, voorzien bij artikel 26 van het statuut	1212
Examen voor de magistraten met definitieve aanstelling	1437
Gezinsvergoedingen.	} afschaffing der oude besluiten
Reizen der vrouwen en kinderen	
Vergoedingen verleend aan de weduwen	
Toepassing op Ruanda-Urundi van het statuut der magistraten	924
Vertegenwoordigingskosten der voorzitters van de hoven van beroep en der procureurs-generaal	940
Wijzigingen aan het statuut der magistraten	894

Bladz.

Statuut van het gerechtspersoneel	927
Omzetting van de graden bepaald door het voormalig en het nieuw statuut	1205
Wijzigingen	1228
Groupement de Défense de l'Ecole Publique (G. D. E. P.) (zie Rechtspersoonlijkheid).	

H

Handelsvergunningen.

Taksen op aflevering van handelsvergunningen aan leurhandelaars	150
---	-----

Hof van Beroep (zie Gerecht).

Hoge Raad voor Koloniale Hygiene.

Oprichting van een vaste Commissie van Geneeskunst.

Benoemingen	12
-----------------------	----

Hoge Raad voor Koloniale Statistiek	267
---	-----

Hogere Raad voor Koloniale Sociale Hulp.

Oprichting	1310
----------------------	------

Hoofdbestuur (zie Ministerie van Koloniën).

Huwelijk.

Bestrafing van overspel en dubbel huwelijk ingeval van huwelijken volgens het geschreven recht en van ermee gelijkgestelde huwelijken	808
---	-----

Bestrafing van overspel en dubbel huwelijk, en bescherming van het monogamisch huwelijk	943
---	-----

I

Ingenieur (zie Plaatselijk Bestuur).

Inlanders.

Statuut der beschaafde inlandse bevolking (zie Commissie).

Stichting Symétain voor het verbeteren van het welzijn der inlanders	1001
--	------

Stichting Utxleo voor het verbeteren van het welzijn der inlanders	992
--	-----

Inlandse kunsten en ambachten (zie Commissie).

Instituut.

Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo.

Commissie. — Benoemingen	58, 191, 1440
------------------------------------	---------------

Toerisme	1015
--------------------	------

Instituut voor de Wissel	731
------------------------------------	-----

Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika.

Benoemingen	7, 9, 65, 87
-----------------------	--------------

Nationaal Instituut voor de Landbouwstudie in Belgisch-Congo.

Commissie. — Benoeming	1302
----------------------------------	------

Invoerrechten (zie Douane).

K

Koloniaal Geneeskundig Centrum.	
Oprichting	435
Koloniaal Invaliditeitsfonds.	
Wijzigingen aan de statuten. — Benoemingen	49
Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en Bijzonder Toelagenfonds.	
Reglement	833
Wijzigingen aan de reglementen	26
Koloniale Aardkunde.	
Oprichting van een Commissie van Advies	1221
Koloniale Hogeschool.	
Samenstelling van de Raad van Beheer	79
Koloniale Loterij.	
Bedrag der in 1948 uit te geven schijven	15
Benoeming van Secretaris van het Comité en van Secretaris van de Koloniale Loterij	644
Eerste schijf 1948. — Modaliteiten van uitgifte	16
Modaliteiten van uitgifte vanaf de 2 ^e schijf 1948	52
Koloniale Raad.	
Benoeming	25
Koloniale School.	
Personeel	65
Koloniale Verzekeringskas.	
Tijdelijke bestendige premie en maximum der weduwrenten	1442
Weduwen- en wezenrenten	273
Kredietmaatschappij voor Kolonisten.	
Reglement van de verrichtingen. — Goedkeuring	688

L

Ladings- en ontladingswerken.	
Toezichtsvergoeding	1226
Leger (zie Militie).	
Leurhandelaars (zie Handelsvergunningen).	
Luchtvaart (zie Overeenkomst).	

M

Maison du Combattant (La).	
Oprichting. — Doel	438
Mijnconcessies.	
Personele belasting op de oppervlakte	263
Militie.	
Samenvatting van de besluiten tot regeling van de toekenning ener vergoeding aan de rechthebbenden der soldijtrekkende militairen van het Belgisch Leger	1332

Ministerie van Koloniën.

Commissie der Brandstoffen van het Ministerie van Koloniën.	
Benoeming	10
Commissie voor aardkunde.	
Wijziging van artikel 1 van het K. B. van 7 April 1936	82
Indeling der weddeschalen van het personeel van het Hoofdbestuur en van de buitendiensten. — Wijzigingen	1317
Organiek kader	437
Personeel	55, 57, 81, 749, 1324
Rangschikking van de ambten en toekenning der weddeschalen aan het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Koloniën	641
Museum van Belgisch-Congo	1060

N

Nationaal Comité van Kivu.

Raad van Beheer. — Benoeming	86
Wijzigingen aan het huishoudelijk reglement, goedgekeurd bij K. B. van 13 April 1938	1323

Nationaal Instituut voor de Landbouwstudie in Belgisch-Congo (zie Instituut)

Nationale Parken van Belgisch-Congo.

Toerisme	1015
--------------------	------

O

Oogstverlof.

Taks per oogstverlof	153
--------------------------------	-----

Oorlog (zie Overeenkomst).

Oorlogsschade aan goederen (zie Overeenkomst).

Orden en Onderscheidingen.

Afrikaanse medaille van de oorlog 1940-45	304
Dienstster	636, 638, 639, 685
Gouden Dienstster	635
Herinneringsmedaille van Congo	11, 67, 81, 394, 825
Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht	62, 699, 1315
Koloniale Herinneringsmedaille 1914-1918	685
Koninklijke Orde van de Leeuw	80, 504, 685, 756, 826, 1211
Kroonorde	5, 15, 61, 80, 519, 639, 685, 701, 758, 823, 832
Leopoldsorde	61, 80, 501, 684, 701, 751, 821
Medaille van de Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-45	6, 524, 701
Oorlogskruis 1940	1087
Orde van de Afrikaanse Ster	62, 751, 755
Orde van Leopold II	49, 62, 521, 763, 824

Overeenkomst.

Arbeid.

Internationale Arbeidsconferenties. — Aanwerving van inlandse werkkrachten. — Arbeidscontract der inlandse arbeiders	1266
--	------

Internationale Overeenkomst betreffende de nachtarbeid der vrouwen, aangenomen op 19 Juni 1934 te Geneve door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar 18° zitting.	
Opzegging door het Verenigd Koninkrijk	79
Wet tot goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de recrutering der inlandse arbeiders, aangenomen op 20 Juni 1936 te Geneve door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar 20° zitting, en van de overeenkomst betreffende de arbeidscontracten (inlandse arbeiders) aangenomen op 27 Juni 1939 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar 25° zitting	1023
Luchtvaart.	
Akkoord tussen België en Portugal betreffende het luchtvervoer	137
Overeenkomst tot het brengen van eenheid in enige bepalingen inzake het internationaal luchtvervoer en Additionneel Protocol, ondertekend op 12 Oktober 1929 te Warschau.	
Toetreding van Canada	683
Verdrag tot regeling der luchtvaart, en bijlagen van 13 Oktober 1919 680,	682
Wet houdende goedkeuring van het protocol, getekend te Brussel op 1 Juni 1935, betreffende de bijlage H	4
Oorlog.	
Internationale Overeenkomst betreffende de behandeling der krijgsgevangenen, en bijlage, getekend op 27 Juli 1929 te Geneve.	
Toetreding van Pakistan	681
Internationale Overeenkomst voor de verbetering van het lot der zieken en gekwetsten in de legers te velde, getekend op 27 Juli 1929 te Geneve.	
Toetreding van het Vorstendom Monaco	682
Oorlogsschade aan goederen.	
Akkoord tussen België, Groot-Britannië en Noord-Ierland tot bevestiging der wederkerigheid inzake het herstel van oorlogsschade aan goederen, gesloten door briefwisseling, en gedagtekend te Brussel op 7 Juni 1948	1265
Verdovingsmiddelen.	
Internationale Overeenkomst voor de beperking der vervaardiging, en het reglementeren der verdeling van verdovingsmiddelen, Protocol van ondertekening en Slotakte, ondertekend op 13 Juli 1931 te Geneve.	
Bekrachtiging door Ethiopie	683
Zedeloze uitgaven.	
Internationale Overeenkomst voor de beteugeling van het verspreiden van, en de handel in zedeloze uitgaven, getekend op 12 September 1923 te Geneve.	
Toetreding van Mexico	681
Overspel (zie Huwelijk).	

P

Patentrechten.

Jaarlijkse bijdragen vastgesteld bij artikel 45 van het decreet van 12 Augustus 1937.	
Verhoging	261

	Bladz.
Pensioenen.	
Gezinstoelagen aan de burgerlijke en koloniale gepensioneerden	667
Pensioen aan de titularissen van een nationale orde.	
Aanvulling van artikel 1 van het decreet van 7 Juli 1918	1210
Wijzigingen aan het decreet van 12 Maart 1946 betreffende de koloniale pensioenen	433
Plaatselijk Bestuur.	
Aalmoezeniers van de Weermacht	285
Aanwerving van ingenieurs in de Dienst der Verreberichtgevingen.	
Voorwaarden	432
Bestuursinrichting van de Kolonie.	
Vervanging van artikel 54 van het B. R. van 1 Juli 1947	1085
Gezinstoelagen aan de burgerlijke en koloniale gepensioneerden	667
Rang en voorrang van het overheidspersoneel in Afrika	1218
Statuut van de beambten van het bestuur in Afrika.	
Omzetting van de wedden van het voorgaand stelsel	156
Omzetting van de wedden van het bestuurspersoneel in Afrika.	
Vervanging van het eerste lid van artikel 1 van het besluit van 4 Maart 1948	1216
Statuut van de beambten van het bestuur in Afrika	1089
Uitvoeringsmaatregelen van het statuut	196
Posterijen.	
Uitgifte van postzegels	56, 84, 427, 749, 766
Briefkaarten. — Verschillende overdrukken	441

R

Raad van State.	
Regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State	1354
Vaststelling van de datum waarop de wet van 25 December 1946, houdende instelling van een Raad van State, volledig in werking treedt	1259
Vaststelling van de formaliteiten en de termijnen inzake beroep tegen de arresten van de Raad van State	1433
Vaststelling van de vorm van het zegel van de Raad van State	1353
Wet houdende instelling van een Raad van State	1235
Rechtbanken van eerste aanleg (zie Gerecht).	
Rechtspersoonlijkheid.	
Aéro-Club de Stanleyville	731
Auxiliaires Laïques Sociales du Congo	154
Fédération des Cercles et Clubs Indigènes de Stanleyville	1087
Groupement de Défense de l'Ecole Publique « G.D.E.P. »	1436
Sœurs du Saint Cœur de Marie	640
Yacht Club de Léopoldville	394
Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité au Congo Belge et au Ruanda-Urundi.	
Water- en electriciteitsleidingen te Luluaburg. — Studiën, werken en uitbating	194

Rode Kruis.	Bladz.
Congolese Rode-Kruis.	
Benoemingen in het uitvoerend Comité	1013
Ruanda-Urundi.	
Inlandse rechtbanken	841

S

Scheikundige produkten.	
Bijzonder vermelde scheikundige produkten	191, 1441
Schenking.	
Schenking ten voordele van het Gouvernement van Ruanda-Urundi.	
Voorwaarden	192
Schuld.	
Koloniale.	
Koloniale schuld 3,5 % 1937.	
Uitdelging der obligatiën	661
Onaflosbare koloniale schuld 4 % 1948.	
Stichting	666
Wet van 8 Juli 1947 betreffende de 4 % koloniale schuld 1936 (verbeterde tekst)	250
Uitdelging der obligatiën	655
Openbare.	
Aflossing, terugbetaling en vernietiging van de titels der openbare schuld van Belgisch-Congo	1439
Inrichtingsreglement der Delgingskas van de openbare schuld van Belgisch-Congo.	
Wijziging	1446
Sociale Wetgeving.	
Gezinstoelagen voor niet-inlandse werknemers.	
Aanvulling van het decreet van 30 Maart 1948	1304
Indiening der aanvragen en toekenning der toelagen	331
Veralgemening	289
Inning der bijdragen voor sociale veiligheid der niet-inlandse werknemers	396
Maatschappelijke zekerheid.	
Inning der bijdragen. — Aanvulling van het ministerieel besluit van 13 April 1948	1321
Ministerieel besluit tot vaststelling der tarieven voor de geneeskundige, heelkundige, pharmaceutische en verplegingskosten. voor de zorgen gegeven buiten de Kolonie aan de getroffen en van arbeidsongevallen en beroepsziekten	88
Schadevergoeding voortvloeiende uit beroepsziekten van niet-inlanders.	
• Betaling van de bijdrage	1318
Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers	441
Algemeen reglement	768
Wijziging van zekere bepalingen van het decreet van 10 Oktober 1945	251
Verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de koloniale werknemers.	
Wijzigingen aan het decreet van 25 Oktober 1945	647
Bestemming van de bijdrage, vastgesteld bij decreet van 19 Mei 1948	1064
Sœurs du Saint-Cœur de Marie (zie Rechtspersoonlijkheid).	

Statistiek.	Bladz.
Decreet waarbij het Gouvernement van de Kolonie gemachtigd wordt, statistische onderzoeken te doen, en de Hoge Raad voor Koloniale Statistiek opgericht wordt	267

Stoomschepen.

Vervoer van voor stoomschepen bestemd brandhout (zie Brandhout).

Symétain.

Stichting	1001
---------------------	------

T

Taksen (zie ook Complement).

Bedrag van de taks vastgesteld bij artikel 2 van het decreet van 9 December 1925. — Wijziging	151
Met het zegel gelijkgestelde taksen.	
Vervanging van het eerste lid der artikelen 1 en 2 van het besluit van 30 Januari 1946	1302
Taksen geïnd ter gelegenheid van de afleveringen der handelsvergunningen van de leurhandelaars, vastgesteld bij artikel 1 van het decreet van 13 Augustus 1937.	
Verhogingen	150
Taksen op de vergunningen tot het verkopen en het dragen van wapens.	
Verhoging	265
Taks per oogstverlof en per overdracht van verlof, vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910.	
Verhoging	153
Tarief der invoerrechten. — Wijziging der rubrick 85 A (scheikundige produkten afzonderlijk vermeld)	191

U

Uitvoerrechten (zie Douane).

Utexleo.

Stichting	292
---------------------	-----

V

Vaderschap.

Onderzoek naar het vaderschap. — Verplichting tot onderhoud ten gunste van het niet-erkend natuurlijk kind	981
--	-----

Vennootschappen van Koophandel.

Air-Congo.	
Statuten. — Machtiging	1015
Brasserie de Léopoldville.	
Statuten. — Wijzigingen	1014
Compagnie Africaine Cooreman.	
Statuten. — Wijzigingen	686
Compagnie Belge des Fruits Coloniaux « Cobelfruit ».	
Statuten. — Wijzigingen	1438
Compagnie Congolaise d'Afrique « C. C. A. ».	
Statuten. — Machtiging	688
Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage.	
Statuten. — Machtiging	1445

Compagnie Cotonnière Congolaise.	
Statuten. — Wijzigingen	84
Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.	
Statuten. — Wijzigingen	66
Compagnie Financière Africaine.	
Statuten. — Machtiging	730
Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo « Cegeac ».	
Statuten. — Wijzigingen	730
Filatures et Tissages Africains « Filtisaf ».	
Statuten. — Wijzigingen	8
Filatures et Tissages de Fibres au Congo « Tissaco ».	
Statuten. — Machtiging	82
Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises.	
Statuten. — Wijzigingen	83
Inco-Sarma.	
Statuten. — Machtiging	1438
John Mahieu Aviation.	
Statuten. — Machtiging	1309
Messageries Automobiles du Sankuru « M. A. S. ».	
Statuten. — Machtiging	1309
Mines d'Or Belgika « Belgikaor ».	
Statuten. — Wijzigingen	188
Multiplex du Mayumbe « Multimayumbe ».	
Statuten. — Wijzigingen	1445
Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels « S.A.P.C.H.I.M. »	
Statuten. — Machtiging	1066
Société Auxiliaire Agricole du Kivu « S.A.A.K. ».	
Statuten. — Wijzigingen	393
Société Belge de Recherches Minières « Remina ».	
Statuten. — Wijzigingen	1018
Société Coloniale de Textiles « Socotex ».	
Statuten. — Wijzigingen	393
Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa « S. C. A. F. I. T. ».	
Statuten. — Machtiging	82
Société Congolaise de Banque.	
Statuten. — Machtiging	66
Société Congolaise de Gestion Immobilière « Cogimo ».	
Statuten. — Machtiging	1216
Société Congolaise des Cycles Royal Nord.	
Statuten. — Machtiging	1445
Société Congolaise des Grands Magasins « Au Bon Marché » (Coboma).	
Statuten. — Wijzigingen	1086
Société de Constructions Métalliques « Socomet ».	
Statuten. — Machtiging	767
Société de Linea-Idjwi.	
Statuten. — Wijzigingen	55. 188
Société de Linea-Malambo.	
Statuten. — Wijzigingen	1013
Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga « Sorekat »	
Statuten. — Wijzigingen	1435

Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga.	
Statuten. — Wijzigingen	393
Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.	
Statuten. — Wijzigingen	330
Société de Transports et de Commerce au Congo Belge.	
Statuten. — Machtiging	1309
Société Forestière du Sankuru « Forkuru ».	
Statuten. — Machtiging	57
Société Forestière et Agricole du Maniema « Forama ».	
Statuten. — Wijzigingen	1446
Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga.	
Statuten. — Wijzigingen	57
Société Immobilière, Agricole et Forestière « Imafor ».	
Statuten. — Wijzigingen	1215
Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge « Sica ».	
Statuten. — Wijzigingen	1435
Société Métallurgique du Katanga « Metalkat ».	
Statuten. — Machtiging	1214
Société Minière de la Luama « Syluma ».	
Statuten. — Wijzigingen	1308
Société Minière de la Tele.	
Statuten. — Wijzigingen	1216
Société Minière de Muhinga et de Kigali « Somuki ».	
Statuten. — Wijzigingen	5
Société Minière de Nyangwe.	
Statuten. — Wijzigingen	330, 1014
Société Minière du Bécéka.	
Statuten. — Wijzigingen	65
Société Minière en Afrique Orientale « Minafor ».	
Statuten. — Wijzigingen	1435
Société Minière Victoria.	
Statuten. — Wijzigingen	11
Symétain.	
Statuten. — Wijzigingen	1226
Symor.	
Statuten. — Wijzigingen	1215
Syndicat Minier Africain « Symaf ».	
Statuten. — Wijzigingen	688
Tabacongo.	
Statuten. — Wijzigingen	1214
Union Minière du Haut-Katanga.	
Statuten. — Wijzigingen	49
Usines Textiles de Léopoldville.	
Statuten. — Wijzigingen	66
Wilford-Congo.	
Statuten. — Wijzigingen	1014
Universal Trading.	
Statuten. — Wijzigingen	1215
Vennootschap voor Belgische Kolonisatie in Katanga.	
Statuten. — Machtiging	59

Verdovingsmiddelen (zie Overeenkomst).

Verdrag (zie Overeenkomst).

Vergunningen.

Prijzen der vergunningen, vastgesteld in artikel 8 van de ordonnatiewet van 26 December 1942. — Wijzigingen 152

W

Wapens.

Taksen op verkoop en het dragen 265

Weermacht.

Aalmoezeniers van de Weermacht 285

Oprichting van een dienst van militaire aalmoezeniers.

Administratieve inrichting 281

Samenvatting van de besluiten tot regeling van de toekenning en ver-
goeding aan de rechthebbenden der soldijtrekkende militairen van
het Belgisch-Leger 1332

Wet.

Internationale Arbeidsconferenties. — Aanwerving van inlandse werk-
krachten. — Arbeidscontract der inlandse arbeiders 1266

Wet houdende goedkeuring van het Protocol, getekend te Brussel op
1 Juni 1935, betreffende de bijlage H van het verdrag tot regeling
der luchtvaart van 13 Oktober 1919 4

Wet tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de recrutering
der inlandse arbeiders, aangenomen op 20 Juni 1936 te Geneve door
de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar twintigste zitting,
en van de overeenkomst betreffende de arbeidscontracten (inlandse
arbeiders), aangenomen op 27 Juni 1939 te Geneve door de Interna-
tionale Arbeidsconferentie tijdens haar 25^e zitting 1023

Wet houdende instelling van een Raad van State 1235

Y

Yacht-Club de Léopoldville (zie Rechtspersoonlijkheid).

Z

Zedeloze uitgaven (zie Overeenkomst).

CHRONOLOGISCHE INHOUDSTAFEL

der decreten en besluiten

verschenen in het « Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo » 1948.

Eerste Deel

Verkorting: D. (Decreet). — K. B. (Koninklijk Besluit).
M. B. (Ministerieel Besluit). — B. R. (Besluit Regent). — B. W. (Besluit-Wet).

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
	1946		
W.	23 Juli	Wet houdende goedkeuring van het Protocol, getekend te Brussel de 1 ^e Juni 1935, betreffende de bijlage H van het Verdrag tot regeling der luchtvaart van 13 October 1919	4
Id.	23 Decemb.	Wet houdende instelling van een Raad van State	1235
	1947		
D.	10 Maart	Decreet waarbij het toegelaten wordt advocaten bij orde-maatregel te schorsen	1330
M.B.	10 April	Aanwerving van Ingenieurs in de Dienst der Verrebericht-gevingen. — Voorwaarden	432
W.	8 Juli	Openbare Schuld (Verbeterde tekst). — Wet van 8 Juli 1947, betreffende de 4 % Koloniale Schuld 1936	250
Id.	10 Septemb.	Wet tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de recrutering der inlandse arbeiders, aangenomen op 20 Juni 1936 te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar twintigste zitting, en van de overeenkomst betreffende de Arbeidscontracten (inlandse arbeiders), aangenomen op 27 Juni 1939 te Genève door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar vijf-en-twintigste zitting	1023
Id.	id.	Internationale Arbeidsconferentie	1266
B.R.	30 October	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Minière de Muhinga et de Kigali » (Somuki). — Statuten. — Wijzigingen	5
D.	10 Novemb.	Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers. — Wijziging van zekere bepalingen van het decreet van 10 October 1945	251
B.R.	12 Novemb.	Kroonorde	5
M.B.	13 Novemb.	Hoofdbestuur. — Personeel	55
B.R.	14 Novemb.	Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945	6
Id.	id.	Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika.	7

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	30 Novemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Filatures et Tissages Africains » (Filitisaf). — Statuten. — Wijzigingen	8
Id.	1 Decemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, « Société de Linea-Idjwi ». — Statuten. — Wijzigingen	55
Id.	id.	Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden Afrika. — Raad van Beheer. — Benoemingen	9
M.B.	id.	Commissie der Motorbrandstoffen van het Ministerie van Koloniën. — Benoeming	10
B.R.	4 Decemb.	Kroonorde	5
Id.	5 Decemb.	Herinneringsmedaille van Congo	11
M.B.	8 Decemb.	Posterijen. — Uitgifte van postzegels	56
B.R.	10 Decemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Minière Victoria ». — Statuten. — Wijzigingen	11
M.B.	id.	Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne. — Oprichting van een vaste Commissie van Geneeskunst. — Benoemingen	12
B.R.	12 Decemb.	Kroonorde	15
Id.	id.	Koloniale Loterij. — Bedrag der schijven welke in 1948 zullen uitgegeven worden	15
M.B.	14 Decemb.	Koloniale Loterij. — Eerste schijf 1948. — Modaliteiten van uitgifte	16
B.R.	18 Decemb.	Koloniale Raad. — Benoeming	25
M.B.	22 Decemb.	Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en Bijzonder Toelagenfonds. — Wijzigingen aan de Reglementen	26
Id.	27 Decemb.	Comité van de Portefeuille van de Kolonie. — Wijzigingen	48
B.R.	29 Decemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Union Minière du Haut-Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen	49
Id.	id.	Orde van Leopold II	49
Id.	id.	« Société Forestière du Sankuru (Forkuru). — Machtiging. — Statuten	57
Id.	id.	Hoofdbestuur. — Personeel	57
M.B.	31 Decemb.	Koloniaal Invaliditeitsfonds. — Wijzigingen aan de statuten. — Benoemingen	49
B.R.	id.	« Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga ». Statuten. — Wijzigingen	57

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
	1948		
M.B.	9 Januari	Koloniale Loterij. — Modaliteiten van uitgifte	52
B.R.	10 Januari	Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoemingen	58
Id.	12 Januari	Gerechtspersoneel	58
Id.	id.	Vennootschap voor Belgische Colonisatie in Katanga. — Machtiging. — Statuten	59
D.	id.	Belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aan- delen reeks B	60
B.R.	13 Januari	Leopoldsorde	61
Id.	id.	Kroonorde	61
Id.	id.	Orde van Leopold II	62
Id.	17 Januari	Orde van de Afrikaanse Ster	62
Id.	22 Januari	Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht. — Toekenning	62
Id.	id.	Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afri- ka. — Benoeming	65
Id.	23 Januari	Leopoldsorde.	80
Id.	id.	Koninklijke Orde van de Leeuw	80
Id.	id.	Kroonorde	80
Id.	26 Januari	Koloniale School. — Personeel	65
Id.	id.	« Société Minière du Bécéka ». — Statuten. — Wijzigingen	65
Id.	id.	« Société Congolaise de Banque ». — Machtiging. — Sta- tuten	66
Id.	id.	« Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen	66
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuten. — Wijzigingen	66
D.	id.	Koloniale pensioenen. — Wijzigingen aan het decreet van 18 Maart 1946	433
B.R.	30 Januari	Koloniaal Geneeskundig Centrum. — Oprichting	435
Id.	5 Februari	Hoofdbestuur. — Personeel	81
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo (Tissaco) ». — Machtiging. — Statuten	82
Id.	id.	Gerechtspersoneel	67

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	5 Februari	Herinneringsmedaille van Congo. — Rente en aanvullende rente	67
B.R.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te Wema : « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa (S. C. A. F. I. T.) ». — Machtiging. — Statuten	82
Id.	13 Februari	Commissie voor aardkunde van het Ministerie van Koloniën. — Besluit van de Regent tot wijziging van artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 7 April 1936	82
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises ». — Wijzigingen aan de statuten. — Machtiging	83
Id.	id.	« Compagnie Cotonnière Congolaise ». — Statuten. — Wijzigingen	84
M.B.	19 Februari	Posterijen. — Uitgifte van postzegels	84
B.R.	20 Februari	Hoofdbestuur. — Personeel	749
Id.	id.	Herinneringsmedaille van Congo	81
M.B.	28 Februari	Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen. — Raad van Beheer. — Benoeming	85
Id.	id.	Nationaal Comité van Kivu. — Beheerraad. — Benoeming	86
B.R.	1 Maart	Bijzonder Comité van Katanga. — Benoeming	1019
Id.	1 Maart	Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika	87
M.B.	2 Maart	Ministerieel besluit tot vaststelling der tarieven voor de geneeskundige, heilkundige, pharmaceutische en verplegingskosten, voor de zorgen gegeven buiten de Kolonie aan de getroffen en van arbeidsongevallen en beroepsziekten	88
D.	id.	Patentrechten. — Jaarlijkse bedragen, vastgesteld bij artikel 45 van het decreet van 12 Augustus 1937. — Verhoging	261
Id.	id.	Personele belasting op de oppervlakte van de mijnconcessies. — Bedragen vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 29 Juli 1937. — Wijziging	263
Id.	id.	Taksen op de vergunningen tot het verkopen en het dragen van wapens. — Verhoging	265
Id.	id.	Taksen geïnd ter gelegenheid van de afleveringen der handelsvergunningen van de leurhandelaars, vastgesteld bij artikel één van het decreet van 13 Augustus 1937. — Verhogingen	150
Id.	id.	Bedrag van de taks vastgesteld bij artikel 2 van het decreet van 9 December 1925. — Wijziging	151

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP.	Bladz.
D.	2 Maart	Prijzen der vergunningen, vastgesteld in artikel 8 van de ordonnantie-wet van 26 December 1942. — Wijzigingen	152
Id.	id.	Taks per oogstverlof en per overdracht van verlof, vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910. — Verhoging	153
B.R.	4 Maart	Verlening van burgerlijke persoonlijkheid aan de vereniging « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo »	154
Id.	id.	Statuut der beambten van het Koloniaal bestuur. — Omzetting van de wedden van het voorgaand stelsel . . .	156
Id.	id.	Dienstster	188
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société de Linea-Idjwi ». — Statuten. — Wijzigingen	188
Id.	8 Maart	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuten. — Wijzigingen	188
D.	id.	Decreet van 6 April 1926, tot bepaling van de bijzondere maat, te gebruiken bij het vervoer van voor stoomschepen bestemd brandhout. — Afschaffing	189
B.R.	11 Maart	Hoofdbestuur. — Organiek kader	437
D.	id.	Decreet waarbij het Gouvernement van de Kolonie gemachtigd wordt statistische onderzoeken te doen en de Hoge Raad voor Koloniale Statistiek opgericht wordt . .	267
B.R.	15 Maart	Samenvatting van de besluiten tot regeling van de toekenning ener vergoeding aan de rechthebbenden der soldijtrekkende militairen van het Belgisch leger	1332
M.B.	16 Maart	Tarief der invoerrechten : wijzigingen der rubriek 85A (scheikundige voortbrengselen afzonderlijk vermeld). .	191
B.R.	17 Maart	Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoeming	191
Id.	id.	Schenking van 40.000 frank ten voordele van Gouvernement van Ruanda-Urundi. — Voorwaarden	192
M.B.	18 Maart	« Régie de distribution d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi ». — Water- en electriciteitsleidingen te Luluaburg. — Studiën, werken en uitbating	194
B.R.	19 Maart	Koloniale Verzekeringskas : Weduwen- en wezenrenten .	273
	id.	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	281
B.R.	21 Maart	Museum van Belgisch-Congo	1060
Id.	22 Maart	Weermacht. — Oprichting van een Dienst van militaire aalmoezeniers. — Administratieve inrichting	281
Id.	id.	Dienst van het Personeel in Afrika. — Aalmoezeniers van de Weermacht	285
Id.	id.	Hoofdbestuur. — Personeel	749

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	30 Maart	Veralgemeining der gezinstoelagen voor niet-inlandse werknemers	289
B.R.	id.	Afrikaanse Medaille van de Oorlog 1940-1945. — Toekenning	304
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Statuten. — Wijzigingen	330
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Minière de Nyangwe ». — Statuten. — Wijzigingen	330
Id.	31 Maart	Medaille der Koloniale Inspanning 1940-1945	524
M.P.	id.	Gezinstoelagen voor niet-inlandse werknemers. — Indiening des aanvragen en toekenning der toelagen	331
B.R.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Coloniale de Textiles (Socotex) ». — Statuten. — Wijziging	393
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S. A. A. K.) ». — Statuten. — Wijzigingen	393
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga ». — Statuten. — Wijzigingen	393
Id.	id.	Herinneringsmedaille van Congo	394
Id.	id.	Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Yacht Club de Léopoldville »	394
Id.	3 April	« La Maison du Combattant ». — Oprichting. — Doel	438
M.B.	7 April	Statuut van de Beambten van het Bestuur in Afrika. — Uitvoeringsmaatregelen	196
Id.	13 April	Inning der bijdragen voor sociale veiligheid der niet-inlandse werknemers	396
Id.	14 April	Posterijen. — Uitgifte van postzegels	427
	20 April	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	684
M.B.	id.	Posterijen. — Briefkaarten. — Verschillende overdrukken	441
	22 April	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	684
B.R.	23 April	Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers	441
Id.	id.	Leopoldsorde	501
Id.	id.	Koninklijke Orde van de Leeuw	504
Id.	jd.	Gerechtspersoneel	428
Id.	id.	Kroonorde	519

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	23 April	Orde van Leopold II	521
Id.	id.	Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945	524
Id.	id.	Gouden Dienstster	635
Id.	id.	Dienstster	636
Id.	id.	Dienstster	638
Id.	id.	Dienstster	639
Id.	id.	Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Sœurs du Saint Cœur de Marie »	640
M.B.	29 April	Rangschikking van de ambten en toekenning der wedde- schalen aan het meestersvak-, en dienstpersoneel van het Ministerie van Koloniën	641
Id.	30 April	Koloniale Loterij. — Benoeming van Secretaris van het Comité en Secretaris der Koloniale Loterij	644
B.R.	id.	Kroonorde	639
	id.	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	684
B.R.	15 Mei	Gerechtspersoneel	644
M.B.	18 Mei	Posterijen. — Uitgifte van postzegels	749
D.	19 Mei	Decreet van 17 Juli 1914. — Wijziging	644
Id.	id.	Verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de Koloniale Werknemers. — Wijzigingen aan het decreet van 25 Oc- tober 1945	647
B.R.	id.	Koloniale Schuld 4 % 1936. — Uitdelging der obligatiën	655
Id.	id.	Leopoldsorde	684
Id.	id.	Koninklijke Orde van de Leeuw	685
Id.	id.	Kroonorde	685
Id.	id.	Koloniale Herinneringsmedaille 1914-1918	685
Id.	id.	Dienstster	685
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid « Compagnie Africaine Cooreman ». — Statuten. — Wijzigingen	686
Id.	id.	Koloniale Schuld 3,5 % 1937. — Uitdelging der obligatiën	661
Id.	id.	Onaflosbare Koloniale Schuld 4 % 1948. — Stichting	666
D.	id.	Gezinstoelagen aan de burgerlijke en koloniale gepension- neerden	667
B.R.	26 Mei	Gerechtspersoneel	670
Id.	id.	Orde der Afrikaanse Ster	751

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
	6 Juni	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	766
M.B.	7 Juni	Uitgaande rechten. — Wettelijke tarra	686
B.R.	8 Juni	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Symaf » (Syndicat Minier Africain). — Statuten. — Wijzigingen	688
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Compagnie Congolaise d'Afrique (C. C. A.) ». — Statuten	688
M.B.	10 Juni	Posterijen. — Uitgifte van een postzegel van 2 fr. 50	766
Id.	12 Juni	Kredietmaatschappij voor Kolonisten. — Reglement van de verrichtingen. — Goedkeuring	688
B.R.	id.	Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht	699
Id.	14 Juni	Leopoldsorde	701
Id.	id.	Kroonorde	701
Id.	id.	Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945	701
Id.	id.	Gerechtspersoneel	718
D.	21 Juni	Bescherming van het auteursrecht	721
B.R.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Compagnie Générale d'Automobiles et d'Aviation au Congo ». — Statuten. — Wijzigingen	730
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Compagnie Financière Africaine ». — Machtiging. — Statuten	730
Id.	id.	Instituut voor de Wissel	731
Id.	id.	Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Aéro-Club de Stanleyville »	731
D.	id.	Pensioen aan de titularissen van een nationale orde. — Aanvulling van artikel 1 van het decreet van 7 Juli 1918	1210
B.R.	id.	Leopoldsorde	751
Id.	id.	Orde der Afrikaanse Ster	755
Id.	id.	Koninklijke Orde van de Leeuw	756
Id.	id.	Kroonorde	758
Id.	id.	Orde van Leopold II	763
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société de Constructions Métalliques (Socomet) ». — Machtiging. — Statuten	767
M.B.	25 Juni	Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers. — Algemeen Reglement	768

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	25 Juni	Bestrafing van overspel en dubbel huwelijk in geval van huwelijken volgens het geschreven recht en van ermee gelijkgestelde huwelijken	808
B.R.	id.	Leopoldsorde	821
Id.	id.	Kroonorde	823
Id.	id.	Orde van Leopold II	824
Id.	id.	Herinneringsmedaille van Congo	825
Id.	id.	Koninklijke Orde van de Leeuw	826
Id.	id.	Kroonorde	832
M.B.	id.	Fonds voor Inlands Welzijn. — Huishoudelijk reglement .	733
Id.	id.	Commissie tot bescherming van de Inlandse Kunsten en Ambachten	744
Id.	26 Juni	Koloniaal en Bijzonder Toelagenfonds. — Reglement . .	833
B.R.	27 Juni	Besluit van de Regent van 27 Juni 1948, waarbij op de gewone koloniale begroting bijkomende voorlopige kredieten worden geopend voor het derde kwartaal 1948 .	835
D.	5 Juli	Samengeordende decreten op de rechterlijke inrichting en de bevoegdheid. — Wijziging van de artikelen 20, 29 en 32	836
Id.	id.	Samengeordende decreten op de rechterlijke inrichting van de Kolonie. — Wijziging van de artikelen 9, 30 en 33	839
Id.	id.	Inlandse Rechtbanken van Ruanda-Urundi. — Wetgevende ordonnantie van 5 October 1943	841
Id.	id.	Herinrichting van het gerecht in Ruanda-Urundi . . .	844
Id.	id.	Statuut der beroepsmagistraten. — Wijzigingen . . .	894
Id.	id.	Statuut der beroepsmagistraten. — Toepassing op Ruanda-Urundi	924
B.R.	id.	Statuut van het gerechtspersoneel	927
Id.	id.	Leden der hoven en der rechtbanken van eerste aanleg. — Ambtskledij der leden	933
Id.	id.	Statuut der beroepsmagistraten. — Vertegenwoordigingskosten der voorzitters van de hoven van beroep en der procureurs-generaal	940
Id.	id.	Statuut der beroepsmagistraten. — Gezinsvergoedingen. — Reizen der vrouwen en kinderen. — Vergoedingen verleend aan de weduwen : afschaffing der oude besluiten	941
D.	5 Juli	Bestrafing van overspel en dubbel huwelijk en bescherming van het monogamisch huwelijk	943

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
D.	5 Juli	Onderzoek naar het vaderschap. — Verplichting tot onderhoud ten gunste van het niet erkend natuurlijk kind .	981
B.R.	id.	Stichting « Utexléo » tot het verbeteren van het Welzijn der Inlanders	992
Id.	id.	Stichting « Symétain » tot verbetering van het Welzijn der Inlanders	1001
Id.	12 Juli	Congolese Rood-Kruis. — Uitvoerend Comité. — Benoemingen	1013
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société de Linéa-Malambo ». — Wijzigingen aan de statuten	1013
Id.	14 Juli	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Wilford Congo ». — Machtiging . . .	1014
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Brasserie de Léopoldville ». — Wijzigingen aan de statuten	1014
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Minière de Nyangwe. — Wijzigingen aan de statuten	1014
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Air-Congo ». — Machtiging	1015
M.B.	15 Juli	Commissie ter bestudering van het statuut der beschaafde Congolese bevolking. — Instelling	1061
B.R.	16 Juli	Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Toerisme . . .	1015
Id.	22 Juli	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Belge de Recherches Minières (Remina) ». — Wijzigingen aan de statuten	1018
M.B.	23 Juli	Bestemming van de bijdrage vastgesteld bij decreet van 19 Mei 1948 op de verzekering tegen ziekte of invaliditeit der koloniale werknemers	1064
	24 Juli	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	1211
	26 Juli	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	1211
B.R.	31 Juli	Congolese vennootschap met beperkte aansprakelijkheid : « Société Africaine de Produits Chimiques et Industriels (S.A.P.C.H.I.M.) ». — Machtiging. — Statuten	1066
	2 Augustus	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	1211
Id.	5 Augustus	Reglement van de boekhouding van het Fonds voor Inlands Welzijn	1066
Id.	6 Augustus	Besluit van de Regent van 1 Juli 1947 op de bestuursinrichting van de Kolonie. — Vervanging van artikel 54 .	1085
Id.	10 Augustus	Société congolaise des Grands Magasins «Au Bon Marché» (Coboma). — Statuten. — Wijzigingen	1086
M.B.	12 Augustus	Oorlogskruis 1940	1087

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	20 Augustus	Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de « Fédération des Cercles et Clubs Indigènes de Stanleyville » . . .	1087
Id.	id.	Statuut der beambten van het bestuur in Afrika . . .	1089
Id.	21 Augustus	Besluit van de Regent waarbij de datum wordt bepaald waarop de wet van 23 December 1946, houdende instelling van een Raad van State, volledig in werking treedt	1259
Id.	23 Augustus	Koninklijke Orde van de Leeuw	1211
Id.	id.	Regentsbesluit tot vatstelling van de vorm van het zegel van de Raad van State	1353
Id.	id.	Besluit van de Regent tot regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State .	1354
Id.	id.	Regentsbesluit tot vaststelling van de formaliteiten en de termijnen inzake cassatieberoep tegen de arresten van de Raad van State	1433
	25 Augustus	Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	1212
M.B.	31 Augustus	Statuut der magistraten. — Bescheiden, voor te leggen door de magistraten met voorlopige aanstelling, om te kunnen genieten van de weddeverhogingen, voorzien bij artikel 26 van het statuut	1212
Id.	1 Septemb.	Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen. — Raad van Beheer. — Ontslag	1213
B.R.	7 Septemb.	« Société Métallurgique du Katanga » (Metalkat). — Statuten. — Machtiging	1214
Id.	8 Septemb.	Statuut van de gerechtsambtenaren. — Omzetting van de graden bepaald door het voormalig en het nieuw statuut	1205
Id.	id.	Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Tabacongo ». — Wijzigingen aan de statuten. — Verhoging van het maatschappelijk kapitaal	1214
Id.	id.	Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid: « Universal Trading ». — Wijzigingen aan de statuten	1215
Id.	id.	Vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid: « Société Immobilière, Agricole et Forestière (Imafor) ». — Wijzigingen aan de statuten	1215
Id.	11 Septemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Symor ». — Wijzigingen aan de statuten	1215
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid: « Société Minière de la Tele ». — Wijzigingen aan de statuten. — Verhoging van het maatschappelijk kapitaal	1216
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid: « Société Congolaise de Gestion Immobilière (Cogimo) ». — Machtiging	1216
Id.	id.	Omzetting van de wedden van het Bestuurspersoneel in Afrika. — Vervanging van het eerste lid van artikel 1 van het besluit van 4 Maart 1948	1216

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Bladz.
B.R.	11 Septemb.	Rang en voorrang van het overheidspersoneel in Afrika .	1218
Id.	id.	Commissie van Advies voor Koloniale Aardkunde. — Op- richting	1221
Id.	id.	Gerechtspersoneel	1233
Id.	id.	Statuut van de beroepsmagistraten. — Aanvullend examen, af te leggen door de kandidaat-magistraten	1225
M.B.	14 Septemb.	Gerechtspersoneel	1234
B.R.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : «Symétain». — Statuten. — Wijzigingen	1226
Id.	id.	Nationaal Instituut voor de Landbouwstudie in Belgisch- Congo. — Commissie. — Benoeming	1302
M.B.	18 Septemb.	Buitengewone lading- en ontladingswerken. — Toezichts- vergoeding	1226
B.R.	21 Septemb.	Statuut der gerechtsbeambten. — Wijzigingen	1228
Id.	id.	Gerechtspersoneel	1233
Id.	id.	Met het zegel gelijkgestelde taksen. — Vervanging van het 1 ^e lid der artikelen 1 en 2 van het besluit van 30 Januari 1946	1302
D.	29 Septemb.	Veralgemening der gezinstoelagen voor niet-inlandse werk- nemers. — Aanvulling van het decreet van 30 Maart 1948	1304
B.R.	3 Oktober	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : « Société Minière de la Luama (Sylu- ma) ». — Statuten. — Wijzigingen	1308
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : « Messageries Automobiles du Sankuru (M. A. S.) ». — Statuten	1309
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : « John Mahieu Aviation ». — Machti- ging. — Statuten	1309
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aan- sprakelijkheid : « Société de Transports et de Commerce au Congo Belge ». — Statuten	1309
Id.	id.	Oprichting van een Hogere Raad voor Koloniale Sociale Hulp	1310
Id.	id.	Herinneringsmedaille van de Abessynische Veldtocht . .	1315
Id.	id.	Indeling der weddeschalen van het personeel van het Hoofdbestuur en van de Buitendiensten. — Wijzigingen	1317
Id.	id.	Uitvoering van het decreet dd. 20 December 1945, tot vast- stelling van de schadevergoeding voortvloeiende uit be- roepsziekten van niet-inlanders. — Betaling van de bij- drage	1318

Wet Decreet Besluit	DAG- TEEKENING	VOORWERP	Bladz.
M.B.	12 Oktober	Inning der bijdragen inzake maatschappelijke zekerheid. — Aanvulling van het ministerieel besluit van 13 April 1948	1321
B.R.	16 Oktober	Gerechtspersoneel	1323
Id.	id.	Nationaal Comité van Kivu. — Huishoudelijk reglement, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 13 April 1938. — Wijzigingen	1323
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société de Recherches et d'Exploitations Aurifères au Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen	1435
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Immobilière, Commerciale et Agricole du Congo Belge (Sica) ». — Statuten. — Wijzigingen	1435
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Minière en Afrique Orientale (Minafor) ». — Wijzigingen aan de statuten	1435
Id.	18 Oktober	Hoofdbestuur. — Personeel	1324
Id.	25 Oktober	Verlening van de rechtspersoonlijkheid aan het « Groupe-ment de Défense de l'Ecole Publique (G.D.E.P.) »	1436
Id.	id.	Statuut der magistraten. — Examen voor de magistraten met definitieve aanstelling	1437
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Inco Sarma ». — Statuten. — Machting	1438
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Cobelfruit ». — Statuten. — Wijzigingen	1438
Id.	id.	Gerechtspersoneel	1438
Id.	id.	Aflossing, terugbetaling, vernietiging en vernieling van de titels der Openbare Schuld van Belgisch-Congo	1439
Id.	id.	Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoemingen	1440
M.B.	29 Oktober	Bijzonder vermelde scheikundige produkten	1441
B.R.	6 Novemb.	Koloniale Verzekeringskas. — Tijdelijke bestendige premie en maximum der weduwrenten	1442
Id.	9 Novemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Compagnie Congolaise d'Entreposage et de Warrantage ». — Oprichting	1445
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Multiplex du Mayumbe (Multimayumbe) ». — Wijzigingen aan de statuten. — Verhoging van het kapitaal	1445
Id.	id.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Congolaise des Cycles Royal Nord ». — Oprichting	1445

Wet Decreet Besluit	DAG- TEKENING	VOORWERP	Blads.
B.R.	9 Novemb.	Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Forestière et Agricole du Maniema (Forama) ». — Wijzigingen aan de statuten. — Vermindering van het kapitaal	1446
Id.	16 Novemb.	Gerechtspersoneel	1446
M.E.	17 Novemb.	Inrichtingsreglement der Delgingskas van de Openbare Schuld van Belgisch-Congo. — Wijziging	1446

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
23 juillet 1946. — Loi approuvant le protocole signé à Bruxelles, le 1 ^{er} juin 1935, amendant l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne.	4
30 octobre 1947. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de Muhinga et de Kigali » (Somuki). — Statuts. — Modifications.	5
12 novembre 1947. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne.	5
14 novembre 1947. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945.	6
14 novembre 1947. — A. R. — Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale.	7
30 novembre 1947. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Filatures et Tissages Africains » (Filtisaf). — Statuts. — Modifications.	8

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
23 Juli 1946. — Wet houdende goedkeuring van het Protocol, getekend te Brussel de 1 ^{er} Juni 1935, betreffende de bijlage H van het Verdrag tot regeling der luchtvaart van 13 October 1919.	4
30 October 1947. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Minière du Muhinga et de Kigali » (Somuki). — Statuten. — Wijzigingen.	5
12 November 1947. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	5
14 November 1947. — B. R. — Eretekens. — Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945.	6
14 November 1947. — B. R. — Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden Afrika.	7
30 November 1947. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Filatures et Tissages Africains » (Filtisaf). — Statuten. — Wijzigingen.	8

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
1 ^{er} décembre 1947. — A. R. — Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale. — Conseil d'Administration. — Nominations.	9	1 December 1947. — B. R. — Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden Afrika. — Raad van Beheer. — Benoemingen.	9
1 ^{er} décembre 1947. — A. M. — Commission des Carburants du Ministère des Colonies. — Nomination.	10	1 December 1947. — M. B. — Commissie der Motorbrandstoffen van het Ministerie van Koloniën. — Benoeming.	10
4 décembre 1947. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne.	5	4 December 1947. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	5
5 décembre 1947. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Médaille Commémorative du Congo.	11	5 December 1947. — B. R. — Eretekens. — Herinneringsmedaille van Congo.	11
10 décembre 1947. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Minière Victoria ». — Statuts. — Modifications.	11	10 December 1947. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Minière Victoria ». — Statuten. — Wijzigingen.	11
10 décembre 1947. — A. M. — Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale. — Institution d'une Commission permanente de l'art de guérir. — Nominations.	12	10 December 1947. — M. B. — Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne. — Oprichting van een vaste Commissie van Geneeskunst. — Benoemingen.	12
12 décembre 1947. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne.	15	12 December 1947. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	15
12 décembre 1947. — A. R. — Loterie Coloniale. — Montant des tranches qui seront émises en 1948.	15	12 December 1947. — B. R. — Koloniale Loterij. — Bedrag der schijven welke in 1948 zullen uitgegeven worden.	15
14 décembre 1947. — A. M. — Loterie Coloniale. — Première tranche 1948. — Modalités d'émission.	16	14 December 1947. — M. B. — Koloniale Loterij. — Eerste schijf 1948. — Modaliteiten van uitgifte.	16
18 décembre 1947. — A. R. — Conseil Colonial. — Nomination.	25	18 December 1947. — B. R. — Koloniale Raad. — Benoeming.	25
22 décembre 1947. — A. M. — Fonds Colonial d'Allocations pour employés et Fonds Spécial d'Allocations. — Modifications aux Règlements.	26	22 December 1947. — M. B. — Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en Bijzonder Toelagenfonds. — Wijzigingen aan de Reglementen.	26
27 décembre 1947. — A. M. — Comité du Portefeuille de la Colonie. — Modifications.	48	27 December 1947. — M. B. — Comité van de Portefeuille van de Kolonie. — Wijzigingen.	48

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
29 décembre 1947. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Union Minière du Haut-Katanga ». — Statuts. — Modifications.	49	29 December 1947. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Union Minière du Haut-Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen. . . .	49
29 décembre 1947. — A. R. — Distinction honorifique. — Ordre de Léopold II.	49	29 December 1947. — B. R. — Eervolle onderscheiding. — Orde van Leopold II.	49
31 décembre 1947. — A. M. — Fonds Colonial des Invalidités. — Modifications aux statuts. — Nominations.	49	31 December 1947. — M. B. — Koloniaal Invaliditeitsfonds. — Wijzigingen aan de statuten. — Benoemingen.	49
9 janvier 1948. — A. M. — Loterie Coloniale. — Modalités d'émission.	52	9 Januari 1948. — M. B. — Koloniale Loterij. — Modaliteiten van uitgifte.	52

23 juillet 1946. — Loi approuvant le Protocole signé à Bruxelles, le 1^{er} juin 1935, amendant l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne (1).

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole du 1^{er} juin 1935 amendant l'annexe H de la Convention du 13 octobre 1919 portant réglementation de la navigation aérienne sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée au *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1946.

CHARLES.

Par le Régent :
*Le Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur*

P. H. SPAAK.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

23 Juli 1946. — Wet houdende goedkeuring van het Protocol, getekend te Brussel de 1 Juni 1935, betreffende wijzigingen in bijlage H van het Verdrag tot regeling der luchtvaart van 13 October 1919 (1).

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Koning Leopold III, door 's vijands toedoen, zich in de onmogelijkheid bevindende om te regeren,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol van 1 Juni 1935 betreffende wijzigingen in bijlage H van het Verdrag tot regeling der luchtvaart van 13 October 1919, zal gehele en volledige uitwerking hebben.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, de 23 Juli 1946.

Vanwege de Regent :
*De Minister
van Buitenlandse Zaken en
Buitenlandse Handel,*

Gezien en met 's Landszegel geze-
geld :
De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

(1) B. O. 1927 pp. 114 et suivantes.

(1) A. B. 1927 bl. 144 en volg.

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée « Société Minière de Muhinga et de Kigali (Somuki) ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 30 octobre 1947, ont été approuvées les modifications apportées aux statuts de la société précitée par l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires réunis le 17 juin 1947 et qui portent notamment majoration du capital.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Minière de Muhinga et de Kigali (Somuki) ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Een koninklijk besluit van 30 October 1947 keurt de wijzigingen goed die werden aangebracht in de statuten van voormelde vennootschap door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders gehouden op 17 Juni 1947 en die namelijk betrekking hebben op de vermeerdering van het kapitaal.

Distinctions honorifiques.

Par arrêté du Régent du 12 novembre 1947, M. VISSERS, E. J., chef-traducteur honoraire au Ministère des Colonies, est nommé Officier de l'Ordre de la Couronne, à la date du 10 novembre 1947, à l'occasion de sa mise à la retraite.

Par arrêté du Régent, du 4 décembre 1947, M. FISSON, H. J., directeur honoraire au Ministère des Colonies, est nommé Commandeur de l'Ordre de la Couronne, à l'occasion de sa mise à la retraite.

Eervolle onderscheidingen.

Bij besluit van de Regent, van 12 November 1947, is de heer E. J. VISSERS, ere-hoofdvertaler bij het Ministerie van Koloniën, benoemd tot Officier in de Kroonorde, op 10 November 1947, ter gelegenheid van zijn op pensioenstelling.

Bij besluit van de Regent van 4 December 1947, is de heer H. J. FISSON, ere-directeur bij het Ministerie van Koloniën, benoemd tot Commandeur in de Kroonorde, ter gelegenheid van zijn op pensioenstelling.

(1) Voir annexes au présent fascicule,

(1) Zie bijlage aan dit nummer.

Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945. — Arrêté du Régent du 14 novembre 1947.

La Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945 est décernée aux coloniaux et anciens coloniaux dont les noms suivent et qui ont contribué au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, entre le 10 mai 1940 et le 7 mai 1945 inclusivement, à la victoire des alliés :

Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945. — Besluit van de Regent van 14 November 1947.

De Medaille der Koloniale Inspanning voor de Oorlog 1940-1945 wordt toegekend aan de kolonialen en oud-kolonialen waarvan de namen volgen en die, in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, tussen 10 Mei 1940 en 7 Mei 1945 inbegrepen, bijgedragen hebben tot de overwinning der geallieerden :

MM. — De heren :

de BEAUFFORT, A. E. M. Gh., (Comte), (Graaf), inspecteur d'Etat honoraire (ere-staatsinspecteur) ;

de THIBAUT, L. R. G. I., secrétaire général (secretaris-generaal) ;

DUFAYS, E.A.J., secrétaire général honoraire (ere-secretaris-generaal) ;

GODDING, R., sénateur, ancien ministre des Colonies (senator, gewezen minister van Koloniën) ;

HENRY, E, J. F., gouverneur de province honoraire (ere-provincie-gouverneur) ;

JUNGERS, E. J. P. L., gouverneur général (gouverneur-generaal) ;

MAQUET, M. A. J., gouverneur de province honoraire (ere-provincie-gouverneur) ;

MARON, A. E. V., inspecteur d'Etat honoraire (ere-staatsinspecteur) ;

NOIROT, J. P., gouverneur de province honoraire (ere-provincie-gouverneur) ;

PETILLON, L. A. M., vice-gouverneur général (vice-gouverneur-generaal) ;

REISDORFF, R. M., inspecteur d'Etat honoraire (ere-staatsinspecteur) ;

RYCKMANS, P. M. J., gouverneur général honoraire (ere-gouverneur-generaal) ;

WENNER, F., gouverneur de province honoraire (ere-provincie-gouverneur).

**Institut pour la Recherche Scientifique en
Afrique Centrale.**

Par arrêté du Régent en date du
14 novembre 1947,

Est nommé Président de l'Institut
pour la Recherche Scientifique en
Afrique Centrale :

Mr DE BRUYNE Edgard, Doc-
teur en philosophie et lettres, ancien
Ministre des Colonies.

Sont nommés membres du Conseil
d'Administration de cet Institut :

MM. RODHAIN, Alphonse, Docteur
en Médecine, Professeur à l'U-
niversité Coloniale;

MANNEBACK, Charles, Ingé-
nieur civil des mines, profes-
seur à l'Université de Louvain;

DE JONGHE, Edouard, Doc-
teur en philosophie et lettres,
professeur à l'Université de
Louvain;

OLBRECHTS, Frans, Docteur
en philosophie et lettres, pro-
fesseur à l'Université de Gand;

DUBOIS, Albert, Docteur en
médecine, Directeur de l'Insti-
tut de Médecine Tropicale
« Prince Léopold »;

HAUMAN, Lucien, Ingénieur
Agronome, professeur à l'U-
niversité de Bruxelles;

LEGRAYE, Michel, Ingénieur
Civil des Mines, professeur à
l'Université de Liège;

FONTAINAS, Paul, Ingénieur
Civil des Mines, professeur ho-
noraire à l'Université de Lou-
vain;

BIGWOOD, Edouard, Docteur
en médecine, professeur à l'U-
niversité de Bruxelles;

**Instituut voor Wetenschappelijk Onder-
zoek in Midden-Afrika.**

Bij besluit van de Regent van 14
November 1947,

is de heer DE BRUYNE, Edgard,
Doctor in de Letteren en Wijsbegeer-
te, gewezen Minister van Koloniën
tot Voorzitter benoemd van het In-
stituut voor Wetenschappelijk On-
derzoek in Midden-Afrika.

Zijn benoemd tot lid van de Raad
van Beheer van dit Instituut :

De Heren RODHAIN, Alphonse,
Doctor in de Geneeskunde, Pro-
fessor aan de Koloniale Hoges-
chool;

MANNEBACK, Karel, Bur-
gerlijk mijnningenieur, Profes-
sor aan de Universiteit te Leu-
ven;

DE JONGHE, Edouard, Doc-
tor in de Letteren en Wijsbe-
geerte, professor aan de Uni-
versiteit te Leuven;

OLBRECHTS, Frans, Doctor
in de Letteren en Wijsbegeer-
te, professor aan de Universi-
teit te Gent;

DUBOIS, Albert, Doctor in de
Geneeskunde, Bestuurder van
het Instituut « Prins Leopold »
voor Tropische Geneeskunde;

HAUMAN, Lucien, Landbouw-
kundig ingenieur, Professor
aan de Universiteit te Brussel;

LEGRAYE, Michel, Burgerlijk
mijnningenieur, Professor aan
de Universiteit te Luik;

FONTAINAS, Paul, Burger-
lijk mijnningenieur, gewezen
professor aan de Universiteit
te Leuven;

BIGWOOD, Edouard, Doctor
in de Geneeskunde, Professor
aan de Universiteit te Brussel;

BOUILLENNE, Raymond,
Docteur en sciences naturelles,
professeur à l'Université de
Liège;

MALENGREAU, Fernand,
Docteur en Médecine, profes-
seur à l'Université de Louvain;

VANDERLINDEN, Henri,
Docteur en sciences physiques
et mathématiques, professeur
à l'Université de Gand;

BRADFER, René, Ingénieur,
AIMs. Professeur à la Faculté
polytechnique de Mons;

WILLEMS, Jean, Administra-
teur-Directeur de la Fondation
Universitaire et du Fonds Na-
tional de la Recherche Scienti-
fique.

BOUILLENNE, Raymond,
Doctor in de natuurweten-
schappen, Professor aan de
Universiteit te Luik;

MALENGREAU, Fernand,
Doctor in de Geneeskunde,
Professor aan de Universiteit
te Leuven;

VANDERLINDEN, Henri,
Doctor in de wis- en natuur-
kundige wetenschappen, pro-
fessor aan de Universiteit te
Gent;

BRADFER, René, Ingénieur,
AIMs, Professor aan de Poly-
technische Faculteit te Bergen;

WILLEMS, Jean, Administra-
teur Bestuurder van de Uni-
versitaire Stichting en van het
Nationaal Fonds voor Weten-
schappelijk Onderzoek.

Société congolaise par actions, à respon-
sabilité limitée « Filatures et Tissages
Africains » (Filtisaf). — Statuts. —
Modifications (1).

Par arrêté royal du 30 novembre
1947, ont été autorisées des modifi-
cations apportées aux statuts de cet-
te société dont le siège social est à
Albertville, par l'assemblée générale
extraordinaire de ses actionnaires
réunis le 7 octobre 1947.

Congolese vennootschap op aandelen
met beperkte aansprakelijkheid « Fila-
tures et Tissages Africains (Filtisaf) »
— Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit dd. 30 No-
vember 1947, werden goedgekeurd
de wijzigingen aangebracht aan de
statuten van de vennootschap, waar-
van de maatschappelijke zetel te Al-
bertstad is, door de buitengewone
algemene vergadering der aandeel-
houders vergaderd op 7 October
1947.

(1) Voir annexes au présent fas-
cicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale. — Conseil d'Administration. — Nominations.

Par Arrêté du Régent en date du 1^{er} décembre 1947 sont nommés membres du Conseil d'Administration de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale :

MM. BOURGEOIS, P., Docteur en sciences physiques et mathématiques, Directeur de l'Observatoire Royal de Belgique;

VAN DEN ABEELE, M., Ingénieur Agronome, Directeur Général au Ministère des Colonies;

GILLIARD, A., Major B.E.M., Directeur Général de l'Institut Cartographique Militaire;

DUPRIEZ, L., Docteur en droit, Professeur à l'Université de Louvain;

KOCH, N., Docteur en sciences zoologiques, professeur à l'Université de Louvain;

VAN STRAELEN, V., Docteur en sciences naturelles, Directeur du Musée Royal d'Histoire Naturelle de Belgique;

GEURDEN, L., Docteur en médecine vétérinaire, Directeur de l'Ecole de Médecine Vétérinaire de Gand.

Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika. — Raad van Beheer. — Benoemingen.

Worden bij Besluit van de Regent van 1 December 1947 benoemd tot lid van de Raad van Beheer van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika :

De Heren BOURGEOIS, P., Doctor in de natuur- en wiskundige wetenschappen, Directeur van het Koninklijk Observatorium van België;

VAN DEN ABEELE, M., Landbouwkundig ingenieur, Directeur-generaal bij het Ministerie van Koloniën;

GILLIARD, A., Majoor-Stafbrevethouder, Directeur-generaal van het Cartografisch Instituut van het Leger;

DUPRIEZ, L., Doctor in de rechten, professor aan de Universiteit te Leuven;

KOCH, N., Doctor in de dierkundige wetenschappen, Professor aan de Universiteit te Leuven;

VAN STRAELEN, V., Doctor in de natuurlijke wetenschappen, directeur van het Koninklijk Natuurhistorisch Museum van België;

GEURDEN, L., Doctor in de veeartsenijkunde, Directeur aan de veeartsenijschool te Gent.

Commission des Carburants du Ministère des Colonies. — Nomination. •

Vu l'arrêté royal du 1^{er} avril 1935, instituant une Commission ayant pour objet l'étude de la production et de l'utilisation de carburants* extraits des produits du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

Vu l'arrêté du Régent du 24 octobre 1947 modifiant l'art. 2 de l'arrêté royal précité.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Mr CHARLOTEAUX, Ingénieur en Chef, Directeur au Ministère des Communications (Administration des Transports) est nommé membre de la Commission précitée.

ART. 2.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1 décembre 1947.

Commissie der Motorbrandstoffen van het Ministerie van Koloniën. — Benoeming.

Gelet op het koninklijk besluit van 1 April 1935, houdende instelling van een Commissie met als voorwerp de studie van de voortbrenging en de benutting van motorbrandstoffen getrokken uit de producten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi;

Gelet op het besluit van de Regent van 24 October 1947, tot wijziging van art. 2 van het voormelde koninklijk besluit.

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

De H. CHARLOTEAUX, Hoofdingenieur, Directeur aan het Ministerie van Verkeerswezen (Bestuur der Vervoermiddelen), wordt tot lid van de voormelde Commissie benoemd.

ART. 2.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 1 December 1947.

P. WIGNY.

**Distinctions honorifiques. — Médaille
Commemorative du Congo.**

Par arrêté du Régent, en date du 5 décembre 1947, la Médaille Com-mémorative du Congo est décernée à :

MM. — De Heren :

BAYET, A. J. C., à (te) Montigny-sur-Sambre;

CHRISTOPHE, C., à Ixelles (te Elsene);

DELVIGNE, P., à Forest-Bruxelles (te Vorst-Brussel);

GIRET, P. R., à Schaerbeek (te Schaarbeek);

HENNETON, V. O. J., à Bruxelles (te Brussel);

LEBOURG, P. M. A. F., à Bassac - Département de la Charente (Fran-ce) — te Bassac - Departement Charente - Frankrijk);

Major SCHEPERS, J. C. M. M., à Tervueren (te Tervuren);

VOISIN, J. D. J., à Bruxelles (te Brussel);

WERA, J. M. H., à (te) Bomal;

ZIMMER, A. J. H., à St-Gilles-Bruxelles (te St-Gillis-Brussel).

**Eervolle onderscheidingen. — Herinne-
ringsmedaille van Congo.**

Bij besluit van de Regent van 5 December 1947, is de Herinnerings-medaille van Congo toegekend aan :

Société congolaise par actions, à res-ponsabilité limitée « Société Minière Victoria ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 10 décembre 1947, ont été autorisées des modi-fications apportées aux statuts de cette société par l'assemblée générale ex-traordinaire de ses actionnaires, ré-unis le 4 septembre 1947.

(1) Voir annexes au présent fas-cicule.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « So-ciété Minière Victoria ». — Statuten — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit van 10 De-cember 1947, werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap, door de buitengewone algemene vergade-ring van hare aandeelhouders op 4 September 1947.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale.
— Institution d'une Commission permanente de l'art de guérir. — Nominations.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1927 instituant le Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale, spécialement en son article 4.

Revu la décision ministérielle du 25 juin 1938 créant au sein du Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale, sous forme de Commission permanente, une section spéciale chargée de l'examen des questions relatives à l'Art de guérir.

Revu la décision ministérielle en date du 14 juillet 1945, désignant les membres de cette section.

Vu l'Arrêté Ministériel du 21 décembre 1945, donnant délégation à Monsieur le Secrétaire Général pour l'exercice des actes de gestion administrative réservée au Ministre :

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Les décisions ministérielles rappelées du 25 juin 1938 et du 14 juillet 1945 sont abrogées et remplacées par les dispositions ci-après.

ART. 2.

Il est créé au sein du Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale, une section spéciale chargée de l'examen des questions relatives à l'Art de Guérir au Congo Belge et au Ruanda-Urundi ainsi que des questions relatives au perfectionnement technique des médecins coloniaux.

Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne. — Oprichting van een vaste Commissie van Geneeskunde. — Benoemingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het koninklijk besluit van 23 April 1927, tot oprichting van de Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne, inzonderheid op artikel 4;

Herzien de ministeriële beslissing van 25 Juni 1938, waarbij in de Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne, onder vorm van een vaste Commissie, een bijzonder afdeling wordt opgericht voor het onderzoek van de vraagstukken die op de geneeskunst betrekking hebben;

Herzien de ministeriële beslissing van 14 Juli 1945, waarbij de leden van deze afdeling worden aangesteld;

Gelet op het ministerieel besluit van 21 December 1945, waarbij aan de Heer Secretaris-Generaal opdracht wordt gegeven voor het verrichten van de aan de Minister voorbehouden daden van bestuur.

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

De voormelde ministeriële beslissingen van 25 Juni 1938 en 14 Juli 1945 worden afgeschaft en door de volgende bepalingen vervangen.

ART. 2.

In de Hoge Raad voor Koloniale Hygiëne wordt een speciale afdeling opgericht die belast is met het onderzoek van de vraagstukken betreffende de geneeskunst in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi alsmede van de vraagstukken betreffende een betere technische opleiding van de koloniale geneesheren.

ART. 3.

Cette section se constituera en Commission Permanente pour :

a) examiner chaque cas particulier d'équivalence des diplômes étrangers avec les diplômes belges et donner son avis sur l'opportunité de reconnaître cette équivalence;

b) donner aux médecins coloniaux en congé toute l'aide possible en vue de leur perfectionnement professionnel aussi bien en Belgique qu'à l'étranger;

c) examiner les titres des médecins coloniaux en droit de porter l'appellation de « spécialistes » soit partiel, soit complet, grâce aux renseignements reçus de la Direction du Service Médical de la Colonie et à l'extension de leurs connaissances durant leurs séjours en Belgique et à l'étranger.

ART. 4.

La Commission permanente précitée peut recourir à la compétence de toute personne ou institution de nature à lui faciliter sa tâche.

Elle fera rapport au Ministre des Colonies sur chaque cas traité. Elle délibérera valablement si plus de la moitié de ses membres sont présents.

ART. 5.

Sont nommés membres effectifs de la Commission permanente :

MM. les Professeurs :
BESSEMANS A.;
BRUYNHOGHE R.;
GERARD P.;
MOUCHET R.;
RODHAIN J.

et Monsieur DUREN, A., Conseiller Médical au Ministère des Colonies. Monsieur le Professeur MALENGREAU est nommé membre suppléant.

ART. 3.

Deze afdeling wordt een vaste Commissie voor :

a) het onderzoek van ieder afzonderlijk geval van gelijkwaardigheid van de vreemde diploma's met de Belgische diploma's en het uitbrengen van een of het past die gelijkwaardigheid te erkennen;

b) het verstrekken aan de met verlof zijnde koloniale geneesheren van alle mogelijke steun met het oog op hun betere beroepsopleiding zowel in België als in de vreemde;

c) het onderzoek van de titels van de koloniale geneesheren die recht hebben op de benaming van, hetzij gedeeltelijke, hetzij volledige « specialist », dank zij de inlichtingen ontvangen van de Directie van de Geneeskundige Dienst van de Kolonie en dank zij de uitbreiding van hun kennissen gedurende hun verblijf in België en in den vreemde.

ART. 4.

De voormelde vaste Commissie kan beroep doen op de bevoegdheid van iedere persoon of instelling die geschikt is om haar taak te vergemakkelijken. Zij zal de Minister van Koloniën verslag doen over ieder behandeld geval. Zij beraadslaagt op geldige wijze indien meer dan de helft van haar leden aanwezig zijn.

ART. 5.

Tot werkelijke leden van de vaste Commissie worden benoemd :

De Professoren :
A. BESSEMANS;
R. BRUYNHOGHE;
P. GERARD;
R. MOUCHET;
J. RODHAIN,

en de Heer A. DUREN, geneeskundig adviseur bij het Ministerie van Koloniën. Professor MALENGREAU wordt tot plaatsvervangend lid benoemd.

ART. 6.

Les membres, non fonctionnaires auront droit à un jeton de présence de Frs 100,— pour chaque séance à laquelle ils assistent.

ART. 7.

Il est remboursé aux membres, pour chacune des séances de la Commission auxquelles ils assistent le prix de leur voyage en 2^{me} classe sur les lignes de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges ou des Chemins de Fer concédés et en 1^{re} classe sur les lignes de la Société des Chemins de Fer Vicinaux, du lieu de leur résidence à la capitale du Royaume.

ART. 8.

Les sommes précitées seront liquidées trimestriellement sur déclaration de créance présentée par les intéressés.

ART. 9.

Monsieur VAN RISSEGHEN, M. C. L., Chef de Bureau au Ministère des Colonies est nommé Secrétaire de la Commission. Il lui sera alloué une indemnité annuelle de Frs 6.000, prenant cours le 1^{er} janvier 1948, payable trimestriellement et à terme échu.

ART. 10.

Les dépenses résultant du présent arrêté seront supportées par le Budget ordinaire du Congo Belge.

ART. 6.

De leden, die geen ambtenaar zijn hebben recht op een presentiegeld van 100 Fr. voor iedere zitting die zij bijwonen.

ART. 7.

Aan de leden wordt, voor iedere zitting van de Commissie die zij bijwonen de prijs terugbetaald van hun reis in 2^{de} klasse op de lijnen van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen of van de in concessie gegeven spoorwegen, en in 1^{ste} klasse op de lijnen van de Maatschappij van Buurtspoorwegen, van hun verblijfplaats naar de hoofdstad van het Koninkrijk.

ART. 8.

De voormelde sommen worden, om de drie maanden, uitbetaald op voorlegging door de belanghebbende van een aangifte van schuldverdering.

ART. 9.

De Heer M. C. L. VAN RISSEGHEN, bureelhoofd bij het Ministerie van Koloniën, wordt tot Secretaris van de Commissie benoemd.

Er wordt hem een jaarlijkse vergoeding van Fr. 6.000 toegekend met aanvang op 1 Januari 1948 en betaalbaar om de drie maanden na vervallen termijn.

ART. 10.

De uit dit besluit voortvloeiende uitgaven worden door de gewone begroting van Belgisch-Congo gedragen.

ART. 11.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Bruxelles, le 10 décembre 1947.

Pour le Ministre,
Le Secrétaire Général,

Em. GORLIA.

ART. 11.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk op 1 Januari 1948 in werking treedt.

Brussel, de 10 December 1947.

Voor de Minister,
De Secretaris-Generaal,

Distinctions honorifiques.

Par arrêté du Régent, du 12 décembre 1947, les Palmes d'or et les Palmes d'argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées, respectivement, à la date du 1^{er} octobre et du 1^{er} septembre 1947, à MM. LEROY, O. J. et VERDUYN, C. J. M., anciens commis au Ministère des Colonies, à l'occasion de leur mise à la retraite.

Eervolle onderscheidingen.

Bij besluit van de Regent, van 12 December 1947, zijn de Gouden Palmen en de Zilveren Palmen in de Kroonorde toegekend, onderscheidenlijk, op 1 October en 1 September 1947, aan de heren O. J. LEROY en C. J. M. VERDUYN, gewezen klerken bij het Ministerie van Koloniën, ter gelegenheid van hun op pensioensstelling.

Loterie Coloniale. — Montant des tranches qui seront émises en 1948.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 29 mai 1934, autorisant le Ministre des Colonies à organiser une loterie publique au profit du Trésor Colonial;

Vu l'Arrêté royal du 29 mai 1934, créant et organisant la Loterie Coloniale, modifié et complété par l'ar-

Koloniale Loterij. — Bedrag der schijven welke in 1948 zullen uitgegeven worden.

KARL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien de wet van 29 Mei 1934 waarbij de Minister van Koloniën gerechtigd wordt een openbare loterij in te richten ten bate van de Koloniale Schatkist;

Gezien het koninklijk besluit van 29 Mei 1934, de Koloniale Loterij instellende en oprichtende, gewijzigd

rêté royal du 14 septembre 1935 et les arrêtés des 10 février 1945 et 23 septembre 1946;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le montant de chacune des tranches de la Loterie Coloniale qui seront émises en 1948 est fixé à trente millions de francs.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 décembre 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

en aangevuld door het koninklijk besluit van 14 September 1935 en de besluiten van 10 Februari 1945 en 23 September 1946;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het bedrag van elke schijf der Koloniale Loterij die zal uitgegeven worden in 1948, is vastgesteld op dertig miljoen frank.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 12 December 1947.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Loterie Coloniale. — Première tranche 1948. — Modalités d'émission.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 29 mai 1934, créant et organisant la Loterie Coloniale, modifié et complété par l'arrêté royal du 14 septembre 1935 et les arrêtés des 10 février 1945 et 23 septembre 1946;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1947, fixant à trente millions de francs le montant de chacune des tranches de la Loterie Coloniale qui seront émises en 1948,

Koloniale Loterij. — Eerste schijf 1948. — Modaliteiten van uitgifte.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 29 Mei 1934, de Koloniale Loterij instellende en oprichtende, gewijzigd en aangevuld door het koninklijk besluit van 14 September 1935 en de besluiten van 10 Februari 1945 en 23 September 1946;

Gezien het besluit van 12 December 1947, het bedrag voor elke der schijven van de Koloniale Loterij die in 1948 zullen worden uitgegeven op dertig miljoen frank vaststellende,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Pour la première tranche 1948 de la Loterie Coloniale, le prix du billet est cent francs. — Le prix de la coupure d'un dixième est onze francs.

ART. 2.

Les billets sont numérotés de 100.000 à 399.999.

ART. 3.

Les billets sont vendus :

1° Par la Direction de la Loterie Coloniale (avenue de la Toison d'Or, 56, Bruxelles);

2° Par les banques et les établissements de crédit;

3° Par les agents de change agréés aux Bourses de Bruxelles, Anvers, Gand et Liège;

4° Par les administrations des postes, des télégraphes et téléphones, et aux guichets des stations des Chemins de Fer Belges;

5° Par tous les organismes ou personnes agréés par la Direction de la Loterie.

ART. 4.

Les lots, dont le montant total est fixé à dix-huit millions de francs, soit 60 p. c. du montant de l'émission, sont répartis ainsi qu'il suit :

1	lot de	Fr. 2.500.000	.....	fr. 2.500.000
	lot van			
1	lot de	1.000.000	.....	1.000.000
	lot van			
2	lots de	500.000	.....	1.000.000
	loten van			

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Voor de eerste schijf 1948 van de Koloniale Loterij, is de prijs van het biljet honderd frank. De prijs der coupure van een tiende is elf frank.

ART. 2.

De biljetten zijn genummerd van 100.000 tot 399.999.

ART. 3.

De biljetten worden te koop gesteld :

1° Door de Directie der Koloniale Loterij (Gulden-Vlieslaan, 56, Brussel);

2° Door de banken en kredietinrichtingen;

3° Door de ter beurzen van Brussel, Antwerpen, Gent en Luik erkende wisselagenten;

4° Door het bestuur van posterieën, telegrafien en telefonen en aan de winketten der Belgische spoorwegstations;

5° Door al de organismen of personen aangeduid door de directie van de Loterij.

ART. 4.

De loten, waarvan het algeheel be-
loop is vastgesteld op achttien mil-
lioën frank, 't zij 60 t. h. van het uit-
gegeven bedrag, zijn ingedeeld zoals
volgt :

3	lots de	250.000	.....	750.000
	loten van			
12	lots de	100.000	.....	1.200.000
	loten van			
12	lots de	50.000	.....	600.000
	loten van			
15	lots de	20.000	.....	300.000
	loten van			
90	lots de	10.000	.....	900.000
	loten van			
150	lots de	5.000	.....	750.000
	loten van			
240	lots de	2.500	.....	600.000
	loten van			
900	lots de	1.000	.....	900.000
	loten van			
3.000	lots de	500	.....	1.500.000
	loten van			
30.000	lots de	200	.....	6.000.000
	loten van			
34.426	lots	totalisant	.....	fr. 18.000.000
	loten	totaliserende		

ART. 5.

Le tirage aura lieu publiquement à l'endroit, à la date et dans le local qui seront indiqués ultérieurement par un avis au « Moniteur Belge » et par la voie de la presse.

ART. 6.

Il sera effectué dans les conditions indiquées ci-après :

ART. 5.

De trekking zal openbaar geschieden op de plaats, de datum en in het lokaal welke later zullen worden aangeduid bij wege van een bericht dat in het « Belgisch Staatsblad » en door de pers zal worden bekend gemaakt.

ART. 6.

Zij zal geschieden in de hierna aangeduide voorwaarden :

Six urnes recevront :

Les cinq premières, les chiffres 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 0.

La sixième (qui contiendra les chiffres des centaines de mille) ne recevra que les chiffres 1, 2 et 3.

Les chiffres sont inscrits sur des boules, qui seront introduites dans les urnes en présence du public.

L'urne de droite par rapport au public contiendra les chiffres correspondant aux unités;

La deuxième, aux dizaines;

La troisième, aux centaines;

La quatrième, aux mille;

La cinquième, aux dizaines de mille;

La sixième, aux centaines de mille.

Il sera procédé au tirage successif des lots comme suit, étant entendu qu'avant l'extraction de chaque chiffre, il sera procédé au mélange des boules :

1°. — *Lots de 200 francs.*

Un chiffre est extrait de la première urne (urne des unités). — Les 30.000 billets dont le numéro se termine par le chiffre tiré gagnent chacun un lot de 200 francs.

Exemple :

Le chiffre 6 est extrait de l'urne des unités.

Les 30.000 billets dont le numéro se termine par le chiffre 6 gagnent chacun un lot de 200 francs.

2°. — *Lots de 500 francs.*

Le chiffre tiré ayant été remis dans l'urne des unités, il sera extrait un chiffre de chacune des deux premières urnes (urnes des unités et des dizaines).

Zes bussen zullen ontvangen :

De vijf eerste, de cijfers 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 0.

De zesde (die de cijfers der onderduizendtallen zal bevatten) ontvangt de cijfers 1, 2 en 3.

De cijfers zijn geschreven op ballen, welke, in bijzijn van het publiek, in de bussen zullen geplaatst worden.

De ten opzichte van het publiek aan de rechterhand staande bus zal de cijfers bevatten welke met de eenheden overeenstemmen;

De tweede bus, met de tientallen;

De derde, met de hondertallen;

De vierde, met de duizendtallen;

De vijfde, met de tienduizendtallen;

De zesde, met de honderduizendtallen.

Voor de achtereenvolgende trekkingen der loten wordt te werk gegaan als volgt, met dien verstande dat, vóór het uithalen van elk cijfer, tot de mengeling der ballen zal worden overgegaan :

1°. — *Loten van 200 frank.*

Een cijfer wordt uit de eerste bus (bus der eenheden) gehaald. — De 30.000 biljetten waarvan het nummer eindigt op het verkregen cijfer winnen elk een lot van 200 frank.

Voorbeeld :

Het cijfer 6 wordt uit de bus der eenheden gehaald.

De 30.000 biljetten waarvan het nummer eindigt op het cijfer 6 winnen elk een lot van 200 frank.

2°. — *Loten van 500 frank.*

Het uitgehaalde cijfer zijnde terug in de bus der eenheden gelegd, zal een cijfer worden gehaald uit elk der twee eerste bussen (bussen der eenheden en der tientallen).

Les 3.000 billets dont le numéro se termine par le nombre formé par les deux chiffres extraits gagnent chacun un lot de 500 francs.

Exemple :

Le chiffre 8 est extrait de l'urne des unités;

Le chiffre 0 est extrait de l'urne des dizaines.

Les 3.000 billets dont le numéro se termine par 08 gagnent chacun un lot de 500 francs.

3°. — Lots de 1.000 francs.

Les chiffres tirés ayant été remis dans leurs urnes respectives, il sera extrait un chiffre de chacune des trois premières urnes (urnes des unités, des dizaines, des centaines).

Les 300 billets dont le numéro se termine par le nombre formé par les trois chiffres extraits gagnent chacun un lot de 1.000 francs.

Exemple :

Le chiffre 1 est extrait de l'urne des unités;

Le chiffre 4 est extrait de l'urne des dizaines;

Le chiffre 7 est extrait de l'urne des centaines.

Les 300 billets dont le numéro se termine par 741 gagnent chacun un lot de 1.000 francs.

Il sera procédé de la même façon pour déterminer les deux autres groupes gagnant chacun un lot de 1.000 francs.

4°. — Lots de 2.500, de 5.000 et de 10.000 francs.

Les chiffres tirés ayant été remis dans leurs urnes respectives, il sera extrait un chiffre de chacune des

De 3.000 biljetten waarvan het nummer eindigt op het door de twee uitgehaalde cijfers gevormd getal winnen elk een lot van 500 frank.

Voorbeeld :

Het cijfer 8 wordt uit de bus der eenheden gehaald;

Het cijfer 0 wordt uit de bus der tientallen gehaald.

De 3.000 biljetten waarvan het nummer eindigt op 08 winnen elk een lot van 500 frank.

3°. — Loten van 1.000 frank.

De uitgehaalde cijfers zijnde terug in hun respectieve bussen gelegd, zal een cijfer worden gehaald uit elk der eerste drie bussen (bussen der eenheden, der tientallen, der honderdtallen).

De 300 biljetten waarvan het nummer eindigt op het door de drie uitgehaalde cijfers gevormd getal winnen elk een lot van 1.000 frank.

Voorbeeld :

Het cijfer 1 wordt uit de bus der eenheden gehaald;

Het cijfer 4 wordt uit de bus der tientallen gehaald;

Het cijfer 7 wordt uit de bus der honderdtallen gehaald.

De 300 biljetten waarvan het nummer eindigt op 741 winnen elk een lot van 1.000 frank.

Aldus zal er worden te werk gegaan voor aanduiding van de twee andere groepen van 300 biljetten winnende elk een lot van 1.000 frank.

4°. — Loten van 2.500, van 5.000 en van 10.000 frank.

De uitgehaalde cijfers zijnde terug in hun respectieve bussen gelegd, zal een cijfer worden gehaald

quatre premières urnes (urnes des unités, des dizaines, des centaines et des mille).

Les 30 billets dont le numéro se termine par le nombre formé par les quatre chiffres extraits gagnent chacun un lot de 2,500 francs.

Exemple :

Le chiffre 7 est extrait de l'urne des unités;

Le chiffre 6 est extrait de l'urne des dizaines;

Le chiffre 0 est extrait de l'urne des centaines;

Le chiffre 8 est extrait de l'urne des mille.

Les 30 billets dont le numéro se termine par 8.067 gagnent chacun un lot de 2.500 francs.

Il sera procédé de la même façon pour déterminer les sept autres groupes de 30 billets gagnant chacun un lot de 2.500 francs; les cinq groupes de 30 billets gagnant chacun un lot de 5.000 francs et les trois groupes de 30 billets gagnant chacun un lot de 10.000 francs.

5°. — *Lots de 20.000, de 50.000, de 100.000 et de 250.000 francs.*

Les chiffres tirés ayant été remis dans leurs urnes respectives, il sera extrait un chiffre de chacune des cinq premières urnes (urnes des unités, des dizaines, centaines, mille et dizaines de mille).

Les 3 billets dont le numéro se termine par le nombre formé par les cinq chiffres extraits gagnent chacun un lot de 20.000 francs.

Exemple :

Le chiffre 0 est extrait de l'urne des unités;

uit elk der vier eerste bussen (bussen der eenheden, der tientallen, der honderdtallen en der duizendtallen).

De 30 biljetten waarvan het nummer eindigt op het door de vier uitgehaalde cijfers gevormd getal winnen elk een lot van 2.500 frank.

Voorbeeld :

Het cijfer 7 wordt uit de bus der eenheden gehaald;

Het cijfer 6 wordt uit de bus der tientallen gehaald;

Het cijfer 0 wordt uit de bus der honderdtallen gehaald;

Het cijfer 8 wordt uit de bus der duizendtallen gehaald.

De 30 biljetten waarvan het nummer eindigt op 8.067 winnen elk een lot van 2.500 frank.

Aldus zal er worden te werk gaan voor aanduiding van de zeven andere groepen van 30 biljetten winnende elk een lot van 2.500 frank; de vijf groepen van 30 biljetten winnende elk een lot van 5.000 frank en de drie groepen van 30 biljetten winnende elk een lot van 10.000 frank.

5°. — *Loten van 20.000, van 50.000 van 100.000 en van 250.000 frank.*

De uitgehaalde cijfers zijnde terug in hun respectieve bussen gelegd, zal een cijfer worden gehaald uit elk der eerste vijf bussen (bussen der eenheden, tientallen, honderdtallen, duizendtallen en tienduizendtallen).

De 3 biljetten waarvan het nummer eindigt op het door de vijf uitgehaalde cijfers gevormd getal winnen elk een lot van 20.000 frank.

Voorbeeld :

Het cijfer 0 wordt uit de bus der eenheden gehaald;

Le chiffre 1 est extrait de l'urne des dizaines;

Le chiffre 3 est extrait de l'urne des centaines;

Le chiffre 3 est extrait de l'urne des mille;

Le chiffre 5 est extrait de l'urne des dizaines de mille.

Les 3 billets dont le numéro se termine par 53.310 gagnent chacun un lot de 20.000 francs.

Il sera procédé de la même façon pour déterminer les quatre autres groupes de 3 billets gagnant chacun un lot de 20.000 francs; les quatre groupes de 3 billets gagnant chacun un lot de 50.000 francs; les quatre groupes de 3 billets gagnant chacun un lot de 100.000 francs et le groupe de 3 billets gagnant chacun un lot de 250.000 francs.

6°. — *Lots de 500.000, de 1.000.000 et de 2.500.000 francs.*

Les chiffres tirés ayant été remis dans leurs urnes respectives, il sera extrait un chiffre de chacune des six urnes.

Exemple :

Le chiffre 1 est extrait de l'urne des unités;

Le chiffre 6 est extrait de l'urne des dizaines;

Le chiffre 0 est extrait de l'urne des centaines;

Le chiffre 0 est extrait de l'urne des mille;

Le chiffre 7 est extrait de l'urne des dizaines de mille;

Le chiffre 2 est extrait de l'urne des centaines de mille.

Het cijfer 1 wordt uit de bus der tientallen gehaald;

Het cijfer 3 wordt uit de bus der honderdtallen gehaald;

Het cijfer 3 wordt uit de bus der duizendtallen gehaald;

Het cijfer 5 wordt uit de bus der tienduizendtallen gehaald;

De 3 biljetten waarvan het nummer eindigt op 53.310 winnen elk een lot van 20.000 frank.

Aldus zal er worden te werk gegaan voor aanduiding van de vier andere groepen van 3 biljetten winnende elk een lot van 20.000 frank; de vier groepen van 3 biljetten winnende elk een lot van 50.000 frank; de vier groepen van 3 biljetten winnende elk een lot van 100.000 frank en de groep van 3 biljetten winnende elk een lot van 250.000 frank.

6°. — *Loten van 500.000, van 1.000.000 en van 2.500.000 frank.*

De uitgehaalde cijfers zijnde terug in hun respectieve bussen gelegd, zal een cijfer worden gehaald uit elk der zes bussen.

Voorbeeld :

Het cijfer 1 wordt uit de bus der eenheden gehaald;

Het cijfer 6 wordt uit de bus der tientallen gehaald;

Het cijfer 0 wordt uit de bus der honderdtallen gehaald;

Het cijfer 0 wordt uit de bus der duizendtallen gehaald;

Het cijfer 2 wordt uit de bus der tienduizendtallen gehaald;

Het cijfer 7 wordt uit de bus der honderdduizendtallen gehaald.

Le billet portant le numéro 270.061 gagne un lot de 500.000 francs.

Il sera procédé de la même façon pour déterminer le second billet gagnant un lot de 500.000 francs, le billet gagnant le lot de 1.000.000 de francs et le billet gagnant le lot de 2.500.000 francs.

ART. 7.

Pour le cas où un accident surviendrait à une ou à plusieurs urnes au cours du tirage, celui-ci sera réglé selon les dispositions prises immédiatement sur place par un membre du Comité de la Loterie.

ART. 8.

Lorsqu'un même numéro sort plusieurs fois au tirage, le cumul des lots est autorisé.

ART. 9.

La liste des numéros gagnants sera publiée au « Moniteur Belge » et au « Bulletin Officiel du Congo Belge ».

ART. 10.

Le paiement des lots sera effectué en espèces, sans aucune retenue, sur présentation des billets gagnants, dès le deuxième jour ouvrable après le tirage, et au plus tard quatre mois après cette date.

1°. — Pour les lots jusques et y compris 1.000 francs :

En Belgique :

a) Au siège de la Loterie, 56, avenue de la Toison d'Or, à Bruxelles;

b) A la Banque du Congo Belge, caissier de la Colonie, 16, rue Thérésienne à Bruxelles;

Het biljet dragende het nummer 270.061 wint een lot van 500.000 frank.

Aldus zal er worden te werk gaan voor aanduiding van het tweede biljet winnende een lot van 500.000 frank; het biljet winnende het lot van 1.000.000 frank en het biljet winnende het lot van 2.500.000 frank.

ART. 7.

Ingeval zich tijdens de trekking aan één of meer bussen een ongeval voordoet, zal dit geregeld worden volgens de schikkingen welke een lid van het Comité der Loterij onmiddellijk ter plaats genomen heeft.

ART. 8.

Indien, tijdens de trekking, een zelfde nummer meer dan eens wordt uitgehaald, is de vereniging der loten toegelaten.

ART. 9.

De lijst der winnende nummers zal in het « Belgisch Staatsblad » en in het « Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo » verschijnen.

ART. 10.

De uitbetaling der loten zal worden gedaan in speciën, zonder welke afhouding ook, op vertoon van de winnende biljetten, vanaf den tweeden werkdag na de trekking, en ten laatste vier maand na dezen datum.

1°. — Voor de loten tot en met 1.000 frank :

In België :

a) Ten zetel der Loterij, 56, Gulden-Vlieslaan, te Brussel;

b) Op de Bank van Belgisch Congo, kashoudster der Colonie, 16, Theresianenstraat, te Brussel;

c) Dans les bureaux de poste de Belgique (pendant les trois mois suivant le tirage).

Au Congo Belge :

Dans les agences de la Banque du Congo Belge (pendant un délai de trois mois prenant cours à la date du tirage) ;

2°. — Pour les lots supérieurs à 1.000 francs :

Au siège de la Loterie.

Tout billet gagnant pourra aussi être envoyé à la Loterie, le montant en sera envoyé par assignation ou virement postal.

Quatre mois après le tirage, tout billet gagnant non présenté devient sans valeur.

ART. 11.

Est considéré comme irrégulier et ne peut être payé qu'après autorisation de la direction de la Loterie Coloniale, tout billet maculé, déchiré, troué, incomplet ou recollé.

ART. 12.

La Loterie Coloniale ne reconnaît qu'un seul propriétaire du billet, à savoir le porteur du dit billet.

Les porteurs de participation n'ont aucun droit vis-à-vis de la Loterie.

ART. 13.

L'acquisition d'un billet implique de la part du porteur l'adhésion au présent règlement et à toutes dispositions qui seraient arrêtées par la Direction de la Loterie.

c) In de postkantoren van België (binnen een tijdperk van drie maand volgende op de trekking).

In Belgisch-Congo :

In de agentschappen der bank van Belgisch-Congo (gedurende een termijn van drie maand dat aanvangt met de trekkingsdatum) ;

2°. — Voor de loten boven de 1.000 frank;

Ten zetel der Loterij.

Elk winnend biljet mag ook aan de Loterij toegezonden worden; het bedrag ervan zal verzonden worden per post-assignatie of overschrijving.

Vier maand na de trekking wordt elk niet aangeboden winnend biljet ongeldig.

ART. 11.

Wordt als onregelmatig beschouwd en mag enkel na toestemming van de directie der Koloniale Loterij uitbetaald worden, elk biljet dat besmeurd, gescheurd, met gaten doorboord, onvolledig of met lijm hersteld is.

ART. 12.

De Koloniale Loterij erkent slechts één enkel eigenaar van het biljet, namelijk den drager van gezegd biljet.

De dragers van deelhebbingen bezitten geen enkel recht ten aanzien der Loterij.

ART. 13.

Het verwerven van een biljet bedraagt, vanwege den houder, het toetreden tot dit reglement en tot elke schikking welke door de Directie der Loterij zou worden getroffen,

ART. 14.

Les dispositions d'ordre général fixées par le présent arrêté sont d'application aux coupures d'un dixième de billet émis par la Loterie.

ART. 15.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 décembre 1947.

ART. 14.

De schikkingen van algemeen belang door dit besluit vastgesteld zijn van toepassing voor de coupures van een tiende van biljet uitgegeven door de Loterij.

ART. 15.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, den 14 December 1947.

P. WIGNY.

Conseil Colonial. — Nomination.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 24 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Vu l'article 9 de l'Arrêté Royal du 20 septembre 1919, organique du Conseil Colonial;

Vu la loi du 1^{er} août 1945 ayant pour objet de reconstituer le Conseil Colonial;

Vu l'article 3 de l'Arrêté Royal du 7 janvier 1946 nommant le Révérend Père VAN WING, Membre du Conseil Colonial;

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Koloniale Raad. — Benoeming.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 24 van de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op artikel 9 van het Koninklijk Besluit van 20 September 1919, tot inrichting van de Koloniale Raad;

Gelet op de wet van 1 Augustus 1945 op de wedersamenstelling van de Koloniale Raad;

Gelet op artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 7 Januari 1946 waarbij de Eerwaarde Pater VAN WING tot lid van de Koloniale Raad werd benoemd;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

Le R. P. VAN WING, J., missionnaire de la Compagnie de Jésus, est nommé membre du Conseil Colonial pour un nouveau terme prenant cours le 15 décembre 1947.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1947.

ARTIKEL ÉÉN.

E. P. VAN WING, J., missionaris van de Societeit van Jezus, is benoemd tot lid van de Koloniale Raad voor een nieuw termijn, die op 15 December 1947 aanvang neemt.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel den 18^e December 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Fonds Colonial d'Allocations pour employés. — Fonds Spécial d'Allocations. — Modifications aux Règlements.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les lois du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et du 21 août 1925 sur le Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, modifié par ceux des 15 février 1946, 28 février 1947 et 10 novembre 1947, ainsi que par l'ordonnance législative n° 124 du 17 avril 1947;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 1946, portant Règlement général de l'assurance;

Koloniale Toelagenfonds voor Werknemers. — Bijzonder Toelagenfonds. — Wijzigingen aan de Reglementen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo, en op die van 21 Augustus 1925 betreffende Ruanda-Urundi;

Gelet op het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, zoals het gewijzigd is door de decreten van 15 Februari 1946, 28 Februari 1947 en 10 November 1947, alsmede door de wetgevende ordonnantie n° 124 van 17 April 1947;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 Maart 1946, houdende het algemeen verzekeringsreglement;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1946, portant Règlement du Fonds colonial d'allocations pour employés;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 1946, portant Règlement du Fonds spécial d'allocations.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté ministériel du 23 mars 1946 portant Règlement général de l'assurance est complété et modifié de la manière suivante :

a) Le 2^{me} alinéa de l'article 7 est remplacé par la disposition ci-après :

« L'assuré qui désire obtenir la
» liquidation de sa rente avant cet
» âge doit introduire sa demande
» par simple lettre douze mois avant
» l'âge choisi pour l'entrée en jouis-
» sance, la demande devant être in-
» troduite dans les formes légales
» dans un délai de trois mois à par-
» tir de la date à laquelle cet âge
» est atteint. »

b) Le littéra b du 2^{me} alinéa de l'article 8 est modifié comme suit :

« b) un extrait du registre de
» la population (composition de la
» famille). La date de délivrance de
» cet extrait ne peut être antérieure
» de plus de deux mois à celle fixée
» pour l'entrée en jouissance de la
» rente. »

c) Il est ajouté à l'article 11, après le 3^{me} alinéa, la disposition ci-après :

« Lorsque l'assuré sollicite la li-
» quidation de sa rente après avoir
» atteint l'âge de 65 ans (ou 60 ans
» pour les assurés de sexe féminin),

Gelet op het ministerieel besluit van 25 Maart 1946, houdende het Reglement van het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 Februari 1946, houdende het Reglement van het Bijzonder Toelagenfonds,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ministerieel besluit van 23 Maart 1946, houdende het algemeen verzekeringsreglement, wordt aangevuld en gewijzigd als volgt :

a) Het 2^{de} lid van artikel 7 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« De verzekerde die de uitkering
» van zijn rente vóór deze leeftijd
» verlangt te bekomen, moet zijn
» aanvraag indienen per gewone
» brief, twaalf maanden vóór de
» leeftijd gekozen om in het genot
» er van te treden, met dien ver-
» stande dat de aanvraag moet in-
» gediend worden, met inachtne-
» ming van de wettelijke vormen,
» binnen de drie maanden met in-
» gang van de datum waarop deze
» leeftijd bereikt is. »

b) Letter b van het 2^{de} lid van artikel 8 wordt gewijzigd als volgt :

« b) een uittreksel van het bevol-
» kingsregister (samenstelling van
» van het gezin). De datum van af-
» gifte van dit uittreksel mag niet
» hoger opklimmen dan twee maan-
» den vóór de datum vastgesteld voor
» de in genottreding van de rente. »

c) Aan artikel 11, na het 3^{de} lid, wordt de volgende bepaling toegevoegd :

« Wanneer de verzekerde de uit-
» betaling van zijn rente aanvraagt
» nadat hij de leeftijd van 65 jaar
» bereikt heeft (of 60 jaar voor de

» celle-ci prend cours à la date à
» laquelle il a cessé d'être assujetti
» aux dispositions du décret, sans
» que cette date puisse être antérieure à celle de son 65^{me} (ou 60^{me})
» anniversaire. »

d) Il est ajouté un article 15bis rédigé comme suit :

« Le Fonds Colonial des Invalidités et les organismes d'assurance
» auprès desquels des contrats ont
» été souscrits en vertu du décret
» du 20 décembre 1945 organisant
» la réparation du dommage résultant des accidents de travail, sont
» tenus de déclarer à la Caisse coloniale des pensions pour employés :

» 1°) toute demande introduite
» par un employé ou sa veuve en vue
» d'obtenir le bénéfice des dispositions des décrets du 20 décembre
» 1945 organisant la réparation des
» dommages résultant des accidents
» du travail et des maladies professionnelles. Cette déclaration doit
» être notifiée par lettre recommandée dans le mois de l'introduction
» de la demande;

» 2°) le montant des rentes ou indemnités périodiques attribuées
» aux employés ou à leurs veuves en
» exécution des mêmes décrets, ainsi
» que toute modification qui affecterait le montant des dites indemnités. Ces déclarations doivent être
» notifiées par lettre recommandée dans le mois de l'attribution des
» rentes et, s'il s'agit de l'attribution ou de la révision d'indemnités
» périodiques, dans le mois de l'accord des parties ou de la décision
» définitive. »

e) Les formulaires modèles 2 et 3 annexés à l'arrêté ministériel du 23 mars 1946 et dont l'usage est prescrit par l'article 7 du dit arrêté,

» vrouwelijke verzekerden), begint
» deze rente te lopen op de datum
» waarop hij niet meer onder de
» bepalingen van het decreet valt,
» zonder dat deze datum hoger mag
» opklimmen dan zijn 65^e (of 60^e)
» verjaardag. »

d) Er wordt een artikel 15bis bijgevoegd dat luidt als volgt :

« Het Koloniaal Invaliditeitsfonds
» en de verzekeringsorganismen
» waarbij contracten werden getekend krachtens het decreet van
» 20 December 1945, tot inrichting
» van de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, zijn gehouden bij de Koloniale
» Kas voor Werknemerspensioenen
» aan te geven;

» 1°) Elke aanvraag ingediend
» door een werknemer of zijn weduwe om het voordeel te genieten
» van de bepalingen van de decreten
» van 20 December 1945 tot inrichting van de vergoeding van de
» schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten. Van
» deze aangifte moet per aangetekende brief binnen de maand van
» het indienen der aanvraag kennis worden gegeven;

» 2°) het bedrag van de renten of periodieke vergoedingen toegekend
» aan de werknemers of aan hun weduwen, tot uitvoering van de
» zelfde decreten, alsmede elke wijziging die op het bedrag van de
» gezegde vergoedingen invloed zou hebben. Van deze aangiften moet
» per aangetekende brief binnen de maand van de toekenning der
» renten kennis gegeven worden en, indien het gaat over de toekenning
» of de herziening van periodieke vergoedingen, binnen de maand
» van het akkoord van partijen of van de definitieve beslissing. »

e) De modelformulieren 2 en 3 gevoegd bij het ministerieel besluit van 23 Maart 1946 en waarvan artikel 7 van gezegd besluit het gebruik voor-

sont remplacés par les modèles 2 et 3 annexés au présent arrêté.

ART. 2.

L'arrêté ministériel du 25 mars 1946 portant Règlement du Fonds colonial d'allocations pour employés est complété et modifié de la manière suivante :

a) La date du 1^{er} janvier 1948 prévue au 1^{er} alinéa de l'article 1^{er} est remplacée par celle du 1^{er} juillet 1948.

b) Le 2^{me} alinéa de l'article 2 est remplacé par la disposition ci-après :

« En cas de décès de l'assuré » avant le 1^{er} juillet 1948, la veuve » est en droit d'accomplir personnellement cette formalité. La déclaration prescrite par l'article 1^{er} doit » en ce cas être adressée au Fonds » colonial d'allocations pour employés avant le 1^{er} juillet 1948 ou, » si le décès est survenu entre le 1^{er} » juillet 1947 et le 30 juin 1948, dans » l'année qui suit la date du décès. »

c) Le 2^{me} alinéa de l'article 3 est remplacé par la disposition ci-après :

« En cas de décès de l'assuré » avant le 1^{er} juillet 1948, la déclaration peut également, si elle n'a » pas été effectuée par celui-ci ou » par la veuve, l'être par les représentants légaux des enfants. La » déclaration doit en ce cas être » adressée au Fonds colonial d'allocations pour employés avant le 1^{er} » juillet 1948 ou, si le décès est survenu entre le 1^{er} juillet 1947 et le » 30 juin 1948, dans l'année qui suit » la date du décès. »

schrijft worden vervangen door de bij het onderhavig besluit gevoegde modellen 2 en 3.

ART. 2.

Het ministerieel besluit van 25 Maart 1946, houdende het Reglement van het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers wordt aangevuld en gewijzigd op de volgende wijze :

a) De datum 1 Januari 1948 gesteld in het eerste lid van artikel 1 wordt door 1 Juli 1948 vervangen.

b) Het tweede lid van artikel 2 wordt door de hiernavolgende bepaling vervangen :

« Ingeval de verzekerde vóór 1 » Juli 1948 komt te overlijden, heeft » de weduwe het recht die formaliteiten persoonlijk te vervullen. De » in artikel 1 voorgeschreven aangifte, moet in dit geval vóór 1 Juli » 1948 bij het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers ingediend » worden, of, indien het overlijden » zich tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni » 1948 heeft voorgedaan, binnen het » jaar volgend op de datum van het » overlijden. »

c) Het tweede lid van artikel 3 wordt door de hiernavolgende bepaling vervangen :

« Ingeval de verzekerde vóór 1 » Juli 1948 komt te overlijden, kan » de aangifte, indien zij niet door » deze of door de weduwe werd gedaan, eveneens door de wettelijke » vertegenwoordigers van de kinderen gedaan worden. De aangifte » moet in dit geval vóór 1 Juli 1948 » bij het Koloniaal Toelagenfonds » voor Werknemers ingediend worden, of, indien het overlijden zich » tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948 » heeft voorgedaan, binnen het jaar » volgend op de datum van het overlijden. »

d) Il est ajouté un article 9bis rédigé comme suit :

« Le Fonds Colonial des Invalidités et les organismes d'assurance » auprès desquels des contrats ont » été souscrits en vertu du décret du » 20 décembre 1945 organisant la » réparation du dommage résultant » des accidents du travail, sont tenus » de déclarer au Fonds colonial d'allocations pour employés :

« 1°) toute demande introduite » par un employé ou sa veuve en vue » d'obtenir le bénéfice des dispositions des décrets du 20 décembre » 1945 organisant la réparation des » dommages résultant des accidents » du travail et des maladies professionnelles. Cette déclaration doit » être notifiée par lettre recommandée dans le mois de l'introduction » de la demande;

« 2°) le montant des rentes ou indemnités périodiques attribuées » aux employés ou à leurs veuves en » exécution des mêmes décrets, ainsi » que toute modification qui affecterait le montant des dites indemnités. Ces déclarations doivent être » notifiées dans le mois de l'attribution des rentes et, s'il s'agit de » l'attribution ou de la révision d'indemnités périodiques, dans le mois » de l'accord des parties ou de la décision définitive. »

e) L'article 10 est modifié comme suit :

« Lorsqu'un assuré reprend du » service au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi après être entré en » jouissance de l'allocation, ses » droits se trouvent suspendus jusqu'à la date à laquelle il cesse » d'être assujéti aux dispositions » du décret. A cette date, l'allocation, recalculée en considération

d) Er wordt een artikel 9bis bijgevoegd dat luidt als volgt :

« Het Koloniaal Invaliditeitsfonds » en de verzekeringsorganismen bij » welke contracten werden ondertekend krachtens het decreet van » 20 December 1945 tot inrichting » van het herstel van de schade » voortvloeiende uit arbeidsongevallen zijn gehouden bij het Koloniaal Toelagenfonds aan te geven :

« 1°) elke aanvraag ingediend » door een werknemer of zijn weduwe om het voordeel te genieten » van de bepalingen van de decreten » van 20 December 1945 tot inrichting van de schade voortvloeiende » uit arbeidsongevallen en beroepsziekten. Van deze aangifte moet » per aangetekende brief binnen de » maand van het indienen der aanvraag kennis worden gegeven;

« 2°) het bedrag van de renten of » periodieke vergoedingen toegekend aan de werknemers of aan » hun weduwen, tot uitvoering van » dezelfde decreten, alsmede elke » wijziging die op het bedrag van » de gezegde vergoedingen invloed » zou hebben. Van deze aangiften » moet per aangetekende brief binnen de maand van de toekenning » der renten kennis gegeven worden » en, indien het gaat over de toekenning of de herziening van periodieke vergoedingen, binnen de » maand van het akkoord van partijen of van de definitieve beslissing. »

e) Artikel 10 wordt gewijzigd als volgt :

« Wanneer een verzekerde opnieuw in dienst treedt in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi, na in » het genot van de toelage te zijn » getreden, worden zijn rechten geschorst tot de datum waarop hij » niet meer aan de bepalingen van » het decreet onderworpen is. Op » deze datum, begint de toelage op-

» de l'âge de l'assuré, reprend cours
» de plein droit. »

f) Le 2^{me} alinéa de l'article 19 est
remplacé par la disposition ci-après :

« L'allocation d'orphelin prend
» cours à la date du décès de l'assu-
» ré ou le 1^{er} janvier 1948 si le dé-
» cès est antérieur à cette date.

» Elle n'est pas accordée si la de-
» mande est introduite plus de six
» mois après la date à laquelle l'en-
» fant a atteint l'âge de dix-huit
» ans. »

g) L'article 21 est remplacé par la
disposition ci-après :

« Lorsque les allocations sont
» payées trimestriellement, la partie
» de l'allocation afférente au tri-
» mestre au cours duquel le bénéfi-
» ciaire est décédé n'est pas payée
» aux ayants-droit.

» L'allocation non liquidée à l'as-
» suré se rapportant à la période
» écoulée depuis la dernière échéan-
» ce trimestrielle jusqu'à la date du
» décès est attribuée à la veuve bé-
» néficiaire d'une allocation de veu-
» ve, lorsque la demande de cette al-
» location est introduite dans les
» six mois du décès. »

ART. 3.

L'arrêté ministériel du 7 février
1946 portant Règlement du Fonds
spécial d'allocations est modifié de
la manière suivante :

a) La date du 1^{er} janvier 1948
prévue à l'article 1^{er} est remplacée
par celle du 1^{er} juillet 1948 ;

» nieuw van rechtswege te lopen,
» nadat zij herberekend werd met
» inachtneming van de ouderdom
» van de verzekerde. »

f) Het tweede lid van artikel 19
wordt door de volgende bepaling ver-
vangen :

« De wezentoelage begint te lopen
» op de datum van het overlijden
» van de verzekerde of op 1 Januari
» 1948, indien de verzekerde vóór
» deze datum overleden is.

» Zij wordt niet toegekend indien
» de aanvraag ingediend wordt meer
» dan zes maanden na de datum
» waarop het kind achttien jaar is
» geworden. »

g) Artikel 21 wordt door de vol-
gende bepaling vervangen :

« Wanneer de toelagen per kwar-
» taal betaald worden, wordt het ge-
» deelte der toelage betreffende het
» kwartaal in de loop waarvan de
» gerechtigde overleden is, niet aan
» de rechthebbenden uitbetaald.

» De aan de verzekerde niet uit-
» betaalde toelage betreffende de
» periode verlopen sedert de laatste
» trimestriële vervaldag tot op de
» datum van het overlijden, wordt
» aan de weduwe, die een weduw-
» rente geniet, toegekend, wanneer
» de aanvraag om deze rente binnen
» de zes maanden van het overlijden
» ingediend is. »

ART. 3.

Het ministerieel besluit van 7 Fe-
bruari 1946 houdende het Reglement
van het Bijzonder Toelagenfonds
wordt gewijzigd als volgt :

a) De datum 1 Januari 1948 ge-
steld in artikel 1 wordt door 1 Juli
1948 vervangen.

b) L'article 2 est remplacé par la disposition ci-après :

« En cas de décès de l'employé »
» avant le 1^{er} juillet 1948, la veuve »
» en droit de prétendre à l'allocation »
» prévue par les articles 72 à 75 du »
» décret prérappelé, ou qui peut se »
» trouver ultérieurement dans les »
» conditions requises pour en bénéficier, »
» peut accomplir les formalités »
» prescrites par l'article 1^{er} si »
» la déclaration n'a pas été effectuée »
» par l'employé.

» Cette déclaration doit en ce cas »
» être adressée par la veuve au »
» Fonds spécial d'allocations avant »
» le 1^{er} juillet 1948 ou, si le décès »
» est survenu entre le 1^{er} juillet 1947 »
» et le 30 juin 1948, dans l'année qui »
» suit la date du décès. »

c) L'article 3 est remplacé par la disposition ci-après :

« En cas de décès de l'employé »
» avant le 1^{er} juillet 1948, la déclaration »
» peut également, si elle n'a pas »
» été effectuée par celui-ci ou par »
» la veuve, l'être par les représentants »
» légaux des enfants qui sont »
» en droit de prétendre à l'allocation »
» prévue par les articles 76 à 79 du »
» décret prérappelé ou qui peuvent »
» se trouver ultérieurement dans les »
» conditions requises pour en bénéficier.

» Cette déclaration doit, en ce cas, »
» être adressée au Fonds spécial »
» d'allocations avant le 1^{er} juillet »
» 1948 ou, si le décès est survenu »
» entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 »
» juin 1948, dans l'année qui suit la »
» date du décès. »

d) L'article 5 est complété comme suit :

« Les bénéficiaires de l'allocation »
» sont tenus de produire, à l'appui »
» de leur demande, les pièces justificatives »
» relatives aux périodes de

b) Artikel 2 wordt door volgende bepaling vervangen :

« In geval de werknemer vóór 1 »
» Juli 1948 komt te overlijden kan »
» de weduwe die recht heeft aan »
» spraak te maken op de toelage bepaald »
» in de artikelen 72 tot 75 van »
» voornoemd besluit, of die later kan »
» verkeren in de vereiste omstandigheden »
» om ze te bekomen, de in artikel 1 »
» voorgeschreven formaliteiten »
» vervullen, indien de werknemer »
» de aangifte niet gedaan heeft.

» In dit geval moet de weduwe »
» deze aangifte bij het Bijzonder »
» Toelagenfonds vóór 1 Juli 1948 »
» indienen, of, indien het overlijden »
» zich tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni »
» 1948 heeft voorgedaan, binnen het »
» jaar volgend op de datum van het »
» overlijden. »

c) Artikel 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval de werknemer komt te »
» overlijden vóór 1 Juli 1948, kan de »
» aangifte, indien de werknemer of »
» de weduwe ze niet heeft gedaan, »
» eveneens gedaan worden door de »
» wettelijke vertegenwoordigers van »
» de kinderen die recht hebben aan »
» spraak te maken op de in de artikelen »
» 76 tot 79 van voormeld decreet »
» bepaalde toelage of die later »
» kunnen verkeren in de vereiste »
» omstandigheden om ze te bekomen.

» Deze aangifte moet in dit geval »
» bij het Bijzonder Toelagenfonds »
» vóór 1 Juli 1948 worden ingediend, »
» of, indien het overlijden zich tussen »
» 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948 »
» heeft voorgedaan, binnen het jaar »
» volgend op de datum van het overlijden. »

d) Artikel 5 wordt aangevuld als volgt :

« De toelage-gerechtigden zijn »
» gehouden, tot staving van hun »
» vraag, de bewijsstukken voor te »
» leggen betreffende de perioden

» services effectifs accomplis par
» l'employé au Congo Belge ou au
» Ruanda-Urundi.

» Cette preuve est fournie par la
» production d'une attestation des
» employeurs renseignant les dates
» du début et de la fin de chacune
» des périodes de services effectifs.
» A défaut de pouvoir produire une
» telle attestation, la preuve peut
» être fournie par toutes voies de
» droit. »

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vi-
gueur le 1^{er} janvier 1948.

Bruxelles, le 22 décembre 1947.

Le Ministre des Colonies,

» werkelijke dienst door de werkne-
» mer in Belgisch-Congo of in Ru-
» anda-Urundi gedaan.

» Dit bewijs wordt geleverd door
» het voorleggen van een getuig-
» schrift van de werkgevers dat de
» data van het begin en het einde
» van elke periode werkelijke dienst
» aangeeft. Indien men zulk getuig-
» schrift niet kan voorleggen, kan
» het bewijs door elk rechtsmiddel
» geleverd worden. »

ART. 4.

Dit besluit treedt in werking op
1 Januari 1948.

Brussel, de 22 December 1947.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Assurance en vue de la vieillesse et du décès
prématuré des employés

Arrêté ministériel du

**CAISSE COLONIALE DES PENSIONS
POUR EMPLOYÉS**

Modèle 2.

sous la garantie de la Colonie
instituée par décret du 10 octobre 1945.

DEMANDE DE LIQUIDATION DE RENTE DE RETRAITE

(à adresser sous pli recommandé à la Caisse Coloniale des pensions pour employés,
à Bruxelles.)

N. B. — Lorsque l'employé a accompli des services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942 et qu'il se trouve dans les conditions requises pour bénéficier des avantages prévus à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, il lui appartient également d'introduire une demande d'allocations auprès de cet organisme.

Nom de l'ASSURE (en lettres majuscules); (la femme mariée ou veuve est désignée par son nom de jeune fille auquel s'ajoute celui du mari précédé de « épouse » ou « veuve ») :

.....
.....

Prénoms :

Lieu et date de naissance :

Nationalité :

(1) { Veuf-veuve }
 { Divorcé } de.....
 { Epoux-épouse } (nom en lettres majuscules et prénoms du conjoint)
 Lieu et date de naissance du conjoint :.....
 Lieu et date de décès du conjoint :.....
 Lieu et date du mariage :.....
 Lieu et date du divorce :.....
 De sexe masculin.
 De sexe féminin.

(1) Biffer les mentions inutiles.

Adresse :

Biffer { Eventuellement : nom, prénoms et adresse du mandataire qui intro-
si { duit la demande au nom de l'assuré. (REMARQUE : la procu-
inutile { ration doit en ce cas être établie conformément aux dispositions
 { de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 23 mars 1946. Le manda-
 { taire doit demeurer en Belgique et sa signature doit être dûment
 { légalisée).
 {
 {

SERVICES EFFECTUES AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI

Article 4 de l'Arrêté Ministériel du 23 mars 1946.

« La durée des services effectués à la Colonie et dont il y a lieu de tenir compte pour déterminer l'âge d'entrée en jouissance de la rente, conformément aux dispositions de l'article 18 du décret, comprend les périodes de services effectifs et celle des congés. »

Tous les services effectués par l'assuré au Congo Belge et au Ruanda-Urundi peuvent être pris en considération, qu'ils aient été accomplis en exécution d'un contrat de louage de services ou même en qualité d'agent ou fonctionnaire sous statut de la Colonie.

Il peut également être tenu compte :

a) de la période pendant laquelle l'assuré aurait été mobilisé ou engagé volontairement à la Force Publique du Congo Belge;

b) des services prestés temporairement hors de la Colonie, lorsque l'assuré reste assujéti aux dispositions du décret en application de l'article 6;

Pour la détermination de la durée des services, il convient en outre de tenir compte des règles ci-après :

1° la durée des services effectifs à prendre en considération ne peut en aucun cas prendre cours avant l'arrivée sur le territoire du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi, ni se prolonger après le départ de ce territoire;

2° la durée de chacun des congés ne peut être supérieure à un sixième de la période des services effectifs précédant le congé. La preuve des services effectués au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi et des congés dont l'assuré a bénéficié incombe à ce dernier. Cette preuve est fournie par la production d'une attestation des employeurs mentionnant les dates du début et de la fin des services effectués par l'employé au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi ainsi que les dates du début et de la fin des congés.

A défaut d'une telle attestation, le preuve peut être fournie par toutes voies de droit.

EMPLOYEURS		DETAIL DES PERIODES			
		de services effectifs		de congé	
		Début	Fin	Début	Fin
Nom et prénoms des employeurs ou dénomination de la firme	Adresse de l'employeur ou siège de l'entreprise	(jour, mois, année)	(jour, mois, année)	(jour, mois, année)	(jour, mois, année)
.....					
.....					
.....					

Je soussigné (nom et prénoms) sollicite la liquidation de la rente
de retraite } qui me revient } *biffer*
} qui revient à l'assuré } *la mention inutile* } en application du décret
du 10 octobre 1945.

(En cas de demande de liquidation anticipée, remplir en outre l'alinéa ci-après; le biffer dans le cas contraire. La demande de liquidation doit être introduite douze mois au moins avant l'âge choisi pour l'entrée en jouissance.)

Je demande que la rente à laquelle } j'ai droit } *Biffer*
} l'assuré a droit } *la mention inutile*
soit liquidée anticipativement, moyennant les réductions correspondantes,
à partir du

CADRE A COMPLETE SI L'ASSURE A ETE VICTIME
D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI

1. J'ai été victime d'un accident du travail survenu à
le 19..., au service de

(Dénomination et adresse de l'employeur)

2. Mon employeur était assuré en vue de la réparation du dommage résultant des accidents du travail auprès de

(Dénomination et adresse de l'organisme assureur)

3. { J'ai introduit une demande de rente ou d'indemnité auprès de cet organisme en date du 19... } *Biffer*
{ Je n'ai introduit à ce jour aucune demande de rente ou d'indemnité en réparation du dommage résultant de l'accident. } *la mention inutile*

4. { Je bénéficie d'une rente (ou d'une indemnité) d'un montant annuel de francs, depuis } *Biffer*
{ le 19... } *la mention inutile*
{ Je ne bénéficie d'aucune rente ou indemnité en réparation du dommage résultant de l'accident dont j'ai été victime. }

CADRE A COMPLETER SI L'ASSURE EST
ATTEINT D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE CONTRACTEE
AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI

1. Je suis atteint d'une maladie professionnelle donnant lieu à réparation en vertu du décret du 20 décembre 1945, contractée au service de

(Dénomination et adresse de l'employeur)

2. { J'ai introduit une demande de rente ou d'indemnité au-
près du Fonds Colonial des Invalidités en date du..... } *Biffer*
..... 19.... } *la mention*
Je n'ai introduit à ce jour aucune demande de rente ou } *inutile*
d'indemnité auprès du Fonds Colonial des Invalidités.
3. { Je bénéficie d'une rente (ou d'une indemnité) d'un mon-
tant annuel de francs, depuis } *Biffer*
le 19.... } *la mention*
Je ne bénéficie d'aucune rente ou indemnité à charge } *inutile*
du Fonds Colonial des Invalidités.

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration et joins en annexe, à l'appui de la présente demande :

a) un extrait d'acte de naissance délivré par.....
à....., le

b) un extrait du registre de la population (composition de la famille)
La date de délivrance de cet extrait ne peut être antérieure de plus de deux mois à celle de la demande;

c) les pièces justificatives suivantes attestant l'exactitude des déclara-
tions ci-dessus relatives aux périodes de services effectifs accomplis au
Congo Belge ou au Ruanda-Urundi et à celles des congés :.....

Fait à, le
(Signature de l'assuré(e) ou de son mandataire) (1)

(1) Si la remarque est introduite par un mandataire, la signature de celui-ci doit être dûment légalisée.

REMARQUE IMPORTANTE :

L'assuré qui désire obtenir le paiement en espèces d'une partie de la valeur capitalisée de la rente dont il est bénéficiaire, doit adresser à la Caisse coloniale des pensions pour employés, en même temps que la présente demande de rente, une demande conforme au modèle 5 annexé à l'arrêté ministériel du 23 mars 1946 mentionnant :

a) la quotité du capital, qui ne peut excéder un tiers de la valeur, capitalisée de la rente, et dont l'assuré désire obtenir le paiement en espèces;

b) l'usage auquel est destinée la somme qui lui serait versée;

c) les motifs que l'assuré peut invoquer pour justifier l'obtention du paiement d'une partie de la valeur capitalisée de la rente.

TOUTE DEMANDE QUI N'EST PAS INTRODUITE PAR L'ASSURE EN MEME TEMPS QUE LA DEMANDE DE RENTE EST IRRECEVABLE.

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen
van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers Ministerieel besluit van

KOLONIALE KAS
VOOR WERKNEMERSPENSIOENEN

Model 2.

onder waarborg van de Kolonie
opgericht bij decreet van 10 October 1945.

AANVRAAG OM UITKERING VAN HET OUDERDOMSPENSIOEN
(per aangetekende brief aan de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen te Brussel,
toe te zenden.)

N. B. — Wanneer de werknemer, vóór 1 Januari 1942, dienst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi heeft gedaan, en hij de vereiste voorwaarden vervult om de voordelen te genieten die ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers bepaald zijn, moet hij eveneens bij dit organisme een aanvraag om toelage indienen.

NAAM van de VERZEKERDE (met hoofdletters); (de gehuwde vrouw of de weduwe vermeldt haar meisjesnaam, met toevoeging van de naam van de echtgenoot, voorafgegaan door «echtgenote» of «weduwe»);

Voornamen :

Plaats en datum van geboorte :

Nationaliteit :

(1) {	Weduwnaar-weduwe	} van	(naam met hoofdletters en voornamen van de andere echtgenoot)
	Uit de echt gescheiden		
	Echtgenoot-echtgenote		
	Plaats en datum van geboorte van de echtgenoot(e).....		
	Plaats en datum van overlijden van de echtgenoot(e).....		
	Plaats en datum van het huwelijk :.....		
	Plaats en datum van de echtscheiding :.....		
	Van het mannelijk geslacht.		
	Van het vrouwelijk geslacht.		
	(1) Nutteloze meldingen doorhalen.		

Adres.....

Doorhalen zo overbodig	{	Bij voorkomend geval : naam, voornamen en adres van de lasthebber die de aanvraag namens de verzekerde indient. (OPMERKING : de volmacht moet in dit geval volgens de bepalingen van artikel 10 van het ministerieel besluit van 23 Maart 1946 opgemaakt zijn. De lasthebber moet in België wonen en zijn handtekening moet behoorlijk voor echt verklaard zijn.)
		

DIENSTEN IN BELGISCH-CONGO OF IN RUANDA-URUNDI VERLEEND

Artikel 4 van het Ministerieel besluit van 23 Maart 1946.

« De duur van de dienst in de Kolonie gedaan en waarmede rekening moet gehouden worden om de leeftijd waarop men in het genot van de rente treedt, vast te stellen, volgens de bepalingen van artikel 18 van het decreet, omvat de perioden werkelijke dienst en de verloftijden. »

Al de diensten door de verzekerde in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verleend mogen in aanmerking komen, of zij tot uitvoering van een contract van dienstverhuring werden gedaan of zelfs als ambtenaar of beambte onder statuut van de Kolonie.

Men mag ook rekening houden met :

a) de periode tijdens welke de verzekerde gemobiliseerd geweest is of vrijwillig in dienst bij de Weermacht van Belgisch-Congo;

b) diensten tijdelijk buiten de Kolonie verleend, wanneer de verzekerde aan de bepalingen van het decreet met toepassing van artikel 6 onderworpen blijft.

Om de duur der diensten vast te stellen, dient men daarenboven de volgende regelen in acht te nemen :

1° de duur van de in aanmerking te nemen werkelijke diensten mag niet beginnen te lopen vóór de aankomst op het grondgebied van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi, en niet voortlopen na de afreis uit dit gebied;

2° de duur van elk verlof mag niet hoger zijn dan een zesde van de periode werkelijke dienst vóór het verlof.

Het bewijs van de in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verleende diensten en van de verlofdagen die de verzekerde genoten heeft, rust op deze laatste.

Dit bewijs wordt geleverd door het voorleggen van een getuigenschrift der werkgevers, met aangifte van de begin- en einddatum der diensten die de verzekerde in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi heeft verleend, alsmede de begin- en einddatum der verloftijden.

Bij gebrek aan dit getuigenschrift, kan het bewijs door alle rechtsmiddelen geleverd worden.

WERKGEVERS		OMSTANDIGE AANGIFTE			
		van de perioden werkelijke dienst		van de verloftijden	
		Begin	Einde	Begin	Einde
Naam en voornamen der werkgevers of handelsnaam der firma	Adres van de werkgever of zetel der onderneming	(dag, maand, jaar)	(dag, maand, jaar)	(dag, maand, jaar)	(dag, maand, jaar)
.....					
.....					
.....					

1. Ik ben aangetast door een beroepsziekte die recht geeft tot schadeloosstelling krachtens het decreet van 20 December 1945, en die opgedaan werd in dienst van.....
(Benaming en adres van de werkgever)

2. { Ik heb een aanvraag tot rente of vergoeding ingediend
bij het Koloniaal Invaliditeitsfonds op } *overbodige
melding
doorhalen*
..... 19...
3. { Tot heden heb ik geen enkele aanvraag tot rente of ver-
goeding bij het Koloniaal Invaliditeitsfonds ingediend.
Ik geniet een rente (of vergoeding) waarvan het jaar-
lijks bedrag..... Fr. beloopt, sedert de } *overbodige
melding
doorhalen*
..... 19...
Ik geniet geen enkele rente of vergoeding ten laste van
het Koloniaal Invaliditeitsfonds.

Ik verklaar dat de inlichtingen in deze aangifte juist zijn, en voeg er tot staving van deze aanvraag de volgende stukken bij :

a) een uittreksel van de geboorteakte afgeleverd door
....., te, de

b) een uittreksel van het bevolkingsregister (samenstelling van het gezin).

De datum van aflevering van dit uittreksel mag niet hoger opklimmen dan twee maal den vóór de datum der aanvraag;

c) de volgende stukken tot bewijs van de juistheid der aangiften hierboven betreffende de perioden werkelijke dienst gedaan in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi en betreffende de verloftijden :

.....
.....
.....
.....

Gedaan te....., de
(handtekening van de verzekerde of van
zijn(haar) lasthebber) (1)

(1) Indien een lasthebber de aanvraag indient, moet zijn handtekening behoorlijk voor echt verklaard zijn.

BELANGRIJKE OPMERKING.

De verzekerde die uitkering in haar geld verlangt van een deel der gekapitaliseerde waarde van de rente waarop hij recht heeft, moet aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen, samen met deze aanvraag om rente, een aanvraag toe zenden overeenkomstig het bij ministerieel besluit van 23 Maart 1946, gevoegde model 5, vermeldend :

a) het kapitaalsbedrag, dat een derde van de gekapitaliseerde waarde der rente niet mag overschrijden, en waarvan de verzekerde uitkering in baar geld verlangt;

b) gebruik waartoe de som die hem gestort zou worden, bestemd is;

c) redenen die de verzekerde kan doen gelden om uitkering van een deel van de gekapitaliseerde waarde der rente te rechtvaardigen.

**ELKE AANVRAAG DIE DOOR DE VERZEKERDE NIET TER-
ZELFDERTIJD ALS DE AANVRAAG OM RENTE INGEDIEND
WORDT, IS NIET ONTVANKELIJK.**

Assurance en vue de la vieillesse et du décès
prématuré des employés

Arrêté ministériel du

Modèle 3.

**CAISSE COLONIALE DES PENSIONS
POUR EMPLOYÉS**

sous la garantie de la Colonie
instituée par décret du 10 octobre 1945.

DEMANDE DE LIQUIDATION DE RENTE DE VEUVE

(à adresser sous pli recommandé à la Caisse Coloniale des pensions pour employés,
à Bruxelles.)

N. B. — 1) Lorsque l'assuré a accompli des services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942 et que la veuve se trouve dans les conditions requises pour bénéficier en plus de sa rente, d'une allocation à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, il lui appartient également d'introduire une demande auprès de cet organisme.

2) Lorsque l'assuré laisse des enfants légitimes ou adoptés âgés de moins de 18 ans, une demande d'allocations d'orphelins doit en outre être adressée par la veuve au Fonds colonial d'allocations pour employés.

A. — Renseignements relatifs à l'assuré :

NOM (en lettres majuscules) :

Prénoms :

Numéro matricule :

Lieu et date de naissance :

Lieu et date de décès :

Nationalité :

B. — Renseignements relatifs à la veuve :

NOM de jeune fille (en lettres majuscules) :

Prénoms :

Lieu et date de naissance :

Lieu et date du mariage :

Adresse :

C. — Eventuellement renseignements relatifs au mandataire qui introduit la demande au nom de la veuve :

(Remarque : La procuration doit en ce cas être établie conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 23 mars 1946. Le mandataire doit demeurer en Belgique et sa signature doit être dûment légalisée.)

Prénoms :

Adresse :

Je soussigné(e) (nom et prénoms)

..... sollicite la liquidation de la rente

de veuve { qui m'est acquise
acquise par Madame prénommée } (*Biffer la mention inutile*)
en vertu du décret du 10 octobre 1945.

CADRE A COMPLETER
SI L'ASSURE A ETE VICTIME D'UN ACCIDENT DU TRAVAIL
AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI.

1. Mon mari a été victime d'un accident du travail survenu à
le..... 19... au service de

(Dénomination et adresse de l'employeur)

2. Son employeur était assuré en vue de la réparation du dommage résultant des accidents du travail auprès de

(Dénomination et adresse de l'organisme assureur)

3. { J'ai introduit une demande de rente auprès de cet orga-
nisme en date du.....19... } *biffer*
Je n'ai introduit à ce jour aucune demande de rente en } *la mention*
réparation du dommage résultant de l'accident. } *inutile*

4.

{	Je bénéficie d'une rente d'un montant annuel de.....	}	<i>biffer la mention inutile</i>
	 francs depuis le 19.....		
	Je ne bénéficie d'aucune rente en réparation du dommage résultant de l'accident dont mon mari a été victime.		

**CADRE A COMPLETER SI L'ASSURE ETAIT
ATTEINT D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE CONTRACTEE
AU CONGO BELGE OU AU RUANDA-URUNDI**

1. Mon mari était atteint d'une maladie professionnelle donnant lieu à réparation en vertu du décret du 20 décembre 1945, contractée au service de

(Dénomination et adresse de l'employeur)

2. { J'ai introduit une demande de rente auprès du Fonds Colonial des Invalidités en date du.....19... } *biffer la mention inutile*
{ Je n'ai introduit à ce jour aucune demande de rente auprès du Fonds Colonial des Invalidités. }
3. { Je bénéficie d'une rente d'un montant annuel de..... } *biffer la mention inutile*
{ francs depuis le 19... }
{ Je ne bénéficie d'aucune rente à charge du Fonds Colonial des Invalidités. }

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration et joins en annexe, à l'appui de la demande, les pièces justificatives suivantes :

- 1° un extrait d'acte de naissance;
- 2° un extrait d'acte de naissance de l'assuré, si celui-ci n'est pas entré en jouissance de sa rente de retraite; (*biffer si inutile*)
- 3° un extrait d'acte de mariage;
- 4° un extrait d'acte de décès de l'assuré.

Fait à, le.....
(Signature de la veuve ou de son mandataire (1),

(1) Si la demande est introduite par un mandataire, la signature de celui-ci doit être dûment légalisée.

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen
van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers

Ministerieel besluit van

Model 3.

**KOLONIALE KAS
VOOR WERKNEMERSPENSIOENEN**

onder waarborg van de Kolonie
opgericht bij decreet van 10 October 1945.

AANVRAAG OM UITKERING DER WEDUWRENTE

(toe te zenden.)

(per aangetekende brief aan de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen te Brussel,

N. B. — 1) Wanneer de verzekerde dienst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942 gedaan heeft en de weduwe zich in de vereiste voorwaarden bevindt om, benevens de rente, een toelage ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, te bekomen, moet zij tevens een aanvraag bij dit organisme indienen;

2) Wanneer de verzekerde wettige of aangenomen kinderen beneden 18 jaar achterlaat, moet de weduwe bovendien een aanvraag om een wezentoelage aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers toesturen.

A. — Inlichtingen betreffende de verzekerde :

NAAM (met hoofdletters) :

Voornamen :

Inschrijvingsnummer :

Plaats en datum van geboorte :

Plaats en datum van overlijden :

Nationaliteit :

B. — Inlichtingen betreffende de weduwe :

Meisjesnaam (met hoofdletters) :

Voornamen :

Plaats en datum van geboorte :

Plaats en datum van het huwelijk :

Adres :

C. — Bij voorkomend geval, inlichtingen betreffende de lasthebber die de aanvraag namens de weduwe indient :

(Opmerking : de volmacht moet in dit geval overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het ministerieel besluit van 21 Maart 1946 opgemaakt worden. De lasthebber moet in België wonen en zijn handtekening moet behoorlijk voor echt verklaard worden.)

2. { Ik heb een aanvraag om rente bij het Koloniaal Invaliditeitsfonds ingediend op 19... } *overbodige melding doorhalen*
{ Tot op heden, heb ik geen aanvrag om rente bij het Koloniaal Invaliditeitsfonds ingediend. }
3. { Ik geniet een rente tot een jaarlijks bedrag van..... } *overbodige melding doorhalen*
{ sedert 19... }
- { Ik geniet gen enkele rente ten laste van het Koloniaal Invaliditeitsfonds. }

Ik bevestig dat de inlichtingen in deze aangifte juist zijn, en voeg, tot staving van de aanvraag, de volgende bewijsstukken hierbij :

1° een uittreksel van de geboorteakte;

2° een uittreksel van de geboorteakte van de verzekerde, indien deze niet in het genot van zijn pensioen is getreden; (*doorhalen zo overbodig*)

3° een uittreksel van de huwelijksakte;

4° een uittreksel van de akte van overlijden van de verzekerde.

Gedaan te den

(handtekening van de weduwe of van haar lasthebber) (1)

(1) Indien een lasthebber de aanvraag indient, moet zijn handtekening behoorlijk voor echt verklaard zijn.

**Comité du Portefeuille de la Colonie. —
Modifications.**

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'Arrêté Royal du 7 novembre 1927 organique du Comité du Portefeuille et les Arrêtés Royaux des 11 mai 1929 et 26 novembre 1945 qui l'ont modifié;

Revu l'Arrêté Ministériel du 9 novembre 1927, désignant les fonctionnaires chargés de faire partie de ce Comité;

Considérant qu'il convient de modifier la composition du dit Comité comme suite à la réorganisation du Ministère des Colonies,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Indépendamment du Secrétaire Général et du Conseiller Juridique, sont membres du Comité du Portefeuille de la Colonie :

les Directeurs Généraux des 2^e et 3^e Directions Générales; le Directeur de la 1^{re} Direction de la 3^{me} Direction Générale et le Contrôleur Financier ou les fonctionnaires qui les remplacent;

ART. 2.

Les fonctions de Secrétaire sont remplies par le Chef du 4^{me} Bureau de la 1^{re} Direction de la 3^{me} Direction Générale qui a le Service du Portefeuille dans ses attributions;

ART. 3.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 décembre 1947.

Comité van de Portefeuille van de Kolonie. — Wijzigingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het Koninklijk Besluit van 7 November 1927 tot oprichting van het Comité van de Portefeuille, en op de Koninklijke Besluiten van 11 Mei 1929 en 26 November 1945, die het hebben gewijzigd;

Herzien het Ministerieel Besluit van 9 November 1927 waarbij de ambtenaren worden aangewezen die van vermeld Comité deel uitmaken;

Overwegende dat de samenstelling van dit Comité moet worden gewijzigd ingevolge de reorganisatie van het Ministerie van Koloniën,

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Behalve de Secretaris-Generaal en de Rechtskundige Adviseur zijn lid van het Comité van de Portefeuille, van de Kolonië.

De Directeurs-Generaal van de 2^{de} en 3^{de} Algemeene Directies; de Directeur van de 1^{ste} Directie van de 3^{de} Algemeene Directie en de Financiële Controleur, of de ambtenaren die hen vervangen;

ART. 2.

Het ambt van Secretaris wordt waargenomen door het hoofd van het 4^{de} Bureau van de 1^{ste} Directie van de 3^{de} Algemeene Directie, tot wiens bevoegdheid de dienst van de Portefeuille behoort;

ART. 3.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, den 27 December 1947.

P. WIGNY.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Union Minière du Haut-Katanga ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 29 décembre 1947, ont été autorisées des modifications apportées le 4 du même mois aux statuts de la société précitée par l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Union Minière du Haut Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit dd. 29 December 1947, werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de voornoemde vennootschap op 4 December 1947 door de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders.

Distinction honorifique.

Par arrêté du Régent, en date du 29 décembre 1947, M. HALEWYCK de HEUSCH, M. E. E. M. J., directeur général honoraire au Ministère des Colonies, secrétaire permanent au Recrutement, est nommé Grand' Croix de l'Ordre de Léopold II.

Eervolle onderscheiding.

Bij besluit van de Regent, van 29 December 1947, is de heer HALEWYCK de HEUSCH, M. E. E. M. J., ere-directeur-generaal bij het Ministerie van Koloniën, vaste werfingssecretaris, tot Groot-Kruis in de Orde van Leopold II benoemd.

Fonds Colonial des Invalidités. — Modifications aux statuts. — Nominations.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les lois du 16 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et du 21 août 1925 relative au Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 25 octobre 1945 sur l'assurance contre la maladie et l'invalidité et les décrets du 20 décembre 1945 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles des non indigènes;

(1) Voir annexes au présent numéro.

Koloniaal Invaliditeitsfonds. — Wijzigingen aan de statuten. — Benoemingen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien de wetten van 16 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo, en van 21 Augustus 1925 betreffende Ruanda-Urundi;

Gezien het decreet van 25 October 1945 op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit en de decreten van 20 December 1945 op de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten van niet-Inlanders;

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Vu l'arrêté du Régent du 21 décembre 1946 organisant les statuts du Fonds Colonial des Invalidités et spécialement l'article 32 du dit arrêté;

Revu l'arrêté ministériel du 31 décembre 1946;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1 et 3 de l'arrêté ministériel du 31 décembre 1946 sont abrogés.

ART. 2.

L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

Sont nommés membres du *Conseil d'Administration du Fonds Colonial des Invalidités* :

Représentant le Ministre des Colonies :

M. HEYSE, Théodore,

Représentant les employés :

M. DERAEDT, Henri,

Représentant les employeurs :

Dr SPEDENER, Joseph,

Représentant les indigènes :

M. ANTOINE, Fernand,

En raison de leur compétence particulière :

Dr. VALCKE, Joseph,

M. VIENNE, Victor,

Sont nommés : A) membres de la *Commission Coloniale des Accidents du Travail, des Maladies professionnelles et des Invalidités* :

Gezien het besluit van de Regent dd. 21 December 1946 tot vaststelling van de statuten van het Koloniaal Invaliditeitsfonds, inzonderheid artikel 32 van voormeld besluit;

Herzien het ministerieel besluit van 31 December 1946;

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

De artikelen 1 en 3 van het ministerieel besluit dd. 31 December 1946 zijn afgeschaft.

ART. 2.

Artikel 2 wordt door volgende bepalingen vervangen :

Worden benoemd als lid van de *Raad van Beheer van het Koloniaal Invaliditeitsfonds* :

Vertegenwoordiger van de Minister van Koloniën,

M. HEYSE, Théodore,

Vertegenwoordiger van de werknemers :

H. DERAEDT, Henri,

Vertegenwoordiger van de werkgevers :

Dr SPEDENER, Joseph,

Vertegenwoordiger van de Inlanders :

H. ANTOINE, Fernand,

Wegens hun bijzondere bevoegdheid :

Dr. VALCKE, Joseph,

H. VIENNE, Victor,

Worden benoemd : A) als lid van de *Koloniale Commissie voor Arbeidsongevallen, Beroepsziekten en Invaliditeit* :

Représentant le Ministre des Colonies :

M. BROSSEL, Charles,

Représentant les employés :

MM. GASPARD, Armand et
DERAEDT, Henri,

Représentant les employeurs :

MM. ORBAN, Paul et
• HORTOY, Emile,

Représentant les indigènes :

M. VAN HOVE, Julien et
Dr. DE BRAUWERE, Paul.

En raison de leur compétence particulière :

MM. CONSAEL, Robert et
VAN HASSELT, Henri.

B. Référendaire :

M. LEFEBURE, Fernand.

Actuaire-Interprète :

M^{lle} BAEYENS, Véronique.

ART. 3.

Les docteurs en médecine, membres du Conseil d'Administration du Fonds Colonial des Invalidités, ont le droit d'assister, à titre consultatif, aux réunions de la Commission Coloniale des accidents du travail, des maladies professionnelles et des invalidités.

ART. 4.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1 janvier 1948.

Bruxelles, le 31 décembre 1947.

Le Ministre des Colonies,

Vertegenwoordiger van de Minister van Koloniën :

H. BROSSEL, Charles,

Vertegenwoordigers van de werknemers :

HH. GASPARD, Armand en
DERAEDT, Henri,

Vertegenwoordigers van de werkgevers :

HH. ORBAN, Paul en
HORTOY, Emile.

Vertegenwoordigers van de Inlanders :

H. VAN HOVE, Julien en
Dr. DE BRAUWERE, Paul,

Wegens hun bijzondere bevoegdheid :

HH. CONSAEL, Robert en
VAN HASSELT, Henri.

B) Referendaris :

H. LEFEBURE, Fernand,

Actuaris-Tolk :

Mej. BAEYENS, Véronique.

ART. 3.

De dokters in de geneeskunde, leden van de Raad van Beheer van het Koloniaal Invaliditeitsfonds, hebben het recht, de vergaderingen van de Koloniale Commissie voor arbeidsongevallen, beroepsziekten en invaliditeit, ten raadgevende titel, bij te wonen.

ART. 4.

Dit besluit treedt in werking op 1 Januari 1948.

Brussel, 31 December 1947.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Loterie Coloniale. — Modalités d'émission.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 29 mai 1934, créant et organisant la Loterie Coloniale, modifié et complété par l'arrêté royal du 14 septembre 1935 et les arrêtés des 10 février 1945 et 23 septembre 1946;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1947, fixant à trente millions de francs le montant de chacune des tranches de la Loterie Coloniale qui seront émises en 1948;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 1947 fixant les modalités d'émission de la première tranche 1948;

Vu l'arrêté ministériel du 21 décembre 1935, accordant délégation à M. Em. Gorlia, Secrétaire Général, pour l'exercice des actes de gestion administrative réservée au Ministre, à l'exception des pouvoirs lui dévolus par la Constitution, la loi sur le Gouvernement du Congo Belge et les dispositions législatives,

ARRETE :

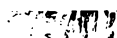
ARTICLE UNIQUE.

Les modalités d'émission des tranches qui seront émises à partir de la deuxième tranche 1948 seront identiques à celles de la première tranche 1948.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Pour le Ministre :

Le Secrétaire Général,



EM. GORLIA.

Koloniale Loterij. — Modaliteiten van uitgifte.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 29 Mei 1934, de Koloniale Loterij instellende en oprichtende, gewijzigd en aangevuld door het koninklijk besluit van 14 September 1935 en de besluiten van 10 Februari 1945 en 23 September 1946;

Gezien het besluit van 12 December 1947, het bedrag voor elk der schijven van de Koloniale Loterij die in 1948 zullen worden uitgegeven, op dertig miljoen vaststellende;

Gezien het ministerieel besluit van 14 December 1947, de modaliteiten van uitgifte der eerste schijf 1948 vaststellende;

Gezien het ministerieel besluit van 21 December 1945, waarbij de heer Em. Gorlia, Secretaris Generaal machtiging wordt verleend, voor het uitoefenen der daden van bestuur aan de Minister voorbehouden, met uitzondering van de machten hem verleend door de Grondwet, de wet op het Gouvernement van Belgisch-Congo en de wetgevende bepalingen,

BESLUIT :

EENIG ARTIKEL.

De modaliteiten van uitgifte der schijven welke vanaf de tweede schijf 1948 zullen uitgegeven worden, zullen dezelfde zijn als deze der eerste schijf 1948.

Brussel, den 9 Januari 1948.

Voor de Minister :

De Secretaris Generaal,

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
13 novembre 1947. — A. M. — Administration centrale. — Personnel	55
1 ^{er} décembre 1947. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Costermansville. — Statuts. — Modifications.	55
8 décembre 1947. — A. M. — Postes. — Emission de timbres-poste	56
29 décembre 1947. — A. R. — Société Forestière du Sankuru (Forkuru). — Autorisation. — Statuts	57
29 décembre 1947. — A. R. — Administration centrale. — Personnel	57
31 décembre 1947. — A. R. — Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga. — Statuts. — Modifications	57
10 janvier 1948. — A. R. — Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commission. — Nominations	58
12 janvier 1948. — A. R. — Personnel Judiciaire	58
12 janvier 1948. — A. R. — Société de Colonisation Belge au Katanga. — Autorisation. — Statuts	59

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
13 November 1947. — B. M. — Hoofdbestuur. — Personeel.	55
1 December 1947. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te Costermansstad — Statuten. — Wijzigingen.	55
8 December 1947. — B. M. — Posteries. — Uitgifte van postzegels	56
29 December 1947. — K. B. — « Société Forestière du Sankuru (Forkuru). — Machtiging. — Statuten	57
29 December 1947. — B. R. — Hoofdbestuur. — Personeel.	57
31 December 1947. — K. B. — « Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga. — Statuten. — Wijzigingen.	57
10 Januari 1948. — K. B. — Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. Benoemingen	58
12 Januari 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel	58
12 Januari 1948. — K. B. — Vennootschap voor Belgische Colonisatie in Katanga. — Machtiging. — Statuten	59

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
12 janvier 1948. — D. — Régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites série B. . . .	60	12 Januari 1948. — D. — Belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aandelen reeks B	60
13 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de Léopold	61	13 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Leopoldsorde	61
13 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne	61	13 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde	61
13 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de Léopold II	62	13 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Orde van Leopold II. . . .	62
17 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de l'Etoile Africaine	62	17 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Orde van de Afrikaanse Ster	62
22 janvier 1948. — A. R. — Personnel Judiciaire.		22 Januari 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel.	
22 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie. — Octroi. . .	62	22 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht. — Toekenning	62
22 janvier 1948. — A. R. — Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale. — Nomination	65	22 Januari 1948. — B. R. — Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika. — Benoeming	65
23 janvier 1948. — A. R. — Personnel Judiciaire		23 Januari 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel	
26 janvier 1948. — A. R. — Ecole Coloniale. — Personnel . . .	65	26 Januari 1948. — B. R. — Koloniale School. — Personeel. . .	65
26 janvier 1948. — A. R. — Société Minière du Bécéka. — Statuts. — Modifications	65	26 Januari 1948. — K. B. — « Société Minière du Bécéka ». — Statuten. — Wijzigingen . . .	65
26 janvier 1948. — A. R. — Société Congolaise de Banque. — Autorisation. — Statuts. . . .	66	26 Januari 1948. — K. B. — « Société Congolaise de Banque. — Machtiging. — Statuten . . .	66
26 janvier 1948. — A. R. — Compagnie du Chemin de Fer du Katanga. — Statuts. — Modifications	66	26 Januari 1948. — K. B. — « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen	66
26 janvier 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuts. — Modifications . .	66	26 Januari 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuten. — Wijzigingen	66
5 février 1948. — A. R. — Personnel judiciaire	67	5 Februari 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel	67
5 février 1948. — Médaille Commémorative du Congo. — Rente et supplément de rente. . .	67	5 Februari 1948. — Herinneringsmedaille van Congo. — Rente en aanvullende rente	67

Administration centrale. — Personnel.

—

Par Arrêté Ministériel en date du 13 novembre 1947, M. A. DUREN, Conseiller Médical du Ministère des Colonies a été nommé Commissaire du Gouvernement auprès de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale.

Hoofdbestuur. — Personeel.

—

Bij Ministerieel Besluit van 13 November 1947 wordt de Heer A. DUREN, Geneeskundig adviseur bij het Ministerie van Koloniën, tot gouvernements-commissaris benoemd van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée, ayant son siège social à Costermansville « Société de Linea-Idjwi ». — Statuts. — Modifications (1).

—

Par arrêté royal du 1^{er} décembre 1947 ont été autorisées des modifications statutaires décidées le 10 décembre 1946 par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette société et qui comportent notamment la réduction du capital social.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te Costermansstad « Société de Linea-Idjwi ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

—

Bij koninklijk besluit dd. 1 December 1947 werden goedgekeurd statutaire wijzigingen aangebracht op 10 December 1946 door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap en die namelijk vermindering van het maatschappelijk kapitaal beogen.

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Postes. — Emission de timbres-poste.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 20 janvier 1921 organique du service postal, complété et modifié par les décrets des 14 mai 1926, 31 octobre 1928 et 12 juillet 1932,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Il est émis 3 timbres-poste du Congo Belge dont les valeurs et les couleurs sont déterminées ci-après :

50 centimes, sépia.

1 franc, jaune et violet.

2 fr. 50, rouge et vert.

ART. 2.

Ces timbres-poste sont admis pour l'affranchissement des correspondances tant en service intérieur qu'en service international concurremment avec les valeurs actuellement en cours.

ART. 3.

Un exemplaire de chacun de ces timbres-poste est annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 1947.

Le Ministre des Colonies,

Posterijen. — Uitgifte van postzegels.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het decreet van 20 Januari 1921, tot inrichting van de postdienst, zoals het aangevuld en gewijzigd is door de decreten van 14 Mei 1926, 31 October 1928 en 12 Juli 1932,

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Er worden 3 postzegels van Belgisch-Congo uitgegeven waarvan de waarden en de kleuren hierna zijn bepaald :

50 centiem, sepia.

1 frank, geel en violet.

2 fr. 50, rood en groen.

ART. 2.

Evenals de thans in omloop zijnde waarden, mogen die postzegels voor de frankering van de briefwisseling, zowel in de inwendige als in de internationale dienst, gebruikt worden.

ART. 3.

Een exemplaar van elk dezer postzegels is bij dit besluit gevoegd.

Brussel, 8 December 1947.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Société Forestière du Sankuru (Forkuru). — Autorisation. — Statuts (1).

Par arrêté royal du 29 décembre 1947 a été autorisée la fondation de la Société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Société Forestière du Sankuru » (Forkuru), dont le siège social est à Thsimbulu.

« Société Forestière du Sankuru (Forkuru) ». — Machtiging. — Statuten (1).

Bij koninklijk besluit dd. 29 December 1947, werd goedgekeurd de machtiging van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid genaamd « Société Forestière du Sankuru » (Forkuru), welke haar maatschappelijke zetel in Tshimbulu heeft.

Administration centrale. — Personnel.

Par Arrêté du Régent en date du 29 décembre 1947, M. GENDARME, M. J. L. E., docteur en droit, candidat-notaire, licencié en sciences politiques, attaché temporaire, est nommé Conseiller de 2^{me} classe à l'Administration centrale du Ministère des Colonies, à partir du 1^{er} janvier 1947.

Par Arrêté du Régent en date du 31 décembre 1947, M. M. THIRY, P. J. A. R., Rédacteur de 1^{re} classe, et LA-VEDRINE, L. J. H., licencié en sciences commerciales, Rédacteur de 2^{me} classe (bénéficiant du barème des Rédacteurs de 1^{re} classe) sont nommés, à partir du 1^{er} juillet 1946, Contrôleurs financiers adjoints à l'Administration centrale du Ministère des Colonies.

Hoofdbestuur. — Personeel.

Bij Besluit van de Regent dd. 29 December 1947, wordt de Heer GENDARME, M. J. L. E., doctor in de rechten, kandidaat-notaris, licentiaat in politieke wetenschappen, tijdelijk geattacheerde, tot Adviseur 2^{de} klasse, bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën, met ingang van 1 Januari 1947, benoemd.

Bij Besluit van de Regent dd. 31 December 1947, worden de Heren THIRY, P. J. A. R., Opsteller 1^{ste} klasse en LA-VEDRINE, L. J. H., licentiaat in handelswetenschappen, Opsteller 2^{de} klasse (wedde van Opsteller 1^{ste} klasse genietend), tot Adjunct-Financieel Contrôleur bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën, met ingang van 1 Juli 1946, benoemd.

Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga. — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 31 décembre 1947, ont été autorisées les modifications aux statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga ».

« Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit dd. 31 December 1947, werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid genaamd « Société Générale Industrielle et Chimique du Katanga ».

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

**Institut des Parcs Nationaux du Congo
Belge. — Commission. — Nominations.**

Un arrêté du Régent en date du 10 janvier 1948, nomme membre de la Commission de l'I. P. N. C. B. : MM. SILVERCRUYS (Baron R.), Ambassadeur de Belgique à Washington et WETMORE (Alexander), Secrétaire de la « Smithsonian Institution of Washington », en remplacement de MM. de Cartier de Marchienne (Baron E.), et Merriam (J. C.), décédés.

Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoemingen.

Een besluit van de Regent van 10 Januari 1948 benoemt tot leden van de Commissie van dit Instituut, de HH. SILVERCRUYS (Baron R.), Belgisch Ambassadeur te Washington en WETMORE (Alexander), Secretaris van het « Smithsonian Institution of Washington », ter vervanging van de HH. de Cartier de Marchienne (Baron E.) en Merriam (J. C.), overleden.

Personnel Judiciaire.

Par arrêté du Régent en date du 12 janvier 1948, il est mis fin à la carrière administrative de M. DEVOS, Jacques-Richard-Joseph, docteur en droit, administrateur territorial-adjoint de 2^{me} classe, à titre provisoire.

Par arrêté ministériel pris à la même date, M. DEVOS, préqualifié, est nommé magistrat à titre provisoire.

Par arrêté du Régent en date du 22 janvier 1948, sont déchargés des fonctions qu'ils exercent et nommés :

1^o) juge au tribunal de 1^{re} instance d'Elisabethville, M. T' SERSTEVENS, Edmond - Ernest - Jean - Joseph - Marie-Corneille, juge au tribunal de 1^{re} instance de Léopoldville;

2^o) juge au tribunal de 1^{re} instance de Léopoldville, M. van RAEMDONCK, Robert - Gabriel - Maurice - Marie - Gérard, substitut du Procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance de Coquilhatville.

Gerechtspersoneel.

Bij besluit van de Regent, van 12 Januari 1948 wordt er een einde gesteld aan de administratieve loopbaan van de Heer Jacques-Richard-Joseph DEVOS, doctor in de rechten, adjunkt-gewest-beheerder-2^{de} klasse, met voorlopige aanstelling.

Bij ministerieel besluit, van dezelfde datum, wordt voormelde Heer DEVOS, tot magistraat met voorlopige aanstelling benoemd.

Bij besluit van de Regent, van 22 Januari 1948, worden ontlast van het ambt dat zij thans waarnemen, en worden benoemd :

1^o) tot rechter bij de rechtbank van eerste aanleg te Elisabethstad, de Heer Edmond - Ernest - Jean - Joseph - Marie-Corneille T' SERSTEVENS, rechter bij de rechtbank van eerste aanleg te Leopoldstad;

2^o) tot rechter bij de rechtbank van eerste aanleg te Leopoldstad, de Heer Robert - Gabriel - Maurice - Marie - Gérard van RAEMDONCK, substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Coquilhatstad.

Par arrêté du Régent en date du 23 janvier 1948, M. SERVAIS, Victor-Théophile, magistrat à titre provisoire du Congo Belge, est nommé à titre définitif, substitut du Procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance de Stanleyville.

Son ancienneté en cette qualité est fixée au 12 décembre 1941.

Bij besluit van de Regent, van 23 Januari 1948, wordt de Heer Victor-Théophile SERVAIS, magistraat met voorlopige aanstelling van Belgisch-Congo, met definitieve aanstelling benoemd tot substituu-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Stanleystad.

Zijn ancienniteit in deze hoedanigheid is vastgesteld op 12 December 1941.

Société de Colonisation Belge au Katanga. — Autorisation. — Statuts (1).

Par arrêté royal du 12 janvier 1948 a été autorisée la fondation de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Société de Colonisation Belge au Katanga » en néerlandais, « Vennootschap voor Belgische Kolonisatie in Katanga », en abrégé « COBELKAT », dont le siège social est établi à Elisabethville.

Vennootschap voor Belgische Kolonisatie in Katanga. — Machtiging. — Statuten (1).

Bij koninklijk besluit dd. 12 Januari 1948, werd goedgekeurd de machtiging van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid genaamd « Vennootschap voor Belgische Kolonisatie in Katanga », in het frans, « Société de Colonisation Belge au Katanga » en in het kort, « COBELKAT » en waarvan de maatschappelijke zetel te Elisabethstad gevestigd is.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret sur le régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites « série B ».

Le Conseil Colonial a examiné dans sa séance du 19 décembre un projet de décret modifiant le régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites série B.

Un membre a fait remarquer que ce décret complète en réalité la législation minière et a pour but de mettre fin à toute équivoque en considérant la rede-

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet betreffende het belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aandelen « reeks B ».

De Koloniale Raad heeft in de vergadering van 19 December een ontwerp van decreet onderzocht, hetwelk wijzigingen aanbrengt in het belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aandelen reeks B.

Een raadslid heeft doen opmerken dat dit decreet in werkelijkheid de mijnwetgeving aanvult en als doel heeft aan elke dubbelzinnigheid een einde te maken

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

vance minière non plus comme une participation aux bénéfices, mais comme le prix de la concession, le calcul du pourcentage sur les bénéfices n'étant qu'un moyen de déterminer ce prix.

On se trouve en présence d'une décision de principe; désormais la rémunération des actions série B pouvant être considérée comme une charge professionnelle, il semble assez logique d'appliquer rétroactivement les dispositions du décret à partir du 1^{er} janvier 1940, les exercices fiscaux 1940 et suivants étant toujours ouverts.

Un représentant de l'Administration objecte qu'une telle décision pourrait créer des difficultés notamment en ce qui concerne la part revenant à l'Etat belge dans les impôts coloniaux.

Mis aux voix, le projet de décret a été adopté à l'unanimité.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. VAN DER LINDEN.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

doordat het de mijncijns niet meer als een participatie in de winsten aanziet, maar als de prijs van de concessie : de berekening van het procent op de winsten is enkel een middel om die prijs te bepalen.

Het gaat hier om een principiële beslissing; daar de vergoeding van de aandelen reeks B voortaan als een beroeps-last kan beschouwd worden, schijnt het tamelijk logisch de bepalingen van het decreet van 1 Januari 1940 af met terugwerking toe te passen, vermits de belastingjaren 1940 en volgende nog steeds open zijn.

Een vertegenwoordiger van het Bestuur brengt daartegen in dat zulke beslissing moeilijkheden zou kunnen veroorzaken, namelijk met betrekking tot het aan de Belgische Staat toekomende deel in de Koloniale belastingen.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

Brussel, den 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Régime fiscal applicable aux revenus d'actions dites « série B ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 décembre 1947;

Belastingstelsel van toepassing op de inkomsten van aandelen « reeks B ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 December 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les sommes attribuées aux pouvoirs concédants sous forme de rémunération aux actions dites série B sont considérées comme des charges professionnelles dans le chef des sociétés concessionnaires.

ART. 2.

Le présent décret est applicable pour la première fois aux sommes prélevées à ce titre sur les résultats des bilans clôturés à partir du 1^{er} janvier 1947.

ART. 3.

Le présent décret est applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De sommen toegekend aan de concessie-verlenende machten, als vergelding voor de aandelen reeks B, worden beschouwd als beroepslasten voor de concessie-houdende vennootschappen.

ART. 2.

Dit decreet is voor de eerste maal van toepassing op de sommen die in deze hoedanigheid op de uitslagen van de sedert 1 Januari 1947 afgesloten balansen voorafgenomen zijn.

ART. 3.

Dit decreet is van toepassing in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi.

Gegeven te Brussel, den 12 Januari 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Distinctions honorifiques. — Arrêtés du Régent du 13 janvier 1948.

Ordre de Léopold.

M. SOTTIAUX, E. I. A., chef de service au Comité National du Kivu, est nommé Chevalier.

Ordre de la Couronne.

M. HELBIG de BALZAC, L. A. M., président du Comité National du Kivu, est promu au grade de Grand-Officier.

Eervolle onderscheidingen. — Besluiten van de Regent van 13 Januari 1948.

Leopoldsorde.

De Heer SOTTIAUX, E. I. A., diensthoofd bij het Nationaal Comité van Kivu, is tot Ridder benoemd.

Kroonorde.

De Heer HELBIG de BALZAC, L. A. M., voorzitter van het Nationaal Comité van Kivu, is bevorderd tot de graad van Groot-Officier.

M. JACQUES, R. J. V., secrétaire général du Comité National du Kivu est nommé Chevalier.

Ordre de Léopold II.

M. de WASSEIGE, S. H. M. G. B., chef de Service au Comité National du Kivu, est nommé Chevalier.

De Heer JACQUES, R. J. V., secretaris-generaal van het Nationaal Comité van Kivu, is tot Ridder benoemd.

Orde van Leopold II.

De Heer de WASSEIGE, S. H. M. G. B., diensthoofd bij het Nationaal Comité van Kivu, is tot Ridder benoemd.

Distinction honorifique. — Ordre de l'Etoile Africaine.

Par arrêté du Régent, en date du 17 janvier 1948, M. RHODIUS, J. D. Gh., vice-président du Conseil d'Administration des Usines Textiles de Léopoldville et de la Société Coloniale de Textiles, administrateur de sociétés coloniales, est nommé Chevalier de l'Ordre de l'Etoile Africaine.

Eervolle onderscheiding. — Orde der Afrikaanse Ster.

Bij besluit van de Regent, van 17 Januari 1948, is de heer RHODIUS, J. D. Gh., ondervoorzitter van de Raad van Beheer van de « Usines Textiles de Léopoldville » en van de « Société Coloniale de Textiles », beheerder van koloniale vennootschappen, tot Ridder in de Orde der Afrikaanse Ster benoemd.

Distinctions honorifiques. — Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie. — Octroi. — Arrêté du Régent du 22 janvier 1948.

La Médaille Commémorative de la Campagne d'Abyssinie est décernée aux militaires de la Force Publique désignés ci-après :

MM.
ADRIAENS, A. F., lieutenant;
AELBRECHT, F. M., et
ALLAERTS, P. C., adjudants de réserve;
ANDRE, A. L. P., et
ARQUIN, G. J. F., lieutenants de réserve;
BASTIN, A. G. C., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

Eervolle onderscheidingen. — Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht. — Toekenning. — Besluit van de Regent van 22 Januari 1948.

De Herinneringsmedaille van de Abessinische Veldtocht is toegekend aan de hierna vermelde militairen der Weermacht :

de Heren :
ADRIAENS, A. F., luitenant;
AELBRECHT, F. M., en
ALLAERTS, P. C., reserve-adjudanten;
ANDRE, A. L. P., en
ARQUIN, G. J. F., reserve-luitenants;
BASTIN, A. G. C., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

MM.
BERTRAND, A. E. L., lieutenant de réserve;
BILLIAERT, A. A., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
BODENGHIEN, J. J., ancien adjudant-chef;
BOINEM, A. T., et
CALUWAERTS, A. F. M. C., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
CELIS, H. J. E., ancien adjudant-chef;
COLLEAUX, L. J., lieutenant de réserve;
CONVENTS, S. M. J., lieutenant-aumônier de réserve;
DAMAS, A. P. E. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
DASOUL, L. C. J., adjudant de réserve;
DECLERCQ, F. A. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
DECOSTER, J. A., lieutenant;
DE GOEYSE, J. M. E., adjudant de réserve;
DEJOSE, G. D., lieutenant;
DELCOUR, H. J., lieutenant de réserve;
DEMERRE, A., luitenant-médecin de réserve;
DINGENEN, C., adjudant-chef;
DRONKERS-MARTENS, L. R. F., colonel honoraire;
DUJARDIN, J. L., adjudant de réserve;
DUMONT, G. R. J., lieutenant de réserve;
DUPONT, J. M. E. E., adjudant de réserve;
GERDAY, O., lieutenant de réserve;
GROGNET, J. B. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

de Heren :
BERTRAND, A. E. L., reserve-luitenant;
BILLIAERT, A. A., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
BODENGHIEN, J. J., gewezen adjudant-chef;
BOINEM, A. T., en
CALUWAERTS, A. F. M. C., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
CELIS, H. J. E., gewezen adjudant-chef;
COLLEAUX, L. J., reserve-luitenant;
CONVENTS, S. M. J., reserve-luitenant-aalmoezenier.
DAMAS, A. P. E. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
DASOUL, L. C. J., reserve-adjudant;
DECLERCQ, F. A. F., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
DECOSTER, J. A., luitenant;
DE GOEYSE, J. M. E., reserve-adjudant;
DEJOSE, G. D., luitenant;
DELCOUR, H. J., reserve-luitenant;
DEMERRE, A., reserve-luitenant-geenesheer;
DINGENEN, C., adjudant-chef;
DRONKERS-MARTENS, L. R. F., ere-kolonel;
DUJARDIN, J. L., reserve-adjudant;
DUMONT, G. R. J., reserve-luitenant;
DUPONT, J. M. E. E., reserve-adjudant;
GERDAY, O., reserve-luitenant;
GROGNET, J. B. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

MM. :
JANSSENS, E. R. A. H., major B. E.M.;
JASPARD, A. L., lieutenant de réserve;
LENS, J. L. E., adjudant-chef de réserve;
LINTERMANS, J. C. A., adjudant-chef;
MACKELS, J. M. H., adjudant de réserve;
MULLER, J. E. A., et
NOEL, W., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
ORTS, J., adjudant de réserve;
PATRON, F. A. A., capitaine-commandant-médecin de réserve;
PLUMIER, G. J., lieutenant de réserve;
POUILLE, J. F. J., capitaine-commandant;
SIMONS, E. J. G. R., capitaine de réserve;
SPIERKEL, L. N. E., sous-lieutenant;
SPITALS, R. A. G., capitaine de réserve;
TOCK, J. A. A., et
VANDENBROECKE, G. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
VAN DER MEERSCH, E. G. J., colonel;
VAN HOOREBEKE, M. A., capitaine-commandant;
VAN HOUDT, L. E. V., lieutenant de réserve;
VAN INTHOUT, L. E. H., major B. E.M.;
VERMOESEN, K. L., ancien adjudant-chef;
WINDEY, M. H., capitaine de réserve;

de Heren :
JANSSENS, E.R. A. H., majoor S. B.;
JASPARD, A. L., reserve-luitenant;
LENS, J. L. E., reserve-adjudant-chef;
LINTERMANS, J. C. A., adjudant-chef;
MACKELS, J. M. H., reserve-adjudant;
MULLER, J. E. A., en
NOEL, W., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
ORTS, J., reserve-adjudant;
PATRON, F. A. A., reserve-kapitein-commandant-geneesheer;
PLUMIER, G. J., reserve-luitenant;
POUILLE, J. F. J., kapitein-commandant;
SIMONS, E. J. G. R., reserve-kapitein;
SPIERKEL, L. N. E., onderluitenant;
SPITALS, R. A. G., reserve-kapitein;
TOCK, J. A. A., en
VANDENBROECKE, G. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
VAN DER MEERSCH, E. G. J., kolonel;
VAN HOOREBEKE, M. A., kapitein-commandant;
VAN HOUDT, L. E. V., reserve-luitenant;
VAN INTHOUT, L. E. H., majoor S. B.;
VERMOESEN, K. L., gewezen adjudant-chef;
WINDEY, M. H., reserve-kapitein;

**Institut pour la Recherche Scientifique
en Afrique Centrale. — Nomination.**

Par Arrêté du Régent du 22 janvier 1948, M. VAN DEN BERGHE, Louis, Docteur en sciences naturelles, docteur en médecine, chirurgie et accouchements, professeur à l'Institut de Médecine Tropicale « Prince Léopold » à Anvers est nommé Directeur en Afrique de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale, pour un terme de 2 ans.

Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika. — Benoeming.

Bij Besluit van de Regent van 22 Januari 1948, wordt de Heer VAN DEN BERGHE, Louis, doctor in genees-heel- en verloskunde, professor aan het Instituut « Prins Leopold » voor Tropische Geneeskunde, te Antwerpen, voor een termijn van 2 jaar benoemd tot directeur in Afrika van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika.

Ecole Coloniale. — Personnel.

Par Arrêté du Régent en date du 26 janvier 1948, M. JORISSEN, F. J. B., licencié du degré supérieur en sciences commerciales, directeur à l'Administration centrale du Ministère des Colonies, est nommé Directeur de l'Ecole Coloniale.

Il conservera le traitement et le grade dont il bénéficie actuellement, ainsi que toutes les prérogatives attachées au grade de Directeur.

Koloniale School. — Personeel.

Bij Besluit van de Regent dd. 26 Januari 1948, wordt de Heer JORISSEN, licentiaat van de hogere graad in de Handelswetenschappen, Directeur bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën, tot Bestuurder van de Koloniale School benoemd.

Hij zal de wedde en de graad behouden waarvan hij thans geniet alsmede al de voorrechten die aan de graad van Directeur gehecht zijn.

**Société Minière du Bécéka. — Statuts.
— Modifications (1).**

Par arrêté royal en date du 26 janvier 1948, ont été autorisées les modifications aux statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « SOCIÉTÉ MINIERE DU BECEKA ».

(1) Voir annexes au présent fascicule.

**« Société Minière du Bécéka ». — Statuten.
— Wijzigingen (1).**

Bij Koninklijk besluit dd. 26 Januari 1948, werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid genaamd « SOCIÉTÉ MINIERE DU BECEKA ».

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Société Congolaise de Banque. — Autorisation. — Statuts (1).

Par arrêté royal du 26 janvier 1948, a été autorisée la fondation de la Société congolaise par actions à responsabilité limitée dénommée « Société Congolaise de Banque » dont le siège social est à Léopoldville.

« Société Congolaise de Banque ». — Machtinging. — Statuten (1).

Bij koninklijk besluit dd. 26 Januari 1948, werd goedgekeurd de machtinging van de congolese vennootschap op aansprakelijkheid, genaamd « Société Congolaise de Banque », welke haar maatschappelijke zetel te Leopoldstad gevestigd heeft.

Compagnie du Chemin de Fer du Katanga. — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 26 janvier 1948, ont été autorisées les modifications aux statuts de la société congolaise par actions à responsabilité limitée, dénommée, Compagnie du Chemin de Fer du Katanga.

« Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit dd. 26 Januari 1948, werden goedgekeurd de wijzigingen aan de statuten van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, genaamd « Compagnie du Chemin de Fer du Katanga ».

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 26 janvier 1948, ont été autorisées les modifications aux statuts de la société « Usines Textiles de Léopoldville ».

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Usines Textiles de Léopoldville ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit dd. 26 Januari 1948, werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap « Usines Textiles de Léopoldville ».

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Personnel Judiciaire.

Par arrêté du Régent, en date du 5 février 1948, M. de BEER de LAER (Ecuyer), Christian-Marie-Laurent, magistrat à titre provisoire au Congo Belge, est nommé à titre définitif, substitut du procureur du Roi près le tribunal de 1^{re} instance d'Elisabethville, avec ancienneté fixée au 2 janvier 1943.

Gerechtspersoneel.

Bij besluit van de Regent, van 5 Februari 1948, wordt de Heer Christian-Marie-Laurent de BEER de LAER (Jonkheer), magistraat met voorlopige aanstelling van Belgisch-Congo, met definitieve aanstelling tot Substituut-Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg van Elisabethstad benoemd, met ancienniteit vastgesteld op 2 Januari 1943.

Médaille Commémorative du Congo. — Rente et supplément de rente.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 21 novembre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Les décrets du 7 février 1946, dont l'un est relatif à la rente et au supplément de rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo et l'autre à la réversibilité partielle des pensions civiles et coloniales et parties de pensions coloniales, ainsi que des rentes et suppléments de rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo, sont abrogés et remplacés par les dispositions ci-après :

Herinneringsmedaille van Congo. — Rente en aanvullende rente.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 21 November 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ENIG ARTIKEL.

De decreten van 7 Februari 1946, waarvan het een betrekking heeft op de rente en op de aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, en het ander op de gedeeltelijke overdracht der burgerlijke en koloniale pensioenen, alsmede van de renten en aanvullende renten verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, worden afgeschaft en door volgende bepalingen vervangen;

SECTION I.

De la rente et du supplément de rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo.

ARTICLE PREMIER.

Le taux annuel de la rente accordée par le décret du 29 juillet 1937 aux titulaires de la Médaille Commémorative du Congo est, à compter du 1^{er} janvier 1946, respectivement fixé à 3.000 francs ou à 1.500 francs, selon que les intéressés ont séjourné en Afrique avant le 1^{er} juillet 1898 ou entre cette date et le 15 novembre 1908.

ART. 2.

Les anciens coloniaux porteurs de la Médaille Commémorative du Congo, ne jouissant d'aucune pension civique ou coloniale, peuvent, s'ils ont séjourné sur le territoire de l'Etat Indépendant du Congo pendant trois années avant le 15 novembre 1908, obtenir, s'ils en font la demande, un supplément à la rente attachée à la Médaille Commémorative du Congo. — Ce supplément est calculé sur la base de 1.500 francs par année de services. En aucun cas, le supplément de rente ne pourra dépasser le chiffre de 12.000 francs l'an.

ART. 3.

La preuve du séjour et de sa durée peut être établie au moyen de certificats ou d'attestations. A défaut de la production de tels documents, la Commission des pensions civiques apprécie et formule un avis à soumettre au Ministre des Colonies, qui prend la décision.

ART. 4.

Pour la détermination du temps requis pour l'ouverture du droit au supplément et pour le calcul de cet avantage, on tiendra compte du temps à partir de la date d'embarquement jusqu'au jour du débarquement en Europe.

AFDELING I.

Rente en aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo.

ARTIKEL EÉN.

Het jaarlijks bedrag van de rente verleend bij decreet van 29 Juli 1937 aan de titularissen van de Herinneringsmedaille van Congo wordt van 1 Januari 1946 af, onderscheidenlijk vastgesteld op 3.000 frank of op 1.500 frank, naargelang de belanghebbenden vóór 1 Juli 1898 of tussen deze datum van 15 November 1908 in Afrika verbleven hebben.

ART. 2.

De oud-kolonialen houders van de Herinneringsmedaille van Congo, die geen enkel burgerlijk of koloniaal pensioen genieten, kunnen, indien zij op het grondgebied van de Onafhankelijke Congostaat gedurende drie jaar vóór 15 November 1908 verbleven hebben, een aanvulling bij de rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo bekomen, mits zij dit aanvragen. Deze aanvulling wordt berekend op de basis van 1.500 frank per jaar dienst. In geen geval mag de aanvullende rente het cijfer van 12.000 frank per jaar overschrijden.

ART. 3.

Het bewijs van verblijf en van de duur ervan kan worden geleverd door middel van getuigschriften of attestaties. — Bij niet-voorlegging dezer documenten, oordeelt de Commissie der burgerlijke pensioenen en brengt een advies uit, te onderwerpen aan de Minister van Koloniën, die de beslissing treft.

ART. 4.

Voor het vaststellen van de tijd vereist voor de opening van het recht op de aanvulling en voor de berekening van dit voordeel, houdt men rekening met de tijd van de datum van inscheeping af tot op de dag van ontscheeping in Europa.

Les fractions d'années seront additionnées et, si le total contient une nouvelle fraction, toute partie de trimestre comptera pour un trimestre entier.

ART. 5.

La demande prévue à l'article 2 doit, sous peine de déchéance, être adressée par écrit au Ministre des Colonies dans les cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1946. Toutefois, le délai ne commence à courir qu'à partir de la date de l'octroi de la Médaille Commémorative du Congo pour ceux qui auront obtenu ou obtiendront cette distinction postérieurement au 1^{er} janvier 1946.

La demande devra être accompagnée d'un extrait d'acte de naissance et d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs et de civisme.

SECTION II.

De l'allocation annuelle et viagère prévue à l'article 5 du décret du 29 juillet 1937 et de l'allocation prévue à l'article premier du décret du 13 novembre 1939.

ART. 6.

L'allocation annuelle et viagère, calculée sur la base de 1.000 francs par année de séjour antérieure au 1^{er} juillet 1898, accordée aux anciens coloniaux porteurs de la Médaille Commémorative du Congo, dans les conditions fixées par l'article 5 du décret du 29 juillet 1937, est majorée de 125 % avec effet au 1^{er} janvier 1946.

ART. 7.

Cette allocation ne peut être cumulée avec le supplément de rente Médaille Commémorative du Congo prévue par l'article 2 du présent décret, lorsqu'il s'agit d'une même période de séjour. Toutefois, le temps de service ayant donné lieu à l'octroi de l'allocation, peut entrer en ligne de compte pour l'ouverture du droit au supplément de rente.

De breuken van jaren worden opgeteld en zo het totaal een nieuwe breuk bevat, wordt elk gedeelte van een kwartaal voor een gans kwartaal aangerekend.

ART. 5.

De aanvraag bepaald in artikel 2 moet, op straf van verval, aan de Minister van Koloniën schriftelijk toegestuurd worden binnen vijf jaar, te rekenen van 1 Januari 1946. Nochtans neemt de termijn slechts aanvang van de datum af van het verlenen der Herinneringsmedaille van Congo, voor degenen die dit ereteken bekomen hebben of zullen bekomen na 1 Januari 1946.

De aanvraag moet vergezeld gaan van een uittreksel der geboorteakte en van een getuigschrift van goed gedrag en zeden en van burgertrouw.

AFDELING II.

De jaarlijkse en levenslange toelage bepaald in artikel 5 van het decreet van 29 Juli 1937 en de toelage bepaald in artikel één van het decreet van 13 November 1939.

ART. 6.

De jaarlijkse en levenslange toelage berekend op grondslag van 1.000 frank per jaar verblijf vóór 1 Juli 1898, verleend aan de oud-Kolonialen, houders van de Herinneringsmedaille van Congo, onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 5 van het decreet van 29 Juli 1937, wordt vermeerderd met 125 %, met uitwerking op 1 Januari 1946.

ART. 7.

Deze toelage mag niet getrokken worden samen met de aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, vastgesteld bij artikel 2 van dit decreet, wanneer het gaat over een zelfde verblijfperiode. Nochtans kan de diensttermijn die aanleiding gegeven heeft tot het verlenen der toelage in aanmerking komen voor de opening van het recht op de aanvullende rente.

ART. 8.

A partir du premier jour du trimestre civil qui suit la date du présent décret, les allocations dont question aux articles 6 et 7 seront liquidées anticipativement sprake in de artikelen 6 en 7, vooruit en et à raison de 1/4 par trimestre civil.

ART. 9.

Le montant nominal de l'allocation annuelle et viagère prévue par le décret du 13 novembre 1939 et calculée d'après le nombre de chevrons de front dont sont détenteurs les pensionnés coloniaux, titulaires de la Médaille Commémorative des campagnes d'Afrique 1914-1918 et bénéficiant d'une supputation de services à la Colonie devant entrer en ligne de compte pour le calcul des droits à l'obtention de la carte de feu, est majorée de 125 % à partir du 1^{er} janvier 1946.

SECTION III.

De la rente produite par la réversibilité partielle.

ART. 10.

Sont, à partir du 1^{er} janvier 1946, et à concurrence de 50 % de leur montant, rendus réversibles au profit de la veuve du titulaire :

- a) les pensions civiles;
- b) les pensions coloniales et les parties de pensions coloniales afférentes aux services accomplis antérieurement au 1^{er} mai 1923, date de l'instauration de la Caisse Coloniale d'assurance;
- c) les rentes et suppléments de rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo;
- d) les allocations dont question à l'article 6 du présent décret.

Toutefois, cette réversibilité ne peut, en aucun cas, avoir pour effet, quels que soient les éléments constitutifs du total,

ART. 8.

Van de eerste dag af van het kalenderkwartaal dat volgt op de datum van dit decreet, worden de toelagen waarvan

ten beope van 1/4 per kalenderkwartaal betaald.

ART. 9.

Het nominaal bedrag der jaarlijkse en levenslange toelage, vastgesteld bij het decreet van 13 November 1939 en berekend volgens het aantal frontstreden waarvan houders zijn de koloniale gepensionneerden, titularissen van de Herinneringsmedaille der Afrikaanse veldtochten 1914-1918, en die gerechtigd zijn tot de berekening van hun diensten in de Kolonie, welke in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de rechten tot het bekomen der vuurkaart, wordt, van 1 Januari 1946 af, met 125 % verhoogd.

AFDELING III.

Rente opgeleverd door de gedeeltelijke overdracht.

ART. 10.

Met ingang van 1 Januari 1946 en ten belope van 50 % van hun bedrag, vallen terug op de weduwe van de titularis :

- a) de burgerlijke pensioenen;
- b) de koloniale pensioenen en de gedeelten van koloniale pensioenen, welke betrekking hebben op de diensten gedaan vóór 1 Mei 1923, op welke datum de Koloniale Verzekeringskas ingesteld is;
- c) de renten en aanvullende renten verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo;
- d) de toelagen waarvan sprake in artikel 6 van dit decreet.

Nochtans, mag deze overdracht in geen geval als gevolg hebben, uit welke bestanddelen het totaal ook samengesteld

de former, pour une même veuve, une rente de survie excédant le maximum de 24.000 francs l'an.

ART. 11.

Les allocations annuelles et viagères prévues par le décret du 13 novembre 1937 dont il est question à l'article 9 du présent décret, ne sont réversibles au profit de la veuve que si le titulaire en bénéficiait effectivement au moment de son décès.

ART. 12.

Dans le cas où une veuve peut prétendre à la réversibilité de la seule rente attachée à la Médaille Commémorative du Congo, cette rente est intégralement réversible.

ART. 13.

Lorsque les titulaires des pensions civiles et coloniales, rentes et allocations rendues réversibles par les dispositions du présent décret, sont décédés à une date antérieure au 1^{er} janvier 1946, le calcul de la rente de survie produite par cette réversibilité s'établit en fonction du taux que le ou les éléments constitutifs eussent atteint si les titulaires avaient été en vie à cette date.

ART. 14.

La partie de pension coloniale afférente aux services antérieurs au 1^{er} mai 1923, s'obtient en multipliant le taux de la pension par une fraction dont le numérateur est égal au nombre de mois de services effectifs prestés avant le 1^{er} mai 1923 et le dénominateur à la durée totale des services effectifs ayant servi de base au calcul de la pension coloniale. Les jours qui ne forment pas un mois sont comptés pour un mois.

zij, voor een zelfde weduwe, een overlevingsrente te vormen, welke het maximum van 24.000 frank per jaar overschrijdt.

ART. 11.

De jaarlijkse en levenslange toelagen, vastgesteld bij het decreet van 13 November 1937 waarvan sprake in artikel 9 van dit decreet vallen slechts terug op de weduwe, indien de titularis ze werkelijk genoot op het ogenblik van zijn overlijden.

ART. 12.

Ingeval een weduwe mag aanspraak maken op de overdracht van de rente alleen welke aan de Herinneringsmedaille van Congo is verbonden, dan is deze rente in haar geheel overdraagbaar.

ART. 13.

Wanneer de titularissen van de burgerlijke en koloniale pensioenen, renten en toelagen die overdraagbaar werden gemaakt door de bepalingen van dit decreet, vóór 1 Januari 1946 overleden zijn, wordt de overlevingsrente, voortgebracht door deze overdraagbaarheid, berekend in functie van het bedrag dat het bestanddeel of de bestanddelen zouden bereikt hebben indien de titularissen op die datum nog in leven waren geweest.

ART. 14.

Het gedeelte van het koloniaal pensioen dat betrekking heeft op de dienst gedaan vóór 1 Mei 1923 wordt bekomen door het bedrag van het pensioen te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het getal maanden werkelijke dienst gedaan vóór 1 Mei 1923 en de noemer aan de totale duur van de werkelijke dienst welke als grondslag voor de berekening van het koloniaal pensioen heeft gediend. De dagen die geen maand vormen worden voor een maand gerekend.

ART. 15.

La femme divorcée n'a pas droit à la réversibilité. La séparation de corps et de biens laisse intacts les droits à réversibilité.

ART. 16.

La veuve est tenue, sous peine de déchéance, d'adresser au Ministre des Colonies, au plus tard le 31 décembre 1948, si le décès du mari est survenu antérieurement au 1^{er} janvier 1946 ou au plus tard dans les deux années qui suivent le décès si celui-ci survient postérieurement au 1^{er} janvier 1946, une demande de rente de survie, laquelle doit être accompagnée :

1^o d'un extrait d'acte de mariage;

2^o d'un extrait de l'acte de décès de son mari;

3^o d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs et de civisme.

Ces documents doivent être dressés sur timbre.

SECTION IV.

Dispositions diverses.

ART. 17.

Le cumul des avantages résultant des dispositions du présent décret avec ceux résultant de l'application du décret du 10 octobre 1945, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés et des dispositions qui l'ont modifié, n'est pas admis lorsque les uns et les autres avantages sont afférents à une même période de services, exception faite de la rente attachée à la Médaille Commémorative du Congo.

Le cas échéant, le bénéfice de la disposition la plus favorable aux intéressés est attribuable.

ART. 15.

De uit de echt gescheiden vrouw heeft geen recht op de overdracht. Ingeval van scheiding van tafel en bed en van goederen blijven de rechten op de overdracht behouden.

ART. 16.

Op straf van verval, is de weduwe, gehouden uiterlijk 31 December 1948, zo de echtgenoot overleden is vóór 1 Januari 1946, of op zijn laatst binnen twee jaar volgende op het overlijden, zo dit geschiedt na 1 Januari 1946, aan de Minister van Koloniën een aanvraag om overlevingsrente te richten, waarbij moet gevoegd worden :

1^o een uittreksel van de akte van huwelijk;

2^o een uittreksel van de akte van overlijden van haar echtgenoot;

3^o een getuigschrift van goed gedrag en zeden en van burgertrouw.

Deze documenten moeten op gezegeld papier opgemaakt worden.

AFDELING IV.

Allerlei bepalingen.

ART. 17.

Het genieten van de voordelen voortvloeiende uit de bepalingen van dit besluit, samen met deze voortvloeiende uit de toepassing van het decreet van 10 October 1945, op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van de ouderdom en de vroegtijdige dood der werknemers en van de bepalingen die het hebben gewijzigd, wordt niet toegelaten wanneer de ene en de andere voordelen betrekking hebben op eenzelfde dienstperiode, met uitzondering voor de rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo.

Bij voorkomend geval, is de voor de belanghebbenden meest gunstige bepaling van toepassing.

Il y aura lieu à répétition de l'indu. Le Ministre des Colonies a la faculté de prélever sur l'avantage accordé les sommes nécessaires à la récupération de l'indu.

ART. 18.

A compter du 1^{er} janvier 1946, les bénéficiaires de la rente et du supplément de la rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo, des pensions civiles, des pensions coloniales, parties de pensions coloniales et des allocations annuelles et viagères prévues par les décrets des 29 juillet 1937 et 13 novembre 1939, sont astreints à une retenue de 9 % sur les rentes, pensions ou allocations leur revenant. Toutefois, cette retenue est ramenée à 6 % à compter du 1^{er} janvier 1947. Dans le calcul de la retenue à opérer sur la partie de pension afférente aux services effectifs rendus antérieurement au 1^{er} mai 1923, il est procédé comme prévu à l'article 14, Section III.

ART. 19.

En cas de veuvage ou de divorce, les retenues opérées durant la vie commune des époux, en vertu de l'article précédent, ne sont pas remboursées.

ART. 20.

Les veuves bénéficiaires des rentes de survie, résultant de la réversibilité des rentes, suppléments de rentes attachés à la Médaille Commémorative du Congo, des pensions civiles, des pensions coloniales, des parties de pensions coloniales et des allocations annuelles et viagères sont astreintes à une retenue de 6 % sur cette rente de survie.

ART. 21.

Les rentes et suppléments de rente attachés à la Médaille Commémorative du Congo et les rentes résultant de la réversibilité prévue par l'article 10 du présent

Het onverschuldigde zal dienen teruggevorderd te worden. De Minister van Koloniën heeft het recht van op het verleende voordeel de sommen af te houden welke nodig zijn om het onverschuldigde terug te verkrijgen.

ART. 18.

Van 1 Januari 1946 af, wordt bij de gerechtigden op de rente en op de aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, op de burgerlijke pensioenen en op de koloniale pensioenen, gedeelten van koloniale pensioenen en op de jaarlijkse en levenslange toelagen vastgesteld bij de decreten van 29 Juli 1937 en 13 November 1939, een afhouding van 9 % gedaan op de hun toekomende rechten, pensioenen of toelagen. Van 1 Januari 1947 af, wordt deze afhouding nochtans op 6 % teruggebracht. De berekening van de afhouding welke dient gedaan op het gedeelte van het pensioen dat betrekking heeft op de werkelijke diensten verleend vóór 1 Mei 1923, geschiedt zoals bepaald in artikel 14, Sectie III.

ART. 19.

In geval van weduwstaat of van echtscheiding worden de afhoudingen die tijdens het gemeenschappelijk leven der echtgenoten, krachtens voorgaand artikel, zijn gedaan, niet terugbetaald.

ART. 20.

Bij de weduwen gerechtigd tot de overlevingsrente, voortvloeiende uit de overdracht van de renten, aanvullende renten verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, van de burgerlijke pensioenen, van de koloniale pensioenen, van de gedeelten van koloniale pensioenen en van de jaarlijkse en levenslange toelagen, wordt een afhouding van 6 % op deze overlevingsrente gedaan.

ART. 21.

De renten en aanvullende renten verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo en de renten voortvloeiende uit de overdracht bepaald bij artikel 10

décret sont payables en Belgique par assignation postale en main propre, anticipativement à raison de 1/4 par trimestre civil et par les soins de l'Administration Coloniale ou par l'organisme chargé par elle d'assurer le service de caissier de la Colonie.

Si les paiements doivent être effectués à l'étranger ou suivant une autre modalité ils se font sur production de certificats de vie délivrés par l'autorité compétente du domicile ou de la résidence du ou de la bénéficiaire de la rente.

ART. 22.

Les arrérages échus sont payables aux héritiers ou ayants droit sur production de l'acte de décès et d'un acte de notoriété..

ART. 23.

Les arrérages se prescrivent par cinq ans à compter du premier jour de l'année qui suivra la date du dernier paiement.

ART. 24.

Les rentes de survie résultant de l'application des présentes dispositions prennent cours le premier jour du trimestre civil qui suit le décès du mari si cet événement est survenu ou survient après le 1^{er} janvier 1946.

Les fractions de franc des rentes de survie sont négligées et le montant annuel est ramené, s'il n'est pas un multiple de 4, immédiatement inférieur.

ART. 25.

Par dérogation aux dispositions de l'article 2 du décret du 8 décembre 1945, les avantages résultant des présentes dispositions peuvent se cumuler intégralement avec ceux découlant de l'affiliation à la Caisse Coloniale d'Assurance.

van dit decreet, zijn vooruit betaalbaar in België bij postassignatie aan de persoon zelf, ten belope van 1/4 per kalenderkwartaal, en door toedoen van het Koloniaal Bestuur of door het organisme dat dit Bestuur belast met de dienst van kassier der Kolonie.

Indien de betalingen in het buitenland moeten gedaan worden of op een andere wijze, dan geschieden zij op voorlegging van levensverklaringen afgeleverd door de bevoegde overheid der woon- of verblijfplaats van de mannelijke of vrouwelijke rentegerechtigde.

ART. 22.

De vervallen rentetermijnen zijn betaalbaar aan de erfgenamen of rechthebbers, op voorlegging van de akte van overlijden en van een akte van bekendheid.

ART. 23.

De rentetermijnen verjaren door verloop van vijf jaar, te rekenen van de eerste dag van het jaar dat volgt op de datum der laatste uitbetaling.

ART. 24.

De overlevingsrenten voortvloeiende uit de toepassing van deze bepalingen nemen een aanvang op de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op het overlijden van de echtgenoot, indien dit overlijden voorgekomen is of voorkomt na 1 Januari 1946.

De breuken van franks der overlevingsrenten worden niet medeggeteld en het jaarlijkse bedrag wordt teruggebracht, zo het geen meervoud van 4 vormt tot het meervoud van 4, onmiddellijk eronder.

ART. 25.

In afwijking van de bepalingen van artikel 2 van het decreet van 8 December 1945, mogen de voordelen voortvloeiende uit deze bepalingen voltallig gevoegd worden bij deze welke volgen uit de toetreding tot de Koloniale Verzekeringskas.

ART. 26.

Les arrérages des allocations accordées sur la proposition de la Commission des pensions civiles et payables en quatre versements à charge de l'article 20 du Budget pour l'Ordre du Congo Belge, de même que les arrérages des allocations dites « du Fonds Spécial » liquidés à des bénéficiaires du supplément de rente Médaille Commémorative du Congo, prévue à l'article 2 ou de la rente de survie prévue à l'article 10, sont considérés comme des avances à valoir sur ces rentes. Dans le cas où les sommes touchées à titre de bénéficiaire de ces allocations viendraient à être supérieures aux arrérages du supplément de rente attaché à la Médaille Commémorative du Congo ou de la rente produite par la réversibilité, la différence en plus resterait acquise aux intéressés. Sur la proposition de la Commission des pensions civiles compétente en la matière, le Ministre des Colonies a la faculté de conserver aux intéressés le bénéfice du tout ou de la partie de ces allocations, ou de majorer celles-ci.

SECTION V.

De la faculté de renoncer à certaines dispositions du présent décret.

ART. 27.

Peuvent être dispensés de l'assujettissement aux dispositions du présent décret en ce qu'elles sont relatives à la réversibilité :

1° les titulaires de pensions à charge du Budget Colonial, qui ont été autorisés à continuer leur participation à la Caisse Coloniale d'Assurance;

2° les pensionnés coloniaux, qui contribuent effectivement à une Caisse de Veuves et Orphelins ou à une Caisse de Prévoyance organisée par le Gouvernement Belge en faveur du personnel civil et militaire de l'Etat Belge et les affiliés à la Caisse de Prévoyance de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Régie des Postes et Télégraphes;

ART. 26.

De achterstallen der toelagen verleend op de voordracht van de Commissie der burgerlijke pensioenen en betaalbaar in vier stortingen ten laste van artikel 20 der Begroting voor l'Ordre van Belgisch-Congo, alsmede de achterstallen der gezegde toelagen van het « Bijzonder Fonds », uitbetaalbaar aan gerechtigden tot de aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo, bepaald bij artikel 10, worden aangezien als voorschotten in mindering van deze renten. Ingeval de sommen geïnd als gerechtigde tot deze toelagen hoger zouden zijn dan de achterstallen van de aanvullende rente verbonden aan de Herinneringsmedaille van Congo of van de rente opgeleverd door de overdracht, dan zou het batig verschil de eigendom van de belanghebbenden blijven. Op de voordracht van de in dezen bevoegde Commissie der burgerlijke pensioenen heeft de Minister van Koloniën het recht aan de belanghebbenden het voordeel van al deze toelagen of van een deel ervan te laten, of deze te verhogen.

AFDELING V.

Recht af te zien van zekere bepalingen van dit decreet.

ART. 27.

Kunnen vrijgesteld worden van de bepalingen van dit decreet, voor zover deze bepalingen betrekking hebben op de overdracht :

1° de titularissen van pensioenen ten laste van de Koloniale Begroting, die gemachtigd werden hun deelneming aan de Koloniale Verzekeringskas voort te zetten;

2° de koloniale gepensioneerden die werkelijk hun bijdrage storten bij een Wduwen en Wezenkas of bij een Voorzorgsfonds ingericht door de Belgische Regering ten gunste van het Belgisch burgerlijk en militair Rijkspersoneel en de leden van de Pensioenverzekeringskas der Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen en van de Regie der Posterijen en Telegrafien;

ART. 28.

La dispense dont question à l'article précédent ne pourra toutefois être accordée qu'à ceux qui en manifestent la volonté par une déclaration expresse et irrévocable et à la condition qu'ils établissent la preuve que le chiffre de la rente inscrite à l'un des organismes de prévoyance visés ou du total des rentes inscrites, s'ils sont affiliés simultanément à plusieurs de ces organismes, est au moins égal à la rente de survie résultant de l'application des dispositions du présent décret.

La demande de dispense devra être introduite par lettre recommandée, au plus tard le 31 décembre 1948. Les fonctionnaires et agents qui seront pensionnés après cette date et auxquels les présentes dispositions seraient applicables, doivent introduire la demande de dispense dans un délai de six mois suivant la date de la notification de la mise fin de carrière.

Aucune demande de dispense ne sera plus recevable, qui aura été introduite après l'expiration des délais ci-dessus.

ART. 29.

Dans le cas où la dispense est accordée, les retenues opérées sur les rentes, suppléments de rente, pensions et parties de pension, seront restituées sans qu'il y ait droit à intérêts.

ART. 30.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1948.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

ART. 28.

De vrijstelling waarvan sprake in voorgaand artikel zal evenwel slechts kunnen toegestaan worden aan hen die er om verzoeken door een uitdrukkelijke en onherroepelijke verklaring en mits zij het bewijs leveren dat het cijfer van de rente ingeschreven bij een der bedoelde verzorgingsorganismen of van het totaal der ingeschreven renten, zo zij terzeldertijd bij verschillende dezer organismen aangesloten zijn, tenminste gelijk is aan de overlevingsrente voortvloeiende uit de toepassing van de bepalingen van dit decreet.

De aanvraag om vrijstelling moet bij aangetekend schrijven ingediend worden, uiterlijk 31 December 1948. De ambtenaren en beambten die na deze datum zullen gepensionneerd worden en op wie deze bepalingen zouden toepasselijk zijn, moeten de aanvraag om vrijstelling indienen binnen een termijn van 6 maanden volgend op de datum waarop hun wordt aangezegd dat zij op loopbaaneinde gesteld zijn.

Geen enkele aanvraag om vrijstelling, ingediend na het verstrijken van de voormelde termijnen, zal nog ontvankelijk zijn.

ART. 29.

Ingeval de vrijstelling wordt verleend, zullen de afhoudingen welke gedaan zijn op de renten, aanvullende renten, pensioenen en gedeelten van pensioenen, teruggegeven worden, zonder recht op interest.

ART. 30.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel de 5 Februari 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.
Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève, le 19 juin 1934, par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa dix-huitième session. — Dénonciation par le Royaume-Uni.	79
Université Coloniale. — Composition du Conseil d'Administration	79
23 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de Léopold	80
23 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre Royal du Lion	80
23 janvier 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne.	80
5 février 1948. — A. R. — Administration centrale. — Personnel.	81
5 février 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo (Tissaco) ». — Autorisation. — Statuts.	82

Dagtekeningen.	Bladz.
Internationale Overeenkomst betreffende de nachtarbeid der vrouwen, aangenomen op 19 Juni 1934 te Geneve, door de Internationale Arbeidsconferentie, tijdens haar achttiende zitting. — Opzegging door het Verenigd Koninkrijk.	79
Koloniale Hogeschool. — Samenstelling van de Raad van Beheer.	79
23 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Leopoldsorde.	80
23 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Koninklijke Orde van de Leeuw	80
23 Januari 1948. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	80
5 Februari 1948. — B. R. — Hoofdbestuur. — Personeel.	81
5 Februari 1948. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo (Tissaco) ». — Machtiging. — Statuten.	82

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
5 février 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée, dont le siège social est établi à Wema : « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa (S.C.A.F.I.T.) » — Autorisation. — Statuts.	82	5 Februari 1948. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te Wema : « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa (S.C.A.F.I.T.) ». — Machtiging. — Statuten.	82
13 février 1948. — A. R. — Commission de Géologie au Ministère des Colonies. — Arrêté du Régent modifiant l'article premier de l'Arrêté Royal du 7 avril 1936.	82	13 Februari 1948. — B. R. — Commissie voor aardkunde van het Ministerie van Koloniën. — Besluit van de Regent tot wijziging van artikel 1 van het Koninklijk Besluit van 7 April 1936.	82
13 février 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises ». — Augmentation du capital social. — Autorisation.	83	13 Februari 1948. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises. — Verhoging van het maatschappelijk kapitaal. — Machtiging.	83
13 février 1948. — A. R. — Compagnie Cotonnière Congolaise. — Statuts. — Modifications.	84	13 Februari 1948. — B. R. — Compagnie Cotonnière Congolaise. Statuten. — Wijzigingen. . .	84
19 février 1948. — A. M. — Postes. — Emission de timbres-poste.	84	19 Februari 1948. — B. M. — Posterijen. — Uitgifte van postzegels.	84
20 février 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Médaille Commémorative du Congo. .	81	20 Februari 1948. — B. R. — Eretekens. — Herinneringsmedaille van Congo	81
28 février 1948. — A. M. — Office d'exploitation des Transports Coloniaux. — Conseil de Gérance. — Nomination. . . .	85	28 Februari 1948. — B. M. — Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen. — Raad van Beheer. — Benoeming. .	85
28 février 1948. — A. M. — Comité National du Kivu. — Conseil de Gérance. — Nomination . .	86	28 Februari 1948. — B. M. — Nationaal Comité van Kivu. — Beheerraad. — Benoeming. .	86
1 ^{er} mars 1948. — A. R. — Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale . .	87	1 Maart 1948. — B. R. — Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika . . .	87
2 mars 1948. A. M. — Arrêté ministériel fixant les tarifs des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, et d'hospitalisation pour les soins donnés en dehors de la Colonie aux victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles .	88	2 Maart 1948. — B. M. — Ministerieel besluit tot vaststelling der tarieven voor de geneeskundige, heelkundige, pharmaceutische en verplegingskosten, voor de zorgen gegeven buiten de Kolonie aan de getroffen en arbeidsongevallen en beroepsziekten	88

Convention internationale concernant le travail de nuit des femmes, adoptée à Genève, le 19 juin 1934, par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa dix-huitième session (1).
— Dénonciation par le Royaume-Uni.

Il résulte d'une information du Bureau international du Travail à Genève que le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a dénoncé cet acte international le 4 octobre 1947; aux termes des dispositions de cette convention, la dénonciation sortira ses effets le 4 octobre 1948.

Internationale Overeenkomst betreffende de nachtarbeid der vrouwen. aangenomen op 19 Juni 1934, te Geneve, door de Internationale Arbeidsconferentie, tijdens haar achttiende zitting (1). — Opzegging door het Verenigd Koninkrijk.

Uit een mededeling van het Internationaal Arbeidsbureau te Geneve blijkt, dat de Regering van het Verenigd Koninkrijk Groot-Britannië en Noord-Ierland deze internationale akte op 4 October 1947 opgezegd heeft; krachtens de bepalingen van deze overeenkomst zal de opzegging op 4 October 1948 uitwerking hebben.

Université Coloniale. — Composition du Conseil d'Administration.

Publication prescrite par l'article 2 de la loi du 8 mars 1920.

Président :

M. R. GODDING, Sénateur, ancien Ministre des Colonies.

Membres :

M. DE JONGHE, E., Directeur Général honoraire au Ministère des Colonies;

M. GUSTIN, Paul, membre du Conseil Colonial;

M. le Lieutenant Général BUREAU, L., Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge;

M. SOHIER, A., Procureur Général honoraire près la Cour d'Appel d'Elisabethville, Conseiller à la Cour de Cassation;

(1) Voir *Bulletin Officiel* du 15 avril 1934.

Koloniale Hogeschool. — Samenstelling van de Raad van Beheer.

Bekendmaking door artikel 2 van de wet van 8 Maart 1920 voorgeschreven.

Voorzitter :

De Heer R. GODDING, Senator, Oud-Minister van Koloniën.

Leden :

De Heer DE JONGHE, E., Ere-Directeur-generaal bij het Ministerie van Koloniën;

De Heer GUSTIN, Paul, lid van de Koloniale Raad;

De Heer Luitenant-generaal BUREAU, L., Ere-Vice-Gouverneur-generaal van Belgisch-Congo;

De Heer SOHIER, A., Ere-Procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Elisabethstad, Raadsheer bij het Hof van Verbreking;

(1) Zie *Ambtelijk Blad* van 15 April 1934.

R. P. CHARLES, P., Membre de l'Institut Royal Colonial Belge.

M. WAUTERS, A., Ministre plénipotentiaire;

M. CRAEYBEEKX, Bourgmestre de la Ville d'Anvers;

M. MARZORATI, A., Vice-Gouverneur Général honoraire du Congo Belge;

M. KOELMAN, W., Avocat, Ancien membre de la Chambre des Représentants;

Secrétaire :

M. LAUDE, N., Directeur de l'Université Coloniale.

De E. P. CHARLES, lid van het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut;

De Heer WAUTERS, A., Gevolmachtigd Minister;

De Heer CRAEYBEEKX, Burgemeester van de Stad Antwerpen;

De Heer MARZORATI, A., Ere-Vice Gouverneur-generaal van Belgisch-Congo;

De Heer KOELMAN, W., Advokaat, gewezen lid van de kamer der Volksvertegenwoordigers;

Secretaris :

De Heer LAUDE, N., Bestuurder van de Koloniale Hogeschool.

Distinctions honorifiques.

Arrêtés du Régent, du 23 janvier 1948.

Ordre de Léopold.

M. FOUCART, A., contrôleur honoraire des Impôts au Congo Belge, secrétaire du Cercle Royal Africain, est nommé chevalier.

Ordre Royal du Lion.

M. MARCETTE, H. L. P., secrétaire général du Cercle Royal Africain, est nommé chevalier.

Ordre de la Couronne.

M. DELLICOUR, M. F. M. J. E., procureur général honoraire près la Cour d'Appel d'Elisabethville, président du Cercle Royal Africain, membre de l'Institut Royal Colonial Belge, est promu au grade de Commandeur.

Eervolle Onderscheidingen.

Besluiten van de Regent, van 23 Januari 1948.

Leopoldsorde.

De Heer FOUCART, A., ere-controleur der Belastingen in Belgisch-Congo, secretaris van de « Cercle Royal Africain », is tot ridder benoemd.

Koninklijke orde van 'de Leeuw.

De heer MARCETTE, H. L. P., secretaris-generaal van de « Cercle Royal Africain », is tot ridder benoemd.

Kroonorde.

De heer DELLICOUR, M. F. M. J. E., ere-procureur-generaal bij het Hof van Beroep van Elisabethstad, voorzitter van de « Cercle Royal Africain », lid van het Koninklijk Belgisch Koloniaal Instituut, is tot Commandeur bevorderd.

Médaille Commémorative du Congo.

Par arrêté du Régent, du 20 février 1948, la Médaille Commémorative du Congo est décernée à :

MM. :
BOOGAERTS, G., à Etterbeek;
DOREKENS, J., à Andenne;
ERTEL, P. J., à Assche;
MAHIEU, G., à Warchin-lez-Tournai;
VAN PETEGEM, P. J., à Melle.

Herinneringsmedaille van Congo.

Bij Besluit van de Regent, van 20 Februari 1948, is de Herinneringsmedaille van Congo toegekend aan :

de Heren :
BOOGAERTS, G., te Etterbeek;
DOREKENS, J., te Andenne;
ERTEL, P. J., te Assche;
MAHIEU, G., te Warchin-bij-Doornik;
VAN PETEGEM, P. J., te Melle.

Administration centrale. — Personnel

Par arrêtés du Régent en date du 5 février 1948, sont nommés :

Directeur, à partir du 1^{er} octobre 1947, M. PEETERS, J.-B.-Ph., licencié en sciences commerciales et consulaires, Contrôleur financier à l'Administration centrale du Ministère des Colonies;

Chef-Traducteur, à partir du 1^{er} décembre 1947, M. D'HAESE, F. J. G., docteur en philosophie et lettres, docteur en droit, pharmacien, attaché temporaire;

Chef de Bureau, à partir du 1^{er} juillet 1947, M. TERMOLLE, E. E. L. G., Rédacteur de 2^{me} classe (bénéficiaire du barème des Rédacteurs de 1^{re} classe) à l'Administration centrale du Ministère des Colonies.

Hoofdbestuur. — Personeel.

Bij Besluiten van de Regent d.d. 5 Februari 1948, worden benoemd :

tot *Directeur*, vanaf 1 October 1947, de Heer PEETERS, J.-B.-Ph., licentiaat in de handels- en consulaire wetenschappen, financieel Controleur bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën;

tot *Hoofdvertaler*, vanaf 1 December 1947, de Heer D'HAESE, F. J. G., doctor in de Wijsbegeerte en de Letteren, doctor in de rechten, apotheker, tijdelijk geattacheerde;

tot *Bureelhoofd*, vanaf 1 Juli 1947, de Heer TERMOLLE, E. E. L. G., Opsteller-2^{de} klasse (met weddeschaal van de Opstellers-1^{ste} klasse) bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën.

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo », en abrégé « Tissaco ». — Autorisation. — Statuts (1).

Par arrêté royal du 5 février 1948, a été autorisée la fondation d'une société congolaise par actions, à responsabilité limitée, dénommée « Filatures et Tissages de Fibres au Congo » en abrégé : « Tissaco ».

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Filatures et Tissages de Fibres au Congo » in 't kort « Tissaco ». — Machtiging. — Statuten (1).

Bij koninklijk besluit d.d. 5 Februari 1948, werd toegelaten de stichting van de congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, genaamd : « Filatures et Tissages de Fibres au Congo » in 't kort : « Tissaco ».

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée dont le siège social est établi à Wema : Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa, en abrégé « S. C. A. F. I. T. ». — Autorisation. — Statuts (1).

La fondation de cette société a été autorisée par un arrêté royal du 5 février 1948.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid, met maatschappelijke zetel te Wema : « Société Commerciale, Agricole, Forestière et Industrielle de la Tshuapa », in 't kort « S. C. A. F. I. T. ». — Machtiging. — Statuten (1).

De stichting van de vennootschap werd gemachtigd bij koninklijk besluit van 5 Februari 1948.

Commission de Géologie du Ministère des Colonies. — Arrêté du Régent modifiant l'article premier de l'arrêté royal du 7 avril 1936.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'arrêté royal du 7 avril 1936 instituant la Commission de Géologie du Ministère des Colonies, et particulièrement son article premier ;

(1) Voir annexes au présent fascicule.

Commissie voor Aardkunde van het Ministerie van Koloniën. — Besluit van de Regent tot wijziging van artikel één van het koninklijk besluit d.d. 7 April 1936.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gelet op het koninklijk besluit van 7 April 1936, houdende instelling van de Commissie voor Aardkunde van het Ministerie van Koloniën, en inzonderheid op artikel één ;

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE UNIQUE. — L'article premier de l'arrêté royal du 7 avril 1936 est remplacé par la disposition suivante :

« Il est créé une Commission de Géologie, qui prend le nom de Commission de Géologie du Ministère des Colonies.

» Cette Commission a pour objet l'établissement et la publication de la carte géologique du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, et des documents qui s'y rapportent. »

Donné à Bruxelles, le 13 février 1948.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ENIG ARTIKEL. — Artikel één van het koninklijk besluit d.d. 7 April 1936 wordt door de volgende bepaling aangevuld :

« Er wordt een Commissie voor Aardkunde gesticht, die de naam draagt van Commissie voor aardkunde van het Ministerie van Koloniën.

» Deze Commissie heeft voor doel het opmaken en het publiceren der aardkundige kaart van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, en der documenten welke er op betrekking hebben. »

Gegeven te Brussel, den 13 Februari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Pour le Ministre des Colonies,
en mission :
Le Ministre de la Justice,

Vanwege de Regent :
Voor de Minister van Koloniën,
op zending :
De Minister van Justitie,

P. STRUYE.

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises ». — Statuts. — Augmentations du capital social. — Autorisation.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Imprimeries et Papeteries Belgo-Congolaises ». — Statuten. — Verhogingen van het maatschappelijk kapitaal. — Machtiging.

Par arrêté royal du 13 février 1948, ont été autorisées les augmentations du capital social de cette société réalisées le 1^{er} mai 1941 et le 15 avril 1947 (1).

Bij koninklijk besluit d.d. 13 Februari 1948, zijn goedgekeurd de verhogingen van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap getroffen op 1 Mei 1941 en 15 April 1947 (1).

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

**Compagnie Cotonnière Congolaise. —
Statuts. — Modifications (1).**

Par arrêté royal du 13 février 1948, ont été autorisées les modifications apportées le 25 novembre 1947 aux statuts de cette société par ses actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire.

**« Compagnie Cotonnière Congolaise ».
— Statuten. — Wijzigingen (1).**

Bij koninklijk besluit d.d. 13 Februari 1948, werden toegelaten, wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap op 25 November 1927 door de aandeelhouders van de vennootschap vergaderd in buitengewone algemene vergadering.

Postes. — Emission de timbres-poste.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 20 janvier 1921 organique du service postal complété par les décrets des 14 mai 1926, 31 octobre 1928 et 12 juillet 1932.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Il est émis cinq timbres-poste du Congo Belge dont les valeurs et les couleurs sont déterminées ci-après :

- 25 centimes, rose;
- 75 centimes, rouge-violacé;
- 5 francs, jaune et rouge-carmin;
- 6 francs, ocre-jaune et gris;
- 20 francs, vermillon et brun.

ART. 2.

Ces timbres-poste sont admis pour l'affranchissement des correspondances tant en service intérieur qu'en service international concurremment avec les valeurs actuellement en cours.

(1) Voir annexes au présent fascicule.

Posterijen. — Uitgifte van postzegels.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het decreet van 20 Januari 1921, tot inrichting van de postdienst, zoals het aangevuld en gewijzigd is door de decreten van 14 Mei 1926, 31 October 1928 en 12 Juli 1932.

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Er worden vijf postzegels van Belgisch-Congo, uitgegeven waarvan de waarden en de kleuren hierna zijn bepaald :

- 25 centiem, rozerood;
- 75 centiem, paarsachtig rood;
- 5 frank, geel en karmijnrood;
- 6 frank, okergeel en grijs;
- 20 frank, vermiljoen en bruin.

ART. 2.

Evenals de thans in omloop zijnde waarden, mogen die postzegels voor de frankering van de briefwisseling, zowel in de binnenlandse als in de buitenlandse dienst, gebruikt worden.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

ART. 3.

Un exemplaire de chacun de ces timbres-poste est annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 19 février 1948.

ART. 3.

Een exemplaar van elk dezer postzegels is bij dit besluit gevoegd.

Brussel, 19 Februari 1948.

P. WIGNY.

Office d'Exploitation des Transports Coloniaux. — Conseil de gérance. — Nomination.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal n° 102 du 19 février 1935, modifié par l'arrêté royal n° 247 du 22 février 1936;

Vu, spécialement en son article 4 l'arrêté royal du 20 mai 1936, coordonnant et modifiant les arrêtés royaux du 20 avril 1935 et 3 mars 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Est nommé membre du conseil de gérance de l'Office d'Exploitation des Transports Coloniaux, M. le Baron SNOY, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Economiques et des Classes moyennes.

ART. 2.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 février 1948.

Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen. — Raad van Beheer. — Benoeming.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het Koninklijk Besluit n° 102 van 19 Februari 1935, gewijzigd door het Koninklijk Besluit n° 247 van 22 Februari 1936;

Gelet, inzonderheid in diens artikel 4, op het Koninklijk Besluit van 20 Mei 1936, waarbij de Koninklijke Besluiten van 20 April 1935 en 3 Maart 1936 worden gecoördineerd en gewijzigd;

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

Wordt benoemd tot lid van de raad van beheer van de Exploitatiedienst van het Koloniaal Verkeerswezen, de Heer Baron SNOY, Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand.

ART. 2.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, de 28 Februari 1948.

P. WIGNY.

**Comité National du Kivu. — Conseil de
gérance. — Nomination.**

**Nationaal Comité van Kivu. — Beheer-
raad. — Benoeming.**

LE MINISTRE DES COLONIES,

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Vu l'article 15 du décret du 13 janvier 1928, modifié par celui du 13 février 1928, constitutifs du Comité National du Kivu;

Gelet op artikel 15 uit het decreet van 13 Januari 1928, gewijzigd door dit van 13 Februari 1928, tot stichting van het Nationaal Comité van Kivu;

Vu l'article 20 du décret du 8 mai 1933 réorganisant le Comité National du Kivu;

Gelet op artikel 20 uit het decreet van 8 Mei 1933, tot herinrichting van het Nationaal Comité van Kivu;

Vu l'Arrêté ministériel du 1^{er} octobre 1945;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 1 October 1945;

ARRETE :

BESLUIT :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Est déchargé du mandat de membre du Conseil de gérance du Comité National du Kivu, à sa demande, M. L. PETILLON, Vice-Gouverneur Général du Congo Belge.

Wordt op zijn aanvraag ontlast van zijn mandaat als lid van de Beheerraad bij het Nationaal Comité van Kivu, de heer L. PETILLON, Vice-Gouverneur-Generaal van Belgisch-Congo.

ART. 2.

ART. 2.

Est nommé membre du dit Conseil de gérance, M. le Baron SNOY, Secrétaire général du Ministre des Affaires Economiques et des Classes moyennes.

Wordt benoemd tot lid van gezegde Beheerraad de heer Baron SNOY, Secretaris-generaal van het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand.

ART. 3.

ART. 3.

Le Secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

De Secretaris-generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Bruxelles, le 28 février 1948.

Brussel, de 28 Februari 1948.

P. WIGNY.

**Institut pour la Recherche Scientifique
en Afrique Centrale.**

Par Arrêté du Régent en date du 1^{er} mars 1948, sont nommés membres du Conseil d'Administration de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale pour un terme qui n'excèdera pas six ans :

MM. CHEVALIER, Auguste, membre de l'Académie Française des Sciences botaniques appliquées ;

WORTHINGTON, E. B., Conseiller technique auprès du Haut Commissaire de l'Est Africain ;

SCHAPLEY, Harlow, Professeur au Harvard College Observatory.

Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika.

Worden bij Besluit van de Regent, van 1 Maart 1948, tot lid benoemd van de Raad van Beheer van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika voor een termijn die zes jaar niet overschrijdt :

De heren CHEVALIER, Auguste, lid van de « Académie Française des Sciences botaniques appliquées » ;

WORTHINGTON, E. B., Technisch Adviseur bij de Hoge Commissaris van Oost-Afrika ;

SCHAPLEY, Harlow, Professeur aan het « Harvard College Observatory ».

Arrêté ministériel fixant les tarifs des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation pour les soins donnés en dehors de la Colonie aux victimes d'accidents du travail et des maladies professionnelles.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo belge;

Vu les décrets du 20 décembre 1945 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles aux non-indigènes, et spécialement les articles 10 et 13 des dits décrets;

Vu l'article 20 de l'Arrêté du Régent du 21 décembre 1946 fixant les statuts du Fonds Colonial des Invalidités;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Les sommes à payer par les employeurs à titre de frais médicaux, chirurgicaux et hospitaliers, en dehors des territoires du Congo Belge et des pays soumis au mandat belge, dans les cas prévus par l'article 10 du décret du 20 décembre 1945 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail survenus aux non-indigènes et par l'article 13 du décret du 20 décembre 1945 sur la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles survenues aux non-indigènes, sont fixées à forfait conformément au Tarif A annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Pour obtenir le montant des sommes à payer sur la base du Tarif A, il y a lieu d'appliquer le coefficient 6 aux chiffres indiqués dans la nomenclature de ce tarif.

Ministerieel besluit tot vaststelling der tarieven voor de geneeskundige, heelkundige, pharmaceutische en verplegingskosten, voor de zorgen gegeven buiten de Kolonie aan de getroffen en van arbeidsongevallen en beroepsziekten.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op de wet van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Gelet op de decreten van 20 December 1945 op de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten van niet-Inlanders, en inzonderheid op de artikelen 10 en 13 van voormelde decreten;

Gelet op artikel 20 van het Regentsbesluit van 21 December 1946 tot vaststelling van de statuten betreffende het Koloniaal Invaliditeitsfonds;

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

De sommen door de werkgevers te betalen als medische, heelkundige en hospitalisatiekosten, buiten de grondgebieden van Belgisch-Congo en van de landen onder Belgisch mandaat, in de gevallen bepaald door artikel 10 van het decreet van 20 December 1945 op de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen van niet-Inlanders en door artikel 13 van het decreet van 20 December 1945 op de vergoeding van de schade voortvloeiende uit beroepsziekten van niet-Inlanders, worden op een vaste som bepaald overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd Tarif A.

ART. 2.

Om het bedrag van de op grondslag van Tarif A te betalen sommen te bekomen, moet de coëfficiënt 6 toegepast worden op de in de lijst van dit tarief aangegeven cijfers.

ART. 3.

En cas d'interventions multiples ou répétées pour une même lésion ou pour des lésions multiples provoquées par le même accident ou la même maladie professionnelle chez le même sujet, la somme la plus forte est due pour l'intervention principale; les autres interventions et traitements ne donnent lieu qu'au paiement de la moitié des sommes prévues au Tarif A.

Si les interventions sont de même importance, la première intervention donne droit à la somme entière prévue au Tarif A et les autres, chacune, à la moitié de cette somme.

Les sommes prévues pour l'assistance ne sont dues qu'une fois par séance opératoire; elles sont dues en entier en cas d'opérations successives exécutées à jours différents.

ART. 4.

Les organisations belges les plus représentatives du Corps médical, du Corps dentaire ou d'autres groupements professionnels sont invités chaque année, par le Fonds Colonial des Invalidités, à faire savoir s'ils acceptent de prêter leurs soins aux bénéficiaires de l'assurance aux conditions prévues au Tarif A et, dans l'affirmative, de s'y engager pour un an.

ART. 5.

Les sommes à payer par les employeurs à titre de frais pharmaceutiques, en dehors des territoires du Congo belge et des pays soumis au mandat belge, dans les cas visés à l'article premier du présent arrêté, sont fixées, sous réserve de l'accord préalable du médecin conseil, à raison des fournitures faites sur ordonnances médicales, sans toute-

ART. 3.

In geval van verscheidene of herhaalde geneeskundige bewerkingen voor eenzelfde kwetsuur of voor verscheidene kwetsuren die door hetzelfde ongeval of dezelfde beroepsziekte bij dezelfde persoon werden veroorzaakt, is de hoogste som verschuldigd voor de hoofdbewerking; voor de overige bewerkingen en behandelingen wordt slechts de helft van de in Tarief A bepaalde sommen betaald.

Zijn de bewerkingen van gelijk belang, dan geeft de eerste bewerking recht op het volle bedrag van de in Tarief A bepaalde som, en elk van de overige bewerkingen op de helft van deze som.

De sommen voor assistentie zijn slechts eenmaal per operatieve zitting verschuldigd; zij zijn geheel verschuldigd ingeval de opeenvolgende operaties op verschillende dagen uitgevoerd worden.

ART. 4.

De meest representatieve Belgische verenigingen van geneesheren, tandartsen of andere beroepen worden ieder jaar door het Koloniaal Invaliditeitsfonds verzocht te laten weten of zij aanvaarden hun diensten aan de verzekerden te verlenen onder de in Tarief A bepaalde voorwaarden, en zo ja, zich voor een jaar te verbinden.

ART. 5.

De sommen door de werkgevers te betalen als pharmaceutische kosten, buiten de grondgebieden van Belgisch Congo en van de landen onder Belgisch mandaat, in de gevallen bedoeld bij artikel 1 van dit besluit worden vastgesteld, onder voorbehoud van akkoord van de geneesheer in consult, volgens de leveringen die op geneeskundig voorschrift

fois que ces sommes puissent dépasser au total les prix forfaitaires du Tarif B, ci-annexé.

Ce tarif sera révisé annuellement, en tenant compte des prix des produits pharmaceutiques.

Exceptionnellement, lorsque l'état de santé ou la situation de l'accidenté ou du malade le justifie, le Conseil d'Administration pourra décider que, dans tel cas déterminé, l'allocation forfaitaire prévue au Tarif B sera majorée dans la mesure qu'il appréciera et sans que la somme totale ainsi allouée puisse dépasser le montant des frais pharmaceutiques pris à charge par l'intéressé.

ART. 6.

En cas de contestation sur la valeur des fournitures pharmaceutiques, le juge statuera dans les limites du forfait en tenant compte :

1^o pour les produits pharmaceutiques, du tarif établi en Belgique par la Commission Technique instituée par les arrêtés royaux du 18 juillet 1922 et du 3 juillet 1933;

2^o pour les honoraires pharmaceutiques, du barème fixé en Belgique par le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale.

ART. 7.

Le Conseil d'Administration du Fonds Colonial des Invalidités désigne un ou plusieurs médecins chargés de suivre l'état des victimes d'accident du travail et de maladies professionnelles bénéficiant des dispositions des décrets du 20 décembre 1945.

werden gedaan, zonder dat deze sommen in totaal de vaste prijzen van het hierbijgevoegd *Tarief B mogen overschrijden.

Dit tarief wordt jaarlijks herzien, waarbij rekening wordt gehouden met de prijs van de pharmaceutische producten.

Bij uitzondering, wanneer de staat van de gezondheid of de toestand van de getroffene of van de zieke het rechtvaardigt, kan de Raad van Beheer beslissen, dat in een bepaald geval, de in Tarief B bepaalde vaste uitkering vermeerderd wordt in de maat door hem te bevoorstellen en zonder dat de aldus toegekende totale som het debdrag mag overschrijden van de pharmaceutische kosten die ten laste van de belanghebbende komen.

ART. 6.

In geval van betwisting over de waarde van de pharmaceutische leveringen, zal de rechter binnen de grenzen van de bepaalde vaste som uitspraak doen, rekening houdende :

1^o wat betreft de pharmaceutische producten met het tarief bepaald in België door de Technische Commissie die bij de koninklijke besluiten van 18 Juli 1922 en 3 Juli 1933 ingesteld werd;

2^o wat betreft de pharmaceutische honoraria, met het barema dat de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg in België bepaald heeft.

ART. 7.

De Raad van Beheer van het Koloniaal Invaliditeitsfonds stelt een of meer geneesheren aan, belast met het volgen van de toestand van de slachtoffers van een arbeidsongeval en van beroepsziekten, die voor de bepalingen van de decreten van 20 December 1945 in aanmerking komen.

Les bénéficiaires seront examinés au moins une fois par an; chaque examen fera l'objet d'un rapport consignait les constatations et avis du médecin examinateur et adressé par ses soins au Directeur du Fonds Colonial des Invalidités.

Le médecin examinateur pourra se faire assister par un spécialiste. Il pourra également proposer que le malade soit hospitalisé dans un établissement médical en vue de son observation.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-Urundi dès sa publication au *Bulletin Officiel* ou au *Bulletin Administratif du Congo Belge*.

Bruxelles, le 2 mars 1948.

Le Ministre des Colonies,

De gerechtigden worden minstens eenmaal per jaar onderzocht; over ieder onderzoek wordt een verslag uitgebracht waarin de vaststellingen en adviezen van de onderzoekende dokter opgenomen worden en dat door hem aan de Directeur van het Koloniaal Invaliditeitsfonds toegezonden wordt.

De onderzoekende dokter mag zich door een specialist doen bijstaan. Hij mag ook voorstellen de zieke in een geneeskundige inrichting ter observatie op te nemen.

ART. 8.

Dit besluit treedt in werking in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, zodra het in het *Ambtelijk Blad* of in het *Bestuursblad van Belgisch-Congo* bekend is gemaakt.

Brussel, de 2 Maart 1948.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

TARIF A.

BAREME DES HONORAIRES ET FRAIS MEDICAUX.

CHAPITRE I.

MEDECINE GENERALE.

N° d'ordre.		Prix.
A. — <i>Visites médicales.</i>		
1° <i>Au cabinet médical</i>		
1.	1) Sans intervention spéciale	10,—
2.	2) Avec premiers soins	15,—
2° <i>Au lieu de l'accident ou au domicile du malade, urgence</i>		
3.	1) Sans intervention spéciale	15,—
4.	2) Avec premiers soins	20,—
5.	B. — <i>Taxe kilométrique</i> en dehors de l'agglomération, par Km. aller et retour (à partir du 3 ^{me} Km.)	0,75
6.	C. — <i>Supplément pour nuit, dimanche, jour férié légal</i>	20,—
D. — <i>Consultations entre médecins</i> (Le Fonds ou le médecin-conseil peut s'opposer à ce qu'il y ait plus d'un médecin consultant)		
7.	par médecin	20,—
E. — <i>Certificats :</i>		
8.	1° Début et guérison	gratuit
9.	2° Certificat de décès	15,—
10.	3° Rapport complet détaillé	20,—
11.	4° Certificat réclamé par le blessé ou le malade	10,—

CHAPITRE II.

CHIRURGIE.

Première Section : Généralités.

A. — *Traitement de lésions accidentelles non prévues sous les rubriques suivantes*, telles que : contusions, commotion légère, entorse (voir aussi rubrique : injections), effort, plaie superficielle ne nécessitant pas de suture, brûlures, affection médicale (d'origine traumatique)

TARIEF A.

BAREMA DER HONORARIA EN GENEESKUNDIGE KOSTEN.

HOOFDSTUK I.

ALGEMENE GENEESKUNDE.

Volgn ^{mer} .		Prijs.
A. — <i>Geneeskundig onderzoek.</i>		
1 ^o <i>In het dokterskabinet</i>		
1.	1) Zonder bijzondere bewerking	10,—
2.	2) Met eerste zorgen	15,—
2 ^o <i>Op de plaats van het ongeval of bij de zieke aan huis, dringend geval.</i>		
3.	1) Zonder bijzondere bewerking	15,—
4.	2) Met eerste zorgen	20,—
5.	B. — <i>Kilometrische taks, buiten de agglomeratie, per Km., heen en terug (van de 3^{de} Km. af)</i>	0,75
6.	C. — <i>Toeslag 's nachts, op Zondag en op een wettelijke feestdag</i>	20,—
D. — <i>Raadpleging tussen geneesheren.</i> (Het Fonds of de geneesheer-adviseur kan er zich tegen verzetten dat er meer dan één geneesheer in consult wordt geroepen.)		
7.	per geneesheer	20,—
E. — <i>Getuigschriften :</i>		
8.	1 ^o Bij het begin en bij de genezing	kosteloos
9.	2 ^o Getuigschrift van overlijden	15,—
10.	3 ^o Volledig omstandig verslag	20,—
11.	4 ^o Getuigschrift door de gewonde of de zieke gevraagd	10,—

HOOFDSTUK II.

HEELKUNDE.

Afdeling I : Algemeenheden.

A. — *Behandeling van door ongeval veroorzaakte letsels, die in de volgende rubrieken niet opgenomen zijn, zoals: kneuzingen lichte hersenschudding, verstuiking (zie ook rubriek : insputtingen), verrekking, oppervlakkige wonde waarvoor geen naad nodig is, brandwonden, medische aandoening (van traumatische oorsprong).*

N° d'ordre.		Prix.
20.	Pour un traitement ne dépassant pas quatorze jours. . .	20,—
21.	. Pour une période de deux semaines complémentaires. . . 12,— Toute période commencée est considérée comme complète Ces honoraires sont dus indépendamment des frais prévus pour les interventions supplémentaires telles que : injections anesthésiantes, sous-cutanées, intramusculaires, intra- veineuses, transfusion, traitement physiothérapiques, etc...	
B. — <i>Traitement des lésions prévues aux rubriques suivantes mais dont le traitement dépasse quatre semaines.</i>		
22.	Par période de deux semaines complémentaires. (Toute période commencée est considérée comme complète) . . .	25,—
C. — <i>Plaies, sutures, hémostases, épiluchage, etc.</i>		
23.	1° Plaies superficielles ne nécessitant pas de suture. . .	20,—
	2° Suture de plaie non compliquée :	
24.	a) par agrafes	24,—
25.	b) par fils	30,—
	3° Suture de plaies multiples (par plaie à partir de la deuxième) :	
26.	a) sans suture	10,—
27.	b) suture par agrafes	12,—
28.	c) suture par fil	15,—
29.	Quand l'état de la plaie nécessite un brossage avec irrigation large, une ligature d'artère ou de veine dans la plaie, une exérèse importante de tissus contus, supplément . .	20,—
30.	Quand l'état de la plaie nécessite une ligature d'artère en dehors de la plaie, supplément	50,—
D. — <i>Extraction de corps étrangers :</i>		
31.	a) sans recherche préalable	20,—
32.	b) après cicatrisation de la plaie d'entrée ou ayant nécessité un repérage préalable ou une extraction de matériel de suture (bague, vis, plaques, nœuds de soie, etc.) . . .	70,—
E. — <i>Luxations, fractures ; voir tarif par régions.</i>		
	Ce tarif envisage la réduction de la luxation ou de la fracture et son maintien par un appareil approprié (gouttière, plâtre, appareil de traction, Kirchner, ostéo-synthèse, etc.)	

Volgn ^{mer.}		Prijs.
20.	Voor een behandeling van minder dan veertien dagen . .	20,—
21.	Voor iedere bijkomende periode van twee weken . . . Iedere begonne periode wordt als voleindigd aangezien. Deze erelonen zijn verschuldigd afgezien de kosten bepaald voor de bijkomende ingrepen, zoals : verdovende en onder- huidse inspuitingen, inspuitingen in de spieren, in de aders, bloedtransfusie, phyysio-therapeutische behandelingen, enz.	12,—
B. — <i>Behandeling van letsels, onder de hiernavolgende rubric- ken vermeld, waarvan de behandeling echter langer dan vier weken duurt.</i>		
22.	Per bijkomende periode van twee weken (Iedere begonne periode wordt als voleindigd aangezien)	25,—
C. — <i>Wonden, hechting, bloedstelping, uitzuivering, enz.</i>		
23.	1 ^o Oppervlakkige wonden waarvoor geen hechting nodig is	20,—
	2 ^o Hechting van eenvoudige wonde	
24.	a) met haakjes	24,—
25.	b) met draad	30,—
	3 ^o Hechting van verscheidene wonden (voor iedere wonde van de tweede af) :	
26.	a) zonder hechting	10,—
27.	b) hechting met haakjes	12,—
28.	c) hechting met draad	15,—
29.	Wanneer de toestand van de wonde een afborsteling met ruime irrigatie, een slagader- of aderafbinding in de wonde, een belangrijke uitsnijding van gekneusde weefsels vereist, toeslag	20,—
30.	Wanneer de toestand van de wonde een slagaderafbinding buiten de wonde vereist, toeslag	50,—
D. — <i>Verwijderen van vreemde lichamen :</i>		
31.	a) zonder voorafgaande opzoeking	20,—
32.	b) na lidtekenvorming van de wonde, waarlangs het lichaam binnendrong of wanneer een voorafgaand op- zoeken of verwijderen van naadmateriaal nodig was (ringen, schroefjes, plaatjes, zijden knopen, enz.) . . .	70,—
E. — <i>Ontwrichtingen, breuken : zie tarief per lichaamsdeel.</i> Dit tarief is van toepassing op het ineenzetten van de ont- wrichting of van de breuk en het bevestigen ervan door een aangepast apparaat (goot, gipsverband, trektoestel, Kircher- ner, osteosynthese, enz.).		

N° d'ordre.

Prix.

Si une nouvelle réduction ou une correction est nécessaire après une première intervention, le médecin qui a pratiqué la première intervention ne pourra porter en compte que la moitié du tarif prévu pour une fracture simple du ou des mêmes os. Il en sera de même pour la confection d'un appareil de marche.

F. — *Chirurgie des tissus, nerfs et tendons, muscles articulations, os.*

a) suppurations, hématomes : abcès, panaris, phlegmons osseux ou tendineux des doigts (voir chapitre II, deuxième section — 1^o, main).

33. Ouverture de petits abcès ou de petits hématomes 25,—

34. Ouverture de phlegmons diffus, d'hématome profond, d'adhénophlegmon 60,—

b) Plaies, sutures, interventions plastiques : plaies récentes, sutures, etc.

35. Avivement et suture secondaire de grande plaie, résection de cicatrice vicieuse, avec ou sans autoplastie à lambeau, réfection d'un moignon d'amputation, greffes épidermique ou dermo-épidermiques 200,—

c) Tendons, nerfs : suture primitive ou secondaire de tendons (voir tarif par région)

36. Suture primitive ou secondaire de nerf, ou libération de nerf comprimé 200,—

37. Sympathectomie périverculaire 200,—

38. Sympathectomie ganglionnaire 300,—

d) Muscles et aponévroses

39. Interventions sur muscles ou aponévroses 50,—

e) Articulations (Pour autant que le cas ne soit pas prévu au chapitre « Interventions classées par région »).

40. Plaie ou arthrotomie de petite articulation (doigt, orteil) 50,—

41. Plaie ou arthrotomie de grande articulation 300,—

42. Résection ou arthrodèse de petite articulation 50,—

43. Résection ou arthrodèse de grande articulation 300,—

44. Anthroplastie 500,—

Volgn^{mer}.

Prijs.

Indien, na een eerste ingreep, een nieuwe ineenzetting of een verbetering nodig is, zal de geneesheer, die de eerste bewerking deed, slechts de helft van het tarief dat voor een enkele breuk van hetzelfde been of dezelfde beenderen voorzien is, mogen in rekening brengen. Hetzelfde geldt voor het maken van een gang apparaat.

F. — *Heelkunde der weefsels, zenuwen en pezen, spieren gewrichten, beenderen.*

a) Veretteringen, bloedgezwellen : ettergezwellen, fijt, verzwerings van beentjes of pezen der vingers (zie hoofdstuk II, tweede afdeling — 1^o, hand).

33. Openmaken van kleine ettergezwellen of kleine bloedgezwellen 25,—

34. Openmaken van uitgebreide verzwerings van diep bloedgezwel, van klierverzwering 60,—

b) Wonden, wondnaden, plastische bewerkingen : verse wonden, naden, enz.

35. Secundaire naad van uitgestrekte wonde na aanfrissing, uitsnijden van storend litteken met of zonder huidverplanting, herstelling van amputatiestomp, overenten van opperhuid of van opper- en nederhuid 200,—

c) Pezen, zenuwen : eerste en secundaire peesnaad (zie tarief per lichaamsdeel)

36. Eerste en secundaire zenuwnaad of vrijmaken van beknelde zenuw 200,—

37. Sympathectomie rond de bloedvaten 200,—

38. Sympathectomie op de zenuwknopen 300,—

39. d) Spieren en peesschede (ingrepen op) 50,—

e) Gewrichten (Voorzover het geval niet voorzien is onder het hoofdstuk « Bewerkingen gerangschikt naar het lichaamsdeel »).

40. Wonde of gewrichtsopening van klein gewricht (vinger, teen) 50,—

41. Wonde of gewrichtsopening van groot gewricht 300,—

42. Resectie of arthrodesis van klein gewricht 50,—

43. Resectie of arthrodesis van groot gewricht 300,—

44. Anthroplastie 500,—

N ^o d'ordre.		Prix.
	<i>f/Os</i>	
45.	a) main, pied	100,—
46.	b) avant-bras, jambe	120,—
47.	c) humérus, cuisse, bassin	200,—
48.	<i>Grefte osseuse</i> : a) main, pied	100,—
49.	b) Tous autres segments	400,—

Deuxième Section : Interventions classées par régions.

1^o *Main* : doigts, métacarpiens :

50.	Ablation d'ongle	25,—
51.	Luxation ou fracture simple	35,—
52.	Luxation ou fracture compliquée	100,—
53.	Amputation, désarticulation : doigt ou phalange	60,—
54.	Amputation, désarticulation : doigt ou phalange avec métacarpien correspondant	75,—
55.	Ostéosynthèse, ostéotomie, ostéoclasie, extraction de séquestre, curetage osseux + (chirurgie orthopédique)	300,—
56.	Panaris : a) sous-cutané	50,—
57.	b) tendineux (phlegmon de la gaine)	100,—
58.	c) osseux (incision simple)	100,—
59.	Tendon ou sa gaine : suture primitive ou secondaire	100,—
60.	Amputation, désarticulation de la main	200,—

2^o *Carpe* :

61.	Luxation, fracture simple de un ou plusieurs os	50,—
62.	Luxation, fracture compliquée de un ou plusieurs os	200,—
63.	Amputation	200,—
64.	Enucleation secondaire de un ou plusieurs os	200,—

3^o *Poignet* :

65.	Fracture de Puteau	200,—
-----	------------------------------	-------

4^o *Avant-bras* :

66.	Fracture simple 1 os	150,—
67.	Fracture simple 2 os	200,—
67 ^{bis} .	Fracture compliquée 1 os	200,—
67 ^{ter} .	Fracture compliquée 2 os	250,—

Volgn ^{mer.}		Prijs.
	<i>f/Beenderen</i>	
45.	a) hand, voet	100,—
46.	b) voorarm, been	120,—
47.	c) opperarm, dij, bekken	200,—
48.	<i>Beenovercrenting</i> : a) hand, voet	100,—
49.	b) alle andere segmenten	400,—

Afdeling II : Bewerkingen gerangschikt naar lichaamsdeel.

1° Hand : vingeren, middelhandsbeenderen :

50.	Uittrekken van nagel	25,—
51.	Ontwrichting of enkele breuk	35,—
52.	Ontwrichting of samengestelde breuk	100,—
53.	Afzetten, uit het gewricht nemen van vinger of vingerlid	60,—
54.	Afzetten, uit het gewricht nemen van vinger of vingerlid met overstemmend middelhandsbeen	75,—
55.	Osteosynthese, osteotomie, osteoclasie, uithalen van afgestorven beenweefsel, beencurettage + (orthopedische heilkunde).	300,—
56.	Panaritium : a) onderhuids	50,—
57.	b) peespanaritium (ontsteking van de peesschede)	100,—
58.	c) beenpanaritium (eenvoudige insnijding)	100,—
59.	Pees of peesschede : eerste of secundaire naad	100,—
60.	Afzetten, uit het gewricht nemen van de hand	200,—

2° Handwortel :

61.	Ontwrichting, enkele breuk van een of meer beenderen	50,—
62.	Ontwrichting, samengestelde breuk van een of meer beenderen	200,—
63.	Afzetting	200,—
64.	Secundaire enucleatie van een of meer beenderen	200,—

3° Pols :

65.	Puteaubreuk	200,—
-----	-----------------------	-------

4° Voorarm :

66.	Enkele breuk : een been	150,—
67.	Enkele breuk : twee beenderen	200,—
67 ^{bis} .	Samengestelde breuk van een been	200,—
67 ^{ter} .	Samengestelde breuk van twee beenderen	250,—

N° d'ordre.	Prix.
68. Amputation	200,—
69. Ostéosynthèse : un os	300,—
70. Ostéosynthèse : deux os	300,—
5° <i>Coude</i> :	
71. Luxation : un ou deux os	200,—
72. Hygroma	100,—
6° <i>Bras (Humérus)</i> :	
73. Fracture simple	250,—
74. Fracture compliquée	500,—
75. Ostéosynthèse	500,—
76. Amputation	500,—
7° <i>Epaule</i> :	
77. Luxation	200,—
78. Amputation; désarticulation	500,—
8° <i>Omoplate</i> :	
79. Fracture simple	100,—
80. Fracture compliquée	200,—
9° <i>Clavicule</i> :	
81. Luxation	60,—
82. Fracture simple	100,—
83. Fracture compliquée	150,—
84. Ostéosynthèse	300,—
10° <i>Sternum</i> :	
85. Fracture simple	75,—
86. Fracture compliquée	200,—
11° <i>Côtes</i> :	
87. Fracture simple (une côte)	50,—
88. Fracture par côte supplémentaire	25,—
89. Fracture compliquée.	300,—
90. Résection, amputation	300,—
91. Plaies du thorax avec blessure d'organe intrathoracique	500,—

Volgn ^{mer} .	Prijs.
68. Afzetting	200,—
69. Osteosynthese : een been	300,—
70. Osteosynthese : twee beenderen	300,—
5° Elleboog :	
71. Ontwrichting : een of twee beenderen	200,—
72. Watergezwel	100,—
6° Arm (opperarm) :	
73. Enkele breuk	250,—
74. Samengestelde breuk	500,—
75. Osteosynthese	500,—
76. Afzetting	500,—
7° Schouder :	
77. Ontwrichting	200,—
78. Afzetting, uit het gewricht nemen	500,—
8° Schouderblad :	
79. Enkele breuk	100,—
80. Samengestelde breuk	200,—
9° Sleutelbeen :	
81. Ontwrichting	60,—
82. Enkele breuk	100,—
83. Samengestelde breuk	150,—
84. Osteosynthese	300,—
10° Borstbeen :	
85. Enkele breuk	75,—
86. Samengestelde breuk	200,—
11° Ribben :	
87. Enkele breuk (een rib)	50,—
88. Breuk, per bijkomende rib	25,—
89. Samengestelde breuk	300,—
90. Resectie, afzetting	300,—
91. Wonde aan de borstkas met kwetsuur van een orgaan binnen de borstkas	500,—

N° d'ordre.		Prix.
91 ^{bis} .	Phrénicotomie	50,—
91 ^{ter} .	Section brides (en vue pneumothorax)	100,—
91 ^{quater} .	Thoracoplastie	500,—
91 ^{quinquies} .	Lobectomie	800,—

12° *Pied* :

	a) orteils (voir main);	
	b) tarse (voir carpe), sauf :	
92.	Astragale, calcaneum, fracture simple	100,—
93.	Fracture compliquée	200,—
94.	Astragalectomie	300,—
95.	Cou de pied (luxation sans fracture)	100,—
96.	Amputation du pied	300,—

13° *Malléoles* :

97.	Fracture simple : une malléole	100,—
98.	Deux malléoles	200,—
99.	Fracture compliquée une ou deux malléoles	300,—
100.	Ostéosynthèse : 1 malléole	300,—
	2 malléoles	400,—

14° *Jambe* :

101.	Fracture simple :	
	a) Péroné	100,—
	b) Tibia	200,—
	c) 2 os	300,—
102.	Fracture compliquée :	
	a) Péroné	200,—
	b) Tibia	300,—
	c) 2 os	400,—
103.	Amputation, désarticulation	400,—
104.	Ostéosynthèse	500,—

15° *Genou* :

	Contusion — entorse (Voir Chapitre II, première Section) .	
105.	Hydrarthrose — hémarthrose	100,—
	Ponctions (Voir Chapitre III : Ponctions).	

Volgn ^{mer.}		Prijs.
91 ^{bla.}	Phrénicotomie	50,—
91 ^{ter.}	Sectie strengen (voor pneumothorax)	100,—
91 ^{quater.}	Thoracoplastie	500,—
91 ^{quinquies.}	Lobectomie	800,—

12^o Voet :

- a) Tenen (zie hand);
- b) Voetwortel (zie handwortel), behalve :

92.	Kootbeen, hielbeen, enkele breuk	100,—
93.	Samengestelde breuk	200,—
94.	Uitsnijding van kootbeen	300,—
95.	Wreef (ontwrichting zonder breuk)	100,—
96.	Afzetting van voet	300,—

13^o Enkels :

97.	Enkele breuk : een enkel	100,—
98.	Twee enkels	200,—
99.	Samengestelde breuk : een of twee enke's	300,—
100.	Osteosynthese : een enkel	300,—
	twee enkels	400,—

14^o Been :

101.	Enkele breuk :	
	a) kuitbeen	100,—
	b) scheenbeen	200,—
	c) twee beenderen	300,—
102.	Samengestelde breuk :	
	a) kuitbeen	200,—
	b) scheenbeen	300,—
	c) twee beenderen	400,—
103.	Afzetten, uit het gewricht nemen	400,—
104.	Osteosynthese	500,—

15^o Knie :

Kneuzing, verstuijing (Zie Hoofdstuk II, Afdeling I).

105.	Hydrarthrosis, hemarthrosis	100,—
	Puncties (Zie Hoofdstuk III : Puncties).	

N° d'ordre.	Prix.
106. Luxation	150,—
107. Ménisectomie (simple ou double) ou intervention intra-articulaire)	300,—
108. Arthrotomie de drainage	150,—
109. Amputation, désarticulation	300,—

16° Rotule :

110. Luxation	75,—
111. Fracture simple	75,—
112. Fracture compliquée	200,—
113. Suture	300,—

17° Fémur :

114. Fracture simple	300,—
115. Fracture compliquée	500,—
116. Amputation, désarticulation	500,—
117. a) Ostéosynthèse simple du corps	400,—
b) Ostéosynthèse du col	600,—
c) Ostéosynthèse multiple du corps	600,—

8° Hanche :

118. Luxation	200,—
119. Désarticulation	500,—

19° Bassin :

120. Fracture simple	200,—
121. Fracture compliquée	350,—

20° Colonne vertébrale :

122. Luxation	500,—
123. Fracture simple (une ou plusieurs vertèbres)	500,—
124. Fracture compliquée	600,—
125. Laminectomie, intervention sanglante pour luxation ou fracture.	600,—

Volgn ^{mer} .	Prijs.
106. Ontwrichting	150,—
107. Menisectomie (enkele of dubbele) of intra-articulaire ingreep. .	300,—
108. Gewrichtsopening met oog op drainage	150,—
109. Afzetten, uit het gewricht nemen	300,—

16° *Knieschijf* :

110. Ontwrichting	75,—
111. Enkele breuk	75,—
112. Samengestelde breuk	200,—
113. Hechting	300,—

17° *Dijbeen* :

114. Enkele breuk	300,—
115. Samengestelde breuk	500,—
116. Afzetten, uit het gewricht nemen	500,—
117. a) Osteosynthese van het voornaamste deel	400,—
b) Osteosynthese van de hals	600,—
c) Meervoudige osteosynthese van het voornaamste deel	600,—

18° *Heup* :

118. Ontwrichting	200,—
119. Uit het gewricht nemen	500,—

19° *Bekken* :

120. Enkele breuk	200,—
121. Samengestelde breuk	350,—

20° *Wervelkolom* :

122. Ontwrichting	500,—
123. Enkele breuk (één of meer wervels)	500,—
124. Samengestelde breuk	600,—
125. Laminectomie, ingreep met bloedstorting voor ontwrichting of breuk	600,—

N ^o d'ordre.	Prix.
<i>21^o Crâne :</i>	
126. Fracture table externe simple	100,—
127. Fracture table externe compliquée	200,—
128. Fracture comminutive simple	125,—
129. Fracture comminutive compliquée	300,—
130. Fracture de la base	200,—
131. Trépanation, extraction d'esquille sans ouverture de dure-mère.	500,—
132. Trépanation avec ouverture de la dure-mère	600,—
<i>22^o Os de la face :</i>	
133. Fracture simple	80,—
134. Fracture compliquée	125,—
135. Amputation, désarticulation, résection	300,—
<i>23^o Maxillaire inférieur :</i>	
136. Luxation	50,—
137. Fracture simple	100,—
138. Fracture compliquée (sans préjudice de ce qui est dû pour l'appareillage éventuel)	200,—
138 ^{bis} . Ostéosynthèse	300,—
<i>24^o Abdomen :</i>	
139. Cure radicale de hernie	300,—
140. Cure radicale de hernie bilatérale	400,—
141. Laparatomie	400,—
142. Laparotomie avec intervention sur les viscères, ligature d'artère profonde, etc.	600,—
143. Laparotomie avec résection de viscère	800,—
144. Périnéoraphie	250,—
145. Suture du rectum	250,—
<i>25^o Accouchements :</i>	
146. Accouchement normal (sous réserve accord du médecin-conseil).	250,—
147. Fausse couche (sous réserve accord du médecin-conseil) . . .	200,—

Volgn ^{mer.}		Prijs.
<i>21° Schedel :</i>		
126.	Enkele breuk van het buitenste schedelblad	100,—
127.	Samengestelde breuk van het buitenste schedelblad	200,—
128.	Enkele breuk met versplintering	125,—
129.	Samengestelde breuk met versplintering	300,—
130.	Schedelbasisbreuk	200,—
131.	Schedelboring, verwijdering van splinters, zonder opening van het harde hersenvlies	500,—
132.	Schedelboring met opening van het harde hersenvlies	600,—
<i>22° Aangezichtsbeen :</i>		
133.	Enkele breuk	80,—
134.	Samengestelde breuk	125,—
135.	Afzetten, uit het gewricht nemen, resectie	300,—
<i>23° Onderkaakbeen :</i>		
136.	Ontwrichting	50,—
137.	Enkele breuk	100,—
138.	Samengestelde breuk (onverminderd hetgeen voor een gebeurlijk toestel verschuldigd is)	200,—
138 ^{bis} .	Osteosynthese	300,—
<i>24° Abdomen :</i>		
139.	Grondige breukbehandeling	300,—
140.	Grondige behandeling van dubbele breuk	400,—
141.	Laparatomie	400,—
142.	Laparatomie met bewerking op de ingewanden, afbinden van diepliggende slagader, enz.	600,—
143.	Laparatomie met resectie van ingewandsgedeelte	800,—
144.	Perineoraphie	250,—
145.	Hechting van de endeldarm	250,—
<i>25° Bevalling :</i>		
146.	Normale (onder voorbehoud van het akkoord van de geneesheer)	250,—
147.	Miskraam (onder voorbehoud van het akkoord van de geneesheer)	200,—

CHAPITRE III.

PROCEDES DE DIAGNOSTICS OU DE TRAITEMENTS SPECIAUX.

Ces honoraires viennent toujours en supplément de ceux prévus pour le traitement de la lésion (voir chapitre I).

N. B. — Le terme injection doit s'entendre par séance, quel que soit le nombre de points de ponctions, notamment dans les injections anesthésiantes.

N° d'ordre.		Prix.
<i>1° Injections :</i>		
<i>a) sous-cutanée ou intramusculaire :</i>		
<i>1° de médicament ou d'anesthésiques</i>		
150.	De 1 à 4 injections, par injection	5,—
151.	Injections en série (plus de 4 injections)	25,—
<i>2° Serum</i>		
152.	Injections en série (plus de 2 injections)	25,—
153.	1 ou 2 injections, par injection	10,—
<i>b) injections intraveineuses :</i>		
154.	1 ou 2 (par injection)	15,—
155.	En série (plus de 2 injections)	30,—
<i>c) Injections périganglionnaires :</i>		
156.	1 ou 2 (par injection)	30,—
157.	En série (plus de 2 injections)	60,—
<i>2° Pratiques hématiques :</i>		
158.	a) Saignée, prise de sang	15,—
159.	b) Transfusion (indemnité pour le donneur : tarif Croix-Rouge)	50,—
<i>3° Ponctions :</i>		
160.	a) lombaires (exploratrice ou destinée à une injection curative ou autre, lipiodol, serum, etc.)	50,—
<i>b) articulaire, pleurale, évacuatrice, exploratrice, vésicale :</i>		
161.	A l'aiguille	30,—
162.	Au bistouri	50,—

HOOFDSTUK III.

DIAGNOSEMETHODEN OF BIJZONDERE BEHANDELINGEN.

Deze honoraria worden steeds gevoegd bij die welke voor de behandeling van het letsel bepaald zijn (zie hoofdstuk I).

N. B. — Het woord inspuiting moet verstaan worden per zitting, welke ook het aantal puncties punten weze, nl. voor de verdovende inspuitingen.

Volgn ^{mer} .		Prijs.
<i>1^o Inspuitingen :</i>		
a) Onder de huid of in de spieren :		
1 ^o van genees- of verdovingsmiddelen		
150.	Van 1 tot 4 inspuitingen, per inspuiting	5,—
151.	Reeks van inspuitingen (meer dan 4 inspuitingen)	25,—
<i>2^o Serum</i>		
152.	Reeks van inspuitingen (meer dan 2 inspuitingen)	25,—
153.	1 of 2 inspuitingen, per inspuiting	10,—
b) In de aders :		
154.	1 of 2 (per inspuiting)	15,—
155.	Reeks van inspuitingen (meer dan 2 inspuitingen)	30,—
c) Rond de zenuwknopen :		
156.	1 of 2 (per inspuiting)	30,—
157.	Reeks van inspuitingen (meer dan 2 inspuitingen)	60,—
<i>2^o Praktijken op bloedomloop :</i>		
158.	a) Aderlating, bloedopname	15,—
159.	b) Bloedtransfusie (vergoeding voor de bloedgever : Rode-Kruistarief)	50,—
<i>3^o Puncties :</i>		
160.	a) Lumbale (tot onderzoek of met het oog op een curatieve of een andere inspuiting, lipiodol, serum, enz.)	50,—
b) Punctie in gewricht, in borstvlies, tot aftapping, tot onderzoek, in de blaas :		
161.	met naald	30,—
162.	met mesje	50,—

N° d'ordre.

Prix.

4° *Pneumothorax* :

A. — *Première insufflation.*

En principe, le pneumothorax est installé pendant la cure au sanatorium. Toutefois, avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur, la première insufflation peut se faire à la clinique ou à l'hôpital.

163. Honoraires pour la première insufflation 50,—

B. — *Réinsufflation.*

164. 1) Pratiquées au sanatorium, à la clinique, à l'hôpital, au cabinet du médecin ou au domicile du malade 20,—

165. 2) Sans hospitalisation du malade 30,—

5° *Physiothérapie* :

a) Electrothérapie ou diathermie ou actinothérapie :

200. Par séance 8,—

201. Par abonnement par mois 100,—

b) Massage :

202. Massage simple 4,—

203. Massage avec mobilisation 6,—

204. Massage avec thermothérapie 8,—

205. Massage avec mobilisation et thermothérapie 10,—

c) Mécanothérapie :

206. Mécanothérapie simple 6,—

207. Mécanothérapie avec massage 8,—

d) Gymnastique médicale :

208. Sans massage 6,—

209. Avec massage 8,—

N. B. — Ces honoraires concernent les traitements appliqués par le médecin ou par le personnel qualifié appointé par lui. Si le traitement est appliqué par un auxiliaire médical diplômé (masseur, Kinésithérapeute, etc.), opérant pour son compte, bien que toujours sur prescription médicale et avec autorisation de la Compagnie d'Assurance, les honoraires sont diminués de 25 p. c.

Volgn^{mer.}

Prijs.

4^o *Pneumothorax* :

A. — *Eerste inblazing.*

In beginsel, wordt de pneumothorax ingesteld gedurende de kuur in het sanatorium. Met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme, kan de eerste inblazing nochtans in de kliniek of in het hospitaal gedaan worden.

163. / Honoraria voor de eerste inblazing 50,—

B. — *Herhaalde inblazing.*

164. 1) Toegepast in het sanatorium, in de kliniek, in het hospitaal, in het kabinet van de geneesheer of bij de zieke thuis 20,—

165. 2) Zonder opneming van de zieke in een ziekenhuis . . . 30,—

5^o *Physiotherapie* :

a) Electrotherapie of diathermie of actinothérapie :

200. Per zitting 8,—

201. Per maandabonnement 100,—

b) Massage :

202. Eenvoudige massage 4,—

203. Massage met mobilisatie 6,—

204. Massage met warmtetherapie 8,—

205. Massage met mobilisatie en warmtetherapie 10,—

c) Mecanotherapie :

206. Eenvoudige mecanotherapie 6,—

207. Mecanotherapie met massage 8,—

d) Geneeskundige gymnastiek :

208. Zonder massage 6,—

209. Met massage 8,—

N. B. — Deze honoraria hebben betrekking op de behandelingen door de geneesheer of door het bevoegd personeel dat door hem bezoldigd wordt. Zo de behandeling door een gediplomeerd geneeskundig helper geschiedt, (masseur, kinesitherapeut, enz.), die voor eigen rekening werkt, hoewel steeds op voorschrift van een geneesheer en met toestemming van de verzekeringsmaatschappij, worden de honoraria met 25 t. h. verminderd.

N ^o d'ordre.		Prix.
	6 ^o <i>Electrocution, asphyxie :</i>	
210.	a) Traitement de l'état de shock nécessitant un séjour au lit de moins de huit jours	70,—
211.	b) Traitement de l'état de shock nécessitant un séjour au lit de huit à quatorze jours	90,—
212.	c) Par période complémentaire de deux semaines	15,—

CHAPITRE IV.

ASSISTANCE MEDICALE.

N ^o d'ordre.		Prix.
213.	a) Anesthésiste (quel que soit le mode d'anesthésie générale, lombaire, régionale, sauf anesthésie locale	50,—
214.	b) Assistant (deux au maximum) par assistant	50,—
	<i>N. B. — Le nombre d'assistants est conditionné par les difficultés de l'intervention.</i>	

CHAPITRE V.

HOSPITALISATION.

N ^o d'ordre.		Prix.
	I. — <i>Frais d'hospitalisation :</i>	
250.	A) Frais d'hospitalisation en cas d'intervention chirurgicale à la clinique ou à l'hôpital y compris les frais de pansements, de médicaments, de nourriture et tous autres frais pour soins accessoires généralement quelconques; par journée	25,—
	B) Frais d'hospitalisation pour affections relevant de la médecine interne y compris, sauf mention spéciale, les frais de médicaments, d'analyses de laboratoire, de radioscopie, de nourriture et tous autres frais pour soins accessoires généralement quelconques :	
251.	1 ^o Mise en observation (avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur) par journée (maximum 6 jours).	25,—
	2 ^o Affections médicales présentant un caractère d'urgence :	
	1. Méningite aiguë;	
	2. Comas de nature médicale;	
	3. Décompensation cardiaque grave (hydrôpisie, œdème aigu du poumon), infarctus du myocarde;	

Volgn ^{mer} .		Prijs.
	6 ^o <i>Electrocucie, verstikking :</i>	
210.	a) Behandeling van shocktoestand waarbij de patient minder dan acht dagen het bed moet houden	70,—
211.	b) Behandeling van shocktoestand waarbij de patient acht tot veertien dagen het bed moet houden	90,—
212.	c) Per bijkomende periode van twee weken	12,—

HOOFDSTUK IV.

GENEESKUNDIGE ASSISTENTIE.

Volgn ^{mer} .		Prijs.
213.	a) Anesthesist (welke ook de wijze van verdoving weze : algemeen, lombair, regionaal, enz., plaatselijke verdoving uitgezonderd)	50,—
214.	b) Assistent (hoogstens twee), per assistent	50,—

N. B. — Het aantal assistenten hangt af van de moeilijkheden der bewerking.

HOOFDSTUK V.

VERPLEGING IN ZIEKENHUIS.

Volgn ^{mer} .		Prijs.
	I. — <i>Verplegingskosten in ziekenhuis :</i>	
250.	A) Verplegingskosten bij heelkundige ingreep in kliniek of hospitaal, met inbegrip van de kosten van verband, geneesmiddelen, voeding en alle andere kosten voor enigerlei bijkomende zorgen; per dag	25,—
	B) Verplegingskosten voor aandoeningen die tot de inwendige geneeskunde behoren, met inbegrip behoudens bijzondere vermelding, van de kosten van geneesmiddelen, laboratorium ontledingen, radioscopie, voeding en alle andere kosten voor enigerlei bijkomende zorgen :	
251.	1 ^o In observatie nemen (met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme) per dag (ten hoogste 6 dagen)	25,—
	2 ^o Geneeskundige aandoeningen met spoedeisend karakter :	
	1. Acute hersenvliesontsteking;	
	2. Geneeskundige coma;	
	3. Zware hartdecompensatie (waterzucht, acuut long-oedeem, infractus van de hartsspier;	

N° d'ordre.		Prix.
	4. Pneumothorax spontané;	
	5. Néphrite suraiguë;	
	6. Goître toxique en thyrotoxicose;	
	7. Anémie aiguë ne relevant pas d'un traitement chirurgical;	
	8. Salmonelloses;	
	9. Brûlures du 2 ^{me} et 3 ^{me} degré sur une partie importante du corps;	
	10. Polyomyélite (paralysie infantile) au stade aigu.	
252.	Par journée, pendant les 4 premiers jours (sans que l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur soit nécessaire)	25,—
253.	Par journée à partir du 5 ^{me} jour (avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur)	20,—
3°	Traitement spécial de certaines affections ne présentant pas un caractère d'urgence (avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur) :	
	1. Ulcère gastrique au duodéal diagnostiqué radiologiquement, auparavant, pour essai de traitement médical (10 jours d'hospitalisation);	
	2. Diabète pour équilibration (10 jours d'hospitalisation);	
	3. Rhumatisme chronique ayant entraîné pour le malade une incapacité de se déplacer pour traitement physiothérapique (10 jours d'hospitalisation);	
	4. Goître toxique (maladie de Basedow) pour traitement par rayon X (28 jours d'hospitalisation);	
	5. Paralysie infantile au stade chronique pour traitement physiothérapique (20 jours d'hospitalisation).	
	Les honoraires pour traitements physiothérapique ou radiothérapique sub. 3, 4 et 5 sont comptés en supplément.	
	La durée de l'hospitalisation peut être prolongée avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur.	
254.	Par journée	20,—
	C) Tuberculose :	
255.	1° Frais d'hospitalisation au sanatorium ou au préventorium, avec l'accord du médecin-conseil, de l'organisme assureur, par journée	20,—

Volgnmer.

Prijs.

4. Spontane pneumothorax;
5. Hyperacute nephritis;
6. Toxisch kropgezwel (thyreotoxice);
7. Acute bloedarmoede niet in verband met een heilkundige behandeling;
8. Salmonellose;
9. Brandwonden in 2^{de} en 3^{de} graad op een aanzienlijk deel van het lichaam;
10. Polyomyelitis (kinderverlamming) in acuut stadium.

252. Per dag, gedurende de 4 eerste dagen (zonder dat de instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme nodig is) 25,—

253. Per dag, van de 5^{de} dag af (met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme) 20,—

3^o Bijzondere behandeling van zekere aandoeningen die niet van spoedeisende aard zijn (met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme) :

1. Maag of duodenumzweer, vroeger radiographisch vastgestelde, voor een proef van geneeskundige behandeling (10 dagen hospitaal);
2. Diabetes voor equilibratie (10 dagen verpleging in ziekenhuis);
3. Chronisch rheumatisme dat de zieke in de onmogelijkheid stelt zich te verplaatsen voor physiotherapeutische behandeling (10 dagen verpleging in ziekenhuis) . . .
4. Toxisch kropgezwel (ziekte van Basedow) voor behandeling door X-stralen (28 dagen verpleging in ziekenhuis)
5. Chronische kinderverlamming in chronisch stadium voor physiotherapeutische verpleging (20 dagen verpleging in ziekenhuis)

De honoraria voor physiotherapeutische of radiotherapeutische behandeling onder 3, 4 en 5 worden als bijvoegsel aangerekend.

De duur van de verpleging in een ziekenhuis kan verlengd worden, met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme.

254. Per dag 20,—

C) Tuberculose :

255. 1^o Verpleginskosten in sanatorium of preventorium, met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme, per dag 20,—

N ^o d'ordre.		Prix.
256.	2 ^o Frais d'hospitalisation à la clinique ou à l'hôpital avec l'accord du médecin-conseil de l'organisme assureur, par journée	20,—
257.	3 ^o Frais d'hospitalisation dans un centre spécialisé pour le traitement de la tuberculose osseuse (par journée, forfaitairement)	20,—
D) <i>Obstétrique — Gynécologie</i> (pour mémoire).		
258.	II. — <i>Frais de salle d'opération</i> :	
	Pour intervention I ^{re} et II ^{me} catégorie	150,—
	III ^{me} catégorie	120,—
	IV ^{me} catégorie	100,—
	V ^{me} et VI ^{me} catégorie	50,—

CHAPITRE VI.

SPECIALITES.

N ^o d'ordre.		Prix.
1 ^o <i>Radiologie</i> :		
300.	a) Segment de la colonne, tête, face, sinus	75,—
301.	b) Thorax, bassin	60,—
302.	c) Epaule, hanche, fémur	45,—
303.	d) Bras, coude, avant-bras, poignet, genou, jambe, cou-de-pied, tarse	40,—
304.	e) Métacarpe, métatarse, doigt, orteil	30,—
305.	f) Dents	30,—
Système viscéral :		
306.	a) Organes intrathoraciques : cœur, poumons, œsophage	60,—
307.	b) Larynx	60,—
Organes abdominaux :		
308.	a) Estomac, duodenum en série	75,—
309.	b) Intestins (transit ou lavement)	90,—
310.	c) Deux organes digestifs : estomac et duodenum en série	120,—
311.	Estomac et vésicule (direct)	120,—
312.	Estomac et intestins (transit)	120,—
313.	d) Trois organes digestifs	150,—
e) Vésicule biliaire :		
314.	Examen direct	60,—
315.	Examen avec chlolécystographie, méthode intraveineuse ou orale (produit du contraste non compris)	90,—

Volgn ^{mer} .		Prijs.
256.	2 ^o Verpleginskosten in kliniek of hospitaal, met instemming van de geneesheer-adviseur van het verzekeringsorganisme, per dag	20,—
257.	3 ^o Verpleginskosten in een gespecialiseerd centrum voor de behandeling van beendertuberculose (per dag forfaitair). .	20,—

D) *Verloskunde — Gynecologie* (memorie).

258.	II. — <i>Kosten voor operatiezaal</i> :	
	Voor bewerking 1 ^{ste} en II ^{de} categorie	150,—
	III ^{de} categorie	120,—
	IV ^{de} categorie	100,—
	V ^{de} en VI ^{de} categorie	50,—

HOOFDSTUK VI.

SPECIALITEITEN.

Volgn ^{mer} .		Prijs.
	1 ^o <i>Radiologie</i> :	
300.	a) Segment van wervelkolom, hoofd, gelaat, sinus	75,—
301.	b) Borstkas, bekken	60,—
302.	c) Schouder, heup, dijbeen	45,—
303.	d) Arm, elleboog, voorarm, pols, knie, been, wrcef, voetwortel . .	40,—
304.	e) middelhand, middelvoet, vinger, teen	30,—
305.	f) Tanden	30,—
	Ingewanden :	
306.	a) Borstorganen : hart, longen, slokdarm	60,—
307.	b) Strottenhoofd	60,—
	Buikorganen :	
308.	a) Maag, duodenum seriegewijs	75,—
309.	b) Ingewanden (transit of lavement)	90,—
310.	c) Twee spijsverteringsorganen : maag en duodenum seriegewijs	120,—
311.	Maag en galblaas (rechtstreeks)	120,—
312.	Maag en ingewanden (transit)	120,—
313.	d) Drie spijsverteringsorganen	150,—
	e) Galblaas :	
314.	Rechtstreeks onderzoek	60,—
315.	Onderzoek met chlolécystographie, intraveineuze methode of per os (kontraststof niet inbegrepen)	90,—

N ^o d'ordre.		Prix.
Organes urinaires :		
316.	a) Reins, urètre	75,—
317.	b) Vessie	60,—
318.	c) Appareil urinaire complet	105,—
Examens divers :		
320.	a) Contrôle radioscopique pour réduction sous écran de luxation ou fracture ou extraction de corps étranger	100,—
321.	b) Bronchographie (injection et produit de contraste non compris)	75,—
322.	c) Lipiodol intrarachidien (id.)	90,—
323.	d) Ventriculographie, encéphalographie (id.)	120,—
325.	f) Pyélographie, cystographie, uréthrographie, voie basse (injection et produit de contraste compris). Pour l'acte urologique préparatoire voir la rubrique « urologie »	75,—
326.	Idem par voie intraveineuse (non compris le produit de contraste)	105,—
327.	g) Examen en coupe	120,—
328.	h) Examen stéréographique : 50 % en plus de l'examen normal.	
329.	i) Localisation de corps étrangers par méthodes spéciales (compas, épures, etc.), 50 % en plus de l'examen normal.	

2^o Radiothérapie :

1. Roentgenthérapie.

330.	a) superficielle (séance)	25,—
331.	b) Semi-profonde (séance)	30,—
332.	c) Profonde (séance)	45,—
333.	d) Traitement de radiothérapie profonde par doses massives . .	450,—

2. Curiéthérapie :

334.	a) Traitement par application simple superficielle	150,—
335.	b) Traitement par aiguillage appareil moulé, sonde	450,—

N. B. — Le traitement (Roentgenthérapie et Curiéthérapie) de récurrence, trois mois au moins après le premier traitement, est considéré comme traitement nouveau.

Volgn ^{mer.}		Prijs.
Waterorganen :		
316.	a) Nieren, urethra	75,—
317.	b) Blaas	60,—
318.	c) Volledig urinair apparaat	105,—
Diverse onderzoeken :		
320.	a) Radioscopische controle tot reductie onder scherm van ontwrichting of breuk of tot verwijdering van vreemd lichaam.	100,—
321.	b) Onderzoek der luchtpijptakken (inspuiting en contraststof niet inbegrepen).	75,—
322.	c) Lipiodol in de wervelkolom (id.)	90,—
323.	d) Ventriculographie, encephalographie (id.)	120,—
325.	f) Radiographie van nierbekken, blaas, urethra, langs organen van het onderlijf (inspuiting en contraststof niet inbegrepen). Voor de voorbereidende urologische handeling, zie rubriek « Urologie »	75,—
326.	Idem. langs intraveineuze weg (contraststof niet inbegrepen)	105,—
327.	g) Onderzoek in doorsnede	120,—
328.	h) Stereographisch onderzoek : 50 t. h. meer dan voor het gewoon onderzoek.	
329.	i) Plaatsbepaling van vreemd lichaam bij middel van bijzondere methodes (kompas, schetsen, enz.) 50 t. h. meer dan voor het gewoon onderzoek.	

2^o Radiotherapie :

1. Röntgentherapie.

330.	a) Oppervlakte-therapie (per zitting)	25,—
331.	b) Half diepe (per zitting)	30,—
332.	c) Diepe (per zitting)	45,—
333.	d) Diepe radiotherapiebehandeling niet massieve dosissen	450,—

2. Curietherapie.

334.	a) Behandeling door eenvoudige oppervlakkige belegging	150,—
335.	b) Behandeling met naalden, gemoeleerd toestel, sonde	450,—

N. B. — De behandeling (Röntgentherapie en Curietherapie) die ten minste drie maanden na de eerste behandeling herhaald wordt, wordt als een nieuwe behandeling aanzien.

N° d'ordre.	Prix.
3. <i>Neurologie.</i>	
336. Examen complet du système nerveux avec rapport	50,—
337. Electrodiagnostic avec rapport	60,—
4. <i>Dermato-syphiligraphie.</i>	
338. a) Neige carbonique/Cryothérapie	10,—
339. b) Electrocoagulation	20,—
c) Autohémothérapie :	
340. La première séance	10,—
341. Les suivantes	7,—
d) Radiumthérapie :	
342. 1. Par plaque — par séance	20,—
343. 2. Par aiguillage — par aiguille	30,—
344. 3. Par appareil de Mouchet	150,—
5. <i>Stomatologie.</i>	
A. — <i>Soins généraux.</i>	
350. Dent infectée, traitement radiculaire, par séance	5,—
Obturation d'une dent (amalgame ou ciment porcelanique) :	
351. a) sans dévitalisation (traitement complet)	5,—
352. b) avec dévitalisation (traitement complet)	8,—
Extraction :	
353. a) d'une dent	5,—
354. b) extraction de deux dents en une séance	7,—
355. c) extraction par dent supplémentaire en une séance	5,—
356. d) extraction d'une dent abcédée	6,—
357. e) extraction avec ablation de la table osseuse	20,—
358. f) extraction d'une dent incluse	40,—
359. g) extraction d'une dent de sagesse multiradiculaire	20,—
360. Curetage de granulose au moment de l'extraction	5,—
Suites d'extraction (séance ultérieure) :	
361. a) Curetage alvéolaire	5,—
362. b) enlèvement d'esquilles osseuses	5,—
363. c) tamponnement alvéolaire (hémorragies)	5,—
364. d) lavage intra-alvéolaire	5,—
365. Incision intra-buccale d'abcès	8,—

Volgn ^{mer} .		Prijs.
<i>3. Neurologie.</i>		
336.	Volledige onderzoek van het zenuwstelsel met verslag	50,—
337.	Electrodiagnose met verslag	60,—
<i>4. Dermato-syphiligraphie.</i>		
338.	a) Koolzuursneeuw koudetherapie	10,—
339.	b) Electrocoagulatie	20,—
	c) Autohematherapie :	
340.	Eerste zitting	10,—
341.	Volgende zittingen	7,—
	d) Radiumtherapie :	
342.	1. Met plaat — per zitting	20,—
343.	2. Met naald — per naald	30,—
344.	3. Met toestel van Mouchet	150,—
<i>5. Stomatologie.</i>		
<i>A. — Algemene zorgen.</i>		
350.	Infectieuze tand, behandeling van wortelkiern, per zitting	5,—
	Vulling van een tand (amalgzaam of porcelein cement) :	
351.	a) zonder devitalisatie (volledige behandeling)	5,—
352.	b) met devitalisatie (volledige behandeling)	8,—
	Uittrekken :	
353.	a) van een tand	5,—
354.	b) uittrekken van twee tanden in één zitting	7,—
355.	c) uittrekken per bijkomende tand in één zitting	5,—
356.	d) uittrekken van een verzworen tand	6,—
357.	e) uittrekken met wegnemen van beenderig tafel	20,—
358.	f) uittrekken van ingesloten tand	40,—
359.	g) uittrekken van een veelwortelige verstandskies	20,—
360.	Curettage van granulose op het oogenblik van het uittrekken	5,—
	Gevolgen van het uittrekken (latere zitting) :	
361.	a) Curettage van de tandholte	5,—
362.	b) wegnemen van beensplinters	5,—
363.	c) tamponeren van tandholte (bloeding)	5,—
364.	d) uitspoeling van de tandholte	5,—
365.	Insnijding van abces in de mond	8,—

N ^o d'ordre.	Prix.
B. — Soins spéciaux.	
A) Prothèse :	
366. Fixe : Couronne (y compris la préparation de la dent)	40,—
Amovible :	
367. a) la première dent	20,—
368. b) les deux premières dents	40,—
369. c) par dent supplémentaire	10,—
370. d) dentier complet (haut et bas)	400,—
371. e) remontage : 50 p. c. du prix entier compté par dent.	
372. f) remplacement d'un crochet	10,—
373. g) réparation simple	10,—
B) Orthodontie :	
374. Traitement y compris les appareils en acier, par mois	20,—
N. B. — Pour les mutilations maxillo-faciales, le tarif est à régler par convention entre les parties.	
6. Oculistique.	
400. Recherche, réperage d'un corps étranger intraoculaire : magné- tomètre, électro-aimant, lecture de radiographie, analyse chimique de l'humeur acqueuse, etc... avec rapport au chef d'entreprise ou à l'assureur subrogé	50,—
401. Traitement oculistique ne nécessitant qu'une seule visite et ne comportant que l'enlèvement d'un ou plusieurs corps étrangers superficiels	10,—
402. Tout autre traitement oculistique nécessitant un traitement de moins de 14 jours, y compris l'extraction d'un ou plusieurs corps étrangers incrustés, le serinage ou le cathétérisme des voies lacry- males, l'installation de collyre	25,—
403. Par période de 14 jours supplémentaires, toute période commencée étant considérée comme complète	15,—
<i>Opérations</i> : honoraires dus en plus de ceux prévus aux rubriques 400, 402 et 403 ainsi qu'au chapitre III.	
404. Une ou plusieurs cautérisations ignées de la cornée, une ou plu- sieurs paracanthèses, ou un ou plusieurs corps étrangers sous- conjonctivaux, ectropion ou entropion (procédé non sanglant) . .	50,—
405. Péritomie, canthoplastie, tatouage de la cornée, extirpation d'une glande lacrymale	120,—
406. Résection de hernie de l'iris, suture de plaie étendue et compliquée (paupière et globe), recouvrement conjonctival, ptérygon, blépha- rorraphie, ectropion ou entropion (procédé sanglant), phlegmon de l'orbite	200,—

Volgn^{mer.}

Prijs.

B. — *Bijzondere verzorging.*

A) *Prothesis* :

366.	Vast : Kroon (voorbereiding van de tand inbegrepen)	40,—
	Uitneembaar :	
367.	a) de eerste tand	20,—
368.	b) de twee eerste tanden	40,—
369.	c) per bijkomende tand	10,—
370.	d) volledig kunstgebit (boven en onder)	400,—
371.	e) remontage : 50 % van de volle prijs per tand.	
372.	f) vervanging van een haakje	10,—
373.	g) eenvoudige herstelling	10,—

B) *Orthodontie* :

374.	Behandeling met inbegrip van de stalen apparaten, per maand. .	20,—
------	--	------

N. B. — Voor verminking van kaaksbeen of gelaatsstreek zal het tarief door overeenkomst tussen partijen worden geregeld.

6. *Oogheelkunde.*

400.	Opsporing, vaststelling van vreemd lichaam in het oog : magnetometer, electro-magneet, lezen van radiographie, scheikundige ontleding van het waterachtig vocht, enz., met verslag aan het bedrijfs-hoofd of aan de in zijn plaats gestelde verzekeraar.	50,—
401.	Oogbehandeling waarvoor slechts één enkel bezoek nodig is en die enkel het wegnemen van een of meer oppervlakkige vreemde lichamen vereist	10,—
402.	Alle andere oogbehandeling waarvoor een behandeling van minder dan veertien dagen vereist is, met inbegrip van het wegnemen van een of meer ingekorste vreemde lichamen, inbrengen van de spuit of het catheter in de traanwegen, toediening van oogdruppels . .	25,—
403.	Per bijkomende periode van veertien dagen, met dien verstande dat elk begonnen periode als volledig beschouwd wordt.	15,—
	<i>Operaties</i> : honoraria verschuldigd boven deze bepaald in de rubrieken 400, 402 en 403, alsook in hoofdstuk III.	
404.	Een of meer vuur cauterisaties van het hoornvlies, een of meer vochtaftappingen, of een of meer vreemde lichamen onder het bindvlies, ectropion of entropion (onbloedige bewerking)	50,—
405.	Peritomie, canthoplastie, tatouage van het hoornvlies, uithalen van een traanklier	120,—
406.	Resectie van regenboogvliesbreuk, hechting van brede en ingewikkelde wonde (ooglid en oogbal) overdekken met bindvlies, pterygium, blepharographie, ectropion of entropion (bloedige bewerking) phlegmon van oogholte	200,—

N ^o d'ordre.	Prix.
407. Iridectomie simple, cataracte secondaire, blépharoplastie, symblépharon, extirpation du sac lacrymal, énucléation, exentération, amputation du segment antérieur, strabisme, ptosis	250,—
408. Extraction du cristallin, opérations fistulisantes antiglaucomateuses, décollement de la rétine (intervention chirurgicale) extraction d'un ou plusieurs corps étrangers du segment postérieur dacryocystorrhinostomie: opération dans la cavité orbitaire, greffe de cornée	300,—

7. Urologie.

450. Traitement urologique instrumental	20,—
Exploration urologique :	
1. Reins, cathétérisme urétéral simple ou en vue de pyélographie	
451. Unilatéral	60,—
452. Bilatéral	80,—
453. 2. Vessie, Cystoscopie, Cystographie	40,—
3. Urètre	
454. Urétroscopie antérieure	20,—
455. Urétroscopie postérieure	40,—
456. Urétrographie	40,—

N. B. — Les produits de contraste et les radiographies ne sont pas compris dans ces taux.

Reins :

457. a) Néphrectomie	700,—
458. b) Néphropexie	600,—
459. c) Néphrotomie	600,—
460. d) Pyélotomie	600,—

Vessie — Urètre :

461. a) Cystostomie	300,—
462. b) Urétréctomie externe; réparation du canal de l'urètre	600,—
463. c) Urétrotomie interne	250,—
d) Cystoscopie :	
464. 1. Sans cathétérisme urétéral	40,—
465. 2. Avec cathétérisme urétéral	60,—
466. e) Ponction vésicale	40,—

Volgn ^{mer} .		Prijs.
407.	Eenvoudige iridectomie, nastaar, blepharoplastie, symblepharon, wegnemen van het traanzakje, ontkerning, exenteratie, afzetten van voorsegment, strabisme, ptosis	250,—
408.	Wegnemen van het kristal, operatie tegen de groene staar, losmaken van het netvlies (heelkundige tussenkomst) wegnemen van een of meer vreemde lichamen uit achter segment, dacryosystorrhinostomie; operatie in de oogholte, overenten van hoornvlies	300,—

7. Urologie.

450.	Instrumentale urologische behandeling	20,—
	Urologisch onderzoek :	
	1. Nieren, eenvoudige urethrapeiling of met het oog op pyelographie.	
451.	Eenzijdige	60,—
452.	Dubbele	80,—
453.	2. Blaas, blaasonderzoek, cystographie	40,—
	3. Urethra.	
454.	Voorste urethroscopie	20,—
455.	Achterste urethroscopie	40,—
456.	Urethrographie	40,—

N. B. — De contraststoffen en de radiographiën zijn in deze prijzen niet begrepen.

Nieren :

457.	a) Nephrectomie	700,—
458.	b) Nephropexie	600,—
459.	c) Nephrotomie	600,—
460.	d) Pyelotomie	600,—

Blaas, urethra :

461.	a) Cystostomie	300,—
462.	b) Uitwendige urethrasnede, herstellen van urethrakanaal	600,—
463.	c) Inwendige urethrasnede	250,—
	d) Cystoscopie :	
464.	1. Zonder urethrapeiling	40,—
465.	2. Met urethrapeiling	60,—
466.	e) Blaaspunctie	40,—

N ^o d'ordre.		Prix.
Organes génitaux :		
467.	a) Castration unilatérale	200,—
468.	b) Amputation partielle de la verge	200,—
8. <i>Oto-rhino-laryngologie.</i>		
Naso-pharynx et pharynx :		
500.	a) Hémostase	30,—
501.	b) Suture du voile du palais	100,—
502.	c) Réparation du palais osseux	300,—
Nez :		
503.	a) Hémostase par tamponnement	30,—
	b) Corps étranger des fosses nasales :	
504.	1. sans intervention sanglante	20,—
505.	2. avec intervention sanglante	50,—
506.	c) Cornéotomie	50,—
507.	d) Reséction d'une crête de la cloison nasale	50,—
508.	e) Incision d'un hématome suppuré de la cloison nasale	40,—
	f) Réduction de fracture nasale :	
509.	1. récente	50,—
510.	2. après coaptation vicieuse	250,—
	g) Réfection ou autoplastie de la pyramide nasale pour lésion :	
511.	récente	60,—
512.	ancienne	300,—
Sinus :		
513.	a) Ponction de sinus maxillaire	20,—
514.	b) Trépanation d'un sinus maxillaire ou frontal	200,—
515.	c) Trépanation d'un sinus sphénoïdal ou fronto-éthmoïdal	300,—
Oreilles :		
516.	a) Examen auditif y compris rapport	300,—
517.	b) Examen labyrinthique y compris rapport	50,—
	c) Extraction d'un corps étranger :	
518.	1. simple	20,—
	2. avec opération sanglante nécessitant le décollement du pavillon	100,—

Volgn ^{uer} .		Prijs.
	Geslachtsorganen :	
467.	a) Eenzijdige teelbaluitneming	200,—
468.	b) Gedeeltelijke afzetten van de wede	200,—

8. *Oto-rhino-laryngologic.*

500.	a) Bloedstelping	30,—
501.	b) Hechting van het week gehemelte	100,—
502.	c) Herstelling van het beenderig gehemelte	300,—

Neus :

503.	a) Bloedstelping met proppen	30,—
	b) Vreemde lichamen in de neusholte :	
504.	1. Bewerking zonder bloedstorting	20,—
505.	2. Bewerking met bloedstorting	50,—
506.	c) Neusschelpsede	50,—
507.	d) Resectie van kam van het neustussenschot	50,—
508.	e) Sede in etterig bloedgezwel van het neustussenschot	40,—
	f) Ineenzetten van neusbreuk :	
509.	1. Recent letsel	50,—
510.	2. Na gebrekkig samenvoegen	250,—
	g) Herstelling of autoplastie van de neuspyramide wegens letsel :	
511.	Recent letsel	60,—
512.	Oud letsel	300,—

Sinus :

513.	a) Punctie van kaakbeensinus	20,—
514.	b) Kaakbeensinus- of voorhoofdsinusboring	200,—
515.	c) Doorboring van wigbeen- of voorhoofdzeefbeensinus	300,—

Oren :

516.	a) Gehooronderzoek met verslag	300,—
517.	b) Labyrinthonderzoek met verslag	50,—
	c) Verwijdering van vreemde lichamen :	
518.	1. Eenvoudige	80,—
519.	2. Door bewerking met bloedstorting die het losmaken van de oorschelp vergt	100,—

N° d'ordre.	Prix.
520. d) Abscès profond du conduit auditif externe	50,—
521. e) Paracenthèse tympanique	50,—
522. f) Ablation osselets par voie naturelle	100,—
523. g) Trépanation mastoïde	300,—
h) Evidement pétro-mastôïdien :	
524. 1. simple	300,—
525. 2. avec ouverture cavité crânienne	500,—
Larynx et trachée-artère :	
a) Galvano cautérisation du larynx :	
526. Première séance	30,—
527. Deuxième séance	20,—
b) Tubage larynx :	
528. Première séance	50,—
529. Séances suivantes	30,—
530. c) Laryngotomie	400,—
531. d) Trachéotomie	150,—
532. e) Extraction corps étranger par bronchoscopie supérieure . . .	100,—
533. Extraction corps étranger par bronchoscopie inférieure y compris la trachéotomie	200,—
534. f) Dilatation laryngée pour sténose, par séance	20,—
Œsophage :	
535. a) Œsophagoscopie	50,—
b) Extraction corps étranger par :	
537. Œsophagotomie externe	300,—
536. Œsophagoscopie	120,—
538. c) Dilatation pour sténose, par séance	20,—
9. Examens de laboratoire.	
a) Urine :	
Recherche de l'albumine ou du sucre :	
600. Sans dosage	6,—
601. Avec dosage	15,—
602. Examen qualitatif, microscopique ou bactériologique	20,—

Volgn ^{mer} .		Prijs.
520.	d) Diep ettergezwel in buitenste gehoorgang	50,—
521.	c) Doorsteken van het trommelvlies	50,—
522.	f) Verwijdering van oorbeentjes langs natuurlijke weg	100,—
523.	g) Mastoïdebeenboring	300,—
	h) Uitschrappen van het mastoïde- en rotsbeen :	
524.	1. eenvoudige	300,—
525.	2. met opening van de schedelholte	500,—
	Strottenhoofd en luchtpijp :	
	a) Galvano cauterisatie van het strottenhoofd :	
526.	Eerste zitting	30,—
527.	Tweede zitting	20,—
	b) Tubage van het strottenhoofd :	
528.	Eerste zitting	50,—
529.	Volgende zittingen	30,—
530.	c) Strottenhoofdsnede	400,—
531.	d) Luchtpijpsnede	150,—
532.	e) Verwijdering van vreemde lichamen door onderzoek van het bovenste deel der luchtpijptakken	100,—
533.	Verwijdering van vreemde lichamen door onderzoek van het on- derste deel der luchtpijptakken met luchtpijpsnede	200,—
534.	f) Verbreding van het strottenhoofd voor stenose, per zitting	20,—
	Slokdam :	
535.	a) onderzoek van slokdarm	50,—
	b) Verwijdering van vreemde lichamen :	
537.	Door onderzoek van slokdarm	300,—
536.	Door uitwendige slokdarmsnede	120,—
538.	c) Uitzetten van slokdarm voor stenose, per zitting	20,—
	g. <i>Laboratoriumonderzoekingen.</i>	
	a) <i>Urine :</i>	
	Opzoeken van eiwit en suiker :	
600.	Zonder doseren	6,—
601.	Met doseren	15,—
602.	Kwalitatief, microscopisch en bacteriologisch onderzoek	20,—

N° d'ordre.		Prix.
b) <i>Selles</i> :		
603.	Recherches du sang	15,—
c) <i>Sécrétion, exsudate, pus</i> :		
604.	Examen direct simple	15,—
604 ^{bis} .	Recherche parasites	20,—
605.	Avec culture et identification	50,—
d) <i>Liquide céphalo-rachidien</i> :		
606.	Examen courant : Cytologie avec formule leucocytaire, dosage l'albumine, réaction de Bordet-Wassermann	50,—
e) <i>Sang</i> :		
650.	1. Examen hématologique courant (hémoglobine, globules) .	25,—
651.	2. Réaction de Bordet-Wassermann	15,—
652.	3. Réaction de Bordet-Wassermann et Kahn	20,—
653.	4. Hémoculture	30,—
653 ^{bis} .	Recherche parasites	20,—
654.	5. Dosage de l'urée sanguine	15,—
655.	6. Epreuve de Van Slyke	30,—
656.	7. Epreuve de la phenolsulfonephtaléine	20,—

Volgn ^{mer} .		Prijs.
	b) <i>Stoelgang</i> :	
603.	Opzoeken van bloed	15,—
	c) <i>Afscheidingen, exsudaten, etter</i> :	
604.	Eenvoudig rechtstreeks onderzoek	15,—
604 ^{bis} .	Opzoeken van parasieten	20,—
605.	Met kultuur en identificatie	50,—
	d) <i>Ruggemerg en schedelvocht</i> :	
606.	Gewoon onderzoek : Cytologie met leucocyttaire formule, hoeveelheid eiwitstof, Bordet-Wassermannreactie	50,—
	e) <i>Bloed</i> :	
650.	1. Gewoon bloedonderzoek (hemoglobine, bloedlichaampjes)	25,—
651.	2. Bordet-Wassermannreactie	15,—
652.	3. Bordet-Wassermann en Kahnreactie	20,—
653.	4. Bloedcultuur	30,—
653 ^{bis} .	Opzoeken parasieten	20,—
654.	5. Dosereren van urine in het bloed	15,—
655.	6. Van Slijkeproef	30,—
656.	7. Phenosulfophtaleïneproef	20,—

TARIF B.

FRAIS PHARMACEUTIQUES.

	Accidents de Travail.	Maladies professionnelles.
1 ^o Lésions ou maladies donnant lieu à un traitement de moins de 15 jours.	200,—	300,—
2 ^o Lésions ou maladies donnant lieu à un traitement de 15 à 30 jours. . .	400,—	600,—
3 ^o Lésions ou maladies donnant lieu à un traitement de 31 à 60 jours	700,—	1.000,—
4 ^o Lésions ou maladies donnant lieu à un traitement de 61 à 90 jours	1.000,—	1.500,—
5 ^o Lésions ou maladies donnant lieu à un traitement de 91 jours à six mois. .	1.800,—	2.400,—
Pour les lésions ou maladies donnant lieu à un traitement d'une durée supérieure à 6 mois, il sera alloué par période complémentaire de un mois. .	300,—	400,—
6 ^o Lésions ou maladies ayant occasionné la mort avant l'expiration des six mois	1.800,—	2.400,—

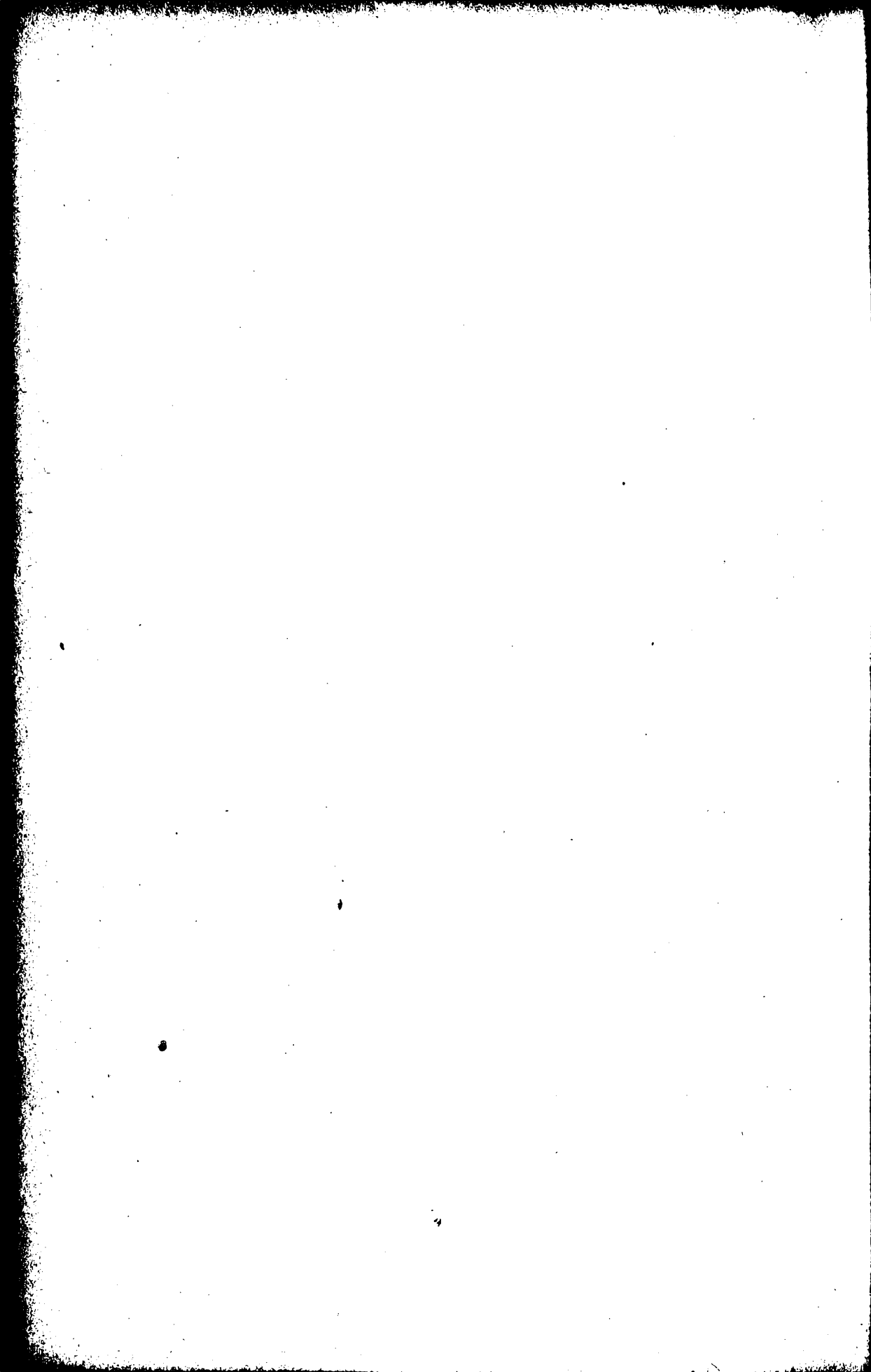
Approuvé pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 mars 1948.

TARIEF B.

PHARMACEUTISCHE KOSTEN.

	Arbeidsongevallen.	Beroepsziekten.
1 ^o Kwetsuren of ziekten die een behandeling van minder dan 15 dagen vereisen	200,—	300,—
2 ^o Kwetsuren of ziekten die een behandeling van 15 tot 30 dagen vereisen.	400,—	600,—
3 ^o Kwetsuren of ziekten die een behandeling van 31 tot 60 dagen vereisen.	700,—	1.000,—
4 ^o Kwetsuren of ziekten die een behandeling van 61 tot 90 dagen vereisen.	1.000,—	1.500,—
5 ^o Kwetsuren of ziekten die een behandeling van 91 dagen tot zes maanden vereisen	1.800,—	2.400,—
Voor de kwetsuren of ziekten die een behandeling van meer dan zes maanden vereisen, wordt een som van . . verleend telkens er een maand bijkomt.	300,—	400,—
6 ^o Kwetsuren of ziekte met dodelijke afloop vóór het verstrijken van de zes maanden	1.800,—	2.400,—

Gezien en Goedgekeurd om bij het ministerieel besluit van 2 Maart 1948 worden gevoegd.



Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
Accord sur les transports aériens entre le Portugal et la Belgique . . .	137
2 mars 1948. — D. — Taxes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de commerce des trafiquants ambulants, prévus à l'article premier du décret du 13 août 1937. — Augmentation. .	150
2 mars 1948. — D. — Montant de la taxe prévue à l'article 2 du décret du 9 décembre 1925. — Modification	151
2 mars 1948. — D. — Prix des licences prévues à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942. — Modifications.	152
2 mars 1948. — D. — Taxe par permis de récolte, et transfert de permis, prévus à l'article 4 du décret du 22 mars 1910. — Augmentation.	153
4 mars 1948. — A. R. — Octroi de la personnalité civile à l'association « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo »	154
4 mars 1948. — A. R. — Statut des agents de l'Administration coloniale. — Réversion des traitements du régime précédent. . .	156

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
Akkoord tussen België en Portugal betreffende het luchtvervoer . . .	137
2 Maart 1948. — D. — Taksen geïnd ter gelegenheid van de afleveringen der handelsvergunningen van de leurhandelaars, vastgesteld bij artikel één van het decreet van 13 Augustus 1937. — Verhogingen	150
2 Maart 1948. — D. — Bedrag van de taks vastgesteld bij artikel 2 van het decreet van 9 December 1925. Wijziging.	151
2 Maart 1948. — D. — Prijzen der vergunningen, vastgesteld in artikel 8 van de ordonnantie-wet van 26 December 1942. — Wijzigingen. .	152
2 Maart 1948. — D. — Taks per oogstverlof en per overdracht van verlof, vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910. — Verhoging.	153
4 Maart 1948. — B. R. — Verlening van burgerlijke persoonlijkheid aan de vereniging « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo » . . .	154
4 Maart 1948. — B. R. — Statuut der beambten van het Koloniaal bestuur. — Omzetting van de wetten van het voorgaand stelsel. .	156

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
4 mars 1948. — A. R. — Distinction honorifique. — Retrait.	188	4 Maart 1948. — B. R. — Eervolle Onderscheiding. — Ontneming. . .	188
4 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société de Linea-Idjwi ». — Statuts. — Modifications	188	4 Maart 1948. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société de Linea-Idjwi ». — Statuten. — Wijzigingen	188
8 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuts. — Modifications	188	8 Maart 1948. — B. R. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuten. — Wijzigingen. . .	188
8 mars 1948. — D. — Décret du 6 avril 1926, déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage, destiné aux bateaux à vapeur. — Abrogation.	189	8 Maart 1948. — D. — Decreet van 6 April 1926, tot bepaling van de bijzondere maat te gebruiken bij het vervoer van voor stoomschepen bestemd brandhout. — Afschaffing	189
16 mars 1948. — A. M. — Tarif des droits d'entrée : modification de la rubrique 85A (produits chimiques spécialement dénommés) . . .	191	16 Maart 1948. — B. M. — Tarief der invoerrechten : wijzigingen der rubriek 85A (scheikundige voortbrengselen afzonderlijk vermeld.) .	191
17 mars 1948. — A. R. — Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commission. — Nomination	191	17 Maart 1948. — B. R. — Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoëning.	191
17 mars 1948. — A. R. — Donation d'un capital de 40.000 francs en faveur du Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Conditions	192	17 Maart 1948. — B. R. — Schenking van 40.000 frank ten voordele van Gouvernement van Ruanda-Urundi. — Voorwaarden	192
18 mars 1948. — A. M. — Régie de distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Distribution d'eau et d'électricité à Luluabourg. — Etudes travaux et exploitation . . .	194	18 Maart 1948. — B. M. — « Régie de distribution d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi ». — Water- en electriciteitsleidingen te Luluaburg. — Studiën, werken en uitbating. .	194
7 avril 1948. — A. M. — Statut des Agents de l'Administration d'Afrique. — Mesures d'exécution. . . .	196	7 April 1948. — B. M. — Statuut van de Beambten van het Bestuur in Afrika. — Uitvoeringsmaatregelen. . .	196
Complément	242	Bijvoegsel	242

**Accord sur les transports aériens entre
le Portugal et la Belgique.**

Le Gouvernement Portugais et le Gouvernement Belge, considérant :

que les possibilités de l'aviation commerciale, en tant que moyen de transport, se sont considérablement accrues ;

qu'il convient d'organiser, d'une manière sûre et ordonnée, les services aériens internationaux réguliers et de poursuivre, dans la plus large mesure possible, le développement de la coopération internationale dans ce domaine, et

qu'il y a lieu de conclure un accord destiné à établir des communications aériennes régulières entre et à travers les territoires portugais et belge,

ont désigné, à cette fin, des représentants, lesquels, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Les Parties Contractantes se reconnaissent réciproquement les droits spécifiés à l'Annexe ci-jointe, en vue d'établir les services internationaux désignés dans la même Annexe. Ces services peuvent être inaugurés immédiatement ou à une date ultérieure, au choix des Parties Contractantes auxquelles ces droits sont reconnus.

ART. II.

a) L'exploitation de n'importe lequel des services aériens mentionnés à l'Annexe peut être inaugurée aussitôt que la Partie Contractante, à laquelle les droits spécifiés à la dite Annexe ont été accordés, aura désigné l'entreprise ou les entreprises de transport aérien à laquelle ou auxquelles sont affectées les lignes respectives.

**Akkoord tusschen België en Portugal
betreffende het luchtvervoer.**

De Portugeesche Regeering en de Belgische Regeering, overwegende :

dat de mogelijkheden van de handelsluchtvaart, als vervoermiddel, aanzienlijk vermeerderd zijn ;

dat het wenschelijk is de regelmatige internationale luchtvaartdiensten op een zekere en geordende wijze in te richten, en zooveel mogelijk de uitbreiding van de internationale samenwerking op dit gebied na te streven, en

dat een akkoord dient gesloten met het doel regelmatige luchtvaartdiensten tusschen en doorheen de Portugeesche en Belgische grondgebieden op te richten,

hebben te dien einde, behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers aangesteld, die omtrent de navolgende bepalingen overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

De Verdragsluitende Partijen kennen aan elkaar de rechten toe, die in de hierbijgevoegde Bijlage omschreven zijn, met het oog op het oprichten van de in dezelfde Bijlage vermelde internationale diensten. Deze diensten kunnen onmiddellijk of op een lateren datum ingesteld worden, naar keuze van de Verdragsluitende Partijen waaraan deze rechten worden toegekend.

ART. II.

a) De exploitatie van om het even welken der in de Bijlage vermelde luchtvaartdiensten mag ingezet worden zoodra de Verdragsluitende Partij, aan wie de in gezegde Bijlage omschreven rechten verleend werden, de onderneming of de ondernemingen voor luchtvervoer zal aangewezen hebben die de respectieve luchtroutes zullen exploiteeren.

b) Avant d'être autorisées à inaugurer les services prévus dans cet accord, l'entreprise ou les entreprises ainsi désignées par l'une des Parties Contractantes, peuvent être obligées de fournir aux Autorités aéronautiques compétentes de l'autre Partie Contractante, dans les termes des lois et règlements en vigueur sur le territoire de celle-ci, les justifications relatives tant à leur qualification qu'à leur exploitation commerciale.

ART. III.

a) Chacune des Parties Contractantes convient que les charges imposées pour l'utilisation des aéroports et autres facilités à l'entreprise ou aux entreprises de l'autre Partie Contractante, ne seront pas supérieures à celles payées pour l'utilisation des mêmes aéroports et facilités par leurs aéronefs nationaux employés en services internationaux similaires.

b) Les carburants, les huiles lubrifiantes et les pièces de rechange introduits à bord de l'aéronef sur le territoire d'une des Parties Contractantes par une entreprise de transport aérien (ou pour compte de cette dernière) désignée par l'autre Partie Contractante et destinés uniquement à l'usage des appareils de cette entreprise, bénéficieront du traitement donné au pavillon national ou à la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits de douane, les frais d'inspection ou les autres droits et taxes nationaux.

c) Les aéronefs utilisés par l'entreprise ou les entreprises désignées par une des Parties Contractantes pour les lignes aériennes faisant l'objet du présent Accord, ainsi que les carburants, les huiles lubrifiantes, les pièces de rechange, l'équipement normal et les provisions de bord, pris à bord des mêmes aéronefs, seront, depuis l'entrée jusqu'à la sortie du territoire de l'autre Partie Contractante, exempts de droits de douane, de frais

b) Alvorens ertoe gemachtigd te worden de in dit Akkoord voorziene diensten in te stellen, kunnen de aldus door één der Verdragsluitende Partijen aangewezen onderneming of ondernemingen er toe verplicht worden aan de bevoegde Luchtvaartoverheden der andere Verdragsluitende Partij, overeenkomstig de wetten en reglementen die op het grondgebied van deze laatste van kracht zijn, de noodige bewijzen te leveren zoowel betreffende hun geschiktheid als betreffende hun handelsbedrijf.

ART. III.

a) Elk der Verdragsluitende Partijen komt overeen dat de lasten die aan de onderneming of ondernemingen der andere Verdragsluitende Partij worden opgelegd voor het gebruik van de vlieghavens en andere faciliteiten, niet hooger zullen zijn dan diegene welke betaald worden voor het gebruik van dezelfde vlieghavens en faciliteiten door hun nationale luchtschepen gebruikt voor soortgelijke internationale luchtvaardiensten.

b) De brandstoffen, smeeroliën en vervangstukken aan boord van het luchtschip genomen, op het grondgebied van één der Verdragsluitende Partijen, door een onderneming voor luchtvervoer aangewezen door de andere Verdragsluitende Partij (of voor rekening van een dergelijke onderneming) en uitsluitend bestemd voor gebruik door de vliegtuigen van deze onderneming, zullen dezelfde behandeling genieten als degene welke gelden voor de nationale ondernemingen of voor de meest-tegunstige natie wat betreft de tolrechten, inspectiekosten of andere nationale rechten en belastingen.

c) De luchtschepen gebruikt door de onderneming of de ondernemingen aangewezen door een der Verdragsluitende Partijen voor de luchttroutes die het voorwerp uitmaken van dit Akkoord, alsook de brandstoffen, de smeeroliën, de vervangstukken, de normale uitrusting en de boordvoorraad, aan boord van deze luchtschepen genomen, zullen, van het binnenkomen in, tot bij het verlaten van het grondgebied der andere Verdragslui-

d'inspection et autres droits ou charges similaires, encore que les dites provisions soient utilisées ou transportées par ces aéronefs au cours de vols effectués au-dessus du dit territoire.

ART. IV.

Les certificats de navigabilité, les diplômes ou brevets d'aptitude et les licences délivrés ou validés par une des Parties Contractantes seront reconnus par l'autre pour l'exploitation des lignes et services spécifiés à l'Annexe. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître, pour le survol de son propre territoire, les diplômes et brevets d'aptitude et les licences délivrés à ses nationaux par un autre Etat.

ART. V.

a) Les lois et règlements d'une Partie Contractante relatifs à l'entrée ou à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation aérienne internationale ou relatifs à l'exploitation et à la navigation des dits aéronefs, dans les limites du même territoire, seront applicables aux aéronefs de l'entreprise ou des entreprises de l'autre Partie Contractante.

b) Les passagers, l'équipage et les expéditeurs de marchandises devront se soumettre, soit personnellement, soit par leurs représentants, aux lois et règlements en vigueur dans le territoire de chaque Partie Contractante, relatifs à l'entrée, au séjour et à la sortie des passagers, équipages et marchandises, ainsi qu'à ceux applicables aux formalités d'entrée, de sortie, d'immigration, de passeports, de douane et de quarantaine.

tende Partij, vrijgesteld zijn van tolrechten, inspectiekosten en andere soortgelijke rechten of lasten, zelfs ingeval gezegde voorraden door deze luchtschepen bij het overvliegen van gezegd grondgebied gebruikt of vervoerd worden.

ART. IV.

De getuigschriften van vliegwaardigheid, de diploma's of brevetten van geschiktheid en de vergunningen die afgeleverd of geldig verklaard werden door een der Verdragsluitende Partijen, zullen door de andere Verdragsluitende Partij erkend worden met het oog op de exploitatie der in de Bijlage vermelde routes en diensten. Elke Verdragsluitende Partij behoudt zich nochtans het recht voor, de diploma's en brevetten van geschiktheid en de vergunningen door een anderen Staat aan zijn onderhoorigen toegekend, niet als geldig te erkennen voor het verkeer boven haar eigen grondgebied.

ART. V.

a) De wetten en reglementen van een Verdragsluitende Partij betreffende den toegang tot en het verlaten van haar grondgebied door de voor de internationale luchtvaart gebruikte luchtschepen, of betreffende de exploitatie en de vaart van gezegde luchtschepen binnen de grenzen van hetzelfde grondgebied, zullen toegepast worden op de luchtschepen van de onderneming of ondernemingen der andere Verdragsluitende Partij.

b) De passagiers, de bemanning en de expeditoren van goederen zullen zich, hetzij persoonlijk, hetzij langs hun tegenwoordigers om, moeten onderwerpen aan de wetten en reglementen die op het grondgebied van elke Verdragsluitende Partij van kracht zijn inzake de toelating, het verblijf en het vertrek van passagiers, bemanningen en ladingen, alsmede aan deze welke betrekking hebben op de formaliteiten inzake toegang, uitgang, inwijking, paspoorten, douane en quarantaine.

ART. VI.

Chaque Partie Contractante se réserve le droit de refuser ou de révoquer une autorisation d'exploitation donnée à une entreprise désignée par l'autre Partie Contractante, lorsqu'elle n'a pas la preuve qu'une part importante de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise se trouvent entre les mains de nationaux de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, ou lorsque cette entreprise ne se conforme pas aux lois et règlements prévus à l'article précédent ou ne remplit pas les obligations résultant du présent Accord.

ART. VII.

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe, il faut entendre par « territoire » la terre et les eaux territoriales adjacentes sur lesquelles l'une ou l'autre des Parties Contractantes exerce sa souveraineté, sa suzeraineté, son protectorat, un mandat ou une tutelle.

ART. VIII.

a) Les Parties Contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation et à l'application du présent Accord et de son Annexe, qui ne serait pas résolu par négociations directes.

b) Ces différends devront être soumis au Conseil de l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile, créée par la Convention de l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago, le 7 décembre 1944, ou, si la dite Convention n'était pas encore en vigueur pour l'une ou l'autre des Parties Contractantes, au Conseil Provisoire créé par l'Accord Provisoire sur l'Aviation Civile Internationale, signé à Chicago à la même date.

ART. VI.

Elke Verdragsluitende Partij behoudt zich het recht voor, een exploitatie-vergunning toegekend aan een door de andere Verdragsluitende Partij aangewezen onderneming te weigeren of in te trekken, wanneer zij het bewijs niet heeft dat een belangrijk deel van het eigendom en de werkelijke controle van deze onderneming zich in handen van onderhoorigen van de eene of van de andere der Verdragsluitende Partijen bevinden of wanneer deze onderneming zich niet naar de in vorig artikel voorziene wetten en reglementen schikt of zij de verplichtingen voortvloeiend uit dit akkoord niet nakomt.

ART. VII.

Voor de toepassing van dit Akkoord en van zijn Bijlage, dient door het woord « grondgebied » verstaan het landgebied en de aangrenzende territoriale wateren, waarover de eene of de andere der Verdragsluitende Partijen haar souvereiniteit, haar suzeriniteit, haar bescherming, een mandaat of een trusteeship uitoefent.

ART. VIII.

a) De Verdragsluitende Partijen komen overeen elk geschil betreffende de interpretatie en de toepassing van dit Akkoord en zijn Bijlage, dat niet door rechtstreekse onderhandelingen kon beslecht worden, aan arbitrage te onderwerpen.

b) Deze geschillen dienen onderworpen te worden aan den Raad van de Internationale Organisatie der Burgerlijke Luchtvaart, opgericht door de Overeenkomst betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, op 7 December 1944 te Chicago ondertekend, of, indien gezegde overeenkomst voor de eene of andere der Verdragsluitende Partijen nog niet van kracht is, aan den Tijdelijken Raad, opgericht krachtens het Voorlopig Akkoord betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, op denzelfden datum te Chicago ondertekend.

c) Toutefois, les Parties Contractantes peuvent, de commun accord, résoudre la question en la soumettant soit à un tribunal arbitral, soit à une autre autorité ou organisme désigné par elles.

d) Les Parties Contractantes s'obligent à se conformer à la décision rendue.

ART. IX.

Le présent Accord se substitue à tous les autres arrangements luso-belges antérieurs relatifs à des transports aériens.

ART. X.

Le présent Accord et tous les contrats y relatifs seront enregistrés à l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile internationale, instituée par l'Accord Provisoire de l'Aviation Civile Internationale signé à Chicago, le 7 décembre 1944.

ART. XI.

a) Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

b) Les autorités aéronautiques compétentes des deux Parties Contractantes, dans un esprit d'étroite collaboration, se consulteront de temps à autre afin de s'assurer que les principes définis à l'Accord et dans son Annexe sont appliqués et que leur exécution est satisfaisante.

c) Si les deux Parties Contractantes ratifiaient une convention aérienne multilatérale ou y adhéraient, le présent Accord ou son Annexe devraient être modifiés de façon à se conformer aux dispositions de la dite convention au moment où elle entre en vigueur pour les deux Parties Contractantes.

c) De Verdragsluitende Partijen kunnen echter in gemeen overleg, het vraagstuk oplossen door hetzelfde te onderwerpen, hetzij aan een scheidsgerecht, hetzij aan een andere overheid of organisme door hen aangewezen.

d) De verdragsluitende Partijen verbinden er zich toe zich naar de uitspraak te gedragen.

ART. IX.

Deze Overeenkomst vervangt alle andere schikkingen. betreffende het luchtvervoer die tusschen België en Portugal vroeger getroffen werden.

ART. X.

Het onderhavig Akkoord en alle contracten die er betrekking op hebben zullen worden geregistreerd bij de Voorlopige Organisatie der Internationale Burgerlijke Luchtvaart, opgericht krachtens het Voorloepig Akkoord betreffende de Internationale Burgerlijke Luchtvaart, op 7 December 1944 te Chicago ondertekend.

ART. XI.

a) Het onderhavig Akkoord zal in werking treden op den datum van zijn ondertekening.

b) De bevoegde luchtvaartovereenheden der beide Verdragsluitende Partijen zullen af en toe, in een geest van nauwe samenwerking, met elkaar overleg plegen ten einde er zich van te vergewissen dat de principes die in het Akkoord en in zijn Bijlage omschreven zijn, toegepast en op bevredigende wijze uitgevoerd worden.

c) Ingeval de beide Verdragsluitende Partijen een veelzijdige luchtvaartovereenkomst zouden bekrachtigen of daartoe zouden toetreden, dan zou dit Akkoord of zijn Bijlage derwijze moeten gewijzigd worden, dat zij in overeenstemming zijn met de bepalingen van gezegde overeenkomst op het ogenblik dat zij voor beide Verdragsluitende Partijen in werking treedt.

d) Dans le cas où l'une ou l'autre des Parties Contractantes désirerait modifier les termes de l'Annexe au présent Accord, elle le notifiera à l'autre Partie et les Autorités aéronautiques des deux Parties commenceront les négociations dans les soixante jours à compter de la date proposée. Toute modification à l'Annexe arrêtée entre les dites Autorités entrera en vigueur dès qu'elle aura été confirmée par un échange de notes diplomatiques.

e) Une des Parties Contractantes peut, à tout moment, notifier à l'autre son désir de mettre fin au présent Accord. La notification sera simultanément communiquée à l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile Internationale ou à l'organisme appelé à lui succéder. La notification faite, le présent Accord prendra fin douze mois après sa réception par l'autre Partie Contractante, sauf si elle était retirée, de commun accord, avant l'expiration de ce délai. Si la réception de la notification n'était pas accusée par la Partie Contractante à laquelle elle est adressée, elle sera tenue pour reçue quatorze jours après sa réception par l'Organisation Provisoire de l'Aviation Civile Internationale ou par l'organisme appelé à lui succéder.

Fait à Lisbonne, le vingt-deux octobre mil neuf cent quarante-six, en double exemplaire, dans les langues française et portugaise, l'une et l'autre faisant également foi.

Pour le Gouvernement Portugais :

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Pour le Gouvernement Belge :

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

d) Ingeval een der beide Verdragssluitende Partijen de bepalingen van de Bijlage van dit Akkoord zou wenschen te wijzigen, dient zij de andere Partij daarvan kennis te geven en de Luchtvaartoverheden der beide Partijen zullen tot de onderhandelingen overgaan binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van den voorgestelden datum. Elke wijziging aan de Bijlage, waarover gezegde Overheden zullen overeengekomen zijn, zal in werking treden zoodra zij door een uitwisseling van diplomatieke nota's zal bekrachtigd zijn.

e) Een der Verdragssluitende Partijen kan op elk oogenblik, aan de andere kennis geven van haar wensch aan dit Akkoord een einde te stellen. De kennisgeving zal terzelfder tijd moeten gericht worden aan de Voorloopige Organisatie van de Internationale Burgerlijke Luchtvaart of aan het organisme dat haar zal opvolgen. Eens dat de kennisgeving gedaan is, zal dit Akkoord een einde nemen twaalf maanden nadat de andere Verdragssluitende Partij ze ontvangen heeft, tenzij gezegde kennisgeving vóór het verstrijken van deze periode eenstemmig zou ingetrokken worden. Ingeval de Verdragssluitende Partij, waaraan de kennisgeving gericht is, er de ontvangst niet van meldt, zal de kennisgeving beschouwd worden als zijnde ontvangen veertien dagen na haar ontvangst door de Voorloopige Organisatie van de Internationale Burgerlijke Luchtvaart of door het organisme dat haar dan zou opgevolgd hebben.

Gedaan te Lissabon, den twee en twintigsten October negentienhonderd zes en veertig, in duplo, in het Fransch en in het Portugeesch, zijnde beide teksten gelijkelijk rechtsgeldig.

Voor de Portugeesche Regeering :

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Voor de Belgische Regeering :

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

ANNEXE.

I.

Le Gouvernement Portugais accorde au Gouvernement Belge le droit d'assurer, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entreprises belges de transport aérien désignées par ce dernier Gouvernement, des services aériens sur les lignes (mentionnées au tableau I ci-annexé) qui traversent ou desservent les territoires portugais.

II.

Le Gouvernement Belge accorde au Gouvernement Portugais le droit d'assurer, par l'intermédiaire d'une ou plusieurs entreprises portugaises de transport aérien désignées par ce dernier Gouvernement, des services aériens sur les lignes (mentionnées au tableau II ci-annexé) qui traversent ou desservent le territoire belge.

III.

a) L'entreprise ou les entreprises de transport aérien désignées par chacune des Parties Contractantes dans les conditions fixées à l'Accord jouiront, dans le territoire de l'autre Partie Contractante, du droit de transit et du droit d'atterrissage pour des fins non commerciales sur les routes et aux points énumérés dans la partie A) du tableau I et du tableau II.

b) Aux fins d'assurer une coopération plus étroite entre les Parties Contractantes, de satisfaire aux nécessités du public en matière de transport aérien et d'exploiter les services prévus, de manière économique et ordonnée, l'entreprise ou les entreprises désignées par chacune des Parties Contractantes pourront, sur les routes et aux points énumérés dans les parties B) et C) du tableau I et du tableau II, bénéficier, en outre des droits concédés par l'alinéa a) de la présente Section, de la faculté d'embarquer et de débarquer du trafic inter-

BIJLAGE.

I.

De Portugeesche Regeering verleent aan de Belgische Regeering het recht, door bemiddeling van een of meer door deze laatste aangewezen Belgische ondernemingen voor luchtvervoer, luchtvaartdiensten te exploiteeren op de in bijgaande tabel II vermelde lijnen, die de Portugeesche grondgebieden doorkruisen of bedienen.

II.

De Belgische Regeering verleent aan de Portugeesche Regeering het recht, door bemiddeling van een of meer door deze laatste aangewezen Portugeesche ondernemingen voor luchtvervoer, luchtvaartdiensten te exploiteeren op de in bijgaande tabel II vermelde lijnen, die het Belgisch grondgebied doorkruisen of bedienen.

III.

a) De onderneming of de ondernemingen voor luchtvervoer door ieder van de Verdragsluitende Partijen aangewezen in de voorwaarden bepaald in het Akkoord zullen op het grondgebied der andere Verdragsluitende Partij, het recht van transitu genieten zoodra het recht van landing om niet-commercieele redenen, op de routes en plaatsen, vermeld in deel A) van tabel I en van tabel II.

b) Ten einde een nauwere samenwerking tusschen de Verdragsluitende partijen te verwezenlijken, in de behoeften van het publiek inzake luchtvervoer te voorzien en de voorziene diensten op een economische en geordende wijze te exploiteeren, zullen de onderneming of ondernemingen die door ieder der Verdragsluitende Partijen werden aangewezen, op de routes en plaatsen vermeld in deelen B) en C) van tabel I en van tabel II, buiten de rechten toegekend door lid a) van deze Sectie, het recht hebben in internationaal verkeer passagiers, mail en goe-

national — passagers, courrier et charge — sur tous les aéroports affectés au trafic international, dans les conditions suivantes :

Les Autorités aéronautiques compétentes de chacune des Parties Contractantes se consulteront de temps à autre ou à la demande de l'une d'elle, pour déterminer les proportions respectives dans lesquelles ces services peuvent exploiter le trafic international. Cette proportion sera évaluée et ajustée en fonction de la demande de trafic aux points considérés, compte tenu des services aériens exploités par chaque Partie Contractante sur la ligne en question ou sur des lignes parallèles.

La capacité totale offerte aux services en question devra être déterminée par les Autorités aéronautiques de chacun des pays, à l'occasion des dites consultations et dans la forme prévue par la Section IV ci-dessous.

IV.

Les Parties Contractantes conviennent que :

a) Les capacités de transport offertes par les entreprises des deux pays devront être adaptées à la demande du trafic.

b) Les entreprises des deux pays devront prendre en considération, sur les parcours communs, leurs intérêts mutuels afin de ne pas affecter indûment leurs services respectifs.

c) Les services prévus aux tableaux ci-annexés auront pour objet essentiel d'offrir une capacité correspondant à la demande de trafic entre le pays auquel appartient l'entreprise et le pays auquel est destiné le trafic.

deren op elke voor internationaal verkeer geopende vlieghaven te ontschepen of aan boord te nemen, onder de volgende voorwaarden :

De bevoegde luchtvaartoverheden van elk der Verdragsluitende Partijen zullen met elkaar nu en dan, of ook op verzoek van een van hen, overleg plegen om de respectieve verhoudingen te bepalen waarin deze diensten het internationaal vervoer mogen exploiteeren. Deze verhouding zal geschat en aangepast worden naar gelang van de vraag naar vervoergelegenheid op de bedoelde plaatsen, daarbij rekening houdend met de luchtvaardienssten welke door elk der Verdragsluitende Partijen worden geëxploiteerd op de lijn in kwestie of op parallel loopende lijnen.

De totale vervoercapaciteit aan de betrokken diensten geboden, zal door de Luchtvaartoverheden van elk der landen moeten vastgesteld worden ter gelegenheid van gezegde raadplegingen en in den vorm voorzien door onderstaande Sectie IV.

IV.

De Verdragsluitende landen zijn het eens aangaande wat volgt :

a) De vervoercapaciteiten die door de ondernemingen van beide landen geboden worden, zullen moeten aangepast zijn aan de vraag naar vervoergelegenheid.

b) De ondernemingen der beide landen zullen op de gemeenschappelijke routes hun wederzijdsche belangen in acht moeten nemen ten einde hun respectieve diensten niet te benadeelen.

c) De in de bijgaande tabellen voorzien diensten zullen als voornamste doel hebben een vervoercapaciteit te bieden die in verhouding is met de vraag naar vervoergelegenheid tusschen het land waartoe de onderneming behoort en het land voor hetwelk het vervoer bestemd is.

d) Le droit d'embarquer et de débarquer aux points et sur les lignes spécifiées du trafic international à destination ou en provenance de pays tiers, sera exercé conformément aux principes généraux de développement du transport aérien acceptés par les deux Gouvernements et de façon que la capacité soit adaptée :

1° à la demande du trafic entre le pays d'origine et les pays de destination ;

2° aux exigences d'une exploitation économique des services considérés ;

3° à la demande de trafic existant dans les régions traversées, tenant compte des services locaux et régionaux.

V.

En ce qui concerne l'application de l'article IV ci-dessus, le Gouvernement Belge reconnaît la nature toute spéciale des services aériens entre le Portugal et le Brésil qui seront considérés comme ayant le même caractère que les services mentionnés au 3° de l'alinéa d) de l'article en question, *in fine*.

VI.

Le Gouvernement Belge s'engage à ce que tous les aéronefs des lignes mentionnées au tableau I de l'Annexe au présent Accord, qui survolent le territoire continental portugais, fassent escale à Lisbonne, sauf dérogation à ce principe obtenu préalablement du Gouvernement Portugais dans des cas spéciaux.

VII.

Les tarifs seront fixés à des taux raisonnables, tenant particulièrement compte de l'économie d'exploitation, du bénéfice normal et des caractéristiques présentées par chaque service tels que vitesse et confort.

d) Het recht om internationaal vervoer met bestemming naar of afkomstig uit een derde land, op de opgegeven plaatsen en routes aan boord te nemen of te onschepen, zal uitgeoefend worden overeenkomstig de door beide Regeering aangenomen algemeene beginselen inzake uitbreiding van het luchtvervoer, en derwijze dat de vervoercapaciteit zal aangepast zijn :

1° aan de vraag naar vervoergelegenheid tusschen het land van oorsprong en de landen van bestemming ;

2° aan de eischen van een economische exploitatie der bewuste diensten ;

3° aan de vraag naar vervoer gelegenheid, bestaande in de doorreisde gebieden, met inachtneming van de plaatselijke en gewestelijke diensten.

V.

Wat de toepassing van bovenstaand artikel IV betreft, erkent de Belgische Regeering den heel specialen aard der luchtvaartdiensten tusschen Portugal en Brazilië, die zullen beschouwd worden als zijnde van denzelfden aard als de diensten vermeld onder 3° van lid d) van bedoeld artikel *in fine*.

VI.

De Belgische Regeering verbindt zich alle luchtschepen der lijnen, vermeld in tabel I van de Bijlage bij dit Akkoord, die het Portugeesche continentaal grondgebied overvliegen, te Lissabon te laten landen, behoudens afwijking van dit principe, vooraf door de Portugeesche Regeering in bijzondere gevallen toegestaan.

VII.

De tarieven zullen op een redelijk peil vastgesteld worden ; er zal in het bijzonder rekening worden gehouden met de economie van de exploitatie, met de normale winst en met de karakteristieken van elken dienst, zooals snelheid en confort.

Les recommandations de l'Association Internationale de Transports Aériens seront prises en considération pour la fixation de ces tarifs.

En l'absence de recommandations de la dite Association, les entreprises portugaises et belges s'entendront sur les tarifs pour passagers et marchandises à appliquer sur les tronçons communs de leurs lignes, après consultation, s'il y a lieu, des entreprises de transport aérien de pays tiers qui exploitent les mêmes parcours, en tout ou en partie.

Ces accords seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays.

Au cas où les entreprises ne pourraient se mettre d'accord sur les tarifs à fixer, les Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays s'efforceront d'arriver à une solution satisfaisante.

En dernier ressort, il sera recouru à l'arbitrage prévu par l'article VIII de l'Accord.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Addenda relatif aux lignes à régime particulier intéressant les deux Pays.

a) Les Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays s'entendront sur la capacité de transport qui devra, dès le début, être utilisée sur les lignes à régime particulier figurant au tableau I, paragraphe C, et au tableau II, paragraphe C.

Cette capacité sera ajustée de temps à autre à la demande de trafic par entente directe entre les entreprises intéressées.

De aanbevelingen van de Internationale Vereeniging voor Luchtvervoer zullen voor de vaststelling dezer tarieven in aanmerking genomen worden.

Bij ontstentenis van aanbevelingen van gezegde Vereeniging, zullen de Belgische en de Portugeesche Ondernemingen overeenkomen omtrent de tarieven voor passagiers en goederen, toe te passen op de gemeenschappelijke gedeelten van hun lijnen, na desnoods overleg gepleegd te hebben met de ondernemingen van luchtvervoer van derde landen die dezelfde routes geheel of gedeeltelijk exploiteeren.

Deze akkoorden zullen aan de bevoegde Luchtvaartoverheden van beide landen ter goedkeuring onderworpen worden.

Ingeval de ondernemingen niet zouden kunnen overeenkomen omtrent de vast te stellen tarieven, zullen de bevoegde Luchtvaartoverheden der beide landen trachten een bevredigende oplossing te bereiken.

In laatste instantie zal men zijn toevlucht nemen tot de arbitrage voorzien bij artikel VIII van het Akkoord.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Addenda betreffende de lijnen met bijzonder regime die beide Landen interesseeren.

a) De bevoegde Luchtvaartoverheden van beide landen zullen met elkander overleg plegen omtrent de vervoercapaciteit die van het begin af zal moeten gebruikt worden op de lijnen met bijzonder regime die op tabel I, lid C, en op tabel II, lid C, voorkomen.

Deze capaciteit zal van tijd tot tijd aan de vraag naar vervoergelegenheid aangepast worden door rechtstreeksche overleg tusschen de belanghebbende ondernemingen.

Ces entreprises pourront également procéder à des ajustements, de durée limitée, des capacités en question, afin de faire face aux nécessités imprévues ou à une demande exceptionnelle de trafic. Elles communiqueront ces ajustements sans retard aux Autorités Aéronautiques compétentes de leurs pays respectifs, qui pourront se consulter si elles le jugent opportun.

b) Cette capacité sera divisée en parts égales entre les entreprises portugaises et belges qui exploitent les mêmes lignes.

c) Dans le cas où les Autorités Aéronautiques compétentes de l'un des deux pays ne désireraient pas utiliser, sur une ou plusieurs lignes, soit une partie, soit la totalité de la capacité de transport qui leur a été attribuée, elles s'entendront avec les Autorités Aéronautiques de l'autre pays pour transférer à celles-ci pour un temps déterminé, totalité ou partie de la capacité de transport à laquelle elles ont droit dans la limite de la capacité totale prévue.

Les Autorités qui ont transféré totalité ou partie de leurs droits pourront les réacquérir à tout moment.

d) Les entreprises de transport aérien désignées par les deux pays qui exploitent des services sur les mêmes lignes mentionnées à l'alinéa a) s'entendront sur les conditions dans lesquelles les dits services seront exploités.

Cet Accord, tenant compte des capacités à utiliser par chacune des entreprises exploitantes, déterminera la fréquence des services, les horaires, les tarifs à appliquer et, en général, les conditions dans lesquelles ces services seront exploités par les entreprises désignées.

e) Les accords conclus entre les entreprises et toutes les modifications qui y seraient introduites devront être sou-

Deze ondernemingen zullen eveneens tot aanpassingen van beperkten duur van bewuste capaciteit mogen overgaan, ten einde het hoofd te bieden aan onvoorziene noodwendigheden of aan een buitengewoon grote vraag naar vervoergelegenheid. Zij zullen van deze aanpassing zonder verwijl kennis geven aan de bevoegde Luchtvaartoverheden van hun respectieve landen, die met elkaar zullen mogen overleg plegen indien zij het voegzaam achten.

b) Deze capaciteit zal in gelijke delen verdeeld worden tusschen de Portugeesche en de Belgische ondernemingen, die dezelfde lijnen exploiteeren.

c) Ingeval de bevoegde Luchtvaartoverheden van een van beide landen, hetzij een deel, hetzij het geheel van de hun toegekende vervoercapaciteit op één of verschillende lijnen niet wenschen te gebruiken, zullen zij zich met de Luchtvaartoverheden van het andere land verstaan om aan deze overheden voor een bepaalden tijd het geheel of een deel over te dragen van de vervoercapaciteit waartoe zij binnen de grens van de totale voorziene capaciteit recht hebben.

De Overheden die het geheel of een deel van hun rechten overgedragen hebben, zullen deze op elk ogenblik kunnen herkrijgen.

d) De door beide landen aangewezen ondernemingen voor luchtvervoer, die diensten exploiteeren op dezelfde, onder lid a) vermelde lijnen, zullen overeenkomen omtrent de voorwaarden waarin gezegde diensten zullen geëxploiteerd worden.

Dit accoord zal, met inachtneming van de door elk der exploiteerende ondernemingen te gebruiken capaciteit, de frequentie van de diensten, de uurregeling en de toe te passen tarieven, vast stellen, zoomede in het algemeen de voorwaarden waarin deze diensten door de aangewezen ondernemingen zullen geëxploiteerd worden.

e) De onder de ondernemingen gesloten akkoorden en de wijzigingen die er zouden aan toegebracht worden, zul-

mis à l'approbation des Autorités Aéronautiques compétentes des deux pays.

f) Dans le cas où des pays tiers viendraient à exploiter des services sur les lignes faisant l'objet du présent Addenda, les entreprises portugaises et belges intéressées pourront, avec l'approbation de leurs Autorités Aéronautiques respectives, s'entendre avec l'entreprise ou les entreprises des tiers pays, afin de déterminer les modalités d'une exploitation en coopération basée sur les mêmes principes.

Dr ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Bon JOSEPH VAN DER ELST.

TABLEAU I.

Lignes qui peuvent être exploitées par les entreprises belges de transport aérien.

A) *Lignes en transit* (voir Annexe, Section III, paragraphe a) :

1) Bruxelles-éventuellement Lisbonne-Açores-Amérique du Nord, dans les deux sens.

2) Bruxelles-éventuellement Lisbonne-Açores - Bermudes - Amérique centrale, dans les deux sens.

3) Bruxelles-éventuellement Lisbonne-Açores-Bésil, dans les deux sens.

B) *Lignes en transit avec faculté d'escales commerciales* (voir Annexe, Section III, paragraphe b) :

Stockholm-Amsterdam via points intermédiaires - Bruxelles - Paris - Madrid - Lisbonne, dans les deux sens, étant entendu que le trafic entre Bruxelles et Paris et le trafic entre Bruxelles et les points au Nord de Bruxelles est réservé aux entreprises belges de transport

len aan de bevoegde Luchtvaartoverheden van beide landen ter goedkeuring moeten onderworpen worden.

f) Ingeval derde landen diensten zouden exploiteeren op de lijnen die het voorwerp uitmaken van dit Addenda, zullen de belanghebbende Portugeesche en Belgische ondernemingen, met de goedkeuring van hun respectieve Luchtvaartoverheden, zich met de ondernemingen of de ondernemingen van de derde landen mogen verstaan ten einde de modaliteiten van een op dezelfde beginselen gebaseerde gezamenlijke exploitatie te bepalen.

Dr ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Bon JOSEPH VAN DER ELST.

TABEL I.

Lijnen die door de Belgische ondernemingen voor luchtvervoer mogen geëxploiteerd worden.

A) *Transito-lijnen* (zie Bijlage, Sectie III, lid a) :

1) Brussel-eventueel Lissabon-Azoren-Noord-Amerika, in beide richtingen.

2) Brussel-eventueel Lissabon-Azoren-Bermuda-eilanden - Centraal Amerika, in beide richtingen.

3) Brussel-eventueel Lissabon-Azoren-Brazilië, in beide richtingen.

B) *Transito-lijnen met mogelijkheid tot landingen om commercieele redenen* (zie Bijlage, Sectie III, lid b) :

Stockholm-Amsterdam via tussenplaatsen - Brussel - Parijs - Madrid - Lissabon, in beide richtingen; met dien verstande dat het verkeer tussen Brussel en Parijs en het verkeer tussen Brussel en de plaatsen ten Noorden van Brussel aan de Belgische ondernemingen

aérien, tandis que le trafic entre Madrid et Lisbonne est réservé aux entreprises portugaises de transport aérien.

C) *Lignes en régime particulier* (voir Addenda à l'Annexe) :

1) Bruxelles-Lisbonne, dans les deux sens.

2) Stanleyville - Léopoldville - Loanda-Lobito, dans les deux sens.

3) Elisabethville-Salisbury-Beira, dans les deux sens.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

—
TABLEAU II.

Lignes qui peuvent être exploitées par les entreprises portugaises de transport aérien.

A) *Lignes en transit* (voir Annexe, Section III, paragraphe a) :

1) Angola-Pointe Noire, dans les deux sens.

2) Angola-Brazzaville, dans les deux sens.

B) *Lignes en transit, avec faculté d'escales commerciales* (voir Annexe, Section III, paragraphe b) :

1) Lisbonne-Madrid-Paris - Bruxelles-Amsterdam et Stockholm, via points intermédiaires, dans les deux sens, étant entendu que le trafic entre Lisbonne et Madrid est réservé aux entreprises portugaises de transport aérien, tandis que le trafic entre Paris et Bruxelles et le trafic entre les points au nord de Bruxelles et Bruxelles sont réservés aux entreprises belges de transport aérien.

voor luchtvervoer voorbehouden zijn, terwijl het verkeer tusschen Madrid en Lissabon aan de Portugeesche ondernemingen voor luchtvervoer voorbehouden wordt.

C) *Lijnen met bijzonder regime* (zie Addenda bij de Bijlage) :

1) Brussel - Lissabon, in beide richtingen.

2) Stanleystad - Leopoldstad - Loanda - Lobito, in beide richtingen.

3) Elisabethstad - Salisbury - Beïra, in beide richtingen.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

—
TABEL II.

Lijnen die door de Portugeesche ondernemingen voor luchtvervoer mogen geëxploiteerd worden.

A) *Transito-liijnen* (zie Bijlage, Sectie III, lid a) :

1) Angola-Pointe Noire, in beide richtingen.

2) Angola-Brazzaville, in beide richtingen.

B) *Transito-liijnen met mogelijkheid tot landingen om commercieele redenen* (zie Bijlage, Sectie III, lid b) :

1) Lissabon - Madrid - Parijs - Brussel - Amsterdam en Stockholm, via tussenplaatsen, in beide richtingen, met dien verstaande dat het verkeer tusschen Lissabon en Madrid aan de Portugeesche ondernemingen voor luchtvervoer wordt voorbehouden, terwijl het verkeer tusschen Parijs en Brussel en het verkeer tusschen de plaatsen gelegen ten Noorden van Brussel en Brussel aan de Belgische ondernemingen voor luchtvervoer worden voorbehouden.

2) Lisbonne - Dakar-Bamako-Niamey-Zinder-Fort Lamy-Bangui-Léopoldville-Loanda-Vila Luso-Lusaka (ou Livingstone)-Lourenço Marques, dans les deux sens.

ou

Lisbonne - Colomb Béchar - Aouleff - Gao - Niamey - Zinder - Fort Lamy - Bangui - Léopoldville - Loanda - Vila Luso - Lusaka (ou Livingstone) - Lourenço Marques, dans les deux sens.

C) *Lignes en régime particulier* (voir Addenda à l'Annexe) :

1) Lisbonne-Bruxelles, dans les deux sens.

2) Lobito - Loanda - Léopoldville - Stanleyville, dans les deux sens.

3) Beira-Salisbury-Elisabethville, dans les deux sens.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

2) Lissabon - Dakar - Bamako - Niamey - Zinder - Fort Lamy - Bangui - Leopoldstad - Loando - Vila Luso - Lusaka (of Livingstone) - Lourenço Marques, in beide richtingen.

of

Lissabon - Colomb Béchar - Aouleff - Gao - Niamey - Zinder - Fort Lamy - Bangui - Leopoldstad - Loanda - Vila Luso - Lusaka (of Livingstone) - Lourenço Marques, in beide richtingen.

C) *Lijnen met bijzonder regime* (zie Addenda bij de Bijlage) :

1) Lissabon - Brussel, in beide richtingen.

2) Lobito - Loanda - Leopoldstad - Stanleystad, in beide richtingen.

3) Beira - Salisbury - Elisabethstad, in beide richtingen.

B^{on} JOSEPH VAN DER ELST.

D^r ANTONIO DE OLIVEIRA SALAZAR.

Taxes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de commerce des trafiquants ambulants, prévus à l'article premier du décret du 13 août 1937. — Augmentation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Taksen geïnd ter gelegenheid van de afleveringen der handelsvergunningen van de leurhandelaars, vastgesteld bij artikel één van het decreet van 13 Augustus 1937. — Verhogingen.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les taxes perçues à l'occasion de la délivrance des permis de commerce des trafiquants ambulants prévus à l'article premier du décret du 13 août 1937 tel qu'il est modifié à ce jour et fixées selon le cas à 1.500 francs, 750 francs et 400 francs, sont portées respectivement à 2.000 francs, 1.000 francs et 500 fr.

ART. 2.

Le présent décret, applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De taksen geïnd ter gelegenheid van de aflevering der handelsvergunningen van de leurhandelaars welke vastgesteld zijn bij artikel één van het decreet van 13 Augustus 1937, zoals het tot op heden is gewijzigd, en welke volgens het geval bepaald zijn op 1.500 frank, 750 frank, en 400 frank, worden onderscheidenlijk op 2.000 frank, 1.000 frank en 500 frank gebracht.

ART. 2.

Dit decreet, dat van toepassing is in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel, de 2 Maart 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Montant de la taxe prévue à l'article 2 du décret du 9 décembre 1925. — Modification.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Bedrag van de taks, vastgesteld bij artikel 2 van het decreet van 9 December 1925. — Wijziging.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTICLE PREMIER.

Le montant de la taxe prévue à l'article 2 du décret du 9 décembre 1925 tel qu'il est modifié à ce jour, est porté à 500 francs.

ART. 2.

Le présent décret, applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

ARTIKEL ÉÉN.

Het bedrag van de taks welke vastgesteld werd in artikel 2 van het decreet van 9 December 1925, zoals het tot op heden is gewijzigd, wordt op 500 frank gebracht.

ART. 2.

Dit decreet dat van toepassing is in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel de 2 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Prix des licences prévus à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942.
— Modifications.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les prix des licences prévus à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942 telle qu'elle est modifiée à ce jour, sont portés aux montants ci-après :

Prijzen der vergunningen, vastgesteld in artikel 8 van de ordonnantie-wet van 26 December 1942. — Wijzigingen.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De prijzen der vergunningen vastgesteld in artikel 8 van de ordonnantie-wet van 26 December 1942, zoals zij tot op heden is gewijzigd, worden op de volgende bedragen gebracht :

Licence modèle :

A	fr.	7.500
B	»	15.000
B spécial	»	7.500
C	»	4.500
C Spécial	»	2.250
D selon le cas	»	7.500
		3.000
E	»	7.500
E spécial	»	1.500
G	»	1.500
G spécial	»	1.500

ART. 2.

Le présent décret, applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

Vergunning model :

A	fr.	7.500
B	»	15.000
B bijzonder	»	7.500
C	»	4.500
C bijzonder	»	2.250
D volgens het geval	»	7.500
		3.000
E	»	7.500
E bijzonder	»	1.500
G	»	1.500
G bijzonder	»	1.500

ART. 2.

Dit decreet dat van toepassing is in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi. treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel, de 2 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Taxe par permis de récolte et par transfert de permis, prévus à l'article 4 du décret du 22 mars 1910. — Augmentation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Taks per oogstverlof en per overdracht van verlof vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910. — Verhoging.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les taux de la taxe de 150 francs par permis de récolte et de la taxe de 10 fr. par transfert de permis, prévus à l'article 4 du décret du 22 mars 1910 tel qu'il est modifié à ce jour, sont portés respectivement à 200 francs et à 20 fr.

ART. 2.

Le présent décret, applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De bedragen van de taks van 150 fr. per oogstverlof en van 10 frank per overdracht van verlof, vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910 zoals het tot op heden is gewijzigd, worden onderscheidenlijk op 200 frank en op 20 frank gebracht.

ART. 2.

Dit decreet, dat van toepassing is in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi, treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel, de 2 Maart 1948.

CHARLES.

*

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Octroi de la personnalité civile à l'association « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses et philanthropiques;

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Sur proposition du Ministre des Colonies;

Verlening van burgerlijke persoonlijkheid aan de vereniging « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het decreet van 28 December 1888 op het wetenschappelijke, godsdienstige en philanthropische verenigingen;

Gelet op artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La personnalité civile est accordée dans les limites déterminées par le décret susmentionné à l'association « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo », dont le siège est à Costermansville et qui a pour objet l'amélioration à tous les points de vue, des conditions de vie de la famille indigène, notamment par la création de centres sanitaires et sociaux.

ART. 2.

Est agréée par Nous comme représentante légale de la susdite association, M^{lle} de MENTEN de HORNE, Solange et comme représentante légale suppléante M^{lle} van der BURGHT, Cécile.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1948.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De burgerlijke persoonlijkheid wordt in de bij voormeld decreet bepaalde perken verleend aan de vereniging « Auxiliaires Laïques Sociales du Congo » waarvan de hoofdzetel te Costermansstad gevestigd is en die voor doel heeft de verbetering, op alle oogpunten, van de levensvoorwaarden van de inlandse familie, namelijk door de oprichting van sanitaire en sociale centra.

ART. 2.

Als wettelijke vertegenwoordigster van voormelde vereniging wordt door Ons aangenomen Mejuffer de MENTEN de HORNE, Solange en als plaatsvervangende wettelijke vertegenwoordigster, Mejuffer van der BURGHT, Cécile.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 4^{de} Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Statut des agents de l'Administration coloniale. — Réversion des traitements du régime précédent.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'Arrêté du 1^{er} juillet 1947, portant statut des agents de l'Administration coloniale et spécialement l'article 204 de l'annexe du dit Arrêté.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les traitements du régime précédent sont transposés conformément au tableau annexé au présent arrêté sous le nouveau régime en prenant comme base le taux acquis lors de la dernière augmentation octroyée avant le 1^{er} janvier 1947.

Ils sont majorés :

1) des augmentations annuelles dues en exécution des dispositions des articles 117, 118 et 119 du statut;

2) éventuellement, des bonifications prévues aux articles 9, 34 et 57 du statut.

ART. 2.

Par dérogation aux dispositions de l'article premier ci-dessus, et en exécution du dernier alinéa de l'article 57 du statut, le traitement des agents stagiaires de la troisième catégorie, revêtus des grades dont les traitements initiaux anciens étaient respectivement de 80.000 francs, de 70.000 francs, de 60.000 francs et de 56.000 francs, sont fixés comme suit :

Statuut der beambten van het Koloniaal bestuur. — Omzetting van de wedden van het voorgaand stelsel.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het Koninklijk Besluit van 1 Juli 1947, tot vaststelling van de statuten der beambten van het Koloniaal bestuur en inzonderheid op artikel 204 der bijlage aan bedoeld Besluit.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De wedden van het voorgaand stelsel worden, overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel, omgezet onder het nieuw stelsel door als grondslag te nemen het bedrag dat bekomen werd bij laatste verhoging verleend voor 1 Januari 1947.

Zij worden vermeerderd :

1) met de jaarlijkse verhogingen welke verschuldigd zijn ter uitvoering van de bepalingen van de artikelen 117, 118 en 119 van het statuut;

2) bij voorkomend geval, met de vergoedingen vastgesteld bij de artikelen 9, 34 et 57 van het statuut.

ART. 2.

In afwijking van de bepalingen van artikel één hiervoren, en ter uitvoering van het laatste lid van artikel 57 van het statuut, wordt de wedde van de beambten stagiaires der derde categorie, die bekleed zijn met de graden waarvan de voormalige aanvangswedden onderscheidenlijk 80.000 frank, 70.000 frank, 60.000 frank en 56.000 frank bedroegen, vastgesteld als volgt :

Traitement initial ancien	Traitement initial nouveau
80.000 fr.	193.800 fr.
70.000 fr.	190.000 fr.
60.000 fr.	132.500 fr. pour la période probatoire
56.000 fr.	125.000 fr. pour la période probatoire

à la date du 1^{er} janvier 1947 ou s'ils ont été engagés à une date postérieure à la date de leur arrivée sur le territoire de la Colonie.

ART. 3.

La situation des agents en disponibilité par application des dispositions des articles 131 et 167 du statut, en position de suspension d'activité de service prévue aux articles 163 à 166, ou suspendus de leurs fonctions, par mesure d'ordre, conformément aux dispositions de l'article 146, ne sera déterminée qu'au moment de leur rappel à l'activité de service.

ART. 4.

Les traitements dont bénéficient les agents visés à l'article 3 sont convertis conformément au tableau annexé, dans les proportions et limites déterminées aux articles 131, 147, 165 et 168 du statut.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent Arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 1948.

Voormalige aan- vangswedde	Nieuwe aan- vangswedde
80.000 fr.	193.800 fr.
70.000 fr.	190.000 fr.
60.000 fr.	132.500 fr. voor de proefperiode
56.000 fr.	125.000 fr. voor de proefperiode

met ingang van 1 Januari 1947 af, indien zij op een lateren datum aangeworven zijn, op de datum van hun aankomst op het grondgebied der Kolonie.

ART. 3.

De toestand van de beampten die ter beschikking gesteld zijn met toepassing van de bepalingen van de artikelen 131 en 167 van het statuut die zich in de positie van schorsing der dienstactiviteit bevinden, vastgesteld in de artikelen 163 tot 166, of die, bij ordemaatregel uit hun ambt geschorst zijn, overeenkomstig de bepalingen van artikel 146 zal slechts vastgesteld worden op het oogenblik dat zij tot dienstactiviteit worden teruggeroepen.

ART. 4.

De wedden welke de in artikel 3 bedoelde beampten genieten, worden omgezet overeenkomstig de bijgevoegde tabel, in de verhoudingen en binnen de perken vastgesteld in de artikelen 131, 147, 165 en 168 van het statuut.

ART. 5.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 4^{de} Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

TABEAU D'EQUIVALENCE DES TRAITEMENTS.
TABEL VAN GELIJKWAARDIGHEID DER WEDDEN.

Traitements au 31 décembre 1946 Wedden op 31 December 1946	TRAITEMENTS EQUIVALENTS AU 1 ^{er} JANVIER 1947. GELIJKWAARDIGE WEDDEN OP 1 JANUARI 1947.				
	4 ^{me} CATEGORIE 4 ^{de} CATEGORIE	3 ^{me} CATEGORIE 3 ^{de} CATEGORIE	2 ^{me} CATEGORIE 2 ^{de} CATEGORIE	1 ^{re} CATEGORIE 1 ^{ste} CATEGORIE	
	100.000 Fr.	125.000 Fr.	150.000 Fr.	190.000 Fr.	220.000 Fr. 260.000 Fr. 300.000 Fr. 400.000 Fr.
44.000	100.000				
46.000	104.000				
48.000	112.000				
50.000	116.000				
50.250					
52.000	120.000	125.000			
52.500					
54.500	124.000	130.000			
54.750					
56.000			150.000		
57.000	128.000	135.000			
58.750 —			156.000		

59.500	134.000	140.000	162.000		
60.000					
61.500					
62.000					
63.000	136.000	145.000	168.000		
64.250					
65.500					
66.000	142.000	152.500	174.000		
67.000					
69.000					
70.000		160.000	183.000	190.000	
70.750					
72.000					
72.500		167.500	189.000	193.800	
73.500					
74.400					
76.000					
77.000			195.000	197.600	
78.250					
80.000			204.000	205.200	
80.500					
84.000			210.000	212.800	
88.000					
88.500			216.000	216.600	

Traitements au 31 décembre 1946	TRAITEMENTS EQUIVALENTS AU 1 ^{er} JANVIER 1947. GELIJKWAARDIGE WEDDEN OP 1 JANUARI 1947.							
	4 ^{me} CATEGORIE 4 ^{de} CATEGORIE		3 ^{me} CATEGORIE 3 ^{de} CATEGORIE		2 ^{me} CATEGORIE 2 ^{de} CATEGORIE		1 ^{re} CATEGORIE 1 ^{ste} CATEGORIE	
	100.000 Fr.	125.000 Fr.	150.000 Fr.	190.000 Fr.	220.000 Fr.	260.000 Fr.	300.000 Fr.	400.000 Fr.
90.000					220.000			
92.000			219.000	220.400	224.400			
93.000								
94.500								
96.000			228.000	228.000	228.800			
97.500								
99.000								
100.000								
101.250				235.600	237.600	260.000		
103.500								
105.000								
106.500				243.800	246.400	270.400		
108.000								
110.000								
111.750				254.600	255.200	280.800		
114.000								
115.000					268.400	291.200		

120.000	281.600	296.400	300.000	400.000
126.000	294.800	312.000	312.000	416.000
126.500		322.400	324.000	432.000
132.000		332.800	336.000	448.000
133.000			348.000	460.000
138.000			366.000	488.000
139.500			384.000	512.000
144.000			402.000	536.000
150.000				
152.000				
157.500				
160.000				
165.000				
168.000				
172.500				
180.000				
190.000				
200.000				
210.000				

ANCIENS CADRES	NOUVEAU					
	Service territorial	PREMIERE DIRECTION GENERALE				Affaires in- digènes et Main- d'œuvre
		Conseillers Juridiques	Sûreté de l'Etat	Secrétariat	Police	
Commissaire de District de 1 ^{re} classe	Commis- saire de district	Conseiller Juridique Principal	Administra- teur de la Sûreté	Directeur		Directeur
Commissaire de District de 2 ^{me} classe	Commis- saire de district assistant	Conseiller Juridique	Administra- teur-adjoint de la Sûreté	Sous- Directeur		Sous- Directeur
Administrateur territorial Principal	Adminis- trateur de territoire	Attaché Juridique Principal	Commis- saire princi- pal de la Sûreté	Chef de Bureau	Commissaire de Police Principal	Chef de Bureau
Administrateur territorial de 1 ^{re} classe	Adminis- trateur territorial assistant	Attaché Juridique	Commis- saire de la Sûreté	Sous-Chef de Bureau	Commissaire de Police	Sous-Chef de Bureau
Administrateur territorial de 2 ^{me} classe						
Administrateurs territoriaux ad- jointes de 1 ^{re} , 2 ^{me} , 3 ^{me} et 4 ^{me} classe						
Agent territorial Principal	Agent territorial Principal		Sous-Com- missaire Principal de la Sûreté	Rédacteur Principal	Sous-Com- missaire de Police Principal	Rédacteur Principal
Agent territorial de 1 ^{re} classe	Agent territorial		Sous-Com- missaire de la Sûreté	Rédacteur	Sous-Com- missaire de Police	Rédacteur
Agent territorial de 2 ^{me} classe						

TABLEAU I

CADRE						
DEUXIEME DIRECTION GENERALE				4 ^{me} DIREC- TION GENERALE Affaires Economiques	SECRETA- RIAT GENERAL	
Inspection du Travail	Personnel des écoles Officielles	ENSEIGNEMENT				
		Cadres Ad- ministratifs	Inspection			
		Directeur		Directeur	Secrétaire Provincial. — Docteur en droit	2 ^{me} CATE- GORIE
		Sous- Directeur	Inspecteur en Chef Inspecteur Provincial	Sous- Directeur		
Inspecteur Principal	Préfet	Chef de Bureau	Inspecteur	Chef de Bureau Inspecteur Principal		3 ^{me} CATE- GORIE
Inspecteur	Professeur	Sous-Chef de Bureau	Inspecteur assistant	Sous-Chef de Bureau Inspecteur	Cartographie et Géodésie. Dessinateurs et carto- graphes Dessinateur Principal Cartographie Principal	
Contrôleur Principal				Rédacteur Principal	Dessinateur Cartographe	4 ^{me} CATE- GORIE
Contrôleur	Directeur d'école primaire. Régent Gestionnaire de pensionnat. Instituteur. Sur- veillant. Maître d'études. Econo- me. Secrétaire Institutrice d'école gardienne			Rédacteur	Dessinateur adjoint Cartographe adjoint	

VOORMALIGE KADERS	NIEUWE					
	Gewest- dienst	EERSTE ALGEMENE DIRECTIE				Inlandse zaken en werkkrachten
		Rechts- kundige adviseurs	Veiligheid van de Staat	Secretariaat	Politie	
Districtscommissaris-1 ^{ste} klasse	Districts- Commissaris	Eerst- aanwezend rechtskundig adviseur	Bestuurder der Veiligheid	Directeur		Directeur
Districtscommissaris-2 ^{de} klasse	Assistent Districts- Commissaris	Rechts- kundig adviseur	Adjunct-Bes- tuurder der Veiligheid	Onder- Directeur		Onder- directeur
Eerst-aanwezend gewestbeheerder gewestbeheerder- 1 ^{ste} klasse	Gewest- beheerder	Eerst- aanwezend rechtskundig geattacheerde	Eerst- aanwezend Commissaris der Veiligheid	Bureel- hoofd	Eerst- aanwezend Commissaris van Politie	Bureelhoofd
Gewest- beheerder-2 ^{de}	Assistent Gewest- beheerder	Rechtskundig geattacheerde	Commissaris der Veiligheid	Onder- bureelhoofd	Commissaris van Politie	Onder- bureelhoofd
Adjunct-gewest- beheerders 1 ^{ste} 2 ^{de} , 3 ^{de} en 4 ^{de} klasse						
Eerst-aanwezend gewest- beambte	Eerst- aanwezend gewest- beambte		Eerst- aanwezend Onder- commissaris der Veiligheid	Eerst- aanwezend opsteller	Eerst- aanwezend onder- commissaris van Politie	Eerst- aanwezend opsteller
Gewest- beambte- 1 ^{ste} klasse	Gewest- beambte		Onder- commissaris der Veiligheid	Opsteller	Onder- commissaris van Politie	Opsteller
Gewest- beambte- 2 ^{de} klasse						

TABEL I.

KADERS						
TWEEDE ALGEMENE DIRECTIE				4de ALGEMENE DIRECTIE Economische Zaken	ALGEMEEN SECRETARIAAT	
Arbeids- toezicht	Personeel der Officiële scholen	ONDERWIJS		Directeur	Provinciaal Secretaris (Doctor in de rechten)	2de CATE- GORIE
		Bestuurs- kaders	Toe- zicht			
		Directeur				
		Onder- directeur	Hoofd- opziener Provinciaal opziener	Onder- directeur		
Eerst- aanwezend opzichter	Prefect	Bureelhoofd	Opziener	Bureelhoofd Eerst- aanwezend Inspecteur		3de CATE- GORIE
Opzichter	Leraar	Onder- bureelhoofd	Assistent- opziener	Onder- bureelhoofd Inspecteur	Cartografi- sche en géode- sische dienst Eerst- aanwezend tekenaar Eerst- aanwezend cartograaf	
Eerst- aanwezend controleur				Eerst- aanwezend opsteller	Tekenaar Cartograaf	4de CATE- GORIE
Controleur	Bestuurder van een lagere school, Regent, Beheerder van een pensionaat, onderwijzer, se- condant, studie- meester, Eco- noom, Secreta- ris, onderwijze- res van bewaar- scholen			Opsteller	Adjunct- Tekenaar Adjunct- Cartograaf	

TROISIEME DIRECTION GENERALE. TABLEAU II.

BUDGET ET CONTROLE FINANCIER			ANCIEN CADRE		NOUVEAU CADRE			IMPRIMERIE	
ANCIEN CADRE	NOUVEAU CADRE		CADRE		Trésorerie et Comptabilité	IMPOTS	DOUANES	ANCIEN CADRE	NOUVEAU CADRE
Directeur	Directeur		Directeur		Directeur	Directeur	Directeur		
Contrôleur Principal	Sous-Directeur-Inspecteur		Sous-Directeur		Sous-Directeur Inspecteur	Sous-Directeur Inspecteur	Contrôleur Principal Inspecteur		
									2 ^{me} CATEGORIE
Contrôleur de 1 ^{re} classe	Contrôleur		Chef de Bureau Principal		Chef de Bureau Contrôleur	Chef de Bureau Vérificateur Principal	Contrôleur Receveur Principal		
Contrôleur de 2 ^{me} classe			Chef de Bureau de 1 ^{re} classe						
Chef de Bureau de 2 ^{me} classe	Contrôleur-assistant		Chef de Bureau de 2 ^{me} classe		Sous-Chef de Bureau	Sous-Chef de Bureau Vérificateur	Receveur Vérificateur	Chef d'atelier	3 ^{me} CATEGORIE
Chef de Bureau de 3 ^{me} classe			Chef de Bureau de 3 ^{me} classe					Chef d'atelier assistant	
			Sous-Chef de Bureau		Rédacteur Principal	Rédacteur Principal	Rédacteur Principal	Sous-Chef d'atelier	
			Commis de 1 ^{re} classe		Rédacteur	Rédacteur	Rédacteur	Agent de 1 ^{re} classe	4 ^{me} CATEGORIE
			Commis de 2 ^{me} classe					Agent de l'Imprimerie	
								Agent de 2 ^{me} classe	

DERDE ALGEMENE DIRECTIE.

TABEL II.

BEGROTING EN GELDELIJKE CONTROLE		VOORMALIG KADER		NIEUW KADER			Drukkerij	
VOORMALIG KADER	NIEUW KADER	Directeur	Onderdirecteur Inspecteur	Directeur	Onderdirecteur Inspecteur	Thesaurie en Comptabiliteit	BELASTINGEN	DOUANEN
Directeur	Eerst aanwezend Controleur	Directeur	Onderdirecteur Inspecteur	Directeur	Onderdirecteur Inspecteur	Directeur	Eerst aanwezend Controleur Inspecteur	2de CATEGORIE
Controleur- 1ste klasse	Controleur- 2de klasse	Controleur	Controleur	Bureelhoofd Eerst aanwezend Verificateur	Bureelhoofd Eerst aanwezend Verificateur	Controleur	Werk- meester	3de CATEGORIE
Bureelhoofd- 2de klasse	Bureelhoofd- 3de klasse	Assistent- Controleur	Controleur	Onder- bureelhoofd Verificateur	Onder- bureelhoofd Verificateur	Ontvanger Verificateur	Werk- meester Assistent- Werk- meester	
				Eerst aanwezend opsteller	Eerst aanwezend opsteller	Opsteller	Onder- werkmeester	4de CATEGORIE
				Klerk-1ste klasse Klerk-2de klasse	Klerk-1ste klasse Klerk-2de klasse	Opsteller	Beambte der drukkerij	

TABIEAU III.

QUATRIEME DIRECTION GENERALE.

TITRES FONCIERS.

ANCIEN CADRE	NOUVEAUX CADRES		
	CONSERVATEURS	GEOMETRES	
Conservateur des Titres Fonciers	Conservateur en Chef des Titres Fonciers		DEUXIEME CATEGORIE
Conservateur-adjoint des Titres Fonciers	Conservateur des Titres Fonciers	Sous-Directeur	
Géomètre Principal Géomètre de 1 ^{re} classe	Chef de Bureau	Géomètre Principal	TROISIEME CATEGORIE
Géomètre de 2 ^{me} classe Géomètre de 3 ^{me} classe	Sous-Chef de Bureau	Géomètre	
Géomètre-adjoint de 1 ^{re} classe		Géomètre-adjoint Principal	
Géomètre-adjoint de 2 ^{me} classe Géomètre-adjoint de 3 ^{me} classe		Géomètre-adjoint	QUATRIEME CATEGORIE

CADRE DES CONSERVATEURS. — Réservé aux docteurs en droit.

CADRE DES GEOMETRES. — Réservé aux porteurs du diplôme de Géomètre-arpenteur colonial.

TABEL III.

VIERDE ALGEMENE DIRECTIE.

GRONDTITELS.

VOORMALIG KADER	NIEUWE KADERS		
	BEWAARDERS	LANDMETERS	
Bewaarder der Grondtitels	Hoofdbewaarder der Grondtitels		TWEDE CATEGORIE
Adjunct-Bewaarder der Grondtitels	Bewaarder der Grondtitels	Onderdirecteur	
Eerst aanwezend Landmeter Landmeter-1 ^{ste} klasse	Bureelhoofd	Eerst aanwezend Landmeter	DERDE CATEGORIE
Landmeter-2 ^{de} klasse Landmeter-3 ^{de} klasse	Onderbureelhoofd	Landmeter	
Adjunct-Landmeter-1 ^{ste} klasse		Eerstamenteend adjunct-Landmeter	
Adjunct-Landmeter 2 ^{de} klasse Adjunct-Landmeter 3 ^{de} klasse		Adjunct-Landmeter	VIERDE CATEGORIE

KADER DER BEWAARDERS. — Voorbehouden aan de doctors in de rechten.

KADER DER LANDMETERS. — Voorbehouden aan de houders van het diploma van koloniaal landmeter.

TABLEAU IV.

CINQUIEME DIRECTION GENERALE.

AGRICULTURE				VETERINAIRES		AUXILIAIRES VETERINAIRES		DEUXIEME CATEGORIE
ANCIEN CADRE	NOUVEAUX CADRES		ANCIEN CADRE	NOUVEAU CADRE	ANCIEN CADRE	NOUVEAU CADRE		
		Ingénieurs Agronomes						
Directeur Sous-Directeur		Directeur Sous-Directeur	Vétérinaire Principal Vétérinaire 1 ^{re} classe	Vétérinaire en Chef Vétérinaire Sous-Directeur Vétérinaire Provincial				
Agronome Principal Agronome de 1 ^{re} classe	Agronome Principal	Ingénieur agro- nome Principal	Vétérinaire 2 ^{me} classe Vétérinaire 3 ^{me} classe	Vétérinaire Principal	Auxiliaire Vété- rinaire Principal Auxiliaire Vété- rinaire de 1 ^{re} cl.	Auxiliaire Vété- rinaire Principal	TROISIEME	

CATEGORIE					CATEGORIE
	Auxiliaire Vétérinaire	Auxiliaire Vétérinaire de 2 ^{me} cl.	Auxiliaire Vétérinaire de 3 ^{me} cl.	Vétérinaire	
Agronome de 2 ^{me} classe					
Agronome de 3 ^{me} classe					
QUATRIEME CATEGORIE					CATEGORIE
	Auxiliaire Vétérinaire adjoint Principal	Auxiliaire Vétérinaire adjoint de 1 ^{re} classe	Auxiliaire Vétérinaire adjoint de 2 ^{me} classe	Auxiliaire Vétérinaire adjoint de 3 ^{me} classe	
Agronome adjoint de 1 ^{re} classe					
Agronome adjoint de 2 ^{me} classe					
Agronome adjoint de 3 ^{me} classe					

TABEL IV.

VIJFDE ALGEMENE DIRECTIE.

LANDBOUW		VEEARTSEN		VEEARTSENKUNDIG HELPER		TWEEDE CATEGORIE
VOORMALIG KADER	NIEUWE KADERS Landbouwkun- dige Ingenieurs	VOORMALIG KADER	NIEUW KADER	VOORMALIG KADER	NIEUW KADER	
Directeur	Directeur	Eerst aanwezend veearts	Hoofdveearts			TWEEDE CATEGORIE
Onderdirecteur	Onderdirecteur	Veearts-1ste klasse	Veearts, onder- directeur Provinciaal Veearts			
Eerst aanwezend Land- bouwkundige Landbouwkundige-1ste klasse	Eerst aanwezend Landbouwkundig Ingenieur	Veearts-2de klasse Veearts-3de klasse	Eerst aanwezend Veearts	Eerst aanwezend veeartsenij kun- dig helper Veeartsenij kun- dig helper-1ste klasse	Eerst aanwezend veeartsenij kun- dig helper	DERDE

Landbouwkundige-2de klasse Landbouwkundige-3de klasse	Landbouwkundige	Landbouwkundig Ingenieur		Vecarts	Vecartsenijkundig helper-2de klasse Vecartsenijkundig helper-3de klasse	Vecartsenijkundig helper	CATEGORIE
Adjunct-landbouwkundige-1ste klasse Adjunct-landbouwkundige 2de klasse Adjunct-landbouwkundige-3de klasse	Eerstaaanwezend adjunct-Landbouwkundige Adjunct-Landbouwkundige				Adjunct-veeartsenijkundig helper-1ste klasse Adjunct-veeartsenijkundig helper-2de klasse Adjunct-veeartsenijkundig helper-3de klasse	Eerstaaanwezend adjunct-vecartsenijkundig helper Adjunct-veeartsenijkundig helper	VIERDE CATEGORIE

SIXIEME DIRECT

PONTS ET CHAUSSEES

ANCIEN CADRE	NOUVEAUX CADRES (*)		ANCIENS CADRES		NOUVEAU CADRE
	Conducteurs	Architectes	Surveillants	Artisans	
Chef de Section Sous-Chef de Section	Conducteur Principal	Architecte Principal			
Conducteur Principal Conducteur Principal-adjoint	Conducteur	Architecte			
Conducteur de 1 ^{re} classe Conducteur de 2 ^{me} classe	Conducteur-ad- joint Principal Conducteur adjoint	Architecte ad- joint Principal Architecte adjoint	Surveillant Principal Surveillant de 1 ^{re} classe Surveillant de 2 ^{me} classe	Artisan Principal Artisan de 1 ^{re} classe Artisan de 2 ^{me} classe	Surveillant Contremaitre

(*) Cadre des conducteurs : réservé aux conducteurs du Génie civil (grade académique).

Cadre des architectes : réservé aux architectes dont le titre est reconnu et qui ont été autorisés à en exercer la profession en Belgique.

ION GENERALE.

TABEAU V.

BATIMENTS CIVILS					
MECANICIENS		ANCIEN CADRE	NOUVEAUX CADRES		
Ancien cadre	Nouveau cadre		VOIES NAVIGABLES	HYDROGRA- PHES	
		Directeur de la Marine Commandant de la Marine	Directeur Sous-Directeur Inspecteur de la Navigation	Hydrographe Principal	2 ^{me} CATE- GORIE
Mécanicien Principal de 1 ^{re} , 2 ^{me} , et 3 ^{me} classe	Mécanicien Principal	Commandant adjoint de la Marine. Capitai- ne de la Marine Capitaine adjoint de la Marine 1 ^{er} Lieutenant de la Marine	Capitaine de la Marine 1 ^{er} Lieutenant de la Marine	Hydrographe Hydrographe assistant	3 ^{me} CATE- GORIE
Mécanicien de 1 ^{re} classe Mécanicien de 2 ^{me} classe Mécanicien de 3 ^{me} classe	Mécanicien Mécanicien adjoint	Lieutenant de la Marine Aspirant de 1 ^{re} classe de la Marine Aspirant de 2 ^{me} classe de la Marine	Lieutenant de la Marine Aspirant de la Marine	Hydrographe adjoint Principal Hydrographe adjoint	4 ^{me} CATE- GORIE

ZESDE ALGEME

BRUGGEN EN WEGEN

VOORMALIG KADER	NIEUWE KADERS (*)		VOORMALIGE KADERS		NIEUW KADER
	Conducteurs	Bouwmeesters	Opzichters	Ambachtslieden	
Sectiehoofd Onder- sectiehoofd	Eerstaanwezend Conducteur	Eerstaanwezend Bouwmeester			
Eerstaanwezend conducteur, ad- junct-eerstaan- wezend conduc- teur	Conducteur	Bouwmeester			
Conducteur-1 ^{ste} klasse	Eerstaanwezend adjunct-conduc- teur	Eerstaanwezend Adjunct- Bouwmeester	Eerstaanwezend Opzichter	Eerstaanwezend ambachtsman	Opzichter
Conducteur-2 ^{de} klasse	Adjunct- Conducteur	Adjunct- Bouwmeester	Opzichter-1 ^{ste} klasse Opzichter-2 ^{de} klasse	Ambachtsman- 1 ^{ste} klasse Ambachtsman- 2 ^{de} klasse	Meestergast

(*) Kader der conducteurs : voorbehouden aan de conducteurs van de Burgerlijke bouwkunde (Academische graad).

Kader der bouwmeesters : voorbehouden aan de bouwmeesters wier titel erkend is en die ertoe gemachtigd werden het ambt ervan in België uit te oefenen.

NE DIRECTIE.

TABEL V.

BURGERLIJKE GEBOUWEN					
WERKTUIGKUNDIGEN		VOORMALIG KADER	NIEUWE KADERS		
Voormalig kader	Nieuw kader		Bevaarbare wegen	Hydrografes	
		Bestuurder van het zeewezen Commandant bij het zeewezen	Bestuurder Onder- bestuurder Opziener bij het zeewezen	Eerstaanwezend Hydrograaf	2 ^{de} CATE- GORIE
Eerstaanwezend werktuigkundige 1 ^{ste} , 2 ^{de} en 3 ^{de} klasse	Eerstaanwezend werktuigkundige	Adjunct-Com- mandant bij het zeewezen Adjunct-Kapi- tein bij het zee- wezen Eerste Luitenant bij het zeewezen	Kapitein bij het zeewezen Eerste Luitenant bij het zeewezen	Hydrograaf Assistent- Hydrograaf	3 ^{de} CATE- GORIE
Werktuigkun- dige-1 ^{ste} klasse Werktuigkun- dige-2 ^{de} klasse Werktuigkun- dige-3 ^{de} klasse	Werktuig- kundige Adjunct-werk- tuigkundige	Luitenant bij het zeewezen Adelborst-1 ^{ste} klasse Adelborst-2 ^{de} klasse	Luitenant bij het zeewezen Adelborst	Eerstaanwezend Adjunct- Hydrograaf Adjunct- Hydrograaf	4 ^{de} CATE- GORIE

POSTES		TELECOM		
		INGENIEURS		
Ancien cadre	Nouveau cadre	Ancien cadre	Nouveau cadre	Anciens
				Cadre technique
Directeur	Directeur	Ingénieur Principal de 1 ^{re} classe	Ingénieur Directeur	
Sous-Directeur	Sous-Directeur	Ingénieur Principal de 2 ^{me} classe	Ingénieur Chef de Section	Sous-Directeur
Contrôleur Percepteur de 1 ^{re} classe	Chef de Bureau Contrôleur	Ingénieur de 1 ^{re} classe Ingénieur de 2 ^{me} classe	Ingénieur Chef de Bureau	Chef de Section Sous-Chef de Section
Percepteur de 2 ^{me} classe	Sous-Chef de Bureau	Ingénieur de 3 ^{me} classe		Chef radio-électricien
Percepteur de 3 ^{me} classe	Percepteur		Ingénieur Assistant	Chef radio-électricien adjoint
Percepteur adjoint de 1 ^{re} classe	Percepteur Principal Percepteur adjoint Principal			Radio-électricien de 1 ^{re} classe
Percepteur adjoint de 2 ^{me} classe				Radio-électricien de 2 ^{me} classe
Percepteur adjoint de 3 ^{me} classe	Rédacteur Percepteur adjoint			Radio-électricien de 3 ^{me} classe

TABLEAU V^{bis}.

MUNICIPATIONS					
TECHNICIENS		Ancien cadre	METEOROLOGIE		
cadres	NOUVEAU CADRE		Nouveaux cadres		
Cadre administratif			Personnel scientifique	Personnel technique	
Directeur	Directeur	Météorologiste Principal de 1 ^{re} classe			DEUXIEME CATEGORIE
Sous-Directeur	Sous-Directeur	Météorologiste Principal de 2 ^{me} classe	Météorologiste Principal		
Contrôleur Opéra- teur de 1 ^{re} classe	Radio-électricien Principal	Météorologiste- Assistant Calcula- teur de 1 ^{re} classe	Météorologiste Chef du Bureau	Calculateur Principal	TROISIEME CATEGORIE
Opérateur de 2 ^{me} classe		Assistant Calcula- teur de 2 ^{me} classe			
Opérateur de 3 ^{me} classe	Radio-électricien	Assistant Calcula- teur de 3 ^{me} classe	Météorologiste assistant	Calculateur	
Opérateur adjoint de 1 ^{re} classe	Radio-électricien adjoint Principal	Météorologiste adjoint de 1 ^{re} classe		Calculateur adjoint Principal	QUATRIEME CATEGORIE
Opérateur adjoint de 2 ^{me} classe		Météorologiste adjoint de 2 ^{me} classe			
Opérateur adjoint de 3 ^{me} classe	Radio-électricien adjoint	Météorologiste adjoint de 3 ^{me} classe		Calculateur adjoint	

POSTERIJEN		VERREBERICHT		
		INGENIEURS		
Voormalig kader	Nieuw kader	Voormalig kader	Nieuw kader	Voormalige
				Technisch kader
Bestuurder	Bestuurder	Eerstaanwezend Ingenieur-1 ^{ste} klasse	Ingenieur bestuurder	
Onderbestuurder	Onderbestuurder	Eerstaanwezend Ingenieur-2 ^{de} klasse	Ingenieur Sectiehoofd	Onderbestuurder
Controleur, ontvanger-1 ^{ste} klasse	Bureelhoofd Controleur	Ingenieur-1 ^{ste} klasse Ingenieur-2 ^{de} klasse	Ingenieur Bureelhoofd	Sectiehoofd Ondersectiehoofd
Ontvanger-2 ^{de} klasse	Onderbureelhoofd	Ingenieur-3 ^{de} klasse		Hoofd-radio-electricien
Ontvanger-3 ^{de} klasse	Ontvanger		Assistent-Ingenieur	Adjunct-radio-electricien
Adjunct-ontvanger 1 ^{ste} klasse	Eerstaanwezend Opsteller Eerstaanwezend adjunct-ontvanger			Radio-electricien-1 ^{ste} klasse
Adjunct-ontvanger 2 ^{de} klasse	Opsteller			Radio-electricien-2 ^{de} klasse
Adjunct-ontvanger 3 ^{de} klasse	Adjunct-ontvanger			Radio-electricien-3 ^{de} klasse

TABEL V^{bls}

GEVINGEN					
VAKLIEDEN		Voormalig kader	WEERKUNDE		
kaders	NIEUW KADER		Nieuwe kaders		
Administratief kader			Wetenschappelijk personeel	Technisch personeel	
Bestuurder	Bestuurder	Eerstaanwezend Weerkundige-1 ^{ste} klasse			TWEDE CATEGORIE
Onderbestuurder	Onderbestuurder	Eerstaanwezend Weerkundige-2 ^{de} klasse	Eerstaanwezend Weerkundige		
Controleur Operateur-1 ^{ste} klasse	Eerstaanwezend radio-electricien	Weerkundige Assistent-rekenaar-1 ^{ste} klasse	Weerkundige Bureelhoofd	Eerstaanwezend Rekenaar	DERDE CATEGORIE
Operateur-2 ^{de} klasse		Assistent-rekenaar-2 ^{de} klasse			
Operateur-3 ^{de} klasse	Radio-electricien	Assistent-rekenaar-3 ^{de} klasse	Assistent Weerkundige	Rekenaar	
Adjunct-operateur-1 ^{ste} klasse	Eerstaanwezend adjunct-radio-electricien	Adjunct-weerkundige-1 ^{ste} klasse		Eerstaanwezend adjunct-rekenaar	VIERDE CATEGORIE
Adjunct-operateur-2 ^{de} klasse		Adjunct-weerkundige-2 ^{de} klasse		Adjunct-rekenaar	
Adjunct-operateur-3 ^{de} klasse	Adjunct-radio-electricien	Adjunct-weerkundige-3 ^{de} klasse			

TABLEAU VI.

ANCIEN CADRE	DEUXIEME DIRECTION GENERALE		QUATRIEME DIRECTION GENERALE		SIXIEME DIRECTION GENERALE		SECRETA-RIAT GENERAL	
	Inspection du Travail		Mines	Géologie	Ponts et Chaussées - Bâtiments civils	Aéronautique	Cartographie et Géodésie	
Ingénieur Principal de 1 ^{re} classe	Ingénieur-Directeur	Ingénieur-Directeur	Ingénieur-Directeur	Ingénieur-Géologue Directeur	Ingénieur-Directeur	Ingénieur-Directeur	Ingénieur-Chef de Section	
Ingénieur Principal de 2 ^{me} classe	Ingénieur-Chef de Section	Ingénieur-Chef de Section	Ingénieur-Chef de Section	Ingénieur-Géologue Chef de Section	Ingénieur-Chef de Section Provincial	Ingénieur-Chef de Section		
Ingénieur de 1 ^{re} classe	Ingénieur-Inspecteur Principal	Ingénieur, Chef de Bureau	Ingénieur, Chef de Bureau	Ingénieur Chef de Bureau	Ingénieur Chef de Bureau	Ingénieur, Chef de Bureau	Ingénieur, Chef de Bureau Ingénieur-assistant	
Ingénieur de 2 ^{me} classe	Ingénieur-Inspecteur	Ingénieur-Assistant	Ingénieur-Assistant	Ingénieur-assistant	Ingénieur-assistant	Ingénieur-assistant		
Ingénieur de 3 ^{me} classe								

TABEL VI.

VOORMALIG KADER	TWEDE ALGEMENE DIRECTIE		VIERDE ALGEMENE DIRECTIE		ZESDE ALGEMENE DIRECTIE		ALGEMEEN SECRETARIAAT	
	Arbeidstoezicht		Mijnen	Aardkunde	Bruggen en we- gen - Burgerlij- ke gebouwen	Vliegwezen	Cartografie en Aardmeetkunde	
Eerstaanwezend Ingenieur-1 ^{ste} klasse	Ingenieur- Directeur	Ingenieur-Directeur	Aardkundig Ingenieur- Directeur	Ingenieur- Directeur				Ingenieur- Sectiehoofd
Eerstaanwezend Ingenieur-2 ^{de} klasse	Ingenieur Sectiehoofd	Ingenieur-Sectie- hoofd	Aardkundig- Ingenieur- Sectiehoofd	Ingenieur- Sectiehoofd Provinciaal- Ingenieur				
Ingenieur-1 ^{ste} klasse Ingenieur-2 ^{de} klasse	Eerstaanwezend Ingenieur- Inspecteur	Ingenieur-Bureel- hoofd	Ingenieur- Bureelhoofd	Ingenieur Bureelhoofd		Ingenieur- Bureelhoofd		Ingenieur- Bureelhoofd
Ingenieur-3 ^{de} klasse	Ingenieur- Inspecteur	Assistent-ingenieur	Assistent- Ingenieur	Assistent- Ingenieur		Assistent- Ingenieur		

TWEDE

CATEGORIE

DERDE

CATEGORIE

SEPTIEME DIRECTION GENERALE. TABLEAU VII.

MEDECINS				PHARMACIENS		
ANCIENS CADRES		NOUVEAUX CADRES		Ancien cadre	NOUVEAUX CADRES	
	Catégorie B	Médecins de Laboratoire Hygiéniste des écoles	Médecins résidents et itinérants		Pharmaciens	Docteurs en sciences
Médecin adjoint de Laboratoire Médecin Hygiéniste	Médecin Principal	Médecin Directeur de Laboratoire. Médecin Hygiéniste. Inspecteur-Médecin Directeur d'Ecole	Médecin Chef de Clinique	Pharmacien en Chef	Pharmacien en Chef	Biologiste Principal
Médecin adjoint de Laboratoire Médecin Hygiéniste adjoint	Médecin de 1 ^{re} classe	Méd. de Laboratoire Méd. Hygiéniste. Méd. Sous-Directeur d'école	Médecin Chef de Service des Hôpitaux	Pharmacien Principal	Pharmacien-Inspecteur	Biologiste Chef de Section
	Médecin de 2 ^{me} classe Médecin de 3 ^{me} classe	Médecin de Laboratoire assistant Médecin Hygiéniste assistant	Médecin des Hôpitaux Méd. assistant	Pharmacien de 1 ^{re} classe Pharmacien de 2 ^{me} classe Pharmacien adjoint	Pharmacien Principal Pharmacien	Biologiste Biologiste assistant
						TROISIEME CATEGORIE

ANCIEN CADRE	NOUVEAUX CADRES			TROISIEME CATEGORIE
	Dentistes	Auxiliaires Médicaux	Infirmières	
Auxiliaire Principal	Dentiste	Auxiliaire Principal	Infirmière Directrice	TROISIEME CATEGORIE
Auxiliaire de 1 ^{re} classe				
Auxiliaire de 2 ^{me} classe				
Auxiliaire de 3 ^{me} classe	Dentiste assistant	Auxiliaire médical		
Agent sanitaire de 1 ^{re} classe	Dentiste adjoint	Agent sanitaire Principal	Infirmière	QUATRIEME CATEGORIE
Agent sanitaire de 2 ^{me} classe				
Agent sanitaire de 3 ^{me} classe				
		Agent sanitaire	Infirmière assistante	

ZEVENDE ALGEMENE DIRECTIE. TABEL VII.

GENEESHEREN				APOTHEKERS	
VOORMALIGE KADERS		NIEUWE KADERS		NIEUWE KADERS	
Categorie B	Categorie C	Laboratorium geneesheren Hygiënist der scholen	Inwonende en reizende geneesheren	Voormalig kader	Apothekers Doctors in de Wetenschappen
Laboratorium-geneesher Geneesheer-Hygiënist Adjunct-laboratorium-geneesher Adjunct-geneesher-Hygiënist	Eerstaaanwezend geneesheer	Geneesheer-bestuurder van laborat. Geneesheer Hygiën. Inspect. geneesheer schoolbestuurder	Geneesheer-Hoofd van een Klinik	Hoofd-apotheker	Hoofd-apotheker
	Geneesheer-1ste klasse	Laborat. geneesheer Geneesheer Hygiën. Geneesheer schoolonderbestuurder	Geneesheer-Diensthoofd der Hospitalen	Eerstaaanwezend apotheker	Apotheker-Inspecteur
TWEEDE CATEGORIE					
	Geneesheer-2de klasse	Assistent-Laboratoriumgeneesheer	Hospitaal-geneesheer	Apotheker-1ste klasse	Eerstaaanwezend apotheker
	Geneesheer-3de klasse	Assistent-geneesheer Hygiënist.	Assistent-geneesheer	Apotheker-2de klasse	Apotheker
DERDE CATEGORIE					
				Bioloog	Assistent-Bioloog

VOORMALIG KADER	NIEUWE KADERS		
	Tandartsen	Geneeskundige helpers	Ziekenverpleegsters
Eerstaanwezend helper			
Helper-1 ^{ste} klasse	Tandarts	Eerstaanwezend-helper	
Helper-2 ^{de} klasse			
Helper-3 ^{de} klasse	Assistent tandarts	Geneeskundig-helper	Ziekenverpleegster Bestuurder
DERDE CATEGORIE			
Gezondheidsbeambte- 1 ^{ste} klasse	Adjunct-tandarts	Eerstaanwezend gezond- heidsbeambte	Ziekenverpleegster
Gezondheidsbeambte- 2 ^{de} klasse			
Gezondheidsbeambte- 3 ^{de} klasse		Gezondheidsbeambte	Assistente- Ziekenverpleegster
VIERDE CATEGORIE			

Distinctions honorifiques. — Retrait.

—
Par arrêté du Régent du 4 mars 1948, RAIKEM, Charles, Maurice, Jean, Désiré, est rayé de la liste des titulaires de l'Etoile de Service.

Eervolle onderscheidingen. — Ontneming.

—
Bij besluit van de Regent van 4 Maart 1948, werd RAIKEM, Charles, Maurice, Jean, Désiré, van de lijst geschrapt der titularissen van de Dienstster.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société de Linea Idjwi ». — Statuts. — Modifications (1).

—
Par arrêté royal du 4 mars 1948, ont été approuvées les modifications aux statuts de la société précitée, décidées par l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires réunis le 9 décembre 1947.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société de Linéa Idjwi ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

—
Een koninklijk besluit van 4 Maart 1948 keurt de wijzigingen goed, aangebracht aan de statuten van voormelde vennootschap door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders gehouden op 9 December 1947.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuts. — Modifications (1).

—
Par arrêté royal du 8 mars 1948 sont autorisées les modifications statutaires décidées le 19 décembre 1947 par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette société et qui comportent notamment une augmentation du capital social.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Mines d'Or Belgika (Belgikaor) ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

—
Bij koninklijk besluit van 8 Maart 1948 werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap op 19 December 1947, door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders en houdende namelijk verhoging van het maatschappelijk kapitaal.

—
(1) Voir annexes au présent fascicule.

—
(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret abrogeant le décret du 6 avril 1926 déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret au cours de sa séance du 20 février 1948.

Les membres du Conseil ont estimé que le projet présentait la possibilité de réaliser une économie substantielle de combustible et de main-d'œuvre et qu'en conséquence, les raisons ayant justifié la dérogation n'existant plus, il y avait lieu d'en revenir aux prescriptions de l'arrêté royal du 4 février 1911 en ce qui concerne le stère.

Mis aux voix, le projet de décret a été approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Itten, Louwers, Marzorati et Van de Putte étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

M. MAQUET.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot afschaffing van het decreet van 6 April 1926 waarbij de bijzondere maat, te gebruiken bij het vervoer van het brandhout voor de stoomschepen, bepaald werd.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

De Raadsleden waren van oordeel dat het ontwerp de mogelijkheid verschaftte een ernstige besparing van brandstoffen en werkkrachten te doen en dat, dienvolgens, daar de redenen die de afwijking hadden gerechtvaardigd, niet meer voorhanden waren, men diende terug te komen tot de voorschriften van het koninklijk besluit van 4 Februari 1911 betreffende de stère.

In stemming gebracht, werd het ontwerp van decreet eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Itten, Louwers, Marzorati en Van de Putte, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Décret du 6 avril 1926, déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur. — Abrogation.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 6 avril 1926, déterminant la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur (*B. O.* 1926, page 436), est abrogé.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 1948.

Decreet van 6 April 1926, tot bepaling van de bijzondere maat, te gebruiken bij het vervoer van voor stoomschepen bestemd brandhout. — Afschaffing.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

Het decreet van 6 April 1926, tot bepaling van de bijzondere maat te gebruiken bij het vervoer van voor stoomschepen bestemde brandhout (*A. B.* 1926, bladzijde 436) wordt afgeschaft.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 8 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Tarif des droits d'entrée : Modification de la rubrique 85A (produits chimiques spécialement dénommés).

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'ordonnance législative n° 33/64 du 25 février 1948, coordonnant le tarif des droits d'entrée,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Sont admis au régime des produits chimiques spécialement dénommés (rubrique 85 A) la poudre de retassement, ainsi que la collupuline pour brasserie.

ART. 2.

Le présent arrêté applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, entrera immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 16 mars 1948.

Tarief der invoerrechten : Wijzigingen der rubriek 85A (scheikundige voortbrengselen afzonderlijk vermeld).

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien de wetgevende ordonnantie n° 33/64 van 25 Februari 1948, tot samenordering van het tarief der invoerrechten,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden toegelaten tot het stelsel der bijzonder vermelde scheikundige producten (rubriek 85 A), het vormpoeder, alsook collupuline voor de brouwerij.

ART. 2.

Dit besluit, in Belgisch Congo en in Ruanda-Urundi toepasselijk, treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, de 16 Maart 1948.

P. WIGNY.

Institut des Parcs Nationaux du Congo Belge. — Commission. — Nomination.

Un Arrêté du Régent en date du 17 mars 1948 nomme membre de la Commission de l'I. P. N. C. B. : M. LEBRUN, J., Secrétaire Scientifique de l'I. N. E. A. C., en remplacement de M. LOUIS, J., décédé.

Instituut der Nationale Parken van Belgisch-Congo. — Commissie. — Benoeming.

Een besluit van de Regent van 17 Maart 1948 benoemt tot lid van de Commissie van dit Instituut, de H. LEBRUN, J., wetenschappelijke Secretaris van het N. I. L. B. C., ter vervanging van de H. LOUIS, J., overleden.

**Donation d'un capital de 40.000 francs
en faveur du Gouvernement du Ruanda-Urundi. — Conditions.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'expédition de l'acte de donation en date du deux février 1948 passé devant le Notaire LEROY, Pierre, juge suppléant du tribunal de première instance du Ruanda-Urundi à Usumbura contenant les dispositions suivantes :

« Les soussignés, Monsieur Maurice SIMON, Gouverneur du Territoire du Ruanda-Urundi et son épouse qu'il assiste et autorise, Madame Espérance ISTASSE, domiciliés à JUMET, résidant à Usumbura, agissant aux présentes tant en leur nom personnel qu'au nom de leurs enfants mineurs Marie-Thérèse, Jacqueline, Jean-Pierre, Bernadette et Elisabeth, considérant l'attachement que leur fils Jean-Jacques, décédé à Usumbura, le premier avril 1947 à l'âge de huit ans professait à l'égard de son école « STELLA MATUTINA » ; déclarent faire donation au Gouvernement du Ruanda-Urundi, d'un capital d'une valeur nominale de QUARANTE MILLE FRANCS congolais aux conditions énumérées ci-après :

» 1^o Le capital sera composé de quarante obligations de mille francs de la Dette Coloniale belge 1936 ;

» 2^o Il sera créé, au moyen du capital, par le Gouvernement du Ruanda-Urundi, une fondation perpétuelle dénommée « Fondation Jean-Jacques Simon » ;

» 3^o Les revenus de ce capital, déposé à la Banque du Congo Belge à Bruxelles seront affectés chaque année, pour moitié à l'acquisition de titres du même emprunt, ou de toutes autres valeurs équivalentes qui viendront augmenter le capital primitif, et pour moitié à l'achat d'un ou plusieurs ouvrages de culture générale destinés à récompenser l'élève le plus méritant de quatrième année primaire de l'école « Stella Matutina » d'Usumbura, sans qu'il soit fait de distinction de sexe, de religion ou de nationalité pour l'attribution de ce prix ;

» 4^o Monsieur Maurice Simon, prénommé, décidera sa vie durant, en personne ou par délégation, de l'attribution de ce prix sur proposition de la Directrice de l'Ecole, le chef du Service de l'Enseignement du Ruanda-Urundi consulté ;

» 5^o Survenant le décès de Monsieur Maurice Simon, seront appelés pour décider de l'attribution du « Prix Jean-Jacques Simon », les membres de la famille ci-après repris par ordre de préférence :

- » Madame Espérance ISTASSE ;
- » Mademoiselle Marie-Thérèse SIMON ;
- » Mademoiselle Jacqueline SIMON ;

**Schenking van 40.000 frank ten voordele
van het Gouvernement van Ruanda-Urundi. — Voorwaarden.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekommenden, HEIL.

Gezien de uitgifte der schenkingsakte van twee Februari 1948 verleden voor Notaris Pierre LEROY, plaatsvervangend rechter van de rechtbank van eerste aanleg van Ruanda-Urundi te Usumbura houdende volgende schikkingen :

» Monsieur Jean-Pierre SIMON;

» Mademoiselle Bernadette SIMON;

» Mademoiselle Elisabeth SIMON;

» Toutefois, celles des personnes ci-dessus reprises résidant au Ruanda-Urundi
» ou au Congo Belge au moment de l'attribution du prix seront appelées avant
» celles résidant hors de ces territoires;

» 6° Si les personnes ci-dessus viennent à se désister ou à se trouver dans
» l'impossibilité de remplir cette mission, l'attribution du Prix sera faite par la
» plus haute Autorité administrative du Ruanda-Urundi, ou la personne qu'elle
» déléguera à cette fin, dans les conditions prévues au *quarto* du présent acte;

» 7° Au cas où un ou plusieurs titres constituant la Fondation sortiraient avec
» ou sans prime remboursables par une somme supérieure ou non à la valeur no-
» minale, la somme totale servirait à acheter un ou plusieurs titres du même
» emprunt ou d'autres valeurs équivalentes;

» 8° Si le capital venait à s'accroître considérablement, la personne chargée de
» l'attribution des prix pourra, d'accord avec le Chef du Service de l'Enseigne-
» ment du Gouvernement du Ruanda-Urundi décider de la création d'autres prix
» en s'inspirant de l'esprit qui a présidé à la présente fondation ».

Fait à Usumbura, le deux février mil neuf cent quarante huit.

(Signé) : E. ISTASSE

(Signé) : M. SIMON.

ACTE NOTAIRE N° 738.

« L'an mil neuf cent quarante-huit, le deuxième jour du mois de février;
» NOUS, Pierre LEROY, Juge-Suppléant du Tribunal de première instance
» du Ruanda-Urundi, Notaire à Usumbura, certifions que l'acte dont les clauses
» sont ci-dessus, insérées nous a été présenté ce jour par Monsieur Maurice
» SIMON et son épouse qu'il assiste et autorise Madame Espérance ISTASSE,
» demeurant ensemble à Usumbura (Ruanda-Urundi), en présence de Mon-
» sieur Serge STRAUNARD et le Révérend Père MARTIN Joseph, tous deux
» résidant à Usumbura, témoins instrumentaires à ce requis et réunissant les
» conditions exigées par la loi.

» Connaissance du contenu de l'acte a été donnée par Nous, Notaire, aux com-
» parants et aux témoins.

» Les comparants nous ont déclaré en présence des dits témoins que l'acte tel
» qu'il est rédigé renferme bien l'expression de leur volonté.

» En foi de quoi, le présent acte a été signé par Nous, Notaire, les comparants
» et les témoins et revêtu du sceau de l'Office Notarial d'Usumbura ».

Le Notaire,

(Signé) : Pierre LEROY.

Les Témoins,

(Signé) : S. STRAUNARD.

(Signé) : J. MARTIN.

Les Comparants,

(Signé) : M. SIMON.

(Signé) : E. ISTASSE.

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

ARTICLE PREMIER.

La donation d'un capital de 40.000 fr. (quarante mille francs), valeur nominale, représenté par 40 obligations de mille francs de la Dette Coloniale Belge de 1936 faite en faveur du Gouvernement du Ruanda-Urundi est acceptée sous les conditions fixées ci-dessus par les donateurs.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 mars 1948.

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

ARTIKEL ÉÉN.

De schenking van een kapitaal van 40.000 frank (veertig duizend frank), nominale waarde, zijnde 40 obligatiën van duizend frank van de Belgische Koloniale Schuld van 1936 ten voordele van het Gouvernement der gebieden van Ruanda-Urundi wordt aangenomen onder de door de schenkers hierboven gestelde voorwaarden.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 17 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Régie de distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Distributions d'eau et d'électricité à Luluabourg. — Etudes, travaux et exploitation.

« Régie de distributions d'eau et d'électricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi ». — Water- en electriciteitsleidingen te Luluaburg. — Studiën, werken en uitbating.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 30 décembre 1939, créant la « Régie de Distribution d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi »,

Vu l'arrêté ministériel, en date du 3 janvier 1940, pris en exécution de ce décret,

Vu l'arrêté ministériel, en date du 3 janvier 1940, portant approbation du cahier des charges de la Régie,

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het decreet van 30 December 1939, tot stichting van de « Regie der Water- en Electriciteitsverdeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi »,

Gelet op het ministerieel besluit, van 3 Januari 1940, ter uitvoering van dit decreet,

Gelet op het ministerieel besluit, van 3 Januari 1940, tot goedkeuring van het lastenkohier der Regie,

ARRETE:

ARTICLE PREMIER.

La « Régie de Distributions d'Eau et d'Electricité du Congo Belge et du Ruanda-Urundi », ci-après désignée par le mot « Régie », est chargée, pour le compte de la Colonie :

- 1^o des études et travaux nécessaires à l'établissement des distributions d'eau et d'électricité à Luluabourg;
- 2^o de la gestion et de l'exploitation du service de ces distributions d'eau et d'électricité à Luluabourg, ainsi que des installations annexes.

ART. 2.

Les services des distributions d'eau et d'électricité de Luluabourg seront exploités par la Régie, conformément au cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 3 janvier 1940.

ART. 3.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, 18 mars 1948.

BESLUIT:

ARTIKEL EÉN.

De « Regie der Water- en Electriciteitsverdeling in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi », hierna onder het woord « Regie » aangeduid, wordt voor rekening van de Kolonie belast met :

- 1^o de studiën en werken nodig voor het aanleggen van water- en electriciteitsleidingen te Luluaburg;
- 2^o het beheer en de exploitatie van de dienst dezer water- en electriciteitsverdeling te Luluaburg, alsmede van de bijhorige installaties.

ART. 2.

De Regie exploiteert de diensten voor de water- en electriciteitsverdeling te Luluaburg, overeenkomstig het bij het ministerieel besluit van 3 Januari 1940 gevoegd lastenkohier.

ART. 3.

De Secretaris-Generaal is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 Maart 1948.

P. WIGNY.

**Statut des Agents de l'Administration
d'Afrique. — Mesures d'exécution.**

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 1947, organique des statuts des agents de l'Administration Coloniale et spécialement l'annexe à cet arrêté édictant le statut des agents de l'Administration d'Afrique;

Revu l'arrêté ministériel du 6 février 1948, édictant les mesures d'exécution du statut précité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

L'arrêté ministériel du 6 février 1948 édictant les mesures d'exécution du statut des agents de l'administration d'Afrique, est abrogé et remplacé par les dispositions reprises en annexe au présent arrêté.

ART. 2.

Les dispositions sur la matière contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 3.

Le présent arrêté sort ses effets au 1^{er} janvier 1947, à l'exception des dispositions prévues à l'article 15 du Chapitre III, qui ne sortent leurs effets qu'à la date du 1^{er} janvier 1948.

Bruxelles, le 7 avril 1948.

Statuut van de Beambten van het Bestuur in Afrika. — Uitvoeringsmaatregelen.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het besluit van 1 Juli 1947, tot instelling van het statuut van de agenten van het Koloniaal Bestuur en inzonderheid de bijlage bij dit besluit die het statuut van de agenten van het bestuur in Afrika uitvaardigt;

Herzien het ministerieel besluit van 6 Februari 1948, tot uitvaardiging van de maatregelen tot uitvoering van voormeld statuut;

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Het ministerieel besluit van 6 Februari 1948, tot uitvaardiging van de maatregelen tot uitvoering van het statuut van de agenten van het bestuur in Afrika, wordt afgeschaft en vervangen door de bepalingen die voorkomen als bijlage bij dit besluit.

ART. 2.

De desbetreffende bepalingen strijdig met dit besluit worden afgeschaft.

ART. 3.

Dit besluit treedt in werking op 1 Januari 1947, met uitzondering van de bepalingen voorzien in artikel 15, Hoofdstuk III, die maar op 1 Januari 1948, in werking treden.

Brussel, 7 April 1948.

P. WIGNY.

STATUT DES AGENTS DE
L'ADMINISTRATION D'AFRIQUE.
MESURES D'EXECUTION.

CHAPITRE PREMIER.

Recrutement.

ARTICLE PREMIER.

Les cours de préparation coloniale, visés au 7^o de l'article 6 du statut, sont ceux organisés :

1^o à l'Université coloniale d'Anvers, y compris ceux de la section commerciale;

2^o dans les Universités belges, en vue de l'attribution du grade de Licencié en sciences coloniales;

3^o à l'Ecole coloniale de Bruxelles;

4^o à l'Institut de Médecine tropicale.

ART. 2.

Les tableaux repris à l'annexe I du présent arrêté, déterminent l'équivalence des titres des agents des Administrations métropolitaines, et les bonifications accordées aux agents, en application des dispositions des articles 9 et 57 du statut.

CHAPITRE II.

Rétributions. — Indemnités.

Section I. — *Traitements — Indemnités familiales.*

ART. 3.

Sauf exceptions spécialement prévues, les traitements et indemnités d'activité sont dus aux agents de l'Administration d'Afrique arrivant pour la première fois au Congo, à dater du jour de l'arrivée du

STATUUT VOOR DE BEAMBTEN
VAN HET BESTUUR IN AFRIKA.
UITVOERINGSMAATREGELEN.

HOOFDSTUK EEN.

Werving.

ARTIKEL ÉÉN.

De cursussen in koloniale voorbereiding, bij 7^o van artikel 6 van het statuut bepaald zijn die welke worden gegeven :

1^o in de Koloniale Hogeschool te Antwerpen, de cursussen van de handelssectie inbegrepen;

2^o in de Belgische Hogescholen, ter verlening van de graad van licentiaat in de koloniale wetenschappen;

3^o in de Koloniale School te Brussel;

4^o in het Instituut voor Tropische Geneeskunde.

ART 2.

De tabellen in de bijlage van dit besluit bepalen de gelijkwaardigheid van de titels der beampten die tot de moederlandse besturen behoren en de bonificaties welke, bij toepassing van de bepalingen van artikelen 9 en 57 van het statuut aan de beampten worden toegekend.

HOOFDSTUK II.

Bezoldigingen. — Vergoedingen.

Sectie I. — *Wedden — Gezinstoelagen.*

ART. 3.

Behalve de speciaal voorziene uitzonderingen, zijn de activiteitswedden en vergoedingen verschuldigd aan de beampten van het Bestuur in Afrika die voor de eerste maal, te rekenen van de

vapeur à Banana, s'ils se rendent dans la Colonie par la voie Anvers-Boma et à dater du jour d'arrivée sur le territoire de la Colonie, s'ils s'y rendent par une autre voie.

Pour les agents de l'Administration d'Afrique qui ont déjà effectué en Afrique un ou plusieurs termes de service pour le compte du Gouvernement, ces traitements et indemnités sont dus à partir du lendemain de l'arrivée à Banana ou sur le territoire de la Colonie, selon qu'ils se rendent dans la Colonie par la voie Anvers-Boma ou par une autre voie.

Le Gouverneur Général désigne les agents chargés de constater les dates d'arrivée à Banana ou sur le Territoire de la Colonie.

ART. 4.

Sauf la partie du traitement supérieure à 260.000 francs, le traitement et les indemnités familiales sont soumis aux variations de l'index, tel qu'il est établi trimestriellement par la Commission de l'Index créée par le Gouverneur Général.

Pour le calcul du traitement et des indemnités familiales en fonction des variations de l'index, les règles suivantes sont appliquées :

Le traitement et les indemnités familiales tels qu'ils sont déterminés aux articles 55 et 62 du statut correspondent à la tranche du chiffre de l'index se situant entre 195 et 204,99.

Ils subiront des augmentations successives de 5 % au fur et à mesure que le chiffre de l'index se situera dans une nouvelle tranche de 10 points supérieure à 204,99.

Ils subiront des diminutions successives de 5 % au fur et à mesure que le chiffre de l'index se situera dans une nouvelle tranche de 10 points inférieure à 195.

dag van aankomst van de boot te Banana, in Congo aankomen, indien zij zich naar de Kolonie begeven langs de weg Antwerpen-Boma en, te rekenen van de dag van aankomst op het grondgebied van de Kolonie, indien zij zich daarheen langs een andere weg begeven.

Voor de beampten van het Bestuur in Afrika die reeds één of verscheidene diensttermen in Afrika voor rekening van het Gouvernement hebben voltooid, zijn deze wedden en vergoedingen verschuldigd te rekenen van de dag na de aankomst te Banana of op het grondgebied van de Kolonie, naar gelang zij zich naar de Kolonie begeven langs de weg Antwerpen-Boma of langs een andere weg.

De Gouverneur-Generaal wijst de beampten aan die gelast zijn de data van aankomst te Banana of op het grondgebied van de Kolonie vast te stellen.

ART. 4.

Behalve het gedeelte van de wedde boven 260.000 frank, zijn de wedde en de gezinstoelagen onderworpen aan de schommelingen van de index, zoals het driemaandelijks wordt opgemaakt door de Index-Commissie welke de Gouverneur-Generaal heeft ingesteld.

Voor de berekening van de wedde en gezinstoelagen in functie van de schommelingen van de index, worden volgende regelen toegepast :

De wedde en de gezinstoelagen zoals bepaald bij de artikelen 55 en 62 van het statuut stemmen overeen met het gedeelte van het indexcijfer tussen 195 en 204,99.

Zij worden achtereenvolgens verhoogd met 5 procent, naarmate dat het cijfer van de index gelegen is in een nieuw gedeelte van 10 punten boven 204,99.

Zij worden achtereenvolgens verminderd met 5 procent, naarmate dat het cijfer van de index gelegen is in een nieuw gedeelte van 10 punten onder 195.

Lorsque le traitement et les indemnités familiales devront être augmentés ou diminués en application des dispositions qui précèdent, la majoration ou la diminution sera applicable dès le premier mois suivant la réunion de la Commission de l'Index.

ART. 5.

Les traitements d'activité, de congé ou d'attente et les indemnités allouées aux agents de l'Administration d'Afrique sont liquidés mensuellement et par anticipation.

Lorsqu'il s'agit d'agents admis à titre définitif, 94 % sont mandatés au profit des ayants-droit et 6 % sont versés à la Caisse Coloniale d'assurance.

Lorsqu'il s'agit d'agents stagiaires, pendant la durée du stage prévu aux articles 26 et suivants du statut, 92,5 % sont mandatés au profit des ayants-droit, 6 % sont versés à la Caisse Coloniale des Pensions pour Employés et 1,5 % est versé au Fonds Colonial d'Allocations, conformément aux dispositions du décret du 10 octobre 1945.

Un régime spécial sera éventuellement établi en ce qui concerne les agents stagiaires qui appartiennent à une administration métropolitaine de l'Etat.

ART. 6.

Les ordonnances de paiement sont établies par les services d'Afrique pour les agents qui séjournent dans la Colonie et par les services du Ministère des Colonies pour les autres.

Lorsque les agents ont quitté le territoire de la Colonie, le solde débiteur ou créateur de leur traitement et de leurs indemnités est payable à Bruxelles, au Ministère des Colonies.

Dienen de wedde en de gezinstoelagen vermeerderd of verminderd bij toepassing van voorgaande bepalingen, dan moet de vermeerdering of vermindering worden toegepast van de eerste maand af volgend op de bijeenkomst van de Index-Commissie.

ART. 5.

De activiteitswedden, verlofwedden of wachtgeld en de aan de beambten van het Bestuur in Afrika toegekende vergoedingen worden maandelijks en vooraf uitgekeerd.

Betreft het vast benoemde beambten, dan wordt aan de rechthebbenden 94 % gemandateerd, terwijl 6 procent bij de Koloniale Verzekeringskas wordt gestort.

Betreft het beambten-stagiaires, dan wordt tijdens de duur van bij artikelen 26 en volgende van dit statuut bepaalde stage, 92,5 procent gemandateerd aan de rechthebbenden, terwijl 6 procent gestort wordt bij de Koloniale Pensienkas voor Werknemers en 1,5 procent bij het Koloniaal Toelagenfonds, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 10 October 1945.

Een bijzonder regime zal, bij voorkomend geval, ingesteld worden wat betreft de beambten-stagiaires die tot een moederlands Staatsbestuur behoren.

ART. 6.

De ordonnantiën tot betaling worden opgemaakt door de diensten in Afrika, voor de beambten die in de Kolonie verblijven en door de diensten van het Ministerie van Koloniën, voor de andere beambten.

Wanneer de beambten het grondgebied van de Kolonie verlaten hebben, is het nadelig of batig saldo van hun wedde en van hun vergoedingen te Brussel, op het Ministerie van Koloniën betaalbaar.

ART. 7.

Les parties de traitement cédées ou frappées de saisies-arrêts sont mandatées par les services d'Afrique ou par les services du Ministère des Colonies, selon que l'agent réside dans la Colonie ou hors de la Colonie; elles seront versées en consignation au profit de qui il appartiendra. Les sommes ainsi déposées en consignation ne sont pas productives d'intérêt.

ART. 8.

Les retenues résultant de l'application de peines disciplinaires s'opèrent sur la partie disponible du traitement telle qu'elle est déterminée à l'article 5.

Elles se calculent sur le montant total du traitement tel qu'il est fixé au jour où la mesure est prononcée, compte tenu ultérieurement des majorations éventuelles décidées avec effet rétroactif et sont versées en recettes accidentelles dès qu'elles sont acquises définitivement au Trésor.

ART. 9.

Les traitements et indemnités sont payés suivant les dispositions du règlement sur la comptabilité publique.

Des avances sur traitement pourront être consenties aux agents de l'Administration d'Afrique dans les limites suivantes :

a) en Belgique, le Ministre des Colonies pourra accorder des avances pour frais d'équipement aux agents stagiaires, dès que l'arrêté les nommant à titre provisoire sera signé, à concurrence d'un mois de traitement d'activité aux agents célibataires, deux mois aux agents mariés sans enfants, trois mois aux agents mariés pères d'un ou plusieurs enfants. Ces avances seront remboursables, selon le cas, en douze, dix-huit ou vingt-quatre mensualités.

ART. 7.

De gedeelten van de wedde afgestaan of getroffen door beslag, worden gemandateerd door de diensten in Afrika of door de diensten van het Ministerie van Koloniën, naar gelang de beambte in of buiten de Kolonie verblijft; zij worden in consignatie gestort ten voordele van degene wie het aanbelangt. De aldus in consignatie neergelegde sommen brengen geen interest op.

ART. 8.

De afhoudingen die voortvloeien uit de toepassing van de tuchstraffen geschieden op het beschikbare gedeelte van de wedde, zoals bepaald bij artikel 5.

Zij worden berekend naar het totale bedrag van de wedde, zoals vastgesteld op de dag waarop de maatregel is uitgevaardigd, later rekening houdende met de eventuele verhogingen waartoe met terugwerkende kracht beslist wordt; zij worden gestort in accidentele inkomsten zodra zij voorgoed voor de Thesaurie verworven zijn.

ART. 9.

De wedden en vergoedingen worden betaald volgens de bepalingen van het reglement op de openbare comptabiliteit.

De voorschotten op de wedden mogen toegestaan worden aan de beambten van het Bestuur in Afrika, binnen de volgende perken :

a) in België, mag de Minister van Koloniën aan de beambten-stagiaires voorschotten toestaan voor uitrustingsvergoeding, zodra het besluit zal ondertekend zijn waarbij zij voorlopig worden benoemd, tot beloop van een maand activiteitswedde voor de ongehuwde beambten, twee maanden voor de gehuwde zonder kinderen en drie maanden voor de gehuwde beambten die vader zijn van één of verscheidene kinderen. Deze voorschotten zijn aflosbaar, naar gelang van het geval, in twaalf, achttien of vier-entwintig maandelijks storting.

Ce n'est qu'à titre exceptionnel que des avances de l'espèce pourront être consenties aux agents ayant déjà accompli une ou plusieurs périodes de service;

b) au Congo, le Gouverneur Général pourra accorder des avances aux agents rejoignant leur destination, suivant un barème qu'il déterminera.

Toutefois, le Secrétaire Général, les Gouverneurs de Province et les Directeurs Généraux peuvent, dans le cas où les feuilles de compte ne leur sont parvenues ou dans d'autres cas spéciaux, accorder des avances sur traitement aux agents placés sous leurs ordres, mais ils doivent prendre, dans chaque cas, une décision motivée, à établir en deux exemplaires; l'original est annexé comme pièce justificative à l'ordonnance de paiement, ou à l'extrait de caisse si le paiement se fait par un comptable de la Colonie; le duplicata reste à l'appui du dossier « traitement » de l'intéressé.

Dans des circonstances exceptionnelles, laissées à son appréciation, le Gouverneur Général peut consentir aux agents qui en ont besoin, en vue de leur permettre de se faire rejoindre au Congo par leur famille, des avances sur traitement dont il détermine, dans chaque cas, les modalités de remboursement.

ART. 10.

Pour application des dispositions de l'alinéa 2 des articles 64 et 66 du statut, et sauf en ce qui concerne les enfants que la femme a retenus d'un précédent mariage, les distinctions suivantes sont établies :

a) jusqu'à l'âge de 16 ans, les enfants sont présumés être à charge des parents;

b) au-delà de 16 ans, l'indemnité familiale continuera à être payée s'il est prouvé que les enfants ne cessent pas, en tout ou en partie, d'être à charge des parents.

Voorschotten van die aard mogen slechts uitzonderlijk aan de beambten worden toegestaan die reeds één of verscheidene perioden dienst hebben volbracht.

b) in Congo, mag de Gouverneur-Generaal, volgens een door hem vastgesteld barema, voorschotten toestaan aan de beambten die zich naar hun bestemming begeven.

Evenwel kunnen de Secretaris-Generaal, de Provinciale Gouverneurs en de Directeurs-Generaal, ingeval de loonstaten hen niet bereiken of in andere bijzondere gevallen, voorschotten op de wedde toestaan aan de beambten die in hun dienst zijn doch zij moeten, in elk afzonderlijk geval, een gemotiveerde beslissing nemen welke in twee exemplaren dient opgemaakt; het origineel wordt als bewijsstuk bij de ordonnantie tot betaling gevoegd, of bij het kasuittreksel zo de betaling gedaan wordt door een rekenplichtige van de Kolonie; het duplicatum blijft in het dossier « wedde » van belanghebbende.

In uitzonderlijke omstandigheden welke aan zijn oordeel worden overgelaten, mag de Gouverneur-Generaal aan de beambten die het nodig hebben om hun gezin bij hen in Congo te kunnen laten komen, voorschotten op de wedde toestaan waarvan hij, in elk geval, de modaliteiten van terugbetaling bepaalt.

ART. 10.

Voor de toepassing van de bepalingen van lid 2 van de artikelen 64 en 66 van het statuut, en behalve wat betreft de kinderen die de vrouw uit vorig huwelijk heeft behouden, wordt volgend onderscheid gemaakt;

a) tot de leeftijd van 16 jaar, worden de kinderen beschouwd als zijnde ten laste van de ouders;

b) boven 16 jaar, wordt de gezinstoe-lage verder betaald indien bewezen is dat de kinderen niet ophouden, geheel of gedeelte, ten laste te komen van de ouders.

L'Agent établira cette preuve en fournissant, soit un certificat du chef de l'établissement d'enseignement où l'enfant poursuit ses études, soit un certificat du chef de l'établissement où l'enfant a été placé en apprentissage sans rémunération, soit une attestation qu'il lui incombe d'établir d'office, certifiant que l'enfant ne se livre à aucune occupation lucrative.

En ce qui concerne les enfants que la femme a retenus d'un précédent mariage, ils sont présumés ne pas être à charge de l'agent. Il appartiendra à ce dernier, pour pouvoir bénéficier de l'indemnité familiale, de prouver que les enfants sont effectivement à sa charge.

Section II. — *Frais de représentation.*

ART. 11.

Les frais de représentation alloués aux agents de la première et de la deuxième catégorie sont déterminés à l'annexe II du présent arrêté.

Section III. — *Indemnité d'équipement.*

ART. 12.

L'indemnité d'équipement prévue à l'article 73 du statut est liquidée à Bruxelles aux bénéficiaires dès que l'arrêté les nommant à titre provisoire sera signé.

L'indemnité d'équipement est acquise à l'agent qui en bénéficie; elle n'est pas remboursable en cas de décès.

Toutefois, l'indemnité d'équipement devra être remboursée par l'agent qui, pour un motif dépendant de sa volonté, n'achèverait pas sa première période normale de service.

De beampte moet zulks bewijzen door, hetzij een getuigschrift van het hoofd van de schoolinrichting over te leggen, alwaar het kind de studies doorzet, hetzij door overlegging van een getuigschrift van het hoofd van de inrichting alwaar het kind in de leer is zonder bezoldiging, of van een getuigschrift dat hij van ambtswege dient op te maken waarin hij verklaart dat het kind zich aan geen enkele winstgevende bezigheid wijdt.

Wat betreft de kinderen die de vrouw uit een vorig huwelijk behouden heeft, deze worden beschouwd als komende niet ten laste van de beampte. Om de gezinstoelage te kunnen genieten, is het de zaak van deze laatste te bewijzen dat de kinderen werkelijk te zijnen laste komen.

Sectie II. — *Representatiekosten.*

ART. 11.

De aan de beampten van de eerste en tweede categorieën toegestane representatiekosten zijn vastgesteld in bijlage II van dit besluit.

Sectie III. — *Uitrustingsvergoeding.*

ART. 12.

De bij artikel 73 van het statuut bepaalde uitrustingsvergoeding wordt te Brussel uitgekeerd aan de rechthebbenden, zodra het besluit, waarbij zij voorlopig worden benoemd, is ondertekend.

De uitrustingsvergoeding is verworven voor de beampte die er het voordeel van geniet, in geval van overlijden, moet zij niet worden terugbetaald.

Evenwel moet de beampte die de normale eerste dienstperiode niet zou hebben voltooid, om een reden welke van zijn wil afhankelijk is, de uitrustingsvergoeding terugstorten.

Dans ce cas, l'indemnité d'équipement sera remboursée au prorata du temps restant à courir pour achever cette période de service, tout mois commencé étant considéré comme accompli.

CHAPITRE III.

Frais de voyage.

ART. 13.

Les frais de voyage d'aller et de retour visés par les articles 75 à 90 du statut comportent, non seulement les frais du voyage maritime ou aérien vers la Colonie, mais aussi les frais de voyage à l'intérieur de la Colonie; à l'arrivée, depuis le lieu de débarquement jusqu'au lieu de destination et, au départ, depuis le lieu de la résidence jusqu'au lieu d'embarquement.

ART. 14.

Les frais du voyage aller à l'intérieur de la Colonie à rembourser éventuellement par l'agent sont calculés sur la base du coût du trajet entre le poste frontière à l'arrivée et l'endroit de la dernière résidence.

ART. 15.

Lorsque les agents et leur famille voyagent aux frais de la Colonie, celle-ci prend à sa charge les frais de transport des bagages, dans les conditions, proportions et limites fixées comme suit :

1) Voyage Belgique-Congo :

Agent (marié ou célibataire)	300 kg.
Femme	150 kg.
Enfant	75 kg.

2) Voyage Congo-Belgique :

Agent (marié ou célibataire)	200 kg.
Femme	100 kg.
Enfant	50 kg.

In dit geval moet de uitrustingsvergoeding worden terugbetaald in verhouding van de tijd die overblijft ter voltooiing van deze periode dienst, daarbij rekening houdende dat ieder begonnen maand als een gehele maand beschouwd wordt.

HOOFDSTUK III.

Reiskosten.

ART. 13.

De kosten van heen- en terugreis bepaald bij de artikelen 75 tot 90 van het statuut, omvatten niet alleen de kosten van de zee- of luchtreis naar de Kolonie, doch mede de kosten van de reis in de Kolonie zelf; bij de aankomst, van de ontschepingsplaats tot de plaats van bestemming en, bij het vertrek, van de verblijfplaats tot de inschepingsplaats.

ART. 14.

De kosten van de heenreis in het binnenland van de Kolonie, eventueel door de beambte terug te storten, worden berekend op basis van de kosten van de directe afstand tussen de grenspost bij de aankomst en de laatste verblijfplaats.

ART. 15.

Reizen de beambten en hun gezin op kosten van de Kolonie, dan neemt deze laatste de kosten van het vervoer van het reisgoed te haren laste onder de voorwaarden, in de verhoudingen en binnen de perken welke als volgt zijn bepaald :

1) Reis België-Congo :

Beambte (gehuwd of ongehuwd)	300 kg.
Echtgenote	150 kg.
Kind	75 kg.

2) Reis Congo-België :

Beambte (gehuwd of ongehuwd)	200 kg.
Echtgenote	100 kg.
Kind	50 kg.

Un supplément de bagages de 50 kg. est accordé aux magistrats, aux attachés et conseillers juridiques, aux médecins, aux vétérinaires, aux agronomes et aux membres du personnel enseignant des écoles officielles.

Un supplément de bagages de 30 kg. est accordé aux auxiliaires vétérinaires, aux auxiliaires médicaux et aux agents sanitaires lorsque leurs bagages comprennent un microscope et une trousse de chirurgie.

Un supplément de bagages de 100 kg. est accordé aux membres du personnel rentrant ou rentrés en Europe et qui sont :

a) mis à la retraite normale par expiration de la durée ordinaire, prolongée ou réduite de la carrière ou par limite d'âge;

b) relevés pour inaptitude physique au service d'Afrique;

c) mis en disponibilité pour atteindre le moment de la retraite.

d) mis à la disposition de l'administration ou de l'armée métropolitaine pour une période d'un an au moins.

Il est en outre accordé à la femme et aux enfants, accompagnant le mari ou le père, rentrant en Europe dans les conditions prévues à l'alinéa ci-dessus, un supplément de 50 kg. pour la femme, de 50 kg. pour chaque enfant de plus de 12 ans, et de 25 kg. pour chaque enfant de 3 à 12 ans.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront qu'à partir du 1^{er} janvier 1948.

ART. 16.

Les dispositions relatives aux frais de voyage des enfants s'appliquent aussi aux enfants naturels reconnus, aux enfants

Aan de magistraten, de rechtskundige attaché's en adviseurs, de geneesheren, de vecartsenijkundigen, de landbouwkundigen en aan de leden van het onderwijzend personeel van de officiële scholen, wordt een reisgoedsupplement van 50 kg. toegestaan.

Aan de veeartsenijkundige helpers, de geneeskundige helpers en aan de gezondheidsbeambten wordt, indien hun reisgoed een microscoop en een instrumententas bevat, een reisgoedsupplement van 30 kg. toegestaan.

Een reisgoedsupplement van 100 kg. wordt verleend aan de leden van het personeel die in Europa terugkomen of teruggekomen zijn en die :

a) normaal op rust zijn gesteld wegens het verstrijken van de gewone, verlengde of verminderde duur van de loopbaan of wegens het bereiken van de leeftijdsgrens;

b) ontslagen zijn wegens lichamelijke ongeschiktheid voor de dienst in Afrika;

c) ter beschikking zijn gesteld om het oogenblik van het op rust stellen te bereiken;

d) ter beschikking gesteld van het Bestuur of van het Moederlands Leger voor een periode van minstens een jaar.

Daarenboven wordt, onder de in bovengenoemd lid gestelde voorwaarden aan de vrouw en de kinderen die met de echtgenoot of vader afreizen naar Europa, een supplement toegestaan van 50 kg. voor de vrouw, 50 kg. voor ieder kind boven 12 jaar en 25 kg. voor ieder kind van 3 tot 12 jaar.

De bepalingen van dit artikel treden slechts met ingang van 1 Januari 1948 in werking.

ART. 16.

De bepalingen betreffende de reiskosten van de kinderen zijn ook van toepassing op de erkende natuurlijke kin-

adoptés légalement par l'agent et aux enfants que la femme a retenus d'un mariage précédent.

*De même, en cas de décès d'un membre de sa famille l'agent bénéficiera, lors de sa rentrée en Europe, de la gratuité à laquelle le défunt aurait eu droit.

ART. 17.

En cas de décès de l'agent, les membres de sa famille bénéficient lors de leur rentrée en Europe, de la gratuité de transport de bagages à laquelle le défunt aurait eu droit, s'il était rentré dans les conditions énoncées aux lettres a), b), c), d) de l'article 15. Cet avantage sera, le cas échéant, accordé à la veuve ou aux orphelins se trouvant en Europe qui en feraient la demande.

ART. 18.

Dans les quotités indiquées ci-dessus, sont compris les poids de bagages dont le titre de voyage comporte la gratuité de transport lorsque le voyageur est accompagné de ses bagages.

ART. 19.

Il est accordé aux agents et à leur famille, empruntant suivant instructions du Ministre des Colonies ou du Gouverneur Général, la voie Bruxelles - Dilolo via Lobito, une indemnité journalière de 100 francs par personne, ramenée à 50 francs pour les enfants de moins de douze ans.

Pendant le voyage aller, cette indemnité est due depuis le jour d'arrivée à Lobito, inclus, jusqu'à la veille du passage de la frontière à Dilolo.

Pendant le voyage de retour, cette indemnité est due à partir du lendemain du passage de la frontière à Dilolo jusqu'au jour du départ de Lobito inclus.

deren, op de kinderen die de beambte wettelijk aangenomen heeft en op de kinderen die de vrouw uit een vroeger huwelijk heeft.

Zo ook, in geval een lid van zijn gezin komt te overlijden, geniet de beambte bij zijn terugkeer naar Europa, het vrij vervoer waarop de overledene recht zou hebben gehad.

ART. 17.

Bij overlijden van de beambte, krijgen de leden van zijn gezin bij hun terugkomst in Europa het kosteloos vervoer van reisgoed, waarop de overledene recht zou hebben gehad, indien hij onder de voorwaarden vermeld in de letters a), b), c), d), van artikel 15 teruggekomen was. Dit voordeel zal, bij voorkomend geval verleend worden aan de weduwe of de wezen die zich in Europa bevinden en dit aanvragen.

ART. 18.

In de hierboven genoemde hoeveelheden zijn inbegrepen het gewicht reisgoed dat volgens het reisbewijs, vrij mag vervoerd worden, wanneer de reiziger zijn reisgoed medeneemt.

ART. 19.

Aan de beampten en hun gezin die, volgens de voorschriften van de Minister van Koloniën of van de Gouverneur-Generaal langs de weg Brussel - Dilolo via Lobito reizen, wordt een dagvergoeding van 100 frank per persoon toegekend, welke op 50 frank wordt gebracht voor de kinderen beneden 12 jaar.

Tijdens de heenreis is deze vergoeding verschuldigd, te rekenen van de dag van aankomst te Lobito inbegrepen, tot daags vóór het overschrijden van de grens te Dilolo.

Tijdens de terugreis is deze vergoeding verschuldigd te rekenen van de dag na het overschrijden van de grens te Dilolo tot de dag van vertrek te Lobito inbegrepen.

En outre, les agents et leur famille ont droit au remboursement des frais de logement à Lobito : ce remboursement n'est effectué que sur présentation de pièces justificatives.

ART. 20.

Lorsque le voyage s'effectue par une autre voie que la voie dite nationale, la Colonie prend à sa charge les tickets de voyage, le transport des quantités de bagages telles que fixées à l'article 15, les frais normaux d'hôtel et de restaurant.

ART. 21.

Le Gouverneur Général est autorisé à modifier le taux des indemnités de voyage, à modifier ou compléter leurs conditions d'octroi, ainsi qu'à créer de nouvelles indemnités de voyage dont il déterminera les modalités.

CHAPITRE IV.

Soins médicaux et pharmaceutiques.

ART. 22.

Les frais pour soins médicaux et pharmaceutiques reçus en Belgique ou dans certains cas spéciaux à l'étranger, sont remboursés suivant le règlement et le tarif maximum déterminé à l'annexe III.

ART. 23.

Le Conseiller médical ou son délégué déterminent, dans chaque cas, s'il y a lieu ou non à remboursement partiel ou total des frais visés à l'article 22 ci-dessus.

ART. 24.

Seules les affections contractées pendant le séjour sous les tropiques, de même que les accidents survenus à l'occasion et du fait du service, ouvrent le droit au remboursement partiel ou total des frais médicaux et pharmaceutiques.

Daarenboven hebben de beampten en hun gezin recht op terugbetaling van de logieskosten te Lobito : deze terugbetaling geschiedt enkel op vertoon van bewijsstukken.

ART. 20.

Geschiedt de reis langs een andere weg dan de zogenaamde nationale weg, dan neemt de Kolonie de reiskaartjes, het vervoer van de hoeveelheden reisgoed zoals bepaald bij artikel 15, alsmede de normale hotel- en eethuiskosten, te haren laste.

ART. 21.

De Gouverneur-Generaal is gemachtigd het bedrag van de reisvergoedingen te wijzigen, de voorwaarden tot toekenning daarvan te wijzigen of aan te vullen, alsmede nieuwe reisvergoedingen in te stellen waarvan hij de modaliteiten bepaalt.

HOOFDSTUK IV.

Geneeskundige en pharmaceutische verzorging.

ART. 22.

De kosten van geneeskundige en pharmaceutische verzorging in België of, in zekere bijzondere gevallen, in de vreemde, worden volgens het in bijlage III vastgesteld reglement en maximumtarief terugbetaald.

ART. 23.

De geneeskundige adviseur of zijn afgevaardigde bepaalt in elk geval, of het al dan niet nodig is geheel of gedeeltelijk de bij artikel 22 hierboven bepaalde kosten terug te storten.

ART. 24.

Enkel de, tijdens het verblijf onder de tropen, opgedane ziekten, alsmede de ongevallen naar aanleiding van en door dienst overkomen, geven recht op gedeeltelijke of gehele terugbetaling van de kosten van dokter en apotheker.

Le délai pendant lequel ces frais sont mis à charge de la Colonie n'est pas supérieur à 6 mois, à compter du départ de la Colonie, chaque cas faisant l'objet d'un examen particulier de la part des médecins du Département.

Toutefois, ce délai peut être porté à douze mois maximum, lorsqu'il s'agit d'affections spécifiquement tropicales ou d'accidents graves, imputables au service et non à l'inattention ou à la négligence des intéressés.

Dans les cas d'accident en service, un rapport circonstancié est établi par les autorités compétentes au Congo.

ART. 25.

Dans l'hypothèse où le remboursement total ou partiel des frais médicaux ou pharmaceutiques serait refusé, un recours contre cette décision pourra être adressé à une commission médicale dont la composition et le fonctionnement sont déterminés par le Ministre des Colonies.

La Commission médicale décidera si les affections qui ont donné lieu aux soins dont le remboursement est refusé, sont, ou non, des affections tropicales ou spécifiquement tropicales.

Les décisions de la commission sont sans appel.

ART. 26.

Les malades doivent suivre ponctuellement les indications qui leur sont données par les médecins du Département au sujet du traitement à suivre ou d'autres dispositions quelconques à prendre.

Toute inobservance des instructions reçues prive ipso facto le malade du droit au remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques.

ART. 27.

En cas de séjour dans des établissements spéciaux, Sanatoria ou Asiles, une allocation forfaitaire peut être allouée,

De termijn welke deze kosten ten laste komen van de Kolonie gaat 6 maanden niet te boven, te rekenen van het vertrek uit de Kolonie; elk geval maakt het voorwerp uit van een bijzonder onderzoek door geneesheren van het Departement.

De termijn mag echter op maximum twaalf maanden worden gebracht, wanneer het specifiek tropische ziekten betreft of ernstige ongevallen die te wijten zijn aan de dienst en niet aan onoplettendheid of nalatigheid der belanghebbenden.

Bij ongevallen tijdens de uitoefening van de dienst overkomen, maken de bevoegde overheden in Congo een omstandig verslag op.

ART. 25.

In de onderstelling dat de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de kosten van dokter en apotheker zou worden geweigerd, mag beroep tegen deze beslissing bij een geneeskundige commissie worden ingediend, waarvan de samenstelling en werking zijn bepaald door de Minister van Koloniën.

De Geneeskundige Commissie zal er over beslissen of de ziekten die reden geven tot verzorging waarvoor de terugbetaling is geweigerd, al dan niet tropische of specifiek tropische ziekten zijn.

De beslissingen van de commissie zijn niet vatbaar voor beroep.

ART. 26.

De zieken moeten stipt de aanwijzingen volgen die de geneesheren van het Departement hun geven voor de te volgen behandeling of enigerlei andere te nemen schikkingen.

Elke niet-inachtneming van deze voorschriften berooft ipso facto de zieke van het recht op terugbetaling van de kosten van dokter en apotheker.

ART. 27.

In geval van verblijf in speciale inrichtingen, sanatoria of krankzinnigen-gestichten kan, binnen de perken bepaald

dans les limites prévues à l'article 24 et suivant les indications du Conseiller médical ou de son délégué.

ART. 28.

Les agents envoyés en mission dans les pays étrangers peuvent obtenir le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques, à condition qu'ils se soient adressés aux praticiens désignés par les autorités consulaires des pays où ils séjournent. Le remboursement sera soumis à l'appréciation du Médecin en Chef de la Colonie pour les pays situés sur le continent Africain, et au Conseiller médical pour les autres pays.

ART. 29.

Sont exclus du bénéfice des dispositions de l'article 92 du statut, la femme et les enfants des agents visés au deuxième alinéa de cet article.

ART. 30.

Les avantages prévus au deuxième alinéa de l'article 94 du statut en faveur des agents mis fin de carrière ou relevés de leurs fonctions pour raison de santé sont étendus à leur femme et à leurs enfants, lorsqu'ils ont été autorisés à les accompagner en Afrique.

ART. 31.

Le bénéfice des dispositions de l'article 94 du statut est retiré à la femme et aux enfants des agents visés aux lettres a), b) et c) de cet article.

Toutefois, dans certains cas où l'intérêt de l'épouse ou des enfants le justifie, les droits en question peuvent être conservés par le Ministre des Colonies, sur proposition du Conseiller médical ou de son délégué.

bij artikel 24 en volgens de aanwijzingen van de Geneeskundige Adviseur of zijn afgevaardigde, een forfaitaire toelage worden toegekend.

ART. 28.

De beambten die met opdracht zijn gezonden naar den vreemde, kunnen de terugbetaling van de kosten van dokter en apotheker bekomen, op voorwaarde dat zij zich wenden tot de praktizerende geneesheren, aangewezen door de consulaire overheid van de landen waar zij verblijven. De terugbetaling dient onderworpen aan het oordeel van de Hoofdgeneesheer der Kolonie, voor de landen van het Afrikaanse vasteland, en aan de Geneeskundige Adviseur, voor de andere landen.

ART. 29.

Worden van het voordeel van de bepalingen van artikel 92 van het statuut uitgesloten, de vrouw en de kinderen van de bij lid 2 van dit artikel bepaalde beambten.

ART. 30.

De bij lid 2 van artikel 94 van het statuut bepaalde voordelen voor de eindloopbaan gestelde beambten of voor beambten die om gezondheidsredenen uit hun ambt werden ontheven, worden uitgebreid tot hun vrouw en hun kinderen, zo zij toelating hebben gekregen om ze naar Afrika te vergezellen.

ART. 31.

Het voordeel van de bepalingen van artikel 94 van het statuut wordt afgehouden van de vrouw en de kinderen van de beambten zoals bepaald in litterae a), b) en c) van dit artikel.

In zekere gevallen echter waarin het belang van de echtgenote of van de kinderen zulks rechtvaardigt, kunnen de rechten waarvan sprake worden behouden door de Minister van Koloniën, op voorstel van de Geneeskundige Adviseur of zijn afgevaardigde.

ART. 32.

La Colonie n'est tenue à assurer ses obligations en matière de soins médicaux et pharmaceutiques vis-à-vis de la femme et des enfants de l'agent que dans la mesure où ceux-ci ne bénéficient pas, en vertu de dispositions légales ou de stipulations contractuelles, d'un droit propre aux soins médicaux et pharmaceutiques ou au remboursement des frais occasionnés par les dits soins.

ART. 33.

Par mesure transitoire, les ayants-droit qui ont séjourné au Congo entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945 pourront, lors de leur première rentrée en Belgique après la fin des hostilités, obtenir, sur décision médicale, que le délai de 6 mois prévu par l'alinéa 2 de l'article 24 du présent arrêté soit porté à 10 mois.

ART. 34.

Bénéficient des dispositions de la Section III du titre VII du statut, outre les enfants légitimes et naturels reconnus de l'agent, les enfants adoptés légalement par l'agent et les enfants que la femme a retenus d'un précédent mariage.

CHAPITRE V.

Avancement.

Section I. — *Avancement de traitement.*

ART. 35.

Pour les agents du grade supérieur de la quatrième catégorie, les taux des augmentations sont portés à 4 % ou 5,5 % du traitement initial de leur grade à partir de la vingtième année de service, sous réserve toutefois des dispositions de l'article 119 du statut.

ART. 32.

De Kolonie is enkel gehouden haar verplichtingen in zake geneeskundige en pharmaceutische verzorging ten opzichte van de vrouw en de kinderen van de beampten na te komen in de mate dat deze laatsten, krachtens wettelijke bepalingen of contractuele verplichtingen, geen eigenlijk recht genieten op geneeskundige en pharmaceutische verzorging of op terugbetaling van de kosten van genoemde verzorging.

ART. 33.

Bij wijze van overgangsmaatregel, kunnen de rechthebbenden die tussen 10 Mei 1940 en 8 Mei 1945 in Congo hebben verbleven, bij hun eerste terugkeer naar België na het einde der vijandelijkheden, bij geneeskundige beslissing bekomen dat de termijn van zes maand bepaald bij lid 2 van artikel 24 van dit besluit, op tien maand gebracht worde.

ART. 34.

In aanmerking voor de bepalingen van Sectie III, Titel VII, van het statuut komen, benevens de wettige en de erkende natuurlijke kinderen van de beampten, de kinderen die de beampte wettelijk aangenomen heeft en de kinderen die de vrouw uit een vroeger huwelijk heeft.

HOOFDSTUK V.

Bevordering.

Sectie I. — *Bevordering tot de hogere wedde.*

ART. 35.

Voor de beampten van de hogere graad van de vierde categorie, worden de bedragen van de weddeverhogingen gebracht op 4 procent of 5,5 procent van de aanvangswedde van hun graad, te rekenen van het twintigste jaar dienst, onder voorbehoud echter van de bepalingen van artikel 119 van het statuut.

Section II. — *Avancement de grade.*

ART. 36.

Les propositions pour avancement au grand choix, prévues aux 1^o et 2^o de l'article 125 du statut, sont adressées au Gouverneur Général accompagnées d'un rapport circonstancié justifiant la proposition pour avancement au grand choix et justifiant les capacités et le zèle extraordinaires requis par l'article 122 du statut.

ART. 37.

Outre les conditions prévues aux articles 123 et 125 du statut, l'accession au grade inférieur de la troisième catégorie est subordonnée à la réussite d'un concours à subir en Afrique et dont le programme est déterminé par le Gouverneur Général.

Ne sont admis au concours que les agents qui ont obtenu l'appréciation générale synthétique « Elite ».

La promotion des candidats qui ont réussi le concours dont question ci-dessus est réalisée, compte tenu des places vacantes, dans l'ordre de classement au concours.

En cas d'égalité de points, la priorité est déterminée par l'ancienneté des intéressés telle qu'elle est réglée par l'article 37 du statut.

ART. 38.

Les points obtenus au concours demeurent acquis aux intéressés et déterminent leur classement pour une promotion éventuelle lors de nouvelles vacances dans le grade supérieur.

Sectie II. — *Bevordering tot de hogere graad.*

ART. 36.

De voorstellen tot bevordering naar grote keus, bepaald bij 1^o en 2^o van artikel 125 van het statuut, worden aan de Gouverneur-Generaal gezonden en zijn vergezeld van een omstandig verslag waarin zijn gerechtvaardigd het voorstel tot bevordering naar grote keus alsmede de buitengewone bekwaamheid en ijver welke vereist zijn krachtens artikel 122 van het statuut.

ART. 37.

Benevens de bij de artikelen 123 en 125 van het statuut bepaalde voorwaarden, is de toegang tot de lagere graad van de derde categorie onderworpen aan het slagen in een wedstrijd die in Afrika zal worden gehouden en waarvan het programma door de Gouverneur-Generaal bepaald wordt.

Mogen enkel aan de wedstrijd deelnemen de beampten die de samenvatten-de algemene beoordeling « uitstekend » bekomen hebben.

De bevordering van de kandidaten die geslaagd zijn in de wedstrijd waarvan hierboven sprake, wordt toegekend volgens de klasseringsorde van de wedstrijd en met inachtneming van de te begeven plaatsen.

In geval van gelijke punten, wordt de voorrang bepaald volgens de anciënniteit der belanghebbenden, zoals geregeld bij artikel 37 van het statuut.

ART. 38.

De in de wedstrijd behaalde punten blijven voor de belanghebbenden verworven en bepalen hun klassering voor een eventuele bevordering, wanneer nieuwe plaatsen van de hogere graad openvallen.

ART. 39.

Les candidats qui continuent à réunir les conditions requises sont autorisés à se représenter une deuxième fois à un concours ultérieur afin d'améliorer la cote qu'ils ont obtenue à un concours précédent. Leur restera acquise la cote la plus favorable qu'ils auront obtenue.

ART. 40.

Sont autorisés à se représenter une deuxième fois les candidats qui au premier concours n'auraient pas atteint la moyenne requise pour se classer en ordre utile.

En cas de nouvel échec à ce deuxième concours, les candidats ne sont plus autorisés à se représenter.

ART. 41.

Par mesure transitoire, les agents du grade supérieur de la quatrième catégorie qui ont réussi, en Belgique ou au Congo, les examens prévus par les dispositions antérieures sur la matière, sont dispensés de l'obligation de se représenter au concours prévu par le présent arrêté. Leur accession au grade inférieur de la troisième catégorie reste toutefois subordonnée à l'attribution de l'appréciation synthétique « Elite » et à l'observance des conditions faisant l'objet des articles 123 et 125 du statut.

ART. 42.

Le Gouverneur-Général fixe les dates et modalités de ces concours et désigne les membres du jury.

ART. 43.

Lorsqu'un agent obtient, après son entrée au service de la Colonie, un diplôme universitaire, sa situation administrative est régularisée par sa nomination au grade auquel il peut prétendre dès que les cadres budgétaires annuels le permettent.

ART. 39.

De kandidaten die de vereiste voorwaarden blijven vervullen mogen zich ten tweede male voor een latere wedstrijd aanmelden ter verbetering van de in vorige wedstrijd behaalde quotering. Hun zal de gunstige quotering die zij zullen hebben behaald, verworven blijven.

ART. 40.

Mogen zich ten tweede male aanmelden, de kandidaten die in de eerste wedstrijd niet het gemiddelde zouden hebben behaald dat vereist is om in gepaste volgorde te worden gerangschikt.

Ingeval de kandidaten wederom mislukken in deze tweede wedstrijd, mogen zij zich niet meer aanmelden.

ART. 41.

Bij wijze van overgangsmaatregel zijn de beampten van de hogere graad van de vierde categorie die in België of in Congo geslaagd zijn in de examens voorzien bij de vroegere bepalingen ter zake, vrijgesteld van de verplichting zich aan te melden voor de bij dit besluit bepaalde wedstrijd. Hun toegang tot de lagere graad van de derde categorie blijft echter onderworpen aan de toekenning van de samenvattende beoordeling « uitstekend » en aan de inachtneming van de voorwaarden die het voorwerp uitmaken van de artikelen 123 en 125 van het statuut.

ART. 42.

De Gouverneur-Generaal bepaalt de data en modaliteiten van deze wedstrijden en wijst de juryleden aan.

ART. 43.

Behaalt de beampte na indiensttreding bij de Kolonie een universitair diploma, dan wordt zijn toestand in het Bestuur geregeld door benoeming tot de graad waarop hij aanspraak mag maken zodra zulks mogelijk is voor de jaarlijkse begrotingskaders.

ART. 44.

Le Gouverneur Général est délégué pour établir toutes autres règles relatives à l'avancement de grade ou de traitement qui ne seraient pas prévues par le statut ou par le présent arrêté.

CHAPITRE VI.

Régime disciplinaire.

ART. 45.

Dès qu'une faute disciplinaire est reprochée à un agent, il en est dressé procès-verbal. Les déclarations des témoins sont actées s'il échet.

ART. 46.

Sauf dans les cas prévus aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 136 du statut, tout agent incriminé est immédiatement et par écrit, avisé des faits mis à sa charge et invité à exposer sa justification. Cette justification doit être fournie dans les huit jours de la réception de la demande d'explications. Ce délai peut toutefois être prolongé par décision de l'autorité qui entame l'action disciplinaire.

Lorsque l'agent ne se trouve pas sur le territoire de la Colonie au moment où l'action disciplinaire est ouverte à sa charge, ce délai est prorogé d'office jusqu'au trentième jour suivant le retour de l'intéressé sur le territoire de la Colonie.

Faute pour l'agent de fournir sa justification dans le délai prescrit, les dispositions de l'article 137 du statut lui seront appliquées.

ART. 44.

De Gouverneur-Generaal is afgevaardigd om alle regels in verband met bevordering tot de hogere graad of hogere wedde voor te schrijven, die niet zouden bepaald zijn bij het statuut of bij dit besluit.

HOOFDSTUK VI.

Tuchtregeling.

ART. 45.

Zodra een beambte een vergrijp tegen de tucht wordt verweten, wordt hiervan een proces-verbaal opgemaakt. Van de verklaringen der getuigen wordt, bij voorkomend geval, akte genomen.

ART. 46.

Behoudens de in de bij lid 4 en 5 van artikel 136 van het statuut bepaalde gevallen wordt elke beschuldigde beambte onmiddellijk en schriftelijk ter kennis gesteld van de feiten die hem ten laste worden gelegd, en verzocht zijn rechtvaardiging uiteen te zetten. Deze rechtvaardiging moet binnen de acht dagen na de ontvangst van het verzoek om uitleg worden ingediend. De overheid die de tuchtvordering instelt, kan echter bij beslissing deze termijn verlengen.

Wanneer de beambte op het oogenblik waarop tegen hem de tuchtvordering wordt ingesteld, niet op het grondgebied van de Kolonie vertoeft, wordt deze termijn van ambtswege verlengd tot de dertigste dag na de terugkeer van de betrokkene op het grondgebied van de Kolonie.

Indien de beambte zijn rechtvaardiging niet indient binnen de bepaalde termijn, zullen de bepalingen van artikel 137 van het statuut op hem worden toegepast.

ART. 47.

Il pourra éventuellement être procédé à une enquête contradictoire écrite.

Sauf cas de force majeure formellement établi, si l'agent incriminé, dûment convoqué, ne comparait pas, il sera procédé à l'enquête en son absence. Aucune réclamation ne pourra être introduite par l'agent défaillant et les dispositions de l'article 137 du statut seront appliquées.

Les procès-verbaux d'enquête seront signés par l'enquêteur et par l'agent incriminé. Si celui-ci ne comparait pas, ou s'il refuse ou s'il est dans l'impossibilité de signer, mention en sera faite, ainsi que des motifs du refus ou de l'impossibilité de signer. Les témoins signeront leurs déclarations.

ART. 48.

Lorsque le Ministre ou le Gouverneur Général se saisit d'un dossier disciplinaire en application des dispositions de l'alinéa 4 de l'article 133 du statut, il peut faire procéder à toutes enquêtes qu'il juge utiles. Il désigne l'agent chargé de l'enquête, laquelle est soumise aux règles de forme reprises à l'article précédent.

ART. 49.

Lorsque l'autorité qui entame l'action disciplinaire estime que la peine à infliger dépasse les pouvoirs qui lui sont dévolus, elle avise l'agent en cause de cette décision et transmet par la voie hiérarchique, le dossier et ses propositions écrites et motivées, à l'autorité supérieure qui a le pouvoir d'infliger cette peine. L'autorité supérieure avise alors l'agent de la peine qu'elle se propose de lui infliger.

ART. 47.

Er kan eventueel worden overgegaan tot een schriftelijk onderzoek op tegenspraak.

Indien, behoudens formeel vastgesteld geval van heirkraft, de beschuldigde, behoorlijk opgeroepen beambte niet verschijnt, zal in zijn afwezigheid tot het onderzoek worden overgegaan. De in gebreke zijnde beambte mag geen enkel bezwaar inbrengen en de bepalingen van artikel 137 van het statuut zullen worden toegepast.

De processen-verbaal van het onderzoek moeten ondertekend worden door de onderzoeker en door de beschuldigde beambte. Indien deze niet verschijnt of, indien hij weigert of in de onmogelijkheid verkeert te ondertekenen, dan zal dit vermeld worden alsmede de redenen van de weigering of van de onmogelijkheid te ondertekenen. De getuigen moeten hun verklaringen ondertekenen.

ART. 48.

Indien de Minister of de Gouverneur-Generaal bij toepassing van lid 4 van artikel 133 van het statuut een tuchtdossier tot zich trekt, dan kan hij alle onderzoeken instellen die hij nodig acht. Hij wijst de beambte aan die belast is met het onderzoek, dat, wat de vorm betreft, aan de bij voorgaand artikel bepaalde regels onderworpen is.

ART. 49.

Wanneer de overheid die de tucht-vordering instelt, oordeelt dat de op te leggen straf buiten de macht ligt die haar is verleend, stelt zij de betrokken beambte van deze beslissing in kennis en maakt het dossier alsmede haar schriftelijke en met redenen omklede voorstellen langs de hiërarchische weg aan de hogere overheid over die de macht heeft deze straf op te leggen. De hogere overheid deelt aan de beambte de straf mede die zij zich voorneemt hem op te leggen.

ART. 50.

Le recours auprès du Comité du Personnel ou du Comité Supérieur du Personnel prévu à l'alinéa 2 de l'article 138 du statut doit, sous peine de déchéance de ce droit, être introduit endéans un délai de huit jours prenant cours à dater du lendemain de la notification à l'agent de la proposition de la peine à lui infliger.

ART. 51.

Toute peine disciplinaire sera prononcée par une décision écrite et motivée.

ART. 52.

Les décisions seront notifiées par la voie hiérarchique à l'agent intéressé. Il sera dressé procès-verbal de cette notification. L'agent accusera réception de la décision dans les huit jours de sa notification et reproduira, dans son accusé de réception le libellé, in extenso, du motif de la peine infligée.

ART. 53.

Le recours administratif prévu à l'article 139 du statut doit être adressé par écrit et par la voie hiérarchique endéans un délai de huit jours prenant cours à dater du lendemain de la notification de la décision disciplinaire.

ART. 54.

L'autorité saisie d'un recours administratif peut ordonner une enquête. Elle désignera l'agent chargé de l'enquête, laquelle sera soumise aux règles de forme reprises à l'article 48 ci-dessus.

ART. 50.

Het bij lid 2 van artikel 138 van het statuut bepaalde beroep bij het Personeelscomité of bij het Hoger Personeelscomité moet, op straffe van verval van dit recht, worden ingediend binnen een termijn van acht dagen welke aanvangt daags na de kennisgeving aan de beambte van het voorstel van de hem op te leggen straf.

ART. 51.

Elke tuchtstraf moet uitgesproken worden bij een schriftelijke en met redenen omklede beslissing.

ART. 52.

De betrokken beambte wordt langs de hiërarchische weg in kennis gesteld van de beslissingen. Van deze kennisgeving moet proces-verbaal worden opgemaakt. De beambte moet binnen de acht dagen na de kennisgeving, de ontvangst melden van de beslissing en moet, in zijn bericht van ontvangst, de reden van de opgelegde straf in extenso vermelden.

ART. 53.

Het bij artikel 139 van het statuut bepaalde administratief beroep bij het Bestuur moet schriftelijk en langs hiërarchische weg worden ingezonden binnen een termijn van acht dagen welke aanvangt daags na de kennisgeving van de disciplinaire beslissing.

ART. 54.

De overheid bij wie een administratief beroep aanhangig is gemaakt, mag een onderzoek bevelen. Zij wijst de beambte aan die belast is met het onderzoek, dat, wat de vorm betreft, onderworpen is aan de regelen bepaald bij artikel 48 hierboven.

ART. 55.

Lorsque la peine du déplacement est infligée à un agent de la quatrième catégorie ou du premier grade de la troisième catégorie en service dans une province, l'agent peut adresser un recours au Gouverneur de la Province.

Si la peine du déplacement est infligée à un agent du grade supérieur de la troisième catégorie, l'agent puni adresse son recours au Gouverneur Général.

CHAPITRE VII.

Inaptitude au Service Colonial.

ART. 56.

L'inaptitude au service colonial pour cause de maladie ou infirmités graves et permanentes est, à Bruxelles, constatée sur avis donné par la Commission médicale prévue par l'arrêté royal du 21 janvier 1929.

ART. 57.

L'inaptitude au service colonial pour causes morales ou intellectuelles sera, à Bruxelles, constatée sur avis donné par la Commission d'inaptitude établie conformément à l'arrêté ministériel du 16 février 1932.

CHAPITRE VIII.

Titre honorifique.

ART. 58.

L'autorisation de porter le titre honorifique du dernier grade auquel les agents ont été nommés est accordée sur proposition du Gouverneur Général et à l'expiration d'un délai de six mois prenant cours à la date à laquelle les intéressés ont cessé d'appartenir au service de la Colonie.

ART. 55.

Wanneer aan een beambte van de vierde categorie of van de eerste graad van de derde categorie die in dienst is in een Provincie, een verplaatsingsstraf wordt opgelegd, kan de beambte beroep indienen bij de Provinciale Gouverneur.

Indien de verplaatsingsstraf wordt opgelegd aan een beambte van hogere graad van de derde categorie, dient de gestrafte beambte beroep in bij de Gouverneur-Generaal.

HOOFDSTUK VII.

Ongeschiktheid tot de Koloniale Dienst.

ART. 56.

De ongeschiktheid tot de koloniale dienst wegens ziekte of ernstige en permanente gebreken, wordt vastgesteld te Brussel op advies van de bij koninklijk besluit van 21 Januari 1929 bepaalde geneeskundige commissie.

ART. 57.

De ongeschiktheid tot de koloniale dienst wegens zedelijke of verstandelijke oorzaken, wordt vastgesteld te Brussel, op advies van de bij ministerieel besluit van 16 Februari 1932 ingestelde Commissie voor Ongeschiktheid.

HOOFDSTUK VIII.

Eretitels.

ART. 58.

De machtiging de eretitel van de laatste graad te voeren waartoe de beambten werden benoemd, wordt verleend op voorstel van de Gouverneur-Generaal en na het verstrijken van een termijn van zes maanden welke aanvangt op de datum waarop de belanghebbenden hebben opgehouden tot de dienst van de Kolonie te behoren.

CHAPITRE IX.

Dispositions particulières au Service Médical.

ART. 59.

En application des dispositions de l'article 191 du statut, il est institué à l'Institut de Médecine Tropicale « Prince Léopold », une épreuve portant le nom d'examen B.

ART. 60.

Les médecins qui désirent subir l'examen B. en feront la demande par écrit au Ministre des Colonies.

ART. 61.

Sauf autorisation spéciale accordée par le Ministre des Colonies, après avis du Corps Professoral de l'Institut de Médecine Tropicale, les médecins de la Colonie ne sont autorisés à présenter l'examen B. qu'après six années de service.

ART. 62.

Le Corps Professoral de l'Institut de Médecine Tropicale se réunira pour examiner les candidats à l'examen B. au maximum quatre fois par an, à raison d'une session par trimestre. La date de chaque session sera déterminée par le Directeur de l'Institut.

ART. 63.

Le programme des matières faisant l'objet de l'examen B. des médecins de la Colonie comporte :

1° Examen pratique :

- a) d'hématologie, de bactériologie et d'helminthologie;
- b) de protozoologie pathogène;
- c) de zoologie médicale;

HOOFDSTUK IX.

Bijzondere bepalingen voor de Geneeskundige Dienst.

ART. 59.

Bij toepassing van de bepalingen van artikel 191 van het statuut, wordt in het Instituut voor Tropische Geneeskunde « Prins Leopold » een examen ingesteld, examen B genaamd.

ART. 60.

De geneesheren die het examen B. wensen af te leggen, moeten een schriftelijke aanvraag richten aan de Minister van Koloniën.

ART. 61.

Behoudens bijzondere machtiging die verleend wordt door de Minister van Koloniën na advies van het Professoren-corps van het Instituut voor Tropische Geneeskunde, mogen de geneesheren van de Kolonie zich slechts, na zes jaren dienst, voor het examen B. aanmelden.

ART. 62.

Het professorencorps van het Instituut voor Tropische Geneeskunde vergadert ten hoogste vier maal 's jaars n.l. één zitting per kwartaal, om de kandidaten voor het examen B. te examineren. De Directeur van het Instituut bepaalt de datum van elke zitting.

ART. 63.

Het programma van de leerstof voor het examen B. voor de geneesheren van de Kolonie bestaat uit :

1° Practisch examen :

- a) hematologie, bacteriologie en helminthologie;
- b) pathogene protozoölogie;
- c) geneeskundige zoölogie;

2° Rédaction à l'Institut d'un rapport sur une question d'hygiène tropicale, indiquée par le Corps Professoral. Défense de ce rapport devant le Corps Professoral constitué en jury;

3° Rédaction à domicile d'un rapport sur une question d'hygiène tropicale, au choix du candidat. Défense éventuelle de ce rapport devant le Corps Professoral constitué en jury;

4° Appréciation des notes émises, par le chef du Service de l'Hygiène de la Colonie et, éventuellement des travaux scientifiques du candidat.

ART. 64.

Ne seront considérés comme ayant subi l'examen B., avec succès, que les médecins ayant obtenu au moins la cote d'ensemble de 60 points sur 100.

2° In het Instituut een verslag opstellen over een tropisch hygiënisch vraagstuk, door het Professorencorps opgegeven. Verdediging van dit verslag voor het professorencorps dat de jury uitmaakt;

3° Thuis een verslag opstellen over een tropisch hygiënisch vraagstuk, naar keuze van de candidaat. Eventuele verdediging van dit verslag vóór het professorencorps dat de jury uitmaakt;

4° Beoordeling van de nota's, gegeven door het Hoofd van de Dienst der hygiëne in de Kolonie en eventueel, van de wetenschappelijke werken van de candidaat.

ART. 64.

Worden enkel beschouwd als zijnde geslaagd in het examen, de geneesheren die bij de algemene quoterings ten minste 60 punten op 100 hebben behaald.

ANNEXE I.

I. — AVANTAGES ACCORDES A CERTAINS TITRES.

A. — Aux grades dont les candidats sont revêtus à l'Administration métropolitaine.

Les agents de l'Etat, admis au service du Gouvernement de la Colonie pour remplir des fonctions en rapport avec celles qu'ils exercent à l'Administration métropolitaine, bénéficient lors du recrutement, d'après la classification de leur grade dans la hiérarchie en Belgique, des avantages désignés ci-après :

La classification résulte des assimilations des barèmes des agents de l'Etat. (A. R. du 20 juin 1946).

Situation à la Métropole.

Conditions d'admission dans le cadre des Agents de l'Administration d'Afrique.

Groupe III.

Grade inférieur de la quatrième catégorie, au traitement initial de 100.000 fr.

Qualification de Rédacteur.

1 bonification par période de 2 ans de pratique dans les grades de Commis et de Rédacteur.

1 bonification pour réussite de l'examen permettant l'accession au fonctionnariat.

Groupe IV.

Grade supérieur de la quatrième catégorie, au traitement initial de 125.000 fr.

Qualification de Sous-Chef de Bureau.

1 bonification par période de 2 ans de pratique dans un grade du groupe IV à la métropole.

1 bonification pour réussite de l'examen permettant l'accession au fonctionnariat.

Groupe V.

Grade inférieur de la troisième catégorie, aux conditions déterminées par le diplôme (voir I du B. ci-après).

Techniciens qualifiés et carrières universitaires.

1 bonification par deux ans de pratique dans le grade du groupe V à la métropole.

Groupe VI.

Qualification de Chef de Bureau, de Chef de division.

En principe, engagement à titre exceptionnel et par contrat, conformément aux dispositions de l'article 5 du statut.

BIJLAGE I.

I. — VOORDELEN VAN SOMMIGE TITELS.

A. — Voor de graden waarmede de kandidaten bekleed zijn bij het Bestuur in het Moederland.

De Staatsbeambten, die in de dienst van het Gouvernement van de Kolonie aangenomen zijn om functies te vervullen in verband met die welke zij uitoefenden bij het Bestuur in het Moederland, genieten bij hun aanwerving, volgens de rangschikking van hun graad in de hiërarchie in België, volgende voordelen.

De rangschikking vloeit voort uit de aanpassing van de barema's van de Staatsbeambten (K. B. van 20 Juni 1946).

<i>Toestand in het Moederland.</i>	<i>Voorwaarden tot opnemning in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.</i>
Groep III.	Lagere graad van de vierde categorie, met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Qualificatie van opsteller.	1 bonificatie per periode van 2 jaar praktijk in de graad van klerk en opsteller. 1 bonificatie voor het slagen in het examen voor toegang tot de ambtenaarsgraad.
Groep IV.	Hogere graad van de vierde categorie, met een aanvangswedde van 125.000 frank.
Qualificatie van onderbureelhoofd.	1 bonificatie per periode van 2 jaar dienst in een graad van groep IV in het moederland. 1 bonificatie wegens het slagen voor het examen dat toegang verleent tot de ambtenaarsgraad.
Groep V.	Lagere graad van de derde categorie, onder de voorwaarden bepaald in het diploma (zie I van B. hierna).
Gequalificeerde technici en universitaire loopbanen.	1 bonificatie per twee jaar praktijk in de graad van groep V in het moederland.
Groep VI. Qualificatie van bureelhoofd, afdelingshoofd.	In principe, aanneming bij uitzondering en bij contract, overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het statuut.

Situation à la Métropole.

*Conditions d'Admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Groupe VII.
Carrières universitaires de promotion.

Traitement à déterminer dans chaque cas.

Groupe VIII.

Qualification de Directeur.

Groupe IX.

Universitaires hautement qualifiés.

Groupe X.

Fonctionnaires généraux.

CAS SPECIAUX.

1^o Police :

Agent de police, porteur du brevet provincial d'aptitudes aux fonctions de Commissaire de Police, et de Commissaire de Police-Adjoint.

Sous-Commissaire de Police (traitement initial de 100.000 francs).

1 bonification par période de 2 années de pratique.

Maréchal des logis de 1^{re} classe de la Gendarmerie, comptant au moins 3 années de service effectifs.

Candidat revêtu d'un grade métropolitain équivalent au groupe IV (Sous-Chef de Bureau) des administrations publiques.

Sous-Commissaire de Police Principal (traitement initial de 125.000 francs).

1 bonification par période de 2 années de pratique dans un grade du groupe IV à la métropole.

2^o Enseignement.

a) Inspection :

Inspecteurs de toutes catégories.

En principe, engagement à titre exceptionnel, et par contrat, conformément aux dispositions de l'article 5 du statut.

Professeurs.

Inspecteur assistant.

1 bonification par 2 années de pratique dans l'Enseignement officiel.

b) Personnel des écoles officielles :

Professeur d'Athénée ou de Collège.

Professeur.

1 bonification par deux années de pratique dans l'Enseignement officiel ou libre.

Toestand in het Moederland.

*Voorwaarden tot opneming in het kader
van de Beambten van het Bestuur in
Afrika.*

Groep VII.

• Universitaire loopbanen voor bevoor-
dering.

Wedde te bepalen in ieder afzonderlijk
geval.

Groep VIII.

Qualificatie van Directeur.

Groep IX.

Hoog gequalificeerde universitair.

Groep X.

Algemene ambtenaren.

BIJZONDERE GEVALLEN.

1° Politie :

Politiebeambte, houder van het provin-
ciaal brevet van bekwaamheid tot de
functies van Politiecommissaris en
adjunct - politiecommissaris. Wacht-
meester-1^{ste} klasse bij de Rijkswacht
met ten minste drie jaar werkelijke
dienst.

Onderpolitiecommissaris (aanvangswed-
de 100.000 frank).

1 bonificatie per periode van 2 jaar
praktijk.

Candidaat bekleed met een graad van het
moederland die overeenstemt met
groep IV (onderbureelhoofd) van de
openbare besturen.

Eerstaanwezend Onderpolitiecommissa-
ris (aanvangswedde van 125.000 fr.).

1 bonificatie per periode van 2 jaar
praktijk in een graad van groep IV in
het moederland.

2° Onderwijs.

a) Inspectie :

Inspecteurs van alle categorieën.

In principe, aanneming bij uitzondering
en bij contract, overeenkomstig de be-
palingen van artikel 5 van het statuut.

Leraars.

Assistent-Inspecteur.

1 bonificatie per 2 jaar praktijk in het
officieel onderwijs.

b) Personeel van de officiële scholen :

Atheneum- of collegeleraar.

Leraar.

1 bonificatie per 2 jaar praktijk in het
officieel of vrij onderwijs.

Situation à la Métropole.

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Régent ou gestionnaire de pensionnat.

Directeur d'école primaire, régent, ou
gestionnaire de pensionnat.

1 bonification par 2 années de pratique
dans l'Enseignement officiel ou libre.

Instituteur, surveillant, maître d'études,
économe, secrétaire, institutrice d'éco-
le gardienne.

Instituteur, surveillant, maître d'études,
économe, secrétaire, institutrice d'éco-
le gardienne.

1 bonification par deux années de prati-
que dans l'Enseignement officiel ou
libre.

1 bonification pour la réussite de l'exa-
men approfondi sur la seconde langue.

3° Travaux Publics et Communica-
tions.

a) Travaux Publics :

Groupe V.

Conducteur au traitement initial réduit
à 125.000 francs, pour la période pro-
batoire.

Techniciens qualifiés et carrières univer-
sitaires :

1 bonification par 2 années de pratique
dans le grade du groupe V à l'admi-
nistration belge.

Conducteur.

Architecte.

Architecte, idem.

b) Techniciens des Télécommunica-
tions :

*Classification à la Régie des Télégraphes
et des Téléphones.*

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Catégorie D.

Radio-électricien adjoint.

Electriciens, jointeurs, chefs de brigade,
visiteurs, électriciens, ajusteurs, hor-
logers, chefs électriciens.

1 bonification par période de 2 années
de pratique dans la catégorie D.

1 bonification supplémentaire pour les
chefs électriciens.

Catégorie D'.

Mécanicien, horloger, pendulier.

Toestand in het Moederland.

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

Regent of bestuurder van een kostschool.

Bestuurder van een lagere school, regent, of bestuurder van een kostschool.

I bonificatie per 2 jaar praktijk in het officieel of vrij onderwijs.

Onderwijzer, toezichter, studiemeester, econoom, secretaris, bewaarschoolonderwijzeres.

Onderwijzer, toezichter, studiemeester, econoom, secretaris, bewaarschoolonderwijzeres.

I bonificatie per 2 jaar praktijk in het officieel of vrij onderwijs.

I bonificatie voor het slagen in het grondig examen over de tweede taal.

3° Openbare Werken en Televerbindingen :

a) Openbare Werken :

Groep V.

Conducteur met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd.

Gequalificeerde technici en universitaire loopbanen :

I bonificatie per 2 jaar praktijk in de graad van groep V bij het Belgisch Bestuur.

Conducteur.

Architect.

Architect, idem.

b) Technici bij de Televerbindingen.

Rangschikking bij de Regie van Telegraaf en Telefoon.

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

Categorie D.

Adjunct-radio-electricien.

Electriciens, lassers, ploegbazen, schouwer-electriciens, bankwerkers, uurwerkmakers, hoofdelectriciens.

I bonificatie per periode van 2 jaar praktijk in categorie D.

I bijkomende bonificatie voor de hoofdelectriciens.

Categorie D'.

Werktuigkundige, uurwerkmaker, pendulemaker.

*Classification à la Régie des Télégraphes
et des Téléphones.*

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Personnel de surveillance : traceur surveillant de travaux, brigadier-électricien, brigadier, homme de métier, brigadier mécanicien, brigadier spécialiste.

Catégorie spéciale d'électricien spécialiste (exemple : mécanicien de téléphone automatique).

Mécanicien spécialiste.

Outilleur-horloger-rhabilleur.

Radio-électricien adjoint, au traitement initial de 100.000 francs, majoré d'une bonification.

1 bonification par période de deux ans de pratique dans les catégories D. D', spéciale, et de personnel de surveillance.

Personnel de surveillance :

Contremaître, homme de métier.

Contremaître électricien.

Chef d'atelier de la T.W.D.

Contremaître spécialiste.

4^o Force Publique (A. R. du 9 août 1919) :

Sergent ou Maréchal des logis.

Premier sergent-major ou premier Maréchal des logis, comptant 5 ans au moins de grade à l'armée métropolitaine.

Porteurs du brevet de candidat Sous-Lieutenant.

Sous-Lieutenant.

Radio-électricien adjoint principal.

1 bonification par période de 2 ans de pratique dans le grade de contre-maître ou de Chef d'atelier.

Adjudant de la Force Publique, au traitement initial de 100.000 francs.

Adjudant de 1^{re} classe, au traitement initial de 100.000 francs, majoré de 3 bonifications.

Suivant la situation des cadres :

Adjudant-chef de la Force Publique, au traitement initial de 125.000 francs, ou

Adjudant de 1^{re} classe de la Force Publique, avec 1 bonification par période de 2 années d'ancienneté, depuis la nomination ou le commissionnement au grade de Sergent, ou de Maréchal des logis.

Sous-lieutenant de la Force Publique.

Rangschikking bij de Regie van Telegraaf en Telefoon.

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

Toezihtpersoneel : opzichter-traceerder, werkopzichter, voorman - electricien, voorman, ambachtsman, voorman-werktuigkundige, voorman-vakman.

Bijzondere categorie van electricien-specialist (voorbeeld : werktuigkundige voor de automatische telefoon), werktuigkundige-specialist.

Gereedschapmaker, uurwerkmaker, Billel.

Adjunct-radio-electricien met een aanvangswedde van 100.000 frank, vermeerderd met een bonificatie.

1 bonificatie per periode van 2 jaar praktijk in de categorieën D. D', speciaal, en van het toezicht-personeel.

Toezihtpersoneel :

Meestergast, vakman.

Meestergast-electricien.

Werkmeester van de T.W.D.

Meestergast-specialist.

4^o Weermacht (K. B. van 9 Augustus 1919) :

Sergeant of wachtmeester.

Eerste Sergeant-majoor of eerste opperwachtmeester met ten minste 5 jaar graad in het Moederlands leger.

Houders van het brevet van candidaat-onderluitenant.

Onderluitenant.

Eerstaanwezend adjunct-radio-electricien,

1 bonificatie per periode van 2 jaar praktijk in de graad van meestergast of werkmeester.

Adjutant bij de Weermacht met een aanvangswedde van 100.000 frank.

Adjutant-1^{ste} klasse met een aanvangswedde van 100.000 frank vermeerderd met 3 bonificaties.

Volgens de toestand van de kaders :

Adjutant-chef bij de Weermacht met een aanvangswedde van 125.000 frank of

Adjutant-1^{ste} klasse bij de Weermacht, met 1 bonificatie per periode van 2 jaar anciënniteit sedert de benoeming of de aanstelling tot de graad van sergeant of wachtmeester.

Onderluitenant bij de Weermacht.

Situation à la Métropole.

Conditions d'admission dans le cadre des Agents de l'Administration d'Afrique.

Lieutenant d'artillerie ou du génie, issu des écoles spéciales de ces armes (assimilation avec les ingénieurs).

Lieutenant de la Force Publique, au traitement initial de 150.000 francs majoré d'une bonification pour études.

1 bonification par période de 2 ans d'ancienneté dans le grade de Sous-Lieutenant et de Lieutenant.

B. — Aux certificats, diplômes et grades académiques.

Toute épreuve dépassant un cycle complet de quatre années d'études universitaires fait bénéficier le candidat d'une bonification complémentaire.

Titres des Candidats.

Conditions d'admission dans le cadre des Agents de l'Administration d'Afrique.

1^o Service territorial et services administratifs, ne requérant, à l'admission, aucune autre spécialisation que les cours de préparation coloniale.

Diplôme ou certificat de fin d'études moyennes du degré supérieur (humanités complètes).

Certificat d'admission aux études universitaires.

Agent territorial, ou rédacteur, au traitement initial de 100.000 francs.

Diplôme de régent d'école moyenne.

Certificat d'aptitudes aux fonctions de Sous-Lieutenant de réserve.

Diplôme universitaire clôturant un cycle de 2 années d'études, au moins (candidature).

Idem + 5 bonifications.

Même diplôme avec spécialisation coloniale.

Idem + 6 bonifications.

Licences (ancien régime).

Diplôme universitaire clôturant un cycle de 3 années d'études au moins.

Agent territorial principal, ou Rédacteur Principal, au traitement initial de 125.000 francs.

Même diplôme, avec spécialisation coloniale.

Idem + 1 bonification.

Diplôme universitaire clôturant un cycle complet de 4 années d'études au moins (licence, nouveau régime).

Administrateur territorial assistant ou Sous-Chef de Bureau, au traitement initial (art. 55, 2^{me} alinéa du statut).

Même diplôme avec spécialisation coloniale.

Doctorat.

Toestand in het Moederland.

Luitenant van de artillerie of van de genie uit de scholen voor de speciale wapens (aanpassing met de ingenieurs).

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

Luitenant bij de Weermacht met een aanvangswedde van 150.000 frank vermeerderd met een bonificatie voor studiën.

1 bonificatie per periode van 2 jaar anciënniteit in de graad van onderluitenant en luitenant.

B. — Voor de certificaten, diploma's en academische graden.

Elke proef van meer dan één volledige cyclus van vier jaar universitaire studiën geeft de candidaat het recht op een bijkomende bonificatie.

Titels van de Candidaten.

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

1^o Gewestdienst en administratieve diensten waarvoor geen enkele andere specialisatie vereist is dan cursussen in de koloniale voorbereiding.

Diploma of certificaat van volledig middelbaar onderwijs van de hogere graad (volledige humaniora).

Certificaat van toelating tot het universitair onderwijs.

Gewestbeambte of opsteller met een aanvangswedde van 100.000 frank.

Diploma van Regent van de middelbare school.

Bekwaamheidsgetuigschrift voor de functie van reserve-onderluitenant.

Universitair diploma na een cyclus van ten minste twee studie jaren (candidatuur) behaald.

Idem + 5 bonificaties.

Zelfde diploma met koloniale specialisatie.

Idem + 6 bonificaties.

Licentie (oud stelsel).

Universitair diploma na een cyclus van ten minste drie studie jaren behaald.

Eerstaanwezend Gewestbeambte of eerst-aanwezend opsteller met aanvangswedde van 125.000 frank.

Zelfde diploma, met koloniale specialisatie.

Idem + 1 bonificatie.

Universitair diploma na een volledige cyclus van ten minste 4 studie jaren (licentie nieuw stelsel) behaald.

Assistent-Gewestbeheerder of Onderbureelhoofd met de aanvangswedde (art. 55, 2^{de} lid van het statuut).

Zelfde diploma met koloniale specialisatie.

Doctoraat.

Titres des Candidats.

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Diplôme universitaire clôturant un cycle
complet de 5 années d'études.

Idem + 1 bonification.

Docteur en droit.

Idem + 2 bonifications.

Docteur en droit, ayant satisfait aux
épreuves de la Section juridique de
l'Ecole coloniale, ou ayant accompli
un stage satisfaisant de 6 mois au
moins, à la Direction de la Justice du
Gouvernement Général.

Attaché juridique, au traitement initial
(art. 55, 2^{me} alinéa du statut) + 2 bo-
nifications.

2^o Service de l'Enseignement.

Diplôme d'institutrice gardienne.

Institutrice d'école gardienne, au traite-
ment initial de 100.000 francs.

Diplôme d'instituteur.

Instituteur, surveillant, maître d'études,
économe, secrétaire, au traitement ini-
tial de 100.000 francs.

Diplôme de Régent.

Directeur d'école primaire, régent ou
gestionnaire de pensionnat, au traite-
ment initial de 110.000 francs.

Diplôme de licencié permettant d'ensei-
gner dans l'enseignement moyen du
degré supérieur.

Professeur, au traitement initial de
125.000 francs, pour la durée du stage
1 bonification pour le diplôme d'agrégé
de l'enseignement moyen du degré su-
périeur.
1 bonification pour les candidats titu-
laires d'un doctorat.

3^o Service des Affaires économiques.

a) Terres.

Diplôme de Géomètre expert immobilier.

Géomètre-adjoint, au traitement initial
de 100.000 francs, majoré d'une boni-
fication.

Diplôme de Géomètre arpenteur colonial.

Géomètre-adjoint, au traitement initial
de 100.000 francs, majoré de deux
bonifications.

b) Mines.

Ingénieur civil des Mines.

Ingénieur assistant, au traitement initial
majoré d'une bonification.

c) Géologie.

Idem.

Ingénieur géologue.

Majoré de deux bonifications.

Titels van de Candidaten.

Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.

Universitair diploma na een volledige cyclus van 5 studiejaren behaald.

Idem + 1 bonificatie.

Doctor in de Rechten.

Idem + 2 bonificaties.

Doctor in de Rechten, die geslaagd is in de Juridische Sectie van de Koloniale School, of die bij de Directie van Justitie van het Gouvernement-Generaal een bevredigende stage gedaan heeft van ten minste 6 maanden.

Juridisch attaché met de aanvangswedde (art. 55, lid 2 van het statuut) + 2 bonificaties.

2^o Dienst van het Onderwijs.

Diploma van bewaarschoolonderwijzeres.

Bewaarschoolonderwijzeres met een aanvangswedde van 100.000 frank.

Diploma van onderwijzer.

Onderwijzer, toezichter, studiemeester, econoom, secretaris, met een aanvangswedde van 100.000 frank.

Diploma van regent.

Bestuurder van een lagere school, regent of bestuurder van een kostschool met een aanvangswedde van 110.000 frank.

Licentiaatsdiploma, waarmede mag worden onderwezen in het middelbaar onderwijs van de hogere graad.

Leraar met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd.

1 bonificatie voor het diploma van ager gaat voor het middelbaar onderwijs van de hogere graad.

1 bonificatie voor houders van een doctoraat.

3^o Dienst van Economische Zaken.

a) Gronden.

Diploma van landmeter, expert in onroerende goederen.

Adjunct-landmeter met een aanvangswedde van 100.000 frank vermeerderd met 1 bonificatie.

Diploma van koloniaal landmeter.

Adjunct-landmeter met een aanvangswedde van 100.000 frank vermeerderd met 2 bonificaties.

b) Mijnen.

Burgerlijk mijnningenieur.

Assistent-ingenieur met de aanvangswedde, vermeerderd met 1 bonificatie.

c) Geologie.

Idem.

Ingenieur-geoloog.

Vermeerderd met 2 bonificaties.

Titres des candidats.

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

4° Service de l'Agriculture.

Diplôme d'agronome technicien colonial, délivré par une école moyenne d'agriculture ou d'horticulture (catégorie A 2, des écoles techniques).	Agronome-adjoint au traitement initial de 100.000 francs.
---	---

Gradué en Sciences agronomiques coloniales.	Agronome-adjoint Principal au traitement initial de 125.000 francs.
---	---

Ingénieur agronome.	Ingénieur agronome, au traitement initial réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire.
---------------------	--

Ingénieur agronome colonial.	Idem + 1 bonification.
------------------------------	------------------------

Ingénieur des Eaux et Forêts.

Ingénieur des Industries agricoles.

Ingénieur du Génie rural.

5° Service vétérinaire.

Humanités complètes.	Auxiliaire vétérinaire adjoint au traitement initial de 100.000 francs.
----------------------	---

Candidat en sciences naturelles.	Idem + 5 bonifications.
----------------------------------	-------------------------

Docteurs en médecine vétérinaire.	Vétérinaire, au traitement initial majoré de deux bonifications.
-----------------------------------	--

6° Travaux Publics et Communications.

Humanités complètes.	Rédacteur, Calculateur-adjoint du Service météorologique, au traitement initial de 100.000 francs.
----------------------	--

Diplôme d'aspirant mécanicien de l'école supérieure de navigation maritime.	Mécanicien-adjoint au traitement initial de 100.000 francs.
---	---

Diplôme d'aspirant officier de l'école supérieure de navigation maritime.	Aspirant de la Marine, Hydrographe-adjoint, au traitement initial de 100.000 francs, majoré de 5 bonifications.
---	---

Titels van de Candidaten.

*Voorwaarden tot opneming in het kader
van de Beambten van het Bestuur in
Afrika.*

4 ^o Dienst van Landbouw.	
Diploma van koloniale landbouwtechnicus afgegeven door een middelbare land- of tuinbouwschool (categorie A 2, van de technische scholen).	Adjunct-landbouwkundige met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Gediplomeerde in koloniale landbouw-wetenschappen.	Eerstaanwezend adjunct-landbouwkundige met een aanvangswedde van 125.000 frank.
Landbouwingenieur.	Landbouwingenieur met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd.
Koloniaal landbouwingenieur.	Idem + 1 bonificatie.
Ingenieur van waterwegen en bossen.	
Ingenieur in landbouwindustrie.	
Ingenieur in boerderijbouw.	
5 ^o Veeartsenijkundige Dienst.	
Volledige humaniora.	Adjunct-veeartsenijkundige helper met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Candidaat in natuurwetenschappen.	Idem + 5 bonificaties.
Doctors in de veeartsenijkunde.	Veearts met de aanvangswedde vermeerderd met twee bonificaties.
6 ^o Openbare Werken en Televerbindingen.	
Volledige humaniora.	Opsteller, adjunct-rekenaar van de meteorologische dienst met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Diploma van aspirant-werktuigkundige van de hogere zeevaartschool.	Adjunct-werktuigkundige met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Diploma van aspirant-officier van de hogere zeevaartschool.	Adelborst, adjunct-hydrograaf met een aanvangswedde van 100.000 frank, vermeerderd met 5 bonificaties.

Titres des Candidats.

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Diplôme d'ingénieur technicien des Instituts techniques supérieurs (cat. A. 1 des écoles techniques), ou diplôme de radio-technicien de l'Institut National de radio et de cinématographie.	Radio-électricien adjoint, au traitement initial de 100.000 francs, majoré de 5 bonifications.
Diplôme d'architecte.	Architecte-adjoint principal, au traitement initial de 125.000 francs.
Diplôme de Conducteur civil.	Conducteur-adjoint principal, au traitement initial de 125.000 francs.
Brevet de mécanicien de 2 ^m e classe de la Marine.	Mécanicien, au traitement initial de 125.000 francs.
Brevet de Lieutenant au long cours.	Lieutenant de la Marine, ou hydrographe-adjoint principal, au traitement initial de 125.000 francs.
Ingénieur civil des constructions;	Ingénieur assistant, au traitement initial majoré d'une bonification.
Ingénieur civil électricien;	
Ingénieur civil architecte;	
Ingénieur civil mécanicien-électricien;	
Ingénieur civil radio-électricien;	
Ingénieur civil des constructions aéronautiques;	
Ingénieur des travaux urbains et coloniaux.	
Licencié en sciences physiques et mathématiques.	Météorologiste assistant, au traitement réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire.
Docteur en sciences physiques et mathématiques.	Idem + une bonification.
Brevet de mécanicien de 1 ^{re} classe de la Marine.	Mécanicien principal, au traitement initial réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire.
Brevet de Capitaine au long cours.	Premier Lieutenant de Marine, au traitement initial réduit à 125.000 francs pour la période probatoire.

Titels van de Candidaten.

*Voorwaarden tot opneming in het kader
van de Beambten van het Bestuur in
Afrika.*

Diploma van technisch ingenieur van de hogere technische instituten (cat. A. I van de technische scholen), of diploma van radio-technicus van het Nationaal Radio- en Cinematographisch Instituut.

Adjunct-radio-electricien met een aanvangswedde van 100.000 frank vermeerderd met 5 bonificaties.

Diploma van architect.

Eerstaanwezend adjunct-architect met een aanvangswedde van 125.000 frank.

Diploma van burgerlijk conducteur.

Eerstaanwezend-adjunct-conducteur met een aanvangswedde van 125.000 frank.

Brevet van werktuigkundige 2^{de} klasse bij het Zeewezen.

Werktuigkundige met een aanvangswedde van 125.000 frank.

Brevet van Luitenant op de lange vaart.

Luitenant bij het Zeewezen of eerstaanwezend-adjunct-hydrograaf met een aanvangswedde van 125.000 frank.

Burgerlijk bouwkundig ingenieur.

Assistent-ingenieur met de aanvangswedde vermeerderd met een bonificatie.

Burgerlijk ingenieur-architect.

Burgerlijk electrotechnisch ingenieur.

Burgerlijk werktuigkundig electrotechnisch ingenieur.

Burgerlijk radio-electrotechnisch ingenieur.

Burgerlijk luchtvaartingenieur.

Ingenieur in stadswerken en koloniale werken.

Licentiaat in de wis- en natuurkundige wetenschappen.

Assistent-meteoroloog met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd.

Doctor in de wis- en natuurkundige wetenschappen.

Idem + 1 bonificatie.

Brevet van werktuigkundige 1^{ste} klasse bij het zeewezen.

Eerstaanwezend werktuigkundige met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd.

Brevet van kapitein op de lange vaart.

Eerste luitenant bij het Zeewezen met een aanvangswedde van 125.000 fr. tijdens de proeftijd.

N.B. — Les candidats à un emploi d'ingénieur, au Service des Télécommunications, sont soumis à l'examen prévu par l'Arrêté Ministériel du 10 avril 1947.

Titres des Candidats.

Conditions d'admission dans le cadre des Agents de l'Administration d'Afrique.

7 ^o Cartographie et Géodésie.	
Ingénieur civil.	Ingénieur assistant, au traitement initial majoré d'une bonification.
8 ^o Services médicaux.	
Humanités complètes.	Agent sanitaire, au traitement initial de 100.000 francs.
Diplôme d'infirmière hospitalière.	Infirmière adjointe, au traitement initial de 100.000 francs.
Idem visiteuse.	Idem + 1 bonification.
Idem accoucheuse.	Idem + idem.
Candidat en sciences naturelles.	Agent sanitaire, au traitement initial de 100.000 francs, majoré de 5 bonifications.
Candidat en sciences naturelles et médicales.	Agent sanitaire principal, au traitement initial de 125.000 francs.
Diplôme de dentiste, délivré par une Commission médicale provinciale.	Dentiste-adjoint, au traitement initial de 125.000 francs.
Licencié en sciences dentaires.	Dentiste-assistant, au traitement initial réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire, majoré d'une bonification.
Licencié en sciences naturelles.	Biologiste assistant, au traitement initial réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire.
Docteur en sciences naturelles.	Idem + 1 bonification.
Pharmacien.	Pharmacien, au traitement initial réduit à 125.000 francs, pour la période probatoire, majoré d'une bonification.
Docteur en sciences pharmaceutiques.	Pharmacien au traitement initial réduit à 125.000 francs pour la période probatoire majoré de deux bonifications.

N.B. — De kandidaten voor een betrekking van ingenieur bij de Dienst van Televerbindingen zijn onderworpen aan het bij ministerieel besluit van 10 April 1947 bepaald examen.

<i>Titels van de Kandidaten.</i>	<i>Voorwaarden tot opneming in het kader van de Beambten van het Bestuur in Afrika.</i>
7° Cartografie en Geodesie.	
Burgerlijk ingenieur.	Assistent-Ingenieur met de aanvangswedde vermeerderd met een bonificatie.
8° Geneeskundige diensten.	
Volledige humaniora.	Gezondheidsbeambte met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Diploma van hospitaalverpleegster.	Adjunct-ziekenverpleegster met een aanvangswedde van 100.000 frank.
Idem huisbezoekster.	Idem + 1 bonificatie.
Idem vroedvrouw.	Idem + idem.
Candidaat in de natuurwetenschappen.	Gezondheidsbeambte met een aanvangswedde van 100.000 frank, vermeerderd met 5 bonificaties.
Candidaat in natuur- en geneeskundige wetenschappen.	Eerstaanwend gezondheidsbeambte met een aanvangswedde van 125.000 frank.
Diploma van tandarts, afgegeven door een Provinciale Medische Commissie.	Adjunct-tandarts met een aanvangswedde van 125.000 frank.
Licentiaat in de tandheelkunde.	Assistent-tandarts met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd, vermeerderd met 1 bonificatie.
Licentiaat in de natuurwetenschappen.	Assistent-biologist met een aanvangswedde gebracht op 125.000 frank tijdens de proeftijd.
Doctor in de natuurwetenschappen.	Idem + 1 bonificatie.
Apotheker.	Apotheker met een aanvangswedde van 125.000 frank tijdens de proeftijd, vermeerderd met 1 bonificatie.
Doctor in de pharmaceutische wetenschappen.	Apotheker met een aanvangswedde van 125.000 frank gedurende de proeftijd vermeerderd met twee bonificaties.

Titres des Candidats.

*Conditions d'admission dans le cadre des
Agents de l'Administration d'Afrique.*

Docteur en médecine, chirurgie et accouchements.

Médecin assistant, au traitement initial majoré de trois bonifications.

Diplôme de médecin-hygiéniste.

Idem + quatre bonifications.

N.B. — Les médecins, officiers de carrière, revêtus du grade de Capitaine à l'armée métropolitaine, peuvent être engagés directement comme médecins des hôpitaux, médecins hygiéniste assistants, ou médecins de laboratoire assistants.

II. — AVANTAGES A ACCORDER POUR DES ANNEES DE
PRATIQUE OU D'EXPERIENCE.

Les candidats qui, avant leur admission au service du Gouvernement de la Colonie ont acquis, auprès d'administrations autres que celles de l'Etat, ou auprès d'employeurs privés, une pratique en rapport avec les fonctions auxquelles il se destinent à l'Administration d'Afrique, peuvent bénéficier, lors de leur recrutement, d'une bonification, par période de deux années de pratique en Europe ou d'un an sous les tropiques.

Le montant de ces bonifications ne peut excéder 16 % du traitement initial du grade.

Titels van de Candidaten.

*Voorwaarden tot opneming in het kader
van de Beambten van het Bestuur in
Afrika.*

Doctor in de heel- genees- en verloskunde

Assistent-geneesheer met de aanvangs-
wedde vermeerderd met drie bonifica-
ties.

Diploma van geneesheer-hygiënist.

Idem + vier bonificaties.

N.B. — De Geneesheren, beroepsofficieren, bekleed met de graad van kapitein in het Moederlandse Leger, kunnen rechtstreeks aangenomen worden als hospitaal-geneesheren, assistent-geneesheer-hygiënisten of assistent-laboratoriumgeneesheren.

II. — VOORDELEN VOOR DE JAREN PRAKTIJK OF ONDERVINDING

De kandidaten die, vóór hun opneming in de dienst van het Gouvernement van de Kolonie, bij andere administraties dan die van de Staat of bij private werkgevers een praktijk hebben verworven die in verband staat met de functies waarvoor zij bij het bestuur in Afrika bestemd zijn, kunnen bij hun aanwerving, één bonificatie genieten per twee jaar praktijk in Europa of per 1 jaar onder de tropen.

Het bedrag van deze bonificaties mag geen 16 % van de aanvangswedde van de graad te boven gaan.

ANNEXE II. — BIJLAGE II.

Frais de représentation. — Representatiekosten.

Il est alloué annuellement, à titre de frais de représentation, aux agents désignés ci-après, des indemnités dont le montant est fixé comme suit :

Aan onderstaande beambten wordt jaarlijks, bij wijze van representatiekosten de volgende vergoeding verleend :

au Gouverneur Général	400.000 fr.
Aan de Gouverneur-Generaal	
au Vice-Gouverneur Général du Congo Belge	150.000 »
aan de Vice-Gouverneur-Generaal van Belgisch-Congo	
au Vice-Gouverneur Général, chargé de l'administration du Ruanda-Urundi	50.000 »
aan de Vice-Gouverneur-Generaal belast met het bestuur van Ruanda-Urundi	
au Secrétaire Général	75.000 »
aan de Secretaris-Generaal	75.000 »
au Médecin en Chef-Directeur Général	50.000 »
aan de Hoofd-Geneesheer-Directeur-Generaal	
au Médecin en chef-adjoint	25.000 »
aan de Adjunct-Hoofd-geneesheer	
à l'Officier Général ou Supérieur, chargé du Commandement en Chef de la Force Publique	50.000 »
Aan de Officier-Generaal of hogere officier, die belast is met het opperbevel van de Weermacht	
à l'Administrateur de la Sûreté	20.000 »
aan de Bestuurder van de Veiligheid	
aux Médecins provinciaux	15.000 »
aan de provinciale geneesheren	
aux Gouverneurs des Provinces :	
aan de Provinciale Gouverneur van de :	
de Léopoldville	50.000 »
Provincie Leopoldstad	
du Kasai	50.000 »
Kasaïprovincie	
de l'Equateur	50.000 »
Evenaarsprovincie	
Orientale	50.000 »
Oostprovincie	
du Kivu	50.000 »
Kivuprovincie	

du Katanga	75.000 »
Katanga provincie	
aux Commissaires provinciaux :	
aan de Provinciale Commissarissen van de :	
de Léopoldville	25.000 »
Provincie Leopoldstad	
du Kasaï	25.000 »
Kasaïprovincie	
de l'Equateur	25.000 »
Evenaarsprovincie	
de la Province Orientale	25.000 »
Oostprovincie	
du Kivu	25.000 »
Kivuprovincie	
du Katanga	25.000 »
Katangaprovincie	
du Ruanda-Urundi	25.000 »
Ruanda-Urundi	
Aux Commissaires de District :	
aan de Districtscommissarissen :	
du Moyen-Congo	40.000 »
van Midden-Congo	
du Haut-Katanga	40.000 »
van Opper-Congo	
du Lualaba	25.000 »
van de Lualaba	
aux autres Commissaires de district	15.000 »
aan de andere Districtscommissarissen	
aux Résidents du Ruanda-Urundi	15.000 »
aan de Residenten van Ruanda-Urundi	

ANNEXE III.

Règlement relatif aux soins médicaux et pharmaceutiques accordés aux agents de l'Administration d'Afrique.

Pour pouvoir bénéficier des droits prévus à l'article 22 les intéressés doivent avant leur départ de la Colonie faire mentionner par un médecin du Gouvernement à leurs notes étiologiques les accidents ou les maladies qui ouvrent le droit aux remboursements envisagés. En cas d'accidents en service, les autorités médicales devront établir un rapport circonstancié.

L'intervention de la Colonie se limite au remboursement des frais occasionnés en Belgique ou dans certains cas spéciaux à l'étranger, par les examens médicaux nécessaires au diagnostic ou au pronostic et pour le traitement des affections, à l'exclusion notamment des frais de voyage, de logement, de nourriture ou de régime.

Pour pouvoir bénéficier du remboursement des soins médicaux, les agents ayant droit aux soins, doivent se présenter au Ministère des Colonies, Place Royale, 7, en vue de subir une visite médicale aux jours indiqués ci-après :

a) pour les hommes : lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 9 heures à 11 h. 30;

b) pour les femmes : mardi, mercredi, et vendredi, de 2 heures à 5 heures.

En cas d'urgence ou d'impossibilité de se déplacer, les ayants-droit font parvenir sans délai, sous pli confidentiel, à l'adresse du Conseiller Médical, un certificat médical portant le diagnostic établi par le Médecin traitant, faute de quoi, les frais seront à charge du malade.

BIJLAGE III.

Reglement op de geneeskundige en pharmaceutische verzorging voor de beambten van het Bestuur in Afrika.

Om de rechten te kunnen genieten, bepaald bij artikel 22, moeten de belanghebbenden vóór hun vertrek uit de Kolonie door een geneesheer van het Gouvernement op hun aetiologische nota's de ongevallen of ziekten doen vermelden die recht geven op de voorziene terugbetalingen. Bij ongevallen tijdens de uitoefening van de dienst overkomen moet de geneeskundige overheid een omstandig verslag opmaken.

De tussenkomst van de Kolonie is beperkt tot de terugbetaling van de in België of, in sommige bijzondere gevallen, in het buitenland gedane kosten voor de geneeskundige onderzoeken die nodig zijn voor het vaststellen van de diagnose of de prognose en voor de behandeling van de aandoeningen, met uitzondering echter van de reis-, logies-, voedings- of dieetkosten.

Ten einde de terugbetaling van de geneeskundige verzorging te kunnen genieten, moeten de rechthebbenden op verzorging zich voor geneeskundig onderzoek op de volgende dagen op het Ministerie van Koloniën aanmelden :

a) voor de mannen : Maandag, Dinsdag, Woensdag, Vrijdag, van 9 uur tot 11 u. 30;

b) voor de vrouwen : Dinsdag, Woensdag, Donderdag en Vrijdag, van 2 uur tot 5 uur.

In geval het dringend is of in geval de rechthebbenden zich onmogelijk kunnen verplaatsen, moeten zij onverwijld onder vertrouwelijke omslag het door de behandelende geneesheer afgegeven getuigschrift dat de diagnose vaststelt, naar de geneeskundige adviseur zenden, zoniet komen de kosten ten laste van de zieke.

Le Département se réserve le droit de faire visiter ces malades par un médecin désigné par lui.

L'Administration laisse aux malades le libre choix de leur médecin dans les conditions prévues à l'article 26.

Les personnes hospitalisées dans des établissements spéciaux, Sanatoria ou Asiles, peuvent jouir d'une indemnité forfaitaire journalière de cent et dix francs; cette indemnité couvre les frais médicaux et pharmaceutiques normaux; pourront s'y ajouter, les frais résultant d'examens spéciaux et d'interventions chirurgicales.

Pour les affections nécessitant le recours à des spécialistes, l'intervention de la Colonie dans le remboursement des frais ne peut être obtenue que si les visites des spécialistes ont été autorisées par le Conseiller Médical ou son délégué.

L'intervention de la Colonie dans les frais médicaux se fait suivant un tarif déposé au Ministère des Colonies.

Sauf cas spéciaux à justifier par les intéressés, les demandes de remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques doivent être accompagnées de la note d'honoraires acquittée du médecin ou du pharmacien. Cette note porte le nombre de visites faites et le détail des traitements spéciaux et exécutés tel qu'il résulte du tarif, ainsi que le détail des fournitures pharmaceutiques.

En ce qui concerne le remboursement des soins pharmaceutiques, l'intervention de la Colonie se basera sur le tarif pharmaceutique officiel édité par le Ministère de la Prévoyance Sociale et de l'Hygiène.

Het departement behoudt zich het recht voor deze zieken te doen bezoeken door een geneesheer die het aanwijst.

Het bestuur staat de zieken toe vrijelijk hun geneesheer te kiezen onder de bij artikel 26 bepaalde voorwaarden.

De personen die opgenomen zijn in bijzondere inrichtingen, sanatoria of krankzinnigengestichten, kunnen een forfaitaire dagelijkse vergoeding genieten van honderd en tien frank; deze vergoeding dekt de normale kosten van dokter en apotheker; daaraan kan toegevoegd worden de kosten voor bijzondere onderzoeken en heelkundige bewerkingen.

Voor aandoeningen waarvoor het nodig is de hulp van specialisten in te roepen, komt de Kolonie slechts tussen in de terugbetaling van de kosten, indien de geneeskundige adviseur of zijn afgevaardigde het bezoek van de specialisten heeft toegestaan.

De tussenkomst van de Kolonie in de geneeskundige kosten geschiedt volgens een op het Ministerie van Koloniën neergelegd tarief.

Behoudens bijzondere door de belanghebbenden te rechtvaardigen gevallen, moeten de aanvragen om terugbetaling van geneeskundige of pharmaceutische kosten vergezeld zijn van de gekwiteerde dokters- of apothekersrekening. Deze rekening moet het aantal bezoeken vermelden en in detail, de bijzondere behandelingen uitgevoerd volgens het tarief, alsmede de opsomming van de pharmaceutische leveringen.

Wat de terugbetaling van de pharmaceutische verzorging betreft, is de tussenkomst van de Kolonie gebaseerd op het officieel pharmaceutisch tarief dat door het Ministerie van Sociale Voorzorg en Hygiène is uitgegeven.

COMPLEMENT.

Taxes perçues à l'occasion de la délivrance de permis de commerce des trafiquants ambulants, prévus à l'article premier du décret du 13 août 1937. — Augmentation.

Décret : voir *B. O. C. B.* du 15 avril 1948, page 150 (Première Partie).

Rapport du Conseil Colonial : voir *B. O. C. B.* du 15 mai 1948 (Première Partie).

Montant de la taxe prévue à l'article 2 du décret du 9 décembre 1925. — Modification.

Décret : voir *B. O. C. B.* du 15 avril 1948 (Première Partie), page 151.

Rapport du Conseil Colonial : voir *B. O. C. B.* du 15 mai 1948 (Première Partie).

Prix des licences prévus à l'article 8 de l'ordonnance-loi du 26 décembre 1942. — Modifications.

Décret : voir *B. O. C. B.* du 15 avril 1948 (Première Partie), page 152.

Rapport du Conseil Colonial : voir *B. O. C. B.* du 15 mai 1948 (Première Partie).

Taxe par permis de récolte et par transfert de permis, prévus à l'article 4 du décret du 22 mars 1910. — Augmentation.

Décret : voir *B. O. C. B.* du 15 avril 1948 (Première Partie), page 153.

Rapport du Conseil Colonial : voir *B. O. C. B.* du 15 mai 1948 (Première Partie).

BIJVOEGSEL.

Taksen geïnd ter gelegenheid van de afleveringen der handelsvergunningen van de leurhandelaars, vastgesteld bij artikel één van het decreet van 13 Augustus 1937. — Verhogingen.

Decreet : zie *A. B. B. C.* van 15 April 1948, bladzijde 150 (Eerste Deel).

Verslag van de Koloniale Raad : zie *A. B. B. C.* van 15 Mei 1948 (Eerste Deel).

Bedrag van de taks, vastgesteld bij artikel 2 van het decreet van 9 December 1925. — Wijziging.

Decreet : zie *A. B. B. C.* van 15 April 1948 (Eerste Deel), bladzijde 151.

Verslag van de Koloniale Raad : zie *A. B. B. C.* van 15 Mei 1948 (Eerste Deel).

Prijzen der vergunningen vastgesteld in artikel 8 van de ordonnantie-wet van 26 December 1942. — Wijzigingen.

Decreet : zie *A. B. B. C.* van 15 April 1948 (Eerste Deel), bladzijde 152.

Verslag van de Koloniale Raad : zie *A. B. B. C.* van 15 Mei 1948 (Eerste Deel).

Taks per oogstverlof en per overdracht van verlof vastgesteld bij artikel 4 van het decreet van 22 Maart 1910. — Verhoging.

Decreet : zie *A. B. B. C.* van 15 April 1948 (Eerste Deel), bladzijde 153.

Verslag van de Koloniale Raad : zie *A. B. B. C.* van 15 Mei 1948. (Eerste Deel).

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE**

Dates.	Pages.
Rapports du Conseil Colonial sur :	
1. l'examen d'un projet de décret modifiant la taxe sur la délivrance d'un permis de circulation pour le commerce ambulants	246
2. l'examen d'un projet de décret majorant les taxes sur la délivrance d'un permis de commerce aux trafiquants ambulants	246
3. l'examen d'un projet de décret majorant le prix des licences prévues par le décret du 23 juillet 1932 sur les boissons alcooliques.	247
4. un projet de décret intitulé : Permis de récolte. — Modification des taxes	248
8 juillet 1947. — L. — Dette Publique. (Texte rectifié). — Loi du 8 juillet 1947, relative à la Dette Coloniale 4 % 1936	250
10 novembre 1947. — D. — Assurance en vue de vieillesse et du décès prématuré des employés. — Modification de certaines dispositions du décret du 10 octobre 1945. . . .	251

INHOUD

Dagtekeningen.	Bladz.
Verslagen van de Koloniale Raad over :	
1. het onderzoek van een ontwerp van decreet tot wijziging van de taxe op de aflevering van een verkeersverlof voor de leurhandel. . .	246
2. het onderzoek van een ontwerp van decreet tot verhoging van de taxen op de aflevering van een handelsvergunning aan de leurhandelaars	246
3. het onderzoek van een ontwerp van decreet tot verhoging van de prijs van de vergunningen zoals zij door het decreet van 23 Juli 1932 op de alcoholhoudende dranken voorzien zijn	247
4. over een ontwerp van decreet getiteld : Oogstverloven. — Wijziging van de taxen	248
8 Juli 1947. — W. — Openbare Schuld. (Verbeterde tekst). — Wet van 8 Juli 1947, betreffende de 4 % Koloniale Schuld 1936	250
10 November 1947. — D. — Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers. — Wijziging van zekere bepalingen van het decreet van 10 October 1945	251

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
2 mars 1948. — D. — Droits de patente. — Montants annuels, fixés à l'article 45 du décret du 12 août 1937. — Augmentation	261	2 Maart 1948. — D. — Patentrechten. — Jaarlijkse bedragen, vastgesteld bij artikel 45 van het decreet van 12 Augustus 1937. — Verhoging.	261
2 mars 1948. — D. — Impôt personnel sur la superficie des concessions minières. — Taux déterminés à l'article 2 du décret du 29 juillet 1937. — Modification	263	2 Maart 1948. — D. — Personele belasting op de oppervlakte van de mijnconcessies. — Bedragen vastgesteld in artikel 2 van et decreet van 29 Juli 1937. — Wijziging.	263
2 mars 1948. — D. — Taxes de permis de vente et de port d'armes. — Majoration	265	2 Maart 1948. — D. — Taksen op de vergunningen tot et verkopen en het dragen van wapens. — Verhoging.	265
11 mars 1948. — D. — Décret autorisant le Gouvernement de la Colonie à procéder à des investigations statistiques et créant le Conseil Supérieur de Statistiques de la Colonie.	267	11 Maart 1948. — Decreet waarbij het Gouvernement van de Kolonie gemachtigd wordt statistische onderzoeken te doen en de Hoge Raad voor Koloniale Statistiek opgericht wordt	267
19 mars 1948. — A. R. — Caisse Coloniale d'Assurance. — Rentes de veuves et d'orphelins	273	19 Maart 1948. — K. B. — Koloniale Verzekeringskas : Weduwen- en wezenrenten	273
19 mars 1948. — Consulats étrangers au Congo Belge	281	19 Maart 1948. — Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo	281
22 mars 1948. — A. R. — Force Publique. — Création d'un service de l'aumônerie militaire. — Organisation administrative	281	22 Maart 1948. — B. R. — Weermacht. — Oprichting van een Dienst van militaire aalmoezeniers. — Administrative inrichting	281
22 mars 1948. — A. R. — Service du Personnel d'Afrique. — Aumôniers de la Force Publique	285	22 Maart 1948. — B. R. — Dienst van het Personeel in Afrika. — Aalmoezeniers van de Weermacht.	285
30 mars 1948. — D. — Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés	289	30 Maart 1948. — D. — Verzekering tegen ouderdom en vroege dood der werknemers	289
30 mars 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Médaille Africaine de la guerre 1940-1945. — Octroi	304	30 Maart 1948. — B. R. — Eretekens. — Afrikaanse Medaille van de Oorlog 1940-1945. — Tockenning.	304
30 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société des Mines d'Or de Kilo-moto ». — Statuts. — Modifications.	330	30 Maart 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Statuten. — Wijzigingen.	330
30 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Minière de Nyangwe ». — Statuts. — Modifications	330	30 Maart 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Minière de Nyangwe ». — Statuten. — Wijzigingen.	330

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
31 mars 1948. — A. M. — Allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Généralisation . . .	321	31 Maart 1948. — B. M. — Gezinstoelagen voor niet-Inlandse werknemers. — Veralgemening . . .	321
31 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Coloniale de Textiles (Socotex) ». — Statuts. — Modification . . .	393	31 Maart 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Coloniale de Textiles (Socotex) ». — Statuten. — Wijziging.	393
31 mars 1948. — A. T. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.) ». — Statuts. — Modifications. . .	393	31 Maart 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.) ». — Statuten. — Wijzigingen . . .	393
31 mars 1948. — A. R. — Société congolaise par actions à responsabilité limitée : « Société des Forces Hydro-électriques de Sanga ». — Statuts. — Modifications. . .	393	31 Maart 1948. — K. B. — Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid : « Société des Forces Hydro-Électriques de Sanga ». — Statuten. — Wijzigingen . . .	393
31 mars 1948. — A. R. — Distinction honorifique. — Médaille Commémorative du Congo . . .	394	31 Maart 1948. — B. R. — Ereteken. — Herinneringsmedaille van Congo.	394
31 mars 1948. — A. R. — Octroi de la personnalité civile à l'association « Yacht Club de Léopoldville ». . .	394	31 Maart 1948. — B. R. — Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Yacht Club de Léopoldville ». . .	394
13 avril 1948. — A. M. — Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés . . .	396	13 April 1948. — B. M. — Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden . . .	396
14 avril 1948. — A. M. — Postes. — Emission timbres-poste . . .	427	14 April 1948. — B. M. — Posterijen. — Uitgifte van postzegels . . .	427
23 avril 1948. — A. R. — Personnel judiciaire . . .	428	23 April 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel . . .	428
Erratum . . .	428	Erratum . . .	428

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet de décret modifiant la taxe sur la délivrance d'un permis de circulation pour le commerce ambulant (1).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil en sa séance du 28 février 1948.

Mis aux voix, le projet est approuvé à l'unanimité sans discussion.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek van een ontwerp van decreet tot wijziging van de taxe op de aflevering van een verkeersverlof voor de leurhandel (1).

Dit ontwerp van decreet werd door de Raad onderzocht in de vergadering van 28 Februari 1948.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd, zonder bespreking.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet de décret majorant les taxes sur la délivrance d'un permis de commerce aux trafiquants ambulants (2).

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil en sa séance du 20 février 1948.

Un membre fait remarquer que ces trafiquants sont en général peu intéressants, qu'ils exploitent les noirs et qu'on pourrait les taxer plus lourdement.

(1) Décret : voir *Bulletin Officiel* du 15 avril 1948. — Première partie, page 150.

(2) Décret : voir *Bulletin Officiel* du 15 avril 1948. — Première partie, page 151.

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek van een ontwerp van decreet tot verhoging van de taxen op de aflevering van een handelsvergunning aan de leurhandelaars (2).

De Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid doet opmerken dat die leurders doorgaans weinig interessant zijn, dat zij de inlanders uitbuiten en dat zij zwaarder zou mogen getaxeerd worden.

(1) Decreet : zie *Ambtelijk Blad* van 15 April 1948. — Eerste deel, bladzijde 150.

(2) Decreet : zie *Ambtelijk Blad* van 15 April 1948. — Eerste deel, bladzijde 151.

Le représentant de l'Administration fait observer que le taux proposé est le taux initial multiplié par le coefficient 10.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

De vertegenwoordiger van het Bestuur antwoordt dat het voorgestelde bedrag het aanvankelijke bedrag vermenigvuldigt met de coëfficiënt 10.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

P. CHARLES.

L'Auditeur,

De Auditeur,

M. VAN HECKE.

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet de décret majorant le prix des licences prévues par le décret du 23 juillet 1932 sur les boissons alcooliques (1).

Le Conseil a abordé l'examen du projet de décret en sa séance du 20 février 1948.

Plusieurs membres font observer que la lutte contre l'alcoolisme doit être intensifiée car l'alcoolisme fait des progrès inquiétants parmi les noirs et l'un des membres estime qu'on devrait étudier un projet de décret interdisant l'ouverture de nouveaux débits de boissons et il propose un amendement au présent projet de décret portant au triple le prix des licences.

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek van een ontwerp van decreet tot verhoging van de prijs van de vergunningen zoals zij door het decreet van 23 Juli 1932 op de alcoholhoudende dranken voorzien zijn (1).

De Raad heeft het ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 20 Februari 1948.

Verscheidene leden doen opmerken dat de strijd tegen het alcoholisme krachtiger moet gevoerd worden, want het alcoholisme maakt onrustbarende vorderingen onder de inlanders. Een der leden is van mening dat men een ontwerp van decreet, om het openen van nieuwe drankgelegenheden te verbieden, zou moeten bestuderen en hij stelt een amendement aan het onderhavig ontwerp van decreet voor, ten einde de prijs van de vergunningen te verdriedubbelen.

(1) Décret : voir *Bulletin Officiel* du 15 avril 1948. — Première partie, page 152.

(1) Decreet : zie *Ambtelijk Blad* van 15 April 1948. — Eerste deel, bladzijde 152.

Mis aux voix, le projet est approuvé à l'unanimité avec l'amendement portant au coefficient 3 l'augmentation du prix de ces licences.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp, met het amendement waarbij de prijs van die vergunningen met de coëfficiënt 3 vermenigvuldigd wordt, eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret intitulé : Permis de recolle. — Modification des taxes (1).

Le projet de décret a été soumis au Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948. A l'occasion de cet examen, une discussion générale s'est engagée, non seulement sur le présent projet de décret, mais sur ceux faisant partie du même train d'arrêtés fiscaux et inscrits à l'ordre du jour de la même séance, à savoir :

Impôts sur les revenus. — Modification des droits de patente;

Permis de circulation pour le commerce ambulants. — Modification de la taxe;

Permis de commerce des trafiquants ambulants. — Modification des taxes;

Régime des boissons alcooliques. — Majoration des prix de licences;

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet getiteld : Oogstverloven. — Wijziging van de taksen (1).

Het ontwerp van decreet werd aan de Koloniale Raad onderworpen in de vergadering van 20 Februari 1948. Ter gelegenheid van dit onderzoek, werd een algemene bespreking gevoerd, niet enkel over het onderhavig ontwerp van decreet, maar ook over die welke tot een zelfde reeks fiscale besluiten op de agenda van dezelfde vergadering behoren, te weten :

Inkomstenbelasting. — Wijziging van de patentrechten;

Verkeersverloven voor de leurhandel. — Wijziging van de takse;

Handelsvergunningen voor leurhandelaars. — Wijziging van de taksen;

Regime der alcoholhoudende dranken. — Verhoging van de vergunningsprijzen;

(1) Décret : voir *Bulletin Officiel* du 15 avril 1948. — Première partie, page 153.

(1) Decreet : zie *Ambtelijk Blad* van 15 April 1948. — Eerste deel, bladzijde 153.

Régime des armes à feu. — Majoration des taxes;

Impôt personnel sur la superficie des concessions minières. — Majoration des taux.

Un membre fait observer que les adaptations de taxes sont faites de façon uniforme sans qu'il soit suffisamment tenu compte des différentes époques où elles ont été primitivement fixées.

Un autre membre estime peu indiqué d'user, pour justifier les augmentations de taxes, de l'expression « en vue de les adapter aux prix actuels ». Il estime dangereux de s'appuyer sur la valeur de la monnaie, étant donnée la difficulté d'évaluer la mesure dans laquelle la valeur de la monnaie s'est modifiée.

Le Ministre-Président estime que, pour savoir dans quelles proportions les droits doivent être rajustés, il ne faut pas s'arrêter seulement à la valeur du franc, mais considérer aussi les buts économiques et sociaux qu'il faut atteindre.

Après ces considérations d'ordre général, il est passé à l'examen du présent projet qui est adopté à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

Regime der vuurwapens. — Verhoging van de taksen;

Personele belasting op de oppervlakte van de mijnconcessies. — Verhoging van de taksen.

Een raadslid doet opmerken dat de aanpassingen van de taksen op eenvormige wijze gedaan worden, zonder voldoende rekening te houden met de verschillende tijdstippen waarop zij aanvankelijk vastgesteld worden.

Een ander raadslid acht het weinig passend de uitdrukking « om ze aan de huidige prijzen aan te passen » te gebruiken om de verhogingen van taksen te rechtvaardigen. Hij oordeelt dat het gevaarlijk is op de waarde van de munt te steunen, daar het moeilijk is te schatten in welke mate de waarde van de munt gewijzigd is.

De Minister-Voorzitter is van mening dat, om te weten in welke verhouding de rechten moeten aangepast worden, men niet enkel de waarde van de frank in aanmerking moet nemen, maar ook de economische en de sociale doeleinden die moeten bereikt worden.

Na deze algemene beschouwingen, gaat men over tot het onderzoek van het onderhavige ontwerp, hetwelk eenparig goedgekeurd wordt.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Dette Publique (Texte rectifié). — Loi du 8 juillet 1947, relative à la Dette Coloniale 4 % 1936 (1).

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

Le Roi Léopold III se trouvant, par le fait de l'ennemi, dans l'impossibilité de régner,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est mis fin à partir de l'échéance du 1^{er} avril 1946 à l'exemption de l'impôt complémentaire personnel dont bénéficient les coupons de la Dette Coloniale 4 % 1936 en vertu du second alinéa de l'article 3 de l'arrêté royal N° 220 du 27 décembre 1935.

ART. 2.

Le Ministre des Finances et le Ministre des Colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Léopoldville, le 8 juillet 1947.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Finances,

*Pour le Ministre des Colonies
en mission,
Le Ministre de la Justice,*

EYSKENS.

P. STRUYE.

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. STRUYE.

Openbare Schuld (Verbeterde tekst). — Wet van 8 Juli 1947, betreffende de 4 % Koloniale Schuld 1936 (1).

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Koning Leopold III door 's vijands toedoen, zich in de onmogelijkheid bevindende om te regeeren,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Met ingang van den vervalldag 1 April 1946 wordt een einde gemaakt aan de vrijstelling van aanvullende personeele belasting, die van toepassing is op de rentebewijzen van 4 % Koloniale Schuld 1936, krachtens de tweede alinea van artikel 3 van het Koninklijk besluit N° 220 van 27 December 1935.

ART. 2.

De Minister van Financiën en de Minister van Koloniën zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands Zegel bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Leopoldstad de 8 Juli 1947.

Vanwege de Regent :
De Minister van Financiën,

*Voor de Minister van Koloniën,
met zending,
De Minister van Justitie,*

Gezien en met 's Lands Zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

(1) Voir *B. O.* du 15 août 1947. — Première partie, page 753.

(1) Zie *A. B.* van 15 Augustus 1947. — Eerste deel, bladzijde 753.

Rapport sur un projet de décret modifiant certaines dispositions du décret du 10 octobre 1945 sur l'Assurance en vue de la Vieillesse et du Décès Pré-maturé des Employés.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil au cours de la séance du 24 octobre 1947.

Au début de la discussion un membre attire l'attention du Conseil sur le fait que les modifications envisagées ont été étudiées d'une manière approfondie, par le Conseil supérieur des Pensions. Ce collège composé de représentants de l'Administration, des employeurs, des employés et de techniciens actuaires, a marqué son accord sur les textes proposés.

Le représentant de l'Administration expose que le projet tend, entre autres, à régulariser les situations des orphelins d'employés coloniaux. Les autres modifications sont inspirées par des considérations d'équité et d'ordre social.

Un membre, sans s'opposer aux nouveaux avantages accordés aux intéressés, estime cependant qu'il convient de se montrer très prudent. Il serait dangereux de faire supporter par les réserves mathématiques, le paiement d'allocations non prévues, si justifié qu'en soit leur octroi.

Il faut éviter de se trouver un jour dans une situation ne permettant pas de faire face aux obligations sans une intervention de la Colonie.

Après que le représentant de l'administration eut donné l'assurance que ce point de vue a retenu toute l'attention, le décret, mis aux voix, a été approuvé à l'unanimité.

Verslag over een ontwerp van decreet tot wijziging van zekere bepalingen van het decreet van 10 October 1945 op de Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van Ouderdom en Vroegtijdige dood der Werknemers.

De Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 24 October 1947.

Bij het begin van de bespreking, vestigt een raadslid de aandacht er op dat de Hoge Pensioenraad die wijzigingen grondig heeft bestudeerd. Dit college, dat bestaat uit vertegenwoordigers van het Bestuur, van de werkgevers, van de werknemers en uit techniciactuarissen, heeft zijn instemming met de voorgestelde teksten betuigd.

De vertegenwoordiger van het Bestuur zet uiteen dat het ontwerp er toe strekt, onder andere, de toestand van de wezen van koloniale werknemers te regulariseren. De andere wijzigingen zijn ingegeven door overwegingen van billijkheid en van sociale aard.

Een raadslid, zonder zich te verzetten tegen de nieuwe voordelen die aan de belanghebbenden verleend worden, is nochtans van oordeel dat hier grote voorzichtigheid past. Het zou gevaarlijk zijn de wiskundige reserves de betaling van niet-voorzien uitkeringen te doen dragen, hoe gewettigd het ook zij deze te verlenen. Men moet vermijden zich de een of andere dag in zulk een toestand te bevinden dat het zonder hulp van de Kolonie onmogelijk zou zijn de verplichtingen na te komen.

Nadat de vertegenwoordiger van het Bestuur de verzekering had gegeven dat men aan dit punt volle aandacht had geschonken, werd het decreet, in stemming gebracht, eenparig goedgekeurd.

Le Conseiller M. Van de Putte, était absent et excusé.

Bruxelles, le 21 novembre 1947.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur

H. DERAEDT.

M. VAN HECKE.

De H. Van de Putte, raadslid, was afwezig met kennisgeving.

Brussel, 21 November 1947.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des Employés. — Modification de certaines dispositions du décret du 10 octobre 1945.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 octobre 1947;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le décret du 10 octobre 1945 est modifié et complété par les dispositions suivantes :

a) Il y a lieu d'ajouter au deuxième alinéa de l'article 19, A, 2° ce qui suit :

« Si la période continue de services effectifs précédant le mois du décès n'atteint pas une durée de douze mois, les rémunérations dont question au présent

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der Werknemers. — Wijziging van zekere bepalingen van het decreet van 10 October 1945.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 October 1947;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Het decreet van 10 October 1945 wordt door hiernavolgende bepalingen gewijzigd en aangevuld :

a) Aan het tweede lid van artikel 19, A, 2° dient te worden toegevoegd wat volgt :

« Indien de ononderbroken periode werkelijke dienst die de maand van het overlijden voorafgaat de duur van twaalf maanden niet bereikt dan worden de be-

alinéa sont calculées proportionnellement à celles dont l'assuré a bénéficié au cours de cette période. »

b) Il est ajouté un article 19bis rédigé comme suit :

« Lorsque les bénéficiaires des rentes de retraite ou de veuve prévues par le présent décret jouissent d'une rente ou d'indemnités périodiques en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant des dites rentes de retraite ou de veuve sera réduit de 4/7^{m^e}, cette déduction n'étant toutefois opérée, lorsqu'elle résulte de l'attribution d'indemnités périodiques, que trois mois après la date de l'accord des parties ou de la décision définitive.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et éventuellement des articles 44bis ou 52bis ne pourra être supérieur au montant de la rente ou des indemnités périodiques prévues par les dits décrets du 20 décembre 1945.

» Les quote-parts de rentes de retraite ou de veuve non liquidées en application des dispositions qui précèdent seront versées au Fonds colonial d'allocations pour employés. »

c) le deuxième alinéa de l'article 31 est abrogé.

d) L'article 33 est complété comme suit :

« 6° par les quote-parts des rentes de retraite et de veuve non liquidées, en vertu de l'article 19bis, aux bénéficiaires des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles. »

zoldigingen waarvan sprake in dit lid berekend in evenredigheid met deze welke de verzekerde in de loop van die periode genoten heeft. »

b) Er wordt een artikel 19bis bijgevoegd dat luidt als volgt :

« Wanneer zij die in aanmerking komen voor het pensioen of de weduwrente bepaald bij dit decreet, een rente of periodieke vergoeding genieten krachtens de decreten van 20 December 1945 welke de vergoeding regelen van de uit werkongevallen en beroepsziekten voortvloeiende schade, dan wordt het bedrag van gezegd pensioen of weduwrente met 4/7^{en} verminderd, met dien verstande, evenwel dat deze vermindering, wanneer zij voortvloeit uit het toekennen van periodieke vergoedingen, maar toegepast wordt drie maanden na de datum van het akkoord van partijen of van de eindbeslissing.

» Het bedrag van de verandering toegepast krachtens dit artikel of, bij voorkomend geval krachtens de artikelen 44bis of 52bis kan niet hoger zijn dan het bedrag van de bij gezegde decreten van 20 December 1945 bepaalde rente of periodieke vergoedingen.

» Het gedeelte van het pensioen of de weduwrente dat, met toepassing van de voorgaande bepalingen, niet uitgekeerd is, wordt in het koloniaal Toelagenfonds voor werknemers gestort. »

c) Het tweede lid van artikel 31 wordt afgeschaft.

d) Artikel 33 wordt aangevuld zoals volgt :

« 6° door het gedeelte van het pensioen en van de weduwrente dat, krachtens artikel 19bis, niet werd uitgekeerd aan de personen die in aanmerking komen voor de decreten van 20 December 1945 tot regeling van de vergoeding der schade voortvloeiende uit werkongevallen en beroepsziekten. »

c) Il est ajouté à l'article 38, après le premier alinéa, la disposition suivante :

« Lorsque les conditions de versements requises au premier alinéa ne sont pas remplies du fait que les cotisations ont été versées au compte de l'intéressé en application des articles 1bis de l'ordonnance législative n° 160 du 9 mai 1942 et 2bis de l'ordonnance législative n° 206 du 8 juillet 1943, modifiées par l'ordonnance législative n° 237 du 16 août 1944, la dite allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 est accordée si des versements patronaux et personnels ont été opérés à son compte sans interruption, du 1^{er} septembre 1944 au 31 décembre 1945, et si l'intéressé a été assujetti au présent décret au cours de l'année 1946. »

f) Il est ajouté à l'article 39 un dernier alinéa rédigé comme suit :

« En ce qui concerne les employés de nationalité étrangère auxquels s'appliquent les dispositions du deuxième alinéa de l'article 38, les cotisations personnelles ne doivent avoir été versées qu'à partir du 1^{er} septembre 1944. »

g) Il est ajouté aux articles 42 et 50, après le premier alinéa, la disposition suivante :

« Le coefficient fixé à l'alinéa qui précède est porté à 2,25 lorsqu'il s'applique à une rémunération se rapportant à une période de service antérieure au 1^{er} avril 1935. »

h) Il est ajouté un article 44bis rédigé comme suit :

« Lorsque les employés bénéficiaires de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 jouissent d'une rente ou d'indemnités périodiques en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la répartition des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant de l'allocation sera réduit de 4/7^{mes}, cette ré-

c) Aan artikel 38 wordt, na het eerste lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Wanneer de in het eerste lid vereiste stortingsvoorwaarden niet werden vervuld doordat de bijdragen op de rekening van belanghebbende werden gestort met toepassing van de artikelen 1bis van de wetgevende ordonnantie n° 160 van 9 Mei 1942 en 2bis van de wetgevende ordonnantie n° 206 van 8 Juli 1943, gewijzigd bij de wetgevende ordonnantie n° 237 van 16 Augustus 1944, dan wordt gezegde toelage wegens diensten van vóór 1 Januari 1942 toegekend indien werkgevers en persoonlijke storting ononderbroken van 1 September 1944 tot 31 December 1945, werden gedaan en indien belanghebbende in de loop van het jaar 1946 aan onderhavig decreet onderworpen is geworden. »

f) Aan artikel 39 wordt een laatste lid toegevoegd, hetwelk luidt als volgt :

« Wat betreft de werknemers van vreemde nationaliteit op wie de bepalingen van het tweede lid van artikel 38 toepasselijk zijn, moeten de persoonlijke bijdragen slechts sedert 1 September 1944 gestort geweest zijn. »

g) Aan de artikelen 42 en 50 wordt, na het eerste lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« De in voorgaand lid vastgestelde coëfficiënt wordt op 2,25 gebracht wanneer hij betrekking heeft op een dienstperiode die 1 April 1935 voorafgaat. »

h) Er wordt een artikel 44bis bijgevoegd dat als volgt is opgesteld :

« Wanneer de werknemers die de toelage bekomen wegens diensten verleend vóór 1 Januari 1942, een rente of periodieke vergoedingen genieten krachtens de decreten van 20 December 1945 betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, wordt het bedrag der toelage verminderd met 4/7^{en}, met dien

duction n'étant toutefois opérée, lorsqu'elle résulte de l'attribution d'indemnités périodiques, que trois mois après la date de l'accord des parties ou de la décision définitive.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et de l'article 19bis ne pourra être supérieur au montant de la rente ou des indemnités périodiques visées à l'alinéa qui précède. »

i) La date du 1^{er} janvier 1948 prévue aux articles 45 et 71 est remplacée par celle du 1^{er} juillet 1948.

j) Il est ajouté un article 52bis rédigé comme suit :

« Lorsque la veuve bénéficiaire jouit d'une rente de veuve en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant de l'allocation sera réduit de 4/7^{mes}.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et de l'article 19bis ne pourra être supérieur au montant de la rente visée à l'alinéa qui précède. »

k) Le deuxième alinéa de l'article 53 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le décès de l'assuré survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'assuré, l'être par la bénéficiaire endéans l'année suivant la date du dit décès. »

l) Le deuxième alinéa de l'article 54 est remplacé par la disposition suivante :

« L'allocation prend cours à la date du décès de l'assuré ou le 1^{er} janvier 1948 si le décès est antérieur à cette date.

verstande evenwel dat deze vermindering, wanneer zij voortvloeit uit de toekenning van periodieke vergoedingen, slechts drie maanden na de datum van het akkoord van partijen of van de eindbeslissing wordt toegepast.

» Het bedrag der vermindering welke toegepast wordt krachtens dit artikel en krachtens artikel 19bis, mag niet hoger zijn dan het bedrag der rente of der periodieke vergoedingen bedoeld in het voorgaande lid. »

i) De, in de artikelen 45 en 71 bepaalde datum 1 Januari 1948, wordt vervangen door 1 Juli 1948.

j) Er wordt een artikel 52bis bijgevoegd, dat luidt als volgt :

« Wanneer de gerechtigde weduwe een weduwrente geniet, krachtens de decreten van 20 December 1945 betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, wordt het bedrag der toelage met 4/7^{en} verminderd.

» Het bedrag der vermindering toegepast krachtens dit artikel en krachtens artikel 19bis mag niet hoger zijn dan de rente bedoeld in het voorgaande lid. »

k) Het tweede lid van artikel 53 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de verzekerde komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kan de gerechtigde, binnen het jaar van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de verzekerde ze niet heeft gedaan. »

l) Het tweede lid van artikel 54 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De toelage neemt een aanvang op de datum van het overlijden van de verzekerde, of op 1 Januari 1948 indien hij voor die datum overleden is.

Elle n'est pas accordée si la demande est introduite plus de six mois après la date à laquelle l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans. »

m) L'article 56 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de décès d'un assuré marié de sexe masculin, le montant de l'allocation annuelle payée au conjoint survivant est fixé par enfant bénéficiaire, à 40 % de la rente à laquelle une veuve du même âge pourrait prétendre en application de l'article 18, A, 2^o et de l'allocation qui lui serait éventuellement accordée en application des articles 46 à 50.

» Le montant total des allocations d'orphelins fixé en application de l'alinéa qui précède ne peut dépasser 100 pour cent des rente et allocation de veuve attribuées dans les conditions prévues ci-dessus.

» Le montant des allocations prévues aux alinéas 1 et 2 est majoré de moitié lors du décès du conjoint survivant.

» Lorsque le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci est assujéti aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué, par enfant bénéficiaire, une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables en cas de décès d'un assuré qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8. »

n) L'article 57 est remplacé par la disposition suivante :

« En cas de décès d'un assuré célibataire, veuf, ou divorcé, le montant de l'allocation annuelle accordée aux enfants bénéficiaires est calculé comme suit :

» A. — Si l'assuré est du sexe masculin, le montant est fixé, par enfant bénéficiaire, à 25 pour cent de la rente de

» Zij wordt niet toegestaan zo de aanvraag ingediend is meer dan zes maanden na de datum waarop het kind de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft. »

m) Artikel 56 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval een gehuwd mannelijk verzekerde komt te overlijden, wordt het bedrag van de jaarlijkse toelage uit te betalen aan de overlevende echtgenote, vastgesteld per gerechtigd kind op 40 % van de rente waarop een weduwe van dezelfde leeftijd aanspraak zou kunnen maken met toepassing van artikel 18, A, 2^o en van de toelage die haar eventueel zou worden verleend met toepassing van de artikelen 46 tot 50.

» Het totaal bedrag der wezentolagen vastgesteld met toepassing van het voorgaand lid, mag 100 procent niet te boven gaan van de weduwrente en toelage verleend onder de hierboven bepaalde voorwaarden.

» Het bedrag der toelagen vastgesteld in het eerste en het tweede lid wordt met de helft verhoogd bij overlijden van de overlevende echtgenote.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip waarop deze onder de bepalingen van dit decreet valt wordt bovendien, per gerechtigd kind, een bijkomende jaarlijkse vergoeding van 5.000 frank toegekend. De bepalingen van dit lid zijn niet toepasselijk bij overlijden van een verzekerde die voort storting deed met toepassing van artikel 8. »

n) Artikel 57 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« In geval een verzekerde, ongehuwd, weduwe(naar) of uit de echt gescheiden, komt te overlijden wordt het bedrag van de jaarlijkse toelage aan de gerechtigde kinderen berekend als volgt :

» A. — Indien de verzekerde een man is wordt het bedrag per gerechtigd kind bepaald op 25 ten honderd van het pen-

retraite dont l'assuré bénéficiait, s'il est entré en jouissance de celle-ci, et dans le cas contraire, de celle qui, si l'assuré avait été marié, aurait servi à déterminer le montant de la rente de veuve, conformément aux dispositions de l'article 19, sans que le montant total des allocations puisse dépasser 100 pour cent des dites rentes de retraite.

» Il y a lieu d'ajouter, éventuellement, au montant fixé à l'alinéa précédent un montant de 50 pour cent par enfant bénéficiaire, de l'allocation qui aurait été accordée à une veuve du même âge, en application des articles 46 à 50, sans que le total puisse dépasser le double du montant de cette allocation.

» Lorsque le nombre des bénéficiaires est supérieur à quatre, les montants maxima prévus aux deux alinéas qui précèdent se répartissent par parts égales entre les intéressés.

» Lorsque le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci est assujéti aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs par enfant bénéficiaire.

» Les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables en cas de décès d'un assuré qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8.

» B. — Si l'assuré est du sexe féminin, le montant est fixé par enfant bénéficiaire, à 25 pour cent de la rente de retraite dont elle bénéficiait, si elle était entrée en jouissance de sa rente, et dans le cas contraire, à 25 pour cent de la rente de retraite dont elle aurait bénéficié dans les conditions fixées ci-après.

» Lorsque le décès de l'assurée survient à une époque où celle-ci n'est pas assujéti aux dispositions du présent décret ou continue à effectuer des verse-

sions dat de verzekerde genoot, indien hij in het genot ervan getreden is, en in het tegenovergesteld geval van het pensioen dat, indien de verzekerde gehuwd was geweest, gediënd zou hebben om het bedrag van de weduwrente te bepalen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 zonder dat het totale bedrag van de toelage 100 procent van gezegde pensioenen mag overschrijden.

» Eventueel, zal bij het bedrag bepaald in het vorige lid, een bedrag van 50 ten honderd per gerechtigd kind gevoegd worden van de toelage die aan een weduwe van dezelfde leeftijd zou toegekend geworden zijn, met toepassing van de artikelen 46 tot 50, zonder dat het totaal het dubbel van deze toelage mag overschrijden.

» Wanneer het aantal gerechtigden hoger is dan vier, worden de in de twee vorige leden bepaalde maximumbedragen in gelijke delen onder de belanghebbende verdeeld.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip waarop hij onder de bepalingen van dit decreet valt, wordt er, bovendien, voor elk gerechtigd kind, een bijkomende jaarlijkse toelage van 5.000 frank verleend.

» De bepalingen van het vorige lid, zijn niet toepasselijk bij overlijden van een verzekerde die voort stortingén deed met toepassing van artikel 8.

» B. — Indien de verzekerde een vrouw is, wordt het bedrag per gerechtigd kind bepaald op 25 ten honderd van het pensioen dat zij genoot indien zij in het genot getreden was van haar rente, en in het tegenovergesteld geval op 25 ten honderd van het pensioen dat zij zou genoten hebben in de hierna bepaalde voorwaarden.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip, waarop zij niet onder de bepalingen van dit decreet valt of verder stortingén doet met toepassing

ments en application de l'article 8, la rente de retraite se calcule à l'âge de cinquante cinq ans, ou à l'âge du décès si celui-ci survient après l'âge de cinquante-cinq ans, compte tenu des seuls versements effectués au compte de l'assurée.

» Lorsque le décès survient à une époque où l'assurée est assujettie aux dispositions du présent décret, il y a lieu de calculer la rente de retraite dont elle aurait bénéficié à l'âge de cinquante-cinq ans ou supposant constante depuis la date du décès une prime annuelle calculée de la manière établie à l'alinéa suivant, jusqu'au jour où l'assurée eût atteint l'âge de la retraite ou l'âge auquel elle aurait accompli vingt années de services donnant droit à une allocation, soit à une rente de retraite, si ce dernier âge est antérieur à celui où l'assurée eût atteint cinquante-cinq ans.

» La prime annuelle prévue à l'alinéa précédent est celle qui aurait été constituée par les cotisations patronales et personnelles perçues en application des articles 9, 10 et 11 ci-dessus, sur base des rémunérations dont l'assurée a bénéficié au cours des douze derniers mois de service effectif précédant le mois du décès en supposant celles-ci payées au cours d'un même exercice.

» Il y a lieu d'ajouter, éventuellement, aux montants fixés ci-dessus un montant de 25 pour cent, par enfant bénéficiaire, de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 dont l'assurée bénéficiait ou à laquelle elle eût été en droit de prétendre à l'âge de cinquante-cinq ans.

» Lorsque le décès de l'assurée survient à une époque où celle-ci est assujettie aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs par enfant bénéficiaire dont le père est prédécédé.

van artikel 8, dan wordt het pensioen berekend op vijf en vijftigjarige leeftijd, of op de leeftijd waarop zij overleden is, daarbij enkel in aanmerking nemende de stortingen gedaan op rekening van de verzekerde.

» Wanneer het overlijden voorkomt op een tijdstip waarop de verzekerde onder de bepalingen van dit decreet valt, berekent men het pensioen dat zij zou genoten hebben op vijf en vijftigjarige leeftijd, door als constant aan te nemen sedert de dag van het overlijden een jaarlijkse premie berekend op de in het vorige lid bepaalde wijze, tot op de dag waarop de verzekerde de pensioenleeftijd zou bereikt hebben of de leeftijd waarop zij twintig jaar dienst zou gehad hebben, haar recht gevend op hetzij een toelage, hetzij een pensioen, indien deze laatste leeftijd vroeger valt dan deze waarop de verzekerde vijf en vijftig jaar zou geworden zijn.

» De in het vorige lid bepaalde jaarlijkse premie is deze welke zou vastgezet geworden zijn door de werkgevers en werknemersbijdragen geïnd met toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 hierboven op basis van de bezoldigingen die de verzekerde genoten heeft in de loop van de twaalf laatste maanden werkelijke dienst vóór de maand van het overlijden, daarbij onderstellend dat deze betaald werden in de loop van een zelfde dienstjaar.

» In voorkomend geval wordt bij de hierboven bepaalde bedragen gevoegd een bedrag van 25 ten honderd, per gerechtigd kind, van de toelage wegens diensten verleend vóór 1 Januari 1942 die de verzekerde genoot of waarop zij recht zou gehad hebben aanspraak te maken op vijf en vijftigjarige leeftijd.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip, waarop zij onder de toepassing van de bepalingen van dit decreet valt, wordt er, bovendien, een bijkomende jaarlijkse toelage van 5.000 frank voor elk gerechtigd kind wiens vader overleden is, toegestaan.

» Les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables en cas de décès d'une assurée qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8.

» Les allocations prévues au littéra B du présent article ne peuvent se cumuler avec celles accordées en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 56. »

o) Le deuxième alinéa de l'article 58 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le décès de l'assuré survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent si elles n'ont pas été faites par l'assuré, l'être par les représentants légaux des bénéficiaires, endéans l'année suivant la date du dit décès. »

p) Il est ajouté à l'article 60 un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Les mêmes majorations pourront être appliquées, dans des conditions à déterminer par arrêté royal, aux rentes et indemnités périodiques accordées en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles survenus aux non-indigènes. »

q) Le deuxième alinéa de l'article 75 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le décès de l'employé survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'employé, l'être par la veuve, endéans l'année suivant la date du dit décès. »

r) L'article 78 est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant de l'allocation annuelle est fixé, par année de services effectifs accomplis par l'employé au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, à 200 francs par enfant bénéficiaire pour les orphelins de père ou de mère et à 400 francs pour les orphelins de père et de mère.

» De bepalingen van het vorige lid zijn niet toepasselijk bij overlijden van een verzekerde die voort stortingen deed met toepassing van artikel 8.

» De onder B van dit artikel bepaalde toelagen kunnen niet worden getrokken samen met deze toegekend bij toepassing van het vóórlaatste lid van artikel 56. »

o) Het tweede lid van artikel 58 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de verzekerde komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kunnen de wettelijke vertegenwoordigers der gerechtigden binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de verzekerde ze niet heeft gedaan. »

p) Aan artikel 60 wordt een tweede lid toegevoegd dat luidt als volgt :

« Onder bij koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden, kunnen dezelfde verhogingen worden toegepast op de renten en periodieke vergoedingen die verleend worden krachtens de decreten van 20 December 1945 betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit werkongevallen en beroepsziekten van niet-inlanders. »

q) Het tweede lid van artikel 75 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de werknemer komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kan de weduwe, binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de werknemer ze niet heeft gedaan. »

r) Artikel 78 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Voor elk jaar werkelijke dienst door de werknemer verleend in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, bedraagt de jaarlijkse toelage 200 frank per gerechtigd kind voor de halve wezen en 400 frank voor de ouderloze wezen.

» Le montant total des allocations d'orphelins ne peut dépasser, par année de services, 500 pour les orphelins de père ou de mère et 1.000 francs pour les orphelins de père et de mère.

» Lorsque le nombre des bénéficiaires est supérieur à deux, ces montants maxima se répartissent par parts égales entre les intéressés.

» Il ne peut être accordé qu'une seule allocation aux enfants bénéficiaires à charge du Fonds spécial d'allocations, mais cette allocation peut éventuellement être cumulée avec celle prévue aux articles 54 à 58.

» Les dispositions des articles 68, alinéas 2 et suivants, et 69 sont applicables aux allocations d'orphelins. »

s) Le deuxième alinéa de l'article 79 est remplacé par la disposition suivante :

« Si le décès de l'employé survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'employé, l'être par les représentants légaux des enfants, endéans l'année suivant la date du dit décès. »

t) Il est ajouté à l'article 91 un dernier alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice à l'application des dispositions qui précèdent, les allocations prévues aux chapitres VI et VII pourront être supprimées par décision du Directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés, du Fonds colonial d'allocations pour employés et du Fonds spécial d'allocations, pour une période maximum de deux ans, aux personnes qui ont établi ou fait usage de fausses déclarations en vue d'obtenir les avantages prévus par le présent décret ou qui, sachant ne plus avoir droit à tout ou partie de ces avantages, omettent d'en faire la déclaration. »

» Het total van de wezentoelagen kan, per jaar dienst, 500 frank niet overtreffen voor de halve wezen en 1.000 frank voor de ouderloze wezen.

» Wanneer het getal gerechtigden hoger is dan twee, worden de maximumbedragen in gelijke delen onder de belanghebbenden verdeeld.

» Aan de gerechtigde kinderen kan uit het Bijzonder Toelagenfonds slechts een enkele toelage worden verleend, maar die toelage kan, in voorkomend geval, samen met de in de artikelen 54 tot 58 bepaalde toelagen getrokken worden.

» De bepalingen van de artikelen 68, tweede lid en vlg. en 69 zijn op de wezentoelagen toepasselijk. »

s) Het tweede lid van artikel 79 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Indien de werknemer komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kunnen de wettelijke vertegenwoordigers der kinderen, binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de werknemer ze niet heeft gedaan. »

t) Aan artikel 91, wordt een laatste lid toegevoegd dat luidt als volgt :

« Onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, kunnen de in de hoofdstukken VI en VII voorziene toelagen, bij beslissing van de Directeur van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers en van het Bijzonder Toelagenfonds, voor een periode van ten hoogste twee jaar, afgeschaft worden ten nadele van de personen die valse aangiften hebben opgemaakt of daarvan gebruik hebben gemaakt ten einde de door dit decreet bepaalde voordelen te genieten of die, wetende dat zij geen recht meer hebben geheel of gedeeltelijk op deze voordelen verzuimen, er aangifte van te doen. »

ART. 2.

Le troisième alinéa de l'article premier et le deuxième alinéa de l'article 2 du décret du 28 février 1947 sont abrogés.

ART. 3.

Les dispositions du décret du 10 octobre 1945, ainsi que celles des décrets et ordonnances législatives qui le modifient, seront coordonnées par arrêté royal.

ART. 4.

Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1947.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

ART. 2.

Het derde lid van artikel één en het tweede lid van artikel 2 van het decreet van 28 Februari 1947 worden afgeschaft.

ART. 3.

De bepalingen van het decreet van 10 October 1945, evenals deze van de decreten en wetgevende ordonnantiën tot wijziging daarvan, zullen bij koninklijk besluit samengeordend worden.

ART. 4.

Dit decreet treedt in werking op 1 Januari 1948.

ART. 5.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 10 November 1947.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet intitulé impôt sur les revenus. — Modifications des droits de patente.

Examiné en sa séance du 20 février par le Conseil Colonial et mis aux voix, le projet est approuvé à l'unanimité, sans discussion.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek van een ontwerp van decreet, getiteld : Inkomstenbelasting. — Wijziging van de patentrechten.

Onderzocht door de Koloniale Raad in de vergadering van 20 Februari en in stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd, zonder bespreking.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

**Droits de patente. — Montants annuels
fixés à l'article 45 du décret du 12 août
1937. — Augmentation.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les montants annuels des droits de
patente fixés à l'article 45 du décret du
12 août 1937 tel qu'il est modifié à ce
jour, sous le 1^o à 5.000 francs, sous le
2^o à 3.000 francs et sous le 3^o à 2.000
francs sont portés respectivement à
10.000 francs, à 6.000 francs et à 4.000
francs.

ART. 2.

Le présent décret, applicable au Congo
Belge et au Ruanda-Urundi, entrera en
vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

**Patentrechten. — Jaarlijkse bedragen,
vastgesteld bij artikel 45 van het de-
creet van 12 Augustus 1937. — Verho-
ging.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van
Kolonien,

Wij hebben gedecreteerd en Wij de-
creteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De jaarlijkse bedragen der patent-
rechten, vastgesteld bij artikel 45 van
het decreet van 12 Augustus 1937 zoals
het tot op heden is gewijzigd, onder n^o 1
op 5.000 frank, onder n^o 2 op 3.000
frank en onder n^o 3 op 2.000 frank wor-
den onderscheidenlijk op 10.000 frank,
op 6.000 frank en op 4.000 frank ge-
bracht.

ART. 2.

Dit decreet dat van toepassing is in
Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi
treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel, de 2 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet de décret majorant l'impôt personnel sur la superficie des concessions minières.

Le Conseil a examiné ce projet en sa séance du 20 février 1948.

Un membre faisant allusion aux discussions qui se sont élevées lors du décret minier du 29 juillet 1937, fait remarquer qu'un récent arrêt de la Cour de Cassation a exonéré du paiement de l'impôt fixé au présent décret l'Union Minière du Haut-Katanga et la Forminière.

Le représentant de l'Administration fait observer que l'arrêt en question ne vise que la situation spéciale des deux sociétés, situation spéciale résultant de leurs conventions particulières avec les autorités coloniales.

Le projet, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek van een ontwerp van decreet tot verhoging van de personele belasting op de oppervlakte van de mijnconcessies.

De Raad heeft dit ontwerp in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Zinspelend op de discussies die zich naar aanleiding van het mijndecreet van 29 Juli 1937 hebben voorgedaan, doet een raadslid opmerken dat een arrest van het Hof van Verbreking onlangs de « Union Minière du Haut-Katanga » en de « Forminière », vrijgesteld heeft van de in het onderhavige decreet bepaalde belasting.

De vertegenwoordiger van het Bestuur merkt hierbij op dat dit arrest enkel betrekking heeft op de bijzondere toestand van de twee maatschappijen, welke bijzondere toestand het gevolg is van hun particuliere overeenkomsten met de koloniale overheden.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers, raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, de 19^e Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Impôt personnel sur la superficie des concessions minières. — Taux déterminés à l'article 2 du décret du 29 juillet 1937. — Modification.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les taux de l'impôt personnel déterminés à l'article 2 du décret du 29 juillet 1937, tel qu'il est modifié à ce jour, sont fixés comme suit à partir du 1^{er} janvier 1948 :

1^o à 0 fr. 30, par hectare de concession ayant pour objet l'exploitation des mines;

2^o à 0 fr. 10 par hectare de concession ayant pour objet le droit de rechercher à titre exclusif une ou plusieurs substances minérales.

ART. 2.

Le présent décret est applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

Personele belasting op de oppervlakte van de mijnconcessies. — Bedragen, vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 29 Juli 1937. — Wijziging.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De bedragen der personele belasting vastgesteld in artikel 2 van het decreet van 29 Juli 1937, zoals het tot op heden is gewijzigd, worden van 1 Januari 1948 af, vastgesteld als volgt :

1^o op 0 fr. 30 per hectare voor de concessies die mijnbouw als voorwerp hebben;

2^o op 0 fr. 10 per hectare voor de concessies die het opsporen op uitsluitende wijze van een of meer delfstoffen als voorwerp hebben.

ART. 2.

Dit decreet is van toepassing in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi.

Gegeven te Brussel, de 2^o Maart 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur l'examen d'un projet de décret majorant les taxes de permis de vente et de port d'armes.

Le Conseil a examiné ce projet de décret en sa séance du 20 février 1948.

Un membre, tout en donnant son accord à un des buts du décret qui poursuit la protection de la faune et la reconstitution des réserves de gibier estime cependant qu'il faut assurer aux indigènes la possibilité de se défendre contre les dégâts parfois énormes commis par certains animaux. Certains de ceux-ci ne méritent aucune protection et, s'il est désirable de ménager des réserves de gibier pour l'avenir, on ne peut cependant négliger la nécessité d'assurer aux noirs, trop souvent sous-alimentés, la possibilité d'assurer leur alimentation en protéines animales.

Un représentant de l'Administration fait remarquer que le fusil ne constitue pas seulement un instrument de chasse, mais est également un élément de richesse et qu'au surplus, une taxe réduite aurait pour conséquence de multiplier le nombre de fusils aux mains des indigènes.

Mis aux voix le projet est adopté à l'unanimité avec les amendements suivants :

La taxe pour les fusils à silex sera portée à 20 francs et celle pour les fusils à piston à 30 francs.

MM. les Conseillers Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten et Louwers avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

P. CHARLES.

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over het onderzoek tot een ontwerp van decreet tot verhoging van de taxen op de vergunningen tot het verkopen en het dragen van wapens.

De Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 20 Februari 1948 onderzocht.

Een raadslid, hoewel instemmend met een van de doeleinden van het decreet, dat de bescherming van de fauna en het herstel van de wildreserves vervolgt, is nochtans van mening dat men aan de inlanders de mogelijkheid moet verschaffen om zich te weer te stellen tegen de soms enorme schade die door sommige dieren veroorzaakt wordt. Onder deze zijn er die generlei bescherming verdienen en, zo het wenselijk is te zorgen voor wildreserves in de toekomst, moet men nochtans rekening houden met de noodzakelijkheid het voor de te vaak ondervoede inlanders, mogelijk te maken zich de dierlijke proteïnen voor hun voeding te verschaffen.

Een vertegenwoordiger van het Bestuur doet opmerken dat het geweer niet enkel een jachttuig is, maar tevens een element van rijkdom en dat, bovendien, een verminderde takse als gevolg zou hebben het aantal geweren in de handen der inlanders te vermeerderen.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd met de volgende amendementen :

De takse voor de vuursteengeweren wordt op 20 frank gebracht en op 30 frank voor de percussiegeweren.

De HH. Gustin, Van de Putte, Marzorati, Itten en Louwers waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

**Taxes de permis de vente et de port
d'armes. — Majoration.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les taxes reprises ci-après et afféren-
tes aux permis de port d'armes prévus à
l'article 4 du décret du 10 mars 1892, tel
qu'il est modifié à ce jour, sont fixées :

1^o à 100 francs, par fusil rayé ou non
rayé se chargeant par la culasse ainsi que
pour les pistolets et revolvers sans dis-
tinction quant au mécanisme et au mo-
dèle;

2^o dans les limites de 20 francs à 40
francs, par arme, pour les fusils à silex
et de 30 francs à 50 francs par arme,
pour les fusils à piston.

ART. 2.

Les permis de ventes d'armes et de
munitions prévus à l'article 4 du décret
du 10 mars 1892, sont portés :

1^o dans les limites de 1.250 à 5.000
francs; en ce qui concerne les armes et
munitions destinées aux indigènes;

2^o dans les limites de 2.000 francs à
5.000 francs, en ce qui concerne les ar-
mes perfectionnées et les munitions y
afférentes.

**Taksen op de vergunningen tot het ver-
kopen en het dragen van wapens. —
Verhoging.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale
Raad uitgebracht in diens vergadering
van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van
Kolonien;

Wij hebben gedecreteerd en Wij de-
creteren :

ARTIKEL ÉÉN.

De hierna vermelde taksen welke be-
trekking hebben op de wapenvergunnin-
gen bepaald in artikel 4 van het decreet
van 10 Maart 1892, zoals het tot op
heden is gewijzigd, worden vastgesteld:

1^o op 100 frank per getrokken of niet
getrokken geweer, dat langs de kulas
wordt geladen, alsmede voor de pistolen
en revolvers zonder onderscheid wat be-
treft het mechanisme en het model;

2^o binnen de perken van 20 frank tot
40 frank per wapen voor de vuursteen-
geweren, en van 30 tot 50 frank per wa-
pen voor de percussiegeweren.

ART. 2.

De vergunningen voor de verkoop van
wapens en munities, bepaald in artikel 4
van voormeld decreet van 10 Maart 1892,
worden gebracht :

1^o binnen de perken van 1.250 frank
tot 5.000 frank wat betreft de wapens
en munitie bestemd voor de inlanders;

2^o binnen de perken van 2.000 frank
tot 5.000 frank wat betreft de geperfec-
tioneerde wapens en de daarvoor be-
stemde munitie.

ART. 3.

Le présent décret est applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi. Il entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1948.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1948.

ART. 3.

Dit decreet is van toepassing in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi. Het treedt in werking op 1 Januari 1948.

Gegeven te Brussel, de 2 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret autorisant le Gouvernement de la Colonie à procéder à des investigations statistiques et créant le Conseil Supérieur de Statistiques de la Colonie.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret dans sa séance du 20 février 1948.

M. le Ministre des Colonies commentant l'exposé des motifs a souligné l'importance que le Gouvernement attache à une documentation précise et rapide sur laquelle il puisse établir sa politique et en contrôler les effets.

Le Directeur Général de l'Office des Statistiques du Royaume a étudié sur place et avec la collaboration de fonctionnaires coloniaux compétents l'organisation des services de statistiques, qui en employant des machines américaines, qui sont de vrais cerveaux mécaniques, donneront le maximum de sécurité.

Un membre montre les discordances existant entre les statistiques du Royaume et celles de la Colonie. Il signale dans ces dernières des imperfections auxquelles il conviendrait de remédier. Il insiste tout particulièrement pour que les statis-

Verslag van de Koloniale Raad over het ontwerp van decreet waarbij het Gouvernement van de Kolonie gemachtigd wordt statistische onderzoeken te doen en de Hoge Raad voor statistieken van de Kolonie ingesteld wordt.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergadering van 20 Februari 1948.

De Minister van Koloniën, in zijn commentaar op de memorie van toelichting, heeft er op gewezen hoe belangrijk het voor het Gouvernement is over een nauwkeurige en vlugingewonnen documentatie te beschikken, aan de hand waarvan het zijn politiek kan bepalen en de gevolgen er van kan nagaan.

De directeur-generaal van de Rijksdienst voor Statistiek heeft, met medewerking van bevoegde koloniale ambtenaren, in Congo, de inrichting van de statistische diensten bestudeerd, die door het gebruik van Amerikaanse machines, echte mechanische hersenen, een maximum van zekerheid zullen geven.

Een raadslid toont dat er geen overeenstemming is tussen de Rijksstatistieken en deze van de Kolonie. Hij wijst in deze laatste op onvolmaaktheden die men dient te verhelpen. Hij dringt er bijzonder op aan de koloniale statistieken op

tiques coloniales soient présentées avec la plus grande clarté afin qu'elles puissent être rapidement consultées par les hommes d'affaires et par toutes les personnes qui doivent y recourir. Il émet le vœu que l'administration renonce à une classification conventionnelle avec des références énigmatiques. Il suggère la création de régions-témoins dans certaines parties du Congo à climat déterminé, où les investigations statistiques médicales et sanitaires seraient plus approfondies qu'elles ne le sont actuellement. Il craint que les statistiques gouvernementales n'imposent de nouvelles charges à un personnel territorial peu nombreux et astreint à de multiples devoirs. Il souhaite que les industriels, les planteurs, les commerçants européens ne soient pas l'objet de trop fréquentes demandes de renseignements. Le Gouvernement, dit-il, doit se garder de vouloir mettre le Congo en fiches. Le service de statistiques installé à Léopoldville pourrait entraîner à de grosses dépenses. Il eut été moins onéreux de dépouiller en Belgique les éléments de base qui seront recueillis dans la Colonie. Le Conseil Supérieur de Statistiques, s'il avait son siège à Bruxelles, serait mieux à même de jouer un rôle efficient.

M. le Président dit que les dépenses du service de statistiques ne seront pas considérables. Il n'est prévu comme personnel que sept Européens et des clercs noirs. L'administration ne peut se priver d'archives qui lui sont nécessaires sur place. La mission du Conseil Supérieur est essentiellement technique. Des dispositions seront prises en vue de faciliter l'emploi des statistiques par toutes les personnes qui veulent les consulter.

Un autre membre partage les appréhensions du premier sur le supplément de travail qui risque d'être imposé aux fonctionnaires territoriaux.

Un troisième membre développe la même idée déplorant les exagérations de la paperasserie administrative. Dans l'impossibilité de mener à bonne fin toutes les enquêtes qu'on lui demandera de

zeer klare wijze voor te stellen, zodat de zakenlieden en alwie er zich moet van bedienen ze vlug kunnen raadplegen. Hij drukt de wens uit dat het bestuur afziet van een conventionele classificatie met raadselachtige verwijzingen. Hij stelt voor in zekere delen van Congo met een bepaald klimaat de statistische onderzoeken op geneeskundig en sanitair gebied grondiger te verrichten dan thans het geval is, zodat die streken als controle zouden dienen. Hij vreest dat de gouvernementele statistieken nieuw werk zullen meebrengen voor een gewestpersoneel dat klein in getal is en menigvuldige opdrachten moet vervullen. Hij wenst dat men de Europese nijveraars, planters en handelaars niet te vaak lastig valt met vragen om inlichtingen. Het Gouvernement, zegt hij, moet er zich voor hoeden Congo op steekkaarten te willen brengen. De te Leopoldstad geïnstalleerde dienst voor statistiek zou grote uitgaven kunnen medebrengen. Het zou minder duur geweest zijn de in de Kolonie verzamelde gegevens in België te depouilleren. Had de Hoge Raad voor Statistiek zijn zetel te Brussel, hij zou zijn taak doelmatiger kunnen vervullen.

De Voorzitter zegt dat de uitgaven van de statistische dienst niet aanzienlijk zullen zijn. Men voorziet als personeel enkel zeven Europeanen en een aantal inländse klerken. Het bestuur heeft deze archiefstukken ter plaatse nodig. De taak van de Hoge Raad is hoofdzakelijk technisch. Men zal maatregelen treffen om het gebruik van de statistieken te vergemakkelijken voor al de personen die ze willen raadplegen.

Een ander raadslid deelt de vrees van de eerste spreker aangaande het bijwerk dat deze statistieken voor de gewestambtenaren zullen medebrengen.

Een derde raadslid ontwikkelt dezelfde zienswijze en betreurt de overdrijving van de administratieve paperassen. Daar het onmogelijk is al de enquêtes te doen die men hun zal vragen, zal het gewest-

faire, le personnel territorial se bornera vraisemblablement à des approximations et le but poursuivi par le Gouvernement ne sera pas atteint.

M. le Président objecte que le programme de réorganisation administrative de la Colonie prévoit le renforcement des effectifs du service territorial.

Un autre membre constate que néanmoins ces effectifs sont pour le moment insuffisants et souvent mal préparés à leur tâche.

Un représentant de l'administration fait remarquer que d'autres services du Gouvernement, indépendamment du service territorial, auront à fournir des éléments statistiques; un gros effort de documentation et de coordination des informations recueillies est indispensable.

M. le Président constate qu'à cet égard le Conseil paraît unanimement d'accord.

Le Conseil passe ensuite à l'examen des articles du projet de décret. Les deux premiers articles sont adoptés sans observation.

M. le Président propose de modifier le texte de l'article 3 comme suit : Les renseignements « ne pourront être utilisés qu'à des fins administratives ou économiques à l'exclusion de toute fin fiscale, »...

Un membre fait remarquer que l'établissement de statistiques pourrait amener la constatation de fraudes fiscales.

M. le Président déclare que les statistiques ne pourront être utilisées par le Service des Finances que pour autant qu'elles aient été publiées.

L'article 3 est adopté avec la modification proposée par M. le Président.

personeel zich waarschijnlijk bepalen bij benaderende schattingen en het door het Gouvernement vervolgde doel zal niet bereikt worden.

De Voorzitter brengt daartegen in dat het programma van reorganisatie van de Kolonie een versterking van de effectieven van de gewestdienst voorziet.

Een ander raadslid stelt vast dat, niettemin, deze effectieven voor het ogenblik niet volstaan en dat zij vaak slecht voor hun taak voorbereid zijn.

Een vertegenwoordiger van het Bestuur doet opmerken dat, buiten de gewestdienst, andere Gouvernementsdiensten statistische gegevens zullen moeten verschaffen; een grote krachtspanning met het oog op de documentatie en de samenordering van de ingezamelde inlichtingen is volstrekt noodzakelijk.

De Voorzitter stelt vast dat de hele Raad dienaangaande akkoord schijnt te zijn.

De Raad gaat daarna over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van decreet. De eerste artikelen worden goedgekeurd zonder op- of aanmerkingen.

De Voorzitter stelt voor de tekst van artikel 3 te wijzigen als volgt : de inlichtingen « mogen slechts dienen voor administratieve of economische doeleinden, met uitsluiting van elk fiscaal doel, » ...

Een raadslid doet opmerken dat de statistieken aanleiding zouden kunnen geven tot het vaststellen van fiscaal bedrog.

De Voorzitter verklaart dat de statistieken door de Dienst van Financiën maar zullen kunnen benuttigd worden voor zover zij uitgegeven zijn.

Artikel 3 wordt goedgekeurd met de door de Voorzitter voorgestelde wijziging.

L'article 4 provoque une demande d'information d'un membre sur la composition du Conseil Supérieur de Statistiques.

M. le Président répond que toutes les catégories d'intéressés seront représentées.

Le Conseil se rallie à la proposition du Président pour la mise en vigueur du décret à la date du 1^{er} juillet 1948.

Un membre fait toutefois la réserve que le service ne fonctionne pas dès lors à plein rendement.

L'ensemble du projet de décret, mis aux voix, est approuvé à l'unanimité.

MM. Gustin, Marzorati, Itten, Louwers et Van de Putte, absents, s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 19 mars 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

F. VAN DER LINDEN.

M. VAN HECKE.

Naar aanleiding van artikel 4 vraagt een raadslid inlichtingen over de samenstelling van de Hoge Raad voor Statistiek.

De Voorzitter antwoordt dat al de categorieën van belanghebbenden, vertegenwoordigd zullen zijn.

De Raad sluit zich aan bij het voorstel van de Voorzitter om het decreet op 1 Juli 1948 in werking te doen treden.

Een raadslid maakt evenwel het voorbehoud dat de dienst niet van deze datum in volle werking zal zijn.

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Gustin, Marzorati, Itten, Louwers en Van de Putte waren afwezig met kennisgeving.

Brussel, den 19 Maart 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Décret autorisant le Gouvernement de la Colonie à procéder à des investigations statistiques et créant le Conseil Supérieur de Statistiques de la Colonie.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 février 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Decreet waarbij het Gouvernement van de Kolonie gemachtigd wordt statistische onderzoeken te doen en de hoge raad voor Koloniale Statistiek opgericht wordt.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 Februari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il pourra être procédé à des enquêtes statistiques sur la situation démographique, économique et sociale de la Colonie.

Les dates auxquelles auront lieu ces investigations seront fixées par ordonnances du Gouverneur Général.

ART. 2.

Il sera procédé à ces enquêtes de la manière et suivant les règles qui seront fixées par une ordonnance du Gouverneur Général, qui déterminera en outre quelles personnes seront tenues de fournir les renseignements nécessaires à l'élaboration des statistiques en ces domaines et définira les obligations auxquelles elles seront soumises à cet effet.

ART. 3.

Les renseignements qui auront été exigés des personnes tenues de les fournir en vertu de la disposition de l'art. 2 du présent décret, ne pourront être utilisés qu'à des fins statistiques, administratives ou économiques, à l'exclusion de toute fin fiscale. Les renseignements de caractère individuel ne pourront en aucun cas être divulgués. Les fonctionnaires et mandataires chargés de recueillir les renseignements ou de collaborer aux travaux statistiques, seront personnellement responsables de la stricte observation de cette disposition; l'article 73 du code pénal leur sera applicable sans préjudice des sanctions disciplinaires éventuelles.

ART. 4.

Il est créé sous la dénomination de « Conseil Supérieur des Statistiques Coloniales », un Conseil Consultatif dont le Gouverneur Général déterminera la composition, nommera les membres et définira la mission et les attributions.

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

ARTIKEL EÉN.

Er zullen statistische onderzoeken kunnen worden ondernomen omtrent de demografische, economische en sociale toestand van de Kolonie.

De data waarop deze opzoeken plaats hebben, zullen bij ordonnantie van de Gouverneur-Generaal worden vastgesteld.

ART. 2.

Deze onderzoeken zullen gedaan worden op de wijze en volgens de regelen vast te stellen bij ordonnantie van de Gouverneur-Generaal, die bovendien zal bepalen welke personen er toe zullen gehouden zijn de inlichtingen te verschaffen nodig tot het opmaken der statistieken op deze gebieden en die de verplichtingen zal vaststellen waaraan zij te dien einde onderworpen worden.

ART. 3.

De inlichtingen vereist van de personen die krachtens de bepalingen van artikel 2 van dit decreet ze moesten verstrekken, mogen slechts dienen voor statistische administratieve of economische doeleinden met uitsluiting van alle gebruik op fiscaal gebied. De inlichtingen van individuele aard mogen in geen geval ruchtbaar worden gemaakt. De ambtenaren en mandatarissen die gelast zijn de inlichtingen in te zamelen of mede te werken aan de statistiek-werken, zullen persoonlijk verantwoordelijk zijn voor de strenge naleving van deze bepaling; artikel 73 van het strafwetboek zal op hen toepasselijk zijn, onverminderd de gebeurlijke tuchtsstraffen.

ART. 4.

Onder de benaming « Hoge Raad voor Koloniale Statistiek » wordt een Raad van Advies opgericht waarvan de Gouverneur-Generaal de samenstelling bepaald, de leden benoemt en de taak en de bevoegdheden vaststelt.

Ce Conseil sera consulté dans toutes les questions intéressant ces enquêtes statistiques, qu'il s'agisse de définir la manière dont il y sera procédé ou les règles qui y présideront.

ART. 5.

Seront punis d'une amende de mille francs au maximum et d'une servitude pénale d'un mois au plus, ou d'une de ces peines seulement, les particuliers qui contreviennent aux obligations qui leur sont imposées par le présent décret ou aux prescriptions des ordonnances prises en vue de son exécution.

Les prescriptions imposées aux particuliers par le présent décret et les ordonnances d'exécution, pourront être exécutées d'office par les soins de l'Autorité et aux frais des contrevenants.

ART. 6.

Le présent décret est applicable au Congo Belge et au Ruanda-Urundi et sort ses effets à dater du 1^{er} juillet 1948.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1948.

Deze Raad wordt geraadpleegd omtrent al de vraagstukken in verband met deze statistische onderzoekingen, zowel omtrent het bepalen van de wijze waarop men ze zal verrichten als over de regelen waaraan zij zullen onderworpen zijn.

ART. 5.

Worden gestraft met geldboete van ten hoogste duizend frank, en met strafdienst van ten hoogste een maand, of met een dezer straffen, alleen, de particulieren die de verplichtingen hun door dit decreet opgelegd of de voorschriften van de ordonnantiën ter uitvoering er van genomen, overtreden.

De voorschriften welke aan de particulieren opgelegd zijn door dit decreet of door de uitvoerings ordonnantiën, kunnen van ambstwege uitgevoerd worden door toedoen van de Overheid en op kosten van de overtreders.

ART. 6.

Dit decreet is van toepassing op Belgisch-Congo en op Ruanda-Urundi en treedt in werking met ingang van 1 Juli 1948.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, den 11 Maart 1948

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Caisse Coloniale d'Assurance. — Rentes de veuves et d'orphelins.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu les arrêtés royaux du 13 juin 1933, pris en exécution du décret du 7 mai 1927, organique de la Caisse Coloniale d'Assurance et fixant les statuts de cette Caisse ;

Vu les arrêtés royaux du 13 juin 1933, des 25 janvier et 24 février 1938 relatifs notamment à la section des rentes d'orphelins ;

Vu l'arrêté royal du 31 octobre 1935 et l'arrêté du 1^{er} août 1945, relatifs notamment à l'affiliation des hors-cadres ;

Vu le décret du 10 octobre 1945, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés ;

Vu le décret du 8 décembre 1945, majorant temporairement les rentes à charge de la Caisse Coloniale d'Assurance ;

Vu les avis émis par le Conseil de la Caisse ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Koloniale Verzekeringskas. — Weduwen- en wezenrenten.

KAREL, PRINS VAN BELGIE,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gelet op het koninklijk besluit van 13 Februari 1930, genomen ter uitvoering van het decreet van 7 Mei 1927, tot inrichting van de Koloniale Verzekeringskas, en houdende vaststelling van de statuten dezer kas ;

Gelet op de koninklijke besluiten van 13 Juni 1933, van 25 Januari en 24 Februari 1938, betreffende namelijk de sectie der renten voor wezen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 October 1935 en het besluit van 1 Augustus 1945, betreffende namelijk de aansluiting der agenten buiten de kaders ;

Gelet op het decreet van 10 October 1945, op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der werknemers ;

Gelet op het decreet van 8 December 1945 houdende tijdelijke verhoging van de renten ten laste van de Koloniale Verzekeringskas ;

Gelet op de adviezen uitgebracht door de Raad der Kas ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

CHAPITRE PREMIER.

De la situation des Hors-Cadres.

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa premier de l'art. 3. de l'arrêté royal du 13 février 1930 prérappelé, ne sont plus astreints, à partir du 1^{er} juillet 1943, à la retenue de 6 % au profit de la Caisse Coloniale d'Assurance, les membres du personnel de la Colonie engagés hors-cadres avant cette date, qui ont renoncé à l'indemnité pour perte de pension et sont affiliés à la Caisse Coloniale des Pensions pour Employés.

Les intéressés conservent à l'organisme tous les droits résultant pour eux des versements effectués antérieurement à cette date.

ART. 2.

Conformément aux dispositions des articles 28 et 47 des statuts de la Caisse, les rentes de veuves inscrites aux comptes de cette catégorie d'affiliés mariés, seront réduites au 1^{er} juillet 1943 et les retenues effectuées après cette date seront remboursées.

Toutefois, les intéressés peuvent être autorisés à faire usage de la faculté prévue à l'article 47, alinéa *b* et *c* des statuts, à la condition d'introduire à cet effet et dans les 3 mois de la publication du présent arrêté, une demande écrite auprès du Ministre des Colonies.

Dans ce cas, les retenues dont il est question au premier alinéa du présent article viendront en déduction des contributions à verser par les intéressés.

ART. 3.

Les dispositions de l'article précédent impliquent la suppression du droit au moment où les intéressés quittent défini-

EERSTE HOOFDSTUK.

Over de toestand van de «Buiten-Kader».

ARTIKEL ÉÉN.

In afwijking van de bepalingen van het eerste lid van art. 3 van het koninklijk besluit d.d. 13 Februari 1930 voormeld, zijn, van 1 Juli 1943 af, niet meer onderworpen aan de aftrek van 6 % ten gunste van de Koloniale Verzekeringskas, de leden van het personeel der Kolonie die vóór die datum buiten kader werden aangeworven, en die afstand gedaan hebben van de vergoeding voor verlies van pensioen en aangesloten zijn bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensiën.

De belanghebbenden behouden bij het organisme al de rechten welke voor hen voortvloeien uit de stortingen welke vóór die datum werden gedaan.

ART. 2.

Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 28 en 47 van de statuten der Kas zullen de weduwrenten welke ingeschreven zijn op de rekeningen dezer categorie van gehuwde aangeslotenen, op 1 Juli 1943 verminderd worden, en de afhoudingen welke na die datum gedaan werden, zullen worden terugbetaald.

Nochtans kunnen de belanghebbenden gemachtigd worden gebruik te maken van het recht, bepaald in artikel 47, lid *b* en lid *c* der statuten op voorwaarde, te dien einde en binnen de drie maanden na het verschijnen van dit besluit, een schriftelijke aanvraag in te dienen bij de Minister van Koloniën.

In dit geval zullen de afhoudingen bedoeld in het eerste lid van dit artikel afgetrokken worden van de bijdragen welke door belanghebbenden dienen gestort.

ART. 3.

De bepalingen van voorgaand artikel impliceren de afschaffing van het recht, op het ogenblik waarop de belangheb-

tivement le service de la Colonie, à la valeur de rachat de la rente de veuve inscrite à leur compte.

Les hors cadres affiliés avant le 1^{er} janvier 1938 conservent le droit à la valeur de rachat, à la condition expresse d'en faire la demande au Ministre des Colonies, dans les trois mois qui suivent la notification de la fin du contrat.

ART. 4.

Les comptes d'épargne arrêtés au 1^{er} juillet 1943, resteront productifs des intérêts statutaires.

Sans préjudice aux dispositions prévues aux articles 15 et 17, en cas de mariage contracté après le 1^{er} juillet 1943 et avant l'expiration de leur contrat, l'avoir d'épargne est transféré en prime unique à la section des rentes de veuves.

ART. 5.

Les dispositions relatives aux rentes d'orphelins restent applicables aux hors cadres affiliés à la Caisse Coloniale d'Assurance.

Les modifications qui seraient apportées aux dispositions relatives à cette section de la Caisse leur seront également applicables.

ART. 6.

Les membres du personnel de la Colonie engagés hors cadres à une date postérieure au 1^{er} janvier 1945 ne sont pas affiliés à la Caisse Coloniale d'Assurance.

ART. 7.

Lorsqu'un membre du personnel hors cadres de la Colonie passe sous le régime du statut, la réserve mathématique des cotisations personnelles, versée à la Cais-

benden voorgoed de dienst der Kolonie verlaten, op de afkoopwaarde der weduwrente welke op hun rekening is ingeschreven.

De agenten buiten het kader die vóór 1 Januari 1938 waren aangesloten, behouden het recht op de afkoopwaarde, onder de uitdrukkelijke voorwaarde zulks aan te vragen bij de Minister van Koloniën, binnen de drie maanden volgende op de betekening van het einde der verbintenis.

ART. 4.

De spaarrekeningen welke afgesloten zijn op 1 Juli 1943, blijven voort de statutaire interesten opbrengen.

Onverminderd de bepalingen welke voorkomen in de artikelen 15 en 17, wordt, ingeval van huwelijk gesloten na 1 Juli 1943 en vóór het verstrijken van hun contract, het spaargeld omgezet in eenheidspremie bij de weduwrentenafdeling.

ART. 5.

De bepalingen betreffende de wezenrenten blijven toepasselijk op de agenten buiten het kader die aangesloten zijn bij de Koloniale Verzekeringskas.

De wijzigingen welke zouden aangebracht worden in de bepalingen betreffende deze afdeling van de kas zullen eveneens er op van toepassing zijn.

ART. 6.

De leden van het personeel der Kolonie die buiten kader aangeworven zijn na 1 Januari 1945, zijn niet aangesloten bij de Koloniale Verzekeringskas.

ART. 7.

Wanneer een lid van het personeel buiten-kader van de Kolonie overgaat onder het stelsel van het statuut, wordt de wiskundige reserve der persoonlijke

se Coloniale d'Assurance par la Caisse Coloniale des Pensions pour Employés, en vertu des dispositions de l'article 20 du décret du 10 octobre 1945, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, est inscrite, en prime unique à la section des rentes de veuves si l'intéressé est marié.

S'il est célibataire, veuf ou divorcé, cette réserve mathématique est versée en compte d'épargne.

Il en est de même en ce qui concerne le personnel de la Colonie admis à titre définitif.

ART. 8.

Sous réserve des modifications prévues aux articles qui précèdent, les membres du personnel de la Colonie engagés hors cadres, affiliés à la Caisse Coloniale d'Assurance, restent assujettis aux statuts de cette Caisse.

ART. 9.

Les hors cadres engagés avant le 1^{er} janvier 1945 et qui ont refusé ou négligé de renoncer à l'indemnité pour perte de pension sont soumis aux dispositions des statuts de la Caisse.

ART. 10.

Sont régularisés les décomptes de rentes de veuves et d'orphelins des hors cadres engagés avant le 1^{er} janvier 1945, et acquises avant cette date.

CHAPITRE II.

Des rentes d'Orphelins.

ART. 11.

Les articles 34 à 40 inclus de l'arrêté royal du 13 février 1930, formant la section IV relative aux rentes d'orphelins, sont abrogés.

bijdragen, welke krachtens de bepalingen van artikel 20 van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegen dood der Werknemers door de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen gestort wordt, ingeschreven, als eenheidspremie, bij de weduwrenten-afdeling der Koloniale Verzekeringskas, indien de belanghebbende gehuwd is.

Indien hij, ongehuwd, weduenaar of uit de echt gescheiden is, wordt deze wiskundige reserve op een spaarrekening gestort.

Hetzelfde geldt voor het personeel der Kolonie dat voor goed is aangenomen.

ART. 8.

Onder voorbehoud der wijzigingen welke vastgesteld zijn in de voorgaande artikelen, blijven de buiten kader aangeworven leden van het personeel der Kolonie die aangesloten zijn bij de Koloniale Verzekeringskas, onderworpen aan de statuten dezer kas.

ART. 9.

De agenten buiten het kader die vóór 1 Januari 1945 werden aangeworven en die geweigerd of verwaarloosd hebben afstand te doen van de vergoeding voor pensioenverlies, zijn onderworpen aan de bepalingen der statuten van de kas.

ART. 10.

Zijn geregulariseerd, de afrekeningen der weduwe- en wezenrenten van de vóór 1 Januari 1945 aangeworven agenten buiten het kader, die voor deze datum verworven werden.

HOOFDSTUK II.

Wezenrenten.

ART. 11.

De artikelen 34 tot en met 40 van het koninklijk besluit van 13 Februari 1930, welke afdeling IV vormen betreffende de renten voor wezen, worden afgeschaft.

Sont également abrogées les dispositions des arrêtés royaux des 13 juin 1933, 25 janvier 1938 et 24 février 1938, pour autant qu'elles sont relatives aux orphelins.

ART. 12.

Une rente d'orphelin est attribuée dès le décès du père; elle est dans ce cas fixée à 6.000 francs l'an.

Au décès du père et de la mère, la rente d'orphelin est portée à 12.000 fr. l'an.

ART. 13.

Le bénéfice des dispositions de l'article précédent est étendu aux enfants naturels reconnus et aux enfants adoptifs.

Une rente d'orphelin de 12.000 francs l'an est due dès le décès de l'assujetti qui a reconnu ou adopté l'enfant.

ART. 14.

La rente dont il est question à l'article précédent n'est pas due si le décès de l'assujetti survient moins d'un an après la déclaration, sauf si la reconnaissance a eu lieu dans le mois de la naissance ou si l'intéressé, étant rentré en Europe, après cette déclaration, a été reconnu, par les médecins de la Colonie, apte à reprendre du service et a effectivement repris du service au Congo ou s'il est décédé des suites de blessures reçues ou d'accidents survenus durant le service et par le fait du service.

ART. 15.

Les chiffres de 6.000 et 12.000 francs, comprennent les avantages temporaires prévus aux articles premier et 5 du décret du 8 décembre 1945.

Worden eveneens afgeschaft, de bepalingen van de koninklijke besluiten van 13 Juni 1933, 25 Januari 1938 en 24 Februari 1938, voor zover zij betrekking hebben op de wezen.

ART. 12.

Een wezenrente wordt toegekend, van het afsterven van de vader af; in dit geval wordt zij vastgesteld op 6.000 fr. 's jaars.

Bij het afsterven van de vader en van de moeder wordt de wezenrente op 12.000 frank 's jaars gebracht.

ART. 13.

Het genot der bepalingen van voorgaand artikel wordt uitgebreid tot de erkende natuurlijke kinderen en tot de aangenomen kinderen.

Een wezenrente van 12.000 frank 's jaars is verschuldigd bij het afsterven van de aangeslotene die het kind erkend of aangenomen heeft.

ART. 14.

De rente waarvan spraak in voorgaand artikel is niet verschuldigd indien het overlijden van de aangeslotene minder dan een jaar na de verklaring geschiedt, behoudens indien de erkenning plaats vond in de loop der maand van geboorte of indien belanghebbende, teruggekeerd in Europa, na deze verklaring, door de geneesheren van de Kolonie geschikt erkend werd zijn dienst te hervatten of indien hij overleden is ingevolge kwetsuren opgelopen of ongevallen overkomen tijdens de dienst en door het feit van de dienst.

ART. 15.

De cijfers van 6.000 en 12.000 frank omvatten de tijdelijke voordelen welke vastgesteld zijn bij artikelen één en 5 van het decreet van 8 December 1945.

ART. 16.

La charge des arrérages résultant de l'attribution des rentes d'orphelins incombe au Trésor Colonial.

ART. 17.

Les dispositions des articles 11 à 16 formant le chapitre II du présent arrêté sortiront leurs effets à partir du 1^{er} janvier 1946.

CHAPITRE III.

De la continuation et de la cessation de l'affiliation. — De la valeur de rachat de la rente de veuve.

ART. 18.

L'article 45 est remplacé par le texte ci-après :

L'affiliation à la section des rentes de veuves continue d'office après la mise fin de carrière ou la cessation des fonctions; toutefois, elle cesse dès la fin du mois au cours duquel l'assujetti, affilié avant le 1^{er} janvier 1938, manifeste, par lettre adressée au Ministre des Colonies, son désir de ne pas continuer à participer à la Caisse. La notification de cette intention doit être faite avant l'expiration du délai de 3 mois, prenant cours le premier du mois qui suit la notification de la fin de carrière ou de la cessation des fonctions.

ART. 19.

Après l'expiration du délai de 3 mois dont question à l'article précédent, aucune demande de valeur de rachat de la rente de veuve ne sera plus admise.

ART. 20.

Les dispositions des articles 18 et 19 qui précèdent, sont également applicables à l'assujetti qui est placé dans la position de disponibilité pour parfaire le terme,

ART. 16.

De last der achterstallen, welke voortvloeit uit de toekenning der wezenrenten, rust op de Koloniale Schatkist.

ART. 17.

De bepalingen van de artikelen 11 tot 16, hoofdstuk II vormende van dit besluit, treden in werking op 1 Januari 1946.

HOOFDSTUK III.

Voortzetting en einde der aansluiting. — Terugkoopwaarde der weduwrente.

ART. 18.

Artikel 45 wordt vervangen door de hiernavolgende tekst :

De aansluiting bij de afdeling der weduwrenten wordt ambtshalve voortgezet na het op einde loopbaan stellen of na de ambtsneerlegging; nochtans houdt zij op van het einde der maand in de loop waarvan de vóór 1 Januari 1938 aangesloten belanghebbende, in een schrijven gericht aan de Minister van Koloniën, de wens uitdrukt zijn aansluiting bij de kas niet voort te zetten. Dit voornemen dient bekend gemaakt te worden vóór het verloop van de termijn van 3 maanden, die aanvang neemt de eerste van de maand volgende op de bekendmaking van het einde der ambtelijke loopbaan of van de ambtsneerlegging.

ART. 19.

Na het verstrijken van de termijn van 3 maanden waarvan spraak in het vorig artikel, wordt geen enkele aanvraag tot het bekomen van de terugkoopwaarde der weduwrente meer aangenomen.

ART. 20.

De bepalingen van de voorafgaande artikelen, 18 en 19 zijn eveneens van toepassing op de aangeslotene die ter beschikking wordt gesteld om de dienstter-

ou un terme réduit, de service. Il a toute-fois la faculté de mettre fin à son affiliation à partir du moment où il est placé dans la position de disponibilité. Dans ce cas, sa situation est réglée à la fin du mois au cours duquel la notification de son intention dans ce sens est faite au Ministre des Colonies.

ART. 21.

L'article 46 est remplacé par le texte suivant :

L'assujetti en vie, qui cesse d'être affilié, a droit à la valeur de rachat de la rente de veuve.

Cette valeur de rachat est égale aux $9/10^{\text{mes}}$ de la réserve mathématique calculée par application des dispositions de l'Arrêté Royal du 13 avril 1938.

Le cas échéant, il a droit, en outre, dans la même condition, aux $9/10^{\text{mes}}$ de la réserve mathématique des rentes d'orphelins, pour la partie de ces rentes, acquise au moyen de ses contributions.

Dans le cas où les sommes versées à la Caisse pendant la période qui précède la cessation de l'affiliation, n'atteignent pas le montant nécessaire pour couvrir la prime constante temporaire, il n'y a pas réduction de rente; la prime constante temporaire est considérée comme intégralement payée; la différence est prélevée au profit de la Caisse sur la valeur de rachat remboursable.

Les dispositions de l'article 44 des statuts, relatives au remboursement de l'avoir d'épargne, sont applicables au paiement de la valeur de rachat.

ART. 22.

Les dispositions des articles 18 à 21 formant le chapitre III du présent arrêté sortent leurs effets au 10 mai 1940.

mijn, of een verminderd diensttermijn, te voltooien. Het staat hem eveneens vrij een einde aan zijn aansluiting te maken van het ogenblik waarop hij ter beschikking wordt gesteld. In dit geval wordt zijn toestand geregeld op het einde der maand in de loop waarvan zijn voorneemen in die zin aan de Minister van Koloniën bekend gemaakt is.

ART. 21.

Artikel 46 wordt door volgende tekst vervangen :

De in leven zijnde aangeslotene, die ophoudt aangesloten te zijn, heeft recht op de terugkoopwaarde der weduwrente.

Deze terugkoopwaarde is gelijk aan de $9/10^{\text{de}}$ van de wiskundige reserve berekend met toepassing van de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 13 April 1938.

Bij voorkomend geval, heeft hij, bovendien, recht, onder dezelfde voorwaarde, op de $9/10^{\text{de}}$ van de wiskundige reserve der wezenrenten voor het door middel van zijn stortingen verworven gedeelte van deze renten.

Wanneer de sommen welke, in de loop van het tijdperk dat het einde van de aansluiting voorafgaat, bij de kas werden gestort, het bedrag niet bereiken dat nodig is om de tijdelijke bestendige premie te dekken, wordt geen rentevermindering toegepast; de tijdelijke bestendige premie wordt beschouwd als voluit betaald; het verschil wordt, ten voordele van de kas, van de terugbetaalbare terugkoopwaarde afgetrokken.

De bepalingen van artikel 44 van de statuten, betreffende de terugbetaling van het spaargeld, zijn van toepassing op de uitbetaling van de terugkoopwaarde.

ART. 22.

De bepalingen van de artikelen 18 en 21, die hoofdstuk III van dit besluit vormen, treden in werking op 10 Mei 1940.

CHAPITRE IV.

De la prime constante à charge de la Colonie.

ART. 23.

Les dispositions de l'article 29 sont remplacées par le texte ci-après :

Par dérogation à l'article 28 des statuts de la Caisse, la prime constante est à charge de la Colonie :

1^o à partir du premier jour du mois qui suit la date à laquelle l'affilié est relevé de son grade et de ses fonctions pour inaptitude au Service Colonial, lorsqu'il est reconnu atteint d'une invalidité dont le coefficient est fixé provisoirement ou définitivement à 60 % au moins.

La prime constante cesse d'être à charge de la Colonie si le coefficient est fixé définitivement ou provisoirement à moins de 60 % ;

2^o lorsque l'affilié est rappelé sous les drapeaux, pour la durée de son rappel sous les armes ;

3^o pendant la durée des services militaires accomplis dans l'armée belge ou dans les armées des puissances alliées de la Belgique au cours de la guerre 1940-1945 ;

4^o pendant la durée de la captivité si l'affilié a été prisonnier politique ;

5^o pendant la durée de ses prestations s'il a participé à un mouvement de résistance reconnu ;

6^o lorsque l'affilié est mort au champ d'honneur ou est décédé du fait de l'ennemi pour des motifs patriotiques. Dans ce cas, la prime constante est à charge de la Colonie depuis le premier jour du mois au cours duquel cette prime a cessé d'être versée jusqu'à la fin du mois au cours duquel le décès est survenu.

HOOFDSTUK IV.

De bestendige premie ten laste van de Kolonie.

ART. 23.

De bepalingen van artikel 29 worden vervangen door de hiernavolgende tekst :

In afwijking van artikel 28 van de statuten der Kas, komt de bestendige premie ten laste van de Kolonie :

1^o van de eerste dag der maand die volgt op de datum waarop de aangeslotene uit zijn graad en ambt ontslagen is wegens ongeschiktheid voor de Koloniale Dienst, wanneer hem een invaliditeit verleend wordt, waarvan de coëfficiënt voorlopig of definitief op ten minste 60 % vastgesteld wordt.

De bestendige premie is niet langer ten laste van de Kolonie, zo de coëfficiënt definitief of voorlopig op minder dan 60 % vastgesteld wordt ;

2^o Wanneer de aangeslotene onder de wapens geroepen wordt voor de duur van zijn wederoproeping tot legerdienst ;

3^o tijdens de duur van de militaire dienst gedaan in het Belgisch leger of in de legers van de geallieerde mogendheden van België in de loop van de oorlog 1940-1945 ;

4^o tijdens de duur van de gevangenschap, indien de aangeslotene politiek gevangene geweest is ;

5^o tijdens de duur van zijn prestaties, indien hij deel genomen heeft aan een erkende verzetbeweging ;

6^o wanneer de aangeslotene gevallen is op het veld van eer of overleden is door toedoen van de vijand om vaderlandse redenen. In dit geval is de bestendige premie ten laste van de Kolonie, van de eerste dag van de maand in de loop waarvan deze premie niet langer gestort werd tot op het einde van de maand in de loop waarvan het overlijden heeft plaats gehad.

ART. 24.

Les difficultés auxquelles pourraient donner lieu l'application des dispositions du présent arrêté, seront tranchées par le Ministre des Colonies, sur avis du Conseil de la Caisse.

Donné à Bruxelles, le 19 mars 1948.

ART. 24.

De moeilijkheden waartoe de toepassing van de bepalingen van dit besluit mochten aanleiding geven, zullen opgelost worden door de Minister van Koloniën, op het advies van de Raad der Kas.

Gegeven te Brussel, de 19 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Consulats étrangers au Congo belge.

A la date du 19 mars 1948, M. J. ZEEGERS a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de Consul des Pays-Bas, à Léopoldville, avec juridiction sur le Congo belge, à l'exception de la province du Katanga.

Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo.

Op datum van 19 Maart 1948, heeft de heer J. ZEEGERS, het nodige exequatur ontvangen om het ambt van Consul der Nederlanden te Leopoldstad uit te oefenen, met rechtsmacht over Belgisch-Congo, met uitzondering van de provincie Katanga.

Force Publique. — Création d'un service de l'aumônerie militaire. — Organisation administrative.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Weermacht. — Oprichting van een dienst van militaire aalmoezeniers. — Administratieve inrichting.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op de wet op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un Service de l'aumônerie militaire rattaché à la Force Publique.

Il assure en tous temps le Service du culte et procure les secours moraux de la religion dans les unités et services de la Force Publique.

ART. 2.

Le Service de l'Aumônerie comprend :

- 1) L'aumônerie du culte catholique;
- 2) L'aumônerie du culte protestant.

ART. 3.

Le cadre de l'Aumônerie du Culte Catholique comprend :

- 1) Aumônier en Chef assimilé au rang de Lieutenant-Colonel;
- 2) Aumôniers principaux de 1^{re} classe;

Aumôniers principaux de 2^{me} classe;

Aumôniers de 1^{re} classe;

Aumôniers de 2^{me} classe.

ART. 4.

Le cadre de l'Aumônerie du Culte Protestant comprend :

- 1) Aumônier en Chef assimilé au rang de Major;
- 2) Aumôniers principaux de 1^{re} classe;

Aumôniers principaux de 2^{me} classe;

Aumôniers de 1^{re} classe;

Aumôniers de 2^{me} classe.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt een Dienst van militaire aalmoezeniers opgericht bij de Weermacht.

Hij verzekert te allen tijde de eredienst en verleent de morele hulpmiddelen van de godsdienst in de eenheden en de diensten van de Weermacht.

ART. 2.

Tot de aalmoezeniersdienst behoren :

- 1) De aalmoezeniers van de katholieke eredienst;
- 2) De aalmoezeniers van de protestantse eredienst.

ART. 3.

Het kader der Aalmoezeniers van de Katholieke eredienst omvat :

- 1) Een Hoofdaalmoezenier die wat de rang betreft gelijkgesteld wordt met Luitenant-Kolonel;

- 2) Eerstaanwezend Aalmoezeniers-1^{ste} klasse;

Eerstaanwezend Aalmoezeniers-2^{de} klasse;

Aalmoezeniers-1^{ste} klasse;

Aalmoezeniers-2^{de} klasse.

ART. 4.

Het kader der Aalmoezeniers van de Protestantse eredienst omvat :

- 1) Een Hoofdaalmoezenier die wat de rang betreft gelijkgesteld wordt met Majoor;

- 2) Eerstaanwezend Aalmoezeniers-1^{ste} klasse;

Eerstaanwezend Aalmoezeniers-2^{de} klasse;

Aalmoezeniers-1^{ste} klasse;

Aalmoezeniers-2^{de} klasse.

ART. 5.

Les chiffres organiques des aumôniers de chacun des cultes sont fixés annuellement au Budget.

ART. 6.

Les aumôniers en chef relèvent directement du Commandant en Chef sauf au point de vue religieux, pour lequel ils relèvent de l'autorité supérieure de leur culte.

ART. 7.

Les aumôniers en chef sont chargés de la Direction du Service de leur culte respectif à la Force Publique. Ils font, au Commandant en Chef, toute proposition qu'ils jugent utile concernant le fonctionnement de leur service. Ils lui présentent notamment toutes les propositions relatives au recrutement, à l'avancement, à la répartition, aux mutations des aumôniers de leur culte.

Ils veillent à ce que les aumôniers sous leurs ordres remplissent avec zèle et dévouement les obligations de leur ministère; à ce qu'ils ne s'écartent pas des règles d'une juste prudence, à ce qu'ils assistent l'autorité militaire dans tout ce qui peut entretenir le moral et la discipline des troupes et concourir à leur bien-être.

Ils correspondent avec les hautes autorités militaires suivant les besoins du service et avec leurs subordonnés de l'aumônerie pour tout ce qui concerne l'exercice de leur autorité. Ils se déplacent lorsqu'ils le jugent utile.

Ils peuvent à leur demande être chargés par le Commandant en chef de la Force Publique de remplacer momentanément un aumônier de rang subalterne absent ou en congé en Belgique.

ART. 5.

Het organiek getal aalmoezeniers voor elke eredienst wordt jaarlijks in de Begroting vastgesteld.

ART. 6.

De hoofdaalmoezeniers hangen rechtstreeks af van de Opperbevelhebber, behoudens op godsdienstig gebied, waar zij afhangen van het hoger gezag van hun eredienst.

ART. 7.

De hoofdaalmoezeniers worden belast met de leiding van de Dienst van hun respectieve eredienst bij de Weermacht. Zij doen bij de Opperbevelhebber alle voorstellen die zij nuttig oordelen voor de werking van hun dienst. Zij onderwerpen hem namelijk al de voorstellen betreffende de aanwerving, de bevordering, de indeling, de verplaatsingen van de aalmoezeniers van hun eredienst.

Zij waken erover dat de onder hun gezag staande aalmoezeniers met vlijt en toewijding de verplichtingen van hun ambt vervullen; dat zij steeds met de gepaste omzichtigheid optreden, dat zij de militaire overheden bijstaan in al wat het moreel en de tucht bij de troepen kan onderhouden en tot dezer welzijn kan bijdragen.

Zij corresponderen met de hogere militaire overheden volgens de behoeften van de dienst en met hun ondergeschikt aalmoezeniers voor al wat de uitoefening van hun gezag betreft. Zij verplaatsen zich wanneer zij zulks nodig achten.

Op hun verzoek kunnen zij door de Opperbevelhebber der Weermacht gelast worden een aalmoezenier van ondergeschikte rang, die afwezig, of met verlof in België is, tijdelijk vervangen.

ART. 8.

Les aumôniers de rangs subalternes sont attachés à des groupements, à des garnisons, à des unités ou à d'autres organismes.

Ils exercent normalement leurs fonctions dans une circonscription à déterminer par le Commandant en Chef sur proposition de leur aumônier en Chef.

ART. 9.

Le Commandant en Chef approuve toute instruction ou disposition qui ne traite pas de l'exercice des Cultes.

Le Commandant en Chef fait établir les prévisions budgétaires relatives au Service de l'Aumônerie.

ART. 10.

Les Aumôniers subalternes assument le service de leur culte et remplissent les offices de leur ministère dans le cadre de leurs attributions.

Ils s'inspirent des ordres et directives de l'Aumônier en Chef et se conforment aux instructions de celui-ci.

Bruxelles, le 22 mars 1948.

ART. 8.

De aalmoezeniers van ondergeschikte rang worden aan groeperingen, aan garnizoenen, aan eenheden of aan andere organismen verbonden.

Normaal oefenen zij hun ambt uit in een gebied dat, op voorstel van hun hoofdaalmoezenier, door de Opperbevelhebber bepaald wordt.

ART. 9.

De Opperbevelhebber keurt alle onderrichtingen of regeling goed, die geen betrekking heeft op de uitoefening van de eredienst.

De opperbevelhebber bepaalt de sommen die op de begroting uitgetrokken worden voor de dienst der militaire aalmoezeniers.

ART. 10.

De ondergeschikte Aalmoezeniers verzekeren de eredienst en vervullen hun godsdienstige ambtsplichten in het kader van hun bevoegdheden.

Zij handelen naar de bevelen en richtlijnen van de Hoofdaalmoezenier en schikken zich naar diens onderrichtingen.

Brussel, den 22 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Service du Personnel d'Afrique. — Aumôniers de la Force publique.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'Arrêté du 22 mars 1948 relatif à l'organisation administrative de l'Aumônerie de la Force Publique;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les aumôniers de la Force Publique sont engagés par contrat. Ce contrat régit leur situation personnelle et est souscrit au nom de la Colonie par le Ministre ou ses délégués.

En temps de mobilisation, les aumôniers de complément sont désignés conformément aux dispositions de l'article 15 de l'Arrêté Royal du 9 août 1919.

ART. 2.

L'aumônier garde son caractère civil, tout en étant rattaché organiquement à la Force Publique.

Il lui est interdit de cumuler ses fonctions avec une autre fonction civile.

ART. 3.

Seules peuvent être engagées comme aumôniers de la Force Publique les personnes réunissant les conditions suivantes :

- 1) être de nationalité belge;
- 2) être de conduite irréprochable;

Dienst van het Personeel in Afrika. — Aalmoezeniers van de Weermacht.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gelet op het Besluit van 22 Maart 1948, betreffende de administratieve inrichting van het ambt der Aalmoezeniers bij de Weermacht;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De aalmoezeniers van de Weermacht worden bij contract in dienst genomen. Dit contract bepaalt hun persoonlijke toestand en wordt namens de Kolonie ondertekend door de Minister of de personen aan wie hij opdracht daartoe verleent.

In een tijd van mobilisatie worden er toegevoegde aalmoezeniers aangesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van het Koninklijk Besluit van 9 Augustus 1919.

ART. 2.

De aalmoezenier behoudt zijn burgerlijk karakter, hoewel hij organiek aan de Weermacht verbonden is.

Het is hem verboden zijn ambt samen met een ander burgerlijk ambt uit te oefenen.

ART. 3.

Als aalmoezeniers van de Weermacht mogen alleen in dienst worden genomen de personen die de volgende voorwaarden vervullen :

- 1) van Belgische nationaliteit zijn;
- 2) een onberispelijk gedrag hebben;

- 3) jouir des droits civils et politiques ;
- 4) être ministre du culte catholique ou protestant ;
- 5) être reconnu physiquement apte à séjourner et occuper un emploi au Congo Belge.

ART. 4.

Les candidats sont présentés aux autorités compétentes par le représentant légal de l'association religieuse établie au Congo et à laquelle ils appartiennent.

ART. 5.

L'aumônier de 2^{me} classe est assimilé au rang de sous-lieutenant.

L'aumônier de 1^{re} classe est assimilé au rang de lieutenant.

L'aumônier principal de 2^{me} classe est assimilé au rang de Capitaine.

L'aumônier principal de 1^{re} classe est assimilé au rang de Capitaine-Commandant.

L'aumônier en Chef du culte catholique est assimilé au rang de Lieutenant-Colonel.

L'aumônier en Chef du culte protestant est assimilé au rang de Major.

ART. 6.

Dans l'exercice de ses fonctions, le personnel des différentes aumôneries est revêtu d'une tenue identique à celle des officiers de la Force Publique, les insignes des grades exceptés.

- 3) de burgerlijke en politieke rechten genieten ;
- 4) bedienaar zijn van de Katholieke of de Protestantse eredienst ;
- 5) Lichamelijk geschikt worden erkend om in Belgisch-Congo te verblijven en er een ambt uit te oefenen.

ART. 4.

De kandidaten worden aan de bevoegde overheden voorgesteld door de wettelijke vertegenwoordiger van de in Congo gevestigde godsdienstige vereniging waartoe zij behoren.

ART. 5.

De aalmoezenier-2^{de} klasse wordt wat de rang betreft gelijkgesteld met onderluitenant.

De aalmoezenier-1^{ste} klasse wordt wat de rang betreft gelijkgesteld met luitenant.

De eerstaanwezend aalmoezenier-2^{de} klasse wordt wat de rang betreft, gelijkgesteld met Kapitein.

De eerstaanwezend aalmoezenier-1^{ste} Klasse, wordt wat de rang betreft, gelijkgesteld met Kapitein-Commandant.

De Hoofdaalmoezenier van de katholieke eredienst wordt, wat de rang betreft, gelijkgesteld met Luitenant-Kolonel.

De Hoofdaalmoezenier van de protestantse eredienst wordt, wat de rang betreft, gelijkgesteld met Major.

ART. 6.

Voor de uitoefening van zijn ambt draagt het aalmoezeniers-personeel hetzelfde uniform als de officieren van de Weermacht, zonder de kentekens van de graden.

Cette tenue est pourvue d'un insigne particulier au collet de la vareuse et de la capote à savoir :

pour l'aumônier du culte catholique : la croix latine brodée or ou en métal doré;

pour l'aumônier du culte protestant : la croix de malte brodée or ou en métal doré.

Les aumôniers ayant rang d'officier supérieur, portent concurremment avec l'insigne prévu ci-dessus, la barette prévue pour cette catégorie d'officiers.

Les aumôniers ayant rang d'officier subalterne portent une barette en or de 35 mm. de longueur sur un mm. de largeur.

ART. 7.

N'entrent en ligne de compte pour toute supputation d'état de services éventuels que les services effectifs réellement accomplis en qualité d'aumônier militaire y compris ceux antérieurs à la promulgation du présent arrêté.

ART. 8.

L'avancement des aumôniers est réalisé sous forme d'avenants à leur contrat d'engagement, dans les limites des effectifs organiques.

L'avancement se fait parallèlement à celui des officiers de même ancienneté des cadres lactifs de la Force Publique, jusqu'au grade d'aumônier principal de 1^{re} classe inclus.

ART. 9.

Les mesures disciplinaires applicables aux aumôniers militaires sont les suivantes :

- 1) la réprimande;
- 2) le blâme écrit;
- 3) la suspension de fonctions pour une durée d'un mois au maximum entraînant la retenue de la moitié du traitement ainsi qu'un retard d'au moins deux années dans l'avancement de traitement;
- 4) la démission d'office.

Dit uniform wordt voorzien van een bijzonder kenteken aan de kraag van de jas en van de kapot te weten :

voor de aalmoezenier van de katholieke eredienst : het latijnse kruis in goudborduurzel of verguld metaal;

voor de aalmoezenier van de protestantse eredienst : het maltezerkruis in goudborduurzel of verguld metaal.

De aalmoezeniers met rang van hoger officier dragen, met het hierboven vastgesteld ereteken, de baret welke voor deze categorie officieren voorzien wordt.

De aalmoezeniers met rang van lager officier dragen een gouden baret van 35 mm. lang bij 1 mm. breed.

ART. 7.

Voor alle berekening van de gebeurlijke diensten komen enkel in aanmerking de effectieve diensten die werkelijk gedaan werden als militair aalmoezenier, met inbegrip van de diensten gedaan vóór de afkondiging van dit besluit.

ART. 8.

De bevordering der aalmoezeniers geschiedt onder de vorm van bijvoegsels aan hun contract van dienstverbintenis binnen de perken der organieke effectieven.

De bevordering is parallel met deze van de officieren met eenzelfde ancienniteit van de actieve kaders der Weermacht, tot en met de graad van eerstaanwend aalmoezenier-1^{ste} klasse.

ART. 9.

De volgende tuchtmaatregelen zijn van toepassing op de militaire aalmoezeniers :

- 1) de berisping;
- 2) de schriftelijke blaam;
- 3) de schorsing van het ambt voor een duur van hoogstens een maand, met aftrek van de helft der wedde als gevolg alsmede een vertraging van minstens twee jaar voor de weddeverhoging.
- 4) het ontslag van ambtswege.

ART. 10.

La réprimande et le blâme écrit sont proposés par le Commandant de bataillon ou unité équivalente.

La suspension des fonctions est proposée par le Commandant de Groupe-ment.

La démission d'office est proposée par le Commandant en Chef qui a pris l'avis de l'Aumônier en Chef.

Toute proposition de sanction disciplinaire est notifiée à l'intéressé qui est invité à présenter ses explications dans un délai qui lui est imparti.

ART. 11.

La réprimande et le blâme écrit sont infligés par le Commandant de Groupe-ment après avis de l'Aumônier en Chef.

La suspension de fonctions est prononcée par le Commandant en Chef après avis de l'Aumônier en Chef.

La démission d'office est prononcée par le Gouverneur Général.

ART. 12.

Pour chaque peine l'intéressé peut exercer un recours auprès de l'autorité immédiatement supérieure à savoir :

Le Commandant en Chef pour la réprimande et le blâme écrit.

Le Gouverneur Général pour la suspension de fonctions.

Le Ministre des Colonies pour la démission d'office.

Donné à Bruxelles, le 22 mars 1948.

ART. 10.

De berisping en de schriftelijke blaam worden voorgesteld door de Commandant van het bataljon of een gelijkwaardige eenheid.

De schorsing van het ambt wordt voorgesteld door de Groeps-Commandant.

Het ontslag van ambtswege wordt voorgesteld door de opperbevelhebber die het advies van de Hoofdaalmoezenier heeft ingewonnen.

Elk voorstel tot toepassing van een tuchtstraf wordt aan de belanghebbende bekend gemaakt; hij wordt verzocht uitleg te verstrekken binnen een termijn die hem toegestaan wordt.

ART. 11.

De berisping en de schriftelijke blaam worden opgelegd door de Groeps-Commandant na advies van de Hoofdaalmoezenier.

De schorsing van het ambt wordt uitgesproken door de Opperbevelhebber, na advies van de Hoofdaalmoezenier.

Het ontslag van ambtswege wordt uitgesproken door de Gouverneur-Generaal.

ART. 12.

Van elke straf mag de belanghebbende zich beroepen op het onmiddellijk hoger gezag, te weten :

De Opperbevelhebber voor de berisping en de schriftelijke blaam.

De Gouverneur-Generaal voor de schorsing van het ambt.

De Minister van Koloniën voor het ontslag van ambtswege.

Gegeven te Brussel, den 22 Maart 1948

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Décret généralisant les allocations familiales pour les employés non-indigènes.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial
en sa séance du 16 janvier 1948;

Sur la proposition du Ministre des
Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

CHAPITRE PREMIER.

Des assujettis.

ARTICLE PREMIER.

Sont soumis aux dispositions du présent décret les employeurs qui ont à leur service une ou plusieurs personnes assujetties au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

Ne sont pas considérées comme employés pour l'application du présent décret les personnes dont l'emploi constitue une activité accessoire.

Sont considérés comme exerçant une activité accessoire, ceux qui exercent en ordre principal une profession indépendante et ceux dont l'ensemble des occupations journalières en qualité d'employé ne totalise pas une demi-journée de travail.

Pour l'application du présent décret, les services prestés pour le compte de parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement ne sont pas réputés l'être en vertu d'un louage de services.

Decreet tot veralgemening van de gezinstoelagen voor de niet-inlandse werknemers.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het advies uitgebracht door de Koloniale Raad in diens vergadering van 16 Januari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteren :

HOOFDSTUK EEN.

Personen die onder het decreet vallen.

ARTIKEL EÉN.

Onder de bepalingen van dit decreet vallen de werkgevers in wier dienst een of meer personen staan die aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers onderworpen zijn.

Worden niet beschouwd als werknemers voor de toepassing van dit decreet de personen wier bediening een bijkomende bezigheid uitmaakt.

Worden beschouwd als personen die een bijkomende bezigheid verrichten, zij die als hoofdzaak een onafhankelijk beroep uitoefenen en zij wier gezamenlijke dagelijkse bezigheden als werknemer minder dan een halve werkdag in beslag nemen.

De diensten verleend voor rekening van bloedverwanten of aanverwanten tot en met de derde graad worden, voor de toepassing van dit decreet, niet beschouwd als verleend krachtens een verhuring van diensten.

ART. 2.

La Colonie du Congo Belge et le Ruanda-Urundi ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret, même pour les membres de leur personnel engagés hors cadre ou à titre temporaire.

CHAPITRE II.

Des allocataires et bénéficiaires.

ART. 3.

Tout employé dont l'activité comme tel n'est pas accessoire au sens de l'article 1 et qui ne tombe pas sous l'application du dernier alinéa de cet article, a droit aux allocations familiales pour les périodes pendant lesquelles il est obligatoirement assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, au bénéfice :

1^o de son épouse monogame non divorcée, même séparée de corps, lorsqu'elle assume la garde d'un ou de plusieurs enfants.

Les allocations ne sont dues que

a) si l'épouse n'exerce aucune occupation lucrative;

b) si elle a au moins un enfant bénéficiaire ou, à défaut, si le conjoint bénéficie d'allocations familiales par application des dispositions prévues aux alinéas 2^o, 3^o et 4^o ci-après.

2^o de chaque enfant légitime. Il est tenu compte des enfants communs des époux ainsi que des enfants propres à chacun d'eux.

3^o des enfants naturels reconnus et des enfants adoptés pour autant qu'ils soient effectivement à charge et soient élevés en dehors du milieu indigène.

ART. 2.

Voor de Belgische-Congo-Kolonie en voor Ruanda-Urundi gelden de bepalingen van dit decreet niet, zelfs voor de leden van hun personeel die buiten kader of tijdelijk in dienst zijn genomen.

HOOFDSTUK II.

Toelaagbeurders en toelaaggenieters.

ART. 3.

Iedere werknemer wiens bezigheid als zodanig niet bijkomend is in de zin van artikel 1 en die niet onder toepassing van het laatste lid van dit artikel valt, heeft recht op de gezinstoelagen, voor de perioden gedurende welke hij verplicht onderworpen is aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, ten voordele :

1^o van zijn monogamische niet uit de echt gescheiden echtgenote, zelfs indien zij gescheiden is van tafel en bed, wanneer zij de bewaking van een of meer kinderen op zich neemt.

De toelagen zijn enkel verschuldigd :

a) indien de echtgenote geen enkele winstgevende bezigheid uitoefent;

b) indien zij minstens één toelaaggenietend kind heeft of, bij gebreke van een kind, indien de echtgenoot gezinstoelagen geniet met toepassing van de bepalingen in lid 2^o, 3^o en 4^o hierna.

2^o van ieder wettig kind. Er wordt rekening gehouden met de gemeenschappelijke kinderen der echtgenoten, alsook met de kinderen eigen aan ieder van hen.

3^o van de erkende natuurlijke kinderen en van de aangenomen kinderen voor zover zij werkelijk ten laste zijn en buiten de inlandse omgeving opgevoed worden.

4° des petits-enfants, s'ils sont à charge et pour autant qu'ils ne bénéficient pas d'allocations familiales d'un autre chef.

Les allocations prévues aux alinéas 2°, 3° et 4° sont dues pour les enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis. Toutefois, elles sont maintenues jusqu'à l'âge de vingt-et-un ans accomplis s'il est établi que l'enfant suit effectivement des cours dans un établissement d'enseignement de plein exercice.

Lorsque les bénéficiaires ne résident pas au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou en Belgique, les allocations ne sont attribuées aux employés de nationalité étrangère que s'il a été conclu un accord de réciprocité avec le pays dont ils sont ressortissants.

ART. 4.

Si les deux conjoints peuvent prétendre aux allocations familiales du chef des mêmes enfants, elles ne sont acquises qu'au mari et payées à celui-ci.

Aucune allocation n'est attribuée à l'employé dont le conjoint bénéficie d'allocations familiales à charge de la Colonie du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi.

ART. 5.

Chaque fois que l'intérêt de l'autre époux ou des enfants le requiert, le Tribunal de première instance de la résidence de l'employé peut, sur simple requête du conjoint ou du Procureur du Roi, ordonner que les allocations soient versées entre les mains de telle personne ou de telle institution qu'il désignera.

Les époux sont, en ce cas, appelés à comparaître par un avertissement du greffier, précisant l'objet de la demande.

Le juge statue toutes affaires cessantes.

4° van de kleinkinderen, indien zij ten laste zijn en voor zover zij geen toelagen uit anderen hoofde genieten.

De toelagen bepaald in lid 2°, 3° en 4° zijn verschuldigd voor de kinderen tot de volle leeftijd van 18 jaar. Zij worden, evenwel, gehandhaafd tot de volle leeftijd van 21 jaar, indien vastgesteld is dat het kind cursussen in een onderwijs-inrichting met volledig leerplan werkelijk volgt.

Wanneer de toelaaggenieters niet in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in België verblijf houden, worden de toelagen aan de werknemers van vreemde nationaliteit enkel verleend, indien er een wederkerigheidsakkoord is gesloten met het land waarvan zij onderhorigen zijn.

ART. 4.

Wanneer de twee echtgenoten aanspraak kunnen maken op de gezinstoelagen uit hoofde van dezelfde kinderen, verkrijgt enkel de man deze toelagen en worden zij aan hem uitbetaald.

Geen enkele toelage wordt verleend aan de werknemer wiens echtgenoot gezinstoelagen ten laste van de Belgisch-Congo Kolonie of van Ruanda-Urundi geniet.

ART. 5.

Telkens als het belang van de andere echtgenoot of van de kinderen het vereist kan de rechtbank van eerste aanleg van de verblijfplaats van de werknemer, op eenvoudig verzoek van deze echtgenoot of van de Procureur des Konings, gelasten de toelagen te storten in handen van de persoon of van de instelling die hij zal aanwijzen.

De echtgenoten worden, in dit geval, geroepen om te verschijnen door een verwittiging van de griffier, waarin het voorwerp der vordering juist bepaald wordt.

De rechter beslist met opschorting van alle andere zaken.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

Si le jugement est rendu par défaut, il est notifié au défaillant par le greffier.

L'opposition est faite par voie de requête. Elle doit, à peine de déchéance, être faite dans les quinze jours de la notification.

Le jugement est susceptible d'appel, quel que soit le montant de la demande.

Le jugement est exécutoire pour l'organisme chargé du paiement des allocations sur la simple notification que lui en fait le greffier, à la requête de l'une des parties, ou du Procureur du Roi.

CHAPITRE III.

Des allocations.

ART. 6.

Les allocations familiales sont payées pour chaque mois entier du calendrier au cours duquel l'employé a été obligatoirement assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

ART. 7.

Les demandes d'allocations familiales doivent être introduites, dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel, dans les six mois de la date à laquelle s'ouvre le droit aux dites allocations.

Si ce délai n'est pas observé, l'allocation prend cours le premier du mois suivant l'introduction de la demande.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande verzet of beroep.

Indien het vonnis bij verstek wordt gewezen, geeft de griffier er aan de niet-verschenen partij kennis van.

Het verzet geschiedt door middel van een verzoekschrift. Het moet, op straffe van verval, binnen de vijftien dagen na de kennisgeving gedaan worden.

Het vonnis is vatbaar voor beroep, wat ook het bedrag van de vordering zij.

Het vonnis is uitvoerbaar voor het organisme belast met de uitbetaling der toelagen op de eenvoudige kennisgeving die de griffier aan dit organisme doet, op verzoek van een der partijen, of van de Procureur des Konings.

HOOFDSTUK III.

Toelagen.

ART. 6.

De gezinstoelagen worden uitbetaald voor elk volle maand van het kalender in de loop waarvan de werknemer verplicht aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood onderworpen is geweest.

ART. 7.

De aanvragen om gezinstoelagen moeten, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen, ingediend worden binnen de zes maanden van de datum, waarop het recht op deze toelagen een aanvang neemt.

Indien deze termijn niet nagekomen wordt, begint de toelage te lopen op de eerste dag van de maand volgend op de indiening van de aanvraag.

ART. 8.

Le montant de l'allocation familiale mensuelle est fixé :

pour le :	
1 ^{er} enfant bénéficiaire à . . .	Fr. 650
2 ^{me} enfant bénéficiaire à	800
3 ^{me} enfant bénéficiaire à	1.000
4 ^{me} enfant bénéficiaire à	1.100
5 ^{me} enfant bénéficiaire et suivants à	1.200

pour l'épouse, à un montant égal à celui attribué du chef de l'enfant bénéficiaire de l'allocation la plus élevée.

Lorsqu'un enfant cesse d'être bénéficiaire, le rang des autres enfants ne subit pas de modifications.

Les montants prévus dans le présent article pourront être modifiés par arrêté royal.

ART. 9.

Les allocations familiales ne constituent à aucun titre un supplément de rémunération.

Elles n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des minima de salaires obligatoires. Elles sont incessibles et insaisissables.

ART. 10.

Les allocations familiales sont payées trimestriellement, à terme échu après réception des documents requis et des cotisations dues par l'employeur, par l'organisme chargé du paiement des allocations.

L'organisme précité peut autoriser les employeurs occupant au moins 10 employés à procéder au paiement des allocations familiales dues aux membres de leur personnel. Il détermine les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de cette autorisation. Celle-ci est toujours révocable.

ART. 8.

Het bedrag van de maandelijke gezinstoelage is vastgesteld op :

voor het :	
1 ^{ste} toelaag-genietend kind . . .	Fr. 650
2 ^{de} toelaag-genietend kind	800
3 ^{de} toelaag-genietend kind	1.000
4 ^{de} toelaag-genietend kind	1.100
5 ^{de} toelaag-genietend kind en voor de volgende	1.200

voor de echtgenote, een bedrag gelijk aan dat toegekend uit hoofde van het kind hetwelk de hoogste toelage geniet.

Wanneer een kind ophoudt de toelage te genieten, ondergaat de rang van de andere kinderen geen wijziging.

De bedragen bepaald in dit artikel kunnen bij koninklijk besluit gewijzigd worden.

ART. 9.

De gezinstoelagen vormen in geen enkel opzicht een bijbezoldiging.

Zij komen niet in aanmerking voor de berekening van de verplichte minimumlonen. Zij zijn niet vatbaar voor overdracht en beslag.

ART. 10.

De gezinstoelagen worden per kwartaal uithetaald, na vervallen termijn, nadat het organisme belast met het uitbetalen der toelagen de nodige stukken en de door de werkgever verschuldigde bijdragen ontvangen heeft.

Voormeld organisme kan de werkgevers die minstens 10 werknemers tewerkstellen, machtigen om de aan de leden van hun personeel verschuldigde gezinstoelagen uit te betalen. Het bepaalt de voorwaarden waaraan het verlenen van die machtiging onderworpen is. Deze is altijd herroepelijk.

CHAPITRE IV.

Des cotisations.

ART. II.

Tout employeur assujetti est tenu de verser une cotisation mensuelle du chef de chaque employé dont l'activité n'est pas accessoire au sens de l'article 1 et qui ne tombe pas sous l'application du dernier alinéa de cet article et pour lequel des cotisations sont dues en vertu du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Le montant de la cotisation mensuelle est fixé à 1.000 francs pour les employés du sexe masculin et à 700 francs pour les employés du sexe féminin.

La cotisation prévue par le présent article n'est due que pour les mois entiers du calendrier au cours desquels l'employé se trouve assujetti au décret précité.

Le montant de la cotisation mensuelle pourra être modifié par arrêté royal.

Les employeurs autorisés à payer directement les allocations familiales aux membres de leur personnel seront soumis aux règles spéciales qui leur seront imposées. Ils devront, notamment, avoir présenté leurs comptes annuels et pièces justificatives en vue de la compensation des cotisations et des allocations dues, avant la fin du trimestre qui suit la clôture de l'exercice et avoir apuré le solde éventuel dans le même délai.

ART. 12.

Lorsque l'employé se trouve simultanément au service de plusieurs employeurs, l'employeur principal est seul tenu au paiement de la cotisation. Par employeur principal, il faut entendre celui chez lequel l'employé effectue la prestation la plus importante.

HOOFDSTUK IV.

Bijdragen.

ART. II.

Elke werkgever die onder het decreet valt, is gehouden een maandelijks bijdrage te storten uit hoofde van elke werknemer wiens bezigheid niet bijkomend is en op wie het laatste lid van dit artikel niet van toepassing is in de zin van artikel één en voor wie bijdragen verschuldigd zijn krachtens het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood.

Het bedrag van de maandelijks bijdrage is vastgesteld op 1.000 frank voor de mannelijke en op 700 frank voor de vrouwelijke werknemers.

De bijdrage bepaald in dit artikel is enkel verschuldigd voor de volle maanden van het kalender in welke loop het voormeld decreet van toepassing is op de werknemer.

Het bedrag van de maandelijks bijdrage kan bij koninklijk besluit gewijzigd worden.

De werkgevers gemachtigd om rechtstreeks de gezinstoelagen aan de leden van hun personeel uit te betalen worden onderworpen aan de bijzondere regelen die hun zullen worden opgelegd. Zij moeten namelijk hun jaarlijkse rekeningen en hun bewijsstukken met het oog op de compensatie van de verschuldigde bijdragen en toelagen voorgelegd hebben, vóór het einde van het kwartaal dat volgt op het sluiten van het boekjaar, en het gebeurlijk saldo binnen dezelfde termijn aangezuiverd hebben.

ART. 12.

Wanneer de werknemer zich gelijktijdig in dienst van verschillende werkgevers bevindt, is enkel de voornaamste werkgever tot betaling van de bijdrage gehouden. Onder voornaamste werkgever moet men verstaan deze bij wie de werknemer de gewichtigste prestatie verricht.

En cas de contestation, l'organisme chargé de la perception réclame les cotisations à l'employeur qu'il considère comme le principal.

ART. 13.

L'employeur n'a le droit, ni de retenir sur la rémunération des membres de son personnel, ni de se faire rembourser par eux tout ou partie des cotisations dont il est redevable.

ART. 14.

Lorsque l'employeur n'a pas liquidé le montant de la cotisation, à l'époque et de la manière déterminée par les dispositions légales, les cotisations sont augmentées de 1 % par mois de retard.

ART. 15.

Le paiement des cotisations et des intérêts moratoires est garanti par un privilège qui prend rang sous le n° 7, article premier de l'ordonnance du 22 janvier 1896 sur les privilèges approuvée par décret du 15 avril 1896.

CHAPITRE V.

Perception des cotisations et paiement des allocations.

ART. 16.

La Caisse Coloniale des pensions pour employés est chargée de la perception des cotisations et du paiement des allocations familiales.

Elle prend la dénomination de « Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés ».

Les sommes perçues par la Caisse en exécution du présent décret seront exclusivement affectées aux opérations relatives au service des allocations familiales. Ces opérations feront l'objet d'une comp-

Bij betwisting, eist het met de inning belaste organisme de bijdragen van de werkgever die het als de hoofdwerkgever aanziet.

ART. 13.

De werkgever heeft het recht niet afhoudingen op de bezoldiging van de leden van zijn personeel te doen of de bijdragen welke hij verschuldigd is, door hen geheel of gedeeltelijk te doen terugbetalen.

ART. 14.

Wanneer de werkgever het bedrag van de bijdrage niet heeft betaald op het tijdstip en de wijze zoals zij vastgesteld zijn door de wettelijke bepalingen worden de bijdragen met 1 % per maand vertraging verhoogd.

ART. 15.

De betaling van de bijdragen en van de verzuimsrenten wordt gewaarborgd door een voorrecht dat plaats neemt onder n° 7, artikel één, van de ordonnantie van 22 Januari 1896 op de voorrechten zoals zij bij decreet van 15 April 1896 goedgekeurd is.

HOOFDSTUK V.

Inning van de bijdragen en uitbetaling van de toelagen.

ART. 16.

De Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen is belast met het innen van de bijdragen en het uitbetalen van de gezinstoelagen.

Zij neemt de benaming van « Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen ».

De sommen door de Kas geïnd tot uitvoering van dit decreet worden uitsluitend bestemd voor de verrichtingen in verband met de uitbetaling van de gezinstoelagen. Van deze verrichtingen wordt

tabilité distincte et d'un bilan distinct à établir dans les six mois de la clôture de l'exercice annuel.

ART. 17.

Lorsque les ressources résultant de la perception des cotisations sont momentanément ou accidentellement insuffisantes, la Caisse avance les sommes nécessaires à l'exécution du présent décret. Il sera en ce cas bonifié à la Caisse un intérêt de 4,25 % l'an. Le remboursement de ces sommes sera effectué dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE VI.

Le Conseil des allocations familiales.

ART. 18.

Il est institué un Conseil des allocations familiales dont le rôle et la composition sont déterminées ci-après.

Il est présidé par un membre magistrat désigné par le Gouverneur Général et composé de quatre membres choisis par le Gouverneur Général pour moitié parmi les représentants des employeurs et pour moitié parmi les délégués des organisations les plus représentatives d'employés. Il peut être désigné un membre suppléant par membre effectif.

Le Gouverneur Général nomme le Secrétaire du Conseil. Il fixe les indemnités ou jetons de présence alloués aux membres et au Secrétaire.

ART. 19.

Le Conseil statue en premier ressort sur les réclamations introduites par les employés :

1) contre les décisions en vertu desquelles les allocations familiales leur ont été refusées par la Caisse;

afzonderlijk boek gehouden en een afzonderlijke balans wordt opgemaakt binnen de zes maanden van het sluiten van het dienstjaar.

ART. 17.

Wanneer de geldmiddelen voortvloeiend uit de inning der bijdragen tijdelijk of toevallig niet volstaan, verschiet de Kas de nodige sommen tot uitvoering van dit decreet. In dit geval zal een interest van 4,25 % per jaar aan de Kas ten goede komen. De terugbetaling van deze sommen zal in de korst mogelijke termijn geschieden.

HOOFDSTUK VI.

De Raad voor gezinstoelagen.

ART. 18.

Er wordt een Raad voor gezinstoelagen ingesteld, waarvan de rol en de samenstelling hierna worden bepaald.

Hij wordt voorgezeten door een lid magistraat aangewezen door de Gouverneur-Generaal en bestaat uit vier leden gekozen door de Gouverneur-Generaal, de helft onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en de helft onder de afgevaardigden van de meest representatieve werknemersverenigingen. Voor elk werkend lid, kan een plaatsvervangend lid aangesteld worden.

De Gouverneur-Generaal benoemt de Secretaris van de Raad. Hij stelt de vergoedingen of zitpenningen vast die aan de leden en aan de Secretaris worden toegekend.

ART. 19.

De Raad doet uitspraak in eerste aanleg over de bezwaren ingediend door de werknemers :

1) tegen de beslissingen krachtens welke de gezinstoelagen hun door de Kas zijn geweigerd geworden;

2) contre les employeurs qui ne paient pas les allocations familiales, lorsqu'ils sont autorisés à procéder directement à leur paiement.

ART. 20.

Les recours devant le Conseil sont notifiés par lettre recommandée adressée à la Caisse. Ils sont datés et signés et mentionnent les motifs invoqués à l'appui du recours.

Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être présentées dans les trois mois de la réception de la décision prise par la Caisse. Ce délai ne court pas à l'égard des réclamations formulées contre l'employeur autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales.

La Caisse transmet le dossier, avec les observations éventuelles, au Conseil des allocations familiales, dans le mois de la réception du recours.

ART. 21.

Le Conseil des allocations familiales juge sur pièces. Toutefois, il a la faculté de convoquer l'appelant ou de l'inviter à se faire représenter par un avocat ou par une personne spécialement mandatée à cet effet et agréée par le Conseil. En ce cas, la Caisse est invitée à se faire représenter.

Le Conseil peut aussi entendre toute personne dont l'avis lui paraîtra utile.

Le Président et les trois quarts des membres doivent être présents pour que le Conseil délibère valablement.

Le Conseil statue à la majorité. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

2) tegen de werkgevers die de gezinstoelagen niet uitbetalen, wanneer zij gemachtigd zijn ze rechtstreeks uit te betalen.

ART. 20.

Van het beroep vóór de Raad wordt per aangetekende brief kennis gegeven aan de Kas. Het beroep wordt voorzien van datum en handtekening en vermeldt de redenen ingeroepen tot staving van het beroep.

Op straf van verval, moeten de bezwaren ingediend worden binnen de drie maanden van de ontvangst van de beslissing door de Kas getroffen. Die termijn loopt niet ten opzichte van de bezwaren ingebracht tegen de werkgever die gemachtigd is om de gezinstoelagen rechtstreeks uit te betalen.

De Kas maakt het dossier, met de gebeurlijke op- en aanmerkingen, aan de Raad voor gezinstoelagen over, binnen de maand van de ontvangst van het beroep.

ART. 21.

De Raad voor gezinstoelagen doet recht op stukken. Nochtans kan hij de eiser in beroep oproepen of hem verzoeken zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat of door een persoon die daartoe bijzondere last heeft gekregen en door de Raad aangenomen is. In dit geval, wordt de Kas verzocht zich te laten vertegenwoordigen.

De Raad kan ook iedere persoon horen wiens advies hem nuttig schijnt.

De Voorzitter en de drie vierden van de leden moeten, voor een geldige beraadslaging van de Raad, tegenwoordig zijn.

De Raad doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, is de stem van de Voorzitter beslissend.

Les décisions du Conseil sont motivées. Elles sont notifiées aux parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles sont susceptibles de recours devant la Cour d'Appel.

ART. 22.

A la fin de chaque exercice, le Conseil des allocations familiales soumet au Ministre des Colonies avec ses observations éventuelles, une situation financière qui lui est fournie par la Direction de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, conformément à l'article 16.

Le Conseil peut demander qu'un expert agréé par le Ministre des Colonies vérifie les écritures de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés dans la mesure où elles concernent les allocations familiales.

Le Conseil peut faire toute proposition qu'il croit utile à la bonne gestion de la section des allocations familiales. Il en est dressé procès-verbal.

CHAPITRE VII.

Du recours contre les décisions du Conseil des allocations familiales.

ART. 23.

Les recours contre les décisions du Conseil des allocations familiales sont introduites devant la Cour d'Appel de Léopoldville, par lettre recommandée adressée au Greffe de cette Cour, dans le délai d'un mois à dater de la réception de la notification de la décision du Conseil.

Les moyens invoqués dans le recours sont seuls recevables.

La Cour statue sur pièces. Elle peut, toutefois, inviter l'appelant à se présenter en personne ou à se faire représenter par un avocat ou par une personne spéciale-

De beslissingen van de Raad worden met redenen omkleed. Per aangetekende brief met ontvangstbewijs wordt er kennis van aan partijen gegeven. Men kan er zich van beroepen op het Hof van Beroep.

ART. 22.

Op het einde van elk dienstjaar onderwerpt de Raad voor gezinstoelagen aan de Minister van Koloniën, met haar gebeurlijke op- en aanmerkingen, een financiële toestand, die haar overeenkomstig artikel 16, door het Bestuur van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen bezorgd wordt.

De Raad kan vragen dat een door de Minister van Koloniën aangenomen deskundige de boeken van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen naziet in zover zij de gezinstoelagen betreffen.

De Raad kan elk voorstel doen dat hij nuttig acht voor het goed beheer van de gezinstoelagen-afdeling. Notulen worden er van opgemaakt.

HOOFDSTUK VII.

Beroep tegen de beslissingen van de Raad voor gezinstoelagen.

ART. 23.

Beroep tegen de beslissingen van de Raad voor gezinstoelagen wordt ingesteld bij het Hof van Beroep te Leopoldstad, per aangetekende brief gericht aan de griffie van dit Hof, binnen een maand te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de Raad.

Alleen de middelen ingeroepen in het beroep zijn ontvankelijk.

Het Hof doet uitspraak op stukken. Nochtans kan het de eiser in beroep verzoeken persoonlijk te verschijnen of zich te laten vertegenwoordigen door een ad-

ment mandatée à cet effet, agréée par la Cour, aux fins de développer les moyens sur lesquels elle estime qu'une explication complémentaire est utile dans l'intérêt des parties.

En cas de comparution de l'appelant devant la Cour, celle-ci invite l'organisme chargé du paiement des allocations familiales à se faire représenter par un mandataire.

Les arrêts ne sont pas susceptibles d'opposition.

La procédure d'exécution éventuellement suspendue par l'appel est reprise au stade où elle avait été arrêtée.

CHAPITRE VIII.

Des mesures de contrôle.

ART. 24.

Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouverneur Général contrôlent l'observation du présent décret.

Ils s'assurent que tous les employeurs s'acquittent des obligations mises à leur charge et que les allocataires remplissent les conditions requises pour recevoir les allocations.

ART. 25.

Sans préjudice aux devoirs qu'ils peuvent accomplir en leur qualité éventuelle d'officier de police judiciaire, les agents désignés par application de l'article précédent ont, après le lever et avant le coucher du soleil, la libre entrée des locaux affectés au paiement des rémunérations ou aux prestations des employés.

vocaat of door een persoon daartoe bijzonder gemachtigd en door het Hof aangenomen, ten einde de middelen uiteen te zetten waarover het acht dat aanvullende uitleg nuttig is in het belang van partijen.

Ingeval de eiser in beroep vóór het Hof verschijnt verzoekt dit het organisme belast met de uitbetaling der gezinstoelagen zich door een lasthebber te laten vertegenwoordigen.

De arresten zijn niet vatbaar voor verzet.

De uitvoeringsprocedure bij voorkomend geval door het beroep geschorst, wordt hervat in het stadium waar zij tegengehouden was.

HOOFDSTUK VIII.

Toezichtsmaatregelen.

ART. 24.

De ambtenaren en beampten die de Gouverneur-Generaal aanwijst, houden toezicht op het onderhouden van dit decreet.

Zij vergewissen er zich van dat alle werkgevers de verplichtingen die dit decreet hun oplegt, nakomen en dat de toelaagbeurders de vereiste voorwaarden vervullen om de toelagen te ontvangen.

ART. 25.

Onverminderd de verrichtingen die zij kunnen doen in hun gebeurlijke hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie hebben, de beampten die met toepassing van het vorig artikel aangewezen zijn, na zonsopgang en vóór zonsondergang, vrije toegang tot de lokalen bestemd voor de uitbetaling van de bezoldigingen of voor de prestaties van de werknemers.

Les chefs d'entreprise, leurs préposés et employés, sont tenus de fournir les renseignements et de donner, sans déplacement de ces documents, communication de toutes pièces justificatives, correspondances ou registres, lorsqu'ils en sont requis.

En cas d'infraction, copie des procès-verbaux est, à peine de nullité, adressée aux contrevenants dans les huit jours de leur date, outre un jour par 25 km.

CHAPITRE IX.

Des sanctions.

ART. 26.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui aura omis d'effectuer à la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés les versements prescrits, y compris ceux visés par l'article 11, alinéa 4, dans les délais et conditions fixés par les dispositions légales.

L'employeur ou son préposé est aussi condamné à payer le montant des versements arriérés, conformément aux dispositions de l'article 14.

Le jugement fixe le délai dans lequel ces sommes seront versées.

La peine prévue par le présent article est appliquée autant de fois qu'il y a d'omissions pour chaque employé.

ART. 27.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui, autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales, refuse ou néglige d'effectuer les paiements dans les conditions prescrites.

De ondernemingshoofden, hun aangestelden en werknemers zijn gehouden de inlichtingen te verstrekken en, zonder verplaatsing van die documenten, mededeling te geven van alle bewijsstukken, briefwisseling of registers, wanneer hun dit gevraagd wordt.

In geval van overtreding, wordt een afschrift van de processen-verbaal, op straf van nietigheid, aan de overtreders gericht binnen de acht dagen van hun datum, met daarenboven één dag per 25 km.

HOOFDSTUK IX.

Strafbepalingen.

ART. 26.

Wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 200 frank, de werkgever of zijn aangestelde die verzuimt de voorgeschreven stortingen bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te doen, met in begrip van die bedoeld in artikel 11, 4^{de} lid, binnen de termijnen en onder de voorwaarden zoals vastgesteld door de wettelijke bepalingen.

De werkgever of zijn aangestelde wordt tevens veroordeeld tot het betalen van het bedrag der achterstallige stortingen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14.

Het vonnis bepaalt de termijn binnen welke die sommen zullen gestort worden.

De bij dit artikel gestelde straf wordt zoveel maal toegepast als er nalatigheid voor elke werknemer bestaat.

ART. 27.

Wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 200 frank de werkgever of zijn aangestelde die, gemachtigd de gezinstoelagen rechtstreeks uit te betalen, weigert of nalaat de betalingen onder de voorgeschreven voorwaarden te doen.

ART. 28.

Est puni d'une servitude pénale de 8 jours à un an et d'une amende de 200 à 400 francs ou de l'une de ces peines seulement :

1^o Toute personne qui, soit en produisant des documents mensongers, soit en faisant des fausses déclarations, soit de toute autre manière, se sera sciemment rendue coupable de fraude en vue de bénéficier ou de faire bénéficier autrui des allocations prévues par le présent décret ou en vue d'échapper ou de faire échapper autrui aux obligations prescrites par le présent décret;

2^o Toute personne qui, sachant ne pas avoir droit à tout ou partie des allocations attribuées en application du présent décret, omet de prévenir, dans la quinzaine, la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés de la réception des allocations indûment versées. Les formes de la notification seront déterminées par le Gouverneur Général.

ART. 29.

La restitution des sommes indûment perçues par le prétendu ayant-droit sera toujours ordonnée par le Tribunal.

Si la cotisation a été versée à tort, l'employeur qui l'a versée conformément à l'article 11, est solidairement tenu au remboursement.

Les cotisations versées indûment à la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés sur la base de fausses déclarations, restent acquises à cette Caisse.

ART. 30.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 133 à 135 du Code Pénal, sont punis d'une amende de 200 à 400 francs, les employeurs ou leurs

ART. 28.

Wordt gestraft met strafdienst van acht dagen tot een jaar en met geldboete van 200 frank tot 400 frank, of met een van die straffen alleen :

1^o Al wie, hetzij door leugenachtige documenten voor te leggen, hetzij door valse aangiften te doen, hetzij op enige andere wijze, zich wetens schuldig maakt aan vervalsing, ten einde de in dit decreet bepaalde toelagen te genieten of ze een ander te doen genieten of ten einde aan de in dit decreet voorgeschreven verplichtingen te ontsnappen of er een ander te doen aan ontsnappen.

2^o Al wie, wetend dat hij geen recht heeft op al of een deel van de toelagen toegekend met toepassing van dit decreet verzuimt de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen, binnen de veertien dagen van de ontvangst der nietverschuldigd gestorte toelagen, te verwittigen. De Gouverneur-Generaal bepaalt de vormen van de kennisgeving.

ART. 29.

Teruggave van de niet-verschuldigde sommen geïnd door de zögezegde recht-hebbende wordt altijd door de Recht-bank bevolen.

Indien de bijdrage ten onrechte gestort werd is de werkgever die ze overeenkomstig artikel 11 gestort heeft, hoofdelijk gehouden ze terug te betalen.

De niet-verschuldigde bijdragen die bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen op grond van valse aangiften gestort werden, blijven eigendom van die Kas.

ART. 30.

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van de artikelen 133 tot 135 van het Strafwetboek, worden gestraft met geldboete van 200 frank tot 400 frank de

préposés qui refusent de fournir aux personnes ou à l'organisme chargé de l'exécution du présent décret les renseignements demandés en vue de son application.

ART. 31.

Est puni d'une amende de 300 à 600 francs, l'employeur ou son préposé qui aura contrevenu à la défense énoncée à l'article 13.

En outre, le jugement ordonne d'office la restitution des sommes indûment retenues ou récupérées.

ART. 32.

Les employeurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés du chef de l'inexécution des obligations prévues par le présent décret ou ses mesures d'exécution.

CHAPITRE X.

Des prescriptions.

ART. 33.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction de l'employeur ou de son préposé du chef de non-paiement des cotisations dans le délai requis se prescrivent après trois années révolues, à compter du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions commises par les allocataires et prévues à l'article 28 est prescrite après deux années révolues à compter du jour où ils ont cessé de recevoir indûment les allocations.

werkgevers of hun aangestelden die weigeren aan de personen of aan het organisme belast met de uitvoering van dit decreet, de met het oog op de toepassing er van gevraagde inlichtingen te verschaffen.

ART. 31.

Wordt gestraft met geldboete van 300 frank tot 600 frank, de werkgever of zijn aangestelde die de verbodsbepalingen van artikel 13 overtreedt.

Daarenboven, beveelt het vonnis ambtshalve de teruggave van de nietverschuldigde sommen die weerhouden of teruggevorderd werden.

ART. 32.

De werkgevers zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de geldboeten die ten laste van hun aangestelden worden uitgesproken wegens niet uitvoering van de verplichtingen bepaald door dit decreet of door de uitvoeringsmaatregelen ervan.

HOOFDSTUK X.

Verjaringen.

ART. 33.

De publieke vordering en de burgerlijke vordering voortvloeiende uit een overtreding van de werkgever of zijn aangestelde door niet betaling van de bijdragen binnen de bepaalde termijn, verjaren na drie volle jaren, te rekenen van 1 Januari af van het jaar dat zijn naam aan het boekjaar geeft.

De publieke vordering waartoe de overtredingen begaan door de toelaagbeurders en bepaald in artikel 28 aanleiding geven, verjaart na twee volle jaren te rekenen van de dag waarop zij opgehouden hebben de niet-verschuldigde toelagen te ontvangen.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions prévues aux articles 27, 30 et 31 est prescrite après une année révolue à compter du jour où l'infraction a été commise.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions aux articles 133 à 135 du Code Pénal ainsi que les infractions commises par des personnes autres que les allocataires et prévues à l'article 28 est prescrite dans les délais fixés par le droit commun.

CHAPITRE XI.

Dispositions générales.

ART. 34.

Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 15 février 1946 sur les congés payés des employés coloniaux est abrogé.

ART. 35.

Le présent décret entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Ministre des Colonies.

ART. 36.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 30 mars 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

De publieke vordering, waartoe de overtredingen bepaald in de artikelen 27, 30 en 31 aanleiding geven, verjaart na één vol jaar, te rekenen van de dag waarop de overtreding geschied is.

De publieke vordering waartoe de overtreding van de artikelen 133 tot 135 van het Strafwetboek aanleiding geven, alsmede de overtredingen begaan door andere personen dan de toelaagbeurders en bepaald in artikel 28, verjaart binnen de in het gemeen recht gestelde termijnen.

HOOFDSTUK XI.

Algemene bepalingen.

ART. 34.

Het laatste lid van artikel 5 van het decreet van 15 Februari 1946 op het verlof met wedde van de koloniale werknemers wordt afgeschaft.

ART. 35.

Dit decreet treedt in werking op de datum die de Minister van Koloniën zal vaststellen.

ART. 36.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, 30 Maart 1948.

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

Distinctions honorifiques. — Médaille Africaine de la guerre 1940-1945. — Octroi. — Arrêté du Régent du 30 mars 1948.

La Médaille Africaine de la Guerre 1940-1945 est décernée aux militaires de la Force Publique désignés ci-après :

1^o *Avec barrettes Nigérie et Moyen-Orient :*

MM. :

AELBRECHT, F. M., et ALLAERTS, P., adjudants de réserve;

ARNOLDY, F. A. T. Gh., lieutenant de réserve;

BACLENE, F. A. M. Gh., capitaine-commandant;

BARBION, H. V. A., lieutenant de réserve;

BARG, J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

BARTHELEMY, R. M. E., adjudant de réserve;

BECQUET, J. L. A. M., et BEHIELS, V. O., lieutenants;

BELLEKENS, L. L. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

BENTEIN, H. P. M. J., capitaine-commandant aumônier de réserve;

BLANPAIN, P. H. F., adjudant de réserve;

BLECKER, F. M., capitaine-commandant;

BLONDEN, L. J. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

BOEDTS, U. R. M. J., capitaine de réserve;

BONET, E., lieutenant de réserve;

BORREMANS, V. L., adjudant-chef de réserve;

BOSCH, J. P., lieutenant de réserve;

Eervolle onderscheidingen. — Afrikaanse Medaille van de Oorlog 1940-1945. — Toekenning. — Besluit van de Regent van 30 Maart 1948.

De Afrikaanse Medaille van de Oorlog 1940-1945 wordt toegekend aan de hie-
navermelde militairen der Weermacht :

1^o *Met barretten Nigëria en Midden-Oosten :*

De Heren :

AELBRECHT, F. M., en ALLAERTS, P., reserve-adjudanten;

ARNOLDY, F. A. T. Gh., reserve-luitenant;

BACLENE, F. A. M. Gh., kapitein-commandant;

BARBION, H. V. A., reserve-luitenant;

BARG, J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

BARTHELEMY, R. M. E., reserve-adjudant;

BECQUET, J. L. A. M., en BEHIELS, V. O., lieutenants;

BELLEKENS, L. L. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

BENTEIN, H. P. M. J., reserve-kapitein-commandant-aalmoezenier;

BLANPAIN, P. H. F., reserve-adjudant;

BLECKER, F. M., kapitein-commandant;

BLONDEN, L. J. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

BOEDTS, U. R. M. J., reserve-kapitein;

BONET, E., reserve-luitenant;

BORREMANS, V. L., reserve-adjudant-chef;

BOSCH, J. P., reserve-luitenant;

MM. :

BOUE, J. M., adjudant de réserve;

BURNIAUX, R. D. L., lieutenant;

CAHAY, R., adjudant-chef;

CAMPION, A. M., et CLAVAREAU,
A. A. E., capitaines de réserve;

CLEUREN, M. J., sous-lieutenant;

COLIN, G. Gh. M., capitaine-comman-
dant;

COLLARD, L. M., et COOPMAN, R.
E., capitaines de réserve;

COUCKE, E. J. A. L., major;

CRUYPENINCK, F., adjudant de ré-
serve;

DAENENS, A. Z. O., adjudant-chef;

DEBOETS, A. A., lieutenant de ré-
serve;

DE GEYTER, W. A. A., lieutenant de
réserve;

DELCROIX, P., adjudant de réserve;

DELEPLANQUE, J. F. M. A., capi-
taine-commandant;

DELEUZE, C. P. J., adjudant-chef;

DELFOSSE, C. G., et DE MACAR, E.,
adjudants de 1^{re} classe de réserve;

DEMAN, G. J., major;

DEMULDER, P. A. M. C., adjudant;

DENIS, M. A. A., lieutenant;

DE ROY, J. J. J. M., adjudant de 1^{re}
classe de réserve;

DERRIKS, J. M. F., lieutenant de ré-
serve;

DERUNGS, M. S. J., adjudant-chef;

de RYCKMAN de BETZ, J., major de
réserve;

M^{lle} de SALMON, M. M. E., infirmière-
major;

De Heren :

BOUE, J. M., reserve-adjudant;

BURNIAUX, R. D. L., luitenant;

CAHAY, R., adjudant-chef;

CAMPION, A. M., en CLAVAREAU,
A. A. E., reserve-kapiteins;

CLEUREN, M. J., onderluitenant;

COLIN, G. Gh. M., kapitein-comman-
dant;

COLLARD, L. M., en COOPMAN, R.
E., reserve-kapiteins;

COUCKE, E. J. A. L., majoor;

CRUYPENINCK, F., reserve-adjudant;

DAENENS, A. Z. O., adjudant-chef;

DEBOETS, A. A., reserve-luitenant;

DE GEYTER, W. A. A., reserve-luite-
nant;

DELCROIX, P., reserve-adjudant;

DELEPLANQUE, J. F. M. A., kapi-
tein-commandant;

DELEUZE, C. P. J., adjudant-chef;

DELFOSSE, C. G., en DE MACAR, E.,
reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;

DEMAN, G. J., majoor;

DEMULDER, P. A. M. C., adjudant;

DENIS, M. A. A., luitenant;

DE ROY, J. J. J. M., reserve-adjudant-
1^{ste} klasse;

DERRIKS, J. M. F., reserve-luitenant;

DERUNGS, M. S. J., adjudant-chef;

de RYCKMAN de BETZ, J., reserve-
majoor;

Mej. de SALMON, M. M. E., majoor-
ziekenverpleegster;

MM. :
 DE SCHREVEL, E. M. R., lieutenant-aumônier;
 DESSY, R. G. V., adjudant-chef;
 DE VOS, P., adjudant de réserve;
 DEVOSSE, H. C. J., sous-lieutenant;
 DE WAEL, J. F., adjudant de 1^{re} classe;
 DE WEVER, A. D. H., capitaine de réserve;
 DHAENENS, F. C., adjudant-chef;
 DONIS, C. A. V. J., lieutenant;
 DUBOIS, M., capitaine-commandant;
 DUCHESNE, R. L. C., et DUJARDIN, J. L., adjudants de réserve;
 DURSELEN, P., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 DYLEFF, P., capitaine-médecin de réserve;
 ELIAS, F. J., major;
 FAUX, J. B. A. O., lieutenant;
 FLAMESNEL, F., adjudant-chef;
 FONTEYN, G. H. E., capitaine de réserve;
 FORGEUR, A. E., lieutenant de réserve;
 M^{lle} FRANCIS, M., infirmière;

MM. :
 FRANCO, A. A. H., lieutenant (d. g.);
 GARREIN, H. S. J., adjudant de 1^{re} classe;
 GEMOETS, J. E., et GEORGES, L. E., adjudants-chefs;
 GILLET, A. M. J. J., adjudant;
 GILLIAERT, A. E., général-major, commandant en chef de la Force Publique;
 GILSON, J. L. G. E., et GILSOUL, J. P. B. L. P. C., adjudants-chefs;
 GODDING, G. C. A. H. R., lieutenant de réserve;

De Heren :
 DE SCHREVEL, E. M. R., luitenant-aalmoezenier;
 DESSY, R. G. V., adjudant-chef;
 DE VOS, P., reserve-adjudant;
 DEVOSSE, H. C. J., onderluitenant;
 DE WAEL, J. F., adjudant-1^{ste} klasse;
 DE WEVER, A. D. H., reserve-kapitein;
 DHAENENS, F. C., adjudant-chef;
 DONIS, C. A. V. J., luitenant;
 DUBOIS, M., kapitein-commandant;
 DUCHESNE, R. L. C., en DUJARDIN, J. L., reserve-adjudanten;
 DURSELEN, P., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 DYLEFF, P., reserve-kapitein-geneesheer;
 ELIAS, F. J., majoor;
 FAUX, J. B. A. O., luitenant;
 FLAMESNEL, F., adjudant-chef;
 FONTEYN, G. H. E., reserve-kapitein;
 FORGEUR, A. E., reserve-luitenant;
 Mej. FRANCIS, M., ziekenverpleegster;

De Heren :
 FRANCO, A. A. H., luitenant (g.o.);
 GARREIN, H. S. J., adjudant-1^{ste} klasse;
 GEMOETS, J. E., en GEORGES, L. E., adjudanten-chefs;
 GILLET, A. M. J. J., adjudant;
 GILLIAERT, A. E., generaal-majoor, Opperbevelhebber van de Weermacht;
 GILSON, J. L. G. E., en GILSOUL, J. P. B. L. P. C., adjudanten-chefs;
 GODDING, G. C. A. H. R., reserve-luitenant;

MM. :
GOEDERTIER, L., adjudant de 1^{re} classe;
GOETSTOUWERS, A. R., adjudant de réserve;
GOOSSENS, E. A. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
GUERIN, F., lieutenant-colonel-médecin de réserve;
HANON, M. L., capitaine de réserve;
HEGER, J. L., et HENNIQIAU, G., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
HOUTMANS, E. A. C., lieutenant de réserve;
HUMPERS, A. J. J., lieutenant-aumônier de réserve;
IHEK, A. E., adjudant de réserve;
JANS, P. H. J., aumônier en chef;
KOLLASCH, A. N. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
LAMBERT, A. V. A. J., capitaine-commandant;
LAMBOTTE, A. G. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
LAPLANCHE, J., capitaine-commandant;
LAURENT, G. J., sous-lieutenant de réserve;
LAUREYS, H., lieutenant-aumônier;
LECARME, M., capitaine de réserve;
LECLERCQ, M. F., capitaine-commandant;
LEFEBVRE, C. A. G., lieutenant;
LEFEBVRE, H. L. M. G., lieutenant (d. g.);
LEFEBVRE, R. G. J., lieutenant;
LESCRENIER, M. A., capitaine-commandant;
LETOCART, H. G., capitaine;
LIEGEOIS, G., lieutenant de réserve;

De Heren :
GOEDERTIER, L., adjudant-1^{ste} klasse;
GOETSTOUWERS, A. R., reserve-adjudant;
GOOSSENS, E. A. F., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
GUERIN, F., reserve-luitenant-kolonel-geneesheer;
HANON, M. L., reserve-kapitein;
HEGER, J. L., en HENNIQIAU, G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
HOUTMANS, E. A. C., reserve-luitenant;
HUMPERS, A. J. J., reserve-luitenant-aalmoezenier;
IHEK, A. E., reserve-adjudant;
JANS, P. H. J., hoofdaalmoezenier;
KOLLASCH, A. N. L., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
LAMBERT, A. V. A. J., kapitein-commandant;
LAMBOTTE, A. G. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
LAPLANCHE, J., kapitein-commandant;
LAURENT, G. J., reserve-onderluitenant;
LAUREYS, H., luitenant-aalmoezenier;
LECARME, M., reserve-kapitein;
LECLERCQ, M. F., kapitein-commandant;
LEFEBVRE, C. A. G., luitenant;
LEFEBVRE, H. L. M. G., luitenant (g. o.);
LEFEBVRE, R. G. J., luitenant;
LESCRENIER, M. A., kapitein-commandant;
LETOCART, H. G., kapitein;
LIEGEOIS, G., reserve-luitenant;

MM. :
LIERMAN, F. L., capitaine-commandant;
LONGTAIN, R. A. M., adjudant;
MARTIN, J. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
MATERNE, A. J. W. H., et MATTERNE, M. J. C., capitaines-commandants;
MERCKENBRACK, F., adjudant-chef;
MINON, J. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
NACHTERGAEL, A. V., capitaine-commandant;
NAERT, M. H. M. J., lieutenant;
NOTEN, H., adjudant de réserve;
PEE, A. A. I., capitaine-commandant;
PEETERS, E. M. E., lieutenant-médecin;
PEETERS, R. A. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
PETIT, J., lieutenant de réserve;
PICARD, A. B. A., et PIERQUIN, L. A., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
PIHARD, P. E. J., et PITTOORS, S. E. E., lieutenants;
PONCIN, L. F. D., lieutenant de réserve;
PORTMANS, A. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
POSKIN, G. A. J. J. G., lieutenant de réserve;
POSSCHELLE, L. J. E., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
PRINCEN, J. L. M., adjudant-chef de réserve;
QUINTIN, F. C., lieutenant de réserve;
RAESKINET, R. M. R., adjudant-chef;
RAUTER, E. A., lieutenant;
REUTER, A., et RICHEL, C. L., adjudants de réserve;

De Heren :
LIERMAN, F. L., kapitein-commandant;
LONGTAIN, R. A. M., adjudant;
MARTIN, J. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
MATERNE, A. J. W. H., en MATTERNE, M. J. C., kapiteins-commandanten;
MERCKENBRACK, F., adjudant-chef;
MINON, J. L., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
NACHTERGAEL, A. V., kapitein-commandant;
NAERT, M. H. M. J., luitenant;
NOTEN, H., reserve-adjudant;
PEE, A. A. I., kapitein-commandant;
PEETERS, E. M. E., luitenant-geneesheer;
PEETERS, R. A. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
PETIT, J., reserve-luitenant;
PICARD, A. B. A., en PIERQUIN, L. A., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
PIHARD, P. E. J., en PITTOORS, S. E. E., luitenants;
PONCIN, L. F. D., reserve-luitenant;
PORTMANS, A. L., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
POSKIN, G. A. J. J. G., reserve-luitenant;
POSSCHELLE, L. J. E., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
PRINCEN, J. L. M., reserve-adjudant-chef;
QUINTIN, F. C., reserve-luitenant;
RAESKINET, R. M. R., adjudant-chef;
RAUTER, E. A., luitenant;
REUTER, A., en RICHEL, C. L., reserve-adjudanten;

MM. :

ROCHETTE, A. A. V. J., major ;
ROGIERS, C., lieutenant-aumônier de réserve ;
SCHELDERS, L. F. J., et SCHOOF, L. J. J. J. T., adjudants-chefs ;
SCOHY, A. A. O., lieutenant de réserve ;
SEAUT, L. J., capitaine-commandant ;
SIMOENS, G., capitaine ;
STAES, G., capitaine-commandant ;
STEEMANS, F. L., adjudant ;
STERCKMANS, E. R., lieutenant ;
STEYAERT, F. J., capitaine-commandant-médecin de réserve ;
STIERS, C. E. H., adjudant-chef ;
TEMMERMAN, P. J. F. M., capitaine de réserve ;
TERLIN, G. J. E., adjudant-chef ;
THIEBAUD, R. C. R., lieutenant de réserve ;
TIMMERMANS, G. G., capitaine de réserve ;
TOURNEUR, G. A. J. V. M., lieutenant ;
TRACHTENBERG, R. M., lieutenant de réserve ;
VAN CAUTER, C. L., adjudant-chef de réserve ;
VAN COILLIE, P. A. J., adjudant-chef-infirmier de réserve ;
VAN DEN BROECKE, G., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
VAN DEN BROECKE, R. J. L., lieutenant ;
VAN DEN BUSSCHE, A. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
VANDER SMISSEN, A., lieutenant-aumônier ;
VAN DEWALLE, F., capitaine-commandant ;

De Heren :

ROCHETTE, A. A. V. J., majoor ;
ROGIERS, C., reserve-luitenant-aalmoezenier ;
SCHELDERS, L. F. J., en SCHOOF, L. J. J. J. T., adjudanten-chefs ;
SCOHY, A. A. O., reserve-luitenant ;
SEAUT, L. J., kapitein-commandant ;
SIMOENS, G., kapitein ;
STAES, G., kapitein-commandant ;
STEEMANS, F. L., adjudant ;
STERCKMANS, E. R., luitenant ;
STEYAERT, F. J., reserve-kapitein-commandant-geneesheer ;
STIERS, C. E. H., adjudant-chef ;
TEMMERMAN, P. J. F. M., reserve-kapitein ;
TERLIN, G. J. E., adjudant-chef ;
THIEBAUD, R. C. R., reserve-luitenant ;
TIMMERMANS, G. G., reserve-kapitein ;
TOURNEUR, G. A. J. V. M., luitenant ;
TRACHTENBERG, R. M., reserve-luitenant ;
VAN CAUTER, C. L., reserve-adjudant-chef ;
VAN COILLIE, P. A. J., reserve-adjudant-chef-ziekenverpleger ;
VAN DEN BROECKE, G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
VAN DEN BROECKE, R. J. L., luitenant ;
VAN DEN BUSSCHE, A. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
VANDER SMISSEN, A., luitenant-aalmoezenier ;
VAN DEWALLE, F., kapitein-commandant ;

MM. :

VAN DOOREN, M. J. A. M. J., capitaine-commandant de réserve;

VAN GOETHEM, C. R., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

VAN HOECK, R. E. P. F., lieutenant;

VAN INTHOUT, L. E. H., major B. E. M.;

VAN KALCK, M., adjudant de réserve;

VAN LAETHEM, A. A. C., lieutenant-médecin de réserve;

VAN LOO, J. J. V., et VAN MEER-HAEGHE, G. A., capitaines-commandants;

-VAN STEENLANDT, H. A. M.,

VAN VLAENDEREN, J. M., et

VAN WASSENHOVE, A., adjudants de 1^{re} classe;

VELAERS, A. J. G., major;

VERBRUGGEN, P. A., capitaine;

VERMEIR, M. J., capitaine-commandant;

VLIEGEN, J. L. H., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

WATRIPONT, G. F., capitaine-commandant;

WITDOECK, H. G. L., adjudant-chef de réserve;

2^o *Avec barrettes Moyen-Orient et Madagascar :*

M. DUBURCQ, A., adjudant;

3^o *Avec barrette Moyen-Orient surmontée de l'aigle double :*

MM. :

BURY, W. F. H., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

COUNOTTE, A. J. D. A. J., adjudant de 1^{re} classe;

DELMARCHE, C., adjudant-aviateur;

De Heren :

VAN DOOREN, M. J. A. M. J., reserve-kapitein-commandant;

VAN GOETHEM, C. R., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

VAN HOECK, R. E. P. F., luitenant;

VAN INTHOUT, L. E. H., majoor S. B.;

VAN KALCK, M., reserve-adjudant;

VAN LAETHEM, A. A. C., reserve-luitenant-geneesheer;

VAN LOO, J. J. V., en VAN MEER-HAEGHE, G. A., kapiteins-commandanten;

VAN STEENLANDT, H. A. M.,

VAN VLAENDEREN, J. M., en

VAN WASSENHOVE, A., adjudanten-1^{ste} klasse;

VELAERS, A. J. G., majoor;

VERBRUGGEN, P. A., kapitein;

VERMEIR, M. J., kapitein-commandant;

VLIEGEN, J. L. H., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

WATRIPONT, G. F., kapitein-commandant;

WITDOECK, H. G. L., reserve-adjudant-chef;

2^o *Met barretten Midden-Oosten en Madagascar :*

De heer DUBURCQ, A., adjudant;

3^o *Met barret Midden-Oosten met erboven de dubbele arend :*

De Heren ::

BURY, W. F. H., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

COUNOTTE, A. J. D. A. J., adjudant-1^{ste} klasse;

DELMARCHE, C., adjudant-vlieger;

MM. :

ENGELÉN, R. P. J. J., capitaine;
FOGUENNE, C. M. H., lieutenant-avia-
teur de réserve;
HIRSCH, R. H., lieutenant;
PLETINCKX, A. J., et QUESTIAUX,
G. E., adjudants de réserve;
TOMBALLE, J. J., lieutenant de ré-
serve;

4^o Avec barrette Moyen-Orient :

MM. :

ADRIANSSENS, R. E. C., adjudant
de réserve;
BAILLIERE, J. N., adjudant de 1^{re}
classe de réserve;
BALIGANT, M. L. G., et BERK-
MANS, R. B. J., adjudants de résér-
ve;
BERTRAND, F. R. A. J., adjudant;
BOLSIUS, E., adjudant de réserve;
BONNIER, R. C., major;
BOUGNET, S. A., adjudant-chef;
BRISCOT, R. A., BROGNEZ, A. C.,
CAMPION, R., CANIVET, A., et
CARDOEN, C., adjudants de résér-
ve;
CHANTRAINE, A. F. P. C., adjudant
de 1^{re} classe;
CHARADE, A. A. J., lieutenant-colonel;
CHERAIN, G. P., lieutenant;
COPPENS d'EECHENBRUGGE, H.
M. A. A., (baron), capitaine de ré-
serve;
COUMANS, G. L., aspirant;
CREMER, J. W. M. E. M. J., adjudant;
de BEAUFFORT, S. H. A. M. G., ad-
judant de 1^{re} classe de réserve;
DE BROEU, E. P., adjudant de 1^{re}
classe (d. g.);

De Heren :

ENGELÉN, R. P. J. J., kapitein;
FOGUENNE, C. M. H., reserve-luite-
nant-vlieger;
HIRSCH, R. H., luitenant;
PLETINCKX, A. J., en QUESTIAUX,
G. E., reserve-adjudanten;
TOMBALLE, J. J., reserve-luitenant;

4^o Met barret Midden-Oosten :

De Heren :

ADRIANSSENS, R. E. C., reserve-ad-
judant;
BAILLIERE, J. N., reserve-adjudant-
1^{ste} klasse;
BALIGANT, M. L. G., en BERCK-
MANS, R. B. J., reserve-adjudanten;
BERTRAND, F. R. A. J., adjudant;
BOLSIUS, E., reserve-adjudant;
BONNIER, R. C., majoor;
BOUGNET, S. A., adjudant-chef;
BRISCOT, R. A., BRÖGNEZ, A. C.,
CAMPION, R., CANIVET, A., en
CARDOEN, C., reserve-adjudanten;
CHANTRAINE, A. F. P. C., adjudant-
1^{ste} klasse;
CHARADE, A. A. J., luitenant-kolonel;
CHERAIN, G. P., luitenant;
COPPENS d'EECHENBRUGGE, H.
M. A. A., (baron), reserve-kapitein;
COUMANS, G. L., aspirant;
CREMER, J. W. M. E. M. J., adju-
dant;
de BEAUFFORT, S. H. A. M. G., re-
serve-adjudant-1^{ste} klasse;
DE BROEU, E. P., adjudant-1^{ste} klas-
se (g. o.);

MM. :	De Heren :
DECKERS, L. J., adjudant de réserve;	DECKERS, L. J., reserve-adjudant;
DEDEKEN, A. C. U., adjudant de 1 ^{re} classe;	DEDEKEN, A. C. U., adjudant-1 ^{ste} klasse;
DEFOING, J. A., adjudant de réserve;	DEFOING, J. A., reserve-adjudant;
DELAERE, J. A. M., capitaine-aumônier de réserve;	DELAERE, J. A. M., reserve-kapitein-aalmoezenier;
DELBECQUE, R. V., lieutenant de réserve;	DELBECQUE, R. V., reserve-luitenant;
DELCORPS, L. J. G., adjudant de réserve;	DELCORPS, L. J. G., reserve-adjudant;
DÉLHOUGNE, G. H. J. A., capitaine;	DÉLHOUGNE, G. H. J. A., kapitein;
DELPLANQUE, R., adjudant de réserve;	DELPLANQUE, R., reserve-adjudant;
DELVAUX, A. L. J., adjudant de 1 ^{re} classe;	DELVAUX, A. L. J., adjudant-1 ^{ste} klasse;
DEMEUSE, L. G. F., capitaine (d. g.);	DEMEUSE, L. G. F., kapitein (g. o.);
DE PRINS, F. F.,	DE PRINS, F. F.,
DE RESE, J. L. P., et	DE RESE, J. L. P., en
DESADELEER, P. E. T. H. G., adjudants de réserve;	DESADELEER, P. E. T. H. G., reserve-adjudanten;
DESY, A. F. F., capitaine-commandant;	DESY, A. F. F., kapitein-commandant;
DETHIOUX, L. A. P., adjudant de réserve;	DETHIOUX, L. A. P., reserve-adjudant;
DE VYLDER, R. V., capitaine-commandant;	DE VYLDER, R. V., kapitein-commandant;
DILLEN, A. G. R., adjudant de réserve;	DILLEN, A. G. R., reserve-adjudant;
DISCART, P. D., lieutenant;	DISCART, P. D., luitenant;
DORMAL, V. F. J., major-médecin de réserve;	DORMAL, V. F. J., reserve-majoor-geneesheer;
DOZO, L. J. J., lieutenant de réserve;	DOZO, L. J. J., reserve-luitenant;
DUBOIS, J. V., capitaine-médecin de réserve;	DUBOIS, J. V., reserve-kapitein-geneesheer;
DUBUISSON, J. A. H. L., DULIERE, P., et DURANT, L., adjudants de réserve;	DUBUISSON, J. A. H. L., DULIERE, P., en DURANT, L., reserve-adjudanten;
DUVIVIER, A. L. G. G., capitaine (d. g.);	DUVIVIER, A. L. G. G., kapitein (g. o.);
FAUCONNIER, P. G. V., adjudant de 1 ^{re} classe de réserve;	FAUCONNIER, P. G. V., reserve-adjudant-1 ^{ste} klasse;

MM. :

FONTEYNE, J. P. I., adjudant (d. g.);

FROGNET, M. J. V., adjudant de réserve;

FRURU, C. A. I., adjudant;

GADEYNE, R. J. E. R., capitaine de réserve;

GELLENS, R., adjudant de réserve;

M^{me} GRARD (épouse ROCHETTE),
L. S. A., auxiliaire volontaire féminine;

MM. :

GYSELS, J. E. V. C., adjudant de réserve;

HARDY, A. M. E. P., lieutenant (d. g.);

HENROTAY, M. H., adjudant de réserve;

HERMANS, D. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

HIGNOUL, N., adjudant;

HOEBANX, J. W. T., lieutenant-médecin de réserve;

HONNORE, W. H. L., et HOSTIE,
H. J. J., capitaines-commandants;

HUMBLET, J. F. W. A., adjudant;

JANNE, R. A. H., major;

JASPAR, J. J., adjudant;

M^{me} JULIN (épouse COUCKE), S. L.
D., auxiliaire volontaire féminine;

MM. :

KLINKENBORG, M. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

LECLERCQ, R., capitaine (d. g.);

LEFEVRE, E. A., adjudant de réserve;

M^{me} LIBIOULLE, M., auxiliaire volontaire féminine;

MM. :

LOCHTENBERGH, A., et

LOCHTENBERGH, R., adjudants de réserve;

LOTTIN, J. A., lieutenant;

De Heren :

FONTEYNE, J. P. I., adjudant (g. o.);

FROGNET, M. J. V., reserve-adjudant;

FRURU, C. A. I., adjudant;

GADEYNE, R. J. E. R., reserve-kapitein;

GELLENS, R., reserve-adjudant;

M^{vr.} GRARD (echtgenote ROCHETTE), L. S. A., vrouwelijke vrijwillige helpster;

De Heren :

GYSELS, J. E. V. C., reserve-adjudant;

HARDY, A. M. E. P., luitenant (g. o.);

HENROTAY, M. H., reserve-adjudant;

HERMANS, D. L., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

HIGNOUL, N., adjudant;

HOEBANX, J. W. T., reserve-luitenant-geneesheer;

HONNORE, W. H. L., en HOSTIE, H. J. J., kapiteins-commandanten;

HUMBLET, J. F. W. A., adjudant;

JANNE, R. A. H., majoor;

JASPAR, J. J., adjudant;

M^{vr.} JULIN, (echt. COUCKE), S. L.
D., vrouwelijke vrijwillige helpster;

De Heren :

KLINKENBORG, M. F., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

LECLERCQ, R., kapitein (g.o.);

LEFEVRE, E. A., reserve-adjudant;

M^{vr.} LIBIOULLE, M., vrouwelijke vrijwillige-helpster;

De Heren :

LOCHTENBERGH, A., en

LOCHTENBERGH, R., reserve-adjudanten;

LOTTIN, J. A., luitenant;

MM. :

MARLIER, P. J. E. capitaine-commandant ;

MASUI, J. A. H., adjudant de 1^{re} classe ;

MEES, S. R., MEEUS, E. A., et MENACHE, A., adjudants de réserve ;

MESURE, G. H. J., lieutenant ;

MOLLET, L. L., adjudant-chef ;

MONIN, J. P., adjudant de réserve ;

MOREELS, A. J., adjudant-chef ;

MOUILLET, F., et MOURY, A., adjudants de réserve ;

MULKENS, F. J. J. V., lieutenant de réserve ;

NEIRINCK, R. R., adjudant de réserve ;

NEUS, F., capitaine-commandant ;

NYS, A. J., sous-lieutenant-aumônier ;

ORTS, J., et PARFAIT, R. A., adjudants de réserve ;

PASSELECQ, A. L. L. E., capitaine de réserve ;

PAUWELS, G. A. C., capitaine-médecin de réserve ;

PAY, A. E., adjudant ;

PERISSE, F., adjudant-chef ;

PETRE, R. A. J., sous-lieutenant de réserve ;

PIERRE, J., capitaine de réserve ;

PIROT, C. A. A., adjudant ;

QUINET, M. N. C. L., capitaine-commandant ;

RAPPE, L. J., adjudant ;

REICHLING, O. L., adjudant de réserve ;

ROECK, L. J., major ;

ROMNEE, J. L. G., capitaine de réserve ;

De Heren :

MARLIER, P. J. E., kapitein-commandant ;

MASUI, J. A. H., adjudant-1^{ste} klasse ;

MEES, S. R., MEEUS, E. A., en MENACHE, A., reserve-adjudanten ;

MESURE, G. H. J., luitenant ;

MOLLET, L. L., adjudant-chef ;

MONIN, J. P., reserve-adjudant ;

MOREELS, A. J., adjudant-chef ;

MOUILLET, F., en MOURY, A., reserve-adjudanten ;

MULKENS, F. J. J. V., reserve-luitenant ;

NEIRINCK, R. R., reserve-adjudant ;

NEUS, F., kapitein-commandant ;

NYS, A. J., onderluitenant-aalmoezenier ;

ORTS, J., en PARFAIT, R. A., reserve-adjudanten ;

PASSELECQ, A. L. L. E., reserve-kapitein ;

PAUWELS, G. A. C., reserve-kapitein-geneesheer ;

PAY, A. E., adjudant ;

PERISSE, F., adjudant-chef ;

PETRE, R. A. J., reserve-onderluitenant ;

PIERRE, J., reserve-kapitein ;

PIROT, C. A. A., adjudant ;

QUINET, M. N. C. L., kapitein-commandant ;

RAPPE, L. J., adjudant ;

REICHLING, O. L., reserve-adjudant ;

ROECK, L. J., majoor ;

ROMNEE, J. L. G., reserve-kapitein ;

MM. :

ROSQUIN, R., capitaine-commandant ;
ROSSIGNOL, A. E. M., adjudant de
1^{re} classe de réserve ;
RYCKX, A. P. A. M., adjudant de ré-
serve ;
SALOMON, J., aspirant de réserve ;
SARLEE, L. A. M., adjudant de ré-
serve ;
SCHEUNDERS, J. A. L., adjudant-
chef ;
SOBRY, F. J. M. R., lieutenant de ré-
serve ;
STEVELINCK, J., adjudant ;
STORDIAU, A. O. C., et
TAVERNIERS, J. J. F., adjudants de
réserve ;
TOLLET, M., capitaine de réserve ;
TRIGALLEZ, H., lieutenant de réserve ;
VAN CAUTEREN, F. L. E., adjudant ;
VAN DAELE, H. J., adjudant de ré-
serve ;
VANDE KERCKHOVE, M. T., et
VAN DEN BORREN, C., adjudants de
1^{re} classe ;
VANDENBROECK, A. F., adjudant ;
VANDEN EYNDEN, R. F. J., lieute-
nant ;
VANDENHOECKE, G. L. J., capitai-
ne-commandant ;
VANDERHEYDEN, L. J., et VAN
EYCKEN, J. R., adjudants de ré-
serve ;
VAN FLETEREN, J., capitaine de ré-
serve ;
VAN LEEMPUT, E. J., adjudant de
réserve ;
VAN MECHELEN, G. J. E., adjudant
de 1^{re} classe de réserve ;
VAN MINDEN, P. R. R., adjudant de
1^{re} classe ;

De Heren :

ROSQUIN, R., kapitein-commandant ;
ROSSIGNOL, A. E. M., reserve-adju-
dant-1^{ste} klasse ;
RYCKX, A. P. A. M., reserve-adjudant ;
SALOMON, J., reserve-aspirant ;
SARLEE, L. A. M., reserve-adjudant ;
SCHEUNDERS, J. A. L., adjudant-
chef ;
SOBRY, F. J. M. R., reserve-luitenant ;
STEVELINCK, J., adjudant ;
STORDIAU, A. O. C., en
TAVERNIERS, J. J. F., reserve-adju-
danten ;
TOLLET, M., reserve-kapitein ;
TRIGALLEZ, H., reserve-luitenant ;
VAN CAUTEREN, F. L. E., adjudant ;
VAN DAELE, H. J., reserve-adjudant ;
VANDE KERCKHOVE, M. T., en
VAN DEN BORREN, C., adjudanten-
1^{ste} klasse ;
VANDENBROECK, A. F., adjudant ;
VANDEN EYNDEN, R. F. J., luite-
nant ;
VANDENHOECKE, G. L. J., kapitein-
commandant ;
VANDERHEYDEN, L. J., en VAN
EYCKEN, J. R., reserve-adjudanten ;
VAN FLETEREN, J., reserve-kapitein ;
VAN LEEMPUT, E. J., reserve-adju-
dant ;
VAN MECHELEN, G. J. E., reserve-
adjudant-1^{ste} klasse ;
VAN MINDEN, P. R. R., adjudant-
1^{ste} klasse ;

MM. :

VAN POEYER, A. C., adjudant ;

VAN UTRECHT, G. L. G., adjudant de réserve ;

VAN VYVE, A. M. G., lieutenant (d. g.) ;

VAN WASSENHOVE, M., adjudant de 1^{re} classe ;

VASSE, E. C. P., lieutenant-aumônier de réserve ;

VERBANIS, G. J., adjudant ;

VERBEEREN, P. J., et

VERMONDEN, A. A., adjudants de 1^{re} classe ;

VILAIN, G. J. A. C., lieutenant (d. g.) ;

VINCKE, A. J. M., adjudant de 1^{re} classe (d. g.) ;

VOLCKAERT, M., adjudant de réserve ;

VOLON, L. E. L., adjudant ;

WAGEMANS, A., adjudant de réserve ;

WEINBERGER, E., sous-lieutenant-médecin de réserve ;

WERY, J., adjudant ;

WERY, N. R. N., adjudant de 1^{re} classe ;

WYLOCKE, J., adjudant-chef ;

WYNEN, A. H., adjudant de réserve ;

YANS, M. A. M. J., lieutenant de réserve ;

5^e Avec barrette *Nigeria* :

MM. :

BROUCKAERT, R. C. E., adjudant ;

de BONHOME, C., aspirant de réserve ;

DE COCK, H., adjudant-chef ;

DORMAL, C. P. M. J., capitaine de réserve ;

CANDIBLEUX, J., aspirant de réserve ;

De Heren :

VAN POEYER, A. C., adjudant ;

VAN UTRECHT, G. L. G., reserve-adjudant ;

VAN VYVE, A. M. G., luitenant (g.o.) ;

VAN WASSENHOVE, M., adjudant-1^{ste} klasse ;

VASSE, E. C. P., reserve-luitenant-aal-moezenier ;

VERBANIS, G. J., adjudant ;

VERBEEREN, P. J., en

VERMONDEN, A. A., adjudanten-1^{ste} klasse ;

VILAIN, G. J. A. C., luitenant (g. o.) ;

VINCKE, A. J. M., adjudant-1^{ste} klasse (g. o.) ;

VOLCKAERT, M., reserve-adjudant ;

VOLON, L. E. L., adjudant ;

WAGEMANS, A., reserve-adjudant ;

WEINBERGER, E., reserve-onderluitenant-geneesheer ;

WERY, J., adjudant ;

WERY, N. R. N., adjudant-1^{ste} klasse ;

WYLOCKE, J., adjudant-chef ;

WYNEN, A. H., reserve-adjudant ;

YANS, M. A. M. J., reserve-luitenant ;

5^e Met barret *Nigeria* :

De Heren :

BROUCKAERT, R. C. E., adjudant ;

de BONHOME, C., reserve-aspirant ;

DE COCK, H., adjudant-chef ;

DORMAL, C. P. M. J., reserve-kapitein ;

GANDIBLEUX, J., reserve-aspirant ;

MM. :

GEERAERTS, H., adjudant;
HAMAL, J., adjudant-chef;
HOUBA, F., major;
HUMBLE, J. J. H. F., capitaine de réserve;
LELOUP, R. M. R., adjudant;
LEROY, B. J., adjudant de 1^{re} classe;
LINHET, A. L. J., capitaine de réserve;
ROBINET, J. Z. A., adjudant-chef;
RULENS, J., capitaine de réserve;
SOHIER, J. E. V., lieutenant de réserve;
VAN DEN LANGENBERGH, M. H. J., capitaine-commandant;
VAN WINCKEL, E. A., adjudant-chef;
VLEURINCK, T. F., major de réserve;
WALKIERS, J. S. J., adjudant-chef de réserve;

6^e Avec barrette Madagascar :

MM. :

ANDRE, R. V. E., adjudant de réserve;
WERY, R. P. A., adjudant;

7^e Avec barrette Birmanie :

M. RADOUX, P. T. L., sous-lieutenant de réserve;

8^e Avec l'aile double :

MM. :

COST, V. C., adjudant de réserve;
DEBROUX, J. F. A. V., et GHEYSEN, S. G. G., lieutenants de réserve;
MACKELS, J. M. H., adjudant de réserve;
MARTIN, R. J. G., lieutenant-aviateur de réserve;

De Heren :

GEERAERTS, H., adjudant;
HAMAL, J., adjudant-chef;
HOUBA, F., majoor;
HUMBLE, J. J. H. F., reserve-kapitein;
LELOUP, R. M. R., adjudant;
LEROY, B. J., adjudant-1^{ste} klasse;
LINHET, A. L. J., reserve-kapitein;
ROBINET, J. Z. A., adjudant-chef;
RULENS, J., reserve-kapitein;
SOHIER, J. E. V., reserve-luitenant;
VAN DEN LANGENBERGH, M. H. J., kapitein-commandant;
VAN WINCKEL, E. A., adjudant-chef;
VLEURINCK, T. F., reserve-majoor;
WALKIERS, J. S. J., reserve-adjudant-chef;

6^e Met barret Madagascar :

De Heren :

ANDRE, R. V. E., reserve-adjudant;
WERY, R. P. A., adjudant;

7^e Met barret Birmanie :

De heer RADOUX, P. T. L., reserve-onderluitenant;

8^e Met dubbele arend :

De Heren :

COST, V. C., reserve-adjudant;
DEBROUX, J. F. A. V., en GHEYSEN, S. G. G., reserve-luitenants;
MACKELS, J. M. H., reserve-adjudant;
MARTIN, R. J. G., reserve-luitenant-vlieger;

MM. :
MEULENBERGH, J. E., sous-lieutenant-aviateur ;
PETIT DUFRENOY, P., lieutenant-aviateur de réserve ;
PETRE, J. C. C., adjudant de réserve ;
ROPS, P. A. L. B., capitaine de réserve ;

9^o *Sans barrette* :

MM. :
ABRY, J. L., adjudant-chef ;
ALLOO, R. C., adjudant de réserve ;
ALONSIUS, A., lieutenant ;
AMSENS, J., adjudant de réserve ;
ANDRE, A. L. P., aspirant de réserve ;
BACCHIONI, G., adjudant de réserve ;
BADARD, E. J., adjudant-chef ;
BAIJOT, R. J., adjudant de 1^{re} classe (d. g.) ;
BANSART, J., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
BARTHELEMY, F. L. C. E., adjudant-chef (d.g.) ;
BASLE, N. C. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
BATAILLE, L. O. E., adjudant de 1^{re} classe ;
BAUDART, R. C. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
BAYER, G. E. C., adjudant de réserve ;
BECKMANN, E. M., lieutenant de réserve ;
BECQUART, A. J., adjudant-chef ;
BEELDENS, R., lieutenant de réserve ;
BEGHON, A. J. M., lieutenant ;
BELET, F. P. L., capitaine-commandant ;
BENOIT, V., capitaine-commandant de réserve ;

De Heren :
MEULENBERGH, J. E., onderluitenant-vlieger ;
PETIT DUFRENOY, P., reserve-luitenant-vlieger ;
PETRE, J. C. C., reserve-adjudant ;
ROPS, P. A. L. B., reserve-kapitein ;

9^o *Zonder barret*.

De Heren :
ABRY, J. L., adjudant-chef ;
ALLOO, R. C., reserve-adjudant ;
ALONSIUS, A., luitenant ;
AMSENS, J., reserve-adjudant ;
ANDRE, A. L. P., reserve-aspirant ;
BACCHIONI, G., reserve-adjudant ;
BADARD, E. J., adjudant-chef ;
BAIJOT, R. J., adjudant-1^{ste} klasse (g. o.) ;
BANSART, J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
BARTHELEMY, F. L. C. E., adjudant-chef (g.o.) ;
BASLE, N. C. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
BATAILLE, L. O. E., adjudant-1^{ste} klasse ;
BAUDART, R. C. F., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
BAYER, G. E. C., reserve-adjudant ;
BECKMANN, E. M., reserve-luitenant ;
BECQUART, A. J., adjudant-chef ;
BEELDENS, R., reserve-luitenant ;
BEGHON, A. J. M., luitenant ;
BELET, F. P. L., kapitein-commandant ;
BENOIT, V., reserve-kapitein-commandant ;

MM. :

BERTRAND, J. F. L. G., adjudant-chef ;
 BINDELS, J. P. A. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
 BLAVIER, E. G. F. R., adjudant-chef ;
 BLETARD, L. F. J., lieutenant (d.g.) ;
 BODSON, J. F. G., adjudant de 1^{re} classe ;
 BOECKSTYNS, A. P., adjudant ;
 BOEYKENS, R. P. H., adjudant-chef ;
 BOISSEAU, G. C. J. G., adjudant de 1^{re} classe ;
 BONBLET, G. J. E., adjudant-chef de réserve ;
 BONHOMME, J. E., et BRACAVAL, E. A. G., adjudants de 1^{re} classe de réserve ;
 BRIOT, J. R. E. G., lieutenant ;
 BRONCKART, L. E. H., adjudant-chef ;
 BRUYNEELS, A. G. E., adjudant de réserve ;
 BRYNAERT, J. J. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
 BURLION, L., et BURTIE, A. H., adjudants de réserve ;
 BURTIE, J. H. G. J., adjudant-chef de réserve ;
 BUZON, P. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
 CAILLIAU, R., adjudant de 1^{re} classe de réserve ;
 CAMBIER, R. J. J., aspirant de réserve ;
 CAMERMAN, A. E. E., lieutenant ;
 CAPALAO, J. C. L., adjudant de 1^{re} classe ;
 CARDOEN, D. E. H., major ;
 CARO, F. P., capitaine-commandant ;

De Heren :

BERTRAND, J. F. L. G., adjudant-chef ;
 BINDELS, J. P. A. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
 BLAVIER, E. G. F. R., adjudant-chef ;
 BLETARD, L. F. J., luitenant (g.o.) ;
 BODSON, J. F. G., adjudant-1^{ste} klasse ;
 BOECKSTYNS, A. P., adjudant ;
 BOEYKENS, R. P. H., adjudant-chef ;
 BOISSEAU, G. C. J. G., adjudant-1^{ste} klasse ;
 BONBLET, G. J. E., reserve-adjudant-chef ;
 BONHOMME, J. E., en BRACAVAL, E. A. G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse ;
 BRIOT, J. R. E. G., luitenant ;
 BRONCKART, L. E. H., adjudant-chef ;
 BRUYNEELS, A. G. E., reserve-adjudant ;
 BRYNAERT, J. J. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
 BURLION, L., en BURTIE, A. H., reserve-adjudanten ;
 BURTIE, J. H. G. J., reserve-adjudant-chef ;
 BUZON, P. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
 CAILLIAU, R., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ;
 CAMBIER, R. J. J., reserve-aspirant ;
 CAMERMAN, A. E. E., luitenant ;
 CAPALAO, J. C. L., adjudant-1^{ste} klasse ;
 CARDOEN, D. E. H., majoor ;
 CARO, F. P., kapitein-commandant ;

MM. :
CATTOOR, J. F., colonel ;
CHARLOT, J. L., adjudant-chef ;
CHAUVET, B., lieutenant ;
CLOQUET, D., capitaine ;
COLLIN, C. G. J., major ;
COOLS, N. G. L. J., major B. E. M. ;
COOREMANS, O. P., sous-lieutenant
de réserve ;
COPPE, M. J. O., aspirant de réserve ;
CORNET, R., adjudant de réserve ;
CORTVRIENDT, C. H. S., adjudant-
chef ;
COTILS, Z. J., adjudant de réserve ;
CRAHAY, R. P., adjudant ;
CREME, N. J., adjudant-chef de ré-
serve ;
CROMPHOUT, R. P., et CROUSSE,
M. F. A., adjudants de 1^{re} classe de
réserve ;
CUPPER, X. G. J. M., adjudant-chef ;
DAL, M. F. P., sous-lieutenant ;
DANDOY, C. P. J., et DANTINNE,
D. J. P., capitaines-commandants ;
DASSONVILLE, A. R., adjudant de
réserve ;
DAUNE, G., adjudant de 1^{re} classe de
réserve ;
DEBECKER, C. V. N., adjudant-chef ;
DE BEUKELAER, F. J. M. C. J., ad-
judant de réserve ;
DEBRUGE, R. H. F., lieutenant (d.g.) ;
DECERF, M., adjudant de 1^{re} classe de
réserve ;
DECLERCQ, A. F. M., adjudant-chef ;
DE CLERCQ, F., adjudant de 1^{re} classe
de réserve ;
DEE, P., adjudant-chef de réserve ;

De Heren :
CATTOOR, J. F., kolonel ;
CHARLOT, J. L., adjudant-chef ;
CHAUVET, B., luitenant ;
CLOQUET, D., kapitein ;
COLLIN, C. G. J., majoor ;
COOLS, N. G. L. J., majoor S. B. ;
COOREMANS, O. P., reserve-onderlui-
tenant ;
COPPE, M. J. O., reserve-aspirant ;
CORNET, R., reserve-adjudant ;
CORTVRIENDT, C. H. S., adjudant-
chef ;
COTILS, Z. J., reserve-adjudant ;
CRAHAY, R. P., adjudant ;
CREME, N. J., reserve-adjudant-chef ;
CROMPHOUT, R. P., en CROUSSE,
M. F. A., reserve-adjudanten-1^{ste} klas-
se ;
CUPPER, X. G. J. M., adjudant-chef ;
DAL, M. F. P., onderluitenant ;
DANDOY, C. P. J., en DANTINNE,
D. J. P., kapiteins-commandanten ;
DASSONVILLE, A. R., reserve-adju-
dant ;
DAUNE, G., reserve-adjudant-1^{ste} klas-
se ;
DEBECKER, C. V. N., adjudant-chef ;
DE BEUKELAER, F. J. M. C. J., re-
serve-adjudant ;
DEBRUGE, R. H. F., luitenant (g.o.) ;
DECERF, M., reserve-adjudant-1^{ste} klas-
se ;
DECLERCQ, A. F. M., adjudant-chef ;
DE CLERCQ, F., reserve-adjudant-1^{ste}
klasse ;
DEE, P., reserve-adjudant-chef ;

MM. :
 DEGAND, J. F. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 DE GOEYSE, J. M. E., adjudant de réserve;
 DEGROOTE, H. A. A., adjudant-chef;
 de JACQUIER de ROSEE, A. H., lieutenant de réserve;
 DELADRIER, G. A. R., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 DELAERE, J. L. F., adjudant-chef;
 DELALOY, A. G., adjudant de réserve;
 DELHAZE, J. M. F. J., adjudant-chef;
 DELPLACE, E. J. G., capitaine-commandant;
 DELVAUX, E. C., major;
 de MAERE d'AERTRYCKE, C., capitaine-commandant de réserve;
 DE MEY, J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 DE MILDE, A. A., capitaine-commandant;
 DEMOULIN, G., adjudant de 1^{re} classe;
 DE MULDER, J. L., et DEPASSE, A. H., adjudants-chefs;
 DE ROP, F. J. L. E. M., capitaine de réserve;
 DEROY, H. L. P., adjudant de 1^{re} classe;
 de SAN, J., lieutenant de réserve;
 DESAUW, A. C. J. J., major;
 DESSY, R. V. A., adjudant-chef;
 DESWERT, M. J., et DE VESTEL, E. R. A. A., adjudants;
 DEVEUX, P. L. E., adjudant de réserve;
 DEWERT, J. J. C., major;
 DEWEZE, O., capitaine-commandant;
 DEWITTE, V. M. G., capitaine;

De Heren :
 DEGAND, J. F. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 DE GOEYSE, J. M. E., reserve-adjudant;
 DEGROOTE, H. A. A., adjudant-chef;
 de JACQUIER de ROSEE, A. H., reserve-luitenant;
 DELADRIER, G. A. R., reserve-adjudant 1^{ste} klasse;
 DELAERE, J. L. F., adjudant-chef;
 DELALOY, A. G., reserve-adjudant;
 DELHAZE, J. M. F. J., adjudant-chef;
 DELPLACE, E. J. G., kapitein-commandant;
 DELVAUX, E. C., majoor;
 de MAERE d'AERTRYCKE, C., reserve-kapitein-commandant;
 DE MEY, J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 DE MILDE, A. A., kapitein-commandant;
 DEMOULIN, G., adjudant-1^{ste} klasse;
 DE MULDER, J. L., en DEPASSE, A. H., adjudanten-chefs;
 DE ROP, F. J. L. E. M., reserve-kapitein;
 DEROY, H. L. P., adjudant-1^{ste} klasse;
 de SAN, J., reserve-luitenant;
 DESAUW, A. C. J. J., majoor;
 DESSY, R. V. A., adjudant-chef;
 DESWERT, M. J., en DE VESTEL, E. R. A. A., adjudanten;
 DEVEUX, P. L. E., reserve-adjudant;
 DEWERT, J. J. C., majoor;
 DEWEZE, O., kapitein-commandant;
 DEWITTE, V. M. G., kapitein;

MM. :
 de WOUTERS d'OPLINTER, R. G.
 B., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 DOBBELAERE, J., et
 DOLENGA-KOVALEVSKY, B., lieu-
 tenants de réserve;
 DROEVEN, E. J., adjudant de 1^{re} clas-
 se;
 DUBUQUOIT, A. P. L., capitaine-com-
 mandant;
 DUMOULIN, N. N. J., lieutenant-colo-
 nel;
 DUPAIX, A. E., adjudant-chef;
 DUPONT, J. M. E. E. G., adjudant de
 1^{re} classe de réserve;
 ELIAS, N. N., adjudant de réserve;
 ENGELBEEN, G. A. L., adjudant-chef;
 ERMENS, P. C., lieutenant-général-
 honoraire;
 FEIST, M. L. J., lieutenant;
 FEUILLAT, J. F. F., adjudant de 1^{re}
 classe de réserve;
 FEYS, J. M. F., capitaine-aumônier;
 FLAMENT, H. V. J. A., aspirant de
 réserve;
 FORTON, R., adjudant de réserve;
 FRANÇOIS, F. J., lieutenant de ré-
 serve;
 FREMOLLE, R. A. I., lieutenant-avia-
 teur;
 GADEYNE, A., adjudant de 1^{re} classe
 de réserve;
 GALDERMANS, W. J. H. A., lieute-
 nant de réserve;
 GALLAND, P. J., adjudant de 1^{re} clas-
 se de réserve;
 GEBOORS, S. J., adjudant;
 GEERS, G. L., capitaine;
 GENOT, J. L. L. J., aspirant de ré-
 serve;

De Heren :
 de WOUTERS d'OPLINTER, R. G.
 B., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 DOBBELAERE, J., en
 DOLENGA-KOVALEVSKY, B., re-
 serve-luitenants;
 DROEVEN, E. J., adjudant-1^{ste} klasse;
 DUBUQUOIT, A. P. L., kapitein-com-
 mandant;
 DUMOULIN, N. N. J., luitenant-kolo-
 nel;
 DUPAIX, A. E., adjudant-chef;
 DUPONT, J. M. E. E. G., reserve-ad-
 judant-1^{ste} klasse;
 ELIAS, N. N., reserve-adjudant;
 ENGELBEEN, G. A. L., adjudant-chef;
 ERMENS, P. C., ere-luitenant-generaal;
 FEIST, M. L. J., luitenant;
 FEUILLAT, J. F. F., reserve-adjudant-
 1^{ste} klasse;
 FEYS, J. M. F., kapitein-aalmoezenier;
 FLAMENT, H. V. J. A., reserve-aspi-
 rant;
 FORTON, R., reserve-adjudant;
 FRANÇOIS, F. J., reserve-luitenant;
 FREMOLLE, R. A. I., luitenant-vlie-
 ger;
 GADEYNE, A., reserve-adjudant-1^{ste}
 klasse;
 GALDERMANS, W. J. H. A., reserve-
 luitenant;
 GALLAND, P. J., reserve-adjudant-1^{ste}
 klasse;
 GEBOORS, S. J., adjudant;
 GEERS, G. L., kapitein;
 GENOT, J. L. L. J., reserve-aspirant;

MM. :
 GERADIN, V., adjudant de réserve;
 GILOT, A. E., adjudant;
 GODARD, F. F. J. D., lieutenant de réserve;
 GOFFAUX, L. E., adjudant de réserve;
 GOFFIN, J. F. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 GUIDARD, P. J. F. E., adjudant;
 HAMOIR, A. M. A. T., lieutenant;
 HARDY, F. N., adjudant-chef;
 HAUTRIVE, C. O. G., capitaine-commandant;
 M^{me} HAVERELS (épouse ROECK), J. A., auxiliaire volontaire féminine;
 MM. :
 HENNIQUIAU, E. R., capitaine-commandant;
 HEREMANS, E., adjudant de 1^{re} classe;
 HERIN, J. H. A., adjudant-chef;
 HERIN, L. V. J., capitaine-commandant;
 HERMANS, J. A. H., adjudant-chef;
 HEUSKIN, R. G. L., adjudant;
 HOLEYMAN, L., lieutenant-colonel;
 HOSTE, A. J., lieutenant de réserve;
 HOTTON, F. N., major;
 HUENAERTS, H. I., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 HUMBLET, D. J., et HUYS, A. P. C., capitaines de réserve;
 JACOBS, A. H., lieutenant;
 JACQUEMIN, E. L. R., sous-lieutenant;
 JACQUES, A. L. L., lieutenant;
 JEROME, A. F. R., adjudant de 1^{re} classe;
 JONNIAUX, P. J. E., adjudant de réserve;

De Heren :
 GERADIN, V., reserve-adjudant;
 GILOT, A. E., adjudant;
 GODARD, F. F. J. D., reserve-luitenant;
 GOFFAUX, L. E., reserve-adjudant;
 GOFFIN, J. F. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 GUIDARD, P. J. F. E., adjudant;
 HAMOIR, A. M. A. T., luitenant;
 HARDY, F. N., adjudant-chef;
 HAUTRIVE, C. O. G., kapitein-commandant;
 Mevr. HAVERELS (echt. ROECK), J. A., vrouwelijke vrijwillige helpster;
 De Heren :
 HENNIQUIAU, E. R., kapitein-commandant;
 HEREMANS, E., adjudant-1^{ste} klasse;
 HERIN, J. H. A., adjudant-chef;
 HERIN, L. V. J., kapitein-commandant;
 HERMANS, J. A. H., adjudant-chef;
 HEUSKIN, R. G. L., adjudant;
 HOLEYMAN, L., luitenant-kolonel;
 HOSTE, A. J., reserve-luitenant;
 HOTTON, F. N., majoor;
 HUENAERTS, H. I., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 HUMBLET, D. J., en HUYS, A. P. C., reserve-kapiteins;
 JACOBS, A. H., luitenant;
 JACQUEMIN, E. L. R., onderluitenant;
 JACQUES, A. L. L., luitenant;
 JEROME, A. F. R., adjudant-1^{ste} klasse;
 JONNIAUX, P. J. E., reserve-adjudant;

MM. :
 KEMPENEERS, F. E., capitaine de réserve;
 KERGER, A. J., adjudant-chef;
 KERSTENS, R. P., adjudant de réserve;
 KERVYN de MEERENDRE, V., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 KNAAPEN, H. G. J., aspirant de réserve;
 KRUSEMAN, J. H., adjudant de réserve;
 LACOSTE, J. F. P., aspirant de réserve;
 LACROIX, A., et
 • LACROIX, G. J. J. G., adjudants de réserve;
 LAFALIZE, M. J. H., adjudant de 1^{re} classe;
 LA FAYE, A. L. R. J., adjudant;
 LAGASSE de LOCHT, R. E. M. M. G., aspirant de réserve;
 LAMMERETZ, J. L., adjudant-chef;
 LAMORAL, A. B. F., lieutenant de réserve;
 LASSAUX, P. N., adjudant-chef;
 LAURENT, A., adjudant de 1^{re} classe;
 LEBON, P. E. L. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 LEBRUN, J. H. V., adjudant de 1^{re} classe;
 LECLEF, G. L. N. M., major de réserve;
 LEEMANS, J. J., capitaine-commandant;
 LEFEVRE, R. G., et LEGROS, Z. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve;
 LEROY, P. P. L. M., capitaine de réserve;
 LIEFISOONS, J. J., aspirant;

De Heren :
 KEMPENEERS, F. E., reserve-kapitein;
 KERGER, A. J., adjudant-chef;
 KERSTENS, R. P., reserve-adjudant;
 KERVYN de MEERENDRE, V., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 KNAAPEN, H. G. J., reserve-aspirant;
 KRUSEMAN, J. H., reserve-adjudant;
 LACOSTE, J. F. P., reserve-aspirant;
 LACROIX, A., en
 LACROIX, G. J. J. G., reserve-adjudanten;
 LAFALIZE, M. J. H., adjudant-1^{ste} klasse;
 LA FAYE, A. L. R. J., adjudant;
 LAGASSE de LOCHT, R. E. M. M. G., reserve-aspirant;
 LAMMERETZ, J. L., adjudant-chef;
 LAMORAL, A. B. F., reserve-luitenant;
 LASSAUX, P. N., adjudant-chef;
 LAURENT, A., adjudant-1^{ste} klasse;
 LEBON, P. E. L. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 LEBRUN, J. H. V., adjudant-1^{ste} klasse;
 LECLEF, G. L. N. M., reserve-majoor;
 LEEMANS, J. J., kapitein-commandant;
 LEFEVRE, R. G., en LEGROS, Z. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse;
 LEROY, P. P. L. M., reserve-kapitein;
 LIEFISOONS, J. J., aspirant;

MM. :
 LIEKENS, R. J. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 LOGIEST, G. A. E., capitaine-commandant;
 LOMBART, H. L., adjudant de 1^{re} classe;
 LOOTS, F. J., major B.E.M.;
 LOUBRIS, L. J., adjudant de réserve;
 LOUIS, J. E., adjudant (d. g.);
 LOUIS, P. L., lieutenant de réserve;
 LUCAS, M. H., lieutenant;
 MABIL, E. L. G., adjudant;
 MAERTENS, D. F., adjudant de 1^{re} classe;
 MAGOTTEAUX, R. M. E. M., adjudant (d. g.);
 MAILLIE, A., adjudant-chef;
 MAQUET, P. J., lieutenant;
 MARCHAND, P. L. J. F. G., et
 MAREE, I. E. J., capitaines-commandants;
 MARTIN, R. A., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
 MAUS, A. J. M. J. C., capitaine-aumônier de réserve;
 MAYNE, M. D. E. H., lieutenant;
 MICHEL, H. J., et
 MICHIELS, M. J., adjudants-chefs;
 MOCHAMPS, A. E., adjudant de réserve;
 MOLINET, C. P., adjudant de 1^{re} classe;
 MONTEYNE, R. J. A. C., major de réserve;
 MOSSIAT, L. V. J., adjudant de réserve;
 MOTMANS, J. J., et MUHL, R. J., adjudants de 1^{re} classe;

De Heren :
 LIEKENS, R. J. F., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 LOGIEST, G. A. E., kapitein-commandant;
 LOMBART, H. L., adjudant-1^{ste} klasse;
 LOOTS, F. J., majoor S. B.
 LOUBRIS, L. J., reserve-adjudant;
 LOUIS, J. E., adjudant (g. o.);
 LOUIS, P. L., reserve-luitenant;
 LUCAS, M. H., luitenant;
 MABIL, E. L. G., adjudant;
 MAERTENS, D. F., adjudant-1^{ste} klasse;
 MAGOTTEAUX, R. M. E. M., adjudant (g. o.);
 MAILLIE, A., adjudant-chef;
 MAQUET, P. J., luitenant;
 MARCHAND, P. L. J. F. G., en
 MAREE, I. E. J., kapiteins-commandanten;
 MARTIN, R. A., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
 MAUS, A. J. M. J. C., reserve-kapitein-aalmoezenier;
 MAYNE, M. D. E. H., luitenant;
 MICHEL, H. J., en
 MICHIELS, M. J., adjudanten-chefs;
 MOCHAMPS, A. E., reserve-adjudant;
 MOLINET, C. P., adjudant-1^{ste} klasse;
 MONTEYNE, R. J. A. C., reserve-majoor;
 MOSSIAT, L. V. J., reserve-adjudant;
 MOTMANS, J. J., en MUHL, R. J., adjudanten-1^{ste} klasse;

MM. :
MULLER, J. M. G., capitaine de réserve;
NAGELS, F., adjudant de réserve;
NEUENSCHWANDER, P., lieutenant de réserve;
NOLL, J. H., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
NONCKEL, R. A. A. C., lieutenant de réserve;
NUITTEN, E., adjudant-chef;
OTTARD, R. H. F., et
PALMERS, H. P., adjudants;
PASSAGEZ, A. E. E. J., lieutenant-colonel;
PASTUR, J. C., sous-lieutenant (d. g.);
PATRON, F., capitaine-commandant-médecin de réserve;
PEETERS, A. A. J., major;
PERONET, R. E., adjudant de 1^{re} classe;
PETERS, L. M. O. L., adjudant de réserve;
PETERSEN, R., lieutenant de réserve;
PETITBOIS, A. T. J. F., capitaine-commandant;
PETITJEAN, C. E. M. G., capitaine;
PIROT, M. J. E., adjudant de 1^{re} classe;
PONCIN, R. M. C., adjudant-chef;
PREUD'HOMME, A., capitaine-commandant;
PROVOST, A. C. J., aspirant;
QUARRE, P. F., lieutenant de réserve;
QUINTIN, E. R., major;
RAMBOUX, A. G., lieutenant de réserve;
RENAUX, R. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;
ROMBOUTS, C. E. E., lieutenant de réserve;

De Heren :
MULLER, J. M. G., reserve-kapitein;
NAGELS, F., reserve-adjudant;
NEUENSCHWANDER, P., reserve-luitenant;
NOLL, J. H., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
NONCKEL, R. A. A. C., reserve-luitenant;
NUITTEN, E., adjudant-chef;
OTTARD, R. H. F., en
PALMERS, H. P., adjudanten;
PASSAGEZ, A. E. E. J., luitenant-kolonel;
PASTUR, J. C., onderluitenant (g. o.);
PATRON, F., reserve-kapitein-commandant-geneesheer;
PEETERS, A. A. J., majoor;
PERONET, R. E., adjudant-1^{ste} klasse;
PETERS, L. M. O. L., reserve-adjudant;
PETERSEN, R., reserve-luitenant;
PETITBOIS, A. T. J. F., kapitein-commandant;
PETITJEAN, C. E. M. G., kapitein;
PIROT, M. J. E., adjudant-1^{ste} klasse;
PONCIN, R. M. C., adjudant-chef;
PREUD'HOMME, A., kapitein-commandant;
PROVOST, A. C. J., aspirant;
QUARRE, P. F., reserve-luitenant;
QUINTIN, E. R., majoor;
RAMBOUX, A. G., reserve-luitenant;
RENAUX, R. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;
ROMBOUTS, C. E. E., reserve-luitenant;

MM. :

ROMMELAERE, J. E. H. M., adjudant de réserve;

ROSY, H. L. J. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

ROUSSEAUX, A. E. C., adjudant-chef;

RULLAERT, H., et

RYCX, C. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve;

SAGOT, R. C. M. J., capitaine-commandant;

SAPART, L. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

SCHOLLER, A. M. L., lieutenant;

SEVRIN, E. G., adjudant-chef;

SIEBEN, F. F., capitaine-commandant;

SNOECK, M., adjudant-chef;

SŒUR, C. F. F., capitaine-commandant;

SPITAEELS, O. V., lieutenant de réserve;

STAES, A. C., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

STANLMANS, J. P., capitaine de réserve;

STIKELMANNE, A.,

STINGLHAMBER, A. J. M., et

STOFFELS, J. J. A. M. H. P., adjudants de réserve;

STRUYS, R. H. J., capitaine-commandant;

TERLINDEN, E. S. A., lieutenant;

THIBAU, A. F. P. V., et

THIMISTER, A. J. F., adjudants-chefs;

THIRION, J. O. G. G., adjudant;

THOMAS, E. J. C. G., capitaine-commandant de réserve;

TONNON, V. F., adjudant;

De. Heren :

ROMMELAERE, J. E. H. M., reserve-adjudant;

ROSY, H. L. J. G., reserve-adjudant-1^{re} classe;

ROUSSEAUX, A. E. C., adjudant-chef;

RULLAERT, H., en

RYCX, C. J., reserve-adjudanten-1^{re} classe;

SAGOT, R. C. M. J., kapitein-commandant;

SAPART, L. L., reserve-adjudant-1^{re} classe;

SCHOLLER, A. M. L., luitenant;

SEVRIN, E. G., adjudant-chef;

SIEBEN, F. F., kapitein-commandant;

SNOECK, M., adjudant-chef;

SŒUR, C. F. F., kapitein-commandant;

SPITAEELS, O. V., reserve-luitenant;

STAES, A. C., reserve-adjudant-1^{re} classe;

STANLMANS, J. P., reserve-kapitein;

STIKELMANNE, A.,

STINGLHAMBER, A. J. M., en

STOFFELS, J. J. A. M. H. P., reserve-adjudanten;

STRUYS, R. H. J., kapitein-commandant;

TERLINDEN, E. S. A., luitenant;

THIBAU, A. F. P. V., en

THIMISTER, A. J. F., adjudanten-chefs;

THIRION, J. O. G. G., adjudant;

THOMAS, E. J. C. G., reserve-kapitein-commandant;

TONNON, V. F., adjudant;

MM. :	De Heren :
TREFOIS, L. L., et	TREFOIS, L. L., en
TRION, M. E., adjudants de 1 ^{re} classe;	TRION, M. E., adjudanten-1 ^{ste} klasse;
URBAIN, M., adjudant-chef;	URBAIN, M., adjudant-chef;
VAESSEN, H. H., capitaine de réserve;	VAESSEN, H. H., reserve-kapitein;
VAN BEVER, F. A. A. G., adjudant de 1 ^{re} classe;	VAN BEVER, F. A. A. G., adjudant-1 ^{ste} klasse;
VAN BEVER, L. I., lieutenant;	VAN BEVER, L. I., luitenant;
VAN CEULEBROECK, M. V. E., major;	VAN CEULEBROECK, M. V. E., major;
VAN CLUYSEN, G., adjudant de 1 ^{re} classe;	VAN CLUYSEN, G., adjudant-1 ^{ste} klasse;
VAN DAELE, J. B. L. J., adjudant-chef;	VAN DAELE, J. B. L. J., adjudant-chef;
VAN DAMME, P. L. M., capitaine-commandant;	VAN DAMME, P. L. M., kapitein-commandant;
VANDEN BERGHE, R. B., lieutenant de réserve;	VANDEN BERGHE, R. B., reserve-luitenant;
VAN DEN BOSSCHE, A. M. A., lieutenant (d.g.);	VAN DEN BOSSCHE, A. M. A., luitenant (g.o.);
VAN DERBORCHT, L. X., adjudant de réserve;	VAN DERBORCHT, L. X., reserve-adjudant;
VANDER ELST, O., adjudant de 1 ^{re} classe de réserve;	VANDER ELST, O., reserve-adjudant-1 ^{ste} klasse;
VANDERLINDEN, F. M., adjudant;	VANDERLINDEN, F. M., adjudant;
VANDERMOTTEN, J. F. F., adjudant de réserve;	VANDERMOTTEN, J. F. F., reserve-adjudant;
VAN DE VEEGAETE, A. B., capitaine-commandant de réserve;	VAN DE VEEGAETE, A. B., reserve-kapitein-commandant;
VANDMEEN, P., adjudant;	VANDMEEN, P., adjudant;
VAN GILS, J. L., capitaine-commandant de réserve;	VAN GILS, J. L., reserve-kapitein-commandant;
VAN GROOTENBRIL, F. J. T. E., adjudant-chef;	VAN GROOTENBRIL, F. J. T. E., adjudant-chef;
VAN HAMME, E., lieutenant de réserve;	VAN HAMME, E., reserve-luitenant;
VAN HEES, J. L. M., adjudant-chef;	VAN HEES, J. L. M., adjudant-chef;

MM. ;
VAN HOOFF, H., capitaine-commandant;

VAN LANCKER, R. C. M., adjudant de 1^{re} classe;

VAN MOLL, J. E., lieutenant;

VAN MUYSEN, J. F. J. J., adjudant;

VAN TONGERLOO, F. J. M., capitaine de réserve;

VELLEMAN, R. A. L., adjudant de 1^{re} classe;

VERBINNEN, J. C., adjudant-chef;

VERBRUGGHE, A. A., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

VERGNON, R. A., adjudant de réserve;

VERHOEVEN, J., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

VIANE, J. A., adjudant de 1^{re} classe;

VINCKE, R. L. J., sous-lieutenant de réserve;

WALTER, A. C., capitaine;

WANET, P. E., adjudant;

WATERVLIET, E. F., adjudant-chef;

WAUTELET, R. E. J., capitaine de réserve;

WAUTERS, R. J. E. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve;

WEYERS, C. G., adjudant de réserve;

YVENS, G., lieutenant;

De Heren :

VAN HOOFF, H., kapitein-commandant;

VAN LANCKER, R. C. M., adjudant-1^{ste} klasse;

VAN MOLL, J. E., luitenant;

VAN MUYSEN, J. F. J. J., adjudant;

VAN TONGERLOO, F. J. M., reserve-kapitein;

VELLEMAN, R. A. L., adjudant-1^{ste} klasse;

VERBINNEN, J. C., adjudant-chef;

VERBRUGGHE, A. A., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

VERGNON, R. A., reserve-adjudant;

VERHOEVEN, J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

VIANE, J. A., adjudant-1^{ste} klasse;

VINCKE, R. L. J., reserve-onderluitenant;

WALTER, A. C., kapitein;

WANET, P. E., adjudant;

WATERVLIET, E. F., adjudant-chef;

WAUTELET, R. E. J., reserve-kapitein;

WAUTERS, R. J. E. G., reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

WEYERS, C. G., reserve-adjudant;

YVENS, G., luitenant;

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 30 mars 1948, ont été autorisées les modifications statutaires décidées le 28 novembre 1940 par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid. « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij Koninklijk Besluit dd. 30 Maart 1948, werden goedgekeurd de statutaire wijzigingen aangebracht op 28 November 1940 door de buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de vennootschap « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto ».

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée « Société Minière de Nyangwe ». — Statuts. — Modifications (2).

Par arrêté royal du 30 mars 1948 ont été autorisées les modifications statutaires décidées le 17 février 1941 par l'assemblée générale extraordinaire de la société précitée.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Minière de Nyangwe ». — Statuten. — Wijzigingen (2).

Bij koninklijk besluit dd. 30 Maart 1948, werden goedgekeurd de statutaire wijzigingen aangebracht op 17 Februari 1941 door de buitengewone algemene vergadering van de voormelde vennootschap.

(1) Voir annexes au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, édition de Bruxelles, 1941, pages 303 et suivantes.

(2) Voir annexes au *Bulletin Officiel du Congo Belge*, pour 1941, pages 337 et suivantes (édition de Bruxelles).

(1) Zie bijlagen aan het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo*, uitgave van Brussel, 1941, bladz. 303 en volgende.

(2) Zie bijlagen aan het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo* voor 1941, bladz. 337 en volgende. (Uitgave van Brussel.).

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret généralisant les allocations familiales pour les employés non indigènes.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret au cours des séances du 19 décembre 1947 et des 9 et 16 janvier 1948.

La plupart des entreprises coloniales de quelque importance accordent déjà des allocations familiales à leur personnel. L'objet de la présente législation est de généraliser cette coutume, pour l'étendre à tous les employeurs qui ont à leur service des employés non-indigènes assujettis au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

L'étude du régime à établir fut confiée à une sous-commission de la Commission dite du « *Contrat d'emploi* » dont la réunion avait été décidée à l'initiative du Ministre des Colonies et qui termina ses travaux au début de l'année 1947. C'est dans ces travaux qu'il a été puisé pour élaborer la présente législation.

Il est peut-être utile de rappeler que cette sous-commission comprenait outre les représentants de l'administration coloniale, des employeurs, des syndicalistes, des fonctionnaires du Ministère du Travail, un juriste spécialisé dans les questions coloniales et le Conseiller colonial rapporteur du présent décret.

**

Avant d'aborder la matière même du décret, il est nécessaire de mettre en évidence quelques points saillants.

Première remarque. Le nouveau décret établit une grande simplification du régime belge qui prévoit de multiples caisses dites primaires ainsi qu'une com-

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet waarbij de gezinstoelagen voor de niet-Inlandse werknemers algemeen worden gemaakt.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet onderzocht in de vergaderingen van 19 December 1947 en van 9 en 16 Januari 1948.

De meeste koloniale ondernemingen van enig belang verlenen reeds gezinstoelagen aan hun personeel. De onderhavige wetgeving wil dit gebruik algemeen maken, het toepassen op al de werkgevers in wier dienst niet-Inlandse werknemers zijn die vallen onder het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood van werknemers.

De studie van het in te voeren stelsel werd toevertrouwd aan een subcommissie van de « *Werknemerscontract Commissie* » die, bij beslissing van de Minister van Koloniën, bijeengeroepen geworden was en die haar werkzaamheden in 't begin van het jaar 1947 eindigde. Van dit werk is gebruik gemaakt bij de voorbereiding van de onderhavige wetgeving.

Wellicht is het nuttig er aan te herinneren dat deze subcommissie, waartoe vertegenwoordigers van het koloniaal bestuur behoorden, buitendien samengesteld was uit : werkgevers, syndicalisten, ambtenaren van het Ministerie van Arbeid, een in koloniale aangelegenheden gespecialiseerd jurist en het Koloniaal-Raads-lid, verslaggever van het onderhavige decreet.

**

Alvorens de inhoud zelf van het decreet aan te vatten, is het nodig enkele in 't oog vallende punten in 't licht te stellen.

Eerste opmerking. Het nieuw decreet is veel eenvoudiger dan het Belgische stelsel dat vele zogezegd primaire kassen voorziet, alsmede een compensatie in de

compensation au deuxième degré. La législation qui sera applicable à la Colonie ne prévoit qu'un organisme unique. On avait étudié successivement diverses propositions tendant à faire un organisme autonome, une association sans but lucratif gérée par les employeurs et contrôlée par la Colonie ou un rouage de l'administration. On s'arrêta finalement à une quatrième proposition, qui consiste à faire gérer les allocations familiales par une institution déjà existante, qui a déjà fait ses preuves : la Caisse Coloniale des pensions pour employés. Cette proposition offre cet avantage qu'elle est plus économique que les autres, qu'elle permet de disposer d'une administration déjà spécialisée et d'un contrôle existant. De plus, l'identité d'assujettissement aux deux législations, celle des pensions et celle des allocations familiales, simplifie grandement les formalités pour les employeurs et permet une compréhension plus aisée.

Un autre point sur lequel il est bon de donner quelques détails, c'est le problème des allocations pour les épouses des employés. La législation belge ne prévoit pas d'allocations pour l'épouse, même si elle est la mère d'un ou de plusieurs enfants. Dans la Colonie, l'usage s'est établi dans les entreprises importantes, surtout durant la guerre, d'accorder des allocations familiales en faveur des épouses même sans enfant. Le statut des fonctionnaires et agents les prévoit. La Colonie et certains employeurs allouent actuellement une indemnité mensuelle d'environ 1.400 francs par mois en faveur des épouses.

Ce système, qui de l'avis de plusieurs conseillers serait une mesure très désirable, provoqua des objections de la part de certains représentants des sociétés coloniales dans la Commission du Contrat d'emploi. Traduit en cotisations, il pouvait amener une charge très onéreuse pour les petits et moyens employeurs, notamment pour les colons. Cette charge dépasserait 2.000 francs par mois et par

deuxième degré. De la législation qui sera applicable à la Colonie ne prévoit qu'un organisme unique. On avait étudié successivement diverses propositions tendant à faire un organisme autonome, une association sans but lucratif gérée par les employeurs et contrôlée par la Colonie ou un rouage de l'administration. On s'arrêta finalement à une quatrième proposition, qui consiste à faire gérer les allocations familiales par une institution déjà existante, qui a déjà fait ses preuves : la Caisse Coloniale des pensions pour employés. Cette proposition offre cet avantage qu'elle est plus économique que les autres, qu'elle permet de disposer d'une administration déjà spécialisée et d'un contrôle existant. De plus, l'identité d'assujettissement aux deux législations, celle des pensions et celle des allocations familiales, simplifie grandement les formalités pour les employeurs et permet une compréhension plus aisée.

Over een ander punt nog is het goed enkele bijzonderheden mede te delen, nl. over het vraagstuk van de vergoedingen voor de echtgenoten van de werknemers. De Belgische wetgeving voorziet geen vergoedingen voor de echtgenote, zelfs indien deze moeder van een of meer kinderen is. In de Kolonie is bij de belangrijke ondernemingen, vooral tijdens de oorlog, het gebruik ingevoerd zelfs aan de kinderloze echtgenoten gezinsvergoedingen te verlenen. Het statuut van de ambtenaren en beambten heeft in dezelfde zin beslist. De Kolonie en sommige werkgevers verlenen thans een maandelijks vergoeding van 1.400 frank aan de echtgenote.

Tegen dit stelsel, dat naar de mening van verschillende adviseurs een zeer wenselijke maatregel zou zijn, werden bezwaren geopperd door sommige vertegenwoordigers van de koloniale vennootschappen in de « *Werknemerscontract-Commissie* ». Omgezet in bijdragen, kon het voor de kleine en middelbare werkgevers, namelijk voor de kolonisten, een zeer zware last medebrengen. Die last

employé si l'on appliquait intégralement les barèmes actuellement en usage pour le personnel de l'Administration coloniale.

Le projet de décret s'arrête à une solution transactionnelle. La cotisation est fixée à 1.000 francs par mois et par employé. En contrepartie, les enfants touchent une allocation variant de 650 à 1.200 francs, selon leur rang et, seules, les épouses n'exerçant aucune occupation lucrative et qui ont au moins un enfant bénéficiaire, recevront l'allocation. Le régime adopté est celui de la mère au foyer. L'épouse qui remplit les conditions prescrites, touchera une allocation d'un montant égal à celui de l'enfant bénéficiaire de l'allocation la plus élevée.

Notons ici que les membres de la Commission représentant plusieurs groupements importants déclarèrent que leurs entreprises continueraient à accorder les allocations comme par le passé, notamment en faveur des épouses sans enfants, même si elles n'y étaient pas obligées par des obligations légales.

Le décret se compose de 11 chapitres et de 35 articles qui ont été examinés en détail et qui ont suscité des observations et des propositions d'amendements exposées ci-après. Le texte définitivement approuvé est reproduit *in fine* du présent rapport.

CHAPITRE I.

Des assujettis.

Les assujettis à la législation sur les allocations familiales (article premier) sont les employeurs qui ont à leur service une ou plusieurs personnes assujetties au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès pré-

zou meer dan 2.000 frank per maand en per werknemer bedragen, indien men de berekeningstabellen die thans voor het personeel van het koloniaal bestuur gebruikt worden, integraal toepaste.

Het ontwerp van decreet neemt een tussenoplossing aan. De bijdrage wordt vastgesteld op 1.000 frank per maand en per werknemer. Als tegenwaarde trekken de kinderen een toelage die, volgens hun rang, gaat van 650 frank tot 1.200 frank en alleen de echtgenote die geen enkele winstgevende bezigheid uitoefenen en die ten minste een toelaaggenietend kind hebben, zullen de toelage ontvangen. Het aangenomen regime is dit van de moeder thuis. De echtgenote die de voorgeschreven voorwaarden vervult, zal de toelage trekken waarvan het bedrag gelijk is aan dit van het kind dat de hoogste toelage geniet.

Laten wij hier aanstippen dat de commissieleden die verscheidene belangrijke groeperingen vertegenwoordigden, verklaarden dat hun ondernemingen verder toelagen zouden verlenen zoals in het verleden, namelijk ten gunste van de echtgenoten zonder kinderen, zelfs indien zij daartoe wettelijk niet verplicht waren.

Het decreet bestaat uit 11 hoofdstukken en 35 artikelen die in bijzonderheden onderzocht zijn geworden en aanleiding hebben gegeven tot op- en aanmerkingen en voorstellen tot wijziging, zoals hierna uiteengezet. De definitief goedgekeurde tekst komt voor op het einde van dit verslag.

HOOFDSTUK I.

Personen die onder het decreet vallen.

Onder de wetgeving op de gezinstoelagen (Art. 1) vallen de werkgevers in wier dienst een of meer personen staan die aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood van de werknemers

maturé des employés. Les assujettis se distinguent des allocataires et des bénéficiaires dont il sera parlé au chapitre II.

A la base du décret se trouve le souci d'harmoniser les dispositions relatives aux allocations familiales avec celles qui régissent les pensions des employés.

Deux exceptions ont été néanmoins prévues; elles ne concernent que des cas particuliers. La première vise les personnes dont l'activité est réputée accessoire. L'exposé des motifs explique que le législateur ne doit pas imposer des obligations disproportionnées avec l'activité exercée. Le décret précise ce qu'il faut entendre par activité accessoire dans le chef d'un employé. Il s'agit ici des activités qui, réunies, ne totalisent pas une demi-journée de travail par jour.

Une deuxième exception est constituée par une présomption : les services prestés pour le compte de parents ou alliés jusqu'au 3^{me} degré inclusivement ne sont pas réputés l'être en vertu d'un contrat de louage de services.

Les discussions du Conseil Colonial ont montré le motif pour lequel la disposition ci-dessus fut insérée : le décret doit fermer autant que possible la porte à la fraude, qui est à craindre surtout lorsqu'il s'agit d'entreprises familiales. Les membres d'une même famille travaillant en commun peuvent conclure des contrats de louage de services lorsqu'ils y verront un intérêt. Soulignons ici qu'au cours des discussions il fut admis que la présomption ci-dessus est irréfragable et ne peut donc être renversée par la preuve contraire. Un employé affilié au régime des pensions ne peut pas de ce chef réclamer le bénéfice du régime des allocations familiales s'il travaille pour le compte d'un proche-parent.

onderworpen zijn. De personen die aan het decreet onderworpen zijn, worden onderscheiden van de toelaagbeurders en van de toelaaggenieters, die in hoofdstuk II zullen ter sprake komen.

Bij het opmaken van het decreet is men er zeer bedacht op geweest de bepalingen betreffende de gezinstoelagen te doen overeenstemmen met deze welke voor de werknemerspensioenen gelden

Twee uitzonderingen worden niettemin voorzien; zij slaan echter alleen op particuliere gevallen. De eerste betreft de personen wier bezigheid als bijkomend wordt beschouwd. De memorie van toelichting zegt dat de wetgever geen verplichtingen moet opleggen die niet in evenredigheid met de uitgeoefende bezigheid zijn. Het decreet bepaalt wat men moet verstaan onder de bijkomende bezigheid van een werknemer. Het zijn bezigheden die samen minder dan een halve werkdag per dag in beslag nemen.

Een tweede uitzondering wordt gemaakt door een vermoeden : de diensten verleend voor rekening van bloedverwanten of aanverwanten tot en met de 3^{de} graad worden niet beschouwd als verleend krachtens een contract van dienstverhuring.

De besprekingen van de Koloniale Raad hebben aangetoond waarom de voormelde bepaling in het decreet opgenomen werd : het decreet moet zoveel mogelijk bedrog beletten, hetwelk vooral bij familieondernemingen te vrezen is. De leden van een zelfde familie die samen werken, kunnen contracten van dienstverhuring sluiten wanneer zij er een belang zullen in zien. Laten wij hier aanstippen dat het voormelde vermoeden onwraakbaar is en dus door het tegenbevijs niet ongedaan kan gemaakt worden. Een bij het pensioenstelsel aangesloten werknemer kan uit dien hoofde geen aanspraak maken op gezinstoelagen indien hij voor rekening van een naaste verwant werkt.

Plusieurs membres du Conseil Colonial ont signalé que l'assujettissement à la législation sur les pensions des employés faisait bénéficier du régime des allocations familiales certaines catégories de travailleurs, issus des colonies qui ne sont pas réputées voisines, ainsi que les asiatiques dont le standing de vie est inférieur à celui des employés provenant des contrées à civilisation plus développée. Le Conseil Colonial émit des avis en sens divers à ce sujet, mais il fut d'accord de ne pas introduire de distinctions à l'occasion d'une législation spéciale. Si une distinction doit être faite, elle prendra mieux sa place dans un décret d'ordre général, c'est-à-dire par exemple dans une législation sur le contrat de louage de services.

Les contestations s'élevant sur l'assujettissement seront de la compétence des tribunaux de droit commun; le règlement de ces contestations n'a pas été confié au Conseil des Allocations familiales dont il sera parlé à l'occasion d'un des chapitres suivants.

En vertu de l'article 2, la Colonie n'est pas assujettie à la législation sur les allocations familiales, même pour les membres de son personnel engagés hors cadre ou à titre temporaire. Elle a établi pour son personnel un régime d'allocations familiales particulièrement libéral et il est préférable de ne pas l'obliger à faire des distinctions qui seront une source de complications et qui pourraient désavantager ceux que l'on veut protéger.

CHAPITRE II.

Des allocataires et des bénéficiaires.

L'allocataire est la personne à qui l'allocation est remise et, en règle générale, il s'agit ici de l'employé. Le bénéficiaire est celui en faveur duquel l'allocation est versée, c'est-à-dire l'épouse, mère de fa-

Verscheidene leden van de Koloniale Raad hebben er op gewezen dat zekere categoriën van werknemers, komende uit de koloniën die niet als naburige koloniën worden aangezien, alsmede de Aziaten wier levensstandaard lager is dan deze van de werknemers die komen uit landen van hoger ontwikkelde beschaving, doordat zij onder de wetgeving op de werknemerspensioenen vallen, in aanmerking komen voor de gezinstoelagen. De Koloniale Raad bracht dienaangaande uiteenlopende adviezen uit; maar hij was het er over eens geen onderscheid in te voeren ter gelegenheid van een bijzondere wetgeving. Indien er een onderscheid moet gemaakt worden, dan zal dit beter op zijn plaats zijn in een decreet van algemene aard, d.w.z. bijvoorbeeld in een wetgeving op het contract van dienstverhuring.

De betwistingen over het punt of iemand al dan niet onder het decreet valt zullen tot de bevoegdheid van de rechtbanken van gemeen recht behoren; de regeling van deze betwistingen wordt niet toevertrouwd aan de Raad voor gezinstoelagen, die naar aanleiding van een der volgende hoofdstukken ter sprake zal komen.

Krachtens artikel 2, is de Kolonie niet aan de wetgeving op de gezinstoelagen onderworpen, zelfs voor de leden van haar personeel die buiten het kader of tijdelijk in dienst worden genomen. Zij heeft voor haar personeel een bijzondere ruim gezinstoelagenregime ingesteld en het is beter haar niet te verplichten tot het maken van onderscheid dat tal van verwickelingen zal medebrengen en nadelig zou kunnen uitvallen voor degenen die men wil beschermen.

HOOFDSTUK II.

Toelaagbeurders en toelaaggenieters.

Toelaagbeurder is de persoon aan wie de toelage overhandigd wordt en, als algemene regel, is dit de werknemer. Toelaaggenieter is de persoon voor wie de toelage gestort wordt, d.i. de echtgenote

mille ou ayant charge d'enfants et les enfants légitimes, les enfants naturels reconnus, les enfants adoptés et les petits-enfants.

Le droit aux allocations familiales, objet des articles 3 et 4, concordera avec les périodes durant lesquelles l'employé est obligatoirement assujéti à la législation sur les pensions. Ces périodes comprennent la durée des congés payés. La concordance entre les deux législations est parfaite.

Le Conseil Colonial a spécifié que pour bénéficier des allocations familiales, l'épouse doit être monogamique. Cette question fit déjà l'objet des travaux de la Commission et elle demande un mot d'explication.

Dans certain pays étrangers, en Asie et en Afrique, la polygamie est admise et elle pourrait amener des situations confuses pour l'application de la législation proposée. L'employeur sera astreint à payer une cotisation par tête d'employé, polygame ou non, mais il ne sera donné d'allocation qu'en cas de mariage monogamique.

Le Conseil Colonial a voulu que l'épouse séparée de corps soit bénéficiaire des allocations, lorsqu'elle assume la garde de un ou de plusieurs enfants. Le texte du projet de décret laissait un doute à cet égard.

Les enfants naturels reconnus et les enfants adoptés, pour être bénéficiaires, doivent être effectivement à charge et être élevés en dehors du milieu indigène. Il faut voir dans cette disposition une mesure destinée à empêcher les fraudes. On pourrait concevoir, en effet, que des personnes peu scrupuleuses reconnaissent ou adoptent des enfants dans le seul but d'obtenir les allocations.

die moeder is of kinderen ten laste heeft, de wettige kinderen, de erkende natuurlijke kinderen, de aangenomen kinderen en de kleinkinderen.

Het recht op gezinstoelagen, dat in de artikelen 3 en 4 behandeld wordt, zal samenvallen met de perioden gedurende welke de werknemer verplicht aan de pensioenwetgeving onderworpen is. Tot die perioden behoort ook het verlof met wedde. Er is volkomen overeenstemming tussen de twee wetgevingen.

De Koloniale Raad heeft uitdrukkelijk bepaald dat, om in aanmerking te komen voor de gezinstoelagen, de vrouw monogamisch moet zijn. Dit vraagstuk was reeds in de commissie te berde gebracht en een woord uitleg komt hier van pas.

In zekere vreemde landen, in Azië en in Afrika, is de polygamie toegelaten en zij zou verwarde toestanden voor de toepassing van de voorgestelde wetgeving kunnen teweegbrengen. De werkgever zal gedwongen zijn een bijdrage te betalen voor elke werknemer, al dan niet polygaam, maar alleen in geval van een monogamisch huwelijk zal er een toelage verleend worden.

De Koloniale Raad heeft gewild dat de vrouw, die van tafel en bed gescheiden is, de toelagen geniet, wanneer zij de bewaking van een of meer kinderen opneemt. Met de tekst van het ontwerp van van decreet was twijfel daaromtrent mogelijk.

De erkende natuurlijke kinderen en de aangenomen kinderen moeten, om toelage te genieten, werkelijk ten laste zijn en buiten de inlandse omgeving opgevoed worden. Men zou zich inderdaad kunnen voorstellen dat personen die het niet zo nauw nemen, kinderen erkennen of aannemen enkel en alleen met het doel toelagen te bekomen.

Lorsque les bénéficiaires ne résident pas au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou en Belgique, les allocations ne sont attribuées aux employés de nationalité étrangère que s'il a été conclu un accord de réciprocité avec le pays dont ils sont ressortissants. Il n'est pas fait ici de discrimination entre employés belges et étrangers, mais, seules, des conditions de résidence sont exigées. Un Conseiller, spécialiste des questions de droit international, a souligné la parfaite légalité de cette clause qui, au demeurant, est justifiée aussi pour des raisons de contrôle.

Aucune allocation n'est attribuée à l'employé dont le conjoint bénéficie d'allocations familiales à charge de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. Cette disposition de l'article 4 est la conséquence de l'article 2 qui soumet la Colonie du Congo Belge et le Ruanda-Urundi à un régime particulier. D'autre part, cette disposition, qui s'applique aussi bien dans le cas de l'employé masculin ou féminin au service du Gouvernement, a pour objet de proscrire les cumuls.

En règle générale, l'allocation sera payée au mari. Nous sortons ici de la pratique suivie en Belgique, parce que les conditions de la vie coloniale sont autres. La femme peut ne pas résider avec son mari. L'article 5 permet de payer les allocations à la femme, ou à l'institution qui a la charge des enfants, lorsque l'intérêt le requiert. Il peut arriver que le mari soit indigne ou qu'il encaisse les allocations sans les consacrer à son épouse ou à ses enfants. La procédure instaurée par le décret a pour objet de permettre, le cas échéant, une solution rapide de la contestation.

Le texte primitif de l'article 5 prévoyait que si la situation venait à changer une nouvelle assignation serait toujours recevable. Les discussions du Conseil Colonial ont montré que le Conseil ne voulait

Wanneer de toelaaggenieters niet in Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi of in België verblijven, worden de toelagen aan de werknemers van vreemde nationaliteit maar verleend, indien er met het land waartoe zij behoren, een wederkerigheidsverdrag gesloten is. Er wordt hier geen onderscheid gemaakt tussen Belgische en vreemde werknemers, alleen verblijfsvoorwaarden zijn vereist. Een Raadslid, gespecialiseerd in vraagstukken van internationaal recht, heeft de nadruk gelegd op de volkomen wettelijkheid van dit beding, hetwelk, overigens, ook om redenen van toezicht, gerechtvaardigd is.

Geen enkele toelage wordt verleend aan de werknemer wiens echtgenoot gezinstoelagen ten laste van de Belgische Congokolonie of van Ruanda-Urundi geniet. Deze bepaling van artikel 4 is het gevolg van artikel 2 dat de Belgische Congokolonie en Ruanda-Urundi aan een bijzonder regime onderwerpt. Deze bepaling, die zowel op de mannelijke als op de vrouwelijke werknemer in dienst van de Kolonie toegepast wordt, heeft anderdeels als doel cumulatie uit te sluiten.

Als regel, zal de toelage aan de man uitbetaald worden. Wij wijken hier af van de in België gevolgde praktijk, omdat de levensomstandigheden in de Kolonie anders zijn. Het is mogelijk dat de vrouw niet bij haar man verblijft. Artikel 5 maakt het mogelijk de toelagen aan de vrouw, of aan de instelling die de kinderen ten laste heeft, uit te betalen, wanneer dezer belang het vereist. Het kan voorkomen dat de man onwaardig is of dat hij de toelagen beurt zonder ze voor zijn vrouw of zijn kinderen aan te wenden. De rechtspleging ingesteld door het decreet maakt, bij voorkomend geval, een spoedige oplossing van de betwisting mogelijk.

De oorspronkelijke tekst van artikel 5 bepaalde dat, indien de toestand kwam te veranderen, een nieuwe dagvaarding altijd ontvankelijk zou zijn. Uit de besprekingen van de Koloniale Raad is gebleken

pas permettre de remettre en cause la « res judicata ». La disposition fut jugée inutile et remplacée par une modification du début de l'article, de manière à permettre une procédure facile et rapide chaque fois que l'intérêt de l'autre époux ou des enfants le requiert.

CHAPITRE III.

Des allocations.

D'après le texte de l'article 6, les allocations familiales sont payées pour chaque mois entier du calendrier au cours duquel l'employé a été obligatoirement assujetti à la législation sur les pensions. On veut dire ici que, seuls, les mois partant du premier jusqu'au dernier jour du mois sont pris en considération. On aurait pu prendre pour base de calcul la carrière individuelle de l'employé, mais cette méthode fut rejetée parce qu'elle risquait d'entraîner des calculs compliqués sur des questions de jours. L'article 6 concorde avec l'article II qui prévoit lui aussi le versement des cotisations pour les mois entiers du calendrier au cours desquels l'employé est assujetti au décret sur les pensions.

L'article 7 a été adopté sans observations.

Le montant des allocations familiales est fixé à l'article 8. Les commentaires développés au début de ce rapport en ce qui concerne l'allocation à l'épouse s'appliquent aussi au taux des allocations. Le but recherché est de généraliser l'octroi de ces allocations et pour y parvenir une cotisation dont le montant est supportable pour les petits employeurs est prévue. D'autre part, on espère que les nombreuses entreprises qui allouent déjà des allocations plus favorables en maintiendront le montant.

La majorité des membres du Conseil Colonial a demandé une modification au projet du décret, de manière à prévoir

dat het niet in diens bedoeling was de mogelijkheid te verschaffen om de « res judicata » opnieuw voor de rechtbank te brengen. De bepaling werd nutteloos geacht en vervangen door een wijziging van het begin van het artikel, zo dat een gemakkelijk en spoedige rechtspleging mogelijk is telkens als het belang van de andere echtgenoot of van de kinderen het vereist.

HOOFDSTUK III.

Toelagen.

Volgens de tekst van artikel 6, worden de gezinstoelagen uitbetaald voor elke volle kalendermaand in de loop waarvan de werknemer verplicht aan de pensioenwetgeving onderworpen is geweest. Daarmee wil men zeggen dat enkel de maanden gaande van de eerste tot de laatste dag van de maand in aanmerking komen. Als berekeningsbasis had men de individuele loopbaan van de werknemer kunnen nemen; deze methode werd echter verworpen, omdat er aldus gevaar was ingewikkelde berekeningen te moeten maken over kwesties van dagen. Artikel 6 stemt overeen met artikel II, hetwelk eveneens bepaalt dat de bijdragen gestort worden voor de volle kalendermaanden, in de loop waarvan het pensioendecreet van toepassing is op de werknemer.

Artikel 7 werd goedgekeurd zonder op- of aanmerkingen.

Artikel 8 bepaalt het bedrag van de gezinstoelagen. De toelichting verstrekt in het begin van dit verslag betreffende de toelage voor de echtgenote geldt ook voor het bedrag van de toelagen. Het doel dat men op het oog heeft, is de toekenning van deze toelagen algemeen te maken en daartoe wordt een bijdrage voorzien, waarvan het bedrag niet te zwaar is voor de kleine werkgevers. Anderdeels, hoopt men dat de talrijke ondernemingen die reeds hogere toelagen verlenen, het bedrag er van zullen behouden.

De meerderheid van de leden van de Koloniale Raad heeft gevraagd het ontwerp van decreet zo te wijzigen dat, wan-

que, lorsqu'un enfant cesse d'être bénéficiaire, le rang des autres enfants ne subisse pas de modifications. En demandant cet amendement, le Conseil s'est parfaitement rendu compte que, dans certains cas spéciaux, le maintien à l'enfant de son allocation initiale pouvait prêter à discussion; mais la majorité a estimé que les parents de familles nombreuses ont dû faire des sacrifices extrêmement importants et le maintien du rang de l'enfant constitue une compensation.

Tel qu'il a été adopté, l'article ne revient pas sur les situations passées, mais établit un classement d'après la situation qui existe au moment de l'entrée en vigueur de la législation.

L'article 9 contient l'affirmation du principe que l'allocation ne constitue pas un supplément de rémunération et n'entre pas en ligne de compte pour le calcul des minima de salaires obligatoires. Déjà, la législation sociale congolaise dans le décret du 10 octobre 1945 sur les pensions, dans celui du 25 octobre 1945 sur la maladie invalidité, dans ceux du 20 décembre 1945 sur les accidents de travail et les maladies professionnelles et dans celui du 15 février 1946 sur les congés payés, donne une définition de la rémunération dont les allocations familiales sont exclues. Le principe qui figure dans le présent décret concorde donc avec les législations citées.

Le paiement des allocations familiales s'effectuera trimestriellement selon la disposition de l'article 10. Les discussions de la Commission ont montré l'accord unanime sur ce mode de procéder. Le paiement mensuel occasionnerait une besogne beaucoup plus grande et, de ce chef, amènerait un surcroît de formalités inutiles, aussi bien pour les employeurs que pour l'organisme chargé de la gestion. Les mêmes considérations ont déterminé la rédaction du deuxième alinéa de l'article 10 qui permet à l'organisme chargé de la gestion d'autoriser les employeurs occupant au moins 10 employés de procéder directement au paie-

ment d'un enfant, neer een kind ophoudt toelage te genieten, de rang van de andere kinderen onveranderd blijft. Bij het vragen van die wijziging, heeft de Raad zich er volkomen rekenschap van gegeven dat, in zekere bijzondere gevallen, de oorspronkelijke toelage voor het kind te behouden aanleiding kon geven tot betwisting; de meerderheid echter was van mening dat de ouders van talrijke gezinnen zich zeer grote offers hebben moeten getroosten en dat het behoud van de rang van het kind een compensatie is.

Zoals het goedgekeurd is, komt het artikel niet terug op de gewezen toestanden, maar maakt het een rangschikking volgens de toestand die bestaat bij het inwerkingtreden van de wetgeving.

Artikel 9 bevat de principiële bevestiging dat de toelage geen bezoldiging is en niet in aanmerking komt voor de berekening van de verplichte minimum-lonen. De Congolese sociale wetgeving in het decreet van 10 October 1945 op de pensioenen, in dit van 25 October 1945 op de ziekte-invaliditeit, in deze van 20 December 1945 op de werkongevallen en beroepsziekten en in dit van 15 Februari 1946 op het verlof met wedde, geeft reeds een bepaling van de bezoldiging, waarvan de gezinstoelagen uitgesloten zijn. Het in het onderhavig decreet voorkomend beginsel stemt dus met de aangehaalde decreten overeen.

De uitbetaling van de gezinstoelagen geschiedt per kwartaal volgens de bepaling van artikel 10. De besprekingen in de Commissie hebben getoond dat er dienaangaande eenstemmigheid bestond. Met een uitbetaling per maand zou veel meer werk gemoeid zijn en dit zou een toeneming van nutteloze formaliteiten, zowel voor de werkgever als voor het beherend organisme mede brengen. Om dezelfde redenen bepaalt artikel 10 dat het beherend organisme de werkgevers die minstens 10 werknemers in hun dienst hebben, kan machtigen om de toelagen aan de leden van hun personeel rechtstreeks uit te betalen. In dit geval, zal er

ment des allocations aux membres de leur personnel. En ce cas, il y aura donc simplement une compensation à l'expiration de chaque trimestre.

CHAPITRE IV.

Des cotisations.

Il y a lieu de noter le parallélisme que le décret établit entre l'article 11 et l'article premier. La cotisation sera versée pour chaque employé, mais avec deux restrictions. Les employés dont l'activité est accessoire n'entrent pas en ligne de compte pour le versement de la cotisation. Le décret précise la nature de l'occupation habituelle qui figure à l'article 3 du décret du 10 octobre 1945 sur les pensions. Sont considérés comme exerçant une activité accessoire, ceux qui exercent en ordre principal une profession indépendante et ceux dont l'ensemble des occupations journalières ne totalise pas une demi-journée de travail par jour. L'occupation principale est basée non sur le critère des ressources, mais sur celui de la durée des prestations. Il est possible que, malgré ces précisions, les tribunaux seront saisis de cas d'application; des questions de fait resteront à trancher. Le texte législatif ne saurait les aborder. La même remarque s'applique à l'alinéa final de l'article premier.

L'article 12 soulève le cas d'un employé se trouvant simultanément au service de plusieurs employeurs, auquel cas l'employeur principal est seul tenu de la cotisation. Le Conseil Colonial s'est rendu compte de la difficulté qu'il y aura dans certains cas à désigner l'employeur principal. Il a ajouté au texte un alinéa prévoyant qu'en cas de contestation, l'organisme chargé de la perception réclame les cotisations à l'employeur qu'il considère comme le principal. Si l'employeur désigné n'est pas d'accord, il lui incombera de s'adresser aux tribunaux de droit

dus, bij het verstrijken van elk kwartaal, eenvoudig een schuldvergelijking plaats hebben.

HOOFDSTUK IV.

Bijdragen.

Het is hier de plaats om het parallelisme aan te stippen dat het decreet instelt tussen artikel 11 en artikel één. Voor elke werknemer zal een bijdrage gestort worden; er zijn echter twee beperkende bepalingen. De werknemers wier werk van bijkomende aard is, komen niet in aanmerking voor de storting van de bijdrage. Het decreet bepaalt nauwkeurig de aard van de gewone bezigheid die in artikel 3 van het pensioendecreet van 10 October 1945 voorkomt. Worden beschouwd als personen die een bijkomende bezigheid uitoefenen zij die als hoofzaak een onafhankelijk beroep uitoefenen en zij wier gezamenlijke dagelijkse bezigheden minder dan een halve werkdag per dag in beslag nemen. Voor de hoofdbezigheid zijn niet de inkomsten het criterium, maar de duur der prestaties. Het is mogelijk dat, niettegenstaande deze nauwkeurige bepalingen, toepassingsgevallen bij de rechtbanken zullen aanhangig gemaakt worden; feitelijke kwesties zullen nog moeten beslecht worden. De wetgevende tekst kan zich daarmee niet bezig houden. Dezelfde opmerking geldt voor het laatste lid van artikel één.

Artikel 12 werpt het geval op van een werknemer die zich gelijktijdig in dienst van verschillende werkgevers bevindt, in welk geval de hoofdwerkgever alleen verplicht is de bijdrage te storten. De Koloniale Raad heeft zich rekenschap gegeven van de moeilijkheid die er zich in zekere gevallen zal voordoen om de hoofdwerkgever aan te wijzen. Hij heeft aan de tekst een lid toegevoegd waarin bepaald wordt dat, in geval van betwisting, het met de inning belaste organisme de bijdragen eist van de werkgever die het als hoofdwerkgever beschouwt. In

commun. Ceux-ci auront compétence parce qu'il s'agit d'une question d'assujettissement.

L'article 13, qui défend à l'employeur, de quelque manière que ce soit, de retenir les cotisations sur les rémunérations de ses employés, est une disposition qui correspond à celle de l'article 9, où est proclamé le principe de la dissociation des allocations familiales et de la rémunération.

Le Conseil Colonial a voulu que l'intérêt prévu à l'article 14 ait le caractère d'une sanction contre les employeurs en retard dans le paiement de leurs cotisations et il a modifié le texte en ce sens. Cet intérêt commencera à courir dès le début du retard.

L'article 15 n'a pas donné lieu à observations.

CHAPITRE V.

Perception des cotisations et paiement des allocations.

Le préambule du présent rapport a expliqué les raisons pour lesquelles la perception des cotisations et le paiement des allocations ont été confiés à la Caisse Coloniale des pensions pour employés. On a voulu en ordre principal diminuer les frais généraux, permettre un contrôle facile et empêcher les divergences de jurisprudence entre organismes similaires.

L'article 16 oblige la Caisse précitée à tenir une comptabilité distincte et un bilan distinct pour les allocations familiales. La Caisse se compose donc dorénavant de quatre sections : « Pensions proprement dites », « Allocations pour services passés », « Fonds spécial » et enfin les « allocations familiales ».

dien de aangewezen werkgever niet akkoord gaat, zal hij zich moeten wenden tot de rechtbanken van gemeen recht. Deze zullen bevoegd zijn, daar het gaat om de vraag of de persoon al dan niet onder het decreet valt.

Artikel 13, dat de werkgever verbiedt op enigerlei wijze de bijdragen af te trekken van de bezoldigingen van zijn werknemers, stemt overeen met artikel 9, waarin het beginsel verkondigd wordt dat de gezinstoelagen en de bezoldiging onderscheiden begrippen zijn.

De Koloniale Raad heeft aan de in artikel 14 gestelde interest het karakter willen verlenen van een sanctie tegen de werkgevers die te laat zijn met het betalen van hun bijdragen en hij heeft de tekst in die zin gewijzigd. Deze interest zal lopen zodra het verzuim van betaling is begonnen.

Artikel 15 heeft geen aanleiding gegeven tot op- of aanmerkingen.

HOOFDSTUK V.

Inning van de bijdragen en uitbetaling van de toelagen.

In het begin van dit verslag werden de redenen uiteengezet waarom de inning van de bijdragen en de uitbetaling van de toelagen toevertrouwd worden aan de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen. Men heeft vooral de algemene kosten willen verminderen, een gemakkelijk toezicht mogelijk maken en verschil van rechtspraak tussen gelijkaardige organismen vermijden.

Artikel 16 verplicht de voormelde Kas een afzonderlijke boekhouding en een afzonderlijk balans voor de gezinstoelagen op te maken. De Kas bestaat dus voortaan uit vier afdelingen : « Eigenlijke pensioenen », « Toelagen voor gewezen diensten », « Bijzonder Fonds » en eindelijk « Gezinstoelagen ».

L'article 16 a été complété par les dispositions de l'article 34 du projet.

Il a été prévu à l'article 17 que la Caisse avancera les sommes nécessaires au paiement des allocations familiales lorsque les ressources provenant des cotisations seront momentanément ou accidentellement insuffisantes. Il ne s'agit pas ici de faire supporter par la Caisse des pensions une contribution quelconque aux allocations familiales. La Caisse n'agira que comme banquier temporaire en attendant le redressement de la situation. L'intérêt prévu est le même que celui qui règle les rapports de la Caisse Coloniale des pensions pour employés et du Fonds Colonial d'Allocations pour employés.

CHAPITRE VI.

Le Conseil des Allocations familiales.

Le rapport de la Sous-Commission du contrat d'emploi chargée de l'examen du projet de décret sur les allocations familiales explique comme suit la création du Conseil des allocations familiales.

« Les employeurs aussi bien que les » employés désirent participer dans une » certaine mesure à la surveillance de » l'organisme chargé de percevoir les cotisations et de régler les allocations. » Cette surveillance devrait consister en » un droit de regard, de contrôle et d'initiative.

» Les principes de cette surveillance » furent définis comme suit : Le Conseil à créer pourra : 1° prendre périodiquement connaissance de l'activité de la Caisse; 2° donner son avis sur les questions soumises; 3° avoir un droit de suggestion et d'initiative. »

Selon l'article 18, le Conseil est composé en nombre égal de représentants des employeurs et des employés et il est présidé par un magistrat.

Artikel 16 wordt aangevuld door de bepalingen van artikel 34 van het ontwerp.

Artikel 17 bepaalt dat de Kas de nodige sommen voor de betaling van de gezinstoelagen zal verschieten, wanneer de geldmiddelen die voortkomen van de bijdragen, tijdelijk of toevallig niet volstaan. Er is hier geen spraak van enige bijdrage tot de gezinstoelagen aan de Pensioenkas op te leggen. De Kas zal enkel als tijdelijk bankier optreden, in afwachting dat de toestand hersteld is. De voorziene interest is dezelfde als deze welke de betrekkingen van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers betreft.

HOOFDSTUK VI.

Raad voor Gezinstoelagen.

Het verslag van de subcommissie voor het werknemerscontract die belast was met het onderzoek van het ontwerp van decreet op de gezinstoelagen, verklaart als volgt de oprichting van de Raad van Gezinstoelagen.

« De werkgevers zowel als de werknemers verlangen deel te nemen in een » zekere mate aan de bewaking van het » organisme belast met het innen der » bijdragen en met het regelen der toelagen. Deze bewaking zou in een recht » van toezicht, controle en initiatief moeten bestaan.

» De beginselen van deze bewaking » werden bepaald als volgt : de op te richten Raad zal kunnen 1° op gestelde » tijden kennis nemen van de werkzaamheden van de Kas, 2° zijn advies over » de voorgelegde vraagstukken geven; » 3° een recht van voorstel en van initiatief hebben. »

Volgens artikel 18, is de Raad samengesteld uit een gelijk getal vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers en wordt hij voorgezeten door een magistraat.

Sur les instances de la ligue des familles nombreuses, un amendement a été présenté en vue de la représentation de ce groupement au sein du Conseil des Allocations familiales. Cet amendement n'a pas été admis, le Conseil Colonial ayant estimé que cette représentation pourrait rompre l'équilibre prévu entre employeurs et employés.

Les attributions contentieuses du Conseil fixées à l'article 19 remanié limitent son rôle aux réclamations contre les décisions en vertu desquelles les allocations familiales ont été refusées, soit par la Caisse, soit par l'employeur autorisé à payer les allocations familiales.

Il n'est pas inutile de rappeler ici le passage suivant de l'exposé des motifs du décret :

« Le Conseil des Allocations familiales est un organisme bipartite dont le rôle judiciaire doit néanmoins être limité aux réclamations introduites par les employés du chef desquels les cotisations ont été régulièrement versées, mais à qui les allocations ont été refusées, soit par l'organisme chargé de leur paiement, soit par l'employeur autorisé à payer directement les allocations. »

« Le Conseil ne peut donc pas statuer sur la qualité d'allocataire. De la détermination de la qualité d'employeur et d'employé découle l'assujettissement à l'ensemble des dispositions prises en matière de sécurité sociale. Il est donc souhaitable que les contestations en cette matière relèvent de la compétence des tribunaux de droit commun. »

Les articles 20 et 21 règlent la procédure devant la Caisse. Ces articles ont donné lieu à modification dans le but de simplifier la procédure.

Op het aandringen van de Bond der grote gezinnen, werd een amendement ingediend met het oog op de vertegenwoordiging van deze vereniging in de schoot van de Raad voor Gezinstoelagen. Dit amendement werd niet goedgekeurd, daar de Koloniale Raad van mening was dat deze vertegenwoordiging het evenwicht tussen werkgevers en werknemers zou kunnen verstoren.

De in het gewijzigd artikel 19 bepaalde bevoegdheden van de Raad inzake geschillen beperken zijn rol tot de bezwaren tegen de beslissingen waarbij de gezinstoelagen werden geweigerd, hetzij door de Kas, hetzij door de werkgever die gemachtigd is de gezinstoelagen uit te betalen.

Het is niet nutteloos hier te herinneren aan de volgende passage uit de memorie van toelichting van het decreet :

« De Raad voor Gezinstoelagen is een orgaan dat uit drie groepen bestaat en waarvan de rechterlijke rol nochtans beperkt moet worden tot de bezwaren ingediend door de werknemers voor wie de bijdragen regelmatig gestort werden, maar aan wie de toelagen geweigerd werden, hetzij door het organisme belast met hun uitbetaling, hetzij door de werkgever gemachtigd om reestreeks de toelagen uit te betalen. »

« De Raad kan dus geen uitspraak doen over de hoedanigheid van toelaagbeurder. Uit de vaststelling van de hoedanigheid van werkgever en werknemer volgt dat dezen aan de gezamenlijke bepalingen inzake sociale veiligheid onderworpen zijn. Het is dus wenselijk dat de desbetreffende betwistingen tot de bevoegdheid der rechtbanken van gemeen recht behoren. »

De artikelen 20 en 21 regelen de rechtspleging vóór de Kas. Aan deze artikelen werd een wijziging aangebracht met het doel de rechtspleging te vereenvoudigen.

L'article 22 donne au Conseil un droit de contrôle et d'initiative à l'occasion des comptes de fin d'exercice. Il n'est pas sans intérêt de signaler ici que la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés est, elle aussi, un organisme tripartite, composé de représentants d'employeurs, d'employés et du Gouvernement.

Le droit de contrôle accordé au Conseil des Allocations familiales se limite aux comptes concernant exclusivement la section des Allocations familiales.

Il va de soi que cette disposition ne modifie en rien les statuts de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés qui établira ses comptes de fin d'exercice dans les formes prescrites et les transmettra de son côté au Ministre des Colonies.

CHAPITRE VII.

Des recours contre les décisions du Conseil des Allocations familiales.

L'article 23 règle la procédure de la Cour d'appel de Léopoldville. Cette Cour a été choisie parce que le Conseil des Allocations siège dans cette localité.

Les moyens invoqués dans le recours sont seuls recevables, mais ces moyens ne doivent pas y avoir été développés. Il suffit qu'ils soient mentionnés. Le Conseil Colonial a voulu qu'un employé ayant une instruction rudimentaire ne soit pas mis en état d'infériorité pour des questions de procédure.

Les chapitres VIII et suivants n'ont pas donné lieu à des observations importantes, sauf en ce qui concerne les articles 27 et 29. L'article 27 a été rédigé de manière à le mettre en corrélation avec

Artikel 22 geeft aan de Raad een recht van toezicht en initiatief ter gelegenheid van de rekeningen van het afgelopen dienstjaar. Het is niet zonder belang er hier op te wijzen dat ook de Koloniale Kas voor pensioenen en gezinstoelagen een drietalig organisme is, bestaande uit vertegenwoordigers van werkgevers, van werknemers en van het Gouvernement.

Het aan de Raad voor gezinstoelagen verleende recht van toezicht is beperkt tot de rekeningen die uitsluitend de afdeling voor gezinstoelagen betreffen.

Het spreekt vanzelf dat deze bepaling geenszins de statuten wijzigt van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en gezinstoelagen, die haar rekeningen van het afgelopen dienstjaar zal opmaken met inachtneming van de voorgeschreven vormen en ze, harerzijds, aan de Minister van Koloniën zal overmaken.

HOOFDSTUK VII.

Beroep tegen de beslissingen van de Raad voor gezinstoelagen.

Artikel 23 regelt de rechtspleging vóór het Hof van beroep te Leopoldstad. Dit Hof werd gekozen, omdat de Raad voor gezinstoelagen in deze plaats zetelt.

Alleen de middelen ingeroepen in het beroep zijn ontvankelijk, maar deze middelen moeten er niet uiteengezet worden zijn. Het volstaat dat zij vermeld zijn. De Koloniale Raad wil dat een werknemer die een rudimentair onderwijs heeft gehad, niet in de minderheid is waar het gaat om vraagstukken van rechtspleging.

De hoofdstukken VIII en volgende hebben geen aanleiding gegeven tot belangrijke aanmerkingen, behalve wat betreft de artikelen 27 en 29. Artikel 27 is zo opgesteld dat het met artikel 26 overeen-

l'article 26. Le nouveau texte permet d'atteindre plus efficacement l'employeur autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales qui refuse ou néglige d'effectuer les paiements dans les conditions prescrites.

L'article 29 prévoit que les cotisations versées indûment sur la base de fausses déclarations restent acquises à la Caisse Coloniale des pensions et allocations. Il ne suffit pas que ces déclarations soient inexactes, il faut qu'elles soient reconnues comme fausses pour que cette mesure puisse être appliquée.

Les articles 30, 31, 32 et 33 n'ont pas donné lieu à observations.

Les dispositions de l'article 34 étant jointes à l'article 16, les articles 35 et 36 du projet porteront respectivement les numéros 34 et 35.

stent. Met de nieuwe tekst is het mogelijk de werkgever, die gemachtigd is rechtstreeks de gezinstoelagen uit te betalen en die weigert of verzuimt de betalingen onder de voorgeschreven voorwaarden te doen, doelmatiger te treffen.

Artikel 29 bepaalt dat de niet-verschuldigde bijdragen gestort op grond van valse aangiften eigendom van de Koloniale Kas voor pensioenen en gezinstoelagen blijven. Om deze maatregel toe te passen volstaat het niet dat deze aangiften onjuist zijn, zij moeten vals bevonden zijn.

De artikelen 30, 31, 32 en 33 hebben geen aanleiding gegeven tot op- of aanmerkingen.

Daar de bepalingen van artikel 34 aan artikel 16 toegevoegd zijn, zullen de artikelen 35 en 36 van het ontwerp onderscheidenlijk de nummers 34 en 35 dragen.

Texte du projet.

Texte approuvé
par le Conseil Colonial.

CHAPITRE I.

Des assujettis.

ARTICLE PREMIER.

Sont soumis aux dispositions du présent décret les employeurs qui ont à leur service une ou plusieurs personnes assujetties au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

Ne sont pas considérés comme employés pour l'application du présent décret les personnes dont l'emploi constitue une activité accessoire.

Occupe une activité accessoire, celui qui exerce en ordre principal une profession indépendante et celui dont l'ensemble des occupations journalières en qualité d'employé ne totalise pas une demi-journée de travail par jour.

Il y a présomption, au point de vue de l'application du présent décret, qu'il n'a pas été conclu de contrat d'emploi :

a) lorsque des parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement travaillent ensemble à l'exploitation d'une entreprise qui leur appartient en indivis, même lorsqu'ils ont créé entre eux une société ayant la personification juridique;

b) lorsque l'exploitant d'une entreprise est aidé exclusivement par ses enfants et les conjoints de ceux-ci.

ART. 2.

La Colonie du Congo Belge et le Ruanda-Urundi ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret, même pour les membres de leur personnel engagés hors cadre ou à titre temporaire.

Inchangé.

Inchangé.

Sont considérés comme exerçant une activité accessoire ceux qui exercent une profession indépendante et ceux dont l'ensemble des occupations journalières en qualité d'employé ne totalise pas une demi-journée de travail.

Pour l'application du présent décret les services prestés pour le compte de parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement, ne sont pas réputés l'être en vertu d'un louage de services.

Supprimé.

Supprimé.

Inchangé.

Tekst van het ontwerp.

**Tekst goedgekeurd
door de Koloniale Raad.**

HOOFDSTUK I.

Personen die onder het decreet vallen.

ARTIKEL ÉÉN.

Onder de bepalingen van dit decreet vallen de werkgevers in wier dienst een of meer personen staan die aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers onderworpen zijn.

Als werknemers voor de toepassing van dit decreet worden niet aangezien de personen wier bediening een bijkomende bezigheid uitmaakt.

Een bijkomende bezigheid wordt uitgeoefend door hem die als hoofdzaak een onafhankelijk beroep uitoefent en door hem wiens gezamenlijke dagelijkse bezigheden als werknemer minder dan een halve werkdag per dag in beslag nemen.

Er bestaat vermoeden, ten opzichte van toepassing van dit decreet, dat er geen bediendenovereenkomst gesloten is :

a) *wanneer bloedverwanten of aanverwanten tot en met de derde graad samen werken in de onderneming van een bedrijf dat hun onverdeeld toebehoort, zelfs wanneer zij onder elkaar een maatschappij gesticht hebben die rechtspersoonlijkheid bezit;*

b) *wanneer de ondernemer van een bedrijf uitsluitend geholpen wordt door zijn kinderen en dezer echtgenoten.*

ART. 2.

Voor de Belgische Congokolonie en voor Ruanda-Urundi gelden de bepalingen van dit decreet niet, zelfs voor de leden van hun personeel die buiten kader of tijdelijk in dienst zijn genomen.

Onveranderd.

Worden niet beschouwd als werknemers voor de toepassing van dit decreet de personen wier bediening een bijkomende bezigheid uitmaakt.

Worden beschouwd als personen die een bijkomende bezigheid verrichten, zij die als hoofdzaak een onafhankelijk beroep uitoefenen en zij wier gezamenlijke dagelijkse bezigheden als werknemer minder dan een halve werkdag per dag in beslag nemen.

De diensten verleend voor rekening van bloedverwanten of aanverwanten tot en met de derde graad worden, voor de toepassing van dit decreet, niet beschouwd als verleend krachtens een verhuring van diensten.

Geschrapt.

Geschrapt.

Onveranderd.

CHAPITRE II.

Des allocataires et bénéficiaires.

ART. 3.

Tout employé dont l'activité comme tel n'est pas accessoire au sens de l'article 1 / a droit aux allocations familiales pour les périodes pendant lesquelles il est obligatoirement assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, au bénéfice :

1° de son épouse non divorcée.

Les allocations ne sont dues que :

a) si l'épouse n'exerce aucune occupation lucrative ;

b) si elle a au moins un enfant *ou*, à défaut, si le conjoint bénéficie d'allocations familiales par application des dispositions prévues aux alinéas 2°, 3° et 4° ci-après.

2° de chaque enfant légitime. Il est tenu compte des enfants communs des époux ainsi que des enfants propres à chacun d'eux.

3° des enfants naturels, légalement reconnus ou adoptés pour autant qu'ils soient effectivement à charge et soient élevés en dehors du milieu indigène.

4° des petits enfants, s'ils sont à charge et pour autant qu'ils ne bénéficient pas d'allocations familiales d'un autre chef.

Les allocations prévues aux alinéas 2°, 3° et 4° sont dues pour les enfants jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis. Toutefois, elles sont maintenues jusqu'à l'âge de vingt et un ans accomplis s'il est établi que l'enfant suit effectivement des cours dans un établissement d'enseignement de plein exercice.

/ et qui ne tombe pas sous l'application du dernier alinéa de cet article.

1° de son épouse monogame non divorcée, même séparée de corps, lorsqu'elle assume la garde de un ou de plusieurs enfants.

Inchangé.

b) si elle a au moins un enfant bénéficiaire *ou*,...

Inchangé.

3° des enfants naturels reconnus et des enfants adoptés pour autant qu'ils soient effectivement à charge et soient élevés en dehors du milieu indigène.

Inchangé.

Inchangé.

HOOFDSTUK II.

Toelaagbeurders en toelaaggenieters.

ART. 3.

Iedere werknemer wiens bezigheid als zodanig niet bijkomend is in de zin van artikel 1 / heeft recht op de gezinstoelagen, voor de perioden gedurende welke hij verplicht onderworpen is aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, ten voordele van:

1° *zijn niet uit de echt gescheiden echtgenote.*

De toelagen zijn enkel verschuldigd :

a) indien de echtgenote geen enkele winstgevende bezigheid uitoefent;

b) *indien zij minstens één kind heeft of, bij gebreke van een kind, indien de echtgenoot gezinstoelagen geniet met toepassing van de bepalingen in lid 2°, 3° en 4° hierna.*

2° *aan ieder wettig kind.* Er wordt rekening gehouden met de gemeenschappelijke kinderen der echtgenoten, alsook met de kinderen eigen aan ieder van hen.

3° *de natuurlijke kinderen die wettelijk erkend of aangenomen zijn, voor zover zij werkelijk ten laste zijn en buiten de inlandse omgeving opgevoed worden.*

4° *de kleinkinderen, indien zij ten laste zijn en voor zover zij geen toelagen uit anderen hoofde genieten.*

De toelagen bepaald in lid 2°, 3° en 4° zijn verschuldigd voor de kinderen tot de volle leeftijd van 18 jaar. Zij worden, evenwel, gehandhaafd tot de volle leeftijd van 21 jaar, indien vastgesteld is dat het kind cursussen in een onderwijsinstelling met volledig leerplan werkelijk volgt.

/ en die niet onder toepassing van het laatste lid van dit artikel valt,

1° van zijn monogamische niet uit de echt gescheiden echtgenote, zelfs indien zij gescheiden is van tafel en bed, wanneer zij de bewaking van een of meer kinderen op zich neemt.

Onveranderd.

b) indien zij minstens één toelaaggenietend kind...

2° van ieder...

3° van de erkende natuurlijke kinderen en van de aangenomen kinderen, voor zover zij werkelijk ten laste zijn en buiten de inlandse omgeving opgevoed worden.

van de

Onveranderd.

Les bénéficiaires des allocations doivent résider au Congo Belge, au Ruanda-Urundi, en Belgique, dans le Grand-Duché de Luxembourg ou dans les pays avec lesquels sera conclu un accord de réciprocité.

ART. 4.

Si les deux conjoints peuvent prétendre aux allocations familiales du chef des mêmes enfants, elles ne sont acquises qu'au mari et payées à celui-ci.

Aucune allocation n'est attribuée à l'employé dont le conjoint bénéficie d'allocations familiales à charge de la Colonie du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi.

ART. 5.

Lorsque l'intérêt de l'autre époux ou des enfants le requiert, le Juge Président du Tribunal de première instance de la résidence de l'employé peut, sur simple requête du conjoint ou du Procureur du Roi, ordonner que les allocations soient versées entre les mains de telle personne ou de telle institution qu'il désignera.

Les époux sont, en ce cas, appelés à comparaître par un avertissement du greffier, précisant l'objet de la demande.

Le juge statue toutes affaires cessantes.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant appel et, s'il y a lieu, nonobstant opposition, même sur minute.

Si le jugement est rendu par défaut, il est notifié au défaillant par le greffier.

L'opposition doit, à peine de déchéance, être faite dans le mois de la notification, par voie de requête au Président du Tribunal.

Lorsque les bénéficiaires ne résident pas au Congo Belge, au Ruanda-Urundi ou en Belgique, les allocations ne sont attribuées aux employés de nationalité étrangère que s'il a été conclu un accord de réciprocité avec le pays dont ils sont ressortissants.

Inchangé.

Inchangé.

Chaque fois que l'intérêt de l'autre époux ou des enfants le requiert, le Tribunal de première instance...

Inchangé.

Inchangé.

Le jugement est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

Inchangé.

L'opposition est faite par voie de requête. Elle doit, à peine de déchéance, être faite dans les 15 jours de la notification.

De toelaaggenieters moeten in Belgisch-Congo, Ruanda-Urundi, België, het Groothertogdom Luxemburg verblijven of in de landen waarmede een akkoord tot wederkerigheid gesloten wordt.

ART. 4.

Wanneer de twee echtgenoten aanspraak kunnen maken op de gezinstoelagen uit hoofde van dezelfde kinderen, verkrijgt enkel de man deze toelagen en worden zij aan hem uitbetaald.

Geen enkele toelage wordt verleend aan de werknemer wiens echtgenoot gezinstoelagen ten laste van de Belgische Congo-kolonie of van Ruanda-Urundi geniet.

ART. 5.

Wanneer het belang van de andere echtgenoot of van de kinderen het vereist kan de Rechter-Voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de verblijfplaats van de werknemer, op eenvoudig verzoek van deze echtgenoot of van de Procureur des Konings, gelasten de toelagen te storten in handen van de persoon of van de instelling die hij zal aanwijzen.

De echtgenoten worden, in dit geval, geroepen om te verschijnen door een verwittiging van de greffier, waarin het voorwerp der vordering juist bepaald wordt.

De rechter beslist met opschorting van alle andere zaken.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande beroep en, bij voorkomend geval, niettegenstaande verzet, zelfs op de minuut.

Indien het vonnis bij verstek wordt gewezen, geeft de griffier er aan de niet-verschenen partij kennis van.

Het verzet moet, op straf van verval, gedaan worden binnen de maand van de kennisgeving, door middel van een verzoekschrift aan de Voorzitter der Rechtbank.

Wanneer de toelaaggenieters niet in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi of in België verblijf houden, worden de toelagen aan de werknemers van vreemde nationaliteit enkel verleend, indien er een wederkerigheidsakkoord is gesloten met het land waarvan zij onderhorigen zijn.

Onveranderd.

Onveranderd.

Telkens als het belang van de andere echtgenoot of van de kinderen het vereist, kan de rechtbank van...

Onveranderd.

Onveranderd.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande verzet of beroep.

Onveranderd.

Verzet geschiedt door middel van een verzoekschrift. Het moet, op straffe van verval, binnen de vijftien dagen na de kennisgeving gedaan worden.

Le jugement est susceptible d'appel, quel que soit le montant de la demande.

L'appel doit être interjeté dans le mois de la notification.

Le jugement est exécutoire pour l'organisme chargé du paiement des allocations sur la simple notification que lui en fait le greffier, à la requête de la partie demanderesse.

Si la situation vient à changer, une nouvelle assignation est toujours recevable.

CHAPITRE III.

Des allocations.

ART. 6.

Les allocations familiales sont payées pour chaque mois entier au cours duquel l'employé a été obligatoirement assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

ART. 7.

Les demandes d'allocations familiales doivent être introduites, dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel, dans les six mois de la date à laquelle s'ouvre le droit aux dites allocations.

Si ce délai n'est pas observé, l'allocation prend cours le premier du mois suivant l'introduction de la demande.

ART. 8.

Le montant de l'allocation familiale mensuelle est fixé :

pour le premier enfant à . . . Fr. 650

pour le deuxième enfant à . . . 800

Inchangé.

Supprimé.

... à la requête de l'une des parties, ou du Procureur du Roi.

Supprimé.

... chaque mois entier du calendrier au cours...

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

pour le premier enfant bénéficiaire à Fr. 650

pour le deuxième enfant bénéficiaire à 800

Het vonnis is vatbaar voor beroep, wat ook het bedrag van de vordering zij.

Het beroep moet binnen de maand van de kennisgeving ingesteld worden.

Het vonnis is uitvoerbaar voor het organisme belast met de uitbetaling der toelagen op de eenvoudige kennisgeving die de griffier aan dit organisme doet, op verzoek van de eisende partij.

Indien de toestand komt te veranderen, is een nieuwe dagvaarding altijd ontvankelijk.

HOOFDSTUK III.

Toelagen.

ART. 6.

De gezinstoelagen worden uitbetaald voor elke volle maand van het jaar in de loop waarvan de werknemer verplicht aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood onderworpen is geweest.

ART. 7.

De aanvragen om gezinstoelagen moeten, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen, ingediend worden binnen de zes maanden van de datum, waarop het recht op deze toelagen een aanvang neemt.

Indien deze termijn niet nagekomen wordt, begint de toelage te lopen op de eerste dag van de maand volgend op de indiening van de aanvraag.

ART. 8.

Het bedrag van de maandelijke gezinstoelage wordt vastgesteld op :

voor het eerste kind . . .	Fr. 650
voor het tweede kind	800

Onveranderd.

Geschrapd.

Onveranderd.

..., op verzoek van een der partijen, of van de Procureur des Konings.

Geschrapd.

... voor elke volle kalendermaand in de...

Onveranderd.

Onveranderd.

voor het eerste toelaaggenietend kind	Fr. 650
voor het tweede toelaaggenietend kind	800

pour le troisième enfant à . . . 1.000
pour le quatrième enfant à . . . 1.100
pour le cinquième enfant et suivants à . . . 1.200
pour l'épouse à . . . 650

ou, en cas d'existence de plusieurs enfants, un montant égal à celui attribué du chef de l'enfant bénéficiaire de l'allocation la plus élevée.

Les montants prévus dans le présent article pourront être modifiés par arrêté royal.

ART. 9.

Les allocations familiales ne constituent à aucun titre un supplément de rémunération.

Elles n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul des minima de salaires obligatoires. Elles sont incessibles et insaisissables.

ART. 10.

Les allocations familiales sont payées trimestriellement, à terme échu après réception des documents requis et des cotisations dues par l'employeur, par l'organisme chargé du paiement des allocations.

L'organisme précité peut autoriser les employeurs occupant au moins 10 employés à procéder au paiement des allocations familiales dues aux membres de leur personnel. Il détermine les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de cette autorisation. Celle-ci est toujours révocable.

pour le troisième enfant bénéficiaire à . . . 1.000
pour le quatrième enfant bénéficiaire à . . . 1.100
pour le cinquième enfant bénéficiaire et suivants à . . . 1.200
à l'épouse un montant égal à celui attribué du chef de l'enfant bénéficiaire de l'allocation la plus élevée.

Lorsqu'un enfant cesse d'être bénéficiaire de l'allocation, le rang des autres enfants ne subit pas de modifications.

Les montants prévus...

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

voor het derde kind 1.000

voor het vierde kind 1.100

voor het vijfde kind en voor de
volgende 1.200

voor de echtgenote. 650

*of, ingeval er verscheidene kinderen zijn,
een bedrag gelijk aan dat toegekend uit
hoofde van het kind hetwelk de hoogste
toelage geniet.*

De bedragen bepaald in dit artikel kun-
nen bij koninklijk besluit gewijzigd wor-
den.

ART. 9.

De gezinstoelagen vormen in geen en-
kel opzicht een bijbezoldiging.

Ze komen niet in aanmerking voor de
berekening van de verplichte minimum-
lonen. Zij zijn niet vatbaar voor over-
dracht en beslag.

ART. 10.

De gezinstoelagen worden per kwartaal
uitbetaald, na vervallen termijn, nadat
het organisme belast met het uitbetalen
der toelagen de nodige stukken en de
door de werkgever verschuldigde bijdragen
ontvangen heeft.

Voormeld organisme kan de werkge-
vers die minstens 10 werknemers te werk
stellen, machtigen om de aan de leden
van hun personeel verschuldigde gezins-
toelagen uit te betalen. Het bepaalt de
voorwaarden waaraan het verlenen van
die machtiging onderworpen is. Deze is
altijd herroepelijk.

...

voor de echtgenote een bedrag gelijk aan
dat toegekend uit hoofde van het kind
hetwelk de hoogste toelage geniet.

Wanneer een kind ophoudt de toelage
te genieten, ondergaat de rang van de
andere kinderen geen wijziging.

De bedragen...

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

CHAPITRE IV.

Des cotisations.

ART. 11.

Tout employeur assujetti est tenu de verser une cotisation mensuelle du chef de chaque employé dont l'activité n'est pas accessoire au sens de l'article 1 et pour lequel des cotisations sont dues en application du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Le montant de la cotisation mensuelle est fixée à 1.000 francs pour les employés du sexe masculin et à 700 francs pour les employés du sexe féminin.

La cotisation prévue par le présent article n'est due que pour les mois entiers de l'année au cours desquels l'employé se trouve assujetti au décret précité.

Le montant de la cotisation mensuelle pourra être modifiée par arrêté royal.

Les employeurs autorisés à payer directement les allocations familiales aux membres de leur personnel seront soumis aux règles spéciales qui leur seront imposées. Ils devront, *toutefois*, avoir présenté leurs comptes annuels et pièces justificatives en vue de la compensation des cotisations et des allocations dues, avant la fin du trimestre qui suit la clôture de l'exercice et avoir apuré le solde éventuel dans le même délai.

ART. 12.

Lorsque l'employé se trouve simultanément au service de plusieurs employeurs, l'employeur principal est seul tenu au paiement de la cotisation. Par employeur principal, il faut entendre celui chez lequel l'employé effectue la prestation la plus importante.

... au sens de l'article 1 et qui ne tombe pas sous l'application du dernier alinéa de cet article pour lequel des cotisations sont dues en vertu du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Inchangé.

La cotisation prévue par le présent article n'est due que pour les mois entiers du calendrier au cours desquels l'employé se trouve assujetti au décret précité.

Inchangé.

... Ils devront, notamment, avoir présenté...

Inchangé.

HOOFDSTUK IV.

Bijdragen.

ART. II.

Elke werkgever die onder het decreet valt, is gehouden een maandelijks bijdrage te storten uit hoofde van elke werknemer wiens *bezigheid niet bijkomend is in de zin van artikel I en voor wie bijdragen verschuldigd zijn bij toepassing van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood.*

Het bedrag van de maandelijks bijdrage is vastgesteld op 1.000 frank voor de mannelijke en op 700 frank voor de vrouwelijke werknemers.

De bijdrage bepaald in dit artikel is enkel verschuldigd voor de volle maanden van het jaar in de loop van welke maanden het voormeld decreet van toepassing is op de werknemer.

Het bedrag van de maandelijks bijdrage kan bij koninklijk besluit bewijzigd worden.

De werkgevers gemachtigd om rechtstreeks de gezinstoelagen aan de leden van hun personeel uit te betalen zullen onderworpen worden aan de bijzondere regelen die hun zullen worden opgelegd. Zij zullen evenwel hun jaarlijkse rekeningen en hun bewijsstukken met het oog op de compensatie van de verschuldigde bijdragen en toelagen moeten voorgelegd hebben, voor het einde van het kwartaal dat volgt op het sluiten van het boekjaar en het gebeurlijk saldo binnen dezelfde termijn aangezuiverd hebben.

ART. 12.

Wanneer de werknemer zich gelijktijdig in dienst van verschillende werkgevers bevindt, is enkel de voornaamste werkgever tot betaling van de bijdrage gehouden. Onder voornaamste werkgever moet men verstaan deze bij wie de werknemer de gewichtigste prestatie verricht.

... bezigheid niet bijkomend is en op wie het laatste lid van dit artikel niet van toepassing is in de zin van artikel I en voor wie bijdragen verschuldigd zijn krachtens het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood.

Onveranderd.

De bijdrage bepaald in dit artikel is enkel verschuldigd voor de volle kalender maanden in welker loop het voormeld decreet van toepassing is op de werknemer.

Onveranderd.

De werkgevers gemachtigd om rechtstreeks de gezinstoelagen aan de leden van hun personeel uit te betalen zijn onderworpen aan de bijzondere regelen die hun zullen worden opgelegd. Zij moeten namelijk hun jaarlijkse rekeningen en hun bewijsstukken met het oog op de compensatie van de verschuldigde bijdragen en toelagen voorgelegd hebben, vóór ...

Onveranderd.

ART. 13.

L'employeur n'a le droit, ni de retenir sur la rémunération des membres de son personnel, ni de se faire rembourser par eux tout ou partie des cotisations dont il est redevable.

ART. 14.

Lorsque l'employeur n'a pas liquidé le montant de la cotisation, à l'époque et de la manière déterminée par les dispositions légales, *il est tenu de verser un intérêt moratoire de 12 % l'an.*

ART. 15.

Le paiement des cotisations et des intérêts moratoires est garanti par un privilège qui prend rang sous le n° 7, article premier de l'ordonnance du 22 janvier 1896 sur les privilèges approuvée par décret du 15 avril 1896.

CHAPITRE V.

Perception des cotisations et paiement des allocations.

ART. 16.

La Caisse Coloniale des pensions pour employés est chargée de la perception des cotisations et du paiement des allocations familiales.

Les sommes perçues par la Caisse en exécution du présent décret seront exclusivement affectées aux opérations relatives au service des allocations familiales. Ces opérations feront l'objet d'une comptabilité distincte...

En cas de contestation, l'organisme chargé de la perception réclame les cotisations à l'employeur qu'il considère comme le principal.

Inchangé.

... par les dispositions légales, les cotisations sont augmentées de 1 % par mois de retard.

Inchangé.

Inchangé.

Elle prend la dénomination de Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

... d'une comptabilité distincte et d'un bilan distinct à établir dans les six mois de la clôture de l'exercice annuel.

ART. 13.

De werkgever heeft het recht niet afhoudingen op de bezoldiging van de leden van zijn personeel te doen of de bijdragen welke hij verschuldigd is, door hen geheel of gedeeltelijk te doen terugbetalen.

ART. 14.

Wanneer de werkgever het bedrag van de bijdrage niet heeft betaald op het tijdstip en de wijze zoals zij vastgesteld zijn *door de wettelijke bepalingen, is hij gehouden een verzuimsrente van 12 % per jaar te storten.*

ART. 15.

De betaling van de bijdragen en van de verzuimsrenten wordt gewaarborgd door een voorrecht dat plaats neemt onder n^o 7, artikel 1, van de ordonnantie van 22 Januari 1896 op de voorrechten zoals zij bij decreet van 15 April 1896 goedgekeurd is.

HOOFDSTUK V.

Inning van de bijdragen en uitbetaling van de toelagen.

ART. 16.

De Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen is belast met het innen van de bijdragen en het uitbetalen van de gezinstoelagen.

De sommen door de Kas geïnd tot uitvoering van dit decreet zullen uitsluitend bestemd worden voor de verrichtingen van de gezinstoelagen. Van deze verrichtingen zal een afzonderlijk boek worden gehouden.

Bij betwisting, eist het met de inning belaste organisme de bijdragen van de werkgever, die het als de hoofdwerkgever aanziet.

Onveranderd.

... door de wettelijke bepalingen, worden de bijdragen met 1 % per maand vertraging verhoogd.

Onveranderd.

... van de gezinstoelagen.

Zij neemt de benaming van Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen.

De sommen door de Kas geïnd tot uitvoering van dit decreet worden uitsluitend bestemd voor de verrichtingen in verband met de uitbetaling van de gezinstoelagen. Van deze verrichtingen wordt afzonderlijk boek gehouden en een afzonderlijke balans wordt opgemaakt binnen de zes maanden na het sluiten van het dienstjaar.

ART. 17.

Lorsqu' les ressources résultant de la perception des cotisations sont momentanément ou accidentellement insuffisantes, la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés avance les sommes nécessaires à l'exécution du présent décret. Il sera en ce cas bonifié à la Caisse un intérêt de 4,25 % l'an. Le remboursement de ces sommes sera effectué dans le plus bref délai possible.

... insuffisantes, la Caisse avance les sommes...

CHAPITRE VI.

Le Conseil des allocations familiales.

ART. 18.

Il est institué un Conseil des allocations familiales dont le rôle et la composition sont déterminés ci-après.

Inchangé.

Il est présidé par un membre magistrat désigné par le Gouverneur Général et composé de quatre membres choisis par le Gouverneur Général pour moitié parmi les représentants des employeurs et pour moitié parmi les délégués des organisations les plus représentatives d'employés. Il peut être désigné un membre suppléant par membre effectif.

Inchangé.

Le Gouverneur Général nomme le Secrétaire du Conseil. Il fixe les indemnités ou jetons de présence alloués aux membres et au Secrétaire.

Inchangé.

ART. 19.

Le Conseil statue en premier ressort sur :

Le Conseil statue en premier ressort sur les réclamations introduites par les employés :

1^o les réclamations introduites par les employés du chef desquels les cotisations ont été régulièrement versées par l'employeur à la Caisse Coloniale des pensions pour employés, contre les décisions en vertu desquelles les allocations familiales leur ont été refusées par l'organisme chargé de leur paiement.

1^o contre les décisions en vertu desquelles les allocations familiales leur ont été refusées par la Caisse.

2^o contre les employeurs qui ne paient pas les allocations familiales, lorsqu'ils sont autorisés à procéder directement à leur paiement.

ART. 17.

Wanneer de geldmiddelen voortvloeiend uit de inning der bijdragen tijdelijk of toevallig niet *volstaan*, *verschiet de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en gezinstoelagen de nodige sommen* tot uitvoering van dit decreet. In dit geval zal een interest van 4,25 % per jaar aan de Kas ten goede komen. De terugbetaling van deze sommen zal in de kortst mogelijke termijn geschieden.

HOOFDSTUK VI.

De Raad voor gezinstoelagen.

ART. 18.

Er wordt een Raad voor gezinstoelagen ingesteld, waarvan de rol en de samenstelling hierna worden bepaald.

Hij wordt voorgezeten door een lid magistraat aangewezen door de Gouverneur-Generaal en bestaat uit vier leden gekozen door de Gouverneur-Generaal, de helft onder de vertegenwoordigers van de werkgevers en de helft onder de afgevaardigden van de meest representatieve werknemersverenigingen. Voor elk werkend lid, kan een plaatsvervangend lid aangesteld worden.

De Gouverneur-Generaal benoemt de Secretaris van de Raad. Hij stelt de vergoedingen of zitpenningen vast die aan de leden en aan de Secretaris worden toegekend.

ART. 19.

De Raad doet uitspraak in eerste aanleg over :

1° de bezwaren ingediend door de werknemers voor wie de bijdragen door de werkgever aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen regelmatig werden gestort, tegen de beslissingen waarbij de gezinstoelagen hun geweigerd werden door het organisme belast met hun betaling.

... *volstaan*, verschiet de Kas de nodige sommen...

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

De Raad doet uitspraak in eerste aanleg over de bezwaren ingediend door de werknemers :

1° tegen de beslissingen krachtens welke de gezinstoelagen hun door de Kas zijn geweigerd geworden;

2° tegen de werkgevers die de gezinstoelagen niet uitbetalen, wanneer zij gemachtigd zijn ze rechtstreeks uit te betalen.

2° Les réclamations des employés contre les employeurs autorisés à procéder directement au paiement des allocations familiales dues aux membres de leur personnel.

ART. 20.

Les recours devant le Conseil sont notifiés par lettre recommandée adressée à l'organisme chargé du paiement des allocations familiales. Ils sont dotés et signés et mentionnent les motifs invoqués à l'appui du recours.

L'organisme intéressé transmet le dossier avec ses observations éventuelles au Conseil des allocations familiales.

Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être présentées dans les trois mois de la réception de la décision prise par l'organisme chargé du paiement des allocations familiales. Ce délai ne court pas à l'égard des réclamations formulées contre l'employeur autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales.

ART. 21.

Le Conseil des allocations familiales juge sur pièces. Toutefois, il a la faculté de convoquer l'appelant ou de l'inviter à se faire représenter par un avocat ou une personne spécialement mandatée à cet effet et agréée par le Conseil.

Le Conseil peut également entendre toute personne dont l'avis lui paraîtra utile.

Supprimé.

Les recours devant le Conseil sont notifiés par lettre recommandée adressée à la Caisse. Ils sont datés et signés et mentionnent les motifs invoqués à l'appui du recours.

Sous peine de déchéance, les réclamations doivent être présentées dans les trois mois de la réception de la décision prise par la Caisse. Ce délai ne court pas à l'égard des réclamations formulées contre l'employeur autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales.

La Caisse transmet le dossier avec les observations éventuelles au Conseil des allocations familiales, dans le mois de la réception du recours.

... un avocat ou par une personne spécialement mandatée à cet effet et agréée par le Conseil. En ce cas, la Caisse est invitée à se faire représenter.

Le Conseil peut aussi entendre toute personne dont l'avis lui paraîtra utile.

2° de bezwaren van de werknemers tegen de werkgevers gemachtigd om de aan de leden van hun personeel verschuldigde gezinstoelagen rechtstreeks uit te betalen.

ART. 20.

Van het beroep voor de Raad wordt per aangetekende brief kennis gegeven aan het organisme belast met de uitbetaling der gezinstoelagen. Het beroep wordt voorzien van datum en handtekening en vermeldt de redenen ingeroepen tot staving van het beroep.

Het betrokken organisme maakt het dossier met zijn gebeurlijke op- en aanmerkingen over aan de Raad voor gezinstoelagen.

Op straf van verval, moeten de bezwaren ingediend worden binnen drie maanden van de ontvangst van de beslissing getroffen door het organisme dat met de uitbetaling der gezinstoelagen belast is. Die termijn loopt met ten opzichte van de bezwaren ingebracht tegen de werkgever die gemachtigd werd om de gezinstoelagen rechtstreeks uit te betalen.

ART. 21.

De Raad voor gezinstoelagen doet recht op stukken. Nochtans kan hij de eiser in beroep oproepen of hem verzoeken zich te laten vertegenwoordigen door een advocaat of door een persoon daartoe bijzonder gemachtigd en door de Raad aangenomen.

De Raad kan insgelijks iedere persoon horen wiens advies hem nuttig schijnt.

Geschrapt.

Van het beroep op de Raad wordt per aangetekende brief kennis gegeven aan de Kas. Het beroep wordt voorzien van datum en handtekening en vermeldt de redenen ingeroepen tot staving van het beroep.

Op straf van verval, moeten de bezwaren ingediend worden binnen de drie maanden na de ontvangst van de beslissing door de Kas getroffen. Die termijn loopt niet ten opzichte van de bezwaren ingebracht tegen de werkgever die gemachtigd is om de gezinstoelagen rechtstreeks te betalen.

De Kas maakt het dossier, met de gebeurlijke op- en aanmerkingen, aan de Raad voor gezinstoelagen over, binnen de maand van de ontvangst van het beroep.

... door de Raad aangenomen. In dit geval, wordt de Kas verzocht zich te laten vertegenwoordigen.

De Raad kan ook iedere persoon horen wiens advies hem nuttig schijnt.

Le Conseil statue à la majorité. En cas de partage la voix du président est prépondérante.

Les décisions du Conseil sont motivées. Elles sont notifiées aux parties par lettre recommandée. *Elles sont susceptibles de recours devant la Cour d'Appel.*

ART. 22.

Le Conseil peut demander qu'un expert, agréé par le Ministre des Colonies, vérifie les opérations de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés relatives aux allocations familiales. Le Conseil peut faire à ce sujet toutes observations ou propositions qu'il croit utiles. Il en est dressé procès-verbal.

CHAPITRE VII.

Du recours contre les décisions du Conseil des allocations familiales.

ART. 23.

Les recours contre les décisions du Conseil des allocations familiales sont introduits devant la Cour d'Appel de Léopoldville, par lettre recommandée adressée au Greffe de cette Cour, dans le délai d'un mois à dater de la réception de la notification de la décision du Conseil.

Les moyens invoqués et développés dans le recours sont seuls recevables.

Le Président et les trois quarts des membres doivent être présents pour que le Conseil délibère valablement.

- Le Conseil statue...

... par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles sont...

A la fin de chaque exercice, le Conseil des allocations familiales soumet au Ministre des Colonies avec ses observations éventuelles, une situation financière complète qui lui est fournie par la Direction de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, conformément à l'article 16.

Le Conseil peut demander qu'un expert agréé par le Ministre des Colonies vérifie les écritures de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, dans la mesure où elles concernent les allocations familiales.

Le Conseil peut faire toute proposition qu'il croit utile à la bonne gestion de la section des allocations familiales. Il en est dressé procès-verbal.

Inchangé.

Les moyens invoqués dans le recours sont seuls recevables.

De Raad doet uitspraak bij meerderheid van stemmen. Bij staking van stemmen, is de stem van de Voorzitter beslissend.

De beslissingen van de Raad worden met redenen omkleed. *Per aangetekende brief wordt er kennis van aan partijen gegeven.* Men kan er zich van beroepen op het Hof van Beroep.

ART. 22.

De Raad kan vragen dat een door de Minister van Koloniën aangenomen deskundige de verrichtingen van de Koloniale Kas voor Werknemerspensiöenen en gezinstoelagen betreffende de gezinstoelagen naziet. De Raad kan dienaangaande alle op- of aanmerkingen of voorstellen doen die hij nuttig acht. Notulen worden er van opgemaakt.

HOOFDSTUK VII.

Hoger beroep tegen de beslissingen van de Raad voor gezinstoelagen.

ART. 23.

Hoger beroep tegen de beslissingen van de Raad voor gezinstoelagen wordt ingesteld bij het Hof van Beroep te Leopoldstad, per aangetekende brief gericht aan de griffie van dit Hof, binnen een maand te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van de Raad.

Alleen de middelen ingeroepen en uitgezet in het beroep zijn ontvankelijk.

De Voorzitter en de drie vierden van de leden moeten, voor een geldige beraadslaging van de Raad, tegenwoordig zijn.

De Raad doet uitspraak...

...

Per aangetekende brief met ontvangstbewijs wordt er kennis...

Op het einde van elk dienstjaar, onderwerpt de Raad voor gezinstoelagen aan de Minister van Koloniën, met haar gebeurlijke op- en aanmerkingen, een volledige financiële toestand, die haar, overeenkomstig artikel 16, door het Bestuur van de Koloniale Kas voor werknemerspensiöenen en -gezinstoelagen bezorgd wordt.

De Raad kan vragen dat een door de Minister van Koloniën aangenomen deskundige de boeken van de Koloniale Kas voor werknemerspensiöenen en -gezinstoelagen naziet in zover zij de gezinstoelagen betreffen.

De Raad kan elk voorstel doen dat hij nuttig acht voor het goed beheer van de gezinstoelagen-afdeling. Notulen worden er van opgemaakt.

Onveranderd.

...

Alleen de middelen ingeroepen in het beroep zijn ontvankelijk.

La Cour statue sur pièces. Elle peut, toutefois, inviter l'appelant à se présenter en personne ou à se faire représenter par un avocat ou par un mandataire agréé par elle, aux fins de développer les moyens sur lesquels elle estime qu'une explication complémentaire est utile dans l'intérêt des parties.

En cas de comparution, de l'appelant devant la Cour, celle-ci invite l'organisme chargé du paiement des allocations familiales à se faire représenter par un mandataire.

Les arrêts sont rendus contradictoirement. Ils ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel. Ils sont exécutoires de plein droit.

La procédure d'exécution éventuellement suspendue par l'appel est reprise au stade où elle avait été arrêtée.

CHAPITRE VIII.

Des mesures de contrôle.

ART. 24.

Les fonctionnaires et agents désignés par le Gouverneur Général contrôlent l'observation du présent décret.

Ils s'assurent que tous les employeurs s'acquittent des obligations mises à leur charge et que les allocataires remplissent les conditions requises pour recevoir les allocations.

ART. 25.

Sans préjudice aux devoirs qu'ils peuvent accomplir en leur qualité éventuelle d'officier de police judiciaire, les agents désignés par application de l'article précédent ont, après le lever et avant le coucher du soleil, la libre entrée des locaux affectés au paiement des rémunérations ou aux prestations des employés.

... par un avocat ou par une personne spécialement mandatée à cet effet agréée par la Cour, aux fins de développer...

Inchangé.

Les arrêts ne sont pas susceptibles d'opposition.

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

Het Hof doet uitspraak op stukken. Nochtans kan het de eiser in beroep verzoeken persoonlijk te verschijnen of zich te laten vertegenwoordigen *door een advocaat of door een lasthebber aangenomen door het Hof*, ten einde de middelen uiteen te zetten waarover het acht dat aanvullende uitleg nuttig is in het belang van partijen.

In geval de eiser in beroep vóór het Hof verschijnt verzoekt dit het organisme belast met de uitbetaling der gezinstoelagen zich door een lasthebber te laten vertegenwoordigen.

De arresten worden op tegenspraak gewezen. Zij zijn niet vatbaar voor verzet of voor beroep. Zij zijn van rechtswege uitvoerbaar.

De uitvoeringsprocedure bij voorkomend geval door het hoger beroep geschorst, wordt hervat in het stadium waar zij tegengehouden was.

HOOFDSTUK VIII.

Toezichtsmaatregelen.

ART. 24.

De ambtenaren en beambten die de Gouverneur-Generaal aanwijst, houden toezicht op het nakomen van dit decreet.

Zij vergewissen er zich van dat alle werkgevers de verplichtingen die dit decreet hun oplegt, nakomen en dat de toelaagheurders de vereiste voorwaarden vervullen om de toelagen te ontvangen.

ART. 25.

Onverminderd de verrichtingen die zij kunnen doen in hun gebeurlijke hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hebben de beambten, die met toepassing van het vorig artikel aangewezen zijn, na zonsopgang en vóór zonsondergang, vrije toegang tot de lokalen bestemd voor de uitbetaling van de bezoldigingen of voor de prestaties van de werknemers.

...

Onveranderd.

... door een advocaat of door een persoon daartoe bijzonder gemachtigd en door het Hof aangenomen, ten einde...

Onveranderd.

...

De arresten zijn niet vatbaar voor verzet.

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Les chefs d'entreprise, leurs préposés et employés sont tenus de fournir les renseignements et de donner, sans déplacement de ces documents, communication de toutes pièces justificatives, correspondances ou registres, lorsqu'ils en sont requis.

En cas d'infraction, copie des procès-verbaux est, à peine de nullité, adressée aux contrevenants dans les huit jours de leur date, outre un jour par 25 km.

CHAPITRE IX.

Des sanctions.

ART. 26.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui aura omis d'effectuer à la Caisse Coloniale des pensions et des allocations familiales pour employés les versements prescrits, y compris ceux visés par l'article 11, alinéa 4, dans les délais et conditions fixés par les dispositions légales.

L'employeur ou le dit préposé est également condamné à payer le montant des versements arriérés, conformément aux dispositions de l'article 14.

Le jugement fixe le délai dans lequel ces sommes seront versées.

La peine prévue par le présent article est appliquée autant de fois qu'il y a d'omissions pour chaque employé.

ART. 27.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui refuse ou qui néglige de se conformer aux mesures d'exécution du présent décret.

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

L'employeur ou son préposé est aussi condamné...

Inchangé.

Inchangé.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs l'employeur ou son préposé qui, autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales refuse ou néglige d'effectuer les paiement dans les conditions prescrites.

De ondernemingshoofden, hun aangestelden en werknemers zijn gehouden de inlichtingen te verstrekken en, zonder verplaatsing van die documenten, mededeling te geven van alle bewijsstukken, briefwisseling of registers, wanneer hun dit gevraagd wordt.

In geval van overtreding, wordt een afschrift van de processen-verbaal, op straf van nietigheid, aan de overtreders gericht binnen de acht dagen na hun datum, met daarenboven één dag per 25 km.

HOOFDSTUK IX.

Strafbepalingen.

ART. 26.

Wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 200 frank, de werkgever of zijn aangestelde die verzuimt de voorgeschreven stortingen bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te doen, met inbegrip van die bedoeld in artikel II, 4^{de} lid, binnen de termijnen en onder de voorwaarden zoals vastgesteld door de wettelijke bepalingen.

De werkgever of de gezegde aangestelde wordt tevens veroordeeld tot het betalen van het bedrag der achterstallige stortingen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 14.

Het vonnis bepaalt de termijn binnen welke die sommen zullen gestort worden.

De bij dit artikel gestelde straf wordt zoveel maal toegepast als er nalatigheid voor elke werknemer bestaat.

ART. 27.

Wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 200 frank de werkgever of zijn aangestelde die weigert of verzuimt zich naar de uitvoeringsmaatregelen van dit decreet te gedragen.

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

De werkgever of zijn aangestelde wordt...

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Wordt gestraft met geldboete van 100 frank tot 200 frank de werkgever of zijn aangestelde die, gemachtigd de gezinstoelagen rechtstreeks uit te betalen, weigert of nalaat de betaling onder de voorgeschreven voorwaarden te doen.

ART. 28.

Est puni d'une servitude pénale de 8 jours à un an et d'une amende de 200 à 400 francs ou de l'une de ces peines seulement :

1^o Toute personne qui, soit en produisant des documents mensongers, soit en faisant des fausses déclarations, soit de toute autre manière, se sera sciemment rendue coupable de fraude en vue de bénéficier ou de faire bénéficier autrui des allocations prévues par le présent décret ou en vue d'échapper ou de faire échapper autrui aux obligations prescrites par le présent décret ;

2^o Toute personne qui, sachant ne pas avoir droit à tout ou partie des allocations attribuées en application du présent décret, omet de prévenir, dans la quinzaine, la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés de la réception des allocations indûment versées. Les formes de la notification seront déterminées par le Gouverneur Général.

ART. 29.

La restitution des sommes indûment perçues par le prétendu ayant-droit sera toujours ordonnée par le Tribunal.

Si la cotisation a été versée à tort, l'employeur est solidairement tenu au remboursement.

Les cotisations versées indûment à la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés sur la base de fausses déclarations restent acquises à cette caisse.

ART. 30.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 133 à 135 du Code Pénal, sont punis d'une amende de 200 à 400 francs, les employeurs ou leurs préposés qui refusent de fournir aux personnes ou à l'or-

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

Inchangé.

Si la cotisation a été versée à tort, l'employeur qui l'a versée, conformément à l'article 11, est solidairement tenu au remboursement.

Inchangé.

Inchangé.

ART. 28.

Wordt gestraft met strafdienst van acht dagen tot een jaar en met geldboete van 200 frank tot 400 frank, of met een van die straffen alleen :

1^o Al wie, hetzij door leugenachtige documenten voor te leggen, hetzij door valse aangiften te doen, hetzij op enige andere wijze, zich wetens schuldig maakt aan vervalsing, ten einde de in dit decreet bepaalde toelagen te genieten of ze een ander te doen genieten of ten einde aan de in dit decreet voorgeschreven verplichtingen te ontsnappen of er een ander te doen ontsnappen.

2^o Al wie, wetend dat hij geen recht heeft op al of een deel van de toelagen toegekend met toepassing van dit decreet, verzuimt de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen, binnen de veertien dagen na ontvangst der niet-verschuldigd gestorte toelagen, te verwittigen. De Gouverneur-Generaal bepaalt de vormen van de kennisgeving.

ART. 29.

Teruggave van de niet-verschuldigde sommen geïnd door de zögezegde recht-hebbende wordt altijd door de Recht-bank bevolen.

Indien de bijdrage ten onrechte gestort werd, is de werkgever hoofdelijk gehouden ze terug te betalen.

De niet-verschuldigde bijdragen die bij de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen op grond van valse aangiften gestort werden, blijven eigendom van die Kas.

ART. 30.

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van de artikelen 133 tot 135 van het Strafwetboek, worden gestraft met geldboete van 200 frank tot 400 frank, de werkgevers of hun aangestelden die weigeren aan de personen of aan het orga-

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Onveranderd.

Indien de bijdrage ten onrechte gestort werd, is de werkgever, die ze overeenkomstig artikel 10 gestort heeft, hoofdelijk gehouden ze terug te betalen.

Onveranderd.

Onveranderd.

ganisme chargé de l'exécution du présent décret les renseignements demandés en vue de son application.

ART. 31.

Est puni d'une amende de 300 à 600 francs, l'employeur ou son préposé qui aura contrevenu à la défense énoncée à l'article 13.

Inchangé.

En outre, le jugement ordonne d'office la restitution des sommes indûment retenues ou récupérées.

Inchangé.

ART. 32.

Les employeurs sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés du chef de l'inexécution des obligations prévues par le présent décret ou ses mesures d'exécution.

Inchangé.

CHAPITRE X.

Des prescriptions.

ART. 33.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction de l'employeur ou de son préposé du chef de non-paiement des cotisations dans le délai requis se prescrivent après trois années révolues, à compter du 1^{er} janvier de l'année qui donne son nom à l'exercice.

Inchangé.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions commises par les allocataires et prévues à l'article 28 est prescrite après deux années révolues à compter du jour où ils ont cessé de recevoir indûment les allocations.

Inchangé.

nisme belast met de uitvoering van dit decreet, de met het oog op de toepassing er van gevraagde inlichtingen te verschaffen.

ART. 31.

Wordt gestraft met geldboete van 300 frank tot 600 frank, de werkgever of zijn aangestelde die de verbodsbepalingen van artikel 13 overtreedt.

Onveranderd.

Daarenboven, beveelt het vonnis ambts-halve de teruggave van de niet-verschuldigde sommen die weerhouden of teruggevorderd werden.

Onveranderd.

ART. 32.

De werkgevers zijn burgerlijk verantwoordelijk voor de betaling van de geldboeten die ten laste van hun aangestelden worden uitgesproken wegens niet uitvoering van de verplichtingen bepaald door dit decreet of door de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Onveranderd.

HOOFDSTUK X.

Verjaringen.

ART. 33.

De publieke vordering en de burgerlijke vordering voortvloeiende uit een overtreding van de werkgever of zijn aangestelde door niet betaling van de bijdragen binnen de bepaalde termijn, verjaren na drie volle jaren, te rekenen van 1 Januari af van het jaar dat zijn naam aan het boekjaar geeft.

Onveranderd.

De publieke vordering waartoe de overtredingen begaan door de toelaagbeurders en bepaald in artikel 28 aanleiding geven, verjaart na twee volle jaren te rekenen van de dag waarop zij opgehouden hebben de niet-verschuldigde toelagen te ontvangen.

Onveranderd.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions prévues aux articles 27, 30 et 31 est prescrite après une année révolue à compter du jour où l'infraction a été commise.

Inchangé.

L'action publique à laquelle donnent lieu les infractions aux articles 133 à 135 du Code Pénal ainsi que les infractions commises par des personnes autres que les allocataires et prévues à l'article 20 est prescrite dans les délais fixés par le droit commun.

Inchangé.

CHAPITRE XI.

Dispositions générales.

ART. 34.

La Caisse Coloniale des pensions pour employés prend la dénomination de Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

Supprimé.

ART. 35.

Le dernier alinéa de l'article 5 du décret du 15 février 1946 sur les congés payés des employés coloniaux est abrogé.

Inchangé.

ART. 36.

Le présent décret entrera en vigueur à la date qui sera fixée par le Gouverneur Général.

Inchangé.

ART. 34.

ART. 35.

De publieke vordering, waartoe de overtredingen bepaald in de artikelen 27, 30 en 31 aanleiding geven, verjaart na één vol jaar, te rekenen van de dag waarop de overtreding geschied is.

Onveranderd.

De publieke vordering waartoe de overtreding van de artikelen 133 tot 135 van het Strafwetboek aanleiding geven, alsmede de overtredingen begaan door andere personen dan de toelaagbeurders en bepaald in artikel 28, verjaart binnen de in het gemeen recht gestelde termijnen.

Onveranderd.

HOOFDSTUK XI.

Algemene bepalingen.

ART. 34.

De Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen neemt de benaming van Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en gezinstoelagen.

Geschrapt.

ART. 35.

ART. 34.

Het laatste lid van artikel 5 van het decreet van 15 Februari 1946 op het verlot met wedde van de koloniale werknemers wordt afgeschaft.

Onveranderd.

ART. 36.

ART. 35.

Dit decreet treedt in werking op de datum die de Gouverneur-Generaal zal vaststellen.

Onveranderd.

Avant la mise aux voix du projet, deux membres déclarent qu'ils s'abstiendront d'en voter l'approbation.

Le premier justifie son abstention en exprimant la crainte que l'application du décret aura pour résultat de favoriser l'arrivée et l'installation au Congo de familles nombreuses et d'accroître ainsi le nombre d'enfants blancs obligés de subir l'influence du climat équatorial. Il estime et c'est à son avis un point très important, que le milieu tropical est défavorable au développement normal de l'enfant. Il n'est donc pas souhaitable d'y provoquer un accroissement inutile de la population enfantine.

Il croit aussi que cet accroissement, en augmentant les charges et préoccupations d'une partie du personnel, diminuera son efficience et augmentera singulièrement les difficultés que doit surmonter l'employeur.

Le second membre du Conseil qui s'est abstenu expose qu'il est d'accord avec toutes les dispositions à l'exception du système de cotisations. La taxe de capitation pour une caisse de répartition présente à son avis un certain manque d'équité à l'égard des économiquement faibles. En cas de dépression elle pourrait devenir très onéreuse.

*
**

Le projet mis aux voix est approuvé à l'unanimité moins les deux abstentions justifiées comme il vient d'être exposé.

Bruxelles, le 20 février 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Voordat het ontwerp in stemming gebracht wordt, verklaren twee raadsleden dat zij een blanco-stem zullen uitbrengen.

Als rechtvaardiging van zijn onthouding, spreekt de eerste de vrees uit dat de toepassing van het decreet als gevolg zal hebben dat er meer grote gezinnen in Congo zullen komen en er zich vestigen en aldus het aantal blanke kinderen zal verhogen die de invloed van het equatoriaal klimaat zullen moeten ondergaan. Hij is van mening, en het is zijns dunks een zeer belangrijk punt, dat de tropische omgeving ongunstig is voor de normale ontwikkeling van het kind. Het is dus niet wenselijk er de kinderbevolking nutteloos te vermeerderen.

Hij denkt ook dat deze verhoging, doordat zij de lasten en de beslommeringen van een deel van het personeel verzwaaert, hun werkkraft zal verminderen en de moeilijkheden die de werkgever moet overwinnen, zeer zal vergroten.

Het tweede raadslid, dat zich onthouden heeft van stemming, zet uiteen dat hij met al de bepalingen akkoord gaat, uitgenomen met het bijdragenstelsel. De taxe per hoofd voor een verdelingskas brengt naar zijn mening een zeker gemis van billijkheid mede voor de economisch zwakken. In geval van depressie, zou zij zeer bezwarend kunnen worden.

*
**

In stemming gebracht, wordt het ontwerp eenparig goedgekeurd, min de twee onthoudingen, die gerechtvaardigd werden zoals hierboven uiteengezet.

Brussel, den 20^e Februari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

Allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Généralisation.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les lois du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et du 21 août 1925 relatives au Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 30 mars 1948 portant généralisation des allocations familiales,

ARRETE :

TITRE I.

Introduction des demandes d'allocations.

ARTICLE PREMIER.

Les demandes d'allocations, rédigées conformément au modèle F ci-annexé, datées et signées, doivent être adressées, en double exemplaire, sous pli recommandé, au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville dans les six mois de la date à laquelle s'ouvre le droit aux allocations. Si ce délai n'est pas observé, l'allocation prend cours le premier du mois suivant l'introduction de la demande.

Lorsqu'en application de l'article 5 du décret, il a été désigné par le Tribunal de première instance une personne ou une institution chargée de recevoir les allocations familiales aux lieu et place de l'employé, la demande peut être introduite par cette personne ou cette institution, si elle ne l'a pas été par l'employé allocataire.

ART. 2.

Les demandes sont adressées en double exemplaire dans les formes et délais légaux, à l'employeur lorsque celui-ci est autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales aux membres de son personnel.

Gezinstoelagen voor de niet-inlandse werknemers. — Veralgemening.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op de wetten van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo en van 21 Augustus 1925 betreffende Ruanda-Urundi;

Gelet op het decreet van 30 Maart 1948 waarbij de gezinstoelagen algemeen worden gemaakt,

BESLUIT :

TITEL I.

Indiening van de aanvragen om toelagen.

ARTIKEL ÉÉN.

De aanvragen om toelagen, opgesteld volgens bijgaand model F en voorzien van datum en handtekening, moeten aan de gevolmachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te Leopoldstad, in dubbel, per aangetekende brief, gericht worden binnen de zes maanden na de datum waarop het recht op de toelagen begint. Indien die termijn niet wordt nagekomen begint de toelage op de eerste dag van de maand na het indienen van de aanvraag.

Wanneer, met toepassing van artikel 5 van het decreet, de Rechtbank van eerste aanleg een persoon of een inrichting heeft aangewezen met last de gezinstoelagen in plaats van de werknemer te ontvangen, kan deze persoon of deze inrichting de aanvraag indienen, indien de toelaag-beurende werknemer dit niet gedaan heeft.

ART. 2.

De aanvragen worden in dubbel, met inachtneming van de wettelijke vormen en termijnen aan de werkgever gericht, wanneer deze gemachtigd is de gezinstoelagen aan de leden van zijn personeel rechtstreeks uit te betalen.

L'employeur est tenu d'accuser réception de la demande et des pièces justificatives qui s'y trouvent annexées en mentionnant chacune d'elles.

ART. 3.

Les demandes doivent être accompagnées des pièces justificatives et documents ci-après :

1^o En ce qui concerne l'épouse bénéficiaire :

a) un extrait d'acte de mariage;

b) si l'épouse ne réside pas au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, un document officiel attestant qu'elle n'exerce aucune activité lucrative et mentionnant celles qu'elle aurait exercées au cours de l'exercice précédant celui de l'introduction de la demande;

2^o En ce qui concerne les enfants et petits-enfants bénéficiaires :

a) un extrait d'acte de naissance de chacun des enfants et petits-enfants;

b) si l'enfant bénéficiaire est un enfant légitime propre du conjoint, un extrait d'acte de mariage de l'employé;

c) si l'enfant bénéficiaire est un enfant naturel reconnu ou adopté, les pièces établissant la reconnaissance ou l'adoption ainsi que, s'il y a lieu, un document émanant de l'autorité territoriale du lieu de résidence du bénéficiaire attestant que celui-ci est élevé en dehors du milieu indigène;

d) si l'enfant bénéficiaire est âgé de plus de dix-huit ans, un certificat attestant qu'il suit effectivement des cours dans un établissement d'enseignement de plein exercice;

De werkgever dient de goede ontvangst van de aanvraag en van de bijgevoegde bewijsstukken te berichten met vermelding van elk dezer.

ART. 3.

De volgende bewijsstukken en documenten moeten bij de aanvragen gevoegd worden :

1^o Wat betreft de toelaaggenietende echtgenote :

a) een uittreksel van de akte van huwelijk;

b) indien de echtgenote niet in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijft, een officieel stuk waarin verklaard wordt dat zij geen winstgevende bezigheid uitoefent en waarin deze worden vermeld welke zij zou uitgeoefend hebben in de loop van het dienstjaar hetwelk dit van het indienen van de aanvraag voorafgaat.

2^o Wat betreft de toelaaggenietende kinderen en kleinkinderen :

a) een uittreksel van de geboorteakte voor elk kind en kleinkind;

b) wanneer het toelaaggenietend kind een aan de echtgenoot eigen wettig kind is, een uittreksel van de huwelijksakte van de werknemer;

c) wanneer het toelaaggenietend kind een erkend natuurlijk kind of een aangenomen kind is, de stukken die de erkenning of de aanneming vast stellen, als ook, zo nodig, een stuk dat uitgaande van de gewestoverheid van de verblijfplaats van het toelaaggenietend kind en getuigt dat dit buiten de inlandse omgeving opgevoed wordt;

d) wanneer het toelaaggenietend kind meer dan achttien jaar oud is, een getuigschrift dat het kind cursussen in een onderwijsinrichting met volledig leerplan werkelijk volgt;

e) un document émanant de l'administration locale du lieu de résidence de l'employé certifiant que les petits-enfants, les enfants naturels et les enfants adoptés sont effectivement à charge.

Dans les deux cas, les demandes doivent être accompagnées d'un document émanant de l'administration locale du lieu de résidence de l'employé renseignant la composition de la famille. Si ce document n'est pas établi par l'autorité territoriale, il doit être renouvelé par les employés de nationalité étrangère dans les trois mois de la date de la reprise des services effectifs au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.

ART. 4.

Les demandes d'allocations prévues aux articles 1 et 2 doivent être renouvelées dans le courant du premier trimestre de chaque année. Le premier renouvellement a lieu au cours du premier trimestre de l'exercice qui suit celui de l'introduction de la demande, sauf si celle-ci a été introduite après le 30 juin.

Lors de chaque renouvellement, les demandes doivent être accompagnées d'un document émanant de l'administration locale du lieu de résidence de l'employé renseignant la composition de la famille et, si l'épouse ne réside pas au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, d'un document officiel attestant qu'elle n'exerce aucune activité lucrative et mentionnant celles qu'elle aurait exercées au cours de l'exercice précédant celui du renouvellement de la demande.

ART. 5.

Le certificat de scolarité prévu à l'article 3, 2^o, d), doit être renouvelé dans le courant du mois de novembre de chaque année.

e) een stuk dat van het plaatselijk bestuur van de verblijfplaats van de werknemer uitgaat en getuigt dat de kleine kinderen, de natuurlijke kinderen en de aangenomen kinderen werkelijk ten laste zijn.

In de twee gevallen, moeten de aanvragen vergezeld zijn van een stuk dat uitgaat van het gewestelijk bestuur van de verblijfplaats van de werknemer en de samenstelling van het gezin aangeeft. Indien dit stuk niet door de gewestoverheid opgemaakt is, moet het, door de werknemers van vreemde nationaliteit hernieuwd worden, binnen drie maanden na de datum waarop zij opnieuw werkelijk dienst nemen in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi.

ART. 4.

De in de artikelen 1 en 2 bepaalde aanvragen op toelagen moeten hernieuwd worden in de loop van het eerste kwartaal van ieder jaar. De eerste hernieuwing heeft plaats in de loop van het eerste kwartaal van het dienstjaar volgend op het jaar van de indiening van de aanvraag behalve indien deze na 30 Juni ingediend werd.

Bij iedere hernieuwing, moeten de aanvragen vergezeld zijn van een stuk dat uitgaat van het plaatselijk bestuur van de verblijfplaats van de werknemer en de samenstelling van het gezin aangeeft en, indien de echtgenote niet in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi verblijft, van een officieel stuk dat getuigt dat zij geen winstgevende bezigheid uitoefent en dat deze vermeldt welke zij zou uitgeoefend hebben in de loop van het dienstjaar hetwelk dit van de hernieuwing van de aanvraag voorafgaat.

ART. 5.

Het schoolgetuigschrift bepaald in artikel 3, 2^o, d), moet hernieuwd worden in de loop van de maand November van elk jaar.

ART. 6.

Sous peine des sanctions prévues par l'article 28 du décret, l'employé est tenu d'informer immédiatement, par lettre recommandée, le fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville, ou son employeur si celui-ci est autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales aux membres de son personnel, de tout évènement de nature à entraîner la réduction ou la suppression des allocations familiales.

ART. 7.

La Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés a le droit d'exiger de l'employé tous documents complémentaires qu'elle jugera utiles et de suspendre le paiement des allocations jusqu'à la réception des pièces justificatives nécessaires.

TITRE II.

Attribution des allocations familiales.

ART. 8.

Pour l'application de l'article 8 du décret, le rang des enfants bénéficiaires est déterminé par la date de prise de cours de l'allocation.

Lorsque la date de prise de cours de l'allocation est la même pour plusieurs bénéficiaires, le rang de chacun d'eux s'établit par ordre de primogéniture.

Le rang le plus élevé est, dans tous les cas, assigné à l'enfant ayant atteint l'âge de 18 ans au moment de la prise de cours de l'allocation due par application de l'avant-dernier alinéa de l'article 3 du décret.

Le rang assigné à l'un des bénéficiaires lui est réattribué lorsque, après une période d'interruption, il est admis à nouveau au bénéfice de l'allocation.

ART. 6.

Op straf van de sancties gesteld in artikel 28 van het decreet, is de werknemer gehouden aan de gevolmachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen te Leopoldstad, per aangetekende brief, onmiddellijk mede te delen, of aan zijn werkgever, indien deze gemachtigd is de gezinstoelagen aan de leden van zijn personeel rechtstreeks uit te betalen, elke gebeurtenis die vermindering of afschaffing van de gezinstoelagen als gevolg heeft.

ART. 7.

De Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen heeft het recht van de werknemer alle aanvullende stukken te eisen die zij nuttig acht, en de betaling der toelagen te schorsen tot zij de nodige bewijsstukken ontvangen heeft.

TITEL II.

Toekenning van de gezinstoelagen.

ART. 8.

Voor de toepassing van artikel 8 van het decreet, wordt de rang van de toelaaggenietende kinderen bepaald door de datum waarop de toelage begint te lopen.

Wanneer de datum waarop de toelage begint te lopen dezelfde is voor verscheidene toelaaggenieters, wordt de rang van elk dezer vastgesteld volgens eerstgeboorte.

De hoogste rang wordt, in ieder geval, toegekend aan het kind dat de leeftijd van 18 jaar bereikt heeft op het ogenblik dat de toelage, verschuldigd bij toepassing van het voorlaatste lid van artikel 3 van het decreet, begint te lopen.

De rang aan een der toelaaggenieters toegekend wordt hem opnieuw verleend, wanneer, na een onderbreking, hij opnieuw in aanmerking komt voor het genot van de toelage.

ART. 9.

Les allocations prennent cours le premier du mois qui suit celui au cours duquel se trouvent réunies les conditions d'octroi des allocations, si la demande est introduite dans le délai de six mois prévu par l'alinéa premier de l'article 7 du décret.

Dans les autres cas, elles prennent cours le premier du mois suivant l'introduction de la demande.

ART. 10.

Les allocations sont liquidées trimestriellement et à terme échu, après réception du versement des cotisations dues par l'employeur.

ART. 11.

Les allocations sont liquidées à l'attributaire, sous déduction des frais de paiement :

a) en Belgique, au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, par assignation postale ou, si l'attributaire en formule la demande, par virement à un compte ouvert à son nom, soit à la Banque, soit à l'Office des Chèques Postaux qu'il désigne.

L'employé peut cependant donner mandat à son employeur aux fins de recevoir en ses lieu et place le montant des allocations familiales;

b) dans les autres pays, par assignation postable payable en main propre, ou à l'intervention d'une banque; le choix du mode de paiement appartient à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

Par attributaire, il faut entendre soit l'employé, soit la personne ou institution désignée en application de l'article 5 du décret pour recevoir en ses lieu et place les allocations familiales.

ART. 9.

De toelagen beginnen te lopen de eerste van de maand na deze in de loop waarvan de voorwaarden voor toekenning van de toelagen verenigd zijn, indien de aanvraag ingediend wordt binnen de termijn van zes maanden bepaald in het eerste lid van artikel 7 van het decreet.

In de andere gevallen, beginnen zij te lopen de eerste van de maand na de indiening van de aanvraag.

ART. 10.

De toelagen worden per kwartaal, na vervallen termijn, uitbetaald, na ontvangst van de storting der bijdragen die de werkgever verschuldigd is.

ART. 11.

De toelagen worden aan de verkrijger uitbetaald, na aftrek van de betalingskosten :

a) in België, Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi per postassignatie of indien de verkrijger het aanvraagt, door overschrijving op een rekening geopend op zijn naam, hetzij bij de bank, hetzij bij de postcheck-dienst die hij aanwijst.

Nochtans kan de werknemer aan zijn werkgever lastgeven, in zijn plaats, het bedrag der gezinstoelagen te ontvangen;

b) in de andere landen, per postassignatie betaalbaar in eigen handen, of door tussenkomst van een bank; de keus van de betalingswijze behoort aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen.

Onder verkrijger moet men verstaan, hetzij de werknemer, hetzij de persoon of de instelling aangewezen met toepassing van artikel 5 van het decreet om in zijn plaats de gezinstoelagen te ontvangen

ART. 12.

La réduction du montant mensuel des allocations ou la suppression de celles-ci sont opérées le premier du mois qui suit la date à laquelle est survenu l'événement qui les justifie.

TITRE III.

Disposition transitoire.

ART. 13.

Pour l'application de l'article 16 du décret, les opérations relatives au 4^{me} trimestre de l'année 1948 seront rattachées à l'exercice 1949.

TITRE IV.

Dispositions générales.

ART. 14.

Le Gouverneur Général prescrira toutes mesures utiles en vue de l'établissement de la composition de la famille résidant sur le territoire du Congo-Belge et du Ruanda-Urundi.

ART. 15.

Le comptable du Chef-lieu du Territoire délivre aux assujettis le formulaire prescrit par le présent arrêté.

ART. 16.

Le décret du 30 mars 1948 ainsi que le présent arrêté entreront en vigueur au Congo-Belge et au Ruanda-Urundi le 1^{er} octobre 1948.

Bruxelles, le 31 mars 1948.

Le Ministre des Colonies,

ART. 12.

De vermindering van het maandelijks bedrag van de toelagen of de afschaffing ervan wordt uitgevoerd de eerste van de maand na de datum waarop de gebeurtenis, die haar rechtvaardigt, zich heeft voorgedaan.

TITEL III.

Overgangsbepaling.

ART. 13.

Voor de toepassing van artikel 16 van het decreet, worden de verrichtingen betreffende het vierde kwartaal van het jaar 1948 aan het dienstjaar 1949 toegevoegd.

TITEL IV.

Algemene bepalingen.

ART. 14.

De Gouverneur-Generaal schrijft alle maatregelen voor die dienstig zijn voor het bepalen van de samenstelling van het gezin dat op het grondgebied van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi verblijft.

ART. 15.

De rekenplichtige van de hoofdplaats van het Grondgebied overhandigt aan de personen die aan het decreet onderworpen zijn, het door dit besluit voorgeschreven formulier.

ART. 16.

Het decreet van 30 Maart 1948 alsmede dit besluit treden in werking in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi op 1 October 1948.

Brussel de 31 Maart 1948.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Arrêté ministériel du 31 mars 1948.

CAISSE COLONIALE DES PENSIONS ET
ALLOCATIONS FAMILIALES POUR EMPLOYÉS

Modèle F

Sous la garantie de la Colonie
instituée par les décrets du 10 octobre
1945 et 30 mars 1948.

Case réservée à la Caisse coloniale
des pensions et allocations familiales
pour employés.

Date de l'envoi recommandé :

N°; date de la poste :

N° d'ordre :

DEMANDE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

A établir en double exemplaire.

Avant de remplir le présent formulaire, lire très attentivement les dispositions
légales reprises en annexe.

N.B. — Lorsque les bénéficiaires ne résident pas au Congo Belge, au Ruanda-
Urundi ou en Belgique, les allocations ne sont attribuées aux employés
de nationalité étrangère que s'il a été conclu un accord de réciprocité
avec le pays dont ils sont ressortissants.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EMPLOYE ALLOCATAIRE.

NOM (en lettres majuscules); (l'employée mariée ou veuve est désignée par son
nom de jeune fille auquel s'ajoute celui du mari précédé du mot « épouse »
ou « veuve ») :

Prénoms :

Sexe : Masculin — Féminin (biffer la mention inutile).

Nationalité :

Lieu et date de naissance :

Résidence effective :

Adresse dans le pays d'origine :

Dénomination et adresse de l'employeur :

Date d'entrée au service de l'employeur :

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'EPOUSE DE L'EMPLOYE ALLOCATAIRE.

NOM de jeune fille (en lettres majuscules) :

Prénoms :

Lieu et date de naissance :

Résidence effective :

Je certifie que mon épouse n'exerce aucune occupation lucrative.

Profession ou fonction exercée par l'épouse :

..... (biffer les men-

tions inutiles)

Dénomination et adresse de l'employeur de l'épouse :

.....

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR L'EMPLOYE MARIE EN CAS DE SEPARATION DE CORPS.

Date du jugement :

Désignation du tribunal ayant prononcé la séparation :

L'épouse assume-t-elle la garde d'un ou plusieurs enfants :

.....

.....

.....

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU MARI, LORSQUE LA DEMANDE EST INTRODUITE PAR UNE EMPLOYEE ALLOCATAIRE.

NOM (en lettres majuscules) :

Prénoms :

Lieu et date de naissance :

Résidence effective :

Profession :

Dénomination et adresse de l'employeur :

.....

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX ENFANTS BENEFICIAIRES.

Je certifie que mon (époux — épouse) ne bénéficie pas d'allocations familiales à charge de la Colonie du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi ou à charge de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés du chef des mêmes enfants que ceux pour lesquels la présente demande est introduite.

A. — ENFANTS LEGITIMES communs des époux ou propres à chacun d'eux.

	NOM	Prénoms	Date de naissance	Résidence effective
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				
8.				

B. — ENFANTS NATURELS RECONNUS ET ENFANTS ADOPTES.

	NOM	Prénoms	Date de naissance	Résidence effective
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				

Je certifie que les enfants naturels reconnus et les enfants adoptés repris ci-dessus sont effectivement à ma charge et élevés en dehors du milieu indigène.

C. — PETITS-ENFANTS.

	NOM	Prénoms	Date de naissance	Résidence effective
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				

Je certifie que les petits-enfants repris ci-dessus sont effectivement à ma charge et ne bénéficient pas d'allocations familiales d'un autre chef.

PAIEMENT DES ALLOCATIONS PAR LA CAISSE COLONIALE DES
PENSIONS ET ALLOCATIONS FAMILIALES POUR EMPLOYÉS.

1. Je désire que les allocations me soient liquidées par assignation postale (1).
2. Je désire que le montant des allocations soit versé à mon compte n°
à la Banque à
3. Je désire que le montant des allocations soit versé à mon compte chèque postal n° de l'Office des Chèques Postaux de
4. Je donne mandat à mon employeur

.....
aux fins de recevoir en mes lieu et place le montant des allocations.

(Biffer les mentions inutiles.)

(Signature de l'employeur et cachet de la firme.)

Pour acceptation du mandat :

(1) *Tout changement d'adresse doit être immédiatement notifié* au fondé de pouvoir de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville.

N.B. — Lorsque le paiement ne s'effectue ni en Belgique, ni au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, les allocations sont liquidées exclusivement par assignation postale payable en mains propres ou à l'intervention d'une banque au choix de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

Je certifie l'exactitude des renseignements figurant dans la présente demande.

Je déclare avoir pris connaissance de l'article 28 du décret du 30 mars 1948 repris en annexe du présent formulaire m'obligeant, sous peine de sanctions prévues au dit article, de porter immédiatement à la connaissance du fondé de pouvoir de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville (ou de mon employeur si celui-ci est autorisé à procéder directement au paiement des allocations familiales) tout événement de nature à entraîner la réduction ou la suppression des allocations familiales.

Je joins à la présente demande les pièces justificatives exigées par l'arrêté ministériel du 31 mars 1948 (articles 3 ou 4).

Fait en double exemplaire à

le

(Signature de l'employé)

.....

A remplir uniquement lorsque, en application de l'article 5 du décret du 30 mars 1948, il a été désigné, par le Tribunal de première instance, une personne ou une institution pour recevoir les allocations aux lieu et place de l'employé.

NOM et prénoms de la personne désignée pour recevoir les allocations, ou désignation de l'institution :

.....

Adresse complète :

Jugement rendu par le Tribunal de première instance de

.....

....., en date du

(Signature : éventuellement, sceau de l'institution.)

.....

Ministerieel besluit van 31 Maart 1948.

KOLONIALE KAS VOOR WERKNEMERS-
PENSIOENEN EN -GEZINSTOELAGEN.

Model F.

Onder waarborg van de Kolonie
Ingericht bij decreten van 10 October
1945 en 30 Maart 1948.

Vak voorbehouden aan de Koloniale
Kas voor Werknemerspensionen en
-gezinstoelagen.

Datum van de aangetekende verzen-
ding :

N^r ; Postdatum :

Volgnummer :

AANVRAAG OM GEZINSTOELAGEN

In twee exemplaren op te maken.

Vóór het opmaken van het formulier, leze men aandachtig de als bijlage
opgenomen wettelijke bepalingen.

N.B. — Wanneer de toelaaggenieters niet in Belgisch-Congo, in Ruanda-Urundi
of in België verblijf houden, worden de toelagen aan de werknemers van
vreemde nationaliteit enkel verleend, indien er een wederkerigheids-
akkoord gesloten is met het land waarvan zij onderhorigen zijn.

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE TOELAAGBEURENDE WERK- NEMER.

NAAM (met hoofdletters); (de werkneemster die gehuwd of weduwe is, ver-
meldt haar meisjesnaam, met toevoeging van de naam van de echtgenoot,
voorafgaan van « echtgenote » of « weduwe ») :

.....
Voornamen :

Geslacht : Mannelijk — Vrouwelijk (nutteloze vermelding doorhalen).

Nationaliteit :

Plaats en datum van geboorte :

Werkelijke verblijfplaats :

Adres in het land van herkomst :

.....
Benaming en adres van de werkgever :

.....
Datum van indiensttreding bij de werkgever :

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE ECHTGENOTE VAN DE TOELAAGBEURENDE WERKNEMER.

MEISJESNAAM (met hoofdletters :

Voornamen :

Plaats en datum van geboorte :

Werkelijke verblijfplaats :

Ik verklaar dat mijn echtgenote geen winstgevende
bezigheid uitoefend.

Beroep of bezigheid door de echtgenote uitgeoefend :

(Nutteloze ver-
melding door-
halen.)

Benaming en adres van de werkgever van de echtgenote :

INLICHTINGEN TE VERSTREKKEN DOOR DE GEHUWDE WERKNEMER IN GEVAL VAN SCHEIDING VAN TAFEL EN BED.

Datum van het vonnis :

Aanduiding van de rechtbank die de scheiding uitgesproken heeft :

Heeft de echtgenote de bewaking van een of meer kinderen?

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE ECHTGENOOT *wanneer de aanvraag ingediend werd door een toelaagbeurende werkneemster.*

NAAM (met hoofdletters) :

Voornamen :

Plaats en datum van geboorte :

Werkelijke verblijfplaats :

Beroep :

Benaming en adres van de werkgever :

INLICHTINGEN BETREFFENDE DE TOFLAAGGENIETENDE KINDEREN.

Ik verklaar dat mijn echtgenoot — echtgenote geen gezinstoelagen geniet ten laste van de Belgische-Congokolonie of van Ruanda-Urundi of ten laste van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en gezinstoelagen uit hoofde van dezelfde kinderen voor wie deze aanvraag ingediend wordt.

A. — WETTIGE KINDEREN die aan de echtgenoten gemeen zijn of eigen aan ieder van hen.

	NAAM	Voornamen	Geboorte- datum	Werkelijke verblijfplaats
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				
8.				

B. — ERKENDE NATUURLIJKE KINDEREN EN AANGENOMEN KINDEREN.

	NAAM	Voornamen	Geboorte- datum	Werkelijke verblijfplaats
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				

Ik verklaar dat de erkende natuurlijke kinderen en de aangenomen kinderen hierboven vermeld werkelijk te mijnen laste zijn en buiten de inlandse omgeving opgevoed worden.

C. — KLEINKINDEREN.

	NAAM	Voornamen	Geboorte- datum	Werkelijke verblijfplaats
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				

Ik verklaar dat de kleinkinderen hierboven vermeld werkelijk te mijnen laste zijn en dat zij geen gezinstoelagen uit andere hoofde genieten.

UITBETALING VAN DE TOELAGEN DOOR DE KOLONIALE KAS
VOOR WERKNEMERSPENSIOENEN EN -GEZINSTOELAGEN

1. Ik verlang de uitbetaling van de toelagen per assignatie (1).
2. Ik verlang dat het bedrag van de toelagen gestort wordt op mijn rekening n^o bij de bank, te
3. Ik verlang dat het bedrag van de toelagen gestort wordt op mijn postcheck-rekening n^o van de Postcheckdienst te
4. Ik geef last aan mijn werkgever

.....
om in mijn plaats het bedrag van de toelagen te ontvangen.
(Nutteloze vermeldingen doorhalen.)

(Handtekening van de werkgever en stempel van de firma.)

Voor aanneming van de lastgeving :

-
(1) *Elke verandering van adres moet onmiddellijk medegedeeld worden* aan de gevolmachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te Leopoldstad.

N.B. — Wanneer de uitbetaling niet in België of in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi gedaan wordt, worden de toelagen uitsluitend vereffend per assignatie in eigen handen betaalbaar of door tussenkomst van een bank naar keuze van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen.

Ik verzeker dat de inlichtingen in deze aanvraag juist zijn.

Ik verklaar kennis genomen te hebben van artikel 28 van het decreet van 30 Maart 1948 opgenomen als bijlage aan dit formulier, welk artikel mij verplicht, op straf van de in dit artikel gestelde sancties, onmiddellijk aan de gevolmachtigde van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te Leopoldstad (of aan mijn werkgever, wanneer deze er toe gemachtigd is rechtstreeks de gezinstoelagen uit te betalen) elke gebeurtenis mede te delen welke geschikt is om de vermindering of het opheffen van de gezinstoelagen mede te brengen.

Ik voeg bij deze aanvraag de bewijsstukken vereist door het ministerieel besluit van 31 Maart 1948 (artikel 3 of 4).

Opgemaakt in twee exemplaren te

de

(Handtekening van de werknemer.)

.....

In te vullen enkel wanneer, met toepassing van artikel 5 van het decreet van 30 Maart 1948 de Rechtbank van eerste aanleg een persoon of een inrichting heeft aangewezen om de toelagen in de plaats van de werknemer te ontvangen.

NAAM en voornamen van de persoon aangewezen voor het ontvangen van de toelagen, of aanwijzing van de inrichting :

.....

Volledig adres :

Vonnis uitgesproken door de Rechtbank van eerste aanleg te

op datum van

(Handtekening; eventueel stempel van de inrichting.)

.....

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Coloniale de Textiles (Socotex) ». — Statuts. — Modification (1).

Par arrêté royal du 31 mars 1948 est autorisée la modification apportée aux statuts de la Société précitée par ses actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 9 décembre 1947.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Coloniale de Textiles (Socotex) » — Statuten. — Wijziging (1).

Bij koninklijk besluit van 31 Maart 1948 werd goedgekeurd de wijziging aangebracht op 9 December 1947 aan de statuten van voornoemde vennootschap, door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders.

Société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.) ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 31 mars 1948 ont été autorisées des modifications apportées le 9 février 1948 aux statuts de cette société par l'assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.) ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij koninklijk besluit van 31 Maart 1948 werden goedgekeurd de wijzigingen aangebracht op 9 Februari 1948 aan de statuten van voornoemde vennootschap, door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders.

Société congolaise par actions, à responsabilité limitée « Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga ». — Statuts. — Modifications (1).

Par arrêté royal du 31 mars 1948, ont été autorisées des modifications statutaires décidées le 28 octobre 1947 par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de cette société.

Congolese vennootschap op aandelen met beperkte aansprakelijkheid « Société des Forces Hydro-Electriques de Sanga ». — Statuten. — Wijzigingen (1).

Bij Koninklijk besluit dd. 31 Maart 1948, werden goedgekeurd, de wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap op 28 October 1947 door de buitengewone algemene vergadering van haar aandeelhouders.

(1) Voir annexes au présent fascicule.

(1) Zie bijlagen aan dit nummer.

Médaille Commémorative du Congo.

Par arrêté du Régent, en date du 31 mars 1948, un nouveau délai s'étendant de la date du 1^{er} janvier au 31 décembre 1948 est accordé en vue de l'introduction de leur demande, aux personnes n'ayant pu, pour cause de circonstances fortuites, solliciter en temps utile l'obtention de la Médaille Commémorative du Congo.

Herinneringsmedaille van Congo.

Bij besluit van de Regent van 31 Maart 1948, is een nieuw uitstel, gaande van 1 Januari tot 31 December 1948, met het oog op het indienen hunner aanvraag, verleend aan de personen die, om reden van toevallige omstandigheden, niet te gelegener tijd de Herinneringsmedaille van Congo hebben kunnen aanvragen.

Octroi de la personnalité civile à l'association « Yacht Club de Léopoldville ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu le décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses et philanthropiques;

Vu l'article 8 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La personnalité civile est accordée à l'association « Yacht Club de Léopoldville », dont le siège est à Léopoldville et qui a pour objet :

1^o d'étudier et d'aider à la vulgarisation de la science nautique;

Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Yacht Club de Léopoldville ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het decreet van 28 December 1888 op de wetenschappelijke, godsdienstige en menslievende verenigingen;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de vereniging « Yacht Club de Léopoldville », waarvan de zetel te Leopoldstad gevestigd is en welke als doel heeft :

1^o de scheepvaart te bestuderen en de wetenschappelijke kennis er van te helpen vulgariseren;

2^o d'encourager et développer la navigation de plaisance et les sports nautiques au Congo Belge;

3^o de grouper tous ceux qui s'intéressent à la navigation de plaisance et aux sports nautiques, de leur procurer toutes facilités, de défendre leurs intérêts communs et de développer les sentiments de camaraderie réciproque par la fréquente réunion de ses membres dans un but d'agrément;

4^o d'organiser des régates, concours, excursions, conférences et fêtes de charité;

5^o d'acheter et/ou louer tout matériel, terrains, installations, bâtiments et toutes autres dépendances pour les besoins de ses membres.

ART. 2.

Sont agréés par Nous comme représentant légal, M. MEYS, H. J., et comme représentant légaux suppléants MM. M. DÉPPE et YVENS, G., chacun pouvant agir séparément.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 31 mars 1948.

2^o de speelvaart en de roei- en zeilsport in Belgisch-Congo aan te moedigen en te ontwikkelen;

3^o allen die belang stellen in de speelvaart en in roei- en zeilsport te verenigen, hun alle mogelijke faciliteiten te verschaffen, hun gemeenschappelijke belangen te verdedigen en de wederzijdse kameraadschappelijke gevoelens te ontwikkelen door de leden, met het oog op een aangenaam tijdverdrijf, vaak samen te brengen;

4^o roei- en andere wedstrijden, uitstappen, voordrachten en liefdadigheidsfeesten in te richten.

5^o alle materieel, gronden, installaties, gebouwen en andere aanhorigheden aan te kopen en/of te huren ten dienste zijner leden.

ART. 2.

Worden door Ons aanvaard als wettelijk vertegenwoordiger de heer H. J. MEYS, en als plaatsvervangende wettelijke vertegenwoordigers de heren M. DÉPPE en G. YVENS, die elk afzonderlijk mogen handelen.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 31 Maart 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu les lois du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et du 21 août 1925 relative au Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 10 octobre 1945, modifié par ceux des 15 février 1946, 28 février 1947 et 10 novembre 1947, ainsi que par les ordonnances législatives n° 124 du 17 avril 1947 et n° 23/53 du 12 février 1948, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;

Revu l'arrêté ministériel du 12 octobre 1945, portant délégation de pouvoirs au Gouverneur Général, les ordonnances n° 319 du 22 octobre 1945 et n° 320 du 24 octobre 1945, ainsi que l'ordonnance n° 182 du 28 juin 1946 spécialement en son article 15;

Vu le décret du 25 octobre 1945, modifié par ceux des 25 février et 31 décembre 1946 ainsi que par l'O.L. 23/121 du 3 avril 1948 sur l'assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés coloniaux;

Vu le décret du 30 mars 1948 portant généralisation des allocations familiales,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

La Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés est chargée de la perception des cotisations dues :

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op de wetten van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo en van 21 Augustus 1925 betreffende Ruanda-Urundi;

Gelet op het decreet van 10 October 1945, zoals het gewijzigd is door de decreten van 15 Februari 1946, 28 Februari 1947 en 10 November 1947, alsmede door de wetgevende ordonnantiën n° 124 van 17 April 1947 en n° 23/53 van 12 Februari 1948 op de verzekeringen tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers;

Herzien het ministerieel besluit van 12 October 1945, houdende machts-overdracht aan de Gouverneur-Generaal, de ordonnantiën n° 319 van 22 October 1945 en n° 320 van 24 October 1945, alsook de ordonnantie n° 182 van 28 Juni 1946, inzonderheid artikel 15;

Gelet op het decreet van 25 October 1945, zoals het gewijzigd is door de decreten van 25 Februari en 31 December 1946, alsmede door de wetg. ordonn. 23/121 van 3 April 1948 op de verzekering tegen ziekte en invaliditeit der koloniale werknemers;

Gelet op het decreet van 30 Maart 1948 waarbij de gezinstoelagen algemeen worden gemaakt,

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

De Koloniale Kas voor Werknemers-pensioenen en -gezinstoelagen is belast met de inning van de bijdragen verschuldigd :

1^o à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, en vertu :

a) du décret du 10 octobre 1945, modifié par ceux des 15 février 1946, 28 février 1947 et 10 novembre 1947 ainsi que par les ordonnances législatives n^o 124 du 17 avril 1947 et n^os 23/53 du 12 février 1948, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;

b) du décret du 30 mars 1948 portant généralisation des allocations familiales;

2^o au Fonds Colonial d'allocations pour employés, en vertu du décret susdit du 10 octobre 1945;

3^o au Fonds spécial d'allocations, en vertu du même décret;

4^o au Fonds Colonial des Invalidités, en vertu du décret du 25 octobre 1945, modifié par ceux des 25 février et 31 décembre 1946, ainsi que par l'ordonnance législative n^os 23/121 du 3 avril 1948 sur l'assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés;

ART. 2.

Les employés assujettis aux dispositions du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés sont tenus d'établir une déclaration d'affiliation en double exemplaire, datée et signée, du modèle P I ci-annexé.

Cette déclaration mentionne les nom et prénoms, le sexe, l'état civil, le lieu et la date de naissance, la nationalité et la résidence de l'intéressé, le nom et l'adresse de l'employeur ou la raison sociale de la firme et le siège où l'employé est occupé, ainsi que la date d'entrée au service de l'employeur.

1^o aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensiöenen en -gezinstoelagen, krachtens :

a) het decreet van 10 October 1945, gewijzigd door de decreten van 15 Februari 1946, 28 Februari 1947 en 10 November 1947, alsmede door de wetgevendende ordonnantiën n^r 124 van 17 April 1947 en n^{rs} 23/53 van 12 Februari 1948 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers;

b) het decreet van 30 Maart 1948 waarbij de gezinstoelagen algemeen worden gemaakt;

2^o aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, krachtens het voornoemd decreet van 10 October 1945;

3^o aan het Bijzonder Toelagenfonds krachtens hetzelfde decreet;

4^o aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds krachtens het decreet van 25 October 1945, zoals gewijzigd door de decreten van 25 Februari en 31 December 1946 alsmede door de wetgevende ordonnantie n^{rs} 23/121 van 3 April 1948 op de verzekering tegen ziekte of invaliditeit der werknemers;

ART. 2.

De werknemers die vallen onder de bepalingen van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, zijn gehouden in dubbel een van datum en handtekening voorziene aangifte van aansluiting op te maken, naar bijgaand model P I.

Die aangifte vermeldt de naam en de voornamen, het geslacht, de burgerlijke staat, plaats en de datum van geboorte, de nationaliteit en de verblijfplaats van de belanghebbende, de naam en het adres van de werkgever of de naam van de firma en de zetel waar de werknemer is tewerkgesteld, alsmede de datum der indiensttreding bij de werkgever.

Elle est remise à l'Administrateur Territorial du lieu de résidence de l'employé, ou à son délégué, dans le mois de l'entrée en service au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi ou du changement d'employeur.

L'Administrateur Territorial ou son délégué vérifie l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance et nationalité du déclarant et mentionne la nature des documents officiels au vu desquels il a vérifié cette exactitude ainsi que le lieu et la date de délivrance de ceux-ci.

Cette déclaration d'affiliation est renouvelée par l'employé, dans les mêmes formes et conditions, lors de tout changement d'employeur.

ART. 3.

Les déclarations d'affiliation sont transmises par premier courrier par l'Administrateur Territorial au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville.

La Caisse fait connaître à l'employeur le numéro matricule attribué à l'employé.

ART. 4.

Dans le mois de l'entrée en service de l'employé, l'employeur fait parvenir au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, à Léopoldville, en double exemplaire, une déclaration du modèle P II ci-annexé mentionnant :

1° le nom et l'adresse de l'employeur ou la raison sociale de la firme et le siège de l'entreprise ainsi que son numéro matricule ;

2° les nom et prénoms de l'employé ;

3° le sexe de l'employé ;

Zij wordt aan de Gewestbeheerder van de verblijfplaats van de werknemer, of aan diens gemachtigde, overhandigd binnen de maand, na de indiensttreding in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of na de dienstneming bij een andere werkgever.

De Gewestbeheerder of zijn gemachtigde vergewist zich van de juistheid van de naam, voornamen, plaats en datum van geboorte en nationaliteit van de aangever en vermeldt de aard van de officiële bescheiden aan de hand waarvan hij zich van deze juistheid heeft vergewist, alsmede de plaats en de datum van aflevering van die bescheiden.

Die aangifte van aansluiting wordt door de werknemer, met inachtneming van dezelfde vormen en voorwaarden, hernieuwd telkens hij bij een andere werkgever dienst neemt.

ART. 3.

De aangiften van aansluiting worden door de Gewestbeheerder met de eerste post opgezonden aan de gemachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen te Leopoldstad.

De Kas laat aan de werkgever het stamnummer van de werknemer kennen.

ART. 4.

Binnen de maand na de indiensttreding van de werknemer, stuurt de werkgever aan de gemachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen te Leopoldstad een aangifte in dubbel naar bijgaand model P II vermeldend :

1° de naam en het adres van de werkgever of de naam van de firma en de zetel der onderneming, alsmede zijn of haar stamnummer ;

2° de naam en de vornamen van de werknemer ;

3° het geslacht van de werknemer ;

4° la résidence de l'employé;

5° la date de son entrée en service.

ART. 5.

Les montants des cotisations à charge de l'employeur sont fixés à :

1° a) 12 1/2 % des rémunérations pour les cotisations dues à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, au Fonds colonial d'allocations pour employés et au Fonds spécial d'allocations en exécution du décret du 10 octobre 1945, et au Fonds Colonial des Invalidités en exécution du décret du 25 octobre 1945.

Ces versements cessent d'être opérés du chef d'un employé, lorsque l'employeur a versé personnellement, au cours d'un exercice annuel commençant le 1^{er} janvier, une somme de 15.000 fr.

b) 1 1/2 % des rémunérations pour les cotisations complémentaires dues le cas échéant à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés du chef des mineurs de fond pendant les périodes de services durant lesquelles ils sont affectés à des travaux souterrains. Cette cotisation est calculée sur l'intégralité des rémunérations afférentes aux dites périodes de services;

2° 1.000 francs par mois du chef de chaque employé du sexe masculin et 700 francs du chef de chaque employé du sexe féminin pour les cotisations dues à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés en exécution du décret du 30 mars 1948 portant généralisation des allocations familiales.

Cette cotisation est due pour les mois entiers du calendrier au cours desquels l'employé se trouve assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré et pour autant que l'employé n'occupe pas

4° de verblijfplaats van de werknemer;

5° de datum van zijn indiensttreding.

ART. 5.

De bedragen van de patroonsbijdragen zijn vastgesteld als volgt :

1° a) 12 1/2 % van de bezoldigingen voor de bijdragen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen, aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en aan het Bijzonder Toelagenfonds ter uitvoering van het decreet van 10 October 1945, en aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds ter uitvoering van het decreet van 25 October 1945.

Die stortingén worden niet langer voor een werknemer gedaan, wanneer de werkgever persoonlijk in de loop van een op 1 Januari beginnend dienstjaar een som van 15.000 frank heeft afgedragen.

b) 1 1/2 % van de bezoldigingen voor de bijkomende bijdragen eventueel verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen uit hoofde van de ondergrondse mijnwerkers, gedurende de dienstperioden dat zij ondergrondswerk verrichten. Deze bijdrage wordt berekend op de totale bezoldigingen betreffende deze dienstperioden.

2° 1.000 frank per maand uit hoofde van elke werknemer van het mannelijk geslacht en 700 frank uit hoofde van elke werknemer van het vrouwelijk geslacht voor de bijdragen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen ter uitvoering van het decreet van 30 Maart 1948 waarbij de gezinstoelagen algemeen gemaakt worden.

Deze bijdrage is verschuldigd voor de volle kalendermaanden in de loop waarvan de werknemer onderworpen is aan de bepalingen van het decreet van 10 October 1945, op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en

une activité accessoire et qu'il ne tombe pas sous l'application du dernier alinéa de l'article premier du décret du 30 mars 1948.

Sont considérés comme exerçant une activité accessoire, ceux qui exercent en ordre principal une profession indépendante et ceux dont l'ensemble des occupations journalières en qualité d'employé ne totalise pas une demi-journée de travail.

Lorsque l'employé se trouve simultanément au service de plusieurs employeurs, l'employeur principal est seul tenu au paiement de la cotisation. Par employeur principal, il faut entendre celui chez lequel l'employé effectue la prestation la plus importante. En cas de contestation, la Caisse détermine l'employeur tenu du versement de la cotisation.

ART. 6.

Le montant des cotisations personnelles prélevées par l'employeur sur la rémunération de l'employé est fixé à 7 1/2 p. c. des rémunérations pour les cotisations dues à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés et au Fonds colonial d'allocations pour employés.

Sous réserve des versements effectués par l'employé en application de l'article 12 du décret du 10 octobre 1945, les prélèvements visés à l'alinéa précédent cessent d'être opérés lorsque l'employé a versé personnellement au cours d'un exercice annuel commençant le 1^{er} janvier, une somme de 9.000 francs.

L'employé qui change d'employeur au cours d'un exercice est tenu de faire connaître par écrit au nouvel employeur le montant des cotisations personnelles précédemment prélevées sur ses rémunérations au cours de l'exercice.

vroegtijdige dood der werknemers, en voor zover de werknemer geen bijkomende bezigheid heeft en hij niet onder toepassing valt van het laatste lid van artikel één van het decreet van 30 Maart 1948.

Worden aangezien als personen die een bijkomende bezigheid uitoefenen, zij die als hoofdzaak een onafhankelijk beroep uitoefenen en zij wier gezamenlijke dagelijkse bezigheden als werknemer minder dan een halve werkdag in beslag nemen.

Wanneer de werknemer zich gelijktijdig in dienst van verschillende werkgevers bevindt, is enkel de voornaamste werkgever tot betaling van de bijdrage gehouden. Onder voornaamste werkgever moet men verstaan deze bij wie de werknemer de gewichtigste prestatie verricht. In geval van betwisting wijst de Kas de werkgever aan die er toe gehouden is de bijdrage te storten.

ART. 6.

Het bedrag der persoonlijke bijdragen door de werkgever op de bezoldiging van de werknemer afgenomen, wordt vastgesteld op 7 1/2 % van de bezoldigingen voor de bijdragen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en -gezinstoelagen en aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers.

Onder voorbehoud der stortingen door de werkgever gedaan met toepassing van artikel 12 van het decreet van 10 October 1945, worden de in het vorige lid bedoelde afnemingen niet verder gedaan, wanneer de werknemer persoonlijk in de loop van een op 1 Januari beginnend dienstjaar een som van 9.000 frank gestort heeft.

De werknemer die in de loop van een dienstjaar bij een nieuwe werkgever in dienst treedt, is er toe gehouden schriftelijk aan deze werkgever het bedrag te laten kennen van de persoonlijke bijdragen die vroeger in de loop van het dienstjaar op zijn bezoldigingen werden afgenomen.

L'employé qui est occupé simultanément au service de plusieurs employeurs est tenu de faire connaître par écrit à chacun d'eux le montant des cotisations personnelles prélevées sur ses rémunérations au cours de l'exercice par d'autres employeurs.

L'employé qui fait usage de la faculté d'effectuer des versements complémentaires pendant la durée du congé en application de l'article 13 du décret du 10 octobre 1945, est tenu de faire connaître par écrit le montant de ces versements à son employeur et éventuellement aux employeurs successifs au service desquels il serait engagé au cours de l'exercice.

ART. 7.

Au moment de leur versement à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, les cotisations reprises aux articles 5, 1^o et 6 sont arrondies, pour chaque employé, au franc supérieur ou inférieur suivant que le nombre des centimes atteint ou non 50.

ART. 8.

Pour la détermination des montants maxima à verser en application des articles 5, 1^o et 6, l'exercice annuel auquel se rapportent les cotisations est celui au cours duquel se situent les périodes de services ou de congé ayant donné lieu au paiement de la rémunération, quelles que soient la date de ce paiement et celle du versement des cotisations.

ART. 9.

Les cotisations patronales et personnelles prévues aux articles 5, 1^o et 6 sont, sous réserve des dispositions des articles précités et de l'article 8, dues sur le montant total de la rémunération de l'employé lors de chaque paiement.

De werknemer die zich gelijktijdig in dienst van verschillende werkgevers bevindt is gehouden schriftelijk aan ieder van hen het bedrag van de persoonlijke bijdragen van zijn bezoldigingen door andere werkgevers onder het boekjaar afgehouden, kenbaar te maken.

De werknemer die gebruik maakt van het recht aanvullende stortingen te doen tijdens de duur van het verlof met toepassing van artikel 13 van het decreet van 10 October 1945, is gehouden aan zijn werkgever en bij voorkomend geval aan de achtereenvolgende werkgevers in wier dienst hij in de loop van het dienstjaar zou aangenomen zijn, schriftelijk het bedrag van deze stortingen te laten kennen.

ART. 7.

Op het ogenblik van de storting bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen worden de in artikelen 5, 1^o en 6 bepaalde bijdragen voor elke werknemer tot een frank naar boven of naar onder afgerond naargelang het aantal centiemen al dan niet 50 bereikt.

ART. 8.

Voor het bepalen van de maximum-bedragen te storten bij toepassing van de artikelen 5, 1^o en 6 is het dienstjaar waarop de bijdragen betrekking hebben, dit in de loop waarvan de dienst- of verlofperioden zich voordoen die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van de bezoldiging, welke ook de datum weze van deze betaling en deze van de storting der bijdragen.

ART. 9.

De patroons- en persoonlijke bijdragen bepaald in de artikelen 5, 1^o en 6 zijn, onder voorbehoud van de bepalingen van de voornoemde artikelen en van artikel 8, verschuldigd op het totaal bedrag van de bezoldiging van de werknemer bij iedere betaling.

ART. 10.

Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre, l'employeur verse au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville le montant des cotisations patronales et personnelles pour le trimestre écoulé. Ce versement est effectué soit au compte chèque postal n° B 700 de la Caisse, soit au compte n° 15.300 ouvert par celle-ci à la Banque du Congo Belge à Léopoldville.

La Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés transfère en Fonds colonial d'allocations pour employés, au Fonds spécial d'allocations et au Fonds Colonial des Invalidités le montant des cotisations perçues pour compte de ces organismes.

ART. 11.

L'employeur établit un relevé en triple exemplaire du modèle P III ci-annexé, indiquant :

1° le nom et l'adresse de l'employeur ou la raison sociale de la firme et le siège social, ainsi que son numéro matricule;

2° le siège administratif ou le siège d'exploitation auquel l'employé est attaché;

3° le trimestre et l'année auxquels les sommes transférées se rapportent;

4° les noms, dans l'ordre alphabétique, et prénoms des employés, l'employée mariée ou veuve étant désignée par son nom de jeune fille auquel s'ajoute celui du mari précédé du mot « épouse » ou « veuve »;

5° le numéro matricule des employés;

ART. 10.

In de loop der vijftien eerste dagen van elk kwartaal, stort de werkgever bij de gemachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te Leopoldstad het bedrag der patroons- en persoonlijke bijdragen voor het verlopen kwartaal. Deze storting wordt gedaan hetzij op de postcheckrekening n° B. 700 van de Kas, hetzij op de rekening n° 15.300 door deze geopend bij de Bank van Belgisch-Congo te Leopoldstad.

De Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen maakt aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers, aan het Bijzonder Toelagenfonds en aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds het bedrag over van de bijdragen die zij voor rekening van deze organismen heeft geïnd.

ART. 11.

De Werkgever maakt een staat op in drie exemplaren, naar bijgevoegd model P III met aangifte van :

1° de naam en het adres van de werkgever of de naam van de firma en de maatschappelijke zetel, alsook zijn of haar stamnummer;

2° de zetel van het beheer of de bedrijfszetel waaraan de werknemer verbonden is;

3° het kwartaal en het jaar, waarop de overgedragen sommen betrekking hebben;

4° de namen, in alphabetische volgorde, en voornamen van de werknemers, de werkneemster die gehuwd of weduwe is dient aangenomen met de meisjesnaam waarbij gevoegd wordt de naam van de echtgenoot voorafgegaan van het woord « echtgenote » of « weduwe »;

5° het stamnummer van de werknemers;

6° le montant des rémunérations servant de base au calcul des cotisations, les rémunérations se rapportant à une période de services effectifs et celles se rapportant à une période de congé étant mentionnées séparément et mensuellement. Les fractions inférieures, à un mois doivent être mentionnées par l'indication des dates exactes du début et de la fin des services ou du congé.

Les mentions relatives au montant des rémunérations doivent être portées au relevé, même si aucune cotisation n'est due, le plafond de versement ayant été atteint;

7° Le montant global des cotisations patronales dues à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, au Fonds colonial d'allocations pour employés, au Fonds spécial d'allocations et au Fonds colonial des Invalidités en exécution des décrets des 10 et 25 octobre 1945. Le montant des cotisations de 1 1/2 % dues du chef des mineurs de fond est mentionné séparément;

8° le montant global des cotisations personnelles dues à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés et au Fonds colonial d'allocations pour employés en exécution du décret du 10 octobre 1945;

9° les montants mensuels des cotisations dues en application du décret du 30 mars 1948 portant généralisation des allocations familiales;

10° le montant total des cotisations patronales et personnelles dues du chef de chaque employé;

11° les totaux des montants repris sous les numéros 6° à 10° ci-dessus;

12° la date de transfert au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour em-

6° het bedrag der bezoldigingen dat als basis heeft gediend voor het berekenen van de bijdragen, met dien verstande dat de bezoldigingen met betrekking tot een periode werkelijke dienst en deze met betrekking tot een verlofperiode elk afzonderlijk en per maand vermeld worden. De maandbreuken moeten vermeld worden, door aanduiding van de juiste datum van begin en einde der verlofperiode of dienstperioden.

De vermeldingen moeten op de staat gebracht worden, zelfs als, wegens bereiking van het stortingsmaximum, geen enkele bijdrage verschuldigd is;

7° Het globaal bedrag der patroonsbijdragen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen, aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers, aan het Bijzonder Toelagenfonds en aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds ter uitvoering van de decreten van 10 en 25 October 1945; het bedrag der bijdragen van 1 1/2 % verschuldigd uit hoofde van de ondergrondse mijnwerkers wordt afzonderlijk vermeld;

8° het globaal bedrag der persoonlijke bijdragen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen en aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers ter uitvoering van het decreet van 10 October 1945;

9° de maandelijks bedragen der bijdragen verschuldigd bij toepassing van het decreet van 30 Maart 1948 waarbij de gezinstoelagen algemeen gemaakt worden;

10° het totaal bedrag der patroons en persoonlijke bijdragen die uit hoofde van elke werknemer verschuldigd zijn;

11° het totaal der bedragen vermeld onder nummer 6° tot 10° hierboven;

12° de datum van het overmaken aan de gemachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezins-

ployés à Léopoldville des sommes dues et versées, ainsi que leur montant.

Ce relevé mentionne en outre :

a) les noms, prénoms et numéros matricules des employés entrés au service de l'employeur au cours du trimestre écoulé, et la date de leur entrée en service;

b) les noms, prénoms et numéros matricules des employés qui ont cessé définitivement d'être au service de l'employeur au cours du trimestre écoulé et la date de cessation de ces services et, si l'employé bénéficie après cette date d'un congé rémunéré légal ou contractuel, la date de l'expiration de ce congé;

c) les noms, prénoms et numéros matricules des employés dont le congé légal ou contractuel a pris cours pendant le trimestre écoulé et de ceux dont le congé a pris fin au cours de la même période, ainsi que la date du début et de la fin de leur congé;

d) la dénomination de l'organisme auprès duquel l'employeur est assuré en application du décret du 20 décembre 1945 organisant la réparation du dommage résultant des accidents du travail survenus aux non-indigènes.

L'employeur mentionne également s'il est assujéti aux dispositions du décret du 20 décembre 1945 organisant la réparation du dommage résultant des maladies professionnelles survenues aux non-indigènes.

ART. 12.

Le relevé prescrit à l'article 11 comporte l'inscription :

a) des cotisations afférentes aux rémunérations payées pour les périodes de services ou de congé comprises dans le trimestre auquel se rapporte le relevé;

toelagen te Leopoldstad van de verschuldigd en gestorte sommen, alsook het bedrag ervan.

Deze staat vermeldt daarenboven :

a) de namen, voornamen en stamnummers van de werknemers die in dienst van de werkgever getreden zijn in de loop van het afgelopen kwartaal, en de datum van hun indiensttreding;

b) de namen, voornamen en stamnummers van de werknemers die in de loop van het afgelopen kwartaal definitief uit de dienst van de werkgever zijn en de datum waarop deze diensten opgehouden hebben en, indien de werknemer na die datum een wettelijk of bedongen bezoldigd verlof geniet, de datum van het einde van dat verlof;

c) de namen, voornamen en stamnummers van de werknemers wier wettelijk of bedongen verlof aanvang heeft genomen gedurende het afgelopen kwartaal en van dezen wier verlof in de loop van dezelfde periode een einde heeft genomen, alsmede de datum van het begin en van het einde van hun verlof;

d) de benaming van het organisme waarbij de werkgever verzekerd is met toepassing van het decreet van 20 December 1945 tot herstel van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen van niet-Inlanders.

De werkgever vermeldt eveneens of hij onder de bepalingen valt van het decreet van 20 December 1945 tot herstel van de schade voortvloeiende uit beroepsziekten van niet-Inlanders.

ART. 12.

Op de bij artikel 11 voorgeschreven staat worden vermeld :

a) de bijdragen betreffende de bezoldigingen betaald voor de dienst- of verlofperioden die begrepen zijn in het kwartaal waarop de staat betrekking heeft;

b) des cotisations dues à titre de complément ou de régularisation, afférentes à des rémunérations payées pour des périodes de services ou de congé antérieures au dit trimestre mais comprises dans le même exercice;

c) des cotisations afférentes aux rémunérations payées anticipativement, quelle que soit la période de services ou de congé à laquelle ces rémunérations se rapportent. Lorsque cette période se répartit sur deux exercices, il y a lieu de tenir compte séparément de la partie de rémunération afférente à chacun d'eux pour la détermination du montant maximum annuel des cotisations dues respectivement pour l'exercice en cours et l'exercice suivant.

ART. 13.

Les compléments et régularisations de cotisations afférentes à des périodes de services ou de congé antérieurs à l'exercice en cours font l'objet d'un relevé complémentaire ou rectificatif pour chacun des exercices auxquels ces compléments et régularisations se rapportent. Ce relevé doit mentionner la date du paiement de chaque rémunération qui s'y trouve portée.

Il est tenu compte du montant maximum annuel des cotisations séparément pour chaque exercice. Les compléments de rémunération doivent faire l'objet d'un relevé complémentaire même si aucune cotisation n'est due, le plafond de versement ayant été atteint.

ART. 14.

L'employeur adresse au fondé de pouvoirs de la Caisse Coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville, par la voie la plus rapide et dans le même délai que les versements prévus à l'article 10, deux exemplaires des relevés prescrits par les articles 11 à 13 et conserve le troisième exemplaire.

b) de bijdragen verschuldigd als aanvulling of regularisatie, met betrekking tot de bezoldigingen betaald voor dienst- of verlofperioden die voormeld kwartaal voorafgaan maar in hetzelfde dienstjaar begrepen zijn;

c) de bijdragen betreffende de vooruitbetaalde bezoldigingen, welke ook de dienst- of verlofperiode weze waarop deze bezoldigingen betrekking hebben. Wanneer deze periode zich over twee dienstjaren uitstrekt, dient men afzonderlijk rekening te houden met het deel van de bezoldiging betreffende elk der dienstjaren, bij het bepalen van het jaarlijkse maximumbedrag der bijdragen onderscheidenlijk verschuldigd voor het lopende dienstjaar en voor het volgende dienstjaar.

ART. 13.

De aanvullingen en regularisaties van bijdragen met betrekking tot dienst- of verlofperioden die het lopende dienstjaar voorafgaan, maken het voorwerp uit van een aanvullende of verbeterende opgave voor elk der dienstjaren waarop deze aanvullingen en regularisaties betrekking hebben. Deze opgave bepaalt de datum van de betaling van elke bezoldiging die er op vermeld wordt.

Voor elk dienstjaar wordt afzonderlijk rekening gehouden met het jaarlijks maximumbedrag van de bijdragen. De aanvullende bezoldigingen moeten het voorwerp uitmaken van een aanvullende opgave, zelfs als, wegens bereiking van het stortingsmaximum, geen enkele bijdrage verschuldigd is.

ART. 14.

De werkgever zendt aan de gemachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensiønen en -gezinstoelagen te Leopoldstad, langs de kortste weg en binnen dezelfde termijn als voor de bij artikel 10 bepaalde stortingen, twee exemplaren van de bij artikelen 11 tot 13 voorgeschreven opgaven en bewaart het derde exemplaar.

ART. 15.

L'employé est autorisé à demander annuellement à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, le relevé des cotisations patronales et personnelles transférées par l'employeur et afférentes aux services prestés au cours de l'exercice précédent.

ART. 16.

Lors du paiement de la rémunération, l'employeur remet à l'employé une fiche mentionnant :

1^o le nom de l'employeur ou la raison sociale de la firme;

2^o le nom de l'employé et son numéro matricule;

3^o le montant de la somme payée à titre de rémunération;

4^o la date de ce paiement;

5^o le montant de la somme retenue à titre de cotisations personnelles;

6^o l'indication de l'année et du mois ou de la période de l'année à laquelle la rémunération se rapporte.

ART. 17.

L'employeur est obligé de tenir un registre spécial dans lequel sont mentionnés :

1^o les nom, prénoms et date de naissance des employés, l'employée mariée ou veuve étant désignée par son nom de jeune fille auquel s'ajoute le nom du mari, précédé du mot « épouse » ou « veuve ».

L'inscription est faite dans le registre au vu des pièces d'identité dont l'employé est porteur;

ART. 15.

De werknemer mag jaarlijks aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensiënen en -gezinstoelagen een staat vragen van de patroons- en persoonlijke bijdragen die de werkgever overgemaakt heeft en betrekking hebben op de diensten verleend in de loop van het voorgaande dienstjaar.

ART. 16.

Bij het uitbetalen van de bezoldiging overhandigt de werkgever aan de werknemer een kaart vermeldend :

1^o de naam van de werkgever of de naam van de firma;

2^o de naam van de werknemer en zijn stamnummer;

3^o het bedrag van de als bezoldiging uitbetaalde som;

4^o de datum van deze uitbetaling;

5^o het bedrag van de som afgehouden als persoonlijke bijdragen;

6^o het jaar en de maand of de periode van het jaar waarop de bezoldiging betrekking heeft.

ART. 17.

De werkgever is gehouden een bijzonder register bij te houden waarin vermeld worden :

1^o de naam, voornamen en geboortedatum van de werknemers (de werknemster die gehuwd of weduwe is, dient aangewezen met haar meisjesnaam, waarbij gevoegd wordt de naam van de echtgenoot, voorafgegaan van het woord « echtgenote » of « weduwe »).

De inschrijving in het register wordt gedaan op vertoon van de identiteitsstukken waarvan de werknemer houder is;

2^o le numéro matricule des employés indiqué par la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés;

3^o la date de l'entrée en service des employés et celle de la cessation définitive de leurs services, cette dernière date étant remplacée, si l'employé bénéficie d'un congé rémunéré légal ou contractuel au moment de cesser ses services, par celle de l'expiration du congé.

ART. 18.

L'employé qui, en application de l'article 13 du décret du 10 octobre 1945, fait usage de la faculté d'effectuer à son compte un versement mensuel dont le montant ne peut dépasser 14 pour cent de la différence entre le montant de la rémunération dont il a bénéficié au cours du dernier mois d'activité précédant le congé et celui du traitement ou de l'indemnité mensuelle qui lui est allouée pendant la durée du congé, doit remplir une déclaration en double exemplaire, conforme au modèle P IV ci-annexé et transmettre celle-ci à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

Les versements mensuels prévus au dit article 13 doivent être adressés à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, au plus tard dans la première quinzaine de chaque mois de congé.

ART. 19.

Le Gouverneur Général désigne les fonctionnaires et agents chargés de veiller au prélèvement et au transfert, conformément aux dispositions légales, des cotisations dues par les employeurs et les employés à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés, au Fonds colonial d'allocations pour employés et au Fonds spécial d'allocations ainsi que des cotisations dues au

2^o het stannummer van de werknemers dat door de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en -gezinstoelagen aangeduid is;

3^o de datum van indiensttreding van de werknemers en die van de definitieve staking van hun diensten, met dien verstande dat, indien de werknemer op het oogenblik waarop hij zijn diensten staakt, een wettelijk of bedongen verlof geniet, deze laatste datum vervangen wordt door die van het einde van het verlof.

ART. 18.

De werknemer die, met toepassing van artikel 13 van het decreet van 10 October 1945, gebruik maakt van het recht om op zijn rekening een maandelijks storting te doen, waarvan het bedrag niet hoger mag zijn dan 14 per cent van het verschil tussen het bedrag van de bezoldiging welke hij genoten heeft gedurende de laatste dienstmaand die het verlof voorafgaat en dat van de wedde of de maandelijks vergoeding die hem gedurende het verlof verleend werd, moet een aangifte in dubbel, naar bijgaand model P IV, invullen en deze aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen overmaken.

De in gezegd artikel 13 bepaalde maandelijks stortingen moeten aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen toegezonden worden uiterlijk binnen de eerste vijftien dagen van elke verlofmaand.

ART. 19.

De Gouverneur-Generaal wijst de ambtenaren en beambten aan die gelast zijn te waken op het afhouden en het overnemen, overeenkomstig de wettelijke bepalingen, van de bijdragen die door de werkgevers en de werknemers verschuldigd zijn aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen, aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en aan het Bijzonder

Fonds Colonial des Invalidités en vertu du décret du 25 octobre 1945.

Communication leur sera donnée à leur demande et sans déplacement, de toutes pièces justificatives, de tous documents, correspondances ou registres dont la consultation leur serait utile pour l'exécution de leur mission.

ART. 20.

Le receveur des impôts délivre aux assujettis les formulaires prescrits par le présent arrêté.

Toutefois, la déclaration d'affiliation (modèle P I) est aussi délivrée par le comptable du Chef-lieu du Territoire.

ART. 21.

L'arrêté ministériel du 12 octobre 1945 portant délégation de pouvoirs au Gouverneur Général, les ordonnances n° 319 du 22 octobre 1945 et n° 320 du 24 octobre 1945, ainsi que les dispositions de l'article 15 de l'ordonnance n° 182 du 28 juin 1946 sont abrogés.

ART. 22.

Le présent arrêté entrera en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-Urundi le 1^{er} octobre 1948.

Bruxelles, le 13 avril 1948.

Le Ministre des Colonies,

Toelagenfonds, alsook van de bijdragen verschuldigd aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds krachtens het decreet van 25 October 1945.

Op hun verzoek wordt hun mededeling verleend zonder verplaatsing, van al de bewijsstukken, documenten, brieven of registers, waarvan de inzage hun voor het uitvoeren van hun opdracht nuttig mocht zijn.

ART. 20.

De ontvanger der belastingen levert aan hen die onder de wet vallen de bij dit besluit voorgeschreven formulieren af.

De aangifte van aansluiting (model P I) wordt evenwel ook door de rekenplichtige van de Hoofdplaats van het Gewest afgeleverd.

ART. 21.

Het ministerieel besluit van 12 October 1945 houdende overdracht van macht aan de Gouverneur-Generaal, de ordonnantiën n° 319 van 22 October 1945 en n° 320 van 24 October 1945, alsook de bepalingen van artikel 15 van de ordonnantie n° 182 van 28 Juni 1946 zijn afgeschaft.

ART. 22.

Dit besluit treedt in werking op 1 October 1948.

Brussel, 13 April 1948.

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Arrêté Ministériel du 13 avril 1948.
Ministerieel besluit van 13 April 1948.

Modèle P. I
Model P. I

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.
Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood
der werknemers.

DECLARATION D’AFFILIATION
VERKLARING VAN AANSLUITING

N.B. — A remplir par l’employé et à transmettre en DOUBLE EXEMPLAIRE
à l’Administrateur territorial de sa résidence, auquel les pièces d’identité
doivent être présentées, dans le mois de l’entrée en service au Congo
Belge ou au Ruanda-Urundi ou du changement d’employeur.

N.B. — In te vullen door de werknemer en over te maken in TWEE EXEM-
PLAREN aan de Gewestbeheerder van zijn verblijfplaats aan wie de
identiteitstukken moeten voorgelegd worden, binnen de maand na de
indiensttreding in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi of na de veran-
dering van werkgever.

NOM (en lettres majuscules); (l’employée mariée ou veuve est désignée par son
nom de jeune fille auquel s’ajoute celui du mari précédé de « épouse » ou
« veuve ») ::

NAAM (met hoofdletters); (de werknemster die gehuwd of weduwe is, wordt
vermeld met haar meisjesnaam, met toevoeging van de naam van de echt-
genoot voorafgegaan van « echtgenote » of « weduwe ») :

.....
Prénoms :
Voornamen :

Sexe : masculin — féminin (biffer la mention inutile).
Geslacht : mannelijk — vrouwelijk (de nutteloze vermelding doorhalen).

Nationalité :
Nationaliteit :

Lieu et date de naissance :
Plaats en datum van geboorte :

Etat-civil : célibataire — marié(e) — veuf — veuve — divorcé(e)
(biffer les mentions inutiles)

Burgerlijke staat : ongehuwd — gehuwd — weduwnaar — weduwe — uit de
echt gescheiden (de nutteloze vermeldingen doorhalen)

Résidence :
Verblijfplaats :

Nom et prénoms de l'employeur ou raison sociale de la firme :
Naam en voornamen van de werkgever of naam van de firma :

.....
Siège de l'entreprise ou adresse de l'employeur :
Zetel van de onderneming of adres van de werkgever :

.....
Date d'entrée au service de l'employeur :
Datum van indiensttreding bij de werkgever :

Nom et adresse (ou raison sociale et siège) de l'employeur précédent au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi :

Naam en adres (of maatschappelijke naam en zetel) van de vorige werkgever in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi :

.....
Date de cessation des services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi chez le précédent employeur :

Datum waarop de diensten in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi bij de vorige werkgever opgehouden hebben :

Fait à le
Gedaan te de

(Signature de l'employé.)
(Handtekening van de werknemer.)

DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL
OU DE SON DELEGUE.

VERKLARING VAN DE GEWESTBEHEERDER OF VAN
ZIJN GEMACHTIGDE.

Territoire de :

Gewest :

Je soussigné :

Ik ondergetekende :

(Nom et prénoms de l'Administrateur Territorial ou de son délégué.)

(Naam en voornamen van de Gewestbeheerder of van zijn gemachtigde.)

certifie avoir vérifié l'exactitude des nom, prénoms, lieu et date de naissance et nationalité du déclarant, sur le vu des pièces d'identité suivantes :

verzekert de juistheid van de naam, de voornamen, de plaats en datum van geboorte en de nationaliteit van de aangever te hebben nagegaan op vertoon van de volgende identiteitsstukken ::

.....
délivrées par à le
afgeleverd door te de

Case réservée à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.

Vak voorbehouden aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen.

Date de réception :
Datum van ontvangst :

Numéro d'ordre :
Volgnummer :

N^o matricule ::

Stamnummer :

La déclaration ci-dessus m'a été remise en date du :

Bovenstaande verklaring is mij overhandigd op (datum) :

Fait à, le
Gedaan te de

(Signature de l'Administrateur-Territorial ou de son délégué.)

(Handtekening van de Gewestbeheerder of van zijn gemachtigde.)

Arrêté ministériel du 13 avril 1948.
Ministerieel besluit van 13 April 1948.

Modèle P. II
Model P. II

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.
Verzekering tegen geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood
der werknemers.

DECLARATION A ETABLIR PAR L'EMPLOYEUR LORS DE
L'ENTREE EN SERVICE D'UN EMPLOYE.

AANGIFTE OP TE MAKEN DOOR DE WERKGEVER BIJ HET
INDIENSTTREDEN VAN EEN WERKNEMER.

N.B. — La présente déclaration doit être adressée, en double exemplaire, au fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés à Léopoldville, dans le mois de l'entrée en service de l'employé.

N.B. — Deze aangifte moet in twee exemplaren gezonden worden aan de gevolmachtigde van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen te Leopoldstad binnen de maand na de indiensttreding van de werknemer.

NOM (en lettres majuscules) et prénoms de *l'employeur*, ou raison sociale de NAAM (met hoofdletters) en voornamen van de *werkgever* of de naam van de

la firme :

firma :

Numéro matricule de l'employeur :

Stamnummer van de werkgever :

Abréviations sous laquelle la firme est généralement connue :

Afkortingen waaronder de firma doorgaans gekend is :

Adresse de l'employeur ou siège de l'entreprise :

Adres van de werkgever of zetel van de onderneming :

NOM (en lettres majuscules) et prénoms de *l'employé* (l'employée mariée ou veuve est désignée par son nom de jeune fille auquel s'ajoute celui du mari précédé de « épouse » ou « veuve ») :

NAAM (met hoofdletters) en voornamen van de *werknemer* (de werkneemster die gehuwd of weduwe is, wordt vermeld met haar meisjesnaam, met toevoeging van de naam van de echtgenoot voorafgegaan van « echtgenote » of « weduwe ») :

Sexe de l'employé : masculin — féminin (biffer la mention inutile)

Geslacht van de werknemer : mannelijk — vrouwelijk (de nutteloze vermelding doorhalen)

Résidence de l'employé :

Verblijfplaats van de werknemer :

Date d'entrée en service de l'employé :

Datum van indiensttreding van de werknemer :

Fait à le

Gedaan te de

(Signature de l'employeur ou de son préposé.)
(Handtekening van de werkgever of van zijn aangestelde.)

Case réservée à la Caisse coloniale des
pensions et allocations familiales pour
employés :

Vak voorbehouden aan de Koloniale
Kas voor Werknemerspensioenen en -ge-
zinstoelagen :

Date de réception :

Datum van ontvangst :

Numéro d'ordre :

Volgnummer :

N° matricule de l'employé :

Stamnummer van de werknemer :

Arrêté ministériel du 13 avril 1948.

Modèle P. III.

ASSURANCE EN VUE DE LA VIEILLESSE ET DU DECES
PREMATURE DES EMPLOYES.

ASSURANCE CONTRE LA MALADIE OU L'INVALIDITE
DES EMPLOYES.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

COTISATIONS

N.B. — A remplir par l'employeur, en
TRIPLE EXEMPLAIRE. — DEUX
de ces exemplaires devant être adressés,
dans les quinze premiers jours de chaque
trimestre, par la voie la plus rapide au
fondé de pouvoirs de la Caisse coloniale
des pensions et allocations familiales
pour employés à Léopoldville.

RELEVÉ DES COTISATIONS
PATRONALES ET
PERSONNELLES.

ANNEE : TRIMESTRE :

Versé le :

la somme de :

au C.C.P. n° B.700 de la Caisse colo-
niale des pensions et allocations fami-
liales pour employés à Léopoldville.

au compte n° 15.300 de la Caisse colo-
niale des pensions et allocations fami-
liales pour employés à la Banque du
Congo Belge à Léopoldville.

(Biffer la mention inutile.)

EMPLOYEUR :

N° matricule de
l'employeur :

NOM et prénoms ou

Raison sociale :

Abréviation :

Adresse ou siège social :

Siège administratif ou d'exploitation :

Réserve à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour employés.	Date de réception du document :	N° du L. C. Date du versement :
---	---------------------------------------	---

Arrêté ministériel du 13 avril 1948.

ARTICLE 8. — Pour la détermination des montants maxima à verser en application des articles 5, 1^o et 6 (c'est-à-dire toutes les cotisations à l'exception de celles dues en matière d'allocations familiales), l'exercice annuel auquel se rapportent les cotisations est celui au cours duquel se situent les périodes de services ou de congé ayant donné lieu au paiement de la rémunération, quelles que soient la date de ce paiement et celle du versement des cotisations.

ARTICLE 12. — Le relevé prescrit à l'article 11 comporte l'inscription :

a) des cotisations afférentes aux rémunérations payées pour les périodes de service ou de congé comprises dans le trimestre auquel se rapporte le relevé ;

b) des cotisations dues à titre de complément ou de régularisation, afférentes à des rémunérations payées pour des périodes de service ou de congé antérieures au dit trimestre mais comprises dans le même exercice ;

c) des cotisations afférentes aux rémunérations payées anticipativement, quelle que soit la période de services ou de congé à laquelle ces rémunérations se rapportent. Lorsque cette période se répartit sur deux exercices, il y a lieu de tenir compte séparément de la partie de rémunération afférente à chacun d'eux pour la détermination du montant maximum annuel des cotisations dues respectivement pour l'exercice en cours et l'exercice suivant.

ARTICLE 13. — Les compléments et régularisations de cotisations afférents à des périodes de services ou de congé antérieurs à l'exercice en cours font l'objet d'un relevé complémentaire ou rectificatif pour chacun des exercices auxquels ces compléments et régularisations se rapportent. Ce relevé doit mentionner la date du paiement de chaque rémunération qui s'y trouve portée.

Il est tenu compte du montant maximum annuel des cotisations séparément pour chaque exercice. Les compléments de rémunération doivent faire l'objet d'un relevé complémentaire même si aucune cotisation n'est due, le plafond de versement ayant été atteint.

[illegible]

- (1) Indiquer dans les colonnes III A et IV A séparément chaque rémunération mensuelle et dans les colonnes III B et IV B le mois auquel cette rémunération se rapporte. Si celle-ci est afférente à une période inférieure à un mois, indiquer les dates du début et de la fin de la période.
- (2) Ces montants doivent être mentionnés même lorsque aucune cotisation n'est due, le plafond de versement ayant été atteint.
- (3) Les cotisations sont arrondies au franc supérieur ou inférieur suivant que le nombre des centimes atteint ou non 50.

Lorsque les cotisations cessent d'être dues, le plafond de versements ayant été atteint, indiquer la mention « plafond ». Lorsque le paiement se rapporte à une période de congé se prolongeant au-delà de l'exercice en cours au moment du paiement, la règle du plafond ne s'applique qu'à la partie de rémunération afférente à cet exercice; le prorata de rémunération relatif à la période comprise dans l'exercice suivant donne lieu au versement immédiat des cotisations.

Ministerieel besluit van 13 April 1948.

Model P. III

VERZEKERING TEGEN DE GEDELJKE GEVOLGEN VAN
OUDERDOM EN VROEGTIJDIGE DOOD DER WERKNEMERS.

VERZEKERING TEGEN DE ZIEKTE OF DE INVALIDITEIT
DER WERKNEMERS.

GEZINSTOELAGEN.

B I J D R A G E N

N.B. — In te vullen door de werkgever
in DRIE EXEMPLAREN. — TWEE
van deze exemplaren moeten binnen de
vijftien eerste dagen van elk kwartaal
over de kortste weg aan de gevolmach-
tigde van de Koloniale Kas voor Werk-
nemerspensioren en -gezinstoelagen toe-
gezonden worden.

STAAT VAN DE PATROONS- EN
PERSOONLIJKE BIJDAGEN.

JAAR : KWARTAAL :

Gestort de :

de som van

op postcheckrekening n° B.700 van de
Koloniale Kas voor Werknemerspensiore-
nen en -gezinstoelagen te Leopoldstad.

op rekening n° 15.300 van de Koloniale
Kas voor Werknemerspensioren en
-gezinstoelagen op de Bank van Belgisch-
Congo te Leopoldstad.

(Het overbodige doorhalen.)

WERKGEVER :

Stamnummer van
werkgever :

Naam en voornamen of

Maatschappelijke naam

Afkorting :

Adres of maatschappelijke zetel

Bestuurs- of bedrijfzetel

Voorbehouden aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en -gezinstoelagen.	Datum van ontvangst van het document :	N ^o van het K. B. Datum van de storting :
---	---	---

Ministerieel besluit van 13 April 1948.

ARTIKEL 8. — Voor het bepalen van de maximumbedragen te storten bij toepassing van de artikelen 5, 1^o en 6 (d.w.z. alle bijdragen met uitzondering van deze verschuldige inzake gezinstoelagen) is het dienstjaar waarop de bijdragen betrekking hebben het jaar in de loop waarvan de dienst- of verlofperioden zich voordoen die aanleiding gegeven hebben tot de betaling van de bezoldiging, welke ook de datum van deze betaling en de datum van de storting der bijdragen wezen.

ARTIKEL 12. — Op de bij artikel 11 voorgeschreven staat worden vermeld :

a) de bijdragen betreffende de bezoldigingen betaald voor de dienst- of verlofperioden die begrepen zijn in het kwartaal waarop de staat betrekking heeft ;

b) de bijdragen verschuldigd als aanvulling of regularisatie met betrekking tot de bezoldigingen betaald voor dienst- of verlofperioden die voormeld hwarmaal voorafgaan maar in hetzelfde dienstjaar begrepen zijn ;

c) de bijdragen betreffende de vooruit betaalde bezoldigingen, welke ook de dienst- of verlofperiode weze waarop deze bezoldigingen betrekking hebben.

Wanneer deze periode zich over twee dienstjaren uitstrekt, dient men afzonderlijk rekening te houden met het deel van de bezoldiging betreffende elk der dienstjaren bij het bepalen van het jaarlijkse maximumbedrag der bijdragen onderscheidenlijk verschuldigd voor het lopende dienstjaar en voor het volgende dienstjaar.

ARTIKEL 13. — De aanvullingen en regularisaties van bijdragen met betrekking tot dienst- of verlofperioden die het lopende dienstjaar voorafgaan, maken het voorwerp uit van een aanvullende of verbeterende opgave voor elk der dienstjaren waarop deze aanvullingen en regularisaties betrekking hebben. Deze opgave bepaalt de datum van de betaling van elke bezoldiging die er op vermeld wordt.

Voor elk dienstjaar wordt afzonderlijk rekening gehouden met het jaarlijks maximumbedrag van de bijdragen. De aanvullende bezoldigingen moeten het voorwerp uitmaken van een aanvullende opgave, zelfs als wegens bereiking van het stortingsmaximum geen enkele bijdrage verschuldigd is.

Arrêté ministériel du 13 avril 1948.
Ministerieel besluit van 13 April 1948.

Modèle P. IV
Model P. IV

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.
Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood
der werknemers.

DECLARATION A ETABLIR PAR L'EMPLOYE QUI DESIRE FAIRE
USAGE DE LA FACULTE D'EFFECTUER A SON COMPTE,
PENDANT LA DUREE DE SON CONGE, LES VERSEMENTS
PREVUS A L'ARTICLE 13 DU DECRET DU 10 OCTOBRE 1945.

AANGIFTE OP TE MAKEN DOOR DE WERKNEMER DIE WENST
GEBRUIK TE MAKEN VAN HET RECHT DE STORTINGEN,
ZOALS BEPAALD BIJ ARTIKEL 13 VAN HET DECREET VAN
10 OCTOBER 1945, VOOR ZIJN REKENING TE DOEN GEDU-
RENDE ZIJN VERLOF.

N. B. Cette déclaration doit être adressée en double exemplaire, avant le départ
en congé, à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales pour
employés.

N. B. Deze aangifte moet in twee exemplaren vóór de werknemer met verlof
gaat aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en gezinstoelagen
gezonden worden.

Je soussigné,
Ik ondergetekende,

NOM (en lettres majuscules); (l'employée mariée ou veuve est désignée par son
NAAM (met hoofdletters); (de werknemster die gehuwd of weduwe is, ver-
nom de jeune fille auquel s'ajoute celui du mari précédé de « épouse » ou
meldt haar meisjesnaam, met toevoeging van de naam van de echtgenoot vooraf-
« veuve »).
gegaan van « echtgenote » of « weduwe »).

Prénoms :
Voornamen :

Seve : masculin — féminin, (biffer la mention inutile).
Geslacht : mannelijk — vrouwelijk (de nutteloze vermelding doorhalen).

Nº matricule :
Stamnummer :

Résidant à :
Verblijvende te :

déclare vouloir effectuer, pendant la durée de mon congé qui prend cours le
verklaar gedurende mijn verlof, welke aanvang neemt op
....., les versements prévus à l'article 13 du décret du 10 octobre
de storting te willen doen, zoals bepaald bij artikel 13 van het decreet van
1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.
10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom
en vroegtijdige dood der werknemers.

Nom de l'employeur ou raison sociale de la firme :
Naam van de werkgever of naam van de firma :

Adresse de l'employeur ou siège social de la firme :
Adres van de werkgever of maatschappelijke zetel van de firma :

Rémunération dont l'employé a bénéficié au cours du dernier mois d'activité
Bezoldiging die de werknemer genoten heeft gedurende de laatste maand werke-
lijke dienst die het verlof voorafgaat :
précédant le congé :

Traitement ou indemnité dont l'employé bénéficiera mensuellement au cours
Bezoldiging of vergoeding die de werknemer maandelijks zal genieten gedurende
het verlof :
du congé :

Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration.
Ik verklaar dat de inlichtingen in deze aangifte juist zijn.

Fait à le
Gedaan te de

(Signature de l'employé.)
(Handtekening van de werknemer.)

Case réservée à la Caisse coloniale des
pensions et allocations familiales pour
employés.

Vak voorbehouden aan de Koloniale
Kas voor Werknemerspensionen en
-gezinstoelagen.

N° d'ordre :
Volgnummer :

Date de réception :
Datum van ontvangst :

Montant mensuel maximum autorisé :
Toegelaten maandelijks maximum-
bedrag :

Fr.

REMARQUE : Les versements men-
suels prévus à l'article 13 du décret du
10 octobre 1945 doivent être adressés à
la Caisse coloniale des pensions et allo-
cations familiales pour employés, au plus
tard dans la première quinzaine de cha-
que mois de congé.

OPMERKING : De maandelijkse stor-
tingen bepaald bij artikel 13 van het de-
creet van 10 October 1945 moeten aan
de Koloniale Kas voor Werknemerspensi-
sionen en -gezinstoelagen gezonden
worden ten laatste binnen de vijftien
eerste dagen van elke verlofmaand.

Postes. — Emission de timbres-poste.

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 20 janvier 1921 organique du service postal, complété par les décrets des 14 mai 1926, 31 octobre 1928 et 12 juillet 1932.

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Il est émis onze timbres-poste du Congo Belge dont les valeurs et les couleurs sont déterminées ci-après :

- 10 centimes, orange;
- 15 centimes, bleu d'outremer;
- 20 centimes, bleu clair;
- 40 centimes, violet;
- 70 centimes, vert;
- 1 franc 25, vert et rouge;
- 2 francs, vermillon et rouge-carmin;
- 3 francs 50, bleu et gris;
- 10 francs, violet et brun;
- 50 francs, ocre-rouge et noir;
- 100 francs, rouge et noir;

ART. 2.

Ces timbres sont admis pour l'affranchissement des correspondances tant en service intérieur qu'en service international concurremment avec les valeurs actuellement en cours.

ART. 3.

Un exemplaire de chacun de ces timbres-poste est annexé au présent arrêté.

Bruxelles, le 14 avril 1948.

Posterijen. — Uitgifte van postzegels.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het decreet van 20 Januari 1921, tot inrichting van de postdienst, zoals het aangevuld en gewijzigd is door de decreten van 14 Mei 1926, 31 October 1928 en 12 Juli 1932.

BESLUIT :

ARTIKEL EÉN.

Er worden elf postzegels van Belgisch-Congo uitgegeven waarvan de waarden en de kleuren hierna zijn bepaald :

- 10 centiem, oranje;
- 15 centiem, lazuurblauw;
- 20 centiem, lichtblauw;
- 40 centiem, violet;
- 70 centiem, groen;
- 1 frank 25, groen en rood;
- 2 frank, vermiljoen en karmijn-rood;
- 3 frank 50, blauw en grijs;
- 10 frank, violet en bruin;
- 50 frank, okerrood en zwart;
- 100 frank, rood en zwart.

ART. 2.

Evenals de thans in omloop zijnde waarden, mogen die postzegels voor de frankering van de briefwisseling, zowel in de binnenlandse als in de internationale dienst, gebruikt worden.

ART. 3.

Een exemplaar van elk dezer postzegels is bij dit besluit gevoegd.

Brussel, 14 April 1948.

P. WIGNY.

Personnel judiciaire.

Par arrêté du Régent en date du 23 avril 1948, l'ancienneté de M. DE MAEGD, Rogerius - Hubertus - Ludovicus - Maria, Substitut du Procureur du Roi près le tribunal de première instance de Léopoldville, est fixée au 21 novembre 1941.

Gerechtspersoneel.

Bij besluit van de Regent, van 23 April 1948, wordt de anciënniteit van de heer Rogerius-Hubertus-Ludovicus-Maria DE MAEGD, Substituut-Procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Leopoldstad, vastgesteld op 21 November 1941.

E R R A T U M.

Bulletin Officiel du Congo Belge, n° 4
du 15 avril 1948, Première partie, page
226 :

Au second alinéa du 4°, à la 2^{me} ligne :
au lieu de : 1^{er} Maréchal des logis

lire : 1^{er} Maréchal des logis-chef.

Bulletin Officiel

DU

CONGO BELGE**Ambtelijk Blad**

VAN

BELGISCH-CONGO**1^{re} PARTIE****1^{ste} DEEL****SOMMAIRE****INHOUD**

Dates.	Pages.
10 avril 1947. — A. M. — Recrutement d'ingénieurs au Service des Télécommunications. — Conditions. . .	432
26 janvier 1948. — D. — Pensions coloniales. — Modifications au décret du 12 mars 1946.	433
30 janvier 1948. — A. R. — Centre Médical Colonial. — Création. . .	435
11 mars 1948. — A. R. — Administration centrale. — Cadre organique. . .	437
3 avril 1948. — A. R. — La Maison du Combattant. — Création. — But . . .	438
20 avril 1948. — A. M. — Postes. — Cartes postales. — Différentes surcharges	441
23 avril 1948. — A. R. — Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés	441
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de Léopold	501
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre Royal du Lion	504

Dagtekeningen.	Bladz.
10 April 1947. — M. B. — Aanwerving van Ingenieurs in de Dienst der Verreberichtgevingen. — Voorwaarden	432
26 Januari 1948. — D. — Koloniale pensioenen. — Wijzigingen aan het decreet van 12 Maart 1946. . .	433
30 Januari 1948. — B. R. — Koloniaal Geneeskundig Centrum. — Oprichting	435
11 Maart 1948. — B. R. — Hoofdbestuur. — Organiek kader. . . .	437
3 April 1948. — B. R. — La Maison du Combattant. — Oprichting. — Doel	438
20 april 1948. — M. B. — Posterijen. — Briefkaarten. — Verschillende overdrukken	441
23 April 1948. — B. R. — Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.	441
23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Leopoldsorde	501
23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Koninklijke Orde van de Leeuw. . .	504

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de la Couronne	519	23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	519
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Ordre de Léopold II	521	23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Orde van Leopold II	521
31 mars et 23 avril 1948. — A. R. — Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945.	524	31 Maart en 23 April 1948. — B. R. — Medaille der Koloniale Inspanning voor de oorlog 1940-1945.	524
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Etoile de service en Or	635	23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Gouden Dienster.	635
23 avril 1948. — A. R. — Distinctions honorifiques. — Etoile de Service.	636	23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Dienstster	636
23 avril 1948. — A. M. — Distinctions honorifiques. — Etoile de Service.	638	23 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Dienstster	638
23 avril 1948. — A. R. — Distinction honorifique. — Etoile de Service. — Retrait	639	23 April 1948. — B. R. — Ereteken. — Dienstster. — Ontneming	639
23 avril 1948. — A. R. — Octroi de la personnalité civile à l'association « Sœurs du Saint Cœur de Marie ».	640	23 April 1948. — B. R. — Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Sœurs du Saint Cœur de Marie ».	640
29 avril 1948. — A. M. — Classification des fonctions et attributions des barèmes du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère des Colonies.	641	29 April 1948. — M. B. — Rangschikking van de ambten en toekenning der weddeschalen aan het meestersvak-, en dienstpersoneel van het Ministerie van Koloniën.	641
30 avril 1948. — A. M. — Loterie Coloniale. — Nomination de Secrétaire du Comité et Secrétaire de la Loterie Coloniale	644	30 April 1948. — M. B. — Koloniale Loterij. — Benoeming van Secretaris van het Comité en Secretaris der Koloniale Loterij.	644
30 avril 1948. — A. R. — Distinction honorifique. — Ordre de la Couronne	639	30 April 1948. — B. R. — Eretekens. — Kroonorde.	639
15 mai 1948. — A. R. — Personnel judiciaire.	644	15 Mei 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel.	644
19 mai 1948. — D. — Décret du 17 juillet 1914. — Modification.	644	19 Mei 1948. — D. — Decreet van 17 Juli 1914. — Wijziging	644
19 mai 1948. — D. — Assurance contre la maladie ou d'invalidité des employés coloniaux. — Modifications au décret du 25 octobre 1945.	647	19 Mei 1948. — D. — Verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de Koloniale Werknemers. — Wijzigingen aan het decreet van 25 October 1945.	647
19 mai 1948. — A. R. — Dette Coloniale 4 % 1936. — Amortissement des obligations.	655	19 Mei 1948. — B. R. — Koloniale Schuld. 4 % 1936. — Uitdelging der obligatiën	655

Dates.	Pages.	Dagtekeningen.	Bladz.
19 mai 1948. — A. R. — Dette Coloniale 3,5 % 1937. — Amortissement des obligations	661	19 Mei 1948. — B. R. — Koloniale Schuld 3,5 % 1937. — Uitelgving der obligatiën.	661
19 mai 1948. — A. R. — Dette Coloniale Perpétuelle 4 % 1948. — Création.	666	19 Mei 1948. — B. R. — Onaflosbare Koloniale Schuld 4 % 1948. — Stichting.	666
19 mai 1948. — D. — Indemnités familiales aux pensionnés civiques et coloniaux.	667	19 Mei 1948. — D. — Gezinstoelagen aan de burgerlijke en koloniale gepensionneerden	667
26 mai 1948. — A. R. — Personnel judiciaire.	670	26 Mei 1948. — B. R. — Gerechtspersoneel.	670
Errata au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 avril 1948, première partie.	671	Errata. — « Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo » van 15 April 1948, eerste deel.	671
Errata au « Bulletin Officiel du Congo Belge » du 15 mai 1948, première partie	673	Errata. — « Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo » van 15 Mei 1948, eerste deel.	673

Recrutement d'Ingénieurs au service des Télécommunications. — Conditions.

LE MINISTRE DES COLONIES.

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 1934, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, fonctionnaires et agents de l'ordre judiciaire;

Vu les nécessités du recrutement,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Les candidats aux emplois d'Ingénieur au Service des Télécommunications de la Colonie doivent être porteurs du diplôme d'Ingénieur civil électricien ou d'Ingénieur civil électricien-mécanicien.

ART. 2.

Les Ingénieurs civils électriciens et les Ingénieurs civils électriciens-mécaniciens, non détenteurs du diplôme d'Ingénieur radio-électricien, délivré par une Université de Belgique sont tenus préalablement à leur admission dans les cadres à subir avec succès un examen sur les matières enseignées aux Universités de Belgique en vue de l'octroi du diplôme d'Ingénieur radio-électricien.

Les Ingénieurs civils électriciens et les Ingénieurs civils électriciens-mécaniciens porteurs du diplôme d'ingénieurs radio-électricien délivré par une Université de Belgique sont dispensés de l'examen en question pour être admis dans les cadres.

ART. 3.

L'examen dont question à l'article 2 a lieu à Bruxelles devant un Jury de trois membres désignés par le Ministre des Colonies.

Aanwerving van Ingenieurs in de Dienst der Verreberichtgevingen. — Voorwaarden.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het koninklijk besluit van 24 September 1934, tot vaststelling van het statuut van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten, gerechtsambtenaren en -beambten;

Aangezien de aanwervingsnoodwendigheden,

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

De kandidaten tot de betrekking van Ingenieur in den Dienst der Verreberichtgevingen van de Kolonie moeten houders zijn van het diploma van burgerlijk Ingenieur-electricien, of van burgerlijk Ingenieur - electricien - werktuigkundige.

ART. 2.

De burgerlijke Ingenieurs-electricien-werktuigkundige die geen houder zijn van het door een Belgische Universiteit afgeleverd diploma van Ingenieur-radio-electricien moeten, vóór hun aanvaarding in de kaders, met goeden uitslag een examen afleggen over de vakken welke in de Belgische Universiteiten worden aangeleerd tot het bekomen van het diploma van Ingenieur-radio-electricien.

De burgerlijke Ingenieurs-electricien en de burgerlijke Ingenieurs-electricien-werktuigkundige, houders van het diploma van radio-electricien afgeleverd door een Universiteit van België, worden van voormeld examen vrijgesteld om in de kaders te worden aanvaard.

ART. 3.

Het examen waarvan spraak is in artikel 2 geschiedt te Brussel vóór een Jury van drie door den Minister van Koloniën aangedeuide leden.

L'examen comporte une épreuve écrite suivie d'une épreuve orale.

Pour satisfaire à l'examen, le récipiendaire doit obtenir au moins les six dixièmes des points pour chacune des épreuves.

Nul ne peut se présenter à l'examen sans y avoir été autorisé préalablement par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur Général.

Bruxelles, le 10 avril 1947.

Het examen omvat een schriftelijke proef gevolgd door een mondelinge proef.

Om aan het examen te voldoen moet de recipiendus voor elk der proeven, ten minste de zes tienden der punten bekomen.

Niemand mag zich voor het examen aanmelden zonder daartoe voorafgaandelijk door den Minister van Koloniën of door den Gouverneur-Generaal te zijn toegelaten.

Brussel, den 10 April 1947.

P. WIGNY.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret complétant et modifiant le décret du 12 mars 1946, sur les pensions coloniales.

Le projet de décret a été examiné une première fois à la séance du 21 novembre 1947. Il a été approuvé à l'unanimité, sans discussion.

Lors de la présentation du rapport à la séance du 19 décembre 1947, et sur proposition du Conseiller-Rapporteur, le débat a été rouvert et renvoyé à une réunion ultérieure.

A la séance du 9 janvier 1948, un membre a fait remarquer que le projet avait été longuement et minutieusement étudié, avec le concours notamment d'un organisme particulièrement compétent, le Conseil des Pensions.

Mis aux voix, le projet a été approuvé à l'unanimité.

Bruxelles, le 9 janvier 1948.

Le Conseiller-Rapporteur,

H. DERAEDT.

L'Auditeur,

M. VAN HECKE.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet tot aanvulling en wijziging van het decreet van 12 Maart 1946, op de koloniale pensioenen.

Het ontwerp van decreet werd voor het eerst onderzocht in de vergadering van 21 November 1947. Het werd eenparig goedgekeurd zonder bespreking.

Bij de indiening van het verslag in de vergadering van 19 December 1947 en op voorstel van het Raadslid-Verslaggever werd de bespreking opnieuw geopend en verzonden naar een latere vergadering.

In de vergadering van 9 Januari 1948 heeft een lid er op gewezen dat het ontwerp lang en omstandig bestudeerd werd, en wel met de medewerking van een organisme dat bijzonder bevoegd is, de Raad der Pensioenen.

Het in stemming gebracht ontwerp werd eenparig goedgekeurd.

Brussel, de 9 Januari 1948.

Het Raadslid-Verslaggever,

De Auditeur,

DECRET

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu les avis émis par le Conseil Colonial en ses séances du 21 novembre 1947 et du 9 janvier 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCRÉTONS:

ARTICLE PREMIER.

L'article 4 du décret du 12 mars 1946 est complété comme suit :

Les membres du personnel des dits offices ou régies sont également admis au bénéfice de la supputation pour leur pension coloniale des services rendus à ces organismes s'ils ont été prestés en vertu du décret du 7 décembre 1939, relatif aux réquisitions militaires et d'intérêts public, et les dispositions qui l'ont modifié.

ART. 2.

L'article 5 du décret du 12 mars 1946 précité est remplacé par les dispositions suivantes:

Dans les cas où les services visés par les présentes dispositions ont donné lieu à des versements à la Caisse Coloniale des pensions pour Employés, la pension à charge du Trésor Colonial sera, à la demande des intéressés, calculée en tenant compte des dits services.

Toutefois, lorsque les intéressés exerceront leur droit en vue de l'obtention de la rente de retraite à laquelle ils peuvent prétendre, en application du décret du 10 octobre 1945, sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des

DECREET

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gezien de adviezen door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergaderingen van 21 November 1947 en van 9 Januari 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN GEDECRETEERD EN WIJ DECRETEREN:

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 4 van het decreet van 12 Maart 1946 wordt aangevuld als volgt :

De leden van het personeel van de gezegde Bureau's of regieën genieten eveneens het voordeel dat de diensten verleend aan deze organismen in rekening gebracht worden voor hun koloniaal pensioen indien deze diensten verleend worden krachtens het decreet van 7 December 1939, betreffende de militaire en in het openbaar belang gedane opvorderingen en krachtens de bepalingen die het hebben gewijzigd.

ART. 2.

Artikel 5 van voormeld decreet van 12 Maart 1946 wordt door de volgende bepalingen vervangen:

Ingeval de in deze bepalingen bedoelde diensten aanleiding hebben gegeven tot stortingen bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensioen, zal het pensioen ten laste van de Koloniale Schatkist, op aanvraag van de belanghebbenden, berekend worden met inachtneming van gezegde diensten.

Wanneer, evenwel, de belanghebbenden hun recht zullen doen gelden tot het bekomen van de rente waarop zij, bij toepassing van het decreet van 10 October 1945, betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouder-

employés, du chef de leurs prestations au service de la Colonie, ou des Offices et Régies visés à l'article premier du présent décret, la Caisse Coloniale des Pensions pour Employés versera au Trésor Colonial la partie de la rente afférente aux versements patronaux, le reliquat restant acquis aux intéressés.

L'obtention du bénéfice prévu par le présent décret est subordonnée au remboursement au Trésor Colonial des indemnités perçues pour perte de pension

Donné à Bruxelles, le 26 janvier 1948.

dom en vroege dood der werknemers, aanspraak kunnen maken, uit hoofde van hun dienstverlening aan de Kolonie of aan de in artikel één van dit decreet bedoelde Bureau's en Regieën, zal de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen het deel der rente dat voortvloeit uit de werkgeversstortingen in de Koloniale Schatkist storten, terwijl het overige de eigendom van de belanghebbenden blijft.

Het bekomen van het bij dit decreet bepaalde voordeel is onderworpen aan de terugbetaling aan de Koloniale Schatkist van de wegens verlies van pensioen ontvangen vergoedingen.

Gegeven te Brussel, de 26 Januari 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Centre Médical Colonial. — Création.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'Arrêté du 1^{er} juillet 1947, portant Statut des Agents de l'Administration Coloniale, en ses articles premier et 2;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé à l'Administration Centrale, un service extérieur portant la dénomination de « Centre Médical Colonial ».

Koloniaal Geneeskundig Centrum. — Oprichting.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
RÉGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het Besluit van 1 Juli 1947, houdende het Statuut van de beambten van het Koloniaal Bestuur, namelijk op de artikelen één en 2;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

Bij het Hoofdbestuur wordt een buitendienst opgericht, onder de benaming « Koloniaal Geneeskundig Centrum ».

ART. 2.

Le Centre Médical Colonial a pour mission :

a) de pratiquer tous examens en vue d'établir l'aptitude au séjour dans la Colonie;

b) de constater l'aptitude physique aux emplois de l'Administration Centrale;

c) de procéder au dépistage et au traitement des affections consécutives au séjour dans les régions tropicales, et plus particulièrement, de donner tous soins au personnel de l'Administration Coloniale;

d) de tenir à jour les dossiers médicaux du personnel de l'Administration Coloniale;

e) les examens prévus par les règlements sur la mise en disponibilité ou sur la mise à la pension de retraite, pour cause de blessures, accidents ou infirmités.

ART. 3.

Le cadre organique du Centre Médical Colonial et les barèmes afférents aux fonctions correspondant aux emplois repris à ce cadre, sont déterminés comme suit :

Directeur : 1. — VIII B.

Pharmacien : 1. — V D. — Peut accéder au barème VII A après 10 ans d'ancienneté.

Auxiliaires médicaux : 2. — III H ou V A, suivant qualification.

Comptable : 1. — III D.

Infirmières : 2. — III C.

Sténo-dactylographe : 1. — II B.

Huissiers : 2. — I B.

ART. 2.

Het Koloniaal Geneeskundig Centrum heeft als taak :

a) alle onderzoeken te doen om de geschiktheid voor het verblijf in de Kolonie te bepalen;

b) de lichamelijke geschiktheid voor de ambten van het Hoofdbestuur vast te stellen;

c) de aandoeningen die een gevolg zijn van het verblijf in de tropische streken, op te sporen en te behandelen en, meer in 't bijzonder, alle zorgen aan het personeel van het Koloniaal Bestuur te verlenen;

d) de geneeskundige dossiers van het Koloniaal Bestuur bij te houden;

e) de onderzoeken te doen, zoals voorgeschreven door de reglementen op de terbeschikkingstelling of oppensioenstelling, wegens kwetsuren, ongevallen of gebrekkelijkheid.

ART. 3.

Het organiek kader van het Koloniaal geneeskundig Centrum en de weddeschalen van de ambten die beantwoorden aan de bedieningen vermeld in dit kader, worden vastgesteld als volgt :

Directeur : 1. — VIII B.

Apotheker : 1. — V D. — Kan na 10 dienstjaren de weddeschaal VII A bekomen.

Geneeskundige-helpers : 2. — III H of V A volgens bevoegdheid.

Boekhouder : 1. — III D.

Ziekenverpleegsters : 2. — III C.

Steno-typiste : 1. — II B.

Deurwachters : 2. — I B.

ART. 4.

Pour les besoins de son fonctionnement, le Centre Médical Colonial peut recourir aux services de médecins agréés non fonctionnaires, dont le nombre et les honoraires sont fixés par le Ministre des Colonies.

ART. 5.

Le Centre Médical Colonial fonctionne sous l'autorité du Conseiller Médical du Ministère des Colonies, et sous sa haute direction.

ART. 6.

Le Règlement d'ordre intérieur du Centre Médical Colonial est déterminé par Arrêté Ministériel.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sortira ses effets le 1^{er} février 1948.

Donné à Bruxelles, le 30 janvier 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 4.

Voor de behoeften van zijn werking, kan het Koloniaal Geneeskundig Centrum de diensten inroepen van aangenomen geneesheren niet-ambtenaren, wier getal en honoraria door de Minister van Koloniën bepaald worden.

ART. 5.

Het Koloniaal Geneeskundig Centrum werkt onder het gezag van de Geneeskundige-Adviseur van het Ministerie van Koloniën, en onder zijn hoge leiding.

ART. 6.

Het huishoudelijk reglement van het Koloniaal Centrum wordt bij Ministerieel Besluit bepaald.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit, hetwelk op 1 Februari 1948 in werking treedt.

Gegeven te Brussel, de 30 Januari 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Administration centrale. — Cadre organique.

Par Arrêté du Régent en date du 11 mars 1948 :

1^o il est créé, à partir du 1^{er} janvier 1947, à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies, l'emploi de Contrôleur de comptabilité, avec assimilation aux chefs de bureau ;

2^o M. F. BLADT, Sous-Chef de bureau à l'Administration Centrale du Ministère des Colonies, est nommé Contrôleur de Comptabilité, à la date précitée.

Hoofdbestuur. — Organiek kader.

Bij Regentbesluit van 11 Maart 1948 :

1^o werd van 1 Januari 1947 af bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën de bediening van comptabiliteitscontroleur, gelijkgesteld met de bureelhooften, ingesteld.

2^o werd de Heer F. BLADT, Onderbureelhoofd bij het Hoofdbestuur van het Ministerie van Koloniën, comptabiliteitscontroleur benoemd op voormelde datum.

**La Maison du Combattant. — Création.
— But.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu le décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses et philanthropiques;

Vu l'article 8 de la Loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge;

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé une institution philanthropique dénommée « La Maison du Combattant » dont le siège est fixé à Léopoldville et qui jouira de la personnalité civile.

ART. 2.

L'institution a pour objet :

1. Le maintien et le développement de l'esprit civique chez les anciens combattants européens et indigènes;
2. L'assistance aux anciens combattants, et plus spécialement la construction et la gestion d'habitations destinées à être louées à bon prix ou mises gratuitement à la disposition des anciens combattants indigènes dans le besoin;
3. La construction et la gestion de locaux de réunion et de salles de fêtes destinées aux anciens combattants européens et indigènes;

Elle peut, dans les limites de cet objet prêter son concours à tout organisme ou association poursuivant le même objet.

**« La Maison du Combattant ». — Op-
richtung. — Doel.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL!

Gelet op het decreet van 28 December 1888 op de wetenschappelijke, godsdienstige en menslievende verenigingen;

Gelet op artikel 8 van de wet van 8 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt een menslievende instelling opgericht « La Maison du Combattant » waarvan de hoofdzetel te Leopoldstad gevestigd is en welke rechtspersoonlijkheid zal hebben.

ART. 2.

De instelling heeft als doel :

1. De burgerzin bij de Europese en Inlandse oudstrijders te behouden en te ontwikkelen;
2. De oudstrijders bij te staan, en meer in 't bijzonder, het oprichten en beheren van woningen bestemd om tegen voordelige prijs verhuurd te worden of kosteloos ter beschikking gesteld te worden van de Inlandse oudstrijders in nood;
3. Vergader- en feestzalen ten dienste van de Europese en Inlandse oudstrijders op te richten en te beheren;

Zij mag, binnen de perken van deze doelstelling, haar medewerking verlenen aan alle organismen of verenigingen die hetzelfde doel nastreven.

ART. 3.

L'institution subvient à ses charges au moyen des ressources qu'elle tire des biens administrés par elle, des subsides qui lui seraient accordés par la Colonie ou tout organisme parastatal, et des libéralités par acte entre vifs et par testament qui lui sont faites, conformément aux articles 7 et 8 du décret du 28 décembre 1888.

ART. 4.

L'institution est administrée et gérée par une commission composée d'un Président et de six à dix membres, nommés pour trois ans par le Gouverneur Général parmi les anciens combattants résidant à Léopoldville.

Le Gouverneur Général peut également nommer quatre à six membres suppléants de la Commission, appelés à remplacer, l'un à défaut de l'autre, tout membre effectif, absent, empêché, démissionnaire ou décédé.

La Commission nomme dans son sein un ou deux Vice-Présidents appelés à remplacer, l'un à défaut de l'autre, le Président absent ou empêché.

La Commission nomme également un secrétaire qu'elle choisit en dehors de ses membres et qui n'a pas voix délibérative. Il doit être ancien combattant et résider à Léopoldville.

En cas d'absence ou d'empêchement du Secrétaire, la Commission assume un remplaçant.

ART. 5.

La Commission peut déléguer à son Président, avec pouvoir de substitution au profit d'autres membres effectifs de la Commission, tous les pouvoirs nécessaires à la gestion journalière.

ART. 3.

De instelling voorziet in haar lasten door de geldmiddelen die zij trekt uit de door haar beheerde goederen, door de toelagen die haar mochten toegekend worden door de Kolonie of door enige parastatale instelling en door de giften onder de levenden en bij testament die haar worden geschonken, overeenkomstig de artikelen 7 en 8 van het decreet van 28 December 1888.

ART. 4.

De instelling wordt bestuurd en beheerd door een Commissie samengesteld uit een voorzitter en zes tot tien leden, die de Gouverneur-generaal, voor een termijn van drie jaar, benoemd onder de oudstrijders verblijvende te Leopoldstad.

De Gouverneur-generaal kan eveneens vier tot zes plaatsvervangende Commissieleden benoemen die geroepen zijn om een werkend lid dat afwezig, belet, ontslagnemend of overleden is te vervangen.

De Commissie benoemt in haar schoot één of twee ondervoorzitters geroepen om de voorzitter in geval van afwezigheid of belet te vervangen.

De Commissie benoemt eveneens een secretaris die zij kiest buiten haar leden en die niet stemgerechtigd is. Hij moet oudstrijder zijn en te Leopoldstad verblijven.

Ingeval de secretaris afwezig of belet is, neemt de Commissie een plaatsvervanger.

ART. 5.

De Commissie kan haar voorzitter al de machten nodig voor het dagelijks bestuur verlenen, met de macht andere werkende leden der Commissie in zijn plaats te stellen.

ART. 6.

L'institution est représentée vis-à-vis des tiers par le Président ou ses délégués. Ceux-ci doivent être choisis au sein de la Commission et ne peuvent agir qu'après avoir été agréés par la majorité des membres de celle-ci.

ART. 7.

Le mandat des membres de la Commission est gratuit.

La fonction de secrétaire peut être rémunérée, si l'activité du secrétariat le justifie. En ce cas le montant de la rémunération est fixé par la Commission.

ART. 8.

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

ART. 9.

Chaque année avant le 1^{er} avril, et pour la première fois en 1949, la Commission adresse au Gouverneur Général un rapport sur l'activité de l'institution et les résultats obtenus au cours de l'exercice précédent ainsi que sur l'emploi des fonds.

ART. 10.

En cas de dissolution, le Gouverneur Général disposera de l'avoir social, selon qu'il le jugera convenable en l'affectant à une destination se rapportant autant que possible au but pour lequel l'institution avait été créée.

ART. 11.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 avril 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

P. WIGNY.

ART. 6.

De instelling wordt tegenover derden vertegenwoordigd door de voorzitter of zijn afgevaardigden. Deze laatsten moeten gekozen worden in de schoot der Commissie en mogen slechts handelend optreden na goedkeuring door de meerderheid der leden van de Commissie.

ART. 7.

Het mandaat der leden van de Commissie is kosteloos.

Het ambt van secretaris kan bezoldigd worden indien de activiteit van het secretariaat zulks rechtvaardigt. In dit geval wordt het bedrag der bezoldiging door de Commissie vastgesteld.

ART. 8.

De beslissingen der Commissie worden genomen bij meerderheid van de tegenwoordige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

ART. 9.

Ieder jaar vóór 1 April en de eerste maal in 1949 zendt de Commissie een verslag aan de Gouverneur-generaal over de werkzaamheden van de instelling en de uitslagen bekomen gedurende het vorige dienstjaar, evenals over het gebruik der fondsen.

ART. 10.

Bij ontbinding, zal de Gouverneur-generaal beschikken over het vermogen van de instelling, volgens hij het geschikt oordeelt, met dien verstande dat hij het gebruikt voor een bestemming die zoveel mogelijk overeenkomt met het doel waarvoor de instelling opgericht werd.

ART. 11.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 April 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Postes. — Cartes postales. — Surcharges différentes.

LE MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 20 janvier 1921 organique du service postal, complété par les décrets des 14 mai 1926, 31 octobre 1928 et 12 juillet 1932;

Vu les arrêtés ministériels du 27 juillet 1932, portant émission de cartes postales ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER.

Les cartes postales du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à 60c., 60c. + 60c., 1 fr. et 1 fr. + 1 fr. émises par les arrêtés ministériels du 27 juillet 1932 portent respectivement les surcharges 1 fr., 1 fr. + 1 fr., 2 fr. et 2 fr. + 2 fr.

ART. 2.

Ces cartes postales peuvent être utilisées pour la correspondance respectivement au Congo Belge et au Ruanda-Urundi conformément aux tarifs postaux en vigueur.

ART. 3.

Un exemplaire de chacune de ces cartes postales est annexé au présent arrêté.

Bruxelles, 20 avril 1948.

P. WIGNY.

Posterijen. — Briefkaarten. — Verschillende overdrukken.

DE MINISTER VAN KOLONIËN,

Gelet op het postdecreet van 20 Januari 1921 tot inrichting van de postdienst, zoals het aangevuld en gewijzigd is door de decreten van 14 Mei 1926, 31 October 1928 en 12 Juli 1932;

Gelet op de ministeriele besluiten van 27 Juli 1932, houdende uitgifte van gewone briefkaarten van Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi;

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

De briefkaarten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi van 60c, 60c. + 60c., 1 fr. en 1 fr. + 1 fr. uitgegeven bij de ministeriele besluiten van 27 Juli 1932 dragen onderscheidenlijk de opdruk 1 fr., 1 fr. + 1 fr., 2 fr. en 2 fr. + 2 fr.

ART. 2.

Deze briefkaarten kunnen worden aangewend voor de briefwisseling onderscheidenlijk in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi overeenkomstig de geldende posttarieven.

ART. 3.

Een exemplaar van ieder dezer briefkaarten is bij dit besluit gevoegd.

Brussel, 20 April 1948.

Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL!

Vu les lois du 18 Octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge et du 21 août 1925 relative au Ruanda-Urundi;

Vu le décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés;

Vu les modifications et additions introduites dans ce décret par le décret du 15 février 1946, l'article 3 du décret du 28 février 1947, les articles 9 et 10 de l'ordonnance législative n° 124 du 17 avril 1947, l'article 1 du décret du 10 novembre 1947 et les articles 1 et 2 de l'ordonnance législative n° 23/53 du 12 février 1948;

Vu l'article 3 du décret précité du 10 novembre 1947 aux termes duquel les dispositions du décret du 10 octobre 1945 ainsi que celles des décrets et ordonnances législatives qui le modifient seront coordonnées par arrêté royal;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés ainsi que celles des décrets des 15 février 1946, 28 février et 10 novembre 1947 et des ordonnances législatives n° 124 du 17 avril 1947 et 23/53 du 12 février 1948 qui le modifient sont coordonnées comme suit :

CHAPITRE PREMIER.

Des Assurés.

ARTICLE PREMIER.

Le présent décret a pour objet d'assurer les personnes soumises à ses dispositions contre la vieillesse et le décès prématuré.

Gelet op de wetten van 18 October 1908 betreffende het Gouvernement van Belgisch-Congo en van 21 Augustus 1925 betreffende Ruanda-Urundi;

Gelet op het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroege dood der werknemers;

Gelet op de wijzigingen en bijvoegsels aangebracht aan dit decreet door het decreet van 15 Februari 1946, het artikel 3 van het decreet van 28 Februari 1947, de artikelen 9 en 10 van de wetgevende ordonnantie n° 124 van 17 April 1947, het artikel 1 van het decreet van 10 November 1947 en de artikelen 1 en 2 van de wetgevende ordonnantie n° 23/53 van 12 Februari 1948;

Gelet op het artikel 3 van voornoemd decreet van 10 November 1947 volgens hetwelk de bepalingen van het decreet van 10 October 1945 evenals deze van de decreten en wetgevende ordonnantiën tot wijziging daarvan zullen bij Koninklijk besluit samengeordend worden;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

ARTIKEL. ÉÉN.

De bepalingen van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers evenals deze van de decreten van 15 Februari 1946, 28 Februari en 10 November 1947 en van de wetgevende ordonnantiën n° 124 van 17 April 1947 en n° 23/53 van 12 Februari 1948 tot wijziging daarvan worden samengeordend als volgt :

HOOFDSTUK I.

Verzeekerden.

ARTIKEL ÉÉN.

Het doel van dit decreet is de personen die onder de bepalingen er van vallen, tegen ouderdom en vroegtijdige dood te verzekeren.

ART. 2.

Sont soumis aux dispositions du présent décret les employés des deux sexes qui ne sont pas indigènes du Congo ou des Colonies voisines, occupés au Congo ou au Ruanda-Urundi et qui sont au service d'un employeur établi au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi ou qui sont attachés à un siège d'exploitation établi dans ces territoires.

ART. 3.

Pour l'application du présent décret, est considérée comme employé toute personne occupée habituellement pour compte d'un ou de plusieurs employeurs en exécution d'un contrat de louage de services.

ART. 4.

Sont également soumis aux dispositions du présent décret les membres du personnel de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi qui ne sont pas indigènes du Congo ou des Colonies voisines et qui sont :

a) nommés à titre provisoire, pendant la durée de leur stage;

b) engagés hors cadre ou à titre temporaire, à l'exception toutefois de ceux qui refusent ou négligent de renoncer par avenant à leur contrat à l'indemnité pour perte de pension qui y serait stipulée.

ART. 5.

Le Gouverneur Général peut assimiler aux employés soumis au présent décret les indigènes dont la rémunération est au moins égale aux trois quarts du traitement le plus bas alloué aux fonctionnaires et agents de la Colonie.

Lorsque la qualité d'indigène ou de non-indigène est contestée, le Gouverneur Général peut, sur demande de l'intéressé, prendre une décision l'assujettissant aux dispositions du décret.

ART. 2.

Onder de bepalingen van dit decreet vallen de werknemers van beiderlei kunne niet-Inlanders van Congo of de naburige Koloniën, werkzaam in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi en in dienst bij een in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi gevestigde werkgever of bij een in deze grondgebieden gevestigde bedrijfszetel.

ART. 3.

Voor de toepassing van dit decreet wordt als bediende beschouwd alwie voor rekening van een of meer werkgevers gewoonlijk te werk is gesteld tot uitvoering van een contract van dienstverhuuring.

ART. 4.

Onder de bepalingen van dit decreet vallen eveneens de leden van het personeel van de Belgisch Congokolonie en van Ruanda-Urundi die geen Inlanders van Congo of van de naburige Koloniën zijn en die :

a) tijdelijk benoemd zijn, tijdens de duur van hun stage;

b) buiten het kader of tijdelijk in dienst genomen zijn, met uitzondering evenwel van hen die weigeren of verzuimen bij aanhangsel aan hun contract af te zien van de vergoeding wegens verlies van pensioen die er in bedongen zou zijn.

ART. 5.

Met de onder dit decreet vallende werknemers kan de Gouverneur-Generaal gelijkstellen de Inlanders wier bezoldiging minstens gelijk is aan drie vierden van de laagste wedde van de ambtenaren en beambten van de Kolonie.

Wanneer de hoedanigheid van Inlander of niet-Inlander betwist wordt kan de Gouverneur-Generaal op aanvraag van de belanghebbende een beslissing nemen waarbij deze aan de bepalingen van het decreet onderworpen wordt.

ART. 6.

Pendant la durée des congés rémunérés légaux ou contractuels et pendant la durée des services prestés temporairement hors de la Colonie ou du Ruanda-Urundi, les personnes assujetties au présent décret restent soumises à ses dispositions.

ART. 7.

L'employé qui, à l'expiration de son contrat ou du congé légal ou contractuel dont il a bénéficié, se trouve momentanément sans emploi au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, peut, s'il le désire, maintenir l'assurance en cours pendant une durée maximum de trois mois.

Il doit, en ce cas, en faire la déclaration à l'organisme d'assurance dans les formes et délais qui seront fixés par arrêté ministériel et effectuer les versements prévus à l'article 12.

ART. 8.

Tout employé, qui a été assujetti au présent décret pendant dix années et au compte duquel les cotisations légales ont été opérées, peut, s'il cesse d'être occupé au service d'un employeur et s'il réside au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, continuer à opérer personnellement un versement annuel dont le montant ne peut dépasser la moyenne des versements personnels et patronaux effectués à son compte dans les limites des articles 9 et 14 du décret pendant les trois dernières années au cours desquelles il a été assujetti. Ce versement sera porté en prime unique au compte de l'assuré.

Le délai de dix ans n'est pas exigé des employés qui useront de cette faculté avant le 1^{er} janvier 1952, si les versements légaux ont été opérés régulièrement à leur compte depuis le 1^{er} janvier 1942 en vertu du présent décret et des ordonnances législatives prises antérieurement par le Gouverneur Général en matière de pensions.

ART. 6.

Gedurende het wettelijk of bij overeenkomst bezoldigd verlof en gedurende de tijdelijk buiten de Kolonie of Ruanda-Urundi verleende dienst blijven de personen die onder dit decreet vallen aan de bepalingen ervan onderworpen.

ART. 7.

De werknemer die bij het verstrijken van zijn contract of van het wettelijk of bij overeenkomst bepaalde verlof dat hij heeft genoten, voor het ogenblik zonder werk in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi is, kan, zoo hij het wenst, de verzekering gedurende ten hoogste drie maanden laten voortlopen.

In dit geval moet hij dit bij het verzekeringsorganisme aangeven met inachtneming van de bij ministerieel besluit vast te stellen vormen en termijnen en de in artikel 12 bepaalde stortingen doen.

ART. 8.

Elke werknemer die gedurende tien jaar ingevolge dit decreet verzekeringsplichtig is geweest en op wiens rekening de wettelijke bijdragen werden gestort, kan, zo hij niet langer bij een werkgever in dienst is en zo hij in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijft, persoonlijk verder een jaarlijkse storting doen waarvan het bedrag het gemiddelde niet mag overschrijden van de werknemers- en werkgeversstortingen die, binnen de grenzen van de artikelen 9 en 14 van het decreet, gedurende de drie laatste jaren waarin hij verzekeringsplichtig was op zijn rekening werden gedaan. Deze storting wordt als enige premie op rekening van de verzekerde geboekt.

De termijn van tien jaar wordt niet vereist van de werknemers die van dit recht vóór 1 Januari 1952 gebruik maken indien van 1 Januari 1942 af, de wettelijke stortingen krachtens dit decreet en de vroegere wetgevende ordonnantiën van de Gouverneur-Generaal inzake pensioenen regelmatig op hun rekening gedaan werden.

CHAPITRE II.

Du montant et de la perception des cotisations.

ART. 9.

Le montant de la cotisation de l'employé est fixé à 6 pour cent de sa rémunération, celui de la cotisation patronale à 8 pour cent.

Par rémunération on entend toute somme quelconque reçue par l'assuré en suite de l'existence du contrat de louage de services, à l'exclusion des allocations familiales. La rémunération comprend notamment le traitement ou le salaire, l'indemnité de vie chère, les commissions, les tantièmes sur les bénéfices, les primes, les allocations versées à titre de mois complémentaires, ainsi que la valeur des avantages en nature à l'exception de ceux mis à charge de l'employeur par les dispositions du décret sur le contrat d'emploi et de ceux qui sont accordés à l'assuré en vue de faciliter l'accomplissement de ses fonctions ou d'autres services particuliers.

Lorsque le contrat prévoit des indemnités de fin de terme et des primes de rengagement pour la période qui constitue le congé, les sommes versées de ce chef à l'employé sont prises en considération pour le calcul des cotisations.

ART. 10.

La cotisation personnelle et la cotisation patronale sont dues jusqu'à concurrence d'une rémunération annuelle de 120.000 francs.

L'employé cesse tous versements pour le restant de l'année lorsqu'il a, au cours de l'exercice commençant le 1^{er} janvier, versé personnellement une somme totale de 7.200 francs, sous réserve des versements prescrits à l'article 33; il en est de même pour l'employeur, lorsqu'il a versé une somme totale de 9.600 francs.

HOOFDSTUK II.

Bedrag en inning van de bijdragen.

ART. 9.

De bijdrage belooft voor de werknemer 6 ten honderd van zijn bezoldiging, voor de werkgever 8 ten honderd.

Onder bezoldiging verstaat men enigerlei som die de verzekerden ingevolge het voorhanden contract van dienstverhuring ontvangt, met uitsluiting van de gezinstoelagen. De bezoldiging omvat namelijk de wedde of het loon, de duurtetoeslag, de commissies, het aandeel in de winst, de premiën, de toelagen gestort als aanvullingsmaand, alsmede de waarde van de voordelen in natura met uitzondering van deze welke, krachtens de bepalingen van het decreet op het bediendencontract ten laste van de werkgever komen en van deze welke aan de verzekerde verleend worden om het vervullen van zijn bediening of van andere bijzondere diensten te vergemakkelijken.

Wanneer het contract vergoedingen voor einde-termijn en premiën voor diensttherneming voor de verlofperiode bepaalt, komen de aan de werknemer deswege gestorte sommen in aanmerking bij de berekening van de bijdragen.

ART. 10.

De persoonlijke bijdrage en de werkgeversbijdrage zijn verschuldigd tot beloop van een jaarlijkse bezoldiging van 120.000 frank.

De werknemer staakt elke storting voor het overige van het jaar, wanneer hij in de loop van het op 1 Januari beginnende dienstjaar persoonlijk een totale som van 7.200 frank heeft afgedragen, behoudens de in artikel 33 voorgescreven stortingen; hetzelfde geldt voor de werkgever, wanneer hij een totale som van 9.600 frank heeft afgedragen.

ART. II.

L'assuré qui, au cours d'une année, a été occupé simultanément ou successivement au service de plusieurs employeurs, ne doit payer sa cotisation personnelle pour cette année que jusqu'à concurrence d'un maximum de 7.200 francs.

Par contre, les différents employeurs chez lesquels l'assuré a été occupé simultanément ou successivement au cours de l'année, sont tenus, chacun pour ce qui le concerne, de verser leur cotisation patronale jusqu'à concurrence d'un maximum de 9.600 francs.

Si les cotisations patronales ainsi versées au cours d'une année par les différents employeurs de l'assuré dépassent la somme de 9.600 francs, l'excédent est versé au Fonds colonial d'allocations pour employés.

ART. 12.

L'assuré qui fait usage de la faculté que lui réserve l'article 7, doit effectuer un versement mensuel s'élevant à 6 pour cent de la rémunération dont il a bénéficié au cours du dernier mois d'activité au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, avec maximum de 600 francs.

Lorsque l'interruption des services est le fait d'un employeur qui désire retarder le retour à la Colonie d'un membre de son personnel, l'employeur est tenu, si l'assuré fait usage de la faculté prérapplée, de verser au compte de ce dernier, pour la période correspondant à celle des versements personnels effectués en application de l'alinéa précédent, un montant mensuel s'élevant à 8 pour cent de la même rémunération, avec maximum de 800 francs. Les sommes versées par l'employeur du chef de cet assuré ne doivent toutefois pas, au cours de l'exercice, dépasser le maximum de 9.600 francs.

ART. II.

De verzekerde die in de loop van een jaar tegelijkertijd of achtereenvolgens bij verschillende werkgevers in dienst is geweest, moet zijn persoonlijke bijdrage voor dit jaar slechts tot beloop van hoogstens 7.200 frank betalen.

Daarentegen, zijn de verschillende werkgevers bij wie de verzekerde tegelijkertijd of achtereenvolgens in de loop van het jaar in dienst is geweest, gehouden elk voor wat hem betreft, hun werkgeversbijdrage te storten tot beloop van hoogstens 9.600 frank.

Indien de werkgeversbijdragen aldus in de loop van een jaar door de verschillende werkgevers van de verzekerde gestort de som van 9.600 frank overschrijden wordt het overschot in het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers gestort.

ART. 12.

De verzekerde die gebruik maakt van het hem bij artikel 7 voorbehouden recht, moet maandelijks 6 ten honderd storten van de bezoldiging die hij in de loop van de laatste maand van zijn werk in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi heeft genoten, met een maximum van 600 frank.

Wanneer de dienstonderbreking te wijten is aan de werkgever die de terugkeer naar de Kolonie van een lid van zijn personeel wenst te vertragen, is de werkgever gehouden, indien de verzekerde gebruik maakt van het voormelde recht, op diens rekening te storten voor de periode overeenstemmend met deze van de persoonlijke stortingen gedaan met toepassing van het vorige lid, een maandelijks bedrag van 8 t. h. van dezelfde bezoldiging, met een maximum van 800 frank. De sommen door de werkgever, ten voordele van de werknemer gestort, moeten, in geen geval, voor het dienstjaar, het maximum van 9.600 frank overschrijden.

ART. 13.

Sans préjudice à l'application de l'article 10, l'assuré est autorisé, lorsque le montant du traitement ou de l'indemnité mensuelle qui lui est allouée pendant la durée du congé est inférieure à celui de la rémunération dont il a bénéficié au cours du mois d'activité précédant le congé, à effectuer un versement mensuel complémentaire dont le montant ne peut dépasser 14 pour cent de la différence entre les montants fixés ci-dessus.

ART. 14.

Une cotisation patronale complémentaire de 1,5 pour cent des rémunérations est due pour les mineurs de fond, pendant les périodes où ils sont affectés à des travaux souterrains.

Cette cotisation est due sur l'intégralité de la rémunération de l'assuré. Les dispositions de l'article 10 ne sont pas applicables aux versements effectués en application du présent article.

ART. 15.

Le versement de l'assujetti est prélevé sur sa rémunération par l'employeur.

Le Ministre des Colonies ou le Gouverneur Général, s'il est délégué, fixe les règles à suivre pour la remise de la cotisation patronale et personnelle à l'organisme d'assurance, à l'intervention des Services du Gouvernement Général de la Colonie.

ART. 16.

Lorsque l'employeur n'a pas remis le montant des cotisations patronales et personnelles à l'époque déterminée par les dispositions légales, il est tenu de verser personnellement un intérêt moratoire annuel de 6 pour cent.

ART. 13.

Onverminderd de toepassing van artikel 10, wordt de verzekerde gemachtigd, wanneer het bedrag voor de hem gedurende het verlof verleende wedde of maandelijks vergoeding lager is dan de bezoldiging die hij in de loop van de aan het verlof voorafgaande maand werkelijke dienst genoten heeft, een aanvullende maandelijks storting te doen waarvan het beloop niet hoger mag zijn dan 14 t. h. van het verschil tussen de hierboven bepaalde bedragen.

ART. 14.

Een aanvullende werkgeversbijdrage van 1,5 t. h. van de bezoldiging is voor de ondergrondse mijnwerkers verschuldigd gedurende de perioden dat zij onder de grond te werk zijn gesteld.

Deze bijdrage is op de volle bezoldiging van de verzekerde verschuldigd. De bepalingen van artikel 10 zijn niet toepasselijk op de met toepassing van onderhavig artikel gedane stortingen.

ART. 15.

De storting van de verzekeringsplichtige wordt van zijn bezoldiging door de werkgever afgehouden.

De Minister van Koloniën of de Gouverneur-Generaal, indien hij daartoe opdracht krijgt, bepaalt de te volgen regels voor het overmaken van de werkgevers- en werknemersbijdrage aan het verzekeringsorganisme, door tussenkomst van de Diensten van het Generaal-Gouvernement van de Kolonie.

ART. 16.

Wanneer de werkgever het bedrag van de werkgevers- en werknemersbijdragen niet heeft overgemaakt op het bij de wettelijke bepalingen gestelde tijdstip is hij gehouden persoonlijk een jaarlijkse verzuimingsrente van 6 t. h. te storten.

ART. 17.

Le paiement de la cotisation patronale et personnelle est garanti par un privilège qui prend rang immédiatement après le n° 6, deuxième alinéa, de l'article premier de l'ordonnance du Gouverneur Général du 22 janvier 1896 approuvée par décret du 15 avril 1896.

Ce privilège s'étend au montant des cotisations personnelles au cas où l'employeur, ayant omis d'effectuer le prélèvement dans les délais légaux, a été par application de l'article 89 ci-après, condamné à en opérer le paiement de ses propres deniers.

CHAPITRE III.

De la destination des versements.

ART. 18.

A. — Les versements effectués au compte d'un assuré de sexe masculin sont affectés :

1° A l'assurance d'une rente viagère de vieillesse à son profit, prenant cours à l'âge de cinquante-cinq ans si l'assuré compte à la Colonie vingt années de services au moins, congés compris.

Un arrêté ministériel fixe les règles à suivre pour déterminer la durée des services effectifs et celle des congés.

Si la durée des services effectués à la Colonie par l'assuré est moindre, l'âge d'entrée en jouissance de la rente est modifié comme suit :

ART. 17.

De betaling van de werkgevers- en werknemersbijdrage wordt gewaarborgd door een voorrecht dat rang neemt onmiddellijk na n° 6, 2^{de} lid, artikel één van de ordonnantie van de Gouverneur-Generaal van 22 Januari 1896, goedgekeurd bij decreet van 15 April 1896.

Dit voorrecht geldt eveneens voor het bedrag van de persoonlijke bijdragen ingeval de werkgever die verzuimd heeft de afhouding binnen de wettelijke termijnen te doen, met toepassing van artikel 89 hierna veroordeeld werd ze met eigen geld te betalen.

HOOFDSTUK III.

Bestemming van de gestorte gelden.

ART. 18.

A. — De stortingen gedaan op rekening van een verzekerde van het mannelijk geslacht worden bestemd :

1° Om te zijnen voordele een levenslange ouderdomsrente te verzekeren ingaande op vijf en vijftigjarige leeftijd, indien de verzekerde ten minste twintig jaar dienst in de Kolonie telt, de verloftijden inbegrepen.

Een ministerieel besluit bepaalt de regels om de duur van de werkelijke dienst en van de verloftijden vast te stellen.

Indien de duur van de dienst door de verzekerde gedaan in de Kolonie kleiner is wordt de leeftijd waarop hij in het genot van de rente treedt, gewijzigd als volgt :

Durée des services (congés compris)	Age d'entrée en jouissance de la rente	Duur van de dienst (verlof inbegrepen)	Leeftijd waarop hij in het genot van de rente treedt
20 années et plus	55 ans	20 jaar en meer	55 jaar
18 années et moins de 20 années	56 »	18 jaar en minder dan 20 jaar	56 »
16 » »	18 » 57 »	16 » »	18 » 57 »
14 » »	16 » 58 »	14 » »	16 » 58 »
12 » »	14 » 59 »	12 » »	14 » 59 »
10 » »	12 » 60 »	10 » »	12 » 60 »
8 » »	10 » 61 »	8 » »	10 » 61 »
6 » »	8 » 62 »	6 » »	8 » 62 »
4 » »	6 » 63 »	4 » »	6 » 63 »
2 » »	4 » 64 »	2 » »	4 » 64 »
moins de 2 années	65 ans	minder dan 2 jaar	65 jaar

L'assuré peut obtenir la liquidation de sa rente dix années avant l'âge ci-dessus, en introduisant la demande douze mois avant l'âge choisi pour l'entrée en jouissance. Dans ce cas, la rente se trouve réduite conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

L'assuré en droit de bénéficier de la rente peut demander que l'entrée en jouissance, de celle-ci soit fixée à une date ultérieure. La rente se trouve dans ce cas augmentée conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

La date d'entrée en jouissance de la rente est reportée de plein droit à la date où l'assuré cesse d'être assujéti aux dispositions du présent décret, s'il demeure en service après l'âge auquel il eut été en droit de bénéficier de la pension.

L'assuré peut obtenir, avec l'autorisation du Conseil des pensions pour employés coloniaux, le paiement en espèces d'un tiers au plus de la valeur capitalisée de la rente dont il est bénéficiaire;

2° A l'assurance d'une rente viagère de veuve au profit de l'épouse, pourvu que le mariage ait été contracté avant l'entrée en jouissance de la rente prévue au 1° ci-dessus.

Tien, jaar vóór bovenbepaalde leeftijd kan de verzekerde de uitkering van zijn rente bekomen, door zijn aanvraag in te dienen twaalf maanden vóór de leeftijd gekozen om in het genot van de rente te treden. In dit geval wordt de rente overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal verminderd.

De verzekerde die recht heeft om de rente te trekken, kan vragen dat de ingentreding op een latere datum gesteld wordt. In dit geval wordt de rente overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal vermeerderd.

De datum om in het genot van de rente te treden wordt van rechtswege gesteld op de datum waarop de verzekerde niet langer onder de bepalingen van dit decreet valt, indien hij in dienst blijft na de leeftijd waarop hij recht had pensioen te trekken.

Met toestemming van de Raad voor Koloniale Werknemerspensioenen, kan de verzekerde betaling in geld bekomen van hoogstens een derde van de gekapitaliseerde waarde van de rente waartoe hij gerechtigd is.

2° Om ten voordele van de echtgenote een levenslange weduwrente te verzekeren, mits het huwelijk aangegaan werd vóór de in 1° hierboven bepaalde ingentreding van de rente.

Si l'épouse a le même âge que l'assuré et si celui-ci est entré en jouissance de sa rente de retraite, le montant de la rente de veuve est fixé à 50 pour cent de la dite rente de retraite.

Si l'épouse a le même âge que l'assuré et si celui-ci décède avant l'entrée en jouissance de sa rente de retraite, le montant de la rente de veuve est fixé aux quotités ci-après de la rente viagère que l'assuré aurait acquise dans les conditions déterminées à l'article 19;

En cas de décès de l'assuré

	QUOTITE
Avant 31 ans	35 p. c.
A 31 ans	36 »
A 32 »	37 »
A 33 »	38 »
A 34 »	39 »
A 35 »	40 »
A 36 »	41 »
A 37 »	42 »
A 38 »	43 »
A 39 »	44 »
A 40 »	45 »
A 41 »	46 »
A 42 »	47 »
A 43 »	48 »
A 44 »	49 »
A 45 » et après	- 50 »

Lorsqu'il y a différence d'âge entre l'assuré et son épouse, le taux de la rente est modifié conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

Lorsque l'assuré est célibataire, veuf, ou divorcé, le capital assuré en vue de la constitution de la rente prévue au 2^o est versé au Fonds colonial d'allocations pour employés. Si l'assuré entre en jouissance de sa rente de vieillesse, ce Fonds

Indien de echtgenote even oud is als de verzekerde en indien deze in het genot van zijn pensioen is getreden, wordt het bedrag van de weduwrente op 50 t. h. van genoemd pensioen bepaald.

Indien de echtgenote even oud is als de verzekerde en indien deze, vóórleer in het genot van zijn rente te treden, overleden is, wordt het bedrag van de weduwrente bepaald op de bedragen hierna van de lijfrente die de verzekerde zou hebben gekregen onder de in artikel 19 bepaalde voorwaarden;

Bij overlijden van de verzekerde

	BEDRAG
Vóór 31 jaar	35 t. h.
Op 31 jaar	36 »
Op 32 »	37 »
Op 33 »	38 »
Op 34 »	39 »
Op 35 »	40 »
Op 36 »	41 »
Op 37 »	42 »
Op 38 »	43 »
Op 39 »	44 »
Op 40 »	45 »
Op 41 »	46 »
Op 42 »	47 »
Op 43 »	48 »
Op 44 »	49 »
Op 45 » en daarna	50 »

Wanneer de verzekerde en zijn echtgenote in leeftijd verschillen, wordt het rentebedrag overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal gewijzigd.

Wanneer de verzekerde ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden is, wordt het kapitaal dat met het oog op het vastzetten van de in 2^o bepaalde rente verzekerd is, in het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers gestort. Indien

assure, dans le cas d'un mariage ultérieur du pensionné, pour autant que le décès ne soit pas survenu dans l'année qui suit la date du mariage, une rente de veuve au profit de l'épouse. Si les conjoints sont du même âge, le montant de cette rente est égal à 50 pour cent de la rente de l'époux prévue au 1^o. Si les conjoints sont d'âges différents, le taux de la rente est modifié conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

B. — Les versements effectués au compte d'une assurée du sexe féminin sont affectés à l'assurance d'une rente viagère de vieillesse à son profit et prenant cours, au choix de l'assurée, à son anniversaire entre quarante-cinq et cinquante-cinq ans.

L'assurée qui désire obtenir la liquidation de cette rente avant cinquante-cinq ans doit en faire la demande à l'organisme assureur douze mois avant l'âge choisi pour l'entrée en jouissance. Dans ce cas, la rente que l'intéressée eût acquise à cinquante-cinq ans est réduite conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

L'assurée en droit de bénéficier de la rente peut demander que l'entrée en jouissance de celle-ci soit fixée à une date ultérieure. La rente se trouve dans ce cas augmentée conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

La date d'entrée en jouissance de la rente est reportée de plein droit à la date où l'assurée cesse d'être assujettie aux dispositions du présent décret, si elle demeure en service après l'âge auquel elle eût été en droit de bénéficier de la pension.

de verzekerde in het genot van zijn ouderdomsrente treedt, verzekert het Fonds, in geval de gepensioneerde later trouwt, voor zover het overlijden niet gebeurd is binnen het jaar na den datum van het huwelijk, een weduwrente ten voordele van de echtgenote. Indien de gehuwden even oud zijn, is het bedrag van de rente gelijk aan 50 t. h. van de in 1^o bepaalde rente van de echtgenoot. Indien de gehuwden in leeftijd verschillen, wordt het rentebedrag overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurd barema gewijzigd.

B. — De stortingén gedaan op rekening van een verzekerde van het vrouwelijk geslacht worden bestemd om ten haren voordele een levenslange ouderdomsrente te verzekeren ingaande, naar keuze van de verzekerde, op haar verjaardag tussen vijf en veertig en vijf en vijftig jaar.

De verzekerde die vóór vijf en vijftig jaar uitkering van die rente wenst te bekomen moet dit bij het verzekeringsorganisme aanvragen twaalf maanden vóór de leeftijd die zij gekozen heeft om in het genot van de rente te treden. In dit geval wordt de rente die de belanghebbende op vijf en vijftigjarige leeftijd zou verworven hebben, overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal verminderd.

De verzekerde die recht heeft om de rente te trekken, kan vragen dat de ingentreding op een latere datum gesteld worde. In dit geval wordt de rente overeenkomstig een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal vermeerderd.

De datum om in het genot van de rente te treden wordt van rechtswege gesteld op de datum waarop de verzekerde niet langer onder de bepalingen van dit decreet valt, indien zij in dienst blijft na de leeftijd waarop zij recht had pensioen te trekken.

ART. 19.

Pour le calcul de la rente de retraite servant de base à la fixation du montant de la rente de veuve lorsque l'assuré n'est pas entré en jouissance de sa rente, il est tenu compte des règles ci-après :

A. — Le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci est assujetti aux dispositions du présent décret :

1^o Si, postérieurement au 1^{er} janvier 1943, le versement des cotisations légales a été effectué au compte de l'assuré en application du présent décret ou des dispositions législatives prises antérieurement par le Gouverneur Général en matière de pensions pendant vingt années au moins, la rente de retraite servant de base au calcul de la rente de veuve est celle dont l'assuré aurait bénéficié à l'âge de cinquante-cinq ans en raison des versements opérés à son compte.

2^o Dans le cas contraire, il y a lieu de calculer la rente de retraite que l'assuré eût acquise à l'âge de cinquante-cinq ans, en supposant constante depuis la date du décès une prime annuelle, calculée de la manière établie à l'alinéa suivant, jusqu'au jour où l'assuré eût atteint l'âge de la retraite ou l'âge auquel il aurait été assujetti pendant vingt années postérieurement au 1^{er} janvier 1943 aux dispositions législatives en matière de pensions, si ce dernier âge est antérieur à celui de la retraite.

La prime annuelle prévue à l'alinéa précédent est celle qui aurait été constituée par les cotisations patronales et personnelles perçues en application des articles 9, 10 et 11 ci-dessus, sur base des rémunérations dont l'assuré a bénéficié au cours des douze mois de services effectifs précédant le mois du décès, en supposant celles-ci payées au cours d'un même exercice. « Si la période continue

ART. 19.

Bij de berekening van het pensioen dat als basis dient om het bedrag van de weduwrente te bepalen, wanneer de verzekerde niet in het genot van zijn rente is getreden, worden de volgende regels in acht genomen :

A. — De verzekerde komt te overlijden op een tijdstip dat hij onder de bepalingen van dit decreet valt :

1^o Indien, na 1 Januari 1943, de wettelijke bijdragen op rekening van de verzekerde werden gestort met toepassing van dit decreet of van de vroegere wetgevende bepalingen van de Gouverneur-Generaal inzake pensioenen gedurende ten minste twintig jaar, dan is het pensioen dat als basis dient voor de berekening van de weduwrente, gelijk aan het pensioen dat de verzekerde op vijf en vijftigjarige leeftijd zou getrokken hebben naar evenredigheid van de op zijn rekening gedane storting.

2^o) In het tegenovergesteld geval, dient men het pensioen dat de verzekerde op vijf en vijftigjarige leeftijd zou hebben genoten, te berekenen, met onderstelling dat een jaarlijkse premie, berekend op de wijze gelijk bepaald in het volgende lid constant is gebleven sedert de datum van overlijden tot de dag waarop de verzekerde de pensioenleeftijd zou hebben bereikt of de leeftijd waarop hij gedurende twintig jaar na 1 Januari 1943 aan de wetgevende bepalingen inzake pensioenen zou onderworpen geweest zijn indien laatste leeftijd vroeger valt dan de pensioenleeftijd.

De jaarlijkse premie bepaald in het vorige lid is deze welke zou vastgezet geworden zijn door de werkgevers- en werknemersbijdragen geïnd met toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 hierboven, op grondslag van de bezoldigingen die de verzekerde genoten heeft in de loop van de twaalf maanden werkelijke dienst vóór de maand van het overlijden, daarbij onderstellend dat zij ge-

de services effectifs précédant le mois du décès n'atteint pas une durée de douze mois, les rémunérations dont question au présent alinéa sont calculées proportionnellement à celles dont l'assuré a bénéficié au cours de cette période. » (Décret du 10 novembre 1947.)

3° Si, au moment du décès, l'assuré a atteint l'âge de cinquante-cinq ans, la rente de veuve se calcule sur base de la rente de retraite que l'assuré eût acquise à la date du décès, quelle que soit la durée des services effectués à la Colonie, nonobstant les dispositions de l'article 18, A, 1^o ci-dessus.

B. — Le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci n'est pas assujéti aux dispositions du présent décret ou continue à effectuer des versements en application de l'article 8 :

La rente de retraite servant de base au calcul de la rente de veuve est celle dont l'assuré aurait bénéficié à l'âge de cinquante-cinq ans compte tenu des seuls versements effectués à son compte en application du présent décret et des ordonnances législatives prisés antérieurement par le Gouverneur Général en matière de pensions.

Si l'assuré était, au moment du décès, âgé de plus de cinquante-cinq ans, la dite rente de retraite est celle que l'intéressé eût acquise dans les mêmes conditions à la date du décès.

ART. 19bis.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Lorsque les bénéficiaires des rentes de retraite ou de veuve prévues par le présent décret jouissent d'une rente ou d'indemnités périodiques en vertu des

durende eenzelfde dienstjaar betaald werden. « Indien de ononderbroken periode werkelijke dienst die de maand van het overlijden voorafgaat de duur van twaalf maanden niet bereikt dan worden de bezoldigingen waarvan sprake in dit lid berekend in evenredigheid met deze welke de verzekerde in de loop van die periode genoten heeft. » (Decreet van 10 November 1947.)

3° Indien, op het ogenblik van het overlijden, de verzekerde de leeftijd van vijf en vijftig jaar bereikt heeft, wordt de weduwrente berekend op grondslag van het pensioen dat de verzekerde op de datum van overlijden zou verworven hebben, wat ook de duur zij van de diensten in de Kolonie volbracht, niettegenstaande de bepalingen van artikel 18, A, 1^o hierboven.

B. — De verzekerde komt te overlijden op een tijdstip dat hij niet onder de bepalingen van dit decreet valt of verder stortingen doet met toepassing van artikel 8 :

Het pensioen dat als basis dient bij de berekening van de weduwrente is gelijk aan dit hetwelk de verzekerde op vijf en vijftigjarige leeftijd zou genoten hebben, daarbij enkel rekening houdende met de stortingen die op zijn rekening werden gedaan met toepassing van dit decreet en van de vroegere wetgevende ordonnantiën van de Gouverneur-Generaal inzake pensioenen.

Indien bij zijn overlijden de verzekerde ouder was dan vijf en vijftig jaar, is voormeld pensioen dit, hetwelk de belanghebbende onder dezelfde voorwaarde zou hebben verworven op de datum van het overlijden.

ART. 19bis.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Wanneer zij die in aanmerking komen voor het pensioen of de weduwrente bepaald bij dit decreet, een rente of periodieke vergoedingen genieten krachtens

décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant des dites rentes de retraite ou de veuve sera réduit de 4/7^{mes}, cette déduction n'étant toutefois opérée, lorsqu'elle résulte de l'attribution d'indemnités périodiques, que trois mois après la date de l'accord des parties ou de la décision définitive.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et éventuellement des articles 44bis ou 52bis ne pourra être supérieur au montant de la rente ou des indemnités périodiques prévues par les dits décrets du 20 décembre 1947.

» Les quote-parts de rentes de retraite ou de veuve non liquidées en application des dispositions qui précèdent seront versées au Fonds colonial d'allocations pour employés. »

ART. 20.

Lorsqu'un membre du personnel hors cadre de la Colonie passé sous le régime du statut, la réserve mathématique de l'assurance correspondant aux sommes versées à l'organisme assureur du chef de cette personne, postérieurement à la date de son admission sous ce régime, est restituée à la Colonie pour la fraction correspondant au versement des cotisations patronales, et transférée à la Caisse coloniale d'Assurance pour la fraction correspondant au versement des cotisations personnelles.

La même restitution et le même transfert de la réserve mathématique de l'assurance correspondant aux versements effectués a lieu en cas d'admission dans les cadres, à titre définitif, d'un membre du personnel de la Colonie visé à l'article 4, a) du présent décret et au cas où un tel membre est relevé de ses fonctions par suite d'accident survenu durant le service et par le fait du service.

de decreten van 20 December 1945 welke de vergoeding regel van de uit werkon-gevallen en beroepsziekten voortvloeiende schade, dan wordt het bedrag van gezegd pensioen of weduwrente met 4/7^{en} verminderd, met dien verstande evenwel dat deze vermindering, wanneer zij voortvloeit uit het toekennen van periodieke vergoedingen maar toegepast wordt drie maanden na de datum van het akkoord van partijen of van de eindbeslissing.

» Het bedrag van de vermindering toegepast krachtens dit artikel of, bij voortkomend geval krachtens de artikelen 44bis of 52bis kan niet hoger zijn dan het bedrag van de bij gezegde decreten van 20 December 1945 bepaalde rente of periodieke vergoedingen.

» Het gedeelte van het pensioen of de weduwrente dat, met toepassing van de voorgaande bepalingen, niet uitgekeerd is, wordt in het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers gestort. »

ART. 20.

Wanneer een lid van het buitenkaderpersoneel van de Kolonie onder het stelsel van het statuut komt, wordt de wiskundige reserve van de verzekering, overeenstemmend met de sommen bij het verzekeringsorganisme gestort uit hoofde van dien persoon na de datum waarop hij onder dit stelsel is gekomen, aan de Kolonie teruggegeven voor het gedeelte dat overeenstemt met de storting van de werkgeversbijdragen en overgedragen aan de Koloniale Verzekeringskas voor het gedeelte dat met de storting van de persoonlijke bijdragen overeenstemt.

Dezelfde teruggave en dezelfde overdracht van de wiskundige reserve van de verzekering overeenstemmend met de gedane stortingen heeft plaats ingeval een in artikel 4, a), van dit decreet bedoeld lid van het personeel van de Kolonie voor goed in de kaders wordt opgenomen en ingeval zulk een lid uit zijn ambt ontslagen wordt ingevalge een ongeval dat zich tijdens de dienst en door de dienst heeft voorgedaan.

(Ordonnance législative n° 23/53 du 12 février 1948.) « Il en est de même lorsqu'un officier ou sous-officier de réserve de la Force Publique passe à titre définitif sous le régime du statut des agents de l'Administration d'Afrique. »

CHAPITRE IV.

De l'organisme d'Assurance.

ART. 21.

La Caisse coloniale des pensions pour employés est chargée de réaliser les assurances prévues par le présent décret.

ART. 22.

La Caisse coloniale des pensions pour employés est placée sous le contrôle et la garantie de la Colonie. Elle est établie auprès du Ministère des Colonies.

ART. 23.

La Caisse coloniale des pensions pour employés jouit de la personnalité civile. Elle a le droit dans les limites ci-après :

1° De s'obliger, d'acquérir ou de disposer à titre gratuit ou onéreux. Toutefois elle ne peut prendre un immeuble à bail ou acquérir un immeuble à titre onéreux qu'en vue de la réalisation de son objet et moyennant autorisation du Ministre des Colonies;

2° De recevoir des libéralités entre vifs ou testamentaires, moyennant l'autorisation du dit Ministre des Colonies.

Cette autorisation n'est pas requise pour les libéralités testamentaires dont le montant ne dépasse pas 50.000 francs ou pour les libéralités entre vifs faites par une même personne et dont le montant total ne dépasse pas 50.000 francs pour la même année;

(Wetgevende ordonnantie n° 23/53 van 12 Februari 1948.) « Hetzelfde geldt wanneer een reserve-officier of onderofficier van de Weermacht voor goed overgaat naar het stelsel van het statuut voor de beambten van het Bestuur in Afrika. »

HOOFDSTUK IV.

Verzekeringsorganisme.

ART. 21.

De Koloniale Kas voor werknemerspensioenen wordt gelast de bij dit decreet bepaalde verzekeringen uit te voeren.

ART. 22.

De Koloniale Kas voor werknemerspensioenen wordt onder toezicht en waarborg van de Kolonie gesteld. Ze wordt gevestigd bij het Ministerie van Koloniën.

ART. 23.

De Koloniale Kas voor werknemerspensioenen is een rechtspersoon. Zij heeft het recht binnen de hierna bepaalde perken :

1°. Zich te verbinden, te verkrijgen of te beschikken onder een kosteloze of bezwarende titel. Ze kan, evenwel, slechts een onroerend goed onder bezwarende titel verkrijgen met het oog op het bereiken van haar doel en met machtiging van de Minister van Koloniën.

2° Schenkingen onder levenden of bij uiterste wilsbeschikking te aanvaarden met machtiging van gezegde Minister van Koloniën.

Deze machtiging wordt niet vereist voor testamentaire schenkingen waarvan het bedrag 50.000 frank niet te boven gaat of voor schenkingen onder levenden gedaan door eenzelfde persoon en waarvan het totale bedrag voor eenzelfde jaar 50.000 frank niet te boven gaat;

3° D'ester en justice, de compromettre ou de transiger.

ART. 24.

La Caisse coloniale des pensions pour employés est gérée par un conseil d'administration et un directeur.

Le Conseil d'Administration est composé comme suit :

a) deux membres représentant les employés;

b) deux membres représentant les employeurs;

c) trois membres représentant le Ministre des Colonies;

d) trois membres nommés en raison de leur compétence particulière.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par le Ministre des Colonies pour un terme de six ans. Tous les trois ans, la moitié des membres compris dans les catégories *a* et *b* cessent leurs fonctions; le mandat de deux de ces membres, à désigner par le sort, prend fin après la première période de trois ans.

Le mandat des membres peut être renouvelé.

Le Directeur est nommé en dehors des membres du Conseil d'Administration par le Roi, sur proposition du Ministre des Colonies qui fixe son traitement.

Un arrêté ministériel détermine les règles relatives au fonctionnement de la Caisse coloniale des pensions pour employés et fixe le mode d'indemnisation des membres du conseil d'administration.

ART. 25.

L'actif de la Caisse coloniale des pensions pour employés est placé :

3° In rechte op te treden, geschillen aan scheidsrechters te onderwerpen of dadingen aan te gaan.

ART. 24.

De Koloniale Kas voor werknemerspensionen wordt beheerd door een raad van beheer en een directeur.

De Raad van Beheer wordt samengesteld als volgt :

a) twee leden, vertegenwoordigers van de werknemers;

b) twee leden vertegenwoordigers van de werkgevers;

c) drie leden, vertegenwoordigers van de Minister van Koloniën;

d) drie leden benoemd wegens hun bijzondere bevoegdheid.

De leden van de raad van beheer worden benoemd door de Minister van Koloniën voor een termijn van zes jaar. Om de drie jaar leggen de helft van de leden vermeld in de categoriën *a* en *b* hun ambt neer; het mandaat van twee dezer leden, bij loting aan te duiden, eindigt na de eerste periode van drie jaar.

Het mandaat van de leden kan hernieuwd worden.

De directeur wordt benoemd buiten de leden van de raad van beheer door de Koning, op de voordracht van de Minister van Koloniën die zijn wedde bepaalt.

Een ministerieel besluit bepaalt de regels betreffende de werking van de Koloniale Kas voor werknemerspensionen en stelt de wijze vast waarop de leden van de raad van beheer vergoed worden.

ART. 25.

De activa van de Koloniale Kas voor werknemerspensionen worden belegd :

1° en fonds publics belges ou de la Colonie, des provinces et des communes belges, et en valeurs garanties par l'Etat ou la Colonie;

2° En Prêts aux villes du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi et aux circonscriptions indigènes, avec garantie de la Colonie ou du Ruanda-Urundi;

3° En cédulés ou prêts hypothécaires;

4° En actions et obligations de sociétés belges de droit métropolitain ou de droit colonial qui, depuis cinq ans au moins, ont fait face à leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires.

Il peut cependant ne pas être tenu compte de la période des six exercices sociaux annuels consécutifs, dont le premier a pris cours pendant l'année 1940;

5° En dépôts en banque.

L'actif peut également être placé, avec l'autorisation du Ministre des Colonies:

1° En prêts pour l'acquisition de terrains, la construction ou l'achat d'immeubles, la constitution ou l'aménagement d'établissements de cure à l'usage des employés coloniaux;

2° En immeubles situés en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.

ART. 26.

Les règlements et tarifs établis par la Caisse Coloniale des pensions pour employés sont soumis à l'approbation préalable du Ministre des Colonies.

ART. 27.

Tous les employés auxquels s'applique le présent décret sont affiliés d'office à la Caisse coloniale des pensions pour employés.

1° In openbare fondsen van België of van de Kolonie, van Belgische provincies en gemeenten en in waarden gewaarborgd door de Staat of de Kolonie;

2° In leningen aan de steden van Belgisch-Congo of van Ruanda-Urundi en aan de inlandse gebieden, met waarborg van de Kolonie of van Ruanda-Urundi;

3° In schuldbekentenissen of hypothe-caire leningen;

4° In aandelen en obligaties van Belgische vennootschappen onder moederlandse of koloniaal recht die sedert ten minste vijf jaar door middel van hun gewone inkomsten hun verbintenissen zijn nagekomen.

Het is nochtans toegelaten geen rekening te houden met de periode van de 6 opeenvolgende maatschappelijke dienstjaren waarvan het eerste gedurende het jaar 1940 begonnen is;

5° In bankdeposito's.

De activa mogen ook met toestemming van de Minister van Koloniën belegd worden :

1° In leningen voor het aankopen van gronden, het bouwen of aankopen van onroerende goederen, het op- of inrichten van herstellingsoorden ten behoeve van koloniale werknemers;

2° In onroerende goederen gelegen in België, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi.

ART. 26.

De reglementen en tarieven vastgesteld door de Koloniale Kas voor werknemerspensionen worden vooraf aan de Minister van Koloniën ter goedkeuring onderworpen.

ART. 27.

Alle werknemers op wie dit decreet van toepassing is, zijn ambtshalve bij de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen aangesloten.

ART. 28.

La Caisse coloniale des pensions pour employés établit annuellement un compte des profits et pertes relatifs aux assurances prévues par le présent décret. Le solde de ce compte, s'il est bénéficiaire, est affecté à concurrence de 50 pour cent à la formation d'un fonds de réserve et de 50 pour cent à la formation d'un fonds de répartition. Lorsque le fonds de réserve atteint 3 pour cent du montant des réserves mathématiques, ce solde est versé au fonds de répartition.

Ce dernier fonds est réparti en tout ou en partie entre les assurés. La quotité attribuée à chacun d'eux est versée à leur compte. Le reliquat est reporté en vue d'une répartition ultérieure.

Les répartitions s'effectuent à la fin de chaque période quinquennale, conformément à un règlement arrêté par la Caisse et approuvé par le Ministre des Colonies.

Toutefois, le Ministre des Colonies peut décider sur avis du Conseil d'administration de la Caisse, qu'il n'y a pas lieu à répartition ou que la répartition sera différée. Dans le premier cas, un arrêté ministériel détermine la destination à donner à tout ou partie du fonds de répartition.

CHAPITRE V.

Du Conseil des pensions pour employés coloniaux.

ART. 29.

Il est institué, au Ministère des Colonies, un conseil des pensions pour employés coloniaux.

ART. 28.

De Koloniale Kas voor werknemerspensioenen maakt elk jaar een winst- en verliesrekening op betreffende de bij dit decreet bepaalde verzekeringen. Het eventuele winstsaldo van deze rekening wordt voor 50 procent besteed aan het oprichten van een reservefonds en voor vijftig procent aan het oprichten van een omslagfonds. Wanneer het reservefonds 3 procent bereikt van het bedrag der wiskundige reserves, wordt dit saldo in het omslagfonds gestort.

Dit laatste fonds wordt geheel of gedeeltelijk onder de verzekerden omgeslagen. Het aandeel toegekend aan elk van hen wordt op hun rekening gestort. Het overschot wordt overgedragen met het oog op een lateren omslag.

De omslag wordt gedaan op het einde van elke vijfjarige periode, overeenkomstig een reglement vastgesteld door de Kas en goedgekeurd door de Minister van Koloniën.

De Minister van Koloniën kan op advies van de Raad van beheer der Kas beslissen dat er geen reden is tot omslag of dat deze zal uitgesteld worden. In het eerste geval bepaalt een ministerieel besluit welke bestemming zal gegeven worden aan het geheel of aan een gedeelte van het omslagfonds.

HOOFDSTUK V.

Raad voor Koloniale werknemerspensioenen.

ART. 29.

Op het Ministerie van Koloniën wordt een raad voor koloniale-werknemerspensioenen opgericht.

ART. 30.

Ce conseil a pour mission :

1) de statuer définitivement sur les demandes introduites par les assurés en vue d'obtenir le paiement en espèces d'une partie de la valeur capitalisée de leur rente en vertu de l'art. 18, A, 1^o;

2) de juger en dernier ressort les appels interjetés par les bénéficiaires contre les décisions prises par le Directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés, du Fonds colonial d'allocations pour employés et du Fonds spécial d'allocations.

3) de donner son avis sur les questions relatives à l'interprétation et à l'exécution du présent décret, ainsi que sur toutes autres questions relatives aux pensions qui lui sont soumises par le Ministre des Colonies.

• ART. 31.

La composition et le fonctionnement du conseil des pensions pour employés coloniaux sont réglés par arrêté ministériel.

CHAPITRE VI.

Du Fonds colonial d'allocations pour employés.

ART. 32.

Il est institué auprès du Ministère des Colonies, un Fonds colonial d'allocations pour employés chargé d'accorder dans les conditions déterminées ci-après :

a) des allocations pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942;

b) des allocations d'orphelins;

c) les rentes aux veuves des assurés qui étaient célibataires, veufs ou divorcés au moment de l'entrée en jouissance de leur rente de retraite;

ART. 30.

Deze raad heeft voor opdracht :

1) definitief uitspraak te doen over de aanvragen van de verzekerden om, krachtens artikel 18, A, 1^o, betaling in geld van een deel van de gekapitaliseerde waarde van hun rente te bekommen;

2) in laatste aanleg recht te doen over het beroep door de gerechtigden ingesteld tegen de beslissingen van de Directeur van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen, van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers en van het Bijzonder Toelagenfonds;

3) van advies te dienen over vraagstukken betreffende de interpretatie en uitvoering van dit decreet, alsmede over alle andere vraagstukken betreffende de pensioenen die de Minister van Koloniën hem onderwerpt.

ART. 31.

De samenstelling en de werking van de raad voor Koloniale werknemerspensioenen worden bij ministerieel besluit geregeld.

HOOFDSTUK VI.

Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers

ART. 32.

Bij het Ministerie van Koloniën wordt een Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers opgericht, met last om in de hierna bepaalde voorwaarden toe te kennen :

a) toelagen wegens diensten bewezen vóór 1 Januari 1942;

b) wezentoelagen;

c) de renten aan de weduwen van de verzekerden die ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden waren op het oogenblik dat zij in het genot treden van hun pensioenen;

d) les majorations éventuellement établies en application de l'article 60.

Ce fonds jouit de la personnalité civile dans les mêmes limites et avec les mêmes droits que la Caisse coloniale des pensions pour employés.

Il est géré par le conseil d'administration et le directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés.

Les rapports à établir entre la Caisse et le Fonds colonial d'allocations pour employés relativement au personnel et aux frais d'administration seront réglés par arrêté ministériel, sur proposition du conseil d'administration.

ART. 33.

Le Fonds colonial d'allocations pour employés est alimenté :

1^o par une cotisation de tous les employés fixée à 1,5 pour cent de leur rémunération et une cotisation patronale fixée à 3 pour cent.

La cotisation patronale et celle de l'employé sont perçues à concurrence d'une rémunération annuelle de 120.000 francs.

L'employé cesse tous versements au Fonds colonial d'allocations pour employés pour le restant de l'année lorsqu'il a, au cours de l'exercice commençant le 1^{er} janvier, versé personnellement une somme totale de 1.800 francs; l'employeur cesse de même tous versements du chef de cet employé lorsqu'il a versé une somme de 3.600 francs.

L'employé qui au cours d'une année a été occupé simultanément ou successivement au service de plusieurs employeurs, ne doit payer sa cotisation personnelle pour cette année que jusqu'à concurrence d'un maximum de 1.800 francs.

d) de verhogingen eventueel vastgesteld met toepassing van artikel 60.

Dit Fonds is een rechtspersoon binnen dezelfde perken en met dezelfde rechten als de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen.

Het wordt beheerd door de raad van beheer en de directeur van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen.

De betrekkingen tussen de Kas en het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, wat het personeel en de kosten van beheer betreft, worden geregeld bij ministerieel besluit, op de voordracht van de raad van beheer.

ART. 33.

Het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers wordt gestijft :

1^o door een bijdrage van alle werknemers ten bedrage van anderhalf procent van hun vergoeding en een werkgeversbijdrage van drie procent.

De werkgeversbijdrage en de werknemersbijdrage worden geïnd tot beloop van een jaarlijkse bezoldiging van 120.000 frank.

De werknemer staakt elke storting bij het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers voor het overige van het jaar wanneer hij in de loop van het op 1 Januari beginnende dienstjaar persoonlijk een totale som van 1.800 frank heeft afgedragen; de werkgever staakt eveneens elke storting uit hoofde van deze werknemer wanneer hij een som van 3.600 frank heeft afgedragen.

De werknemer die in de loop van een jaar tegelijkertijd of achtereenvolgens bij verschillende werkgevers in dienst is geweest, moet zijn persoonlijke bijdrage voor dit jaar slechts tot beloop van hoogstens 1.800 frank betalen.

Par contre, les différents employeurs chez lesquels l'employé a été occupé simultanément ou successivement au cours de l'année, sont tenus, chacun pour ce qui le concerne, de verser leur cotisation patronale de 3 pour cent jusqu'à concurrence d'un maximum de 3.600 francs.

La perception des cotisations personnelles et patronales et leur remise au Fonds Colonial d'allocations pour employés s'effectuent comme il est prévu à l'article 15.

Les dispositions des articles 9, alinéas 2 et 3, 16 et 17 sont applicables aux versements à effectuer au Fonds Colonial d'allocations pour employés;

2° par l'excédent des cotisations patronales versées par les différents employeurs d'un assuré au cours d'une année, en application de l'article 11.

3° par les capitaux laissés par les assurés célibataires, veufs ou divorcés et qui sont fixés à l'article 18, A, 2°;

4° par les sommes correspondant aux cotisations indûment versées par des personnes qui auraient été condamnées en application de l'article 91 ci-après;

5° par les sommes correspondant aux cotisations patronales versées en exécution des ordonnances législatives prises par le Gouverneur Général antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret ou versées en application de l'article 85 et qui ne seraient pas inscrites au compte d'un assuré en vertu des dispositions de l'article 81.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« 6° par les quote-parts des rentes de retraite et de veuve non liquidées, en vertu de l'article 19bis, aux bénéficiaires des

Daarentegen zijn de verschillende werkgevers bij wie de werknemer tegelijkertijd of achtereenvolgens in de loop van het jaar in dienst is geweest, gehouden, elk voor wat hem betreft, hun werkgeversbijdrage van drie procent te storten tot beloop van hoogstens 3.600 frank.

De inning van de werknemers- en werkgeversbijdragen en het overmaken ervan aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers geschieden gelijk bepaald in artikel 15.

De bepalingen van de artikelen 9, 2^{de} en 3^{de} lid, 16 en 17 zijn toepasselijk op de stortingen die bij het Toelagenfonds voor werknemers moeten gedaan worden;

2° door het overschot van de werkgeversbijdragen die de verschillende werkgevers van een verzekerde, in de loop van een jaar, met toepassing van artikel 11 hebben gestort;

3° door de kapitalen nagelaten door de verzekerde ongehuwden, weduwnaars of uit den echt gescheiden en bepaald in artikel 18, A, 2°;

4° door de sommen overeenstemmend met de bijdragen onverschuldigd afgedragen door personen die, met toepassing van artikel 91 hierna, zouden veroordeeld geworden zijn;

5° door de sommen overeenstemmend met de werkgeversbijdragen die gestort werden tot uitvoering van de wetgevende ordonnantiën genomen door de Gouverneur-Generaal vóór dit decreet in werking is getreden of die gestort werden met toepassing van artikel 85 en niet geboekt zouden zijn op rekening van een verzekerde krachtens de bepalingen van artikel 81.

(Decreet van 10 November 1947.)

« 6° door het gedeelte van het pensioen en van de weduwrente dat, krachtens artikel 19bis, niet werd uitgekeerd

décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles. »

ART. 34.

Les employeurs qui justifieront avoir, antérieurement au 1^{er} janvier 1942, versé à un organisme d'assurance du chef de leurs employés occupés au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, les cotisations prévues successivement par les lois belges des 10 mars 1925 et 18 juin 1930 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, sont autorisés à déduire du montant des cotisations dues au Fonds colonial d'allocations pour employés un montant égal aux versements effectués en application des dites lois.

Ils doivent en ce cas faire connaître endéans les deux ans de l'entrée en vigueur du présent décret, au Fonds colonial d'allocations pour employés, les noms et prénoms des employés pour lesquels des versements ont été opérés, les périodes de services auxquelles se rapportent ces versements et l'organisme auquel ceux-ci ont été transférés.

ART. 35.

Lorsque la restitution et le transfert de la réserve mathématique de l'assurance s'opèrent en application de l'article 20 ci-dessus, les versements effectués au Fonds colonial d'allocations pour employés restent acquis à ce dernier. Dans ce cas, les assurés ou leurs ayants-droit ne peuvent bénéficier des avantages prévus par les sections 2, 3 et 4 du présent chapitre; ils restent cependant en droit de recevoir les allocations fixées à la section première, s'ils se trouvent dans les conditions requises pour en bénéficier.

aan de personen die in aanmerking komen voor de decreten van 20 December 1945 tot regeling van de vergoeding der schade voortvloeiende uit werkongevallen en beroepsziekten. »

ART. 34.

De werkgevers die bewijzen dat zij vóór 1 Januari 1942 bij een verzekerings-organisme uit hoofde van hun werknemers in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi de bijdragen gestort hebben gelijk bepaald achtereenvolgens door de Belgische wetten van 10 Maart 1925 en van 18 Juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, worden gemachtigd een bedrag gelijk aan de stortingen gedaan met toepassing van gezegde wetten af te trekken van het bedrag der bijdragen verschuldigd aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers.

In dit geval moeten zij binnen twee jaar na het in werking treden van dit decreet aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers de namen en voornamen van de werknemers mededelen ten voordele van wie stortingen werden gedaan, de dienstperioden waarop deze stortingen slaan en het organisme waaraan zij werden overgedragen.

ART. 35.

Wanneer de teruggave en de overdracht van de wiskundige reserve der verzekering uitgevoerd worden met toepassing van artikel 20 hierboven, blijven de stortingen gedaan bij het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers toebehoren aan dit laatste. In dit geval kunnen de verzekerden of hun rechthebbenden niet genieten van de voordelen bepaald in de afdelingen 2, 3 en 4 van dit hoofdstuk; zij behouden nochtans het recht de in de eerste afdeling bepaalde toelagen te ontvangen, indien zij zich in de vereiste voorwaarden bevinden om ervan te genieten.

ART. 36.

Lorsque les ressources visées à l'article 33 sont insuffisantes, la Caisse coloniale des pensions pour employés pourvoit à cette insuffisance par des prêts consentis à titre de placement au moyen et dans la mesure des recettes résultant pour elle de l'exécution du présent décret.

Le taux de l'intérêt de ces prêts est égal à celui d'après lequel les tarifs visés à l'article 26 sont calculés augmentés d'un demi pour cent. Ces prêts doivent être amortis endéans une période de vingt années. Le service d'intérêt et d'amortissement en est fait par une annuité constante au taux fixé pour le prêt.

ART. 37.

Un arrêté ministériel détermine les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du Fonds colonial d'allocations pour employés et la procédure à suivre pour l'examen des demandes et le paiement des allocations.

SECTION I.

Des allocations pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942.

A. — Allocations aux assurés bénéficiant d'une rente de retraite.

ART. 38.

Il est accordé, à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, dans les conditions fixées ci-après et à partir de la date d'entrée en jouissance de la rente de retraite, une allocation annuelle et viagère pour chaque année de service prestée effectivement au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, aux assurés au compte desquels des versements patronaux ont été opérés en 1942 en vertu des dispositions législatives prises en matière de

ART. 36.

Wanneer de in artikel 33 vermelde middelen ontoereikend zijn, voorziet de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen in dit tekort door leningen als belegging toe te staan door middel en in de mate van de ontvangsten die voor haar uit de uitvoering van dit decreet voortvloeien.

De rentevoet van deze leningen is gelijk aan deze waarop de in artikel 26 bedoelde tarieven berekend worden, verhoogd met een half procent. Deze leningen moeten binnen een periode van twintig jaar afgelost worden. De betaling van de rente en van de aflossing geschiedt door een vaste annuïteit tegen de interest vastgesteld voor de lening.

ART. 37.

Een ministerieel besluit bepaald de regels betreffende de inrichting en de werking van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers en de procedure te volgen bij het onderzoek van de aanvragen en de uitbetaling van de toelagen.

AFDELING I.

Toelagen voor diensten bewezen vóór 1 Januari 1942.

A. — Toelagen aan verzekerden die een pensioen genieten.

ART. 38.

Ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers onder de hierna gestelde voorwaarden en met ingang van de datum waarop zij in het genot treden van hun pensioen, wordt een jaarlijkse en levenslange toelage voor elk jaar werkelijke dienst vóór 1 Januari 1942 gedaan in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi toegekend aan de verzekerden op wier rekening de werkgeversbijdragen werden gestort in 1942, krachtens de wetgevende bepalingen van de Gouver-

pensions par le Gouverneur Général et des dispositions du présent décret, lorsque les dits services ont été accomplis en exécution d'un contrat de louage de services chez un employeur établi au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi ou y ayant un siège d'exploitation.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Lorsque les conditions de versements requises au premier alinéa ne sont pas remplies du fait que les cotisations ont été versées au compte de l'intéressé en application des articles 1bis de l'ordonnance législative n° 160 du 9 mai 1942 et 2bis de l'ordonnance législative n° 206 du 8 juillet 1943, modifiées par l'ordonnance législative n° 237 du 16 août 1944, la dite allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 est accordée si des versements patronaux et personnels ont été opérés à son compte sans interruption, du 1^{er} septembre 1944 au 31 décembre 1945, et si l'intéressé a été assujéti au présent décret au cours de l'année 1946. »

Lorsque les conditions de versements requises au premier alinéa ne sont pas remplies soit du fait que l'intéressé n'a pu rejoindre pendant la guerre le Congo Belge ou le Ruanda-Urundi, soit par suite de son rappel sous les armes ou de son engagement volontaire à la Force Publique ou dans les Forces Belges ou alliées, la dite allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 est accordée si des versements sont opérés à son compte antérieurement au 1^{er} janvier 1948.

(Ordonnance législative n° 124 du 17 avril 1947.) « Pour l'application du présent article, les services rendus dans la Colonie ou hors de la Colonie par les officiers et sous-officiers des cadres de réserve de la Force Publique ne faisant partie ni du personnel sous statut de la Colonie du Congo Belge et du Ruanda-Urundi ni des cadres actifs de l'armée

neur-Generaal inzake pensioenen en de bepalingen van dit decreet wanneer gezegde diensten werden verleend tot uitvoering van het contract van dienstverhuring bij een werknemer die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi gevestigd was of die aldaar een bedrijfszetel had.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Wanneer de in het eerste lid vereiste stortingsvoorwaarden niet werden vervuld doordat de bijdragen op de rekening van belanghebbende werden gestort met toepassing van de artikelen 1bis van wetgevende ordonnantie N° 160 van 9 Mei 1942 en 2bis van de wetgevende ordonnantie n° 206 van 8 Juli 1943, gewijzigd bij de wetgevende ordonnantie n° 237 van 16 Augustus 1944, dan wordt gezegde toelage wegens diensten van vóór 1 Januari 1942 toegekend indien werkgevers en persoonlijke stortingën ononderbroken van 1 September 1944 tot 31 December 1945, werden gedaan en indien belanghebbende in de loop van het jaar 1946 aan onderhavig decreet onderworpen is geworden. »

Wanneer de in het eerste lid vereiste stortingsvoorwaarden niet werden vervuld, hetzij omdat belanghebbende gedurende de oorlog Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi niet heeft kunnen bereiken, hetzij omdat hij onder de wapens werd geroepen of omdat hij vrijwillig dienst nam bij de Weermacht of bij de Belgische of geallieerde Strijdkrachten, dan wordt de toelage wegens diensten verleend vóór 1 Januari 1942 toegekend indien stortingën op zijn rekening vóór 1 Januari 1948 werden gedaan.

(Wetgevende ordonnantie N° 124 van 17 April 1947.) « Voor de toepassing van dit artikel, worden de diensten bewezen in of buiten de Kolonie, door de officieren en onderofficieren van de reservekaders van de Weermacht die noch van het personeel onder statuut van de Kolonie Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, noch van de actieve kaders van

métropolitaine, sont assimilés aux services accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi en exécution d'un contrat de louage de services. »

ART. 39.

Les employés de nationalité étrangère doivent, pour bénéficier de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942, avoir effectué à leur compte le versement de leurs cotisations personnelles à compter du 1^{er} juillet 1943 jusqu'au jour de l'entrée en vigueur du présent décret si l'ordonnance législative n° 206 du 8 juillet 1943 sur les pensions des employés leur accordait la faculté d'effectuer ce versement.

Si pendant tout ou partie de la période déterminée à l'alinéa précédant les employés de nationalité étrangère n'ont pas effectué le versement de leurs cotisations personnelles alors qu'ils en avaient la faculté, ils ne bénéficieront de l'allocation que s'ils opèrent à leur compte le versement d'une somme correspondant aux cotisations manquantes, dans les délais et conditions fixés à l'article 81.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« En ce qui concerne les employés de nationalité étrangère auxquels s'appliquent les dispositions du deuxième alinéa de l'article 38, les cotisations personnelles ne doivent avoir été versées qu'à partir du 1^{er} septembre 1944. »

ART. 40.

Si par suite de restitution ou de transfert opéré en vertu des dispositions du décret ou des ordonnances législatives prises par le Gouverneur Général, les versements exigés par les articles 38 et 39 cessent d'être inscrits au compte d'un assuré, celui-ci perd le droit à l'allocation.

het moederlandse Leger deel uitmaken, gelijkgesteld met de diensten welke in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi tot uitvoering van een contract van dienstverhuring gedaan werden. »

ART. 39.

De werknemers van vreemde nationaliteit moeten, om de toelagen te bekomen voor diensten verleend vóór 1 Januari 1942, op hun rekening hun persoonlijke bijdragen gestort hebben te rekenen van 1 Juli 1943 tot de dag waarop dit decreet in werking treedt, indien de wetgevende ordonnantie N° 206 van 8 Juli 1943 betreffende de pensioenen der werknemers hun het recht verleende deze storting te doen.

Wanneer gedurende de ganse of gedeeltelijke periode bepaald in het vorige lid, de werknemers van vreemde nationaliteit hun persoonlijke bijdragen niet hebben gestort, alhoewel zij daartoe het recht hadden, krijgen zij slechts dan deze toelage wanneer zij op hun rekening een som storten overeenkomend met de ontbrekende bijdragen, binnen de termijnen en onder de voorwaarden vastgesteld bij artikel 81.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Wat betreft de werknemers van vreemde nationaliteit op wie de bepalingen van het 2^{de} lid van artikel 38 toepasselijk zijn, moeten de persoonlijke bijdragen slechts sedert 1 September 1944 gestort geweest zijn. »

ART. 40.

Wanneer ingevolge teruggave of overdracht uitgevoerd krachtens de bepalingen van dit decreet of de wetgevende ordonnantiën van de Gouverneur-Generaal, de stortingen, vereist door de artikelen 38 en 39 niet langer ingeschreven zijn op de rekening van een verzekerde, verliest deze zijn recht op toelage.

ART. 41.

Pour bénéficier de l'allocation, la durée totale des services prestés par l'assuré au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi avant et après le 1^{er} janvier 1942 doit être de trois années au moins.

ART. 42.

Le montant de l'allocation annuelle accordée à un assuré entrant en jouissance de sa rente de retraite à l'âge de cinquante-cinq ans est égal, par année de service effectifs antérieurs au 1^{er} janvier 1942, à un soixantième de la rémunération, multipliée par le coefficient 1,5, dont l'assuré a bénéficié au cours des douze derniers mois de services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi précédant le 1^{er} janvier 1942. Ce montant ne peut être supérieur à 1.200 francs par année de services.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Le coefficient fixé à l'alinéa qui précède est porté à 2,25 lorsqu'il s'applique à une rémunération se rapportant à une période de service antérieure au 1^{er} avril 1935. »

L'allocation prend cours et est payable aux mêmes époques que la rente de retraite. Si l'assuré entre en jouissance de celle-ci à un âge autre que cinquante-cinq ans, l'allocation subit les mêmes réductions ou augmentations proportionnelles que la rente.

ART. 43.

Les services prestés antérieurement au 1^{er} janvier 1942 ne doivent pas être continus. L'allocation se calcule sur base de la durée totale de ces services.

Les services effectués au-delà de la durée de dix-huit ans ne sont pas pris en considération.

ART. 41.

Om de toelage te bekomen, moet de totale duur van de diensten die de verzekerde in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór en na 1 Januari 1942 heeft verleend, minstens drie jaar bedragen.

ART. 42.

Het bedrag der jaarlijkse toelage aan de verzekerde die op 55-jarigen leeftijd in het genot treedt van zijn pensioen is gelijk, voor elk jaar werkelijke dienst verleend vóór 1 Januari 1942, aan een zestigste van de bezoldiging, vermenigvuldigd met het coëfficiënt 1,5, die de verzekerde genoten heeft in de loop der 12 laatste maanden vóór 1 Januari 1942 van zijn dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan 1.200 frank voor elk dienstjaar.

(Decreet van 10 November 1947.)

« De in voorgaand lid vastgestelde coëfficiënt wordt op 2,25 gebracht wanneer hij betrekking heeft op een dienstperiode die 1 April 1935 voorafgaat. »

De toelage begint te lopen en is betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het pensioen. Wanneer de verzekerde in het genot treedt van dit pensioen op een andere leeftijd dan vijf en vijftig jaar, ondergaat de toelage in verhouding dezelfde verminderingen of vermeerderingen als het pensioen.

ART. 43.

De diensten verleend vóór 1 Januari 1942 moeten niet doorlopend zijn. De toelage wordt berekend op basis van de totale duur van deze diensten.

De diensten verleend boven den duur van achttien jaar komen niet in aanmerking.

Il y a lieu de tenir compte des seules fractions trimestrielles d'années de services.

ART. 44.

Lorsque les employés bénéficiaires de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 ont, pendant tout ou partie de la durée de ces services, été assujettis aux lois belges des 10 mars 1925 et 18 juin 1930, relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, il y a lieu de déduire du montant de l'allocation un montant correspondant aux 4/7^{mes} de la quote-part des rentes auxquelles ils peuvent prétendre en application des dites lois, du chef des versements effectués au cours de la période de services envisagée.

ART. 44bis.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Lorsque les employés bénéficiaires de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942 jouissent d'une rente ou d'indemnités périodiques en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant de l'allocation sera réduit de 4/7^{mes}, cette réduction n'étant toutefois opérée, lorsqu'elle résulte de l'attribution d'indemnités périodiques, que trois mois après la date de l'accord des parties ou de la décision définitive.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et de l'article 19bis ne pourra être supérieur au montant de la rente ou des indemnités périodiques visées à l'alinéa qui précède. »

ART. 45.

Les employés qui ont effectué au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, antérieurement au 1^{er} janvier 1942, des

Alleen met kwartalen van dienstjaren houdt men rekening.

ART. 44.

Wanneer de werknemers die een toelage krijgen voor diensten verleend vóór 1 Januari 1942, tijdens de duur, geheel of gedeeltelijk, van deze diensten onderworpen zijn geweest aan de Belgische wetten van 10 Maart 1925 en van 18 Juni 1930, betreffende de verzekering, tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, moet van het bedrag der toelage een bedrag worden afgetrokken overeenkomende met de 4/7^{en} van het aandeel der renten waarop zij, met toepassing van gezegde wetten, aanspraak kunnen maken uit hoofde van de stortingen uitgevoerd in de loop van voormelde dienstperiode.

ART. 44bis.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Wanneer de werknemers die de toelage bekomen wegens diensten verleend vóór 1 Januari 1942, een rente of periodieke vergoedingen genieten krachtens de decreten van 20 December 1945, betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, wordt het bedrag der toelage verminderd met 4/7^{en}, met dien verstande evenwel dat deze vermindering, wanneer zij voortvloeit uit de toekenning van periodieke vergoedingen, slechts drie maanden na de datum van het akkoord van partijen of van de eindbeslissing wordt toegepast.

» Het bedrag der vermindering welke toegepast wordt krachtens dit artikel en krachtens artikel 19bis, mag niet hoger zijn dan het bedrag der rente of der periodieke vergoedingen bedoeld in het voorgaande lid. »

ART. 45.

De werknemers die in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942 diensten hebben verleend welke hun

services qui leur donnent droit, à l'âge de la retraite, à l'allocation prévue ci-dessus, doivent déclarer dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel. les périodes de services accomplies avant cette date, les employeurs chez lesquels ils les ont effectués ainsi que tous autres renseignements permettant de déterminer le montant de l'allocation. A défaut d'avoir fait cette déclaration dans les formes prescrites avant le « 1^{er} juillet 1948 » (décret du 10 novembre 1947), ils perdent le droit à l'allocation.

B. — Allocations aux veuves des assurés.

ART. 46.

En cas de décès d'un assuré qui est entré en jouissance de sa rente de retraite et qui bénéficiait d'une allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942, il est accordé à la veuve, à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, pour autant que le mariage ait été contracté avant que l'assuré soit entré en jouissance de sa rente, une allocation annuelle et viagère, prenant cours et payable aux mêmes époques que la rente de veuve et dont le montant est égal à 50 pour cent de l'allocation attribuée à l'assuré, sous réserve de l'application des articles 51 et 52 ci-après.

ART. 47.

En cas de décès d'un assuré qui, en application des articles 38 à 43, eût été en droit, à l'âge de la retraite, de bénéficier de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942, il est accordé à la veuve, à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, dans les conditions déterminées aux articles 48 à 53, une allocation annuelle et viagère, prenant cours et payable aux mêmes époques que la rente de veuve, et dont le montant est fixé ci-après.

op het ogenblik van het pensioen recht geven op de hierboven bepaalde toelage, moeten in de bij ministerieel besluit vast te stellen vormen de dienstperioden voltooid vóór deze datum opgeven, de werkgevers bij wie zij deze dienstperioden hebben uitgedaan, alsmede alle andere inlichtingen dienstig om het bedrag van de toelage te bepalen. Zo zij in gebreke blijven om deze opgave in de voorgeschreven vormen vóór « 1 Juli 1948 » (decreet van 10 November 1947), te doen, verliezen ze hun recht op toelage.

B. — Toelagen aan de weduwen der verzekerden.

ART. 46.

In geval van het overlijden van een verzekerde, die in het genot getreden was van zijn pensioen en die een toelage genoot voor diensten verleend vóór 1 Januari 1942, wordt aan de weduwe, ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, in zóver het huwelijk aangegaan werd vóór de verzekerde in het genot kwam van zijn pensioen, een jaarlijkse en levenslange toelage toegekend, die aanvang neemt en betaalbaar is op dezelfde tijdstippen als de weduwrente en waarvan het bedrag gelijk is aan 50 procent van de toelage toegekend aan de verzekerde, onder voorbehoud van de toepassing van de artikelen 51 en 52 hierna.

ART. 47.

In geval van het overlijden van een verzekerde, die met toepassing van de artikelen 38 tot 43 op het ogenblik van het pensioen recht zou gehad hebben om een toelage te bekomen voor diensten verleend vóór 1 Januari 1942, wordt aan de weduwe ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, onder de voorwaarden vastgesteld bij de artikelen 48 tot 53, een jaarlijkse en levenslange toelage toegekend die aanvang neemt en betaalbaar is op dezelfde tijdstippen als de weduwrente en waarvan het bedrag hierna vastgesteld wordt.

ART. 48.

L'allocation de veuve prévue à l'article précédent est accordée pour chaque année de services effectifs accomplis par l'assuré antérieurement au 1^{er} janvier 1942 :

a) lorsque les versements légaux ont été effectués au compte de l'assuré pendant vingt années au moins postérieurement au 1^{er} janvier 1943 ;

b) lorsque l'assuré a, au moment du décès, atteint l'âge de cinquante-cinq ans ;

c) lorsque le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci n'est pas assujetti aux dispositions du présent décret ou continue à effectuer des versements en application de l'article 8 ci-dessus.

ART. 49.

Lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 19, A, 2^o pour le calcul de la rente de veuve, la durée des services effectifs accomplis par l'assuré antérieurement au 1^{er} janvier 1942 à prendre en considération pour l'octroi de la rente de veuve prévue à l'article 47, est déterminée comme suit :

A. — Si la durée pendant laquelle les versements légaux ont été effectués au compte de l'assuré postérieurement au 1^{er} janvier 1943, ajoutée à celle pendant laquelle il aurait pu, s'il n'était décédé, être assujetti aux dispositions légales en matière de pensions avant d'avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans, est égale ou supérieure à vingt ans, la durée des services effectifs accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1942 est prise en considération dans la mesure où, ajoutée à celle pendant laquelle les versements légaux ont été opérés au compte de l'assuré à partir du 1^{er} janvier 1942, elle excède vingt années.

ART. 48.

De weduwtoelage bepaald bij het vorige artikel wordt toegekend voor elk jaar werkelijke dienst die de verzekerde gedaan heeft vóór 1 Januari 1942 :

a) wanneer de wettelijke stortingen gedaan werden op rekening van de verzekerde gedurende ten minste twintig jaar na 1 Januari 1943 ;

b) wanneer de verzekerde bij het overlijden de leeftijd van vijf en vijftig jaar bereikt heeft ;

c) wanneer het overlijden van de verzekerde zich voordoet op een tijdstip wanneer deze niet onder de bepalingen van dit decreet valt of verder stortingen doet met toepassing van artikel 8 hierboven.

ART. 49.

Wanneer de bepalingen van artikel 19, A, 2^o toegepast worden bij de berekening van de weduwrente, dient de duur van de werkelijke diensten door de verzekerde verleend vóór 1 Januari 1942, in aanmerking te nemen voor het toekennen van de bij artikel 47 bepaalde weduwrente, vastgesteld als volgt :

A. — Indien de duur tijdens dewelke de wettelijke stortingen werden gedaan op rekening van de verzekerde na 1 Januari 1943, gevoegd bij deze gedurende dewelke hij, ware hij niet overleden, zou kunnen onderworpen geweest zijn aan de wettelijke bepalingen inzake pensioenen vooraleer de leeftijd van vijf en vijftig jaar te hebben bereikt, gelijk of hoger is dan twintig jaar, dan komt de duur der wettelijke diensten verleend vóór 1 Januari 1942 in aanmerking in de mate waarop, gevoegd bij de duur tijdens dewelke de wettelijke stortingen werden gedaan op rekening van de verzekerde van 1 Januari 1942 af, hij twintig jaar te boven gaat.

B. — Dans le cas contraire, la durée des services effectifs accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1942 est prise en considération :

1^o dans la mesure où elle est nécessaire pour porter à un total de vingt années la durée pendant laquelle les versements légaux ont été opérés au compte de l'assuré postérieurement au 1^{er} janvier 1943 ajoutée à celle des services que ce dernier aurait pu accomplir, s'il n'était décédé, jusqu'au moment où il aurait atteint l'âge de cinquante-cinq ans ;

2^o dans la mesure où, ajoutée à celle pendant laquelle les versements légaux ont été opérés au compte de l'assuré depuis le 1^{er} janvier 1942, elle excède vingt années.

ART. 50.

Le montant de l'allocation annuelle prévue à l'article 47 est égal, par année de services effectifs accomplis par l'assuré antérieurement au 1^{er} janvier 1942 dont il y a lieu de tenir compte en application des articles 48 et 49 ci-dessus, à 1/120^{me} de la rémunération, multipliée par le coefficient 1,5, dont l'assuré a bénéficié au cours des douze derniers mois de services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi précédant le 1^{er} janvier 1942. Ce montant ne peut être supérieur à 600 francs par année de services.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Le coefficient fixé à l'alinéa qui précède est porté à 2,25 lorsqu'il s'applique à une rémunération se rapportant à une période de service antérieure au 1^{er} avril 1935. »

Les services effectués au delà de la durée totale de dix-huit années ne sont pas pris en considération.

B. — In tegenovergesteld geval wordt de duur der werkelijke diensten verleend vóór 1 Januari 1942 in aanmerking genomen :

1^o in de mate waarop hij nodig is om tot een totaal van twintig jaar de duur op te voeren tijdens dewelke de wettelijke stortingen werden uitgevoerd op rekening van de verzekerde na 1 Januari 1943, gevoegd bij de duur der diensten die deze laatste zou kunnen hebben verlenen, ware hij niet overleden, tot op het ogenblik waarop hij de leeftijd van vijf en vijftig jaar zou bereikt hebben ;

2^o in de mate waarop, gevoegd bij de duur tijdens dewelke de wettelijke stortingen uitgevoerd werden op rekening van de verzekerde sedert 1 Januari 1942, de duur twintig jaar overschrijdt.

ART. 50.

Het bedrag der jaarlijkse toelage bepaald bij artikel 47 is gelijk, voor elk jaar werkelijke dienst door de verzekerde gedaan vóór 1 Januari 1942, waarmee rekening dient gehouden met toepassing van de artikelen 48 en 49 hierboven, aan 1/120^e van de bezoldiging, vermenigvuldigd met de coëfficiënt 1,5 waarvan de verzekerde genoten heeft gedurende de laatste twaalf maanden vóór 1 Januari 1942, van zijn dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi. Dit bedrag mag niet hoger zijn dan 600 frank voor elk dienstjaar.

(Decreet van 10 November 1947.)

« De in voorgaand lid vastgestelde coëfficiënt wordt op 2,25 gebracht wanneer hij betrekking heeft op een dienstperiode die 1 April 1935 voorafgaat. »

De diensten verleend boven de totale duur van achttien jaar komen niet in aanmerking.

Il y a lieu de tenir compte des seules fractions trimestrielles d'années de services.

ART. 51.

Lorsqu'il y a différence d'âge entre l'assuré et son épouse, le montant de l'allocation est modifié conformément à un barème approuvé par arrêté ministériel.

Si le bénéficiaire peut prétendre à une rente de veuve en application du présent décret du chef de son remariage, l'allocation n'est maintenue que si et dans la mesure où son montant dépasse celui de la nouvelle rente.

Si elle a droit, en outre, à une allocation de veuve du chef de son remariage, les allocations ne peuvent en aucun cas être cumulées, l'allocation la plus élevée étant seule accordée à la bénéficiaire.

ART. 52.

Lorsque les assurés ont, pendant tout ou partie de la durée des services accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, été assujettis aux lois belges des 10 mars 1925 et 18 juin 1930 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, il y a lieu de déduire du montant de l'allocation accordée à la veuve un montant correspondant aux 4/7^{mes} de la quote part de la rente à laquelle elle peut prétendre en application des dites lois, du chef des versements effectués au cours de la période de services envisagée.

ART. 52bis.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Lorsque la veuve bénéficiaire jouit d'une rente de veuve en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des

Alleen met de kwartalen van dienstjaren houdt men rekening.

ART. 51.

Wanneer de verzekerde en zijn echtgenote in leeftijd verschillen, wordt het bedrag van de toelage gewijzigd overeenkomend een bij ministerieel besluit goedgekeurde schaal.

Indien de gerechtigde aanspraak kan maken, met toepassing van dit decreet, op een weduwrente uit hoofde van haar nieuw huwelijk, dan wordt de toelage slechts behouden indien er voor zover het bedrag ervan de nieuwe rente overschrijdt.

Indien zij, daarbij, recht heeft op een weduwtoelage uit hoofde van haar nieuw huwelijk, kunnen in geen geval de toelagen samengevoegd worden. Alleen de hoogste toelage wordt aan de gerechtigde verleend.

ART. 52.

Wanneer de verzekerden tijdens de duur, geheel of gedeeltelijk, van de diensten verleend in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, onderworpen geweest zijn aan de Belgische wetten van 10 Maart 1925 en van 18 Juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, moet van het bedrag der toelage toegekend aan de weduwe een bedrag worden afgetrokken overeenkomend met de 4/7^{de} van het aandeel der rente, waarop zij met toepassing van gezegde wetten aanspraak kan maken uit hoofde van de stortingen uitgevoerd in de loop van voormelde dienstperiode.

ART. 52bis.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Wanneer de gerechtigde weduwe een weduwrente geniet, krachtens de decreten van 20 December 1945 betreffende de vergoeding van de schade voort-

accidents du travail et des maladies professionnelles, le montant de l'allocation sera réduit de 4/7^{mes}.

» Le montant de la déduction opérée en vertu du présent article et de l'article 19bis ne pourra être supérieur au montant de la rente visée à l'alinéa qui précède. »

ART. 53.

Pour que la veuve puisse bénéficier de l'allocation pour services accomplis par l'assuré antérieurement au 1^{er} janvier 1942, il faut que les déclarations prescrites par l'article 45 aient été effectuées dans les formes et délais légaux, soit par l'assuré, soit par la bénéficiaire.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Si le décès de l'assuré survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'assuré, l'être par la bénéficiaire endéans l'année suivant la date du dit décès. »

SECTION II.

Allocations aux orphelins.

ART. 54.

En cas de décès d'un assuré marié de sexe masculin ou d'un assuré de l'un ou de l'autre sexe, célibataire, veuf ou divorcé, il est accordé, à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, dans les conditions ci-après, pour chaque enfants âgé de moins de dix-huit ans, une allocation annuelle dont le montant est fixé aux articles 56 à 58.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« L'allocation prend cours à la date du décès de l'assuré ou le 1^{er} janvier 1948 si le décès est antérieur à cette date.

vloeiende uit arbeidsongevallen en beroepsziekten, wordt het bedrag der toelage met 4/7^{en} verminderd.

» Het bedrag der vermindering toegepast krachtens dit artikel en krachtens artikel 19bis mag niet hoger zijn dan de rente bedoeld in het voorgaande lid. »

ART. 53.

Opdat de weduwe de toelage kunne bekomen voor diensten die de verzekerde verleend heeft vóór 1 Januari 1942, moet de verzekerde of de gerechtigde de in artikel 45 voorgeschreven aangifte, met inachtneming van de wettelijke vormen en termijnen, gedaan hebben.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Indien de verzekerde komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948 kan de gerechtigde, binnen het jaar van dit overlijden, de vereiste aangiften doen zo de verzekerde ze niet heeft gedaan. »

AFDELING II.

Toelagen aan wezen.

ART. 54.

In geval een gehuwd mannelijk verzekerde of een verzekerde van beiderlei kunne, ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden, komt te overlijden wordt ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers onder de hiernavolgende voorwaarden, voor elk kind beneden achttien jaar, een jaarlijkse toelage verleend waarvan het bedrag in de artikelen 56 tot 58 vastgesteld wordt.

(Decreet van 10 November 1947.)

« De toelage neemt een aanvang op de datum van het overlijden van de verzekerde, of op 1 Januari 1948 indien hij vóór die datum overleden is.

» Elle n'est pas accordée si la demande est introduite plus de six mois après la date à laquelle l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans. »

Les enfants bénéficiaires des allocations d'orphelins sont :

a) les enfants légitimes de l'assuré, les enfants naturels légalement reconnus par lui ainsi que les enfants adoptés;

b) les enfants légitimes de l'épouse, issus d'un précédent mariage, lorsque le père est décédé et qu'il n'est accordé à leur profit aucune allocation à charge du Fonds.

ART. 55.

Les allocations d'orphelins sont payées au conjoint survivant lorsqu'un assuré de sexe masculin laisse des enfants légitimes ou adoptés.

Dans tous les autres cas, de même qu'après le décès de la veuve d'un assuré, les allocations sont payées à la personne ou à l'organisme qui a, en fait, la charge des enfants bénéficiaires.

ART. 56.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« En cas de décès d'un assuré marié de sexe masculin, le montant de l'allocation annuelle payée au conjoint survivant est fixé par enfant bénéficiaire, à 40 % de la rente à laquelle une veuve du même âge pourrait prétendre en application de l'article 18, A, 2^o et de l'allocation qui lui serait éventuellement accordée en application des articles 46 à 50.

» Le montant total des allocations d'orphelins fixé en application de l'alinéa qui précède ne peut dépasser 100 pour cent des rente et allocation de veuve attribuées dans les conditions prévues ci-dessus.

» Zij wordt niet toegestaan zo de aanvraag ingediend is meer dan zes maanden na de datum waarop het kind de leeftijd van achttien jaar bereikt heeft. »

Voor een wezentoelage komen in aanmerking :

a) de wettige kinderen van de verzekerde, de natuurlijke kinderen die wettelijk door hem herkend werden, alsmede de aangenomen kinderen;

b) de wettige kinderen van de echtgenote, gesproten uit een vorig huwelijk wanneer de vader overleden is en er ten hunner voordele geen toelage werd verleend uit het Fonds.

ART. 55.

De wezentoelagen worden uitbetaald aan de overlevende echtgenote, wanneer een mannelijke verzekerde wettige of aangenomen kinderen achterlaat.

In al de andere gevallen, evenals na het overlijden der weduwe van een verzekerde, worden de toelagen uitbetaald aan de persoon of het organisme die feitelijk de last der gerechtigde kinderen draagt.

ART. 56.

(Decreet van 10 November 1947.)

« In geval een gehuwd mannelijk verzekerde komt te overlijden, wordt het bedrag van de jaarlijkse toelage uit te betalen aan de overlevende echtgenote, vastgesteld per gerechtigd kind op 40 % van de rente waarop een weduwe van dezelfde leeftijd aanspraak zou kunnen maken met toepassing van artikel 18, A, 2^o en van de toelage die haar eventueel zou worden verleend met toepassing van de artikelen 46 tot 50.

» Het totaal bedrag der wezentoelagen vastgesteld met toepassing van het voorgaand lid, mag 100 procent niet te boven gaan van de weduwrente en toelage verleend onder de hierboven bepaalde voorwaarden.

» Le montant des allocations prévues aux alinéas 1 et 2 est majoré de moitié lors du décès du conjoint survivant.

» Lorsque le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci est assujéti aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué, par enfant bénéficiaire, une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables en cas de décès d'un assuré qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8. »

ART. 57.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« En cas de décès d'un assuré célibataire, veuf ou divorcé, le montant de l'allocation annuelle accordée aux enfants bénéficiaires est calculé comme suit :

» A. — Si l'assuré est du sexe masculin, le montant est fixé, par enfant bénéficiaire, à 25 pour cent de la rente de retraite dont l'assuré bénéficiait, s'il est entré en jouissance de celle-ci, et dans le cas contraire, de celle qui, si l'assuré avait été marié, aurait servi à déterminer le montant de la rente de veuve, conformément aux dispositions de l'article 19, sans que le montant total des allocations puisse dépasser 100 pour cent des dites rentes de retraite.

» Il y a lieu d'ajouter, éventuellement, au montant fixé à l'alinéa précédent un montant de 50 pour cent par enfant bénéficiaire, de l'allocation qui aurait été accordée à une veuve du même âge, en application des articles 46 à 50, sans que le total puisse dépasser le double du montant de cette allocation.

» Lorsque le nombre des bénéficiaires est supérieur à quatre, les montants maxima prévus aux deux alinéas qui précèdent se répartissent par parts égales entre les intéressés.

» Het bedrag der toelagen vastgesteld in het eerste en het tweede lid wordt met de helft verhoogd bij overlijden van de overlevende echtgenote.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip waarop deze onder de bepalingen van dit decreet valt wordt bovendien, per gerechtigd kind, een bijkomende jaarlijkse vergoeding van 5.000 frank toegekend. De bepalingen van dit lid zijn niet toepasselijk bij overlijden van een verzekerde die voort storting deed met toepassing van artikel 8. »

ART. 57.

(Decreet van 10 November 1947.)

« In geval een verzekerde, ongehuwd, weduwe(naar) of uit de echt gescheiden, komt te overlijden wordt het bedrag van de jaarlijkse toelage aan de gerechtigde kinderen berekend als volgt :

» A. — Indien de verzekerde een man is wordt het bedrag per gerechtigd kind bepaald op 25 ten honderd van het pensioen dat de verzekerde genoot, indien hij in het genot ervan getreden is, en in het tegenovergesteld geval van het pensioen dat, indien de verzekerde gehuwd was geweest, gediend zou hebben om het bedrag van de weduwrente te bepalen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 zonder dat het totale bedrag van de toelage 100 procent van gezegde pensioenen mag overschrijden.

» Eventueel, zal bij het bedrag bepaald in het vorige lid, een bedrag van 50 ten honderd per gerechtigd kind gevoegd worden van de toelage die aan een weduwe van dezelfde leeftijd zou toegekend geworden zijn, met toepassing van de artikelen 46 tot 50, zonder dat het totaal het dubbel van deze toelage mag overschrijden.

» Wanneer het aantal gerechtigden hoger is dan vier, worden de in de twee vorige leden bepaalde maximum bedragen in gelijke delen onder de belanghebbenden verdeeld.

« Lorsque le décès de l'assuré survient à une époque où celui-ci est assujetti aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs par enfant bénéficiaire.

» Les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables en cas de décès d'un assuré qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8.

» B. — Si l'assuré est du sexe féminin, le montant est fixé par enfant bénéficiaire, à 25 pour cent de la rente de retraite dont elle bénéficiait, si elle était entrée en jouissance de sa rente, et dans le cas contraire, à 25 pour cent de la rente de retraite dont elle aurait bénéficié dans les conditions fixées ci-après.

» Lorsque le décès de l'assurée survient à une époque où celle-ci n'est pas assujettie aux dispositions du présent décret ou continue à effectuer des versements en application de l'article 8, la rente de retraite se calcule à l'âge de cinquante-cinq ans, ou à l'âge du décès si celui-ci survient après l'âge de cinquante-cinq ans, compte tenu des seuls versements effectués au compte de l'assurée.

» Lorsque le décès survient à une époque où l'assurée est assujettie aux dispositions du présent décret, il y a lieu de calculer la rente de retraite dont elle aurait bénéficié à l'âge de cinquante-cinq ans en supposant constante depuis la date du décès une prime annuelle calculée de la manière établie à l'alinéa suivant, jusqu'au jour où l'assurée eût atteint l'âge de la retraite ou l'âge auquel elle aurait accompli vingt années de services donnant droit soit à une allocation, soit à une rente de retraite, si ce dernier âge est antérieur à celui où l'assurée eût atteint cinquante-cinq ans.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip waarop hij onder de bepalingen van dit decreet valt, wordt er, bovendien, voor elk gerechtigd kind, een bijkomende jaarlijkse toelage van 5.000 frank verleend.

» De bepalingen van het vorige lid, zijn niet toepasselijk bij het overlijden van een verzekerde die voort stortingende deed met toepassing van artikel 8.

» B. — Indien de verzekerde een vrouw is, wordt het bedrag per gerechtigd kind bepaald op 25 ten honderd van het pensioen dat zij genoot indien zij in het genot getreden was van haar rente, en in het tegenovergesteld geval op 25 ten honderd van het pensioen dat zij zou genoten hebben in de hierna bepaalde voorwaarden.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip, waarop zij niet onder de bepalingen van dit decreet valt of verder stortingende doet met toepassing van artikel 8, dan wordt het pensioen berekend op vijf en vijftigjarige leeftijd, of op de leeftijd waarop zij overleden is, indien zij na de ouderdom van 55 jaar overleden is, daarbij enkel in aanmerking nemende de stortingende gedaan op rekening van de verzekerde.

» Wanneer het overlijden voorkomt op een tijdstip waarop de verzekerde onder de bepalingen van dit decreet valt, berekent men het pensioen dat zij zou genoten hebben op vijf en vijftigjarige leeftijd, door als constant aan te nemen sedert de dag van het overlijden een jaarlijkse premie berekend op de in het volgende lid bepaalde wijze, tot op de dag waarop de verzekerde de pensioenleeftijd zou bereikt hebben of de leeftijd waarop zij twintig jaar dienst zou gehad hebben, haar recht gevend op hetzij een toelage, hetzij een pensioen indien deze laatste leeftijd vroeger valt dan deze waarop de verzekerde vijf en vijftig jaar zou geworden zijn.

» La prime annuelle prévue à l'alinéa précédent est celle qui aurait été constituée par les cotisations patronales et personnelles perçues en application des articles 9, 10 et 11 ci-dessus, sur base des rémunérations dont l'assurée a bénéficié au cours des douze derniers mois de services effectifs précédant le mois du décès en supposant celles-ci payées au cours d'un même exercice.

» Il y a lieu d'ajouter éventuellement aux montants fixés ci-dessus un montant de 25 pour cent, par enfant bénéficiaire, de l'allocation pour services antérieurs, au 1^{er} janvier 1942 dont l'assuré bénéficiait ou à laquelle elle eût été en droit de prétendre à l'âge de cinquante-cinq ans.

» Lorsque le décès de l'assurée survient à une époque où celle-ci est assujettie aux dispositions du présent décret, il est en outre attribué une allocation annuelle complémentaire de 5.000 francs par enfant bénéficiaire dont le père est pré-décédé.

» Les dispositions de l'alinéa qui précède ne sont pas applicables en cas de décès d'une assurée qui continuait à opérer des versements en application de l'article 8.

» Les allocations prévues au littéra B du présent article ne peuvent se cumuler avec celles accordées en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 56. »

ART. 58.

Pour l'application des articles 56 et 57, les allocations d'orphelins ne sont calculées en fonction des allocations auxquelles les assurés ou leurs veuves auraient pu prétendre du chef des services accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1942 que si les déclarations prescrites par l'article 45 ont été effectuées dans les for-

» De in het vorige lid bepaalde jaarlijkse premie is deze welke zou vastgezet geworden zijn door de werkgevers- en werknemersbijdragen geïnd met toepassing van de artikelen 9, 10 en 11 hierboven op basis van de bezoldigingen die de verzekerde genoten heeft in de loop van de twaalf laatste maanden werkelijke dienst vóór de maand van het overlijden, daarbij onderstellend dat deze betaald werden in de loop van eenzelfde dienstjaar.

» In voorkomend geval wordt bij de hierboven bepaalde bedragen gevoegd een bedrag van 25 ten honderd, per gerechtigd kind, van de toelage wegens diensten verleend vóór 1 Januari 1942 die de verzekerde genoot of waarop zij recht zou gehad hebben aanspraak te maken op vijf en vijftigjarige leeftijd.

» Wanneer de verzekerde komt te overlijden op een tijdstip, waarop zij onder de toepassing van de bepalingen van dit decreet valt, wordt er, bovendien, een bijkomende jaarlijkse toelage van 5.000 frank voor elk gerechtigd kind wiens vader overleden is, toegestaan.

» De bepalingen van het vorige lid zijn niet toepasselijk bij overlijden van een verzekerde die voort stortingen deed met toepassing van artikel 8.

» De onder letter B van dit artikel bepaalde toelagen kunnen niet worden getrokken samen met deze toegekend bij toepassing van het vóórlaatste lid van artikel 56. »

ART. 58.

Voor de toepassing van de artikelen 56 en 57, worden de wezentolagen slechts berekend in functie van de toelagen waarop de verzekerden of hun weduwen zouden hebben kunnen aanspraak maken wegens de diensten verleend vóór 1 Januari 1942, indien de verzekerde of de weduwe, of de wettelijke vertegenwoor-

mes et délais légaux, soit par l'assuré, soit par les représentants légaux des bénéficiaires.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Si le décès de l'assuré survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'assuré, l'être par les représentants légaux des bénéficiaires endéans l'année suivant la date du dit décès. »

SECTION III.

Rentes aux veuves des assurés qui étaient célibataires, veufs ou divorcés au moment de l'entrée en jouissance de leur rente de retraite.

ART. 59.

Lorsque le capital assuré en vue de la constitution d'une rente de veuve est transféré au Fonds colonial d'allocations pour employés en application de l'avant-dernier alinéa de l'article 18, A, 2^e, le Fonds assure, conformément aux dispositions du dit article, en cas de mariage de l'assuré après l'entrée en jouissance de la rente de retraite, une rente de veuve à l'épouse, pour autant que le décès ne soit pas survenu dans l'année qui suit la date du mariage.

SECTION IV.

Majoration de rentes et d'allocations.

ART. 60.

Lorsque les circonstances économiques justifient un réajustement du montant des rentes et des allocations accordées par le présent décret, le Roi peut, sur proposition du Ministre des Colonies et après

digers van de gerechtigden de in artikel 45 voorgeschreven aangifte hebben gedaan, met nakoming van de wettelijke vormen en termijnen.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Indien de verzekerde komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kunnen de wettelijke vertegenwoordigers der gerechtigden binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen zo de verzekerde ze niet heeft gedaan. »

AFDELING III.

Renten aan de weduwen van de verzekerden die ongehuwd, weduwnaar of uit den echt gescheiden waren op het oogenblik dat zij in het genot traden van hun pensioen.

ART. 59.

Wanneer het kapitaal verzekerd met het oog op het vastzetten van een weduwrente overgedragen wordt aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers met toepassing van het voorlaatste lid van artikel 18, A, 2^e, verzekert het Fonds, overeenkomstig de bepalingen van gezegd artikel, in geval de verzekerde een huwelijk aangaat na dat hij in het genot getreden is van zijn pensioen, een weduwrente aan de echtgenote, voor zover het overlijden niet voorgekomen is in de loop van het jaar na de datum van het huwelijk.

AFDELING IV.

Verhoging van renten en toelagen.

ART. 60.

Wanneer de economische toestanden een aanpassing van het bedrag van de bij dit decreet verleende renten en toelagen wettigen, kan de Koning, op voordracht van de Minister van Koloniën en na ad-

avis du Conseil des pensions pour employés coloniaux, établir à charge du Fonds colonial d'allocations pour employés, dans les conditions qu'il détermine, des majorations de rentes et d'allocations.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Les mêmes majorations pourront être appliquées, dans des conditions à déterminer par arrêté royal, aux rentes et indemnités périodiques accordées en vertu des décrets du 20 décembre 1945 organisant la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles survenus aux non-indigènes. »

CHAPITRE VII.

Du Fonds spécial d'allocations.

ART. 61.

Il est institué, auprès du Ministère des Colonies, un Fonds spécial chargé d'accorder, dans les conditions déterminées ci-après, des allocations aux anciens employés, à leurs veuves et à leurs orphelins.

Ce Fonds jouit de la personnalité civile dans les mêmes limites et avec les mêmes droits que la Caisse coloniale des pensions pour employés.

Il est géré par le conseil d'administration et le Directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés.

Les rapports à établir entre la Caisse coloniale des pensions pour employés et le Fonds spécial d'allocations relativement au personnel et aux frais d'administration seront réglés par arrêté ministériel, sur proposition du conseil d'administration.

vies van de Raad voor koloniale-werknemerspensionen ten laste van het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers, onder de voorwaarden die hij bepaalt, verhogingen van renten en toelagen vaststellen.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Onder bij koninklijk besluit vast te stellen voorwaarden, kunnen dezelfde verhogingen worden toegepast op de renten en periodieke vergoedingen die verleend worden krachtens de decreten van 20 December 1945 betreffende de vergoeding van de schade voortvloeiende uit werkongevallen en beroepsziekten van niet-inlanders. »

HOOFDSTUK VII.

Bijzonder Toelagenfonds.

ART. 61.

Bij het Ministerie van Koloniën wordt een bijzonder Fonds ingericht met last om, onder de hierna gestelde voorwaarden, aan de gewezen werknemers, hun weduwen en wezen toelagen te verlenen.

Dit Fonds is een rechtspersoon binnen dezelfde perken en met dezelfde rechten als de Koloniale Kas voor werknemerspensionen.

Het wordt beheerd door de Raad van beheer en door de Directeur van de Koloniale Kas voor werknemerspensionen.

De betrekkingen tussen de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen en het Bijzonder Toelagenfonds, wat het personeel en de kosten van beheer betreft, worden geregeld bij ministerieel besluit op de voordracht van de Raad van beheer.

ART. 62.

Le Fonds spécial d'allocations est alimenté :

1^o par une cotisation temporaire de tous les employeurs fixée à 0,5 pour cent des rémunérations de leurs employés. Un arrêté ministériel fixera la date à laquelle cette cotisation cessera d'être due, lorsque l'avoir du Fonds sera suffisant pour que celui-ci puisse faire face à ses obligations.

La cotisation est perçue à concurrence d'une rémunération annuelle de 120.000 francs.

L'employeur, cesse tous versements pour le restant de l'année, du chef d'un employé, lorsqu'il a versé au Fonds spécial d'allocations au cours de l'exercice commençant le 1^{er} janvier, une somme totale de 600 francs.

Les différents employeurs chez lesquels l'employé est occupé simultanément ou successivement au cours de l'année, sont tenus, chacun pour ce qui le concerne, de verser leur cotisation à concurrence du maximum de 600 francs.

La cotisation est perçue et transmise en même temps que les cotisations dues au Fonds colonial d'allocations pour employés en vertu de l'article 33.

Les dispositions des articles 9, alinéas 2 et 3, 16 et 17, alinéa premier, sont applicables aux versements à effectuer au Fonds spécial d'allocations;

2^o par une subvention temporaire à charge de la Colonie, d'un montant annuel de 2.000.000 de francs.

Cette subvention sera versée jusqu'à la date à laquelle la cotisation patronale prévue au 1^o cessera d'être due.

ART. 62.

Het Bijzonder Toelagenfonds wordt gestijfd :

1^o door een tijdelijke bijdrage van al de werkgevers ten bedrage van 0,5 t. h. van de bezoldigingen van hun werknemers. Een ministerieel besluit bepaalt de datum waarop deze bijdrage niet langer verschuldigd is, wanneer het vermogen van het Fonds volstaat om zijn verplichtingen na te komen.

De bijdrage wordt geïnd tot het beloop van een jaarlijkse bezoldiging van 120.000 frank.

De werkgever staakt voor het overige van het jaar elke storting uit hoofde van een werknemer, wanneer hij in de loop van het op 1 Januari beginnend dienstjaar bij het Bijzonder Toelagenfonds een totale som van 600 frank heeft gestort.

De verschillende werkgevers bij wie de werknemer tegelijkertijd of achtereenvolgens in de loop van het jaar in dienst geweest is, zijn gehouden, elk voor wat hem betreft, hun bijdrage tot beloop van hoogstens 600 frank te storten.

De bijdrage wordt geïnd en overgemaakt terzelfdertijd als de bijdragen die krachtens artikel 33, aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers verschuldigd zijn.

De bepalingen van de artikelen 9, 2^o en 3^o lid, 16 en 17, eerste lid, zijn toepasbaar op de stortingen die bij het Bijzonder Toelagenfonds moeten gedaan worden.

2^o door een tijdelijke subsidie vanwege de Kolonie, tot een jaarlijks bedrag van 2.000.000 frank.

Deze subsidie wordt gestort tot de datum waarop de in 1^o bepaalde werkgeversbijdrage niet langer verschuldigd is.

ART. 63.

Lorsque les ressources visées à l'article 62 sont insuffisantes, la Caisse coloniale des pensions pour employés pourvoit à cette insuffisance par des prêts consentis à titre de placement au moyen et dans la mesure des recettes résultant pour elle de l'exécution du présent décret.

Le taux de l'intérêt de ces prêts est égal à celui d'après lequel les tarifs visés à l'article 26 sont calculés augmenté d'un demi pour cent. Ces prêts doivent être amortis endéans une période de vingt années. Le service d'intérêt et d'amortissement en est fait par une annuité constante au taux fixé pour le prêt.

ART. 64.

Un arrêté ministériel détermine les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement du Fonds spécial d'allocations et à la procédure à suivre pour l'attribution, la modification et le retrait des allocations.

SECTION I.

Allocations aux anciens employés.

ART. 65.

(Ordonnance législative n° 124 du 17 avril 1947.) « Il est accordé, à charge du Fonds spécial d'allocations, aux employés qui n'étaient pas au service d'un employeur au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi au cours de l'année 1942 et qui ne se trouvent pas dans les conditions requises pour bénéficier de l'allocation pour services antérieurs au 1^{er} janvier 1942, une allocation annuelle et viagère, dont le montant est déterminé ci-après, s'ils remplissent les conditions suivantes :

» a) avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans;

ART. 63.

Wanneer de in artikel 62 vermelde middelen ontoereikend zijn, voorziet de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen in dit tekort door leningen als beleggingen toe te staan door middel en in de mate van de ontvangsten die voor haar uit de uitvoering van dit decreet voortvloeien.

De rentevoet van deze leningen is gelijk aan deze waarop de in artikel 26 bedoelde tarieven berekend worden, verhoogd met een half procent. Deze leningen moeten binnen een periode van twintig jaar afgelost worden. De rente- en aflossingsdienst geschiedt door een vaste annuïteit tegen de interest gelijk vastgesteld voor de lening.

ART. 64.

Een ministerieel besluit bepaalt de regels betreffende de inrichting en de werking van het Bijzonder Toelagenfonds en de te volgen procedure bij toekenning, wijziging en intrekking van de toelagen.

AFDELING I.

Toelagen aan gewezen werknemers.

ART. 65.

(Wetgevende ordonnantie n° 124 van 17 April 1947.) « Aan de werknemers die gedurende het jaar 1942 niet bij een werkgever in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi in dienst waren en die niet in de voorwaarden verkeren om een toelage te bekomen voor diensten van vóór 1 Januari 1942, wordt uit het Bijzonder Toelagenfonds een jaarlijkse en levenslange toelage verleend, waarvan het bedrag hierna wordt bepaald, indien zij de volgende voorwaarden vervullen :

» a) vijf en vijftig jaar oud zijn;

» b) avoir accompli au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, antérieurement au 1^{er} janvier 1942, cinq années de services effectifs au moins, en exécution d'un contrat de louage de services.

» Les services effectués au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi par les fonctionnaires et agents engagés sous le régime du statut, ainsi que les services rendus dans la Colonie ou, en période de mobilisation, hors de la Colonie par les officiers et sous-officiers de la Force Publique sont assimilés aux services accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi en exécution d'un contrat de louage de services, pour la détermination de la durée minimum de cinq années prévue par le présent article.

» Cette durée est réduite à un an pour les employés qui ont presté des services à un titre quelconque dans les territoires formant actuellement le Congo Belge, à une date antérieure au 15 novembre 1908.

» Quelle que soit la durée totale des services effectués à la Colonie, les allocations sont exclusivement calculées sur base de la durée des services effectifs accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi en exécution d'un contrat de louage de services;

» c) résider en Belgique; au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi;

» d) ne pas disposer de ressources supérieures à celles fixées à l'article 66. »

ART. 66.

L'allocation est accordée lorsque les ressources du bénéficiaire ne sont pas supérieures à « 36.000 francs » l'an (Décret du 28 février 1947).

Si le montant des ressources est supérieur à ce chiffre et si l'excédent est inférieur au montant de l'allocation tel qu'il est déterminé ci-après, l'allocation est

» b) in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, vóór 1 Januari 1942, ten minste 5 jaar dienst gedaan hebben, in uitvoering van een contract van dienstverhuuring.

» De diensten verleend in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi door de ambtenaren of beambten die aangesloten zijn onder het statuutstelsel alsmede de diensten in de Kolonie of, tijdens de mobilisatie, buiten de Kolonie door de officieren of onder-officieren van de Weermacht verleend, worden gelijkgesteld met de in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi bewezen diensten tot uitvoering voor de duur van ten minste 5 jaar, zoals bepaald bij dit artikel.

» Deze duur wordt verminderd tot 1 jaar voor de werknemers die, onder welke vorm ook, vóór 15 November 1908 in de gewesten die hedentendage Belgisch-Congo uitmaken, diensten hebben verleend.

» De toelagen worden, wat ook de totale duur zij tijdens welke de diensten in de Kolonie verleend werden, uitsluitend berekend op grondslag van de duur tijdens welke, de werkelijke diensten in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verleend werden, tot uitvoering van een contract van dienstverhuuring;

» c) in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijven;

» d) over geen middelen beschikken boven de in artikel 66 bepaalde. »

ART. 66.

De toelage wordt verleend wanneer de middelen van de gerechtigde « 36.000 frank » per jaar niet overschrijden (Decreet van 28 Februari 1947).

Indien het bedrag der middelen dit cijfer overtreft en indien het overschot kleiner is dan het bedrag van de toelage gelijk het hierna wordt bepaald, wordt

réduite à la différence entre ce dernier montant et la partie des ressources excédant « 36.000 francs » (Décret du 28 février 1947).

Toutes les ressources du bénéficiaire quelle qu'en soit la nature ou l'origine, sont prises en considération pour l'application du présent article. Les revenus des biens immobiliers sont comptés à leur valeur cadastrale, s'ils sont situés en Belgique, et à leur montant réel, s'ils sont situés à la Colonie ou à l'étranger.

ART. 67.

Si, en sollicitant l'allocation, le bénéficiaire a omis de déclarer des ressources dont il ne pouvait ignorer l'existence, l'allocation peut lui être refusée pour une période d'un an. Lorsqu'il a agi avec intention frauduleuse, l'allocation lui est refusée pour une période de deux ans.

Lorsque les ressources du bénéficiaire subissent une modification de nature à entraîner la réduction ou la perte de ces droits, il est tenu d'en faire la déclaration au Fonds spécial d'allocations. A défaut de cette déclaration, les dispositions de l'alinéa qui précède sont également applicables.

ART. 68.

Le montant de l'allocation annuelle est égal, pour chaque année de services effectifs accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au premier janvier 1942, à 1.000 francs pour les bénéficiaires mariés de sexe masculin et à 800 francs pour les bénéficiaires mariés de sexe féminin et pour les bénéficiaires célibataires, veufs ou divorcés.

Les services prestés ne doivent pas être continus. L'allocation se calcule sur base de la durée totale de ces services.

de toelage verminderd tot het verschil tussen dit laatste bedrag en het deel der middelen boven « 36.000 frank » (Décret van 28 Februari 1947).

Al de middelen van de gerechtigde, wat ook aard of herkomst ervan moge zijn, komen in aanmerking voor de toepassing van dit artikel. Het inkomen van de onroerende goederen wordt geteld volgens de kadastrale waarde, zo zij in België gelegen zijn, en volgens hun werkelijk bedrag, zo gelegen in de Kolonie of op den vreemde.

ART. 67.

Indien bij zijn verzoek om een toelage de gerechtigde verzuimt middelen aan te geven waarvan het bestaan hem niet onbekend kan zijn, kan de toelage hem voor een periode van een jaar worden geweigerd. Zij wordt hem voor een periode van 2 jaar geweigerd wanneer hij met een bedrieglijk opzet handelt.

Wanneer de middelen van de gerechtigde een wijziging ondergaan van dien aard dat zij vermindering of verlies van zijn rechten medebrengen, is hij er toe gehouden ze bij het Bijzonder Toelagenfonds aan te geven. Bij gebrek van deze aangifte, zijn de bepalingen van het vorige lid eveneens toepasselijk.

ART. 68.

Voor elk jaar werkelijke dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, is het bedrag van de jaarlijkse toelage 1.000 frank voor de mannelijke gehuwde gerechtigden en 800 frank voor de vrouwelijke gehuwde gerechtigden, voor de gerechtigden die ongetrouwd, weduwe(naar) of uit den echt gescheiden zijn.

De verleende diensten moeten niet onderbroken zijn. De toelage wordt berekend naar de totale duur van deze diensten.

Les services effectués au-delà de la durée de dix-huit ans ne sont pas pris en considération.

Il y a lieu de tenir compte des seules fractions trimestrielles d'années de services.

ART. 69.

L'allocation prend cours à dater de l'entrée en vigueur du présent décret si le bénéficiaire remplit à cette date les conditions requises et si la demande est introduite, dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel, avant le 1^{er} juillet 1946. Si la demande n'est pas introduite avant cette date, l'allocation ne prend cours qu'à compter du jour où cette formalité est accomplie.

. Si les conditions requises ne se trouvent réunies qu'ultérieurement à la date d'entrée en vigueur du décret, l'allocation prendra cours à compter du jour où le bénéficiaire est en droit d'y prétendre, si la demande est introduite, dans les formes légales, dans les six mois de cette date, et dans le cas contraire, à compter du jour où cette formalité est accomplie.

ART. 70.

Lorsque le bénéficiaire de l'allocation a, pendant tout ou partie de la durée des services qu'il a accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, été assujetti aux lois belges des 10 mars 1925 et 18 juin 1930 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, il y a lieu de déduire du montant de l'allocation un montant correspondant aux 4/7^{mes} de la quote-part de la rente à laquelle il peut prétendre en application des dites lois, du chef des versements effectués au cours de la période de services envisagée.

De diensten verleend boven de duur van achttien jaar komen niet in aanmerking.

Alleen met kwartalen van dienstjaren houdt men rekening.

ART. 69.

De toelage begint te lopen met ingang van de datum waarop dit decreet in werking treedt, indien de gerechtigde op dien datum de vereiste voorwaarden vervult en de aanvraag, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen, vóór 1 Juli 1946 ingediend is. Zo de aanvraag niet vóór dien datum is ingediend, begint de toelage eerst op de dag waarop die formaliteit is nagekomen.

Indien, de vereiste voorwaarden eerst verenigd zijn nadat het decreet in werking is getreden, begint de toelage te lopen van de dag waarop de gerechtigde er aanspraak kan op maken, zo de aanvraag in de wettelijke vormen zes maanden na dien datum ingediend is, en in het tegenovergesteld geval, te rekenen van de dag waarop deze formaliteit vervuld is.

ART. 70.

Wanneer de toelage-gerechtigde onderworpen is geweest aan de Belgische wetten van 10 Maart 1925 en 18 Juni 1930, op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, tijdens de hele of gedeeltelijke duur van de diensten die hij vóór 1 Januari 1942 in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi heeft verleend, dient van het bedrag van de toelage een bedrag afgetrokken, overeenkomend met 4/7^{en} van het rente-aandeel waarop hij, met toepassing van vermelde wetten, aanspraak kan maken wegens de stortingen gedaan in de loop van de betrokken dienstperiode.

ART. 71.

Les employés qui, du fait des services prestés au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi avant le 1^{er} janvier 1942, peuvent prétendre à l'allocation prévue au présent chapitre ou peuvent se trouver ultérieurement dans les conditions requises pour en bénéficier, doivent déclarer, dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel, les périodes de services accomplis avant cette date ainsi que les employeurs chez lesquels ils les ont effectués. A défaut d'avoir fait cette déclaration avant le « 1^{er} juillet 1948 » (Décret du 10 novembre 1947), ils perdent le droit à l'allocation.

SECTION II.

Allocations aux veuves des anciens employés.

ART. 72.

Il est accordé, à charge du Fonds spécial d'allocations à la veuve non remariée d'un employé, qui ne bénéficie pas de l'allocation prévue aux articles 46 à 53, mais dont l'époux a effectué au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi la durée minimum de services fixée à l'article 65 littéra *b*, une allocation annuelle et viagère, dont le montant est déterminé ci-après, si le mariage a été contracté avant que l'employé ait atteint l'âge de cinquante-cinq ans et si la veuve remplit en outre les conditions suivantes :

a) avoir atteint l'âge de cinquante-cinq ans;

b) résider en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi;

c) ne pas disposer de ressources supérieures à celles fixées à l'article 66.

Les dispositions des articles 66 et 67 sont applicables à l'allocation attribuée à la veuve.

ART. 71.

De werknemers die, wegens diensten in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, aanspraak kunnen maken op de in dit hoofdstuk bepaalde toelage of later in de voorwaarden kunnen verkeren als vereist om ze te bekomen, moeten, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen, de vóór die datum gedane dienstperiode aangeven, alsmede de werkgevers bij wie zij werden gedaan. Zo deze aangifte niet vóór « 1 Juli 1948 » (Decreet van 10 November 1947) wordt gedaan, verliezen zij het recht op toelage.

AFDELING II.

Toelagen aan weduwen van gewezen werknemers.

ART. 72.

Aan de niet-hertrouwde weduwe van een werknemer, die niet de in de artikelen 46 tot 53 bepaalde toelage geniet maar wier echtgenoot de in artikel 65 letter *b* vastgestelde minimum-duur van dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi heeft gedaan wordt uit het Bijzonder Toelagenfonds een jaarlijkse en levenslange toelage verleend waarvan het bedrag hierna wordt bepaald, indien het huwelijk werd aangegaan vóór de werknemer vijf en vijftig jaar oud was en indien de weduwe bovendien de volgende voorwaarden vervult :

a) vijf en vijftig jaar oud zijn;

b) in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijven;

c) over geen middelen beschikken boven de in artikel 66 bepaalde.

De bepalingen van de artikelen 66 en 67 zijn toepasselijk op de aan de weduwe verleende toelage.

ART. 73.

Le montant de l'allocation annuelle est égal à 500 francs par année de services effectifs accomplis par l'employé au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942.

Les dispositions des articles 68, alinéas 2 et suivants, et 69 sont applicables à l'allocation de veuve.

ART. 74.

Lorsque l'employé a, pendant tout ou partie de la durée des services qu'il a accomplis au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, été assujéti aux lois belges des 10 mars 1925 et 18 juin 1930 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, il y a lieu de déduire du montant de l'allocation accordée à la veuve un montant correspondant aux 4/7^{mes} de la quote-part de la rente à laquelle elle peut prétendre en application des dites lois, du chef des versements effectués au cours de la période de services envisagée.

ART. 75.

Pour que la veuve puisse bénéficier de l'allocation prévue au présent chapitre, il faut que les déclarations prescrites par l'article 71 aient été effectuées dans les formes et délais légaux, soit par l'employé, soit par la veuve.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Si le décès de l'employé survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'employé, l'être par la veuve, endéans l'année suivant la date du dit décès. »

ART. 73.

De jaarlijkse toelage bedraagt 500 frank per jaar werkelijke dienst die de werknemer in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942 heeft gedaan.

De bepalingen van de artikelen 68, 2^o, lid en vlg., en 69 zijn op de weduwtoelage toepasselijk.

ART. 74.

Wanneer de werknemer, tijdens de hele of gedeeltelijke duur van zijn dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, onderworpen is geweest aan de Belgische wetten van 10 Maart 1925 en 18 Juni 1930 op de verzekering tegen geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, dient van het bedrag van de aan de weduwe verleende toelage een bedrag getrokken, overeenkomend met 4/7^{me} van het rente-aandeel waarop zij, met toepassing van vermelde wetten, aanspraak kan maken wegens de stortingen gedaan in de loop van de betrokken dienstperiode.

ART. 75.

Opdat de weduwe de in dit hoofdstuk bepaalde toelage kunne bekomen, moet de werknemer of de weduwe de in artikel 71 voorgeschreven aangifte, met inachtneming van de wettelijke vormen en termijnen, gedaan hebben.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Indien de werknemer komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948 kan de weduwe, binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de werknemer ze niet heeft gedaan. »

SECTION III.

Allocations aux orphelins des anciens employés.

ART. 76.

En cas de décès d'un employé marié de sexe masculin ou d'un employé de l'un ou l'autre sexe, célibataire, veuf ou divorcé, il est accordé à charge du Fonds spécial d'allocations, aux enfants âgés de moins de dix-huit ans qui ne bénéficient pas, du chef de cet auteur, de l'allocation prévue aux articles 54 à 58, une allocation annuelle dont le montant est déterminé ci-après, lorsque l'employé a effectué au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi la durée minimum de services fixée à l'article 65 lettre *b*, et si les dits enfants remplissent les conditions suivantes :

a) résider en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi ;

b) ne pas disposer chacun de ressources supérieures à la moitié de celles fixées à l'article 66.

Les dispositions de l'article 66, alinéas 3, et 67 sont applicables aux allocations attribuées aux orphelins.

Les enfants bénéficiaires de l'allocation sont les enfants légitimes, les enfants naturels légalement reconnus par l'employé ainsi que les enfants adoptés.

ART. 77.

Les allocations sont payées au conjoint survivant lorsqu'un employé de sexe masculin laisse des enfants légitimes ou adoptés.

Dans tous les autres cas, de même qu'après le décès de la veuve de l'employé, les allocations sont payées à la personne ou à l'organisme qui a, en fait, la charge des enfants bénéficiaires.

AFDELING III.

Toelagen aan wezen van gewezen werknemers.

ART. 76.

Ingeval een gehuwd mannelijk werknemer of een werknemer van beiderlei kunne, ongehuwd, weduwe(naar) of uit den echt gescheiden, komt te overlijden, wordt uit het Bijzonder Toelagenfonds aan de kinderen beneden achttien jaar die niet, uit hoofde van dien ouder, de in artikelen 54 tot 58 bepaalde toelage genieten, een jaarlijkse toelage verleend waarvan het bedrag hierna wordt vastgesteld, wanneer de werknemer de in artikel 65 letter *b* bepaalde minimumduur van dienst in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi heeft gedaan en indien gezegde kinderen de volgende voorwaarden vervullen :

a) in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijven ;

b) niet elk over middelen beschikken boven de helft van de in artikel 66 bepaalde.

De bepalingen van artikel 66, 3^e lid, en 67 zijn toepasselijk op de aan de wezen verleende toelagen.

Voor toelage komen in aanmerking de wettige kinderen, de natuurlijke kinderen die de werknemer wettelijk heeft erkend alsmede de aangenomen kinderen.

ART. 77.

De toelagen worden aan de overlevende echtgenote uitgekeerd wanneer een mannelijk werknemer wettige of aangenomen kinderen achterlaat.

In al de andere gevallen, evenals na de dood van de weduwe van de werknemer, worden de toelagen uitgekeerd aan de persoon of het organisme die feitelijk de last der gerechtigde kinderen draagt.

ART. 78.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Le montant de l'allocation annuelle est fixé, par année de services effectifs accomplis par l'employé au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi antérieurement au 1^{er} janvier 1942, à 200 francs par enfant bénéficiaire pour les orphelins de père ou de mère et à 400 francs pour les orphelins de père et de mère.

» Le montant total des allocations d'orphelins ne peut dépasser, par année de services, 500 francs pour les orphelins de père ou de mère et 1.000 francs pour les orphelins de père et de mère.

» Lorsque le nombre des bénéficiaires est supérieur à deux, ces montants maxima se répartissent par parts égales entre les intéressés.

» Il ne peut être accordé qu'une seule allocation aux enfants bénéficiaires à charge du Fonds spécial d'allocations mais cette allocation peut éventuellement être cumulée avec celle prévue aux articles 54 à 58.

» Les dispositions des articles 68, alinéas 2 et suivants, et 69 sont applicables aux allocations d'orphelins. »

ART. 79.

Pour que les enfants de l'employé puissent bénéficier de l'allocation prévue au présent chapitre, il faut que les déclarations prescrites par l'article 71 aient été effectuées dans les formes et délais légaux, soit par l'employé, soit par la veuve, soit par les représentants légaux des enfants.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Si le décès de l'employé survient entre le 1^{er} juillet 1947 et le 30 juin 1948, les déclarations requises peuvent, si elles n'ont pas été faites par l'employé, l'être par les représentants légaux des enfants, endéans l'année suivant la date du dit décès. »

ART. 78.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Voor elk jaar werkelijke dienst door de werknemer verleend in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi vóór 1 Januari 1942, bedraagt de jaarlijkse toelage 200 frank per gerechtigd kind voor de halve wezen en 400 frank voor de ouderloze wezen.

» Het totaal bedrag van de wezen-toelagen kan, per jaar dienst, 500 frank niet overtreffen voor de halve wezen en 1.000 frank voor de ouderloze wezen.

» Wanneer het getal gerechtigden hoger is dan twee, worden de maximum bedragen in gelijke delen onder de belanghebbenden verdeeld.

» Aan de gerechtigde kinderen kan uit het Bijzonder Toelagenfonds slechts een enkele toelage worden verleend, maar die toelage kan, in voorkomend geval, samen met de in de artikelen 54 tot 58 bepaalde toelagen getrokken worden.

» De bepalingen van de artikelen 68, 2^{de} lid en vlg. en 69 zijn op de wezen-toelagen toepasselijk. »

ART. 79.

Opdat de kinderen van de werknemer de in dit hoofdstuk bepaalde toelage kunnen bekomen, moeten de werknemer, of de weduwe, of de wettelijke vertegenwoordigers van de kinderen de in artikel 71 voorgeschreven aangifte, met nakoming van de wettelijke vormen en termijnen gedaan hebben.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Indien de werknemer komt te overlijden tussen 1 Juli 1947 en 30 Juni 1948, kunnen de wettelijke vertegenwoordigers der kinderen, binnen het jaar na de datum van dit overlijden, de vereiste aangiften doen, zo de werknemer ze niet heeft gedaan. »

CHAPITRE VIII.

Dispositions transitoires.

ART. 80.

Les versements patronaux et personnels effectués en application des ordonnances législatives n° 160 du 9 mai 1942 et n° 206 du 8 juillet 1943 et des dispositions qui les ont modifiées sont inscrits au compte individuel des assurés du chef desquels ou par lesquels ils ont été opérés.

ART. 81.

Toutefois, les cotisations patronales versées en application de l'ordonnance législative n° 160 du 9 mai 1942 du chef d'un employé de nationalité étrangère ne sont inscrites au compte de celui-ci que si les cotisations personnelles ont été prélevées sur son traitement ou salaire en application de l'ordonnance législative n° 206 du 8 juillet 1943 à partir de la date d'entrée en vigueur de celle-ci, ou si l'intéressé verse personnellement avant le 1^{er} janvier 1948 un montant correspondant à ces cotisations ou le complément nécessaire pour parfaire ce montant. L'employé qui veut effectuer le versement prévu au présent article doit en faire la déclaration, dans les formes qui seront fixées par arrêté ministériel, avant le « 1^{er} juillet 1947 » (Décret du 28 février 1947).

Si ces conditions ne sont pas remplies, sont seules inscrites au compte de l'employé les cotisations patronales pour les périodes de services au cours desquelles le prélèvement des cotisations personnelles a été effectué.

Les cotisations patronales non inscrites au compte d'un assuré sont versées au Fonds colonial d'allocations pour employés.

HOOFDSTUK VIII.

Overgangsbepalingen.

ART. 80.

Stortingen door werkgever en werknemer gedaan met toepassing van de wetgevende ordonnantiën n° 160 van 9 Mei 1942 en n° 206 van 8 Juli 1943 en van de bepalingen die ze hebben gewijzigd, worden geboekt op de individuele rekening van de verzekerden voor wie of door wie zij gedaan zijn.

ART. 81.

De werkgeversbijdragen gestort, met toepassing van de wetgevende ordonnantie n° 160 van 9 Mei 1942, voor een werknemer van vreemde nationaliteit, worden, evenwel, maar op diens rekening geboekt indien de persoonlijke bijdragen aangehouden zijn van zijn wedde of loon, met toepassing van de wetgevende ordonnantie n° 206 van 8 Juli 1943, van de datum waarop deze in werking is getreden, of indien de belanghebbende persoonlijk vóór 1 Januari 1948 een bedrag stort overeenkomend met deze bijdragen of de nodige som om dit bedrag aan te vullen. De werknemer die de in dit artikel bepaalde storting wil doen, moet vóór « 1 Juli 1947 » (Decreet van 28 Februari 1947), in de bij ministerieel besluit te bepalen vormen, er aangifte van doen.

Zo die voorwaarden niet vervuld zijn, worden op rekening van de werknemer enkel de werkgeversbijdragen geboekt voor de dienstperioden in de loop waarvan de persoonlijke bijdragen aangehouden zijn.

De werkgeversbijdragen die niet op rekening van een verzekerde zijn geboekt, worden bij het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers gestort.

ART. 82.

Le Fonds de Pensions institué par l'ordonnance législative n° 380/2 du 23 décembre 1944 cesse d'exister à la date de la création de la Caisse coloniale des pensions pour employés, à laquelle son actif et son passif sont transférés.

ART. 83.

(Décret du 15 février 1946.)

« Sous les réserves ci-après, les dispositions du présent décret rétroagissent au 1^{er} janvier 1942 en faveur des employés qui ont été assujettis aux dispositions législatives prises par le Gouverneur Général en matière de pensions, l'assurance prenant cours à leur profit à partir de cette date ou de la date ultérieure à laquelle remonte le versement des premières cotisations.

» Les cotisations patronales et personnelles versées antérieurement à la mise en vigueur du présent décret en exécution des ordonnances législatives prises par le Gouverneur Général sur base des traitements et salaires dont les employés ont bénéficié depuis le 1^{er} janvier 1942, reçoivent la destination prévue au chapitre III.

» Les autres versements effectués en vertu des dispositions des dites ordonnances législatives sont portés en primes uniques au compte des assurés.

» Les rentes et allocations ne sont toutefois accordées aux bénéficiaires qu'à partir du 1^{er} janvier 1946.

» Lorsque les versements patronaux et personnels sont inscrits au compte d'un employé qui ne répond pas aux conditions fixées par les articles 2, 3, 4 et 5 du présent décret pour bénéficier des dispositions de celui-ci, l'intéressé est en droit de maintenir ces versements à son compte ou de demander la restitution, sans intérêts, des sommes qu'il a personnel-

ART. 82.

Het voorlopig Fonds tot beheer der werknemerspensioenen, opgericht bij decreet n° 380/2 van 23 December 1944, houdt op te bestaan op de datum der oprichting van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen, waaraan zijn activa en passiva worden overgedragen.

ART. 83.

(Decreet van 15 Februari 1946.)

« Onder voorhehoud hierna vermeld, handelen de bepalingen van dit decreet met terugwerkende kracht op 1 Januari 1942 ten voordele der werknemers welke onder de wetgevende bepalingen van de Gouverneur-Generaal inzake pensioenen vielen, de verzekering treedt in voege ter hunne voordele vanaf de datum waarop de betaling der eerste bijdrage uithetaald werd of later.

» De patroons- en persoonlijke bijdragen vóór het inwerkingtreden van dit decreet gestort tot uitvoering van de door de Gouverneur-Generaal genomen wetgevende ordonnantiën, op basis van de wedden en lonen die de werknemers sedert 1 Januari 1942 getrokken hebben, krijgen de in het hoofdstuk III bepaalde bestemming.

» De andere stortingen gedaan krachtens de bepalingen van gezegde wetgevende ordonnantiën worden als enige premiën op rekening van de verzekerden geboekt.

» De renten en toelagen worden evenwel aan de gerechtigden maar van 1 Januari 1946 af verleend.

» Wanneer de stortingen van de werkgever en de werknemer geboekt worden op rekening van een werknemer welke niet aan de vereiste voorwaarden der artikelen 2, 3, 4 en 5 van dit decreet voldoet om de bepalingen ervan te genieten, is deze gerechtigd deze stortingen op zijn rekening te behouden of de teruggave, zonder interest, van de door zijn per-

lement versées. Dans ce cas, les versements patronaux sont également restitués sans intérêts, à l'employeur qui les a effectués. Si les versements sont maintenus au compte de l'intéressé, celui-ci ne participe à l'assurance qu'en raison des dits versements, et il ne bénéficie que des seuls avantages stipulés au chapitre III du présent décret. »

ART. 84.

Lorsque les personnes visées à l'article A, littéra *b*, renoncent à l'indemnité pour perte de pension stipulée à leur contrat, la Colonie du Congo Belge ou le Ruanda-Urundi sont tenus de transférer à la Caisse coloniale des pensions pour employés et au Fonds colonial d'allocations pour employés un montant correspondant aux cotisations légales qu'ils auraient dû verser si les intéressés avaient été assujettis aux dispositions des ordonnances législatives du Gouverneur Général et à celles du décret depuis la date à laquelle remonte la renonciation. Les personnes au profit desquelles ces versements sont effectués sont tenues de transférer aux mêmes organismes un montant correspondant aux cotisations personnelles qui dans la même hypothèse auraient été versées à leur compte depuis cette même date.

Le montant des cotisations patronales et personnelles versées à la Caisse coloniale des pensions pour employés en application de l'alinéa qui précède est inscrit au compte de l'assuré à la date à laquelle ces cotisations auraient été transférées au Trésor Public de la Colonie ou à la dite Caisse, si l'intéressé avait été assujetti aux dispositions législatives en matière de pensions depuis la date fixée ci-dessus.

soonlijk gestorte sommen te vragen. In dit geval, worden de stortingen van de werkgever eveneens teruggegeven zonder interest, aan de werkgever die ze gedaan heeft. Indien de stortingen behouden worden op rekening van de belanghebbende neemt deze maar deel aan de verzekering in evenredigheid naar gezegde stortingen en hij geniet enkel de voordelen gelijk bepaald in hoofdstuk III van dit decreet. »

ART. 84.

Wanneer de in artikel 4, letter *b*, bedoelde personen afstand doen van de in hun contract bedongen vergoeding wegens verlies van pensioen, zijn Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi er toe gehouden aan de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen en aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers een bedrag over te dragen overeenkomend met de wettelijke bijdragen die zij zouden hebben moeten storten, indien de belanghebbenden onderworpen waren geweest aan de bepalingen van de wetgevende ordonnantiën van de Gouverneur-Generaal en aan deze van het decreet sedert de datum tot welke de afstand teruggaat. De personen in wier voordeel deze stortingen gedaan worden, zijn er toe gehouden aan dezelfde organismen een bedrag over te dragen overeenkomend met de persoonlijke bijdragen die in dezelfde onderstelling op hun rekening zouden gestort geworden zijn sedert diezelfde datum.

Het bedrag van de werkgevers- en werknemersbijdragen gestort bij de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen met toepassing van het vorige lid wordt op rekening van de verzekerde gebracht op de datum waarop deze bijdragen aan de Openbare Schatkist van de Kolonie of aan voormelde kas zouden overgedragen geworden zijn, indien de belanghebbende sedert voormelde datum aan de wetgevende bepalingen inzake pensioenen onderworpen geweest ware.

Les dispositions qui précèdent ne sont applicables que si les versements prévus sont effectués antérieurement au « 1^{er} juillet 1947 » (Décret du 28 février 1947). Dans le cas contraire, la renonciation, par les personnes visées à l'article 4, littéra *b*, à l'indemnité pour perte de pension stipulée à leur contrat ne peut avoir d'effet rétroactif et leur affiliation au régime d'assurance ne prend cours qu'à dater de cette renonciation.

(Ordonnance législative n° 23/53 du 12 février 1948.) « La date prévue à l'alinéa qui précède est remplacée par celle du 1^{er} janvier 1949 en ce qui concerne les membres du personnel de la Colonie engagés hors cadre, au compte desquels les cotisations patronales et personnelles ont été régulièrement versées à partir du 1^{er} janvier 1943. »

ART. 85.

Sous réserve des dispositions de l'article 87, les employeurs qui ont été dispensés, en application de l'article 4, 2° et 3° de l'ordonnance législative n° 160 du 9 mai 1942, du versement des cotisations patronales, sont tenus de transférer à la Caisse coloniale des pensions pour employés, dans les formes et délais qui seront fixés par arrêté ministériel, un montant équivalent aux cotisations qu'ils auraient dû, à défaut de dispense, verser au Trésor public de la Colonie, majorées d'un intérêt calculé au taux de 1,5 % à compter du jour où ces versements auraient été effectués jusqu'à celui de l'entrée en vigueur du présent décret, et de 5 pour cent depuis cette date jusqu'à celle du transfert.

Sous réserve des mêmes dispositions, les employeurs qui, en application des articles 10, 2° et 10bis de l'ordonnance législative n° 206 du 8 juillet 1943 modifiée par celle n° 237 du 16 août 1944, n'étaient pas soumis au versement des cotisations personnelles de l'employé au Trésor public de la Colonie, sont tenus

De voorgaande bepalingen zijn maar toepasselijk indien de bepaalde stortingen vóór « 1 Juli 1947 » gedaan worden (Decreet van 28 Februari 1947). In het tegenovergestelde geval, kan de afstand door de in artikel 4, letter *b*, bedoelde personen van de in hun contract bedongen vergoeding wegens verlies van pensioen geen terugwerkende kracht hebben en hun aansluiting bij het verzekeringsregime begint maar sedert de datum van deze afstand.

(Wetgevende ordonnantie n° 23/53 van 12 Februari 1948.) « De bij voorgaand lid bepaalde datum wordt vervangen door de datum 1 Januari 1949 wat betreft de leden van het personeel die als buiten-kader aangenomen zijn, en op wier rekening geregeld van 1 Januari 1943 af patronale en personele bijdragen werden gestort. »

ART. 85.

Behoudens de bepalingen van artikel 87, zijn de werkgevers die, met toepassing van artikel 4, 2° en 3° van de wetgevende ordonnantie n° 160 van 9 Mei 1942, vrijgesteld geweest zijn van het storten van patroonsbijdragen gehouden aan de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen over te dragen, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen en termijnen, een bedrag gelijk aan de bijdragen die zij, bij gebreke van vrijstelling, bij de Openbare Schatkist van de Kolonie zouden hebben moeten storten, verhoogd met een interest van 1,5 t. h. van de dag waarop die stortingen zouden gedaan geweest zijn tot de dag waarop dit decreet in werking treedt, en van 5 t. h. van die datum of tot de datum van de overdracht.

Behoudens dezelfde bepalingen, zijn de werkgevers die, met toepassing van de artikelen 10, 2° en 10bis van de wetgevende ordonnantie n° 206 van 8 Juli 1943 gewijzigd door deze n° 237 van 16 Augustus 1944, de persoonlijke bijdragen van de werknemer bij de Openbare Schatkist van de Kolonie niet moes-

en outre de transférer à la Caisse coloniale des pensions pour employés, dans les formes et délais qui seront fixés par arrêté ministériel. un montant équivalent aux cotisations qui auraient été portées au compte de l'employé à défaut de dispense, majorées d'un intérêt calculé aux taux prévus à l'alinéa précédent.

Le montant des cotisations patronales et personnelles versé à la Caisse coloniale des pensions pour employés en application du présent article est, sous réserve des dispositions de l'article 81, inscrit au compte de chaque employé à la date à laquelle ces cotisations auraient été transférées au Trésor Public de la Colonie en exécution des ordonnances législatives précitées si l'employeur n'avait bénéficié des dispenses pré-rappelées.

ART. 86.

Les employeurs assujettis aux dispositions de l'article 85 sont, nonobstant les obligations qu'ils auraient souscrites, dégagés de payer aux anciens membres de leur personnel ou à leurs ayants-droit. ultérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, la quote-part des rentes, pensions et capitaux pouvant contractuellement être convertis en rentes, qu'ils ont constituée à leur charge et qu'ils se sont engagés à verser aux dits membres de leur personnel, dans la mesure où des avantages équivalents sont assurés aux bénéficiaires en vertu des dispositions du décret.

ART. 87.

Lorsque les cotisations patronales et éventuellement celles de l'employé n'ont pas été versées au Trésor public de la Colonie par suite des dispenses prévues par les ordonnances législatives prises par

ten storten, bovendien er toe gehouden aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen en termijnen, een som over te dragen gelijk aan de bijdragen welke, bij gebreke van vrijstelling, op rekening van de werknemer zouden geboekt geworden zijn, vermeerderd met een interest berekend op de voet als bepaald in het vorige lid.

Het bedrag van de werkgevers- en werknemers bijdragen gestort aan de Koloniale Kas voor werknemerspensionen met toepassing van dit artikel. wordt behoudens de bepalingen van artikel 81, geboekt op rekening van elke werknemer op datum waarop die bijdragen aan de Openbare Schatkist van de Kolonie zouden overgedragen geworden zijn tot uitvoering van de hierboven aangehaalde wetgevende ordonnantiën indien de werkgever de voormelde vrijstellingen niet had bekomen.

ART. 86.

De werkgevers die onder de bepalingen van artikel 85 vallen, zijn, niettegenstaande de verbintenissen die zij zouden onderschreven hebben, ervan ontslagen aan de gewezen leden van hun personeel of aan dezer rechthebbers, na de datum waarop dit decreet in werking is getreden, het aandeel te betalen van de renten, pensionen en kapitalen die in renten kunnen omgezet worden, welke zij ter hunner laste zouden vastgezet hebben en welke zij zich verbonden hebben aan gezegde leden van hun personeel te storten, in de mate waarin de bepalingen van het decreet gelijkwaardige voordelen aan de gerechtigden verzekeren.

ART. 87.

Wanneer de werkgeversbijdragen en eventueel deze van de werknemer niet bij de Openbare Schatkist van de Kolonie gestort werden ingevolge vrijstellingen bepaald bij de wetgevende ordonnan-

le Gouverneur Général antérieurement à l'entrée en vigueur du présent décret, mais que des versements correspondant à ces cotisations ont été effectués par l'employeur et, s'il y a lieu, par l'employé à un organisme tiers chargé d'accorder aux employés des pensions, rentes ou capitaux pouvant contractuellement être convertis en rentes, les dispositions de l'article 85 ne sont pas applicables.

Si aucun versement n'a été transféré au Trésor Public de la Colonie, l'assurance ne prend cours pour l'employé qu'à compter du jour de l'entrée en vigueur du présent décret. Toutefois, l'assuré peut faire courir l'assurance à partir du 1^{er} janvier 1942 ou d'une date ultérieure à condition de verser personnellement à la Caisse coloniale des pensions pour employés, dans les formes et délais qui seront fixés par arrêté ministériel, pour la période qui s'est écoulée depuis la date choisie jusqu'à celle de l'entrée en vigueur du décret, un montant correspondant aux cotisations patronales et personnelles qui auraient été versées au Trésor public de la Colonie à défaut de dispense, majorées d'un intérêt calculé au taux de 3 pour cent à compter du jour où ces cotisations auraient été versées au dit Trésor jusqu'à celui de l'entrée en vigueur du décret et de 5 pour cent depuis cette date jusqu'à celle du versement.

Le montant des cotisations patronales et personnelles versé à la Caisse coloniale des pensions pour employés en application de l'alinéa qui précède est inscrit au compte de l'assuré à la date à laquelle ces cotisations auraient été transférées au Trésor public de la Colonie en exécution des ordonnances législatives précitées, si l'employeur n'avait bénéficié des dispenses prérappélées.

Ces versements reçoivent la destination prévue à l'article 83, alinéas « 2 et 4 » (Décret du 15 février 1946).

tiën genomen door de Gouverneur-Generaal vóór het in werking treden van dit decreet, maar stortingen overeenkomend met deze bijdragen werden gedaan door de werknemer bij een derde organisme, dat gelast is aan de werknemerspensioenen, renten of kapitalen die bij overeenkomst in renten kunnen worden omgezet, te verlenen, dan zijn de bepalingen van artikel 85 niet toepasselijk.

Indien geen enkele storting werd overgedragen aan de Openbare Schatkist van de Kolonie, neemt de verzekering slechts aanvang voor de werknemer op de dag waarop dit decreet in werking treedt. Nochtans kan de verzekerde de verzekering op 1 Januari 1942 of op een latere datum doen beginnen, mits hij persoonlijk bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen met nakoming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen en termijnen, voor de periode van de gekozen datum tot deze waarop het decreet in werking is getreden, een bedrag stort overeenkomend met de werkgevers- en werknemersbijdragen die, bij gebreke van vrijstelling, zouden gestort geworden zijn bij de Openbare Schatkist van de Kolonie, verhoogd met een interest van drie t. h. van de dag waarop deze bijdragen zouden gestort geworden zijn bij gezegde Schatkist tot deze waarop het decreet in werking is getreden en van vijf t. h. van deze datum tot de datum der storting.

Het bedrag der werkgevers- en werknemersbijdragen gestort bij de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen met toepassing van het vorige lid wordt geboekt op rekening van de verzekerde op de datum waarop deze bijdragen aan de Openbare Schatkist van de Kolonie zouden overgedragen geworden zijn in de wetgevende ordonnantiën, indien de werkgever de voormelde vrijstellingen niet had bekomen.

Deze stortingen krijgen de bestemming gelijk bepaald in artikel 83, « 2^{de} en 4^{de} lid » (Decreet van 15 Februari 1946).

Si les versements personnels de l'employé ont, en totalité ou en partie été transférés au Trésor public de la Colonie, l'assurance prend cours à la date à partir de laquelle l'employé a été assujéti à de tels versements. L'assuré peut cependant effectuer les versements prévus au second alinéa du présent article pour porter à son compte le montant des cotisations qui par suite de dispense, n'auraient pas été transférées au Trésor public de la Colonie et pour faire courir éventuellement l'assurance à partir d'une date antérieure.

Les dispositions du présent article ne sont applicables en ce qui concerne les versements correspondant aux cotisations patronales et personnelles transférées à un organisme tiers postérieurement au 1^{er} janvier 1945, que si de tels versements étaient déjà transférés au même organisme antérieurement à cette date.

ART. 88.

Les employeurs qui ont constitué un fonds de pensions ou de réserve en vue d'assurer une pension aux membres de leur personnel, sont autorisés, lorsque les avantages accordés aux employés tiennent compte des services accomplis antérieurement au 1^{er} janvier 1942, à transférer au Fonds colonial d'allocations pour employés, tout ou partie du dit fonds de pensions ou de réserve.

Les sommes ainsi versées au Fonds colonial d'allocations pour employés tiennent lieu d'un versement de vingt annuités calculées au taux de 3,75 pour cent affectées au paiement de vingt années de cotisations dues par l'employeur en application de l'article 33.

Lorsque le montant annuel de ces cotisations excède celui de l'annuité le paiement de la différence doit être effectué par l'employeur.

Indien de persoonlijke stortingen van de werknemer geheel of gedeeltelijk werden overgedragen aan de Openbare Schatkist van de Kolonie, neemt de verzekering een aanvang op de datum waarop de werknemer aan zulkdanige stortingen onderworpen werd. De verzekerde kan nochtans de in het tweede lid van dit artikel bepaalde stortingen doen oin op zijn rekening het bedrag der bijdragen te brengen die, ten gevolge van vrijstelling, niet zouden overgedragen geworden zijn aan de Openbare Schatkist der Kolonie en om eventueel de verzekering van een vroegere datum af te doen lopen.

De bepalingen van dit artikel zijn maar toepasselijk, wat betreft de stortingen overeenkomend met de werkgevers- en werknemersbijdragen die aan een derde organisme na 1 Januari 1945 werd overgedragen, indien zulke stortingen reeds aan hetzelfde organisme vóór deze datum overgedragen waren.

ART. 88.

De werkgevers die een pensioen- of reservefonds hebben ingesteld om een pensioen aan de leden van hun personeel te verzekeren, worden gemachtigd, wanneer de aan hun werknemers toegekende voordelen rekening houden met de diensten verleend vóór 1 Januari 1942, dit pensioen of reservefonds geheel of gedeeltelijk over te dragen aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers.

De sommen aldus gestort op het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers vervangen een storting van twintig annuïteiten berekend op de voet van 3.75 t. h. bestemd tot betaling van twintig jaar bijdragen verschuldigd door de werkgever met toepassing van artikel 33.

Wanneer het jaarlijks bedrag van deze bijdragen hoger is dan de annuïteit, moet de werkgever het verschil betalen.

Si au contraire, le montant des dites cotisations est inférieur à celui de l'annuité, celle-ci reste acquise au Fonds colonial d'allocations pour employés. L'excédent des annuités sur le montant des cotisations peut néanmoins être déduit des versements complémentaires dus par l'employeur en application de l'alinéa qui précède. La compensation qui peut s'opérer entre le montant des dits versements et celui des excédents éventuels ultérieurs ne dégage pas l'employeur de l'obligation de transférer au Fonds colonial d'allocations pour employés le montant de ces versements, quitte à ce qu'il soit procédé ultérieurement à une régularisation des comptes et à une éventuelle restitution de tout ou partie des sommes versées.

Sauf application des dispositions qui précèdent, aucune restitution des sommes transférées au Fonds colonial d'allocations pour employés en vertu du présent article ne sera opérée.

CHAPITRE IX.

Dispositions pénales.

ART. 89.

Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui n'a pas opéré les prélèvements conformément aux articles 9, 15 et 33 ou a omis d'en transférer le montant concurremment avec ses cotisations à l'organisme d'assurance, dans les délais et conditions fixés par les dispositions légales.

L'employeur est en outre condamné à verser les cotisations personnelles et patronales arriérées, sans qu'il puisse récupérer à charge de l'employé le montant des prélèvements qu'il a omis d'effectuer et à réparer tout préjudice résultant de l'omission ou du retard dans le transfert des versements.

Indien, intégralement, le bedrag van gezegde bijdragen lager is dan die van de annuïteit, vervalt deze aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers. Het saldo der annuïteiten op het bedrag der bijdragen mag nochtans worden afgetrokken van de aanvullende stortingen verschuldigd door de werkgever, met toepassing van het vorige lid. De compensatie die kan tot stand gebracht worden tussen het bedrag der gezegde stortingen en dat van de eventuele latere saldo's ontslaat de werkgever niet van de verplichting aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers het bedrag van deze stortingen over te dragen, met dien verstande evenwel dat later kan worden overgegaan tot een regularisatie van de rekeningen en tot een eventuele teruggave van alles of van een deel der gestorte sommen.

Behoudens toepassing van de bepalingen hierboven, worden geen sommen teruggegeven die krachtens dit artikel aan het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers werden overgedragen.

HOOFDSTUK IX.

Strafbepalingen.

ART. 89.

Wordt gestraft met een geldboete van 100 tot 200 frank, de werkgever of zijn aangestelde die de afhoudingen niet doet overeenkomstig de artikelen 9, 15 en 33 of verzuimt het bedrag ervan, samen met zijn bijdragen, aan het verzekeringsorganisme over te dragen binnen de termijnen en onder de voorwaarden gelijk gesteld bij de wettelijke bepalingen.

De werkgever wordt, daarbij, veroordeeld om de achterstallige werkgevers- en werknemersbijdragen te storten, zonder dat hij het bedrag der afhoudingen die hij heeft verzuimd te doen, op de werknemer kan verhalen, alsmede om elke schade te vergoeden die voortspuit uit het verzuim of uitstel van de overdracht der stortingen.

Le jugement fixe le délai endéans lequel l'employeur est tenu d'exécuter ces obligations.

Lorsque le montant des cotisations patronales et personnelles n'a pas été remis à l'organisme d'assurance à l'époque fixée par les dispositions légales, l'employeur est également condamné à payer l'intérêt moratoire conformément aux dispositions de l'article 16.

A défaut pour l'employeur d'avoir satisfait au jugement dans le délai fixé, le recouvrement des sommes dues est opéré par voie de contrainte comme en matière d'impôt personnel.

La peine prévue au présent article est appliquée autant de fois qu'il y a d'omission pour chaque assuré.

ART. 90.

Est puni d'une servitude pénale de 8 jours à deux mois et d'une amende de 10.000 à 20.000 francs ou d'une de ces peines seulement, l'employeur ou son préposé qui a omis de transférer à la Caisse coloniale des pensions pour employés, dans les formes et délais légaux, les sommes déterminées à l'article 85, alinéas 1 et 2.

ART. 91.

Est punie d'une servitude pénale de 8 jours à un an :

1° toute personne qui fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par le présent décret ou en vue d'obtenir ou de faire obtenir des allocations prévues aux chapitres VI et VII ou de faire majorer le taux de celles-ci;

2° toute personne qui, sachant ne plus avoir droit à tout ou partie des rentes ou allocations attribuées en application du

Het vonnis bepaalt de termijn binnen dewelke de werkgever zijn verplichtingen moet nakomen.

Wanneer het bedrag van de werkgevers- en werknemersbijdragen niet overhandigd werd aan het verzekeringsorganisme op het bij de wettelijke bepalingen gestelde tijdstip, wordt de werkgever eveneens veroordeeld om de verzuimsrente te betalen overeenkomstig de bepalingen van artikel 16.

Wanneer de werkgever in gebreke blijft het vonnis binnen de gestelde termijn na te komen, worden de verschuldigde sommen ingevorderd bij dwangbevel gelijk inzake persoonlijke belastingen.

De in dit artikel gestelde straf wordt zoveel maal toegepast als er verzuim is voor elke verzekerde.

ART. 90.

Wordt gestraft met een strafdienst van 8 dagen tot twee maanden en met een geldboete van 10.000 frank tot 20.000 frank of met een van die straffen alleen de werkgever of zijn aangestelde die verzuimt aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen, met nakoming van de wettelijke vormen en termijnen, de bij artikel 85, 1^{ste} en 2^{de} lid, bepaalde sommen over te dragen.

ART. 91.

Wordt gestraft met een strafdienst van 8 dagen tot een jaar :

1° alwie wetens valse aangiften doet om de bij dit decreet bepaalde voordelen te genieten of anderen te doen genieten of om de toelagen, gelijk bepaald in de hoofdstukken VI en VII, te bekomen of ze door anderen te doen bekomen of om het bedrag ervan te doen verhogen;

2° alwie wetend dat hij geen recht meer heeft op geheel of gedeeltelijk de renten of toelagen verleend tot uitvoering

présent décret, omet d'en faire la déclaration et accepte les dites rentes ou allocations.

La restitution des sommes indûment perçues par les prétendus bénéficiaires est, en outre, ordonnée.

Les cotisations indûment versées au Fonds colonial d'allocations pour employés, sur base de fausses déclarations, restent acquises à ce Fonds.

Les cotisations indûment versées dans les mêmes conditions à la Caisse coloniale des pensions pour employés, ne sont pas restituées et sont versées au Fonds colonial d'allocations pour employés.

(Décret du 10 novembre 1947.)

« Sans préjudice à l'application des dispositions qui précèdent, les allocations prévues aux chapitres VI et VII pourront être supprimées par décision du Directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés, du Fonds colonial d'allocations pour employés et du Fonds spécial d'allocations pour une période maximum de deux ans aux personnes qui ont établi ou fait usage de fausses déclarations en vue d'obtenir les avantages prévus par le présent décret ou qui, sachant ne plus avoir droit à tout ou partie de ces avantages, omettent d'en faire la déclaration. »

ART. 92.

Sans préjudice à l'application éventuelle des articles 133 et 135 du Code pénal, sont punis d'une amende de 200 à 400 francs les employeurs ou leurs préposés qui refusent de fournir aux personnes ou à l'organisme chargé de l'exécution du présent décret les renseignements demandés en vue de son application.

van dit decreet, verzuimt er aangifte van te doen en gezegde renten of toelagen aanvaardt.

De teruggave van de niet-verschuldigde sommen die de zogenaamde gerechtigden geïnd hebben, wordt, bovendien, bevolen.

Niet-verschuldigde bijdragen gestort bij het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers, op basis van valse aangiften vervallen aan dit Fonds.

Niet-verschuldigde bijdragen gestort onder dezelfde voorwaarden bij de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen worden niet teruggegeven en worden bij het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers gestort.

(Decreet van 10 November 1947.)

« Onverminderd de toepassing van de voorgaande bepalingen, kunnen de in de hoofdstukken VI en VII voorziene toelagen, bij beslissing van de Directeur van de Koloniale Kas voor Werknemerspensionen, van het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en van het Bijzonder Toelagenfonds voor een periode van ten hoogste twee jaar, afgeschaft worden ten nadele van de personen die valse aangiften hebben opgemaakt of daarvan gebruik hebben gemaakt ten einde de door dit decreet bepaalde voordelen te genieten of die, wetende dat zij geen recht meer hebben, geheel of gedeeltelijk, op deze voordelen verzuimen, er aangifte van te doen. »

ART. 92.

Onverminderd de eventuele toepassing van de artikelen 133 en 135 van het Strafwetboek worden gestraft met een geldboete van 200 frank tot 400 frank de werkgevers of hun aangestelde die weigeren aan de met de uitvoering van dit decreet belaste personen of organismen de inlichtingen, gevraagd met het oog op de toepassing ervan, te verstrekken.

ART. 93.

L'action publique et l'action civile résultant d'une infraction de l'employeur ou de son préposé aux dispositions du présent décret et des arrêtés d'exécution sanctionnées par l'article 85 sont prescrites après deux années révolues à compter du jour de la cessation du contrat de louage de services, et, vis-à-vis de l'employeur qui au moment de la cessation du contrat de louage de services, détient encore tout ou partie des prélèvements qu'il a effectués en application des articles 9, 15 et 33, après deux années révolues à compter du jour du transfert des prélèvements à l'organisme d'assurance.

L'action publique résultant d'une infraction de l'employeur ou de son préposé aux dispositions du décret et des arrêtés d'exécution sanctionnées par l'article 90 est prescrite après deux années révolues à compter du jour de l'expiration du délai fixé pour le transfert des sommes dues à la Caisse coloniale des pensions pour employés.

L'action publique résultant des infractions prévues à l'article 91 est prescrite après un délai de deux années révolues à compter du jour où le bénéficiaire a cessé de recevoir indûment des rentes ou allocations.

ART. 94.

Les employeurs sont civilement responsables des amendes prononcées à charge de leurs préposés du chef de l'inexécution des obligations prévues par le présent décret.

ART. 93.

De publieke vordering en de burgerlijke vordering voortspuitend uit een overtreding door de werkgever of zijn gemachtigde van de bij artikel 85 bekrachtigde bepalingen van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten verjaren na volle twee jaar te rekenen van de dag waarop het contract van dienstverhuring eindigt en tegenover de werkgever die op het ogenblik waarop het contract van dienstverhuring eindigt, de afhoudingen welke hij, met toepassing van artikelen 9, 15 en 33 gedaan heeft, nog geheel of gedeeltelijk onder zich heeft, na volle twee jaar te rekenen van de dag waarop de afhoudingen aan het verzekeringsorganisme werden overgedragen.

De publieke vordering voortspuitend uit een overtreding door de werkgever of zijn gemachtigde van de bij artikel 90 bekrachtigde bepalingen van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten verjaart na volle twee jaar te rekenen van de dag waarop de termijn verstrijkt voor de overdracht van de sommen verschuldigd aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen.

De publieke vordering voortspuitend uit de in artikel 91 bepaalde overtredingen verjaart na verloop van volle twee jaar te rekenen van de dag waarop de gerechtigde opgehouden heeft niet verschuldigde renten of toelagen te ontvangen.

ART. 94.

De werkgevers zijn burgerlijk aansprakelijk voor de geldboeten uitgesproken ten laste van hun gemachtigden wegens het niet-nakomen van de in het decreet bepaalde verplichtingen.

CHAPITRE X.

Dispositions générales.

ART. 95.

Après introduction de la demande par le bénéficiaire dans les formes légales, le Directeur de la Caisse coloniale des pensions pour employés, du Fonds colonial d'allocations pour employés et du Fonds spécial d'allocations fixe le montant des rentes et allocations conformément aux dispositions du présent décret.

La décision accordant, refusant ou réduisant les avantages en application du présent décret est notifiée par pli recommandé au demandeur.

Appel de cette décision peut être interjeté par le bénéficiaire, dans les formes et délais qui seront fixés par arrêté ministériel, auprès du Conseil des pensions pour employés coloniaux, qui statue en dernier ressort.

ART. 96.

Les rentes et allocations accordées en vertu du présent décret ne peuvent être saisies et ne sont cessibles que jusqu'à concurrence d'un cinquième pour dette envers le Trésor public et d'un tiers pour cause de pensions alimentaires.

L'insaisissabilité et l'incessibilité des dits avantages ne peuvent être invoquées contre la Caisse coloniale des pensions pour employés, le Fonds colonial d'allocations pour employés et le Fonds spécial d'allocations au profit desquels le montant des avantages qui auraient été payés indûment aux intéressés peut être récupéré sur les arrérages et allocations dus en application du présent décret.

HOOFDSTUK X.

Algemene bepalingen.

ART. 95.

Nadat de gerechtigde zijn aanvraag in de wettelijke vormen heeft ingediend, bepaalt de Directeur van de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen van het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers en van het Bijzonder Toelagenfonds het bedrag der renten en toelagen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

De beslissing waarbij de voordelen met toepassing van dit decreet, worden verleend, geweigerd of verminderd, wordt bij aangetekend schrijven aan de aanvrager medegedeeld.

De gerechtigde kan tegen deze beslissing beroep instellen, met inachtneming van de bij ministerieel besluit te bepalen vormen en termijnen, bij de Raad voor Koloniale Werknemerspensioenen, die in laatste aanleg uitspraak doet.

ART. 96.

De krachtens dit decreet verleende renten en toelagen zijn maar vatbaar voor beslag en voor overdracht tot een vijfde wegens schuld tegenover de Openbare Schatkist en tot een derde wegens uitkering tot onderhoud.

De onvattbaarheid voor beslag en overdracht van gezegde voordelen kan niet ingeroepen worden tegen de Koloniale Kas voor werknemerspensioenen, het Koloniaal Toelagenfonds voor werknemers en het Bijzonder Toelagenfonds ten behoeve van wie het bedrag der voordelen die niet beschuldigd zouden uitbetaald geworden zijn aan de belanghebbenden, kan verhaald worden op de achterstallige bedragen en de toelagen verschuldigd met toepassing van dit decreet.

ART. 97.

Une dotation annuelle de deux millions de francs est accordée, à charge de la Colonie, à la Caisse coloniale des pensions pour employés, au Fonds colonial d'allocations pour employés et au Fonds spécial d'allocations. La répartition de cette dotation entre les organismes intéressés est réglée par arrêté ministériel, sur proposition du Conseil d'administration de la Caisse coloniale des pensions pour employés.

ART. 98.

Les ordonnances législatives n° 160 du 9 mai 1942, n° 72bis du 20 mars 1943, n° 206 du 8 juillet 1943, n° 137 du 2 mai 1944 et n° 237 du 16 août 1944 sont abrogées à dater du 1^{er} janvier 1946.

ART. 99.

Le Ministre des Colonies et le Gouverneur Général, s'il est délégué, sont chargés de régler les mesures d'exécution du présent décret.

ART. 100.

Le présent décret entrera en vigueur au Congo Belge et au Ruanda-Urundi, le 1^{er} janvier 1946, à l'exception des articles 21 à 26, 32, 61, 82 et 97 qui seront d'application dès leur publication au *Bulletin Officiel* ou au *Bulletin Administratif du Congo Belge*.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies.

P. WIGNY.

ART. 97.

Een jaarlijkse dotatie van twee miljoen frank wordt ten laste van de Kolonie verleend aan de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen, aan het Koloniaal Toelagenfonds voor Werknemers en het Bijzonder Toelagenfonds. De verdeling van deze dotatie tussen de betrokken organismen wordt geregeld bij ministerieel besluit op de voordracht van de raad van beheer van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen.

ART. 98.

De wetgevende ordonnantiën n° 160 van 9 Mei 1942, n° 72bis van 20 Maart 1943, n° 206 van 8 Juli 1943, n° 137 van 2 Mei 1944 en n° 237 van 16 Augustus 1944 zijn afgeschaft van 1 Januari 1946 af.

ART. 99.

De Minister van Koloniën en de Gouverneur-Generaal, zo hem daartoe opdracht wordt verleend, zijn gelast de uitvoeringsmaatregelen te nemen voor dit decreet.

ART. 100.

Dit decreet treedt in werking in Belgisch-Congo en in Ruanda-Urundi op 1 Januari 1946, met uitzondering van de artikelen 21 tot 26, 32, 61, 82 en 97 die van toepassing zijn onmiddellijk na bekendmaking in het *Ambtelijk Blad* of het *Bestuursblad van Belgisch-Congo*.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is gelast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 23 April 1948.

Vanwege de Regent,

De Minister van Koloniën,

**Distinctions Honorifiques. — Arrêtés du
Régent du 23 avril 1948.**

Ordre de Léopold.

La Croix d'Officier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté du Régent en date du 8 janvier 1946, à :

M. LODEWYCKX, A. F., major-médecin de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« A participé aux campagnes d'Abys-
» sinie, de Somalie et de Madagascar,
» prodiguant ses soins aux blessés bri-
» tanniques et est-africains pendant près
» de trois années de campagnes.

» A fait preuve d'énergie et d'élan
» dans maintes circonstances difficiles,
» notamment pendant les opérations de
» la 25^{me} Brigade Est-Africaine au Lac
» Rudolph et dans l'Ogaden et dans la
» marche de la 29^{me} Brigade Impériale
» Britannique sur Tananarive. »

Il portera la décoration militaire.

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté du Régent en date du 8 janvier 1946 à :

MM. :

CATRYSSÉ, R. H., capitaine-médecin de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« A participé aux campagnes d'Abys-
» sinie, de Somalie, de Madagascar et
» de Birmanie, prodiguant pendant près
» de cinq années, ses soins aux blessés
» d'Afrique et d'Extrême-Orient.

**Eervolle onderscheidingen. — Besluiten
van de Regent van 23 April 1948.**

Leopoldsorde.

Het Kruis van Officier met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm toegewezen aan :

de heer LODEWYCKX, A. F., majoor-geneesheer der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Heeft deelgenomen aan de veldtoch-
» ten in Abessinië, in Somaliland en op
» Madagascar, al zijn zorgen wijdend
» aan de Britse en Oost-Afrikaanse ge-
» kwetsten gedurende drie jaren lange
» veldtochten.

» Heeft het bewijs geleverd van wils-
» kracht en onstuimige moed in ver-
» scheidene moeilijke omstandigheden,
» namelijk tijdens de krijgsverrichtingen
» van de 25^{ste} Oost-Afrikaanse Brigade
» aan het Rudolph-meer en in Ogaden,
» en in de opmarch der 29^{ste} Britse Kei-
» zerlijke Brigade op Tananarive. »

Hij zal het militaire ereteken dragen.

Het Kruis van Ridder met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm toegewezen aan :

De heren :

CATRYSSÉ, R. H., kapitein-geneesheer der Weermacht (Belgisch-Veldhospitaal) :

» Heeft deelgenomen aan de veldtoch-
» ten in Abessinië, in Somaliland, op
» Madagascar en in Birma, gedurende
» bijna vijf jaar al zijn zorgen wijdende
» aan de gekwetsten van Afrika en van
» het Verre Oosten.

» A fait montre d'endurance pendant
» l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la
» Haute-Chindwin et les périodes pro-
» longées d'action ennemie terrestre et
» aérienne intenses qui ont accompagné
» les combats livrés par la 11^{me} Division
» Est-Africaine à Palel, Tamu, et Yaza-
» gyo. »

DEVLOO, R. A. E. R., capitaine-médecin de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne) pour :

« A participé aux opérations victorieuses du premier contingent belge en Abyssinie et s'y est distingué par sa compétence médicale et ses qualités d'officier.

» A fait montre d'allant et de courage pendant l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la Haute-Chindwin en prodiguant ses soins aux blessés alliés durant des périodes prolongées d'action ennemie terrestre et aérienne intenses, lors des combats livrés par la 11^{me} Division Est-Africaine à Palel, Tamu et Yazagyo. »

VERHAEREN, H. C., capitaine-médecin de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« Officier médecin d'une valeur exceptionnelle. A participé aux campagnes d'Abyssinie, de Somalie, de Madagascar et de Birmanie, prodiguant ses soins aux blessés des Armées alliées d'Afrique et d'Extrême-Orient avec une compétence et une sollicitude qui n'ont jamais fléchi pendant près de cinq années.

» A fait montre d'endurance et d'un allant infatigable pendant l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la Haute-Chindwin et d'entier attachement à sa tâche durant des périodes prolongées

» Heeft zijn uithoudingsvermogen bewezen tijdens de vooruitgang van het 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-Chindwin en de langdurige perioden van hevige vijandelijke actie te land en in de lucht naar aanleiding van de veldslagen geleverd door de 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Palel, Tamu en Yazagyo. »

DEVLOO, R. A. E. R., kapitein-geneesheer der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Heeft deelgenomen aan de succesvolle krijgsv verrichtingen van het eerste Belgisch Contingent in Abessinië en heeft zich onderscheiden door zijn bevoegdheid als arts en zijn hoedanigheden als officier.

» Heeft het bewijs geleverd van krachtigheid en van moed tijdens de opmarch van het 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-Chindwin, al zijn zorgen wijdende aan de geallieerde gekwetsten tijdens de langdurige perioden van hevige vijandelijke actie te land en in de lucht, naar aanleiding van de veldslagen geleverd door de 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Palel, Tamu en Yazagyo. »

VERHAEREN, H. C., kapitein-geneesheer der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Officier-geneesheer van uitzonderlijke waarde. Heeft deelgenomen aan de veldtochten in Abessinië, in Somalië land, op Madagascar en in Birma, al zijn zorgen wijdende aan de gekwetsten der geallieerde Legers in Afrika en in het Verre-Oosten met een bevoegdheid en een bezorgdheid welke onverminderd bleven gedurende bijna vijf jaar.

» Heeft het bewijs geleverd van uithoudingsvermogen en van onvermoeibaren ijver tijdens de opmarch van het 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-Chindwin en van volledige toewijding

» d'action ennemie terrestre et aérienne
» intenses, lors des combats livrés par
» la 11^{me} Division Est-Africaine à Palel,
» Tamu et Yazagyo. »

Ils porteront la décoration militaire.

M. CATTOOR, J. F., colonel de la Force Publique, est promu au grade d'Officier à la date du 15 novembre 1946.

Il portera la décoration militaire.

Sont nommés chevaliers :

MM. :

COURAUX, F. F. J., ancien percepteur de 1^{re} classe (Service des Postes et Télécommunications), à la date du 8 avril 1938;

VLEURINCK, T. F. A. J., major-médecin de la Force Publique, à la date du 8 avril 1943;

FONTEYN, G. H. E., capitaine de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1944;

LECLEF, G. L. H. M. J., major-médecin de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1944;

LESCRENIER, M. A. G., capitaine-commandant de la Force Publique;

MARLIER, P. J. E., major de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1946.

MATTERNE, M. J. C., capitaine-commandant de la Force Publique.

Ils porteront la décoration militaire à l'exception de M. COURAUX, F. F. J., qui portera la décoration civile.

» aan zijn taak tijdens de langdurige pe-
» rioden van hevige vijandelijke actie te
» land en in de lucht, naar aanleiding
» van de veldslagen geleverd door de
» 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Palel,
» Tamu en Yazagyo. »

Zij zullen het militair ereteken dragen.

De Heer CATTOOR, J. F., kolonel der Weermacht, is, van 15 November 1946 af, tot de graad van Officier bevorderd.

Hij zal het militair ereteken dragen.

Zijn benoemd tot ridders :

De Heren :

COURAUX, F. F. J., gewezen ontvanger-1^{ste} klasse (Dienst der Posterijen en der Verreberichtgevingen), op 8 April 1938;

VLEURINCK, T. F. A. J., majoor-geenesheer der Weermacht, op 8 April 1943;

FONTEYN, G. H. E., kapitein der Weermacht, op 15 November 1944;

LECLEF, G. L. H. M. J., majoor-geenesheer der Weermacht, op 15 November 1944;

LESCRENIER, M. A. G., kapitein-commandant der Weermacht;

MARLIER, P. J. E., majoor der Weermacht, op 15 November 1946.

MATTERNE, M. J. C., kapitein-commandant der Weermacht.

Zij zullen het militair ereteken dragen met uitzondering van de Heer COURAUX, F. F. J., die het burgerlijk ereteken zal dragen.

Ordre Royal du Lion.

La Croix d'Officier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté du Régent en date du 8 janvier 1946, à :

M. VALCKE, J. P. I. X. V., major-médecin de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« A participé aux campagnes d'Abys-
» sinie, de Somalie, de Madagascar et de
» Birmanie, prodiguant pendant près de
» cinq années ses soins aux blessés
» d'Afrique et d'Extrême-Orient.

» A fait montre d'endurance pendant
» l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la
» Haute-Chindwin, et les périodes pro-
» longées d'action ennemie terrestre et
» aérienne intenses, qui ont accompagné
» les combats livrés par la 11^{me} Division
» Est-Africaine à Palel, Tamu et Yaza-
» gyo. »

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 14 février 1944, à :

M. DEWEZ, J. J., lieutenant-aviateur de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne) pour :

« Pilote militaire d'un courage éprou-
» vé. A exécuté pendant les campagnes
» d'Abyssinie et de Somalie de très
» nombreux vols de liaison et de trans-
» port de blessés au cours desquels il a
» été souvent soumis au feu de la D. T.
» C. A. ennemie ou bombardé au sol,
» notamment à Mega, Dagabur, Dessie

Koninklijke Orde van de Leeuw.

Het Kruis van Officier met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm toegewezen aan :

De Heer VALCKE, J. P. I. X. V., ma-
joor-geneesheer der Weermacht (Bel-
gisch Veldhospitaal) :

« Heeft deelgenomen aan de veld-
» tochten in Abessinië, in Somaliland, op
» Madagascar en in Birma, gedurende
» bijna vijf jaar al zijn zorgen wijden-
» de aan de gekwetsten van Afrika en
» van het Verre-Oosten.

» Heeft het bewijs van zijn uithou-
» dingsvermogen geleverd tijdens de
» opmarch van het 33^{ste} Hindoese Korps
» op de Boven-Chindwin en de langdu-
» rige periode van hevige vijandelijke
» actie te land en in de lucht, naar aan-
» leiding van de veldslagen geleverd door
» de 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Pa-
» lel, Tamu en Yazagyo. »

Het Kruis van Ridder met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit der in Raad verenigde Ministers van 14 Februari 1944, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

De Heer DEWEZ, J. J., luitenant-
vlieger der Weermacht (Belgisch-
Veldhospitaal) :

« Militaire piloot van beproefden
» moed. Heeft tijdens de veldtochten in
» Abessinië en in Somaliland zeer tal-
» rijke vluchten ondernomen tot onder-
» houd der verbinding en tot vervoer van
» gekwetsten, in de loop waarvan hij
» vaak door het vijandelijke afweerge-
» schut onder vuur werd genomen of

» et Gabradere, ou contraint à des atter-
» rissages forcés, après lesquels il a su
» ramener à bon port son appareil et ses
» passagers. »

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté du Régent en date du 8 janvier 1946, à :

MM. :

DELCOUR, H. J., lieutenant de la Force Publique, (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« Par son ardeur et son zèle infatigable, a pris une grande part à la formation de l'Hôpital aux jours sombres de 1940. Puis, pendant près de cinq années de campagnes en Abyssinie, en Somalie, à Madagascar et en Birmanie, a contribué largement au maintien de l'élan et de l'esprit de cette Unité par la constante hauteur de son moral et par son ascendant sur la Troupe.

» A fait montre du plus grand allant et courage pendant l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la Haute-Chindwin, et d'entier attachement à sa tâche durant des périodes prolongées d'action ennemie terrestre et aérienne intenses, lors des combats livrés par la 11^{me} Division Est-Africaine à Palel, Tamu et Yazagyo. »

STORDIAU, J. C., lieutenant de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne), pour :

« Excellent officier mécanicien, a participé aux opérations du premier contingent belge en Abyssinie et s'y est distingué par ses qualités techniques et son élan. En Birmanie, a témoigné d'un grand courage pendant l'avance du 33^{me} Corps Hindou sur la

» op de grond gebombardeerd, namelijk te Mega, Dagabur, Dessie, en Gabradere, of tot landen gedwongen, » waarna hij er telkens in slaagde zijn vliegtuig en passagiers in veilige haven terug te brengen. »

Het Kruis van Ridder met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm toegewezen aan :

De Heren :

DELCOUR, H. J., luitenant der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Heeft door zijn onvermoeibare ijver en zijn geestdrift grotelijks bijgedragen tot richting van het Hospitaal tijdens de sombere dagen van 1940. Heeft bijna vijf jaar tijdens de veldtochten in Abessinië, in Somaliland, op Madagascar en in Birma, ruim medegeholpen aan het behouden van onstuimige moed en de geest dezer Eenheid, door zijn steeds hoogstaand moreel en door zijn invloed op de Troepen.

» Is zeer flink en moedig gebleken tijdens de opmarch van het 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-Chindwin, en volledig toegewijd aan zijn taak tijdens de langdurige perioden van hevige vijandelijke actie te land en in de lucht, naar aanleiding van de veldslagen geleverd door de 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Palel, Tamu en Yazagyo. »

STORDIAU, J. C., luitenant der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Uitstekend officier-werktuigkundige, heeft deelgenomen aan de krijgsverrichtingen van het eerste Belgisch Contingent in Abessinië en heeft er zich onderscheiden door zijn technische bekwaamheid en zijn onstuimige moed.

» Haute-Chindwin, assurant par son ar-
» deur infatigable la progression du
» charroi de l'Unité à l'encontre des
» grandes difficultés de terrain sur les
» voies de communications sillonnées par
» l'ennemi, lors des combats livrés par la
» 11^{me} Division devant Kalewa. »

VERLACKT, R. D. M., lieutenant de
la Force Publique (Hôpital Belge de
Campagne), pour :

« N'a cessé au cours des campagnes
» d'Abyssinie, de Somalie, de Madagas-
» car et de Birmanie de remplir ses fonc-
» tions aux premiers échelons de l'Hôpi-
» tal de Campagne, avec un zèle et une
» endurance qui n'ont jamais fléchi au
» cours de près de cinq années.

» A fait montre d'allant et de courage
» pendant l'avance du 33^{me} Corps Hin-
» dou sur la Haute-Chindwin et d'en-
» tier attachement à sa tâche durant la
» période prolongée d'action ennemie ter-
» restre et aérienne intenses, lors des
» combats livrés par la 11^{me} Division
» Est-Africaine à Palel, Tamu et Yaza-
» gyo. »

Est promu au grade d'Officier :

M. MOTTE, F. L. E. M. J., capitaine-
commandant de la Force Publique.

Sont nommés Chevaliers :

MM. :

CAMUS, C. R., adjudant-chef de la
Force Publique, et

DETIGE, F. S., ancien capitaine-com-
mandant B.E.M. de la Force Publique.

» In Birma, heeft hij zich zeer moedig
» gedragen tijdens de opmarch van het
» 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-
» Chindwin, toen hij, met onvermoeibare
» ijver de vooruitgang van de vervoer-
» wagens van de Eenheid wist te verze-
» keren, niettegenstaande de grote moei-
» lijkheden van het terrein over ver-
» keerswegen die door de vijand door-
» kruist werden, tijdens de gevechten
» geleverd door de 11^{de} Divisie voor
» Kalewa. »

VERLACKT, R. D. M., luitenant der
Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Heeft niet opgehouden tijdens de
» veldtochten in Abessinië, in Somali-
» land, op Madagascar en in Birma zijn
» bediening uit te oefenen in de eerste
» rangen van het Veldhospitaal met een
» ijver en een uithoudingsvermogen wel-
» ke nooit verslaptten gedurende bijna
» vijf jaar.

» Heeft het bewijs geleverd van flink-
» heid en moed tijdens de opmarsch van
» het 33^{ste} Hindoese Korps op de Boven-
» Chindwin, en van volledige toewijding
» aan zijn taak tijdens de langdurige
» perioden van hevige vijandelijke actie
» te land en in de lucht, naar aanleiding
» van de veldslagen geleverd door de
» 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie te Palel,
» Tamu en Yazagyo. »

Is tot Officier bevorderd :

De Heer MOTTE, F. L. E. M. J., kapi-
tein-commandant der Weermacht ;

Zijn tot Ridders benoemd :

De Heren :

CAMUS, C. R., adjudant-chef der
Weermacht, en

DETIGE, F. S., gewezen kapitein-com-
mandant S.B. der Weermacht.

Sont promus au grade d'Officier :

à la date du 8 avril 1940 :

M. DUMOULIN, N. N. J., colonel de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1944 :

M. PAUWELS, M. A. M., ancien médecin-hygiéniste (a.c.);

à la date du 15 novembre 1946 :

M. VLEURINCK, T. F. A. J., major-médecin de réserve de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1947 :

M. KLEIN, J., ancien capitaine-commandant de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1947 :

MM. :

JANNE, R. A. H. M. J., major de la Force Publique;

LECLEF, G. L. H. M. J., major-médecin de réserve de la Force Publique;

VAN HOOFF, H. M. A., ancien capitaine-commandant de la Force Publique;

Sont nommés chevaliers :

à la date du 15 novembre 1940 :

M. CAMELBEEK, A. R. G., capitaine de réserve de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1941 :

M. VAN MOER, A. A. L., capitaine-commandant de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1941 :

MM. :

LELEUX, A., lieutenant de réserve de la Force Publique;

PETITJEAN, C. E. M. G., capitaine de réserve de la Force Publique;

Zijn tot Officier bevorderd :

op 8 April 1940 :

De Heer DUMOULIN, N. N. J., kolonel der Weermacht;

op 8 April 1944 :

De Heer PAUWELS, M. A. M., gewezen geneesheer-hygiénist (o.k.);

op 15 November 1946 :

De Heer VLEURINCK, T. F. A. J., reserve-majoor-geneesheer der Weermacht.

op 8 April 1947 :

De Heer KLEIN, J., gewezen kapitein-commandant der Weermacht;

op 15 November 1947 :

De Heren :

JANNE, R. A. H. M. J., majoor der Weermacht;

LECLEF, G. L. H. M. J., reserve-majoor-geneesheer der Weermacht;

VAN HOOFF, H. M. A., gewezen kapitein-commandant der Weermacht.

Zijn tot Ridders benoemd :

op 15 November 1940 :

De Heer CAMELBEEK, A. R. G., reserve-kapitein der Weermacht;

op 8 April 1941 :

De Heer VAN MOER, A. A. L., reserve-kapitein-commandant der Weermacht;

op 15 November 1941 :

De Heren :

LELEUX, A., reserve-luitenant der Weermacht;

PETITJEAN, C. E. M. G., reserve-kapitein der Weermacht;

à la date du 8 avril 1942 :

MM. :
HERMAN, J. B., capitaine de réserve
de la Force Publique;
SOMMERYNS, L. J., capitaine-com-
mandant de réserve de la Force Publi-
que;

à la date du 15 novembre 1942 :

M. ENGELBEEN, M. R. V. F., lieute-
nant de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1943 :

MM. HANNECART, G. et LOTTIN,
J. A., lieutenants de réserve de la For-
ce Publique;

à la date du 8 avril 1944 :

MM. :
CALONNE, R. M. J., lieutenant-méde-
cin de réserve de la Force Publique;
JACOBS, A. H., et VANHOECK, R.
E. P. F. A. M., lieutenants de la Force
Publique;

à la date du 15 novembre 1944 :

MM. :
BAIWIR, H. F. E., BOELS, J. C.,
CARTRY, D. M. J., CHARLES de
la BROUSSE, P. A. M. et DE-
BROUX, J. F. A. V., lieutenants de
réserve de la Force Publique;
DIDIER, A., ancien capitaine de réserve
de la Force Publique;
FOGUENNE, C. M. H., lieutenant de
réserve de la Force Publique;
GAVAGE, A. J., capitaine de réserve
de la Force Publique;
LEJEUNE, A. V. J. M. J. G., lieute-
nant-médecin de réserve de la Force
Publique;
RONSSE, A. H. C. A., et STREU-
LENS, F. V. J., lieutenants de réserve
de la Force Publique.

op 8 April 1942 :

De Heren :
HERMAN, J. B., reserve-kapitein der
Weermacht;
SOMMERYNS, L. J., reserve-kapitein-
commandant der Weermacht.

op 15 November 1942 :

De Heer ENGELBEEN, M. R. V. F.,
reserve-luitenant der Weermacht;

op 15 November 1943 :

De Heren HANNECART, G. en LOT-
TIN, J. A., reserve-luitenants der
Weermacht.

op 8 April 1944 :

De Heren :
CALONNE, R. M. J., reserve-luitenant-
geneesheer der Weermacht;
JACOBS, A. H., en VANHOECK, R.
E. P. F. A. M., luitenants der Weer-
macht.

op 15 November 1944 :

De Heren :
BAIWIR, H. F. E., BOELS, J. C.,
CARTRY, D. M. J., CHARLES de la
BROUSSE, P. A. M. en DE-
BROUX, J. F. A. V., reserve-luite-
nants der Weermacht;
DIDIER, A., gewezen reserve-kapitein
der Weermacht;
FOGUENNE, C. M. H., reserve-luite-
nant der Weermacht;
GAVAGE, A. J., reserve-kapitein der
Weermacht;
LEJEUNE, A. V. J. M. J. G., reserve-
luitenant-geneesheer der Weermacht;
RONSSE, A. H. C. A. en STREU-
LENS, F. V. J., reserve-luitenants der
Weermacht.

à la date du 8 avril 1945 :

MM. :
BARBION, H. V. A., lieutenant de réserve de la Force Publique;
BRACONNIER, R. J. L., sous-lieutenant de réserve de la Force Publique;
BRICHANT, F., CHIF, A. J., et DE COSTER, J. A., lieutenants de réserve de la Force Publique;
DEN RUYTER, C., sous-lieutenant de réserve de la Force Publique;
DEROCHETTE, G. O. J., DOLENGA-KOVALEVSKY, B., DUFRANE, A. F. C. G., HANSEN, A. A. L., et LISFRANC, A. L. V., lieutenants de réserve de la Force Publique;
MAQUET, P. J., lieutenant de la Force Publique;
MARCHAL, H. P., lieutenant de réserve de la Force Publique.
TEMMERMAN, P. J. F. M., capitaine de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1945 :

MM. :
ATTOUT, A. E., capitaine de réserve de la Force Publique. (décédé le 3 août 1946);
BOSCH, J. P., lieutenant de réserve de la Force Publique;
CORBISIER, de HARBONNIER de COBREVILLE, G. R. V. E. F. M. J., sous-lieutenant de réserve de la Force Publique;
de MAERE d'AERTRYCKE, C. L. A. M. G., capitaine-commandant de réserve de la Force Publique;
DUBOIS, J. E. S., lieutenant-pharmacien de réserve de la Force Publique;
FONTAINE, J. A. J., lieutenant de la Force Publique;

op 8 April 1945 :

De Heren :
BARBION, H. V. A., reserve-luitenant der Weermacht;
BRACONNIER, R. J. L., reserve-onderluitenant der Weermacht;
BRICHANT, F., CHIF, A. J., en DE COSTER, J. A., reserve-luitnants der Weermacht;
DEN RUYTER, C., reserve-onderluitenant der Weermacht;
DEROCHETTE, G. O. J., DOLENGA-KOVALEVSKY, B., DUFRANE, A. F. C. G., HANSEN, A. A. L., en LISFRANC, A. L. V., reserve-luitnants der Weermacht;
MAQUET, P. J., luitenant der Weermacht;
MARCHAL, H. P., reserve-luitenant der Weermacht;
TEMMERMAN, P. J. F. M., reserve-kapitein der Weermacht;

op 15 November 1945 :

De Heren :
ATTOUT, A. E., reserve-kapitein der Weermacht (overleden de 3 Augustus 1946);
BOSCH, J. P., reserve-luitenant der Weermacht;
CORBISIER, de HARBONNIER de COBREVILLE, G. R. V. E. F. M. J., reserve-onderluitenant der Weermacht;
de MAERE d'AERTRYCKE, C. L. A. M. G., reserve kapitein -commandant
DUBOIS, J. E. S., reserve-luitenant-apotheker der Weermacht;
FONTAINE, J. A. J., luitenant der Weermacht;

MM. :

GHEYSEN, S. G. G., et HARDY, V. J. F., lieutenants de réserve de la Force Publique;

KEMPENEERS, F. E., et LECARME, M. L. V. J., capitaines de réserve de la Force Publique;

LEROY, R. L. E. G., et MASSART, A. J. G., lieutenants de réserve de la Force Publique;

ROMNÉE, J. L. G., capitaine de réserve de la Force Publique;

THONNARD, G. L. J., lieutenant de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1946 :

MM. :

ADRIAENS, A. F., lieutenant;

BIERLAIRE, J. O. N. G., capitaine de réserve de la Force Publique;

COLLETTE, G. L. C., sous-lieutenant de réserve de la Force Publique;

DENIS, M. A. A., DUCARME, A. A. G., GAILLEZ, P., HERMAN, F. A. T. A., LAGAËSE, F. C., MARCHAL, M. E., et MULKENS, F. J. J. V., lieutenants de réserve de la Force Publique;

NYS, A. J., aumônier, assimilé à sous-lieutenant de la Force Publique;

NAERT, M. H. M. J., lieutenant de la Force Publique;

PERMANNE, R. L., lieutenant de réserve de la Force Publique;

PIRLET, J. T. J., capitaine de réserve de la Force Publique;

POSKIN, G. A. J. J. G., lieutenant de réserve de la Force Publique;

ROGIERS, C. F., aumônier, assimilé à lieutenant de réserve de la Force Publique;

ROUSSEAU, P. E. M., lieutenant de réserve de la Force Publique;

De Heren :

GHEYSEN, S. G. G., en HARDY, V. J. F., reserve-luitenants der Weermacht;

KEMPENEERS, F. E., en LECARME, M. L. V. J., reserve-kapiteins der Weermacht;

LEROY, R. L. E. G., en MASSART, A. J. G., reserve-luitenants der Weermacht;

ROMNÉE, J. L. G., reserve-kapitein der Weermacht;

THONNARD, G. L. J., luitenant der Weermacht;

op 8 April 1946 :

De Heren :

ADRIAENS, A. F., luitenant;

BIERLAIRE, J. O. N. G., reserve-kapitein der Weermacht;

COLLETTE, G. L. C., reserve-onderluitenant der Weermacht;

DENIS, M. A. A., DUCARME, A. A. G., GAILLEZ, P., HERMAN, F. A. T. A., LAGAËSE, F. C., MARCHAL, M. E., en MULKENS, F. J. J. V., reserve-luitenants der Weermacht;

NYS, A. J., aalmoezenier, gelijkgesteld met onderluitenant der Weermacht;

NAERT, M. H. M. J., luitenant der Weermacht;

PERMANNE, R. L., reserve-luitenant der Weermacht;

PIRLET, J. T. J., reserve-luitenant der Weermacht;

POSKIN, G. A. J. J. G., reserve-luitenant der Weermacht;

ROGIERS, C. F., aalmoezenier, gelijkgesteld met reserve-luitenant der Weermacht;

ROUSSEAU, P. E. M., reserve-luitenant der Weermacht;

MM. :

RULENS, J. T., capitaine de réserve de la Force Publique;

TACK, R. J., et THIRION, F. L. G., lieutenants de réserve de la Force Publique;

VANDER SMISSEN, A. G. M. J., aumônier, assimilé à lieutenant de la Force Publique;

VANFLETEREN, J. A. M. C., capitaine de réserve de la Force Publique;

VAN HOEF, W. H. G., aumônier, assimilé à lieutenant de réserve de la Force Publique;

VAN HOUDT, L. E. V., lieutenant de réserve de la Force Publique;

VAN LAETHÈM, A. A. C., lieutenant-médecin de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1946 :

MM. :

ANCOT, I. M. G., aumônier, assimilé à lieutenant de réserve de la Force Publique;

BERTRAND, A. E. L., lieutenant de réserve de la Force Publique;

BLOMME, C. R. J., capitaine de réserve de la Force Publique;

CHRISTIAENS, G. M. J., lieutenant de réserve de la Force Publique;

CONVENTS, M. J. S., aumônier, assimilé à lieutenant de réserve de la Force Publique;

DEBEUF, M. G., et DE RUYCK, F. G., lieutenants de réserve de la Force Publique;

JACQMART, C. A. J. H., capitaine de réserve de la Force Publique;

JAMOTTE, A. C. J. V., lieutenant de réserve de la Force Publique;

LAMBEAU, M. H. G., lieutenant de réserve de la Force Publique (décédé le 9 janvier 1947);

De Heren :

RULENS, J. T., reserve-kapitein der Weermacht;

TACK, R. J., en THIRION, F. L. G., reserve-luitenants der Weermacht;

VANDER SMISSEN, A. G. M. J., aalmoezenier, gelijkgesteld met luitenant der Weermacht;

VANFLETEREN, J. A. M. C., reserve-kapitein der Weermacht;

VAN HOEF, W. H. G., aalmoezenier, gelijkgesteld met reserve-luitenant der Weermacht;

VAN HOUDT, L. E. V., reserve-luitenant der Weermacht;

VAN LAETHÈM, A. A. C., reserve-luitenant-geneesheer der Weermacht;

op 15 November 1946 :

De Heren :

ANCOT, I. M. G., aalmoezenier, gelijkgesteld met reserve-luitenant der Weermacht;

BERTRAND, A. E. L., reserve-luitenant der Weermacht;

BLOMME, C. R. J., reserve-kapitein der Weermacht;

CHRISTIAENS, G. M. J., reserve-luitenant der Weermacht;

CONVENTS, M. J. S., aalmoezenier, gelijkgesteld met reserve-luitenant der Weermacht;

DEBEUF, M. G., en DE RUYCK, F. G., reserve-luitenants der Weermacht;

JACQMART, C. A. J. H., reserve-kapitein der Weermacht;

JAMOTTE, A. C. J. V., reserve-luitenant der Weermacht;

LAMBEAU, M. H. G., reserve-luitenant der Weermacht (overleden de 9 Januari 1947);

MM. :

LENAERTS, L. A., lieutenant vétérinaire de réserve de la Force Publique;

LOWARTZ, J. L. V. et MEUNIER, M. A. L., capitaines de réserve de la Force Publique;

NEUENSCHWANDER, F. P. I., lieutenant de réserve de la Force Publique;

OOSTERBOSCH, R. M., lieutenant de réserve de la Force Publique;

PIERAERTS, H. J. E. M., lieutenant de la Force Publique;

REYNAERT, L., capitaine de réserve de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1947 :

MM. :

DECHAMPS, P. et DIERICKX, P. H., capitaines de réserve de la Force Publique;

EEMAN, X. C. J., lieutenant-médecin de réserve de la Force Publique;

HERMANS, G. J. C., capitaine de réserve de la Force Publique;

LECOCQ, J. A. A. B. C., et MICHA, P. L. J., lieutenants de réserve de la Force Publique;

MULLER, J. M. G., capitaine de réserve de la Force Publique;

MUTSAARS, A. J. B. R., sous-lieutenants de réserve de la Force Publique;

PATOUT, A. C. L., lieutenant de réserve de la Force Publique;

PYCKE, G. J., aumônier, assimilé à sous-lieutenant de réserve de la Force Publique;

VEROONE, F. M., capitaine-commandant de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1947 :

MM. :

BROUCKAERT, L. A. M., et COLLARD, C. M., lieutenants de réserve de la Force Publique;

De Heren :

LENAERTS, L. A., reserve-luitenant-veearts der Weermacht;

LOWARTZ, J. L. V., en MEUNIER, M. A. L., reserve-kapiteins der Weermacht;

NEUENSCHWANDER, F. P. I., reserve-luitenant der Weermacht;

OOSTERBOSCH, R. M., reserve-luitenant der Weermacht;

PIERAERTS, H. J. E. M., luitenant der Weermacht;

REYNAERT, L., reserve-kapitein der Weermacht;

op 8 April 1947 :

De Heren :

DECHAMPS, P. en DIERICKX, P. H., reserve-kapiteins der Weermacht;

EEMAN, X. C. J., reserve-luitenant-geeneesheer der Weermacht;

HERMANS, G. J. C., reserve-kapitein der Weermacht;

LECOCQ, J. A. A. B. C., en MICHA, P. L. J., reserve-luitnants der Weermacht;

MULLER, J. M. G., reserve-kapitein der Weermacht;

MUTSAARS, A. J. B. R., reserve-onderluitenant der Weermacht;

PATOUT, A. C. L., reserve-luitenant der Weermacht;

PYCKE, G. J., aalmoezenier, gelijkgesteld met reserve-onderluitenant der Weermacht;

VEROONE, F. M., kapitein-commandant der Weermacht;

op 15 November 1947 :

De Heren :

BROECKAERT, L. A. M., en COLLARD, C. M., reserve-luitnants der Weermacht;

MM. :

DELHOUGNE, G. H. J. A., capitaine de réserve de la Force Publique ;

VAN BEVER, L. I. M. J. G., lieutenant de réserve de la Force Publique ;

VAN MOLL, J. E., lieutenant de la Force Publique ;

La Médaille d'or est décernée à :

à la date du 15 novembre 1940 :

M. BURNET, M. P. M., adjudant-chef de réserve de la Force Publique ;

à la date du 15 novembre 1941 :

M. MARIEN, R. J. M. adjudant-chef infirmier de réserve de la Force Publique ;

à la date du 15 novembre 1942 :

M. VELLEMAN, R. A. L., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

à la date du 15 novembre 1943 :

MM. :

DE CALUWE, R. C. F. M., et STAEL-JANSSENS, U. H. M., adjudants de 1^{re} classe infirmiers de réserve de la Force Publique ;

à la date du 8 avril 1944 :

MM. :

AUTRIQUE, G. J. E. C. C., CALLE-WAERT, F. F. G., et DUJARDIN, W., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

DE SCHEPPER, A. J., adjudant-chef infirmier de réserve de la Force Publique ;

à la date du 15 novembre 1944 :

MM. :

FRAIPONT, F. J., adjudant de réserve de la Force Publique ;

LAURYSSSEN, J. A., adjudant de 1^{re} classe-infirmier de réserve de la Force Publique ;

De Heren :

DELHOUGNE, G. H. J. A., reserve-kapitein der Weermacht ;

VAN BEVER, L. I. M. J. G., reserve-luitenant der Weermacht ;

VAN MOLL, J. E., luitenant der Weermacht ;

De gouden Medaille is toegekend aan :

op 15 November 1940 :

De Heer BURNET, M. P. M., reserve-adjudant-chef der Weermacht ;

op 15 November 1941 :

De Heer MARIEN, R. J. M., reserve-adjudant-chef ziekenverpleger der Weermacht ;

op 15 November 1942 :

De Heer VELLEMAN, R. A. L., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht ;

op 15 November 1943 :

De Heren :

DE CALUWE, R. C. F. M., en STAEL-JANSSENS, U. H. M., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse ziekenverplegers der Weermacht ;

op 8 April 1944 :

De Heren :

AUTRIQUE, G. J. E. C. C., CALLE-WAERT, F. F. G. en DUJARDIN, W., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht ;

DE SCHEPPER, A. J., reserve-adjudant-chef ziekenverpleger der Weermacht ;

op 15 November 1944 :

De Heren :

FRAIPONT, F. J., reserve-adjudant der Weermacht ;

LAURYSSSEN, J. A., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ziekenverpleger der Weermacht ;

MM. :

MARTIN, A. J. B. G., et RAS-SCHAERT, J. D. C., adjudants de réserve de la Force Publique;

SCHMIT, M. J. S., ancien commis de 1^{re} classe (h.c.), (Service des Finances);

WAUTOT, H. J. G., adjudant de réserve de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1945 :

MM. :

BAYET, F. V., BELOT, C. M., IDE, A., adjudants de réserve de la Force Publique;

RULLAERT, H., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

TRENTESCEAUX, H. J., VAN CAUWENBERGE, L., VILAIN, A. C. L., et WILLEMS, J. R. P., adjudants de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1945 :

MM. :

BERTRAND, Jules, F. R., et BERTRAND, Jean, J., adjudants de réserve de la Force Publique;

BINDELS, J. P. A. G. M., et BLONDIN, J. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

BOLS, J. B. G. A., adjudant de réserve de la Force Publique;

BRICHET, V. M. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

DELPIERRE, R. R. G., adjudant de réserve de la Force Publique;

FOSSEY, R. M. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

GHILAIN, J. M. J. A., et GORDENNE, H. U. G., adjudants de réserve de la Force Publique;

JACQUES, A. J. J., adjudant-chef de réserve de la Force Publique;

JOANNESSE, G. A., JOURDAIN, E. E. G. M. et LAMBERT, L. O., adjudants de réserve de la Force Publique;

De Heren :

MARTIN, A. J. B. G., en RAS-SCHAERT, J. D. C., reserve-adjudanten der Weermacht;

SCHMIT, M. J. S., gewezen klerk-1^{ste} klasse (b.k.), (Dienst der Financien);

WAUTOT, H. J. G., reserve-adjudant der Weermacht;

op 8 April 1945 :

De Heren :

BAYET, F. V., BELOT, C. M., IDE, A., reserve-adjudanten der Weermacht;

RULLAERT, H., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

TRENTESCEAUX, H. J., VAN CAUWENBERGE, L., VILAIN, A. C. L. en WILLEMS, J. R. P., reserve-adjudanten der Weermacht;

op 15 November 1945 :

De Heren :

BERTRAND, Jules, F. R., en BERTRAND, Jean, J., reserve-adjudanten der Weermacht;

BINDELS, J. P. A. G. M., en BLONDIN, J. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

BOLS, J. B. G. A., reserve-adjudant der Weermacht;

BRICHET, V. M. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

DELPIERRE, R. R. G., reserve-adjudant der Weermacht;

FOSSEY, R. M. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

GHILAIN, J. M. J. A., en GORDENNE, H. U. G., reserve-adjudanten der Weermacht;

JACQUES, A. J. J., reserve-adjudant-chef der Weermacht;

JOANNESSE, G. A., JOURDAIN, E. E. G. M., en LAMBERT, L. O., reserve-adjudanten der Weermacht;

MM. :

LOTHAIRE, F. A. E. E., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

MARTIN, L. J. C., adjudant de réserve de la Force Publique ;

MARX, M. P. et MATHIEU, J. J. V. G., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

NOEL, M. F. L., ROVEAU, L. M., SAERENS, L. J. et VLOEBERGHES, P. V. M., adjudants de réserve de la Force Publique ;

à la date du 8 avril 1946 :

MM. :

BAILLY, F. F. V., adjudant de réserve de la Force Publique ;

BLONDEN, L., BUZON, P. J., CAILLIAU, R., COLSON, G. W. H. et DECLERCQ, F. A. F., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

DECOUX, H. E. E., et DEFFENSE, M. J. J. A. G., adjudants de réserve de la Force Publique ;

DE GUEL, J. S., DELCROIX, P. J., de ROMNEE de VICHENET, A. J. M. J., et de VIRON, J. L. J. N. G. (Baron), adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

FIASSE, R. J. A. G., adjudant de réserve de la Force Publique ;

FIERENS, A. L. J., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

FRANCIS, P. H. N., adjudant de 1^{re} classe infirmier de réserve de la Force Publique ;

FOUREAU, G. J. B. M., GADEYNE, A. A. J., GALLAND, P. J., GOFFINET, J. A. R., GROSJEAN, A. J. H., JAMOULLE, A. J. C. M. J., JONGEN, P. F. H., KLINKENBORG, M. F., LAMBOTTE, A. G. J., LEBEAU, A. J. J. E., MALFAIT, C. A. G., MANIGART, J., MASSON, J. B., MASUI, J. A. H., MEYS, C. Y., MINON, J. L. A. G., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique ;

De Heren :

LOTHAIRE, F. A. E. E., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht ;

MARTIN, L. J. C., reserve-adjudant der Weermacht ;

MARX, M. P., en MATHIEU, J. J. V. G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht ;

NOEL, M. F. L., ROVEAU, L. M., SAERENS, L. J., en VLOEBERGHES, P. V. M., reserve-adjudanten der Weermacht ;

op 8 April 1946 :

De Heren :

BAILLY, F. F. V., reserve-adjudant der Weermacht ;

BLONDEN, L., BUZON, P. J., CAILLIAU, R., COLSON, G. W. H., en DECLERCQ, F. A. F., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht ;

DECOUX, H. E. E., en DEFFENSE, M. J. J. A. G., reserve-adjudanten der Weermacht ;

DE GUEL, J. S., DELCROIX, P. J., de ROMNEE de VICHENET, A. J. M. J., en de VIRON, J. L. J. N. G. (Baron), reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht ;

FIASSE, R. J. A. G., reserve-adjudant der Weermacht ;

FIERENS, A. L. J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht ;

FRANCIS, P. H. N., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ziekenverpleger der Weermacht ;

FOUREAU, G. J. B. M., GADEYNE, A. A. J., GALLAND, P. J., GOFFINET, J. A. R., GROSJEAN, A. J. H., JAMOULLE, A. J. C. M. J., JONGEN, P. F. H., KLINKENBORG, M. F., LAMBOTTE, A. G. J., LEBEAU, A. J. J. E., MALFAIT, C. A. G., MANIGART, J., MASSON, J. B., MASUI, J. A. H., MEYS, C. Y., MINON, J. L. A. G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht ;

MM. :

MONTENS, A. G. M. G., adjudant de réserve de la Force Publique;

NAVEZ, R., et NOIRFALISE, N. G. M. F., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

PETERS, L. M. O. L., adjudant de réserve de la Force Publique;

TOCK, J. A. A., et VANDERLINDEN, A. E. G., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

VANDERMEYSBRUGGEN, G. P., adjudant de réserve de la Force Publique;

VAN VYNCKT, J. G., VECRAY, L. J. J., VERTENEUIL, F. et WALRAVENS, G. E. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1946 :

MM. :

BANSART, J., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

BERGMANS, C. L. W. K., adjudant de 1^{re} classe infirmier de réserve de la Force Publique;

BIRON, V. A. P., BOISSEAU, G. C. J. G., BRYNAERT, J. J. M., CAPELLE, G. F. E. C., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

CRUYPENINCK, F., adjudant de réserve de la Force Publique;

DAGLINCKX, J. A., et DE COEN, R. F. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

DE PUE, P. K. J., adjudant-infirmier de réserve de la Force Publique;

de WOUTERS d'OPLINTER, R. G. B., DUWEZ, M. M. L. J. G., et FAUCONNIER, P. G. V., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

FLECHET, G. F. M., adjudant de réserve de la Force Publique;

De Heren :

MONTENS, A. G. M. G., reserve-adjudant der Weermacht;

NAVEZ, R., en NOIRFALISE, N. G. M. F., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

PETERS, L. M. O. L., reserve-adjudant der Weermacht;

TOCK, J. A. A., en VANDERLINDEN, A. E. G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

VANDERMEYSBRUGGEN, G. P., reserve-adjudant der Weermacht;

VAN VYNCKT, J. G., VECRAY, L. J. J., VERTENEUIL, F. en WALRAVENS, G. E. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

op 15 November 1946 :

De Heren :

BANSART, J., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

BERGMANS, C. L. W. K., reserve-adjudant-1^{ste} klasse ziekenverpleger der Weermacht;

BIRON, V. A. P., BOISSEAU, G. C. J. G., BRYNAERT, J. J. M., CAPELLE, G. F. E. C., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

CRUYPENINCK, F., reserve-adjudant der Weermacht;

DAGLINCKX, J. A., en DE COEN, R. F. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

DE PUE, P. K. J., reserve-adjudant-ziekenverpleger der Weermacht;

de WOUTERS d'OPLINTER, R. G. B., DUWEZ, M. M. L. J. G., en FAUCONNIER, P. G. V., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

FLECHET, G. F. M., reserve-adjudant der Weermacht;

MM. :

FOCAN, A. F. J. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

GUILLAUME, H. E. M., et HACHE, L. R. A., adjudants de réserve de la Force Publique;

HENNAU, E. E. F., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

JACQUET, J. G., et LAURENT, E. M. E. G., adjudants de réserve de la Force Publique;

LEFEVRE, R. G., LEPERS, J. G. M. J., et LEYS, H. H., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

MOENS, G. P., adjudant de 1^{re} classe de la Force Publique;

MORTELMANS, G. N. L. J., et PICQUE, G. M. C. A., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

SCHOUTTETEN, A., adjudant de 1^{re} classe infirmier de réserve de la Force Publique;

STILMANT, M. F. G., STOQUART, P. M. J., et STRUMAN, P. L. M. L., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

SWENNEN, L. J. H., adjudant de réserve de la Force Publique;

TRIGALET, M. J. G., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

TRUYENS, A. R. N. G., adjudant de réserve de la Force Publique;

VAN DER LINDEN, A. F. L., VAN HECKE, M. C. A., VERMAELEN, L. C. G. G., et VLIENEN, J. L. H., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

WAGEMANS, P. E. F. G., WERY, R. P. A., et WILLEMS, E., adjudants de réserve de la Force Publique;

à la date du 8 avril 1947 :

MM. :

BAILLIERE, J. N., et BISSCHOP, J. M. J. L., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

De Heren :

FOCAN, A. F. J. G., reserve-adjudant-1^{ste} classe der Weermacht;

GUILLAUME, H. E. M., en HACHE, L. R. A., reserve-adjudanten der Weermacht;

HENNAU, E. E. F., reserve-adjudant-1^{ste} classe der Weermacht;

JACQUET, J. G., en LAURENT, E. M. E. G., reserve-adjudanten der Weermacht;

LEFEVRE, R. G., LEPERS, J. G. M. J., en LEYS, H. H., reserve-adjudanten-1^{ste} classe der Weermacht;

MOENS, G. P., adjudant-1^{ste} classe der Weermacht;

MORTELMANS, G. N. L. J., en PICQUE, G. M. C. A., reserve-adjudanten-1^{ste} classe der Weermacht;

SCHOUTTETEN, A., reserve-adjudant-1^{ste} classe ziekenverpleger der Weermacht;

STILMANT, M. F. G., STOQUART, P. M. J., en STRUMAN, P. L. M. L., reserve-adjudanten - 1^{ste} classe der Weermacht;

SWENNEN, L. J. H., reserve-adjudant der Weermacht;

TRIGALET, M. J. G., reserve-adjudant-1^{ste} classe der Weermacht;

TRUYENS, A. R. N. G., reserve-adjudant der Weermacht;

VAN DER LINDEN, A. F. L., VAN HECKE, M. C. A., VERMAELEN, L. C. G. G., en VLIENEN, J. L. H., reserve - adjudanten - 1^{ste} classe der Weermacht;

WAGEMANS, P. E. F. G., WERY, R. P. A., en WILLEMS, E., reserve-adjudanten der Weermacht;

op 8 April 1947 :

De Heren :

BAILLIERE, J. N., en BISSCHOP, J. M. J. L., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

MM. :

DUPONT, R. M. G., adjudant de réserve de la Force Publique;

DURSELEN, P., GOETHALS, A. A. V., et LAMBERT, R. J. G., adjudants de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

PUTTERS, J. E. J., SERRARENS, J. A., et VAN HOORENBEECK, B. G., adjudants de réserve de la Force Publique;

à la date du 15 novembre 1947 :

MM. :

BAYER, G. E. C., et CLOSSET, J. A., adjudants de réserve de la Force Publique;

DELAERE, J. L. F., adjudant-chef de la Force Publique;

FIEVEZ, J. G. M. D., et GYSSELS, J. E. V. C., adjudants de réserve de la Force Publique;

MOENS, J. L., adjudant de 1^{re} classe de la Force Publique (h.c.);

NOLL, J. H. M., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

NONNON, R. J. J. G., aspirant de réserve de la Force Publique;

OTTART, R. H. F., et PUTMANS, J. B. H., adjudants de réserve de la Force Publique;

VANDEN BROECK, P., aspirant de réserve de la Force Publique;

VAN KALCK, M., adjudant de réserve de la Force Publique;

VAN MINDEN, R. R., adjudant de 1^{re} classe de réserve de la Force Publique;

De Heren :

DUPONT, R. M. G., reserve-adjudant der Weermacht;

DURSELEN, P., GOETHALS, A. A. V., en LAMBERT, R. J. G., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse der Weermacht;

PUTTERS, J. E. J., SERRARENS, J. A., en VAN HOORENBEECK, B. G., reserve-adjudanten der Weermacht;

op 15 November 1947 :

De Heren :

BAYER, G. E. C., en CLOSSET, J. A., reserve-adjudanten der Weermacht;

DELAERE, J. L. F., adjudant-chef der Weermacht;

FIEVEZ, J. G. M. D., en GYSSELS, J. E. V. C., reserve-adjudanten der Weermacht;

MOENS, J. L., adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht (b.k.);

NOLL, J. H. M., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

NONNON, R. J. J. G., reserve-aspirant der Weermacht;

OTTART, R. H. F., en PUTMANS, J. B. H., reserve-adjudanten der Weermacht;

VANDEN BROECK, P., reserve-aspirant der Weermacht;

VAN KALCK, M., reserve-adjudant der Weermacht;

VAN MINDEN, R. R., reserve-adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht;

Ordre de la Couronne.

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 29 avril 1942, à :

MM. :

BROUSMICHE, P. C. M. J., lieutenant de la Force Publique, pour :

« Etant chef de section de mitrailleur-
» ses, a fait preuve en toute occasion et
» notamment aux combats de la Bortai-
» des 15 avril et 8 juin 1941, d'un cou-
» rage et d'un esprit de décision excep-
» tionnels. »

DUBOIS, J. V. M. M., capitaine-médecin de la Force Publique, pour :

« Le dévouement dont il a fait preuve
» au cours du combat de Gambela, le
» 22 mars 1941, S'est offert spontanément
» comme officier de liaison pour
» une mission dangereuse vers l'avant. »

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté du Régent en date du 8 janvier 1946, à :

M. DEROCHETTE, G. O. J., lieutenant de la Force Publique (« Belgian Contingent in Soudan ») :

« Pour l'audace et le sang-froid dont
» il fit preuve au cours de plusieurs missions périlleuses de reconnaissance à
» plusieurs kilomètres à l'intérieur des
» lignes ennemies. »

Sont nommés chevaliers :

MM. :

LANFANT, R. V. P. J., administrateur territorial principal, à la date du 15 novembre 1939;

VLEURINCK, T. F. A. J., major-médecin de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1940;

Kroonorde.

Het Kruis van Ridder met palm, en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit der in Raad verenigde Ministers van 29 April 1942 verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

De Heren :

BROUSMICHE, P. C. M. J., luitenant der Weermacht :

« Gaf als sectiehoofd bij de mitrail-
» leurs, blijk bij iedere gelegenheid en
» namelijk bij de gevechten voor de Bortai, op 15 April en 8 Juni 1941, van
» buitengewone moed en grote vastbera-
» denheid. »

DUBOIS, J. V. M. M., kapitein-geneesheer der Weermacht :

« Gaf blijk van toewijding tijdens
» het gevecht voor Gambela, op 22 Maart
» 1941. Heeft zich uit eigen beweging
» aangemeld als verbindingsofficier voor
» een gevaarlijke opdracht vóór de li-
» niën. »

Het Kruis van Ridder met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

de Heer DEROCHETTE, G. O. J., luitenant der Weermacht (« Belgian Contingent in Soudan ») :

« Voor de durf en de koelbloedigheid
» welke hij aan de dag legde tijdens verschillende gevaarlijke verkenningstochten verschillende kilometers ver binnen de vijandelijke linies. »

Zijn tot ridder benoemd :

De Heren :

LANFANT, R. V. P. J., eerstaanwezend gewestbeheerder, op 15 November 1939;

VLEURINCK, T. F. A. J., majoor-geneesheer der Weermacht, op 15 November 1940;

MM. :

LECLEF, G. L. H. M. J., major-médecin de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1941;

FONTEYN, G. H. E., et HUMBLE, J. J. H. E., capitaines de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1943;

VAN MOER, A. A. L., capitaine-commandant de la Force Publique, à la date du 8 avril 1944;

LINHET, A. L. J., PETITJEAN, C. E. M. G., VANGELE, L. A. E., capitaines de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1944;

HERMAN, J. B., et TIMMERMANS, G. G. S., capitaines de la Force Publique, à la date du 8 avril 1945;

TORFS, F. E., capitaine de la Force Publique, à la date du 8 avril 1946;

ANNEZ de TABOADA, J. M. C. A. G., et TOMBALLE, J. J., lieutenants de la Force Publique, et COOPMAN, R. E., capitaine de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1946;

LOGIEST, G. A. E., capitaine-commandant et SIMOENS, G., capitaine de la Force Publique, à la date du 8 avril 1947;

HALIN, M. A., capitaine de la Force Publique et

CARO, F. P., HONNORE, W. H. L. G., MARTIN, M. R. J. G., et QUI-
NET, M. N. C. L., capitaines-commandants de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1947.

Les Palmes d'or sont décernées à :

M. DUJARDIN, M. G., adjudant de 1^{re} classe infirmier de la Force Publique, à la date du 15 novembre 1946.

De Heren :

LECLEF, G. L. H. M. J., majoor-ge-
neesheer der Weermacht, op 15 No-
vember 1941;

FONTEYN, G. H. E., en HUMBLE, J.
J. H. E., kapiteins der Weermacht, op
15 November 1943;

VAN MOER, A. A. L., kapitein-com-
mandant der Weermacht, op 8 April
1944;

LINHET, A. L. J., PETITJEAN, C.
E. M. G., en VANGELE, L. A. E.,
kapiteins der Weermacht, op 15 No-
vember 1944;

HERMAN, J. B., en TIMMERMANS,
G. G. S., kapiteins der Weermacht, op
8 April 1945;

TORFS, F. E., kapitein der Weermacht,
op 8 April 1946;

ANNEZ de TABOADA, J. M. C. A. G.,
en TOMBALLE, J. J., luitenants der
Weermacht, en COOPMAN, R. E.,
kapitein der Weermacht, op 15 No-
vember 1946;

LOGIEST, G. A. E., kapitein-comman-
dant en SIMOENS, G., kapitein der
Weermacht, op 8 April 1947;

HALIN, M. A., kapitein der Weer-
macht en

CARO, F. P., HONNORE, W. H. L.
G., MARTIN, M. R. J. G., en QUI-
NET, M. N. L. L., kapiteins-comman-
danten der Weermacht, op 15 No-
vember 1947.

De gouden Palmen zijn aan :

de Heer DUJARDIN, M. G., adjudant-
1^{ste} klasse ziekenverpleger der Weer-
macht, op 15 November 1946, toege-
kend.

Ordre de Léopold II.

La décoration de Commandeur avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 8 avril 1943, à :

M. HERBIET, I. F. E., major de la Force Publique pour :

« La bravoure tranquille et résolue » avec laquelle, dans des circonstances » souvent pénibles et périlleuses, il a » exercé le Commandement du premier » contingent de la Force Publique ayant » pris part à la Campagne d'Abyssinie » et particulièrement au cours des combats d'Assosa et de Gambela, les 11 » et 23 mars 1941. »

La Croix d'Officier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée, par Arrêté des Ministres réunis en Conseil, en date du 29 avril 1942, à :

M. JANNE, R. A. H. M. J., major de la Force Publique, pour :

« Excellent officier ayant une haute » notion de son devoir. A fait en maintes circonstances preuve d'autant de » bravoure que de calme et de sang-froid.

» Au combat de la Bortai, le 15 avril » 1941, son unité ayant été presque encerclée, a réussi à la dégager en bon » ordre sous le feu violent de l'ennemi. »

La Croix d'Officier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par arrêté du Régent, en date du 8 janvier 1946, à :

Orde van Leopold II.

Het ereteken van Commandeur met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit der in Raad verenigde Ministers van 8 April 1943, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

de heer HERBIET, I. F. E., majoor der Weermacht :

« Voor de rustige en vastberaden dapperheid waarmee hij, onder vaak lastige en gevaarlijke omstandigheden, » het bevel heeft gevoerd over het eerste contingent der Weermacht dat aan » den Abessinische Veldtocht heeft deelgenomen en inzonderheid in de loop » van de gevechten bij Assosa en Gambela, op 11 en 23 Maart 1941. »

Het Kruis van Officier met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit der in Raad verenigde Ministers van 29 April 1942, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

de heer JANNE, R. A. H. M. J., majoor der Weermacht :

« Uitmuntend officier vol plichtsbesef. Gaf in verscheiden omstandigheden » den blijk zo van dapperheid als van kalme en koelbloedigheid.

» Tijdens het gevecht bij de Bortai, » op 15 April 1941, wanneer zijn eenheid » bijna omsingeld was, slaagde hij er in » zich in goede orde los te rukken onder » hevig vuur van de vijand. »

Het Kruis van Officier met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit van de Regent van 8 Januari 1946, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

M. COUSSEE, J. A. E. J., aumônier militaire de la Force Publique, assimilé à capitaine (Hôpital Belge de Campagne) pour :

« Aussi bon officier que prêtre édifiant, le Capitaine-Aumônier COUSSEE a participé aux actions victorieuses du premier contingent des Troupes Coloniales belges en Abyssinie, et à l'avance en Haute-Birmanie du 33^{me} Corps Hindou.

» Mû par son élan de soldat autant que par sa piété convaincante, il a prêté son ministère à une multitude de blessés britanniques, hindous et africains pendant les périodes prolongées d'action ennemie terrestre et aérienne intenses qui ont accompagné les combats livrés par la 11^{me} Division Est-Africaine dans sa marche sur « Kalewa ».

M. WERBROUCK, R. J. L., capitaine-commandant de la Force Publique, pour :

« Officier du Quartier Général — 3^{me} Brigade, au cours de la Campagne d'Abyssinie, a été un auxiliaire précieux pour le Commandement dans les situations les plus critiques, par ses qualités de bravoure, de dévouement, de travail et sa haute valeur morale. »

La Croix de Chevalier avec palme et attribution de la Croix de Guerre 1940 avec palme est décernée, en lieu et place de la Croix de Guerre 1940 avec palme octroyée par Arrêté des Ministres réunis en Conseil en date du 19 août 1943, à M. WERY, R. P. A., adjudant de la Force Publique (Hôpital Belge de Campagne) pour :

« Jeune volontaire de guerre d'un moral élevé. A assuré à maintes reprises par son labeur incessant et son courage, la progression de son Unité au cours des opérations d'Abyssinie, de Somalie, et de Madagascar. A fait montre d'un élan particulier pendant

de heer COUSSEE, J. A. E. J., militair aalmoezenier der Weermacht, gelijkgesteld met kapitein (Belgisch Veldhospitaal) :

« Kapitein-Aalmoezenier COUSSEE, een even goed officier als een voorbeeldig priester, nam deel aan de succesvolle gevechten van het eerste contingent der Belgische Koloniale Troepen in Abessinië en aan de opmarsch in Opper-Birma van het 33^{ste} Hindoese Korps. Bewogen door zijn ijver als soldaat zowel als door zijn overtuigende godsvrucht, oefende hij zijn ambt uit bij tal van Britse, Hindoese en Afrikaanse gekwetsen, tijdens de langdurige perioden van hevige vijandelijke actie te land en in de lucht, naar aanleiding van de veldslagen geleverd door de 11^{de} Oost-Afrikaanse Divisie tijdens haar opmarsch naar « Kalewa ».

de heer WERBROUCK, R. J. L., kapitein-commandant der Weermacht :

« Officier van het Hoofdkwartier — 3^{de} Brigade; was, in de loop van de Abessinische veldtocht een uitstekend helper voor de bevelhebber in de meest critieke toestanden, door zijn dapperheid, zijn toewijding, zijn werkkracht en zijn hoge morele waarde. »

Het Kruis van Ridder met palm en met toekenning van het Oorlogskruis 1940 met palm is in plaats van het, bij Besluit der in Raad verenigde Ministers van 19 Augustus 1943, verleende Oorlogskruis 1940 met palm, toegewezen aan :

de heer WERY, R. P. A., adjudant der Weermacht (Belgisch Veldhospitaal) :

« Jonge oorlogsvrijwilliger met een hoog moreel. Herhaaldelijk heeft hij door zijn onverpoosd werk en zijn moed zijn Eenheid voorwaarts gebracht tijdens de krijgsverrichtingen in Abessinië, Somaliland en Madagascar. Heeft zich bijzonder krancig ge-

» la traversée de l'Ogaden ainsi que lors
» du débarquement de Mayunga et de
» la marche de la 29^{me} Brigade Impériale
» Britannique sur Tananarive. »

M. VAN DER MEERSCH, E. G. J.,
colonel de la Force Publique est nommé
Commandeur à la date du 15 novembre 1946.

Sont nommés Officiers :

MM. :

GEERS, G. L.; capitaine de la Force Publique;

JANSENS, E. R. A. H., LOOTS, F. J., et VAN INTHOUT, L. E. H., majors B.E.M. de la Force Publique;

VUYLSTEKE de LAPS, T. M. H., major de la Force Publique;

Sont nommés chevaliers :

M. DE COCK, E. L. P., ancien sous-chef de bureau (h.c.), (Service des Secrétariats), à la date du 15 novembre 1942;

M^{lle} DE SALMON, M. M. E., infirmière-major de la Force Publique;

MM. :

DUMONT, A., ancien agent territorial principal (h.c.), à la date du 8 avril 1944;

GOOSSENS, G. F. J., ancien chef de bureau de 2^{me} classe (h.c.), (Service des Finances et des Douanes), à la date du 15 novembre 1944;

JACOBS, A. H., lieutenant de la Force Publique et

SCHADICK, P. H. H., adjudant-chef de la Force Publique, à la date du 8 avril 1947;

VANDEPUTTE, L. L., adjudant de 1^{re} classe de la Force Publique;

» toond tijdens de tocht door het Ogaden
» gebied, bij de ontschepping te Mayunga
» en tijdens de opmarsch der 29^{ste} Britse
» Brigade naar Tananarive. »

De Heer VAN DER MEERSCH, E. G. J., kolonel der Weermacht, is, van 15 November 1946 af, Commandeur benoemd.

Zijn tot Officier benoemd :

De Heren :

GEERS, G. L., kapitein der Weermacht;

JANSENS, E. R. A. H., LOOTS, F. J., en VAN INTHOUT, L. E. H., majoors S.B. der Weermacht;

VUYLSTEKE de LAPS, T. M. H., majoor der Weermacht.

Zijn tot ridders benoemd :

de heer DE COCK, E. L. P., gewezen onderbureelhoofd (b.k.), (Dienst der Secretariaten), op 15 November 1942;

Mej. DE SALMON, M. M. E., majoor-ziekenverpleegster der Weermacht;

De Heren :

DUMONT, A., gewezen eerstaanwezend gewestbeambte (b.k.), op 8 April 1944;

GOOSSENS, G. F. J., gewezen bureelhoofd-2^{de} klasse (b.k.), (Dienst der Financien en der Douanen), op 15 November 1944;

JACOBS, A. H., luitenant der Weermacht en

SCHADICK, P. H. H., adjudant-chef der Weermacht, op 8 April 1947;

VANDEPUTTE, L. L., adjudant-1^{ste} klasse der Weermacht.

**Médaille de l'Effort de Guerre Colonial
1940-1945. — Arrêté du Régent du
31 mars 1948.**

La Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945 est décernée à :

M. DE VLEESCHAUWER, J. A.,
membre de la Chambre des Représen-
tants, ancien Ministre des Colonies.

Arrêtés du Régent du 23 avril 1948.

La Médaille de l'Effort de Guerre Colonial 1940-1945 est décernée aux Coloniaux et anciens Coloniaux dont les noms suivent :

MM. :
ABBELOOS, R. V., agent territorial
principal ;

ADONS, C. V. C., percepteur-adjoint de
2^{me} classe (Postes et Télécommunica-
tions) ;

ADRIAENS, A. E. I. V., magistrat à
titre provisoire ;

AERTGEETS, M. J. O., agent territo-
rial principal ;

AHRENS, P. Ch. S., administrateur ter-
ritorial principal ;

ALDEWEIRELDT, Ph. F., adminis-
trateur territorial principal ;

ALLARD, J. E. J. Gh., agent sanitaire
de 2^{me} classe ;

ANDRIS, R. Ch., agent sanitaire de 1^{re}
classe ;

ANTOINE, J. F. J., agent territorial
principal ;

ANTONISSEN, W. A. E., administra-
teur territorial de 2^{me} classe ;

ARLET, W. J. E., chef de bureau de 1^{re}
classe (Finances et Douanes) ;

**Medaille der Koloniale Inspanning voor
de oorlog 1940-1945. — Besluit van
de Regent van 31 Maart 1948.**

De Medaille der Koloniale Inspanning
voor de Oorlog 1940-1945 is toegekend
aan de :

Heer DE VLEESCHAUWER, J. A.,
lid van de Kamer der Volksvertegen-
woordigers, gewezen Minister van
Kolonien.

**Besluiten van de Regent van 23 April
1948.**

De Medaille der Koloniale Inspanning
voor de Oorlog 1940-1945 is toegekend
aan de Kolonialen en oud-Kolonialen
waarvan de namen volgen :

De Heren :
ABBELOOS, R. V., eerstaanwezend ge-
westbeambte ;

ADONS, C. V. C., adjunct-ontvanger-2^{de}
klasse (Posterijen en Verreberichtge-
vingen) ;

ADRIAENS, A. E. I. V., voorlopig
aangesteld magistraat ;

AERTGEETS, M. J. O., eerstaanwe-
zend gewestbeambte ;

AHRENS, P. Ch. S., eerstaanwezend ge-
westbeheerder ;

ALDEWEIRELDT, Ph. F., eerstaan-
wezend gewestbeheerder ;

ALLARD, J. E. J. Gh., gezondheidsbe-
ambte-2^{de} klasse ;

ANDRIS, R. Ch., gezondheidsbeambte-
1^{ste} klasse ;

ANTOINE, J. F. J., eerstaanwezend ge-
westbeambte ;

ANTONISSEN, W. A. E., gewestbe-
heerder-2^{de} klasse ;

ARLET, W. J. E., bureelhoofd-1^{ste} klas-
se (Financiën en Douanen) ;

MM. :
ARNAOUTOVITCH, M., médecin de
complément;

ASSELMAN, H. G., agent territorial
principal;

AUBREBIS, E. L. M. A., géomètre-
adjoint de 1^{re} classe;

AUREZ, F. J., commissaire de district
de 2^{me} classe;

AUSSEMS, Ch. G., vétérinaire de 3^{me}
classe;

AUSSEMS, W. J. J., administrateur ter-
ritorial de 2^{me} classe;

BAAR, E. J. J., chef de bureau de 2^{me}
classe (Finances et Douanes);

BABILON, J. M. C., administrateur
territorial principal;

BACKELMANS, J., mécanicien de 1^{re}
classe;

BACKEROOT, G. A. C., administrateur
territorial de 2^{me} classe;

BADY, A. C., contrôleur (Postes et Té-
lécommunications);

BAERT, A. V., agent territorial princi-
pal;

BAERT, L. J., géomètre de 1^{re} classe;

BAERT, W. R. C., opérateur-adjoint de
2^{me} classe (h.c.), (Postes et Télécom-
munications);

BAERTSOEN, C. V. P., agent tempo-
raire;

BAETEN, G. G., agent territorial de 1^{re}
classe;

BAETENS, G. H. J., agent territorial
principal;

BAIJOT, J. E., agronome de 2^{me} classe;

BAILLEUX, Ch. P. Gh., administrateur
territorial de 1^{re} classe;

De Heren :
ARNAOUTOVITCH, M., geneesheer
ter aanvulling;

ASSELMAN, H. G., eerstaanwezend
gewestbeambte;

AUBREBIS, E. L. M. A., adjunct-land-
meter-1^{ste} klasse;

AUREZ, F. J., districtscommissaris-2^{de}
klasse;

AUSSEMS, Ch. G., veearts-3^{de} klasse;

AUSSEMS, W. J. J., gewestbeheerder-
2^{de} klasse;

BAAR, E. J. J., bureelhoofd-2^{de} klasse
(Financiën en Douanen);

BABILON, J. M. C., eerstaanwezend
gewestbeheerder;

BACKELMANS, J., werktuigkundige-
1^{ste} klasse;

BACKEROOT, G. A. C., gewestbeheer-
der-2^{de} klasse;

BADY, A. C., controleur (Posterijen en
Verreberichtgevingen);

BAERT, A. V., eerstaanwezend gewest-
beambte;

BAERT, L. J., landmeter-1^{ste} klasse;

BAERT, W. R. C., adjunct-operateur-
2^{de} klasse (b.k.), (Posterijen en Ver-
reberichgevingen);

BAERTSOEN, C. V. P., tijdelijk be-
ambte;

BAETEN, G. G., gewestbeambte-1^{ste}
klasse;

BAETENS, G. H. J., eerstaanwezend
gewestbeambte;

BAIJOT, J. E., landbouwkundige-2^{de}
klasse;

BAILLEUX, Ch. P. Gh., gewestbeheer-
der-1^{ste} klasse;

MM. :
BAILLEUX, R. J. E. M. J., agent territorial principal;
BALLION, M. M. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;
BALON, A. J. J., agent temporaire;
BALTUS, E. C. J., capitaine-adjoint de la Marine;
BARBERO, G., agent temporaire;
BARETTE, A. J. J. M., agent territorial principal;
BARREA, L. F., fonctionnaire de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;
BASIAUX, A. E. I. Gh., opérateur de 3^{me} classe (Postes et Télécommunications);
BASTIAENS, J. E. L., agent temporaire;
BASTIAENS, I. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
BASTIN, A., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
BATAILLE, R. J., contrôleur (Postes et Télécommunications);
BAUDART, M. C. H., médecin provincial;
BAUDE, R. E., administrateur territorial principal;
BAUDOIN, L. J. C., vétérinaire de 2^{me} classe;
BAUJOT, G. J. F., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
BAURAIN, J. J. L., sous-directeur (Postes et Télécommunications);
BAUWENS, J., artisan temporaire;
BAVAY, G. L. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :
BAILLEUX, R. J. E. M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
BALLION, M. M. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
BALON, A. J. J., tijdelijk beambte;
BALTUS, E. C. J., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
BARBERO, G., tijdelijk beambte;
BARETTE, A. J. J. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
BARREA, L. F., gerechtsambtenaar-1^{ste} klasse;
BASIAUX, A. E. I. Gh., operateur-3^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BASTIAENS, J. E. L., tijdelijk beambte;
BASTIAENS, L. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
BASTIN, A., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BATAILLE, R. J., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BAUDART, M. C. H., provinciaal geneesheer;
BAUDE, R. E., eerstaanwezend gewestbeheerder;
BAUDOIN, L. J. G., veearts-2^{de} klasse;
BAUJOT, G. J. F., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
BAURAIN, J. J. L., onderdirecteur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BAUWENS, J., tijdelijk ambachtsman;
BAVAY, G. L. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MM. :
BEAUDINET, J. N. C., commissaire de district de 1^{re} classe;
BECQUET, A. J. M., sous-directeur (Agriculture);
BEECKMAN, W. C. H., agent territorial principal;
BEENS, F. J., conservateur-adjoint des titres fonciers;
BEGUIN, E. H. R., agent temporaire;
BEHEN, E. B. E. J., agent territorial principal;
M^{me} BEKAERT, née VANDENAWEELE, E. N., employée temporaire;

MM. :
BEKAERT, J. B. E., vétérinaire temporaire;
BELLEFONTAINE, M. F. L., médecin de 2^{me} classe (h.c.);
BELOT, N. A., géomètre de 2^{me} classe;
BEMELMANS, F. A., agent temporaire;
BENOIT, Th. P., agent territorial principal;
BENSELIN, A. A. Gh., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;
BENTZ, F., auxiliaire de 2^{me} classe;
BERBUTO, B. J., aspirant de 2^{me} classe (h.c.), (Marine);
BERCOUX, P., administrateur territorial de 1^{re} classe;
BERESTE, A., médecin principal;
BERNARD, M. J. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BERNIER, G. J. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

De Heren :
BEAUDINET, J. N. C., districtcommissaris-1^{ste} klasse;
BECQUET, A. J. M., onderdirecteur (Landbouw);
BEECKMAN, W. C. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
BEENS, F. J., adjunct-bewaarder der Grondtitels;
BEGUIN, E. H. R., tijdelijk beambte;
BEHEN, E. B. E. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
Mevrouw BEKAERT, geboren VANDENAWEELE, E. N., tijdelijke beambte;

De Heren :
BEKAERT, J. B. E., tijdelijk veearts;
BELLEFONTAINE, M. F. L., geneesheer-2^{de} klasse (b.k.);
BELOT, N. A., landmeter-2^{de} klasse;
BEMELMANS, F. A., tijdelijk beambte;
BENOIT, Th. P., eerstaanwezend gewestbeambte;
BENSELIN, A. A. Gh., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;
BENTZ, F., helper-2^{de} klasse;
BERBUTO, B. J., adelborst-2^{de} klasse (b.k.), (Zeewezen);
BERCOUX, P., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
BERESTE, A., eerstaanwezend geneesheer;
BERNARD, M. J. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
BERNIER, G. J. J., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

MM. :	De Heren :
BERNIER, M. O. C., fonctionnaire temporaire de l'Ordre Judiciaire;	BERNIER, M. O. C., tijdelijk gerechtsambtenaar;
BERNIMOULIN, J. L. M. J., agent territorial principal;	BERNIMOULIN, J. L. M. J., eerst-aanwezend gewestbeambte;
BERREWAERTS, L. M. L. G. E., agent sanitaire de 1 ^{re} classe;	BERREWAERTS, L. M. L. G. E., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse;
BERTEAUX, A. D. G. L. J., commissaire de district de 2 ^{me} classe;	BERTEAUX, A. D. G. L. J., districts-commissaris-2 ^{de} klasse;
BERTEAUX, M. C. J., auxiliaire principal;	BERTEAUX, M. C. J., eerstaawezend helper;
BERTRAND, M. J. A. M., agent territorial de 1 ^{re} classe;	BERTRAND, M. J. A. M., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse;
BEYAERT, M. E., médecin de 1 ^{re} classe;	BEYAERT, M. E., geneesheer-1 ^{ste} klasse;
BIELEN, J. H., agent sanitaire de 1 ^{re} classe;	BIELEN, J. H., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse;
BIENFAIT, L. F. J., médecin de 2 ^{me} classe;	BIENFAIT, L. F. J., geneesheer-2 ^{de} klasse;
BIERWEERTS, A. A., artisan principal;	BIERWEERTS, A. A., eerstaanwezend ambachtsman;
BILTERYST, J. J., agent territorial de complément;	BILTERYST, J. J., gewestbeambte ter aanvulling;
BINST, R., colon stagiaire;	BINST, R., stagedoende kolonist;
BISSCHOP, M. M. M. J., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	BISSCHOP, M. M. M. J., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
BIVORT, F. P. J. M. G., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	BIVORT, F. P. J. M. G., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
BLAIRON, F. G. D., agent territorial principal;	BLAIRON, F. G. D., eerstaanwezend gewestbeambte;
BLANCHART, A. E. M. G., ingénieur principal de 2 ^{me} classe (Travaux Publics);	BLANCHART, A. E. M. G., eerstaanwezend ingenieur-2 ^{de} klasse (Openbare Werken);
BLAVIER, L. E. L., agent territorial principal;	BLAVIER, L. E. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
BLEYEN, J. J., percepteur-adjoint de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	BLEYEN, J. J., adjunct-ontvanger-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MM. :	De Heren :
BLOMME, M. R., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	BLOMME, M. R., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
BLONDIAU, G., agent temporaire;	BLONDIAU, tijdelijk beambte;
BOCK, E. C., gouverneur de province;	BOCK, E. C., provincie-gouverneur;
BOECKSTYNS, G. V., artisan principal;	BOECKSTYNS, G. V., eerstaanwezend ambachtsman;
BOELS, Fl. H., capitaine de Marine;	BOELS, Fl. H., kapitein bij het Zee-wezen;
BOENTGES, A. G., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	BOENTGES, A. G., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);
BOERMANS, P. A. V. M. J., agent territorial principal;	BOERMANS, P. A. V. M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
BOESMANS, R. G. M. J. L., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	BOESMANS, R. G. M. J. L., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);
BOEY, Fl. E. J., administrateur territorial principal;	BOEY, Fl. E. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
BOGAERT, F. E. Y., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	BOGAERT, F. E. Y., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
BOGAERT, J. M. H., ingénieur principal de 2 ^{me} classe (Affaires Economiques);	BOGAERT, J. M. H., eerstaanwezend ingenieur-2 ^{de} klasse (Economische Zaken);
BOGAERT, J. S. M., auxiliaire principal;	BOGAERT, J. S. M., eerstaanwezend helper;
BOGAERTS, Th., opérateur de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	BOGAERTS, Th., operateur-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BOHY, E. H. Gh., médecin de 2 ^{me} classe (h. c.);	BOHY, E. H. Gh., geneesheer-2 ^{de} klasse (b.k.);
BOIGNET, A. Fl., géomètre-adjoint de 1 ^{re} classe;	BOIGNET, A. Fl., adjunct-landmeter-1 ^{ste} klasse;
BOILS, Ch. A. J. S., fonctionnaire de 2 ^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;	BOILS, Ch. A. J. S., gerechtsambtenaar-2 ^{de} klasse;
BOIVIN, A. Gh. M., agent sanitaire de 2 ^{me} classe;	BOIVIN, A. Gh. M., gezondheidsbeambte-2 ^{de} klasse;
BOLLE, A. M., géomètre de 1 ^{re} classe,	BOLLE, A. M., landmeter-1 ^{ste} klasse;
BOLLE, P. H. A., percepteur de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	BOLLE, P. H. A., ontvanger-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MM. :

BOMANS, J. B., administrateur territorial de 1^{re} classe;

BONHIVERS, G. M. J. B., agent sanitaire de 2^{me} classe;

BONNERT, V. M., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

BORGERS, G. A., médecin de 3^{me} classe;

BORIBON, A., agent temporaire;

BORRE, M. J. M., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

BORREUX, H. Ch. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

BOSQUET, R. J. E., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

BOSSUYT, H. R. A. M., agent sanitaire de 2^{me} classe;

BOTHMA, J., agent temporaire;

BOUCCIN, R. A. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;

BOUCHET, J. M. A. G., administrateur territorial de 1^{re} classe;

BOUCHOMS, G. J. A. F. A. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

BOUCKAERT, A. L. H. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;

BOUCQUEY, D. N. F. M., agent sanitaire de 1^{re} classe;

BOUGARD, M. A. E., agent sanitaire de 1^{re} classe;

BOUGNET, P. J. S. E., commissaire provincial;

BOULANGER, V. J., auxiliaire principal;

BOURGEOIS, G. R. M. E., ingénieur de 1^{re} classe (Travaux Publics);

De Heren :

BOMANS, J. B., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

BONHIVERS, G. M. J. B., gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;

BONNERT, V. M., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

BORGERS, G. A., geneesheer-3^{de} klasse;

BORIBON, A., tijdelijk beambte;

BORRE, M. J. M., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

BORREUX, H. Ch. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

BOSQUET, R. J. E., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

BOSSUYT, H. R. A. M., gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;

BOTHMA, J., tijdelijk beambte;

BOUCCIN, R. A. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

BOUCHET, J. M. A. G., gewestbeheerder 1^{ste} klasse;

BOUCHOMS, G. J. A. F. A. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

BOUCKAERT, A. L. H. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

BOUCQUEY, D. N. F. M., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

BOUGARD, M. A. E., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

BOUGNET, P. J. S. E., provinciaal commissaris;

BOULANGER, V. J., eerstaanwezend helper;

BOURGEOIS, G. R. M. E., ingenieur-1^{ste} klasse (Openbare Werken);

MM. :
BOURGEOIS, R. Ch., administrateur territorial de 1^{re} classe;
BOURGER, P., substitut du procureur du Roi;
BOURGUIGNON, G. J., agent temporaire;
BOURIEZ, O. E. J., opérateur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
BOURS, L. G. E., procureur général près la Cour d'Appel d'Elisabethville;
BOUVET, Ch. M., agronome principal;
BOZZONETTI, G. F., artisan de 2^{me} classe (h.c.);
BRAECKMAN, J. B. F., agent de complément;
BRAGARD, P. J., administrateur territorial principal;
BRASSEUR, J. P. A., commissaire de district de 1^{re} classe;
BRASSINE, M. J. E. A. M. J., médecin principal;
BRAU, C., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BRAUN de TER MEEREN, A. A. P. M. L. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
BRAUSCH, G. E. J. B., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BREDO, H. J. A. E. R., agronome de 1^{re} classe;
BREULS de TIECKEN, L. G. M. J., commissaire provincial;
BREYNE, D. F. C. C., médecin de 1^{re} classe;
BRICHAUX, J. M. M. G. G., agent territorial principal;

De Heren :
BOURGEOIS, R. Ch., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
BOURGER, P., substituut-procureur des Konings;
BOURGUIGNON, G. J., tijdelijk beambte;
BOURIEZ, O. E. J., operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BOURS, L. G. E., procureur generaal bij het Hof van Beroep van Elisabethstad;
BOUVET, Ch. M., eerstaanwend landbouwkundige;
BOZZONETTI, G. F., ambachtsman-2^{de} klasse (b.k.);
BRAECKMAN, J. B. F., beambte ter aanvulling;
BRAGARD, P. J., eerstaanwend gewestbeheerder;
BRASSEUR, J. P. A., districtscommissaris-1^{ste} klasse;
BRASSINE, M. J. E. A. M. J., eerstaanwend geneesheer;
BRAU, C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
BRAUN de TER MEEREN, A. A. P. M. L. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
BRAUSCH, G. E. J. B., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
BREDO, H. J. A. E. R., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
BREULS de TIECKEN, L. G. M. J., provinciaal commissaris;
BREYNE, D. F. C. C., geneesheer-1^{ste} klasse;
BRICHAUX, J. M. M. G. G., eerstaanwend gewestbeambte;

MM. :
BRICHET, O. J. R., directeur (Agriculture);

M^{me} BRICHOT, née VANDEN EYNDE, Gh. J., employée temporaire;

MM. :
BRICHOT, M. A. R., agent territorial principal;

BRIFFAUT, R. V. J., géomètre-adjoint de 1^{re} classe;

BRIHAY, J. J. H., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

BRIMEYER, V. A., agronome de 2^{me} classe;

BRIX, J. C., agent territorial principal;

BRODKOM, G., agent territorial principal;

BROHEE, J. F. F., administrateur territorial de 1^{re} classe;

BROUWERS, L. M. F., sous-directeur (Agriculture);

BROUXHON, G. A. H. S., procureur du Roi;

BRUART, J. E. L. J., sous-chef de section (Postes et Télécommunications);

BRUENS, F. M. F. J., agronome de 2^{me} classe;

BRUGGEMANS, E. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;

BRUMAGNE, P., commissaire de district de 2^{me} classe;

BRUTSAERT, P. H. K., médecin directeur de Laboratoire (h.c.);

BRUYERE, A. C. L. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

BRYON, R. J. C., agent territorial principal;

De Heren :
BRICHET, O. J. R., directeur (Landbouw);

Mevrouw BRICHOT, geboren VANDEN EYNDE, Gh. J., tijdelijk beambte;

De Heren :
BRICHOT, M. A. R., eerstaanwendend gewestbeambte;

BRIFFAUT, R. V. J., adjunct-landmeter-1^{ste} klasse;

BRIHAY, J. J. H., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

BRIMEYER, V. A., landbouwkundige-2^{de} klasse;

BRIX, J. C., eerstaanwendend gewestbeambte;

BRODKOM, G., eerstaanwendend gewestbeambte;

BROHEE, J. F. F., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

BROUWERS, L. M. F., onderdirecteur (Landbouw);

BROUXHON, G. A. H. S., procureur des Konings;

BRUART, J. E. L. J., ondersectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);

BRUENS, F. M. F. J., landbouwkundige-2^{de} klasse;

BRUGGEMANS, E. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

BRUMAGNE, P., districtscommissaris-2^{de} klasse;

BRUTSAERT, P. H. K., geneesheer bestuurder van een Laboratorium (h. k.);

BRUYERE, A. C. L. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

BRYON, R. J. C., eerstaanwendend gewestbeambte;

MM. :
BUCHMANN, M. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BULTOT, F. J., conducteur de travaux de 1^{re} classe (Travaux Publics);
BUREAU, L. E. F. G., directeur (Budget et Contrôle Financier);
BURETTE, E. F. G., médecin principal;
BURHIN, M. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
BUSAIN, J. L. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BUSAIN, P. M. E., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
BUYLE, E. P. C., chef de bureau principal (Finances et Douanes);
BUYSSCHAERT, M. J. L. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
BUYSSE, J. Gh., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
CABIAUX, V. J. L. G., agent territorial principal;
CABU, F. L. Gh., administrateur territorial principal;
CAES, F. J., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
CAILLIAU, V. A. L., administrateur territorial principal;
CALLAERTS, E. A., agent temporaire;
CALLAERTS, L. R. S., agent territorial principal;
CALLEBAUT, C. R. H. M., agent territorial principal;
CALMES, J. M. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;

De Heren :
BUCHMANN, M. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
BULTOT, F. J., conducteur van werken-1^{ste} klasse (Openbare Werken);
BUREAU, L. E. F. G., directeur (Begroting en Geldelijke Controle);
BURETTE, E. F. G., eersstaanwezend geneesheer;
BURHIN, M. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
BUSAIN, J. L. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
BUSAIN, P. M. E., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
BUYLE, E. P. C., eersstaanwezend bu-reelhooft (Financiën en Douanen);
BUYSSCHAERT, M. J. L. A., gewest-beheerder-2^{de} klasse;
BUYSSE, J. Gh., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
CABIAUX, V. J. L. G., eersstaanwezend gewestbeambte;
CABU, F. L. Gh., eersstaanwezend gewestbeheerder;
CAES, F. J., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
CAILLIAU, V. A. L., eersstaanwezend gewestbeheerder;
CALLAERTS, E. A., tijdelijk beambte;
CALLAERTS, L. R. S., eersstaanwezend gewestbeambte;
CALLEBAUT, C. R. H. M., eersstaanwezend gewestbeambte;
CALMES, J. M. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MM. :
 CALUWAERT, J. L. A. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 CAMBIER, A. L. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 CAMBIER, R. M. L. J., administrateur territorial-adjoint de 1^{re} classe;
 CANAUX, P. N. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 CAPPELLE, C. J., médecin de 1^{re} classe;
 CAPRASSE, L. M. M. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 CAPS, L. D., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 CARDINAL, J. A. Fl., administrateur territorial principal;
 CARETTE, G. L., agent territorial principal;
 CARION, M. U., agent territorial principal;
 CARION, R. Th., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
 CARLIER, P. M. J., médecin de 1^{re} classe (h.c.);
 CARPENTIER, N. J. A. G., agent territorial de 1^{re} classe (h.c.);
 CARPRIAU, L. C. S., agent territorial principal;
 CASELEYR, C. A. M., agent territorial principal;
 CASTELEIN, J. H., agent sanitaire de 2^{me} classe;
 CAUCHY, Ch. J. F. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 CAUWE, R. A. G. R. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 CERCKEL, F. M. O., géomètre de 1^{re} classe;

De Heren :
 CALUWAERT, J. L. A. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 CAMBIER, A. L. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 CAMBIER, R. M. L. J., adjunct-gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 CANAUX, P. N. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 CAPPELLE, C. J., geneesheer-1^{ste} klasse;
 CAPRASSE, L. M. M. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 CAPS, L. D., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 CARDINAL, J. A. Fl., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 CARETTE, G. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CARION, M. U., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CARION, R. Th., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 CARLIER, P. M. J., geneesheer-1^{ste} klasse, (b.k.);
 CARPENTIER, N. J. A. G., gewestbeambte-1^{ste} klasse (b.k.);
 CARPRIAU, L. C. S., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CASELEYR, C. A. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CASTELEIN, J. H., gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;
 CAUCHY, Ch. J. F. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 CAUWE, R. A. G. R. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 CERCKEL, F. M. O., landmeter-1^{ste} klasse;

MM. :

CERFONTAINE, L. M. V., fonctionnaire principal de l'Ordre Judiciaire;

CEYSENS, A. J. P. M., agent territorial principal;

CHAMPAGNE, J. Gh., agent territorial principal;

CHANDELON, Ch. E. O. J., administrateur territorial principal;

CHANTRENNE, G. A., agent territorial principal;

CHARLES, J. F. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;

CHARLIER, A. L. Gh., médecin temporaire;

CHARLIER, E. J. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;

CHARPENTIER, H. M. J. L., agent temporaire;

CHIOCA, R., agent temporaire;

CHOKIER, E. C. Ch. E., chef de section (Postes et Télécommunications);

CHRISPEELS, P., artisan principal;

CHRISTLEVEN, P. A., artisan principal (h.c.);

CLAESSENS, J. M. H., médecin de 2^{me} classe;

CLAEYS, C. H. V., administrateur territorial de 2^{me} classe;

CLAEYS, G. R. J., agronome-adjoint de 2^{me} classe;

CLAEYS, J. E. G. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

CLAEYS-BOUUAERT, A. M. J. Gh., administrateur territorial principal;

CLEES, P. F., agent sanitaire de 1^{re} classe;

CLERIN, A. J. Gh., administrateur territorial principal;

CLEVENBERGH, C. M. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :

CERFONTAINE, L. M. V., eerstaanwezend gerechtsambtenaar;

CEYSENS, A. J. P. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

CHAMPAGNE, J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

CHANDELON, Ch. E. O. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

CHANTRENNE, G. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

CHARLES, J. F. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

CHARLIER, A. L. Gh., tijdelijk geneesheer;

CHARLIER, E. J. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

CHARPENTIER, H. M. J. L., tijdelijk beambte;

CHIOCA, R., tijdelijk beambte;

CHOKIER, E. C. Ch. E., sectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);

CHRISPEELS, P., eerstaanwezend ambachtsman;

CHRISTLEVEN, P. A., eerstaanwezend ambachtsman (b.k.);

CLAESSENS, J. M. H., geneesheer-2^{de} klasse;

CLAEYS, C. H. V., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

CLAEYS, G. R. J., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;

CLAEYS, J. E. C. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

CLAEYS-BOUUAERT, A. M. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeheerder;

CLEES, P. F., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

CLERIN, A. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeheerder;

CLEVENBERGH, C. M. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MM. :
CLOBERT, A. V. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;
CLOOTS, P. F. A., agronome de 1^{re} classe;
CLOSE, R. J., surveillant de 1^{re} classe (h.c.), (Travaux Publics);
COCHAUX, J. A. L., médecin principal);
CODUTTE, C., agent temporaire;
CŒURDEROI, F. A. A., médecin de 1^{re} classe;
COGGHE, Fl. A., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
M^{me} COGNIAUX, G. E. M. Gh., employée temporaire;
MM. :
COHEUR, Ch. N. J. M., agronome de 2^{me} classe;
COLBACK, H. R. M. F., inspecteur vétérinaire;
COLINET, J. P. A. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;
COLINET, P. A. M., administrateur territorial principal;
COLLART, E. P. A. M. Gh., agronome de 1^{re} classe;
COLLIN, R. Y., ingénieur de 1^{re} classe (Travaux Publics);
COLLIN, V. E., agent territorial principal;
COLOMBO, U. M. A., médecin principal;
COLSON, J., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
COLSON, M. H. H., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);
COMBLIN, A. E. F. G., géomètre-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :
CLOBERT, A. V. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
CLOOTS, P. F. A., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
CLOSE, R. J., opzichter-1^{ste} klasse (b. k.), (Openbare Werken);
COCHAUX, J. A. L., eerstaanwezend geneesheer;
CODUTTE, C., tijdelijk beambte;
CŒURDEROI, F. A. A., geneesheer-1^{ste} klasse;
COGGHE, Fl. A., operator-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
Mevrouw COGNIAUX, G. E. M. Gh., tijdelijke beambte;
De Heren :
COHEUR, Ch. N. J. M., landbouwkundige-2^{de} klasse;
COLBACK, H. R. M. F., veeartsenijkundig inspecteur;
COLINET, J. P. A. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
COLINET, P. A. M., eerstaanwezend gewestbeheerder;
COLLART, E. P. A. M. Gh., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
COLLIN, R. Y., ingénieur-1^{re} klasse (Openbare Werken);
COLLIN, V. E., eerstaanwezend gewestbeambte;
COLOMBO, U. M. A., eerstaanwezend geneesheer;
COLSON, J., adjunct - operator - 1^{ste} klasse; (Posterijen en Verreberichtgevingen);
COLSON, M. H. H., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);
COMBLIN, A. E. F. G., adjunct-landmeter-1^{ste} klasse;

MM. :
 COMMES, J. A., agent territorial principal;
 COMOUTH, A. C. M. J., commissaire de district de 1^{re} classe;
 CONRARDY, L. J. H. V., agent territorial de 1^{re} classe;
 COOMANS, F. J., fonctionnaire de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;
 COPPENS, R. G. J., mécanicien principal de 1^{re} classe (Travaux Publics);
 COPPENS, R. P. U., auxiliaire de 1^{re} classe;
 COPPENS d'EECKENBRUGGE, P. M. J. Ph. A. Gh. (Baron), agent territorial principal;
 CORBION, P. V. H. A. F., agronome de 1^{re} classe;
 CORBISIER, F. J. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 CORBISIER, M. J. Gh., agent territorial principal;
 M^{me} CORDIER, née RONSMANS, A. M. L., employée temporaire;
 MM. :
 CORIN, A. J., agent temporaire;
 CORNELIS, H. A. A. A. M. Ch., commissaire de district de 2^{me} classe;
 CORNET, O. M., auxiliaire principal;
 CORNET, V. J., agent territorial principal;
 CORNEZ, L. J., agent territorial de 2^{me} classe (h. c.);
 CORNEZ, R. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 CORNU, R. L. H. Th., agent territorial principal;
 CORRYN, J., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

De Heren :
 COMMES, J. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
 COMOUTH, A. C. M. J., districtscommissaris-1^{ste} klasse;
 CONRARDY, L. J. H. V., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 COOMANS, F. J., gerechtsambtenaar-1^{ste} klasse;
 COPPENS, R. G. J., eerstaanwezend werktuigkundige-1^{ste} klasse (Openbare Werken);
 COPPENS, R. P. U., helper-1^{ste} klasse;
 COPPENS d'EECKENBRUGGE, P. M. J. Ph. A. Gh. (Baron), eerstaanwezend gewestbeambte;
 CORBION, P. V. H. A. F., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 CORBUSIER, F. J. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 CORBUSIER, M. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;
 Mevrouw CORDIER, geboren RONSMANS, A. M. L., tijdelijk beambte;
 De Heren :
 CORIN, A. J., tijdelijk beambte;
 CORNELIS, H. A. A. A. M. Ch., districtscommissaris-2^{de} klasse;
 CORNET, O. M., eerstaanwezend helper;
 CORNET, V. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CORNEZ, L. J., gewestbeambte-2^{de} klasse (b.k.);
 CORNEZ, R. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 CORNU, R. L. H. Th., eerstaanwezend gewestbeambte;
 CORRYN, J., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MM. :
COTE, P. G. F. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
COULON, L. E. J., médecin principal;
COUPLEZ, M., agent temporaire;
COURAUX, F. F. J., ancien percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
COURTOIS, Gh. F. G. J., médecin de Laboratoire;
COURTOIS, J. L. H., agronome-adjoint de 2^{me} classe;
COUTEAUX, G. L. H., agronome principal;
COUTURIER, J. P. J. A. A., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
CRABBECK, G. C., administrateur territorial principal;
CRASSET, E. Gh. J., géomètre de 2^{me} classe;
M^{me} CREME, née DEGOTTE, M., employée temporaire;
MM. :
CREMER, J. B. M., fonctionnaire temporaire;
CREMERS, P., administrateur territorial principal;
CRESPEIGNE, E. J. Gh. E., agent territorial principal;
MM. :
CREVECŒUR, L. A. Ch. J. Gh., agent territorial principal;
CREVECŒUR, M. A. M. L. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
M^{me} CRIEM, M. L. J., employée temporaire;
MM. :
CRYNS, J. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;
CUNDARI, F., agent temporaire;

De Heren :
COTE, P. G. F. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
COULON, L. E. J., eeraanwezend geneesheer;
COUPLEZ, M., tijdelijk beambte;
COURAUX, F. F. J., gewezen ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
COURTOIS, Gh. F. G. J., geneesheer van een Laboratorium;
COURTOIS, J. L. H., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;
COUTEAUX, G. L. H., eeraanwezend landbouwkundige;
COUTURIER, J. P. J. A. A., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
CRABBECK, G. C., eeraanwezend gewestbeheerder;
CRASSET, E. Gh. J., landmeter-2^{de} klasse;
Mevrouw CREME, geboren DEGOTTE, M., tijdelijk beambte;
De Heren :
CREMER, J. B. M., tijdelijk ambtenaar;
CREMERS, P., eeraanwezend gewestbeheerder;
CRESPEIGNE, E. J. Gh. E., eeraanwezend gewestbeambte;
De Heren :
CREVECŒUR, L. A. Ch. J. Gh., eeraanwezend gewestbeambte;
CREVECŒUR, M. A. M. L. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
Mevrouw CRIEM, M. L. J., tijdelijk beambte;
De Heren :
CRYNS, J. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
CUNDARI, F., tijdelijk beambte;

MM. :
 CUPERUS, C., sous-directeur (Agriculture);
 CUYPERS, J. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 CUYPERS, W., agent temporaire;
 DAELEMANS, N. J., artisan de 1^{re} classe;
 DAEMS, F. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 DAL, L. L. J., géomètre de 2^{me} classe;
 DAMAS, G. H. F., sous-chef de section (Postes et Télécommunications);
 DAMBLY, R. A. Gh., artisan de 1^{re} classe;
 DAMEN, C. F., agent territorial principal;
 DAMS, J., mécanicien de 1^{re} classe (Travaux Publics);
 DAMSEAUX, L. E. J., agent temporaire;
 DANEAU, L. F. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 DANGOTTE, E. J. F. L., ingénieur principal de 1^{re} classe (Travaux Publics);
 DANTOU, L. B., chef de Bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
 d'AOUT, J. M. A. J., agent territorial principal;
 DARDENNE, O. V., commissaire de district de 2^{me} classe;
 d'ARIANOFF, A., agent territorial principal;
 DARROUZAIN, P. F., auxiliaire principal;
 DASSONVILLE, M. F. L., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);
 DAUBLAIN, G. H. J. L., capitaine-adjoint de la Marine;

De Heren :
 CUPERUS, C., onderdirecteur (Landbouw);
 CUYPERS, J. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 CUYPERS, W., tijdelijk beambte;
 DAELEMANS, N. J., ambachtsman-1^{ste} klasse;
 DAEMS, F. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 DAL, L. L. J., landmeter-2^{de} klasse;
 DAMAS, G. H. F., ondersectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 DAMBLY, R. A. Gh., ambachtsman-1^{ste} klasse;
 DAMEN, C. F., eerstaanwezend gewestbeambte;
 DAMS, J., werktuigkundige-1^{ste} klasse (Openbare Werken);
 DAMSEAUX, L. E. J., tijdelijk beambte);
 DANEAU, L. F. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 DANGOTTE, E. J. F. L., eerstaanwezend ingenieur-1^{ste} klasse (Openbare Werken);
 DANTOU, L. B., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
 d'AOUT, J. M. A. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 DARDENNE, O. V., districtscommissaris-2^{de} klasse;
 d'ARIANOFF, A., eerstaanwezend gewestbeambte;
 DARROUZAIN, P. F., eerstaanwezend helper;
 DASSONVILLE, M. F. L., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);
 DAUBLAIN, G. H. J. L., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;

MM. :
DAUGE, M. E., géomètre principal ;

DAUVIN, G. J. G. L., opérateur-adjoint de 3^{me} classe (Postes et Télécommunications) ;

DAUVIN, H. J. L., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications) ;

M^{me} DAVIN, née VERRUE, J. C. M. M., employée temporaire ;

MM. :
DAVIN, W. A. H., sous-chef de bureau (Finances et Douanes) ;

DAWANT, R. Ch. J. M., juge-président de 1^{re} instance ;

DAXHELET, J. F. A. L., administrateur territorial de 1^{re} classe ;

DE BECKER, L. J. A., opérateur-adjoint de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications) ;

de BEER de LAER, Ch. M. L., (écuyer) magistrat à titre provisoire ;

DEBEIR, O. A. J., médecin de 2^{me} classe ;

DE BELDER, F. J., administrateur territorial principal ;

DE BIE, R. P. L., fonctionnaire de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire ;

DE BOE, G. L. A., auxiliaire de 2^{me} classe ;

DEBOIT, L., agent temporaire ;

DEBONGNIE, H. A. F. B., médecin principal ;

DEBONGNIE, L. P. E. G. Gh., agent territorial principal ;

DE BOOSERE, P. E. M. Y., agent territorial principal ;

DEBOR, F. J. Gh., agent territorial principal ;

DEBRABANDER, L. F., conducteur principal, (Travaux Publics) ;

De Heren :
DAUGE, M. E., eerstaanwezend landmeter ;

DAUVIN, G. J. G. L., adjunct-opera-
teur-3^{de} klasse (Posterijen en Verre-
berichtgevingen) ;

DAUVIN, H. J. L., ontvanger-2^{de} klas-
se (Posterijen en Verreberichtgevin-
gen) ;

Mevrouw DAVIN, geboren VERRUE,
J. C. M. M., tijdelijk beambte ;

De Heren :
DAVIN, W. A. H., onderbureelhoofd
(Financiën en Douanen) ;

DAWANT, R. Ch. J. M., rechter-voor-
zitter van 1^{ste} aanleg ;

DAXHELET, J. F. A. L., gewestbe-
heerder-1^{ste} klasse ;

DE BECKER, L. J. A., adjunct-opera-
teur-2^{de} klasse (Posterijen en Verre-
berichtgevingen) ;

de BEER de LAER, Ch. M. L. (jonk-
heer) ; voorlopig aangesteld magis-
traat ;

DEBEIR, O. A. J., geneesheer-2^{de} klas-
se ;

DE BELDER, F. J., eerstaanwezend
gewestbeheerder ;

DE BIE, R. P. L., gerechtsambtenaar-
1^{ste} klasse ;

DE BOE, G. L. A., helper-2^{de} klasse ;

DEBOIT, L., tijdelijk beambte ;

DEBONGNIE, H. A. F. B., eerstaan-
wezend geneesheer ;

DEBONGNIE, L. P. E. G. Gh., eerst-
aanwezend gewestbeambte ;

DE BOOSERE, P. E. M. Y., eerstaan-
wezend gewestbeambte ;

DEBOR, F. J. Gh., eerstaanwezend ge-
westbeambte ;

DEBRABANDER, L. F., eerstaanwe-
zend conducteur (Openbare Werken) ;

MM. :

DEBRAUWERE, P. A. L. M., médecin provincial;

DE BRIER, G. V. F. J., administrateur territorial principal;

DEBRUN, E. G. F. M. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DE BRUYN, G. L. S., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

DEBUYST, G. P. E. C., ingénieur principal de 2^{me} classe (Travaux Publics);

DEBUYZER, R. A. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DECANT, Ch., vétérinaire de 1^{re} classe;

DECLERC, H. E. Th., agent territorial principal;

DECLERCK, A., médecin de 3^{me} classe;

DECLERCK, E., procureur du Roi;

DE CLERCK, R. J., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

DE CLERCQ, R. A., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

DE CLOET, P. Ch. L., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

DE COCK, P. J. A., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DE COQ, M. L. M. J., agent territorial principal;

DE CONINCK, Ch. L., contrôleur (Postes et Télécommunications);

DECORNET, E. A. J. Gh., agent territorial principal;

DECOUX, A. E. E., magistrat à titre provisoire;

DE CRAENE, L. E. H. M. J., magistrat à titre provisoire;

De Heren :

DEBRAUWERE, P. A. L. M., provinciaal geneesheer;

DE BRIER, G. V. F. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

DEBRUN, E. G. F. M. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DE BRUYN, G. L. S., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

DEBUYST, G. P. E. G., eerstaanwezend ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);

DEBUYZER, R. A. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DECANT, Ch., veearts-1^{ste} klasse;

DECLERC, H. E. Th., eerstaanwezend gewestbeambte;

DECLERCK, A., geneesheer-3^{de} klasse;

DECLERCK, E., procureur des Konings;

DE CLERCK, R. J., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

DE CLERCQ, R. A., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE CLOET, P. Ch. L., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE COCK, P. J. A., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE COQ, M. L. M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

DE CONINCK, Ch. L., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DECORNET, E. A. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

DECOUX, A. E. E., voorlopig aangesteld magistraat;

DE CRAENE, L. E. H. M. J., voorlopig aangesteld magistraat;

MM. :
DECROES, Ph. E. Gh., agronome de 1^{re} classe;
de CROMBRUGGHE de LOORINGHE (Baron), M. A. M. Gh., administrateur territorial principal;
DEDEBANT, J. A., chef de section (Postes et Télécommunications);
DE DECKER, L. J., agent temporaire;
de DECKERE, Ch. J. L. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;
DE DEKEN, J. A., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
DEDOBBELLER, F., agent sanitaire de 1^{re} classe;
DE DYCKER, P. P. R. B., ingénieur principal de 1^{re} classe (Affaires Économiques);
DEES, J. A., lieutenant de la Marine;
DEFOSSE, A. H. M., agent territorial principal;
DEFOURNY, G. V. C., agent territorial temporaire;
DEFRENNE, G. L. E. Gh., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
DE GENST, Ch. R., auxiliaire de 2^{me} classe;
DE GOEYSE, R., agent temporaire;
DE GRAEF, R. A., artisan temporaire;
DE HAENE, U. B., agent sanitaire de 1^{re} classe;
DE HAESELAER, J. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;
de HAGUENAU, O. J. J. G. M., agent temporaire;
DE JAEGER, L. A. J., administrateur territorial principal;
DE JONGHE, J. M. J., géomètre de 1^{re} classe;

De Heren :
DECROES, Ph. E. Gh., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
de CROMBRUGGHE de LOORINGHE (Baron), M. A. M. Gh., eerst-aanwezend gewestbeheerder;
DEDEBANT, J. A., sectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);
DE DECKER, L. J., tijdelijk beambte;
de DECKERE, Ch. J. L. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
DE DEKEN, J. A., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
DEDOBBELLER, F., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
DE DYCKER, P. P. R. B., eerstaanwezend ingenieur-1^{ste} klasse (Economische Zaken);
DEES, J. A., luitenant bij het Zeewezen;
DEFOSSE, A. H. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
DEFOURNY, G. V. C., tijdelijk gewestbeambte;
DEFRENNE, G. L. E. Gh., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
DE GENST, Ch. R., helper-2^{de} klasse;
DE GOEYSE, R., tijdelijk beambte;
DE GRAEF, R. A., tijdelijk ambachtsman;
DE HAENE, U. B., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
DE HAESELAER, J. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
de HAGUENAU, O. J. J. G. M., tijdelijk beambte;
DE JAEGER, L. A. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
DE JONGHE, J. M. J., landmeter-1^{ste} klasse;

MM. :

DE KESEL, Th. L., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

DE KONINK, J. L. H., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DE KOSTER, L. G. F., administrateur territorial principal;

DELANGHE, A. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DELAUNOIT, G. G., chef de bureau principal (Finances et Douanes);

DELBAERE, R. K. Th., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DELCOURT, L. L. A., administrateur territorial principal;

DE LEEUW, R. A. C. M. H., contrôleur (Postes et Télécommunications);

DELEPLANQUE, A. M. L., agent sanitaire de 1^{re} classe;

DELESTRAIT, R. J., chef de bureau principal (Finances et Douanes);

DELFONTAINE, W. J. J. Gh., médecin de 2^{me} classe;

DELFOSSÉ, C. F. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DELFOSSÉ, F. L., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;

DELIDIMITRIOU, G., vétérinaire de 2^{me} classe;

DE LIL, G. P. A., chef de bureau de 1^{re} classe;

DELIRE, A. A. G., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

DEL MISSIER, A., agent temporaire;

DELNEUFCOURT, Ch. F. J. B., agronome de 2^{me} classe;

DELNEUVILLE, J. A. E., 1^{er} Substitut du Procureur du Roi;

DELOGNE, P. J. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

De Heren :

DE KESEL, Th. L., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE KONINK, J. L. H., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DE KOSTER, L. G. F., eersaanzewend gewestbeheerder;

DELANGHE, A. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DELAUNOIT, G. G., eersaanzewend bureelhoofd (Financiën en Douanen);

DELBAERE, R. K. Th., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DELCOURT, L. L. A., eersaanzewend gewestbeheerder;

DE LEEUW, R. A. C. M. H., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DELEPLANQUE, A. M. L., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

DELESTRAIT, R. J., eersaanzewend bureelhoofd (Financiën en Douanen);

DELFONTAINE, W. J. J. Gh., geneesheer-2^{de} klasse;

DELFOSSÉ, C. F. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DELFOSSÉ, F. L., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;

DELIDIMITRIOU, G., veearts - 2^{de} klasse;

DE LIL, G. P. A., bureelhoofd-1^{ste} klasse;

DELIRE, A. A. G., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

DEL MISSIER, A., tijdelijk beambte;

DELNEUFCOURT, Ch. F. J. B., landbouwkundige-2^{de} klasse;

DELNEUVILLE, J. A. E., 1^{ste} Substituut-Procureur des Konings;

DELOGNE, P. J. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MM. :

DE LOOF, A. E. D., 1^{er} Substitut du Procureur du Roi;

DE LOOSE, F. F. J., agronome principal;

DELPERDANGE, G. R., agent sanitaire de 1^{re} classe;

M^{me} DELPERDANGE, née GEENS, J., employée temporaire;

MM. :

DELPLANCQ, G., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

DELPORTE, A. L. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DELRUE, Ch. M. C. M. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DELSAUT, V. A., agent de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;

DELTENRE, F., surveillant principal (Travaux Publics);

DELVAUX, E. A. A. M., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

DELVAUX, J. A., artisan principal;

DELVILLE, J. A. J. M., médecin de 1^{re} classe;

DELVILLE, J. J. M. P., médecin de Laboratoire;

DELWICHE, M. Ch. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

DE MAEGD, R. H. L. M., magistrat à titre provisoire;

DE MAEYER, H. K. J., médecin de 3^{me} classe;

DEMAILLY, J. J. N., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

DEMANET, F. E. A., médecin de 1^{re} classe;

DEMANET, M. E. O., médecin de 1^{re} classe;

De Heren :

DE LOOF, A. E. D., 1^{ste} Substituut-Procureur des Konings;

DE LOOSE, F. F. J., eerstaanwezend landbouwkundige;

DELPERDANGE, G. R., gezondheids-beambte-1^{ste} klasse;

Mevrouw DELPERDANGE, geboren GEENS, J., tijdelijk beambte;

De Heren :

DELPLANCQ, G., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DELPORTE, A. L. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DELRUE, Ch. M. C. M. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DELSAUT, V. A., gerechtsbeambte-1^{ste} klasse;

DELTENRE, F., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);

DELVAUX, E. A. A. M., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

DELVAUX, J. A., eerstaanwezend ambachtsman;

DELVILLE, J. A. J. M., geneesheer-1^{ste} klasse;

DELVILLE, J. J. M. P., geneesheer van een Laboratorium;

DELWICHE, M. Ch. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

DE MAEGD, R. H. L. M., voorlopig aangesteld magistraat;

DE MAEYER, H. K. J., geneesheer-3^{de} klasse;

DEMAILLY, J. J. N., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

DEMANET, F. E. A., geneesheer-1^{ste} klasse;

DEMANET, M. E. O., geneesheer-1^{ste} klasse;

MM. :

DEMARET, A. L. M., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DEMARET, M. A. J., contrôleur principal (Budget et Contrôle Financier);

DEMEESTER, H. L., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DE MERTEN, J. B. J. P. C., conseiller suppléant de Cour d'Appel;

DE MEUR, R. J., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DE MOOR, C., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DE MULDER, J. Th. R., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DE MUYNCK, A. A., médecin de 3^{me} classe;

DENDALE, E. E. P., chef de bureau principal (Finances et Douanes);

DENDALE, F. G. E., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DE NEVE, E., agent temporaire;

DENEYER, O. N., artisan de 2^{me} classe (h.c.);

DENIE, A. J. A., administrateur territorial principal;

DE NIL, N. Ph. B., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DENIS, Ch. A., commissaire de district de 2^{me} classe;

DENS, J. M. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DE PAEPE, A. F., agent territorial de complément;

DE PAEPE, A. P. C., ingénieur principal de 2^{me} classe (Travaux Publics);

De Heren :

DEMARET, A. L. M., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DEMARET, M. A. J., eerstaanwezend controleur (Begroting en Geldelijke Controle);

DEMEESTER, H. L., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DE MERTEN, J. B. J. P. C., plaatsvervangende adviseur bij het Hof van Beroep;

DE MEUR, R. J., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE MOOR, C., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DE MULDER, J. Th. R., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DE MUYNCK, A. A., geneesheer-3^{de} klasse;

DENDALE, E. E. P., eerstaanwezend bureelhoofd (Financiën en Douanen);

DENDALE, F. G. E., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DE NEVE, E., tijdelijk beambte;

DENEYER, O. N., ambachtsman-2^{de} klasse (b.k.);

DENIE, A. J. A., eerstaanwezend gewestbeheerder;

DE NIL, N. Ph. B., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DENIS, Ch. A., districtscommissaris-2^{de} klasse;

DENS, J. M. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DE PAEPE, A. F., gewestbeambte ter aanvulling;

DE PAEPE, A. P. C., eerstaanwezend ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);

MM. :

DEPI, G. Ch. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DE RAEVE, E. A. O., 1^{er} Substitut du Procureur du Roi;

DE RAEVE, F. L., 1^{er} Substitut du Procureur du Roi;

DE RAEYMAECKER, Ch. L., artisan principal;

de RAIKEM, J. C. E. J. A., ingénieur de 2^{me} classe (Travaux Publics);

de REUL, G. M. J. E. Gh., administrateur territorial principal;

DE RIDDER, J. R. H. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DERKINDEREN, G. J. B. R., administrateur territorial principal;

DERMAUT, M. J. A., 1^{er} Substitut du Procureur du Roi;

DERNONCOURT, J. R., administrateur territorial principal;

DE RODE, Ph. A. L. M. Gh., magistrat à titre provisoire;

DE ROOVER, F., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

DE RUBEIS, E., surveillant temporaire (Travaux Publics);

DERUNGS, H. P. E., agent territorial principal;

DE RYCK, M. M., commissaire de district de 1^{re} classe;

DE RYCKEL, M. M. C., agent sanitaire de 1^{re} classe;

de SAN, J. G. F. M. L., agent territorial de 1^{re} classe;

DESCHAMPS, L. A. E., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

DE SCHEPPER, C. G. A. P., capitaine-adjoint de la Marine;

DE SCHEPPER, P. J., artisan principal;

De Heren :

DEPI, G. Ch. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DE RAEVE, E. A. O., 1^{ste} Substituut-Procureur des Konings;

DE RAEVE, F. L., 1^{ste} Substituut-Procureur des Konings;

DE RAEYMAECKER, Ch. L., eerst-aanwezend ambachtsman;

de RAIKEM, J. C. E. J. A., ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);

de REUL, G. M. J. E. Gh., eerstaanwezend gewestbeheerder;

DE RIDDER, J. R. H. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DERKINDEREN, G. J. B. R., eerst-aanwezend gewestbeheerder;

DERMAUT, M. J. A., 1^{ste} Substituut-Procureur des Konings;

DERNONCOURT, J. R., eerstaanwezend gewestbeheerder;

DE RODE, Ph. A. L. M. Gh., voorlopig aangesteld magistraat;

DE ROOVER, F., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

DE RUBEIS, E., tijdelijk opzichter (Openbare Werken);

DERUNGS, H. P. E., eerstaanwezend gewestbeambte;

DE RYCK, M. M., districtscommissaris-1^{ste} klasse;

DE RYCKEL, M. M. C., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

de SAN, J. G. F. M. L., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

DESCHAMPS, L. A. E., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

DE SCHEPPER, C. G. A. P., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;

DE SCHEPPER, P. J., eerstaanwezend ambachtsman;

MM. :	De Heren :
DESCHRIJVER, N. A. G., administrateur territorial de 2 ^{me} classe ;	DESCHRIJVER, N. A. G., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
DESEMBERG, E. J. V., agent territorial principal ;	DESEMBERG, E. J. V., eerstaanwezend gewestbeambte ;
DESMEDT, G. J., agent sanitaire de 1 ^{re} classe ;	DESMEDT, G. J., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse ;
DESMET, A. M. J. E., administrateur territorial principal ;	DESMET, A. M. J. E., eerstaanwezend gewestbeheerder ;
DE SMET, C. E., artisan principal ;	DE SMET, C. E., eerstaanwezend ambachtsman ;
DESMET, G. J., percepteur de 2 ^{me} classe (Postes et Télécommunications) ;	DESMET, G. J., ontvanger-2 ^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen) ;
DE SMET, M. J., agent territorial principal ;	DE SMET, M. J., eerstaanwezend gewestbeambte ;
DESMET, M. J., agent de 1 ^{re} classe de l'Ordre Judiciaire ;	DESMET, M. J., gerechtsbeambte-1 ^{ste} klasse ;
DE SMET, W. G. C. C. M., agronome-adjoint de 2 ^{me} classe (h. c.) ;	DE SMET, W. G. C. C. M., adjunct-landbouwkundige-2 ^{de} klasse (b.k.) ;
de SPIRLET, J. M., agent territorial principal ;	de SPIRLET, J. M., eerstaanwezend gewestbeambte ;
DESSAINT, M. E. A., administrateur territorial de 1 ^{re} classe ;	DESSAINT, M. E. A., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
DESSY, A. E. Gh., administrateur territorial de 2 ^{me} classe ;	DESSY, A. E. Gh., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
DETHIER, F. M. N., administrateur territorial de 2 ^{me} classe ;	DETHIER, F. M. N., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
DEVAUX, A. P. J., agent sanitaire de 1 ^{re} classe ;	DEVAUX, A. P. J., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse ;
DEVAUX, G. A., administrateur territorial de 1 ^{re} classe ;	DEVAUX, G. A., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
DEVAUX, J. M. J. A. L. E. C. V., procureur général ;	DEVAUX, J. M. J. A. L. E. C. V., procureur-generaal ;
DEVIGNAT, R. L. M., médecin de Laboratoire ;	DEVIGNAT, R. L. M., geneesheer van een Laboratorium ;
DEVIS, A. F. S., administrateur territorial de 2 ^{me} classe ;	DEVIS, A. F. S., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse ;
DE VLEESCHOUWER, G. R. L., médecin de 1 ^{re} classe (h.c.) ;	DE VLEESCHOUWER, G. R. L., geneesheer-1 ^{ste} klasse (b.k.) ;
DE VOS, A. J. M., sous-chef de bureau (Finances et Douanes) ;	DE VOS, A. J. M., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen) ;

MM. :	De Heren :
DE VOS, E. Cl., capitaine-adjoint de la Marine;	DE VOS, E. Cl., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
DE VOS, H. J., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	DE VOS, H. J., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
DE VOS, H. Th. A., agent territorial principal;	DE VOS, H. Th. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
DE VUYST, H. J. Ch., commissaire de district de 2 ^{me} classe;	DE VUYST, H. J. Ch., districtscommissaris-2 ^{de} klasse;
DEWAERSEGGER, L. G. M. L., procureur du Roi;	DEWAERSEGGER, L. G. M. L., procureur des Konings;
de WAHA, J. H., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	de WAHA, J. H., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
DEWAME, J. Ch. Gh., agent sanitaire de 1 ^{re} classe;	DEWAME, J. Ch. Gh., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse;
DEWEZ, E. I. L. J., agent sanitaire de 1 ^{re} classe;	DEWEZ, E. I. L. J., gezondheidsbeambte-1 ^{ste} klasse;
de WILDE, (Ecuyer), Ch. M. S. P. J., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	de WILDE, (jonkheer), Ch. M. S. P. J., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
de WILDE, J. M. H. J. R., agent territorial principal;	de WILDE, J. M. H. J. R., eerstaanwezend gewestbeambte;
DEWIT, B. J., agent territorial principal;	DEWIT, B. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
DE WITTE, P. F. V., agent temporaire;	DE WITTE, P. F. V., tijdelijk beambte;
DE WOLF, H. J. S. J., auxiliaire principal;	DE WOLF, H. J. S. J., eerstaanwezend helper;
DEWULF, A. G., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	DEWULF, A. G., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
DE ZUTTER, H. F. E. H. L., auxiliaire de 2 ^{me} classe;	DE ZUTTER, H. F. E. H. L., helper-2 ^{de} klasse;
D'HAESE, E. H., surveillant de 1 ^{re} classe (Travaux Publics);	D'HAESE, E. H., opzichter-1 ^{ste} klasse (Openbare Werken);
D'HONT, C., agent territorial principal;	D'HONT, C., eerstaanwezend gewestbeambte;
D'HONT, J. Th., auxiliaire volontaire;	D'HONT, J. Th., vrijwillig helper;
D'HOOGHE, P., directeur (Postes et Télécommunications);	D'HOOGHE, P., directeur (Posten en Verreberichtgevingen);
D'HOOGHE, M. Ch. L. J., médecin principal;	D'HOOGHE, M. Ch. L. J., eerstaanwezend geneesheer;

MM. :

DIEPERINCK, A. E. A., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DIEUDONNE, R. Ch. Gh., agent territorial principal;

DIRICK, L., administrateur territorial temporaire;

DITS, L. E., géomètre principal;

DIXON, O. J., agent sanitaire de 3^{me} classe (h.c.);

DOBKOWSKY, C., médecin de 2^{me} classe;

DOHOGNE, L. V. J., agronome principal;

DOLO, J. Gh. G., contrôleur (Postes et Télécommunications);

DOMONT, J. E. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DONA, I., artisan de 2^{me} classe (h.c.);

DONCKERS, A., agent territorial principal;

DONCKERS, J. I., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

d'ORJO de MARCHOVELETTE, E. E. L. E., commissaire de district de 2^{me} classe;

DORMAL, R. E. G. J., vétérinaire de 2^{me} classe;

DOSSOGNE, L. G. L., agent territorial principal;

DOUCET, E. L. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;

DOUCET, G. L. J. A., médecin de première classe;

DOUHET, R., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DOURTE, M. J., agronome de 2^{me} classe;

DRACHOUSOFF, V., agronome de 2^{me} classe (h.c.);

De Heren :

DIEPERINCK, A. E. A., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DIEUDONNE, R. Ch. Gh., eerstaanwendend gewestbeambte;

DIRICK, L., tijdelijk gewestbeheerder;

DITS, L. E., eerstaanwendend landmeter;

DIXON, O. J., gezondheidsbeambte-3^{de} klasse (bk.);

DOBKOWSKI, C., geneesheer-2^{de} klasse;

DOHOGNE, L. V. J., eerstaanwendend landbouwkundige;

DOLO, J. Gh. G., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DOMONT, J. E. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DONA, I., ambachtsman-2^{de} klasse (b.k.);

DONCKERS, A., eerstaanwendend gewestbeambte;

DONCKERS, J. I., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

d'ORJO de MARCHOVELETTE, E. E. L. E., districtscommissaris-2^{de} klasse;

DORMAL, R. E. G. J., vecarts-2^{de} klasse;

DOSSOGNE, L. G. L., eerstaanwendend gewestbeambte;

DOUCET, E. L. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

DOUCET, G. L. J. A., geneesheer-1^{ste} klasse;

DOUHET, R., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DOURTE, M. J., landbouwkundige-2^{de} klasse;

DRACHOUSOFF, V., landbouwkundige-2^{de} klasse (b.k.);

MM. :
DRAYE, A. A. Ch., agent territorial principal;

DREMAUX, A. J. A., opérateur adjoint de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

DRION, J. N. J., auxiliaire de 1^{re} classe;

M^{lle} DROESHAUT, J., auxiliaire de 2^{me} classe;

MM. :
DRUET, R. H. A. Gh., vétérinaire de 1^{re} classe;

DRUMEL, G. E. E., médecin de 2^{me} classe (h. c.);

DRYVERS, E. L. Gh., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DRYVERS, J. G. H., agent territorial principal;

DUBE, D. A., agent territorial principal;

DUBOIS, G. L., auxiliaire de 3^{me} classe;

DUBOIS, G. L. D. Gh., agronome principal;

DUBOIS, G. S. L., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

DUBOIS, J. N., capitaine-adjoint de la Marine;

M^{me} DUBOIS, L., employée temporaire;

MM. :
DUBUISSON, E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

DUBUISSON, M. J. J., commissaire de district de 2^{me} classe;

DUBUS, F. F. J., ancien fonctionnaire principal de l'Ordre Judiciaire;

DUBUT, G., agent territorial principal;

De Heren :
DRAYE, A. A. Ch., eerstanwezend gewestbeambte;

DREMAUX, A. J. A., adjunct-opérateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DRION, J. N. J., helper-1^{ste} klasse;

Mejuffer DROESHAUT, J., helpster-2^{de} klasse;

De Heren :
DRUET, R. H. A. Gh., veearts-1^{ste} klasse;

DRUMEL, G. E. E., geneesheer-2^{de} klasse (h.k.);

DRYVERS, E. L. Gh., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DRYVERS, J. G. H., eerstaanwezend gewestbeambte;

DUBE, D. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

DUBOIS, G. L., helper-3^{de} klasse;

DUBOIS, G. L. D. Gh., eerstaanwezend landbouwkundige;

DUBOIS, G. S. L., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

DUBOIS, J. N., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;

Mevrouw DUBOIS, L., tijdelijk beambte;

De Heren :
DUBUISSON, E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

DUBUISSON, M. J. J., districtscommissaris-2^{de} klasse;

DUBUS, F. F. J., gewezen eerstaanwezend gerechtsambtenaar;

DUBUT, G., eerstaanwezend gewestbeambte;

MM. :
DUCARME, E. E. Gh., magistrat à titre provisoire;
DUCHEMIN, R. L. Ch. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;
DUCOBU, M. J. V. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;
DUCULOT, J. M., agent territorial principal;
DUCUROI, J. V. Gh., médecin principal;
DUFOUR, A. J., surveillant principal (Travaux Publics);
M^{me} DUFOUR, A. E., employée temporaire;
MM. :
DUFOUR, G. A. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;
DUFRASNE, J., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
DUFRASNE, L. H. J., agronome-adjoint de 3^{me} classe;
DUHOT, P. Z. Ph. J., agent temporaire;
DUJARDIN, J. H. A., conducteur principal (Travaux Publics);
DUMONT, C. A. G. M. J. Gh., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
DUMONT, R. Th. J., chef de section (Travaux Publics);
DUPIERRY, C. A., agent temporaire;
DUPONCHÉEL, Ch. H. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;
DURANT, A., auxiliaire de 2^{me} classe;
M^{me} DURANT, née BIAUMET, agent temporaire;
MM. :
DUSSART, E. J., administrateur territorial principal;
DUVIVIER, R. G. Q. M., agent temporaire;

De Heren :
DUCARME, E. E. Gh., voorlopig aangesteld magistraat;
DUCHEMIN, R. L. Ch. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
DUCOBU, M. J. V. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
DUCULOT, J. M., eersaenwezend gewestbeambte;
DUCUROI, J. V. Gh., eersaenwezend geneesheer;
DUFOUR, A. J., eersaenwezend opzichter (Openbare Werken);
Mevrouw DUFOUR, A. E., tijdelijk beambte;
De Heren :
DUFOUR, G. A. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
DUFRASNE, J., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
DUFRASNE, L. H. J., adjunct-landbouwkundige-3^{de} klasse;
DUHOT, P. Z. Ph. J., tijdelijk beambte;
DUJARDIN, J. H. A., eersaenwezend conducteur (Openbare Werken);
DUMONT, C. A. G. M. J. Gh., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
DUMONT, R. Th. J., sectiehoofd (Openbare Werken);
DUPIERRY, C. A., tijdelijk beambte;
DUPONCHÉEL, Ch. H. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
DURANT, A., helper-2^{de} klasse;
Mevrouw DURANT, geboren BIAUMET, tijdelijk beambte;
De Heren :
DUSSART, E. J., eersaenwezend gewestbeheerder;
DUVIVIER, R. G. Q. M., tijdelijk beambte;

MM. :	De Heren :
DUYCK, A. J. M., agent territorial principal;	DUYCK, A. J. M., eerstaanwezend gewestbeampte;
DYSSELER, A., percepteur de 2 ^{me} classe (Postes et Télécommunications);	DYSSELER, A., ontvanger-2 ^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
EECKHOUT, L. E., agronome de 1 ^{re} classe;	EECKHOUT, L. E., landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
EECKHOUT, P., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	EECKHOUT, P., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
EERAERTS, W. L. Th. F. M., médecin de 2 ^{me} classe;	EERAERTS, W. L. Th. F. M., geneesheer-2 ^{de} klasse;
ELS, Th., vétérinaire principal;	ELS, Th., eerstaanwezend veearts;
EMPLIT, R. C. J., auxiliaire principal;	EMPLIT, R. C. J., eerstaanwezend helper;
ENGELLEN, M. Th. L., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	ENGELLEN, M. Th. L., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
ENGELS, H. Gh. E., administrateur territorial de 1 ^{re} classe;	ENGELS, H. Gh. E., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
ENGELS, J. B., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	ENGELS, J. B., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
EQUETER, G. L. J., conservateur-adjoint des Titres Fonciers;	EQUETER, G. L. J., adjunct-bewaarder der Grondtitels;
ERNZEN, J. P. L., agent territorial de 1 ^{re} classe;	ERNZEN, J. P. L., gewestbeampte-1 ^{ste} klasse;
ESSER, P. A., auxiliaire de 2 ^{me} classe;	ESSER, P. A., helper-2 ^{de} klasse;
ETCHEVERRY, P. E. R., contrôleur (h.c.), (Postes et Télécommunications);	ETCHEVERRY, P. E. R., controleur (b.k.), (Posterijen en Verreberichtgevingen);
EVERAERTS, E. P. L. E., sous-directeur (Agriculture);	EVERAERTS, E. P. L. E., onderdirecteur (Landbouw);
EVERAERTS, G. J. J., contrôleur (Postes et Télécommunications);	EVERAERTS, G. J. J., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
EVRARD, A. J. J. A. J., agent territorial principal;	EVRARD, A. J. J. A. J., eerstaanwezend gewestbeampte;
EVRARD, J. G. R., agent territorial principal;	EVRARD, J. G. R., eerstaanwezend gewestbeampte;
EVRARD, M., percepteur de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	EVRARD, ontvanger-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MM. :

FABER, J. J. H., contrôleur de 1^{re} classe (Budget et Contrôle Financier);

FACQ, G. L., artisan principal (h.c.);

FAIN, A. M. A. J., médecin de 2^{me} classe;

FARNIR, A. E. Gh., contrôleur principal (Budget et Contrôle Financier);

FASSOTTE, J. L. J., géomètre principal;

FAUCONNIER, R. J. N., opérateur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

FAUX, M. F., agent temporaire;

FECHER, J. J. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;

FERON, A. F. Th., administrateur territorial de 2^{me} classe;

FESSLER, E., médecin de 1^{re} classe (h.c.);

FEYS, M. J. C., agent territorial temporaire;

FIERLAFIJN, A. M. Th., agent territorial principal;

FIMY, W. C. Th., administrateur territorial de 1^{re} classe;

M^{me} FLAMENT, Cl. Gh., auxiliaire volontaire;

MM. :

FLAMENT, E. B. J., agent territorial principal;

FLAMENT, R. A. M. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;

FLASSELAERTS, G. A. M., agent temporaire;

FOLLMER, J. St., agronome de 2^{me} classe;

De Heren :

FABER, J. J. H., controleur-1^{ste} klasse (Begroting en geldelijke Controle);

FACQ, G. L., eerstaanwëzend ambachtsman (h.k.);

FAIN, A. M. A. J., geneesheer-2^{de} klasse;

FARNIR, A. E. Gh., eerstaanwëzend controleur (Begroting en geldelijke Controle);

FASSOTTE, J. L. J., eerstaanwëzend landmeter;

FAUCONNIER, R. J. N., operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

FAUX, M. F., tijdelijk beambte;

FECHER, J. J. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

FERON, A. F. Th., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

FESSLER, E., geneesheer-1^{ste} klasse (h.k.);

FEYS, M. J. C., tijdelijk gewestbeambte;

FIERLAFIJN, A. M. Th., eerstaanwëzend gewestbeambte;

FIMY, W. C. Th., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

Mevr. FLAMENT, Cl. Gh., vrijwillig helpster;

De Heren :

FLAMENT, E. B. J., eerstaanwëzend gewestbeambte;

FLAMENT, R. A. M. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

FLASSELAERTS, G. A. M., tijdelijk beambte;

FOLLMER, J. St., landbouwkundige-2^{de} klasse;

MM. :	De Heren :
FONSNY, L. J. A., médecin de 1 ^{re} classe;	FONSNY, L. J. A., geneesheer-1 ^{ste} klasse;
FONTAINE, F., fonctionnaire de 2 ^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;	FONTAINE, F., gerechtsambtenaar-2 ^{de} klasse;
FONTIER, R. E. A., chef de bureau de 2 ^{me} classe (Finances et Douanes);	FONTIER, R. E. A., bureelhoofd-2 ^{de} klasse (Financiën en Douanen);
FORTEMPS, M. P. A., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	FORTEMPS, M. P. A., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
FOSSE, J., auxiliaire vétérinaire-adjoint de 2 ^{me} classe;	FOSSE, J., adjunct-veeartsenijkundig helper-2 ^{de} klasse;
FOSTY, G. A. J., agent temporaire;	FOSTY, G. A. J., tijdelijk beambte;
FRANÇOIS, A. D. J., mécanicien de 1 ^{re} classe (Travaux Publics);	FRANÇOIS, A. D. J., werktuigkundige-1 ^{ste} klasse (Openbare Werken);
FRANÇOIS, Ch. A. C., agent territorial principal;	FRANÇOIS, Ch. A. C., eerstaanwezend gewestbeambte;
FRANÇOIS, F. L. M., auxiliaire de 1 ^{re} classe;	FRANÇOIS, F. L. M., helper-1 ^{ste} klasse;
FRANÇOIS, L., auxiliaire de 2 ^{me} classe;	FRANÇOIS, L., helper-2 ^{de} klasse;
FRANÇOIS, M. A. L. J., capitaine-adjoint de la Marine;	FRANÇOIS, M. A. L. J., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
FRASELLE, E., agent territorial principal;	FRASELLE, E., eerstaanwezend gewestbeambte;
FREIZIN, J., agent territorial principal;	FREIZIN, J., eerstaanwezend gewestbeambte;
FREYNE, Fl. G. V., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	FREYNE, Fl. G. V., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
GAILLARD, M. J. E. E., agent territorial principal;	GAILLARD, M. J. E. E., eerstaanwezend gewestbeambte;
GALAND, V. J. C. Gh., chef de bureau principal (Finances et Douanes);	GALAND, V. J. C. Gh., eerstaanwezend bureelhoofd (Financiën en Douanen);
GALL, J. G., agent temporaire;	GALL, J. G., tijdelijk beambte;
GALLOY, J. Gh., opérateur-adjoint de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	GALLOY, J. Gh., adjunct-opérateur-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
GALMA, A., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	GALMA, A., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
GARDINAL, E. E. H. A., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	GARDINAL, E. E. H. A., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

M^{me} GASTELLIER, née SEGALLEN,
M. J. E., agent temporaire;

MM. :

GASTELIER, S., agent temporaire;

GATIN, N., agronome-adjoint de 2^{me}
classe;

GAUPIN, R. J., administrateur territo-
rial de 2^{me} classe;

GEHAIN, A. A. Gh., administrateur ter-
ritorial de 2^{me} classe;

GELDOLF, R., agent territorial principal;

GELIN, G. J., administrateur territorial-
adjoint de 1^{re} classe;

GELISSEN, G. Ch. M. J., fonctionnaire
principal de l'Ordre Judiciaire;

GEMIN, E. J. F. M. C. J., administra-
teur territorial de 1^{re} classe;

GENERET, J. P. J., agent sanitaire de
1^{re} classe;

GENGOUT, R. Fr. A. J., conducteur de
1^{re} classe (Travaux Publics);

GENICOT, J. J. A. J., auxiliaire de
2^{me} classe;

GENIETS, M. P. S., chef de section
(Travaux Publics);

GENIN, L. F. J., géomètre de 3^{me} classe;

GEORGIADDES, M., agent (Travaux
Publics);

GEORIS, M. Fr. J., agronome-adjoint
de 3^{me} classe;

GERARD, E. J. M., agronome-adjoint
de 1^{re} classe;

GERARD, J. Ch. M., percepteur de 2^{me}
classe (Postes et Télécommunica-
tions);

GERARD, R. E. V., commissaire de
district de 2^{me} classe;

Mevr. GASTELLIER, geboren SE-
GALLEN, M. J. E., tijdelijk beambte;

De Heren :

GASTELIER, S., tijdelijk beambte;

GATIN, N., adjunct-landbouwkundige-
2^{de} klasse;

GAUPIN, R. J., gewestbeheerder-2^{de}
klasse;

GEHAIN, A. A. Gh., gewestbeheerder-
2^{de} klasse;

GELDOLF, R., eerstaanwezend gewest-
beambte;

GELIN, G. J., adjunct-gewestbeheerder-
1^{ste} klasse;

GELISSEN, G. Ch. M. J., eerstaanwe-
zend gerechtsambtenaar;

GEMIN, E. J. F. M. C. J., gewestbe-
heerder-1^{ste} klasse;

GENERET, J. P. J., gezondheidsbeamb-
te-1^{ste} klasse;

GENGOUT, R. Fr. A. J., conducteur-
1^{ste} klasse (Openbare Werken);

GENICOT, J. J. A. J., helper-2^{de} klasse;

GENIETS, M. P. S., sectiehoofd (Open-
bare Werken);

GENIN, L. F. J., landmeter-3^{de} klasse;

GEORGIADDES, M., beambte (Open-
bare Werken);

GEORIS, M. Fr. J., adjunct-landbouw-
kundige-3^{de} klasse;

GERARD, E. J. M., adjunct-landbouw-
kundige-1^{ste} klasse;

GERARD, J. Ch. M., ontvanger-2^{de}
klasse (Posterijen en Verreberichtge-
vingen);

GERARD, R. E. V., districtscommissa-
ris-2^{de} klasse;

MM. :

GERARD, R. G. R. E., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

GERIN, F., agent temporaire;

GERMAIN, G. E. A. J., géomètre de 1^{re} classe (h.c.);

GERMAIN, H. F. V., agent territorial de 1^{re} classe;

GESNOT, A. J. E., chef de bureau principal (Finances et Douanes);

GEUDEVERT, L. J. G., juge-président du tribunal de 1^{re} instance;

GEUKENS, G. L. A., médecin de 2^{me} classe;

GEURTS, A. A. A., agronome de 2^{me} classe;

GEURTS, M. E. A., administrateur territorial principal;

GEVAERTS, F. J. R., administrateur territorial principal;

GEVERS, J. B. M., administrateur territorial principal;

GHENNE, L. J. J., auxiliaire de 2^{me} classe;

GHEYSSSENS, A. A. J., artisan principal;

GHYOOT, S. J., médecin de 1^{re} classe;

GIELEN, J. J. G., ingénieur de 2^{me} classe (Travaux Publics);

GIELIS, M. M. Ch. J., administrateur territorial principal;

GIELIS, R. G. L. L., agent territorial principal;

GIFFROY, A. O. H., 1^{er} Substitut du procureur du Roi;

GILLARDIN, J. A. A., agronome principal;

GILLE, A. M. C., commissaire de district de 1^{re} classe;

De Heren :

GERARD, R. G. R. E., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

GERIN, F., tijdelijk beampte;

GERMAIN, G. E. A. J., landmeter-1^{ste} klasse (b.k.);

GERMAIN, H. F. V., gewestbeampte-1^{ste} klasse;

GESNOT, A. J. E., eestaanwezend bu-reelhoofd (Financiën en Douanen);

GEUDEVERT, L. J. G., rechter-voor-zitter der Rechtbank van 1^{ste} aanleg;

GEUKENS, G. L. A., genesheer-2^{de} klasse;

GEURTS, A. A. A., landbouwkundige-2^{de} klasse;

GEURTS, M. E. A., eestaanwezend gewestbeheerder;

GEVAERTS, F. J. R., eestaanwezend gewestbeheerder;

GEVERS, J. B. M., eestaanwezend gewestbeheerder;

GHENNE, L. J. J., helper-2^{de} klasse;

GHEYSSSENS, A. A. J., eestaanwezend ambachtsman;

GHYOOT, S. J., geneesheer-1^{ste} klasse;

GIELEN, J. J. G., ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);

GIELIS, M. M. Ch. J., eestaanwezend gewestbeheerder;

GIELIS, R. G. L. L., eestaanwezend gewestbeampte;

GIFFROY, A. O. H., 1^{ste} substituut-procureur des Konings;

GILLARDIN, J. A. A., eestaanwezend landbouwkundige;

GILLE, A. M. C., districtscommissaris-1^{ste} klasse;

MM. :

GILLE, P. J. M. C., agronome-adjoint de 1^{re} classe ;

GILLES, H. J. M. L., agent territorial principal ;

GILLET, J. M. J., médecin-hygiénist-adjoint ;

GILLIS, A. F., ingénieur agronome temporaire ;

GILLIS, F. P. L. F., ingénieur de 1^{re} classe (Travaux Publics) ;

GILON, A. P. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe ;

GILOT, G. J. Gh., agent temporaire ;

GINION, J. L. Fr., agent territorial principal ;

GINSBURG, F. L., médecin de 3^{me} classe (h.c.) ;

GLENISSON, A. E. J. A. M., agent territorial principal ;

GLORIEUX, R. J. J., agent temporaire ;

GODEFROID, R. V., administrateur territorial de 1^{re} classe ;

GODFROID, G. J. Cl., administrateur territorial de 1^{re} classe ;

GOEDERT, P. L. Ch., assistant météorologiste de 1^{re} classe ;

GOEDERTIER, J. C. Fr., administrateur territorial principal ;

GOESAERT, C. L. Fr. Gh., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications) ;

GOETHALS, F. M. M. J. A., agent territorial principal ;

GOFFEAU, G., agent temporaire ;

GOFFIN, A. P. J. P., administrateur territorial de 1^{re} classe ;

GOLDMAN, J., médecin de 1^{re} classe ;

De Heren :

GILLE, P. J. M. C., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse ;

GILLES, H. J. M. L., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GILLET, J. M. J., adjunct-geneesheer-hygiénist ;

GILLIS, A. F., tijdelijk landbouwkundig ingenieur ;

GILLIS, F. P. L. F., ingenieur-1^{ste} klasse (Openbare Werken) ;

GILON, A. P. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse ;

GILOT, G. J. Gh., tijdelijk beambte ;

GINION, J. L. Fr., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GINSBURG, F. L., geneesheer-3^{de} klasse (b.k.) ;

GLENISSON, A. E. J. A. M., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GLORIEUX, R. J. J., tijdelijk beambte ;

GODEFROID, R. V., gewestbeheerder-1^{ste} klasse ;

GODFROID, G. J. Cl., gewestbeheerder-1^{ste} klasse ;

GOEDERT, P. L. Ch., assistent-weerkundige-1^{ste} klasse ;

GOEDERTIER, J. C. Fr., eerstaanwezend gewestbeheerder ;

GOESAERT, C. L. Fr. Gh., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreherichtgevingen) ;

GOETHALS, F. M. M. J. A., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GOFFEAU, G., tijdelijk beambte ;

GOFFIN, A. P. J. P., gewestbeheerder-1^{ste} klasse ;

GOLDMAN, J., geneesheer-1^{ste} klasse ;

MM. :	De Heren :
GOMEZ, R. E. J. J., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	GOMEZ, R. E. J. J., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
GOOSSENS, F. L. M. J., agronome de 2 ^{me} classe;	GOOSSENS, F. L. M. J., landbouwkundige-2 ^{de} klasse;
GORIS, P. J. F. M. A., auxiliaire de 3 ^{me} classe;	GORIS, P. J. F. M. A., helper-3 ^{de} klasse;
GOSSET, J. E. J., agent temporaire;	GOSSET, J. E. J., tijdelijk beambte;
GOSSIAUX, B. G. Gh., agent territorial principal;	GOSSIAUX, B. G. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;
GOSSIAUX, E. A., auxiliaire principal;	GOSSIAUX, E. A., eerstaanwezend helper;
GOTTAL, F. J. J., agent territorial principal;	GOTTAL, F. J. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
GOTTSCHALLK, F., agent temporaire;	GOTTSCHALLK, F., tijdelijk beambte;
GOUGE, E. H. J. M., dessinateur de 1 ^{re} classe;	GOUGE, E. H. J. M., tekenaar-1 ^{ste} klasse;
GOUZEE, J. E. L. H., agent territorial de 1 ^{re} classe;	GOUZEE, J. E. L. H., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse;
GRAFF, E. J., administrateur territorial principal;	GRAFF, E. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
GRANDJEAN, G. H. J., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	GRANDJEAN, G. H. J., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
GRANDRY, M. L. P., agent territorial principal;	GRANDRY, M. L. P., eerstaanwezend gewestbeambte;
GRANJA, G. Fr. A., opérateur temporaire (Postes et Télécommunications);	GRANJA, G. Fr. A., tijdelijk operateur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
GRAULS, M. H. L., administrateur territorial principal;	GRAULS, M. H. L., eerstaanwezend gewestbeheerder;
GRAVEZ, P. T. T. J. I., fonctionnaire de 1 ^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;	GRAVEZ, P. T. T. J. I., gerechtsambtenaar-1 ^{ste} klasse;
GREGOIRE, E. G. J., médecin provincial;	GREGOIRE, E. G. J., provinciaal geneesheer;
GREGOIRE, J. H. Cl. E., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	GREGOIRE, J. H. Cl. E., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
GREGOIRE V J. G., administrateur territorial de 1 ^{re} classe;	GREGOIRE, V. J. G., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
GREIN, J. A. P., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	GREIN, J. A. P., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;

MM. :

GREVISSE, F. E., administrateur territorial principal ;

GRIMARD, E. J. V. N. Fr., administrateur territorial de 2^{me} classe ;

GROJEAN, G. I. O., administrateur territorial de 1^{re} classe ;

GROOTAERT, J. E. A., magistrat à titre provisoire ;

GROSFELD, J. L., médecin de 1^{re} classe ;

GROSFILS, H. L. A., agent temporaire ;

GROSJEAN, J. A. Gh., géomètre de 3^{me} classe ;

GROSJEAN, M. A. L., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes) ;

GROVEN, N. L. H. J. M., administrateur territorial de 2^{me} classe ;

GRYSOLLE, J. E. E., géomètre-adjoint de 1^{re} classe ;

GUEBELS, L. N. J., procureur général près la Cour d'Appel de Léopoldville ;

GUENTER, L. E. N., agent territorial principal ;

GUILINI, R., médecin de 3^{me} classe ;

GUILMAIN, A. J. Q., agent territorial principal ;

GUILMAIN, M. T. M. G., agent territorial principal ;

GUISSART, L. I. Fr. J., géomètre principal ;

GURICKX, J. M. E., auxiliaire principal ;

GUSTIN, J. N. A., commissaire de district de 2^{me} classe ;

GUYAUX, R. J., vétérinaire de 1^{re} classe ;

De Heren :

GREVISSE, F. E., eerstaanwezend gewestbeheerder ;

GRIMARD, E. J. V. N. Fr., gewestbeheerder-2^{de} klasse ;

GROJEAN, G. I. O., gewestbeheerder-1^{ste} klasse ;

GROOTAERT, J. E. A., voorlopig aangesteld magistraat ;

GROSFELD, J. L., geneesheer-1^{ste} klasse ;

GROSFILS, H. L. A., tijdelijk beambte ;

GROSJEAN, J. A. Gh., landmeter-3^{de} klasse ;

GROSJEAN, M. A. L., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen) ;

GROVEN, N. L. H. J. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse ;

GRYSOLLE, J. E. E., adjunct-landmeter-1^{ste} klasse ;

GUEBELS, L. N. J., procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Leopoldstad ;

GUENTER, L. E. N., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GUILINI, R., geneesheer-3^{de} klasse ;

GUILMAIN, A. J. Q., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GUILMAIN, M. T. M. G., eerstaanwezend gewestbeambte ;

GUISSART, L. I. Fr. J., eerstaanwezend landmeter ;

GURICKX, J. M. E., eerstaanwezend helper ;

GUSTIN, J. N. A., districtscommissaris-2^{de} klasse ;

GUYAUX, R. J., veearts-1^{ste} klasse ;

MM. :
 GVIRTMAN, I., agronome de 1^{re} classe;
 GYPENS, M. D., percepteur-adjoint temporaire (Postes et Télécommunications);
 GYS, R. P. J. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 GYSEMANS, F. E., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 HACHA, F. E., agronome de 2^{me} classe;
 HADDAD, E., médecin de 1^{re} classe;
 HAENTJENS, J. V., commissaire de District de 2^{me} classe;
 HAEZAERT, J., agronome-adjoint de 3^{me} classe;
 HAGEN, M. J. P., agent temporaire;
 HALAIN, P. F. E. C., commissaire de district de 2^{me} classe;
 HALLET, H. G. M. G., médecin hygiéniste;
 HALLEUX, D. S. A. H., administrateur territorial principal;
 M^{lle} HALLEUX, M. J. S., employée temporaire;
 MM. :
 HAMOIR, P. J. H. H., conseiller près la Cour d'Appel d'Elisabethville;
 HANOTTE, J. J. H., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 HANS, A., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 HANSE, M. M. A. J., auxiliaire de 1^{re} classe;
 HANSENNE, L. E. J., radio-électricien de 1^{re} classe (h.c.), (Postes et Télécommunications);

De Heren :
 GVIRTMAN, I., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 GYPENS, M. D., tijdelijk adjunct-ontvanger (Posterijen en Verreberichtigingen);
 GYS, R. P. J. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 GYSEMANS, F. E., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 HACHA, F. E., landbouwkundige-2^{de} klasse;
 HADDAD, E., geneesheer-1^{ste} klasse;
 HAENTJENS, J. V., districtscommissaris-2^{de} klasse;
 HAEZAERT, J., adjunct-landbouwkundige-3^{de} klasse;
 HAGEN, M. J. P., tijdelijk beambte;
 HALAIN, P. F. E. C., districtscommissaris-2^{de} klasse;
 HALLET, H. G. M. G., geneesheer-hygiénist;
 HALLEUX, D. S. A. H., eerstaanwend gewestbeheerder;
 Mej. HALLEUX, M. J. S., tijdelijk beambte;
 De Heren :
 HAMOIR, P. J. H. H., adviseur bij het Hof van Beroep te Elisabethstad;
 HANOTTE, J. J. H., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 HANS, A., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 HANSE, M. M. A. J., helper-1^{ste} klasse;
 HANSENNE, L. E. J., radio-electricien-1^{ste} klasse (b.k.), (Posterijen en Verreberichtigingen);

MM. :
HANSSENS, A. Ch., mécanicien principal de 1^{re} classe (Travaux Publics);

M^{lle} HANSSENS, A. C., agent sanitaire de 1^{re} classe;

MM. :
HARDY, P. J., magistrat à titre provisoire;

HARMEGNIES, P. L. G., médecin de 1^{re} classe;

HARNISFEGER, J. J. E., artisan principal;

HAVENNE, J. H. E., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

HAYOT, R. Ch. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

HEBRANT, G. G. A., auxiliaire de 2^{me} classe;

M^{me} HEIDEN, L., agent sanitaire de 3^{me} classe;

MM. :
HEMERIJCKX, F. P. M., médecin de 1^{re} classe;

HENDRICK, H. Th., administrateur territorial principal;

HENDRICKX, A. A., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;

HENNES, L., auxiliaire vétérinaire-adjoint de 1^{re} classe;

HENRARD, C. L. J. G., entomologiste, assimilé à pharmacien en chef;

HENRARD, J. A. A. M., inspecteur général (Agriculture);

HENRARD, R. M. J., agent territorial principal;

HENRION, A. J. J., artisan principal;

HENROTEAUX, L. A. L., administrateur territorial de 1^{re} classe;

De Heren :
HANSSENS, A. Ch., eerstaanwezend werktuigkundige-1^{ste} klasse (Openbare Werken);

Mej. HANSSENS, A. C., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

De Heren :
HARDY, P. J., voorlopig aangesteld magistraat;

HARMEGNIES, P. L. G., geneesheer-1^{ste} klasse;

HARNISFEGER, J. J. E., eerstaanwezend ambachtsman;

HAVENNE, J. H. E., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

HAYOT, R. Ch. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

HEBRANT, G. G. A., helper-2^{de} klasse;

Mevr. HEIDEN, L., gezondheidsbeambte-3^{de} klasse;

De Heren :
HEMERIJCKX, F. P. M., geneesheer-1^{ste} klasse;

HENDRICK, H. Th., eerstaanwezend gewestbeheerder;

HENDRICKX, A. A., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;

HENNES, L., adjunct-veeartsenijkundig helper-1^{ste} klasse;

HENRARD, C. L. J. G., entomoloog, gelijkgesteld met hoofdapotheeker;

HENRARD, J. A. A. M., inspecteur-generaal (Landbouw);

HENRARD, R. M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

HENRION, A. J. J., eerstaanwezend ambachtsman;

HENROTEAUX, L. A. L., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

MM. :
 HENRY, J. L. R., agent territorial de 1^{re} classe;
 HENSENNE, M. P. V., agent territorial principal;
 HERALY, J. G. E. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 M^{lle}HERNALSTEENS, M. J. B., agent sanitaire de 2^{me} classe;
 MM. :
 HERREMANS, A. E. J., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;
 HEUARDT, E. A., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 HEYMANN, A. R., cinéaste;
 HEIJNEN, G. N. H., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 HIGUET, F. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 HIOCO, E., agent territorial de 1^{re} classe;
 M^{me} HIOCO, née JEANNET-GRIS, C., employée temporaire;
 MM. :
 HIRTZ, N., administrateur territorial-adjoint de 1^{re} classe;
 HISSETTE, Ph. J. M. L. A. Gh., médecin provincial;
 HOEBEKE, L. F. J. H., médecin provincial;
 HOEN, R. F. A., agent territorial de 1^{re} classe;
 HOFFMANN, R. Cl. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 HOFKENS, L. A. H., gouverneur de province;
 HOMANS, J. A. G., administrateur territorial de 1^{re} classe;

De Heren :
 HENRY, J. L. R., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 HENSENNE, M. P. V., eerstaanwezend gewestbeambte;
 HERALY, J. G. E. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 Mej. HERNALSTEENS, M. J. B. gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;
 De Heren :
 HERREMANS, A. E. J., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;
 HEUARDT, E. A., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 HEYMANN, A. R., kineast;
 HEIJNEN, G. N. H., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 HIGUET, F. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 HIOCO, E., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 Mevr. HIOCO, geboren JEANNET-GRIS, tijdelijk beambte;
 De Heren :
 HIRTZ, N., adjunct-gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 HISSETTE, Ph. J. M. L. J. A. Gh., provinciaal geneesheer;
 HOEBEKE, L. F. J. H., provinciaal geneesheer;
 HOEN, R. F. A., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 HOFFMANN, R. Cl. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 HOFKENS, L. A. H., provincie-gouverneur;
 HOMANS, J. A. G., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

MM. :

HONAY, R. A. P. E., agent territorial principal;

HOOFD, H. J. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

HOOSEMANS, R. J., agronome de 2^{me} classe;

HOPPE, A. E. J., agent territorial principal;

HORION, X. M. A. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

HOSSLET, A. E. Gh., auxiliaire vétérinaire de 2^{me} classe;

HOSTE, J. M. J., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

M^{me} HOSTE, née BROUETTE, F., employée temporaire;

MM. :

HOTTELARD, L. A. H., artisan temporaire;

HOUART, E. L. J. V., administrateur territorial-adjoint de 3^{me} classe;

HOUDART, J. G., agent territorial de 1^{re} classe;

HOULBERT, C. V. A. M., conducteur principal (Travaux Publics);

HUBERT, H. M. J. Gh., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

HUBERTY, O. O. M., agent temporaire;

HUCQ, H. D. G., magistrat à titre provisoire;

HUET, J. Fr., agronome de 2^{me} classe;

HULET, J. B. R. A. Gh., administrateur territorial;

HUMBLET, P. V. J., agronome de 1^{re} classe;

De Heren :

HONAY, R. A. P. E., eerstaanwezend gewestbeambte;

HOOFD, H. J. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

HOOSEMANS, R. J., landbouwkundige-2^{de} klasse;

HOPPE, A. E. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

HORION, X. M. A. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

HOSSLET, A. E. Gh., vecartstenijkundig helper-2^{de} klasse;

HOSTE, J. M. J., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

Mevr. HOSTE, geboren BROUETTE, F., tijdelijk beambte;

De Heren :

HOTTELARD, L. A. H., tijdelijk ambachtsman;

HOUART, E. L. J. V., adjunct-gewestbeheerder-3^{de} klasse;

HOUDART, J. G., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

HOULBERT, C. V. A. M., eerstaanwezend conducteur (Openbare Werken);

HUBERT, H. M. J. Gh., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

HUBERTY, O. O. M., tijdelijk beambte;

HUCQ, H. D. G., voorlopig aangesteld magistraat;

HUET, J. Fr., landbouwkundige-2^{de} klasse;

HULET, J. B. R. A. Gh., adjunct-gewestbeheerder-2^{de} klasse;

HUMBLET, P. V. J., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MM. :

HUTT, R. J., agent temporaire;

HUYBRECHTS, P. L. M., agent territorial de 2^{me} classe;

HUYGENS, L. V., agent temporaire;

HUYNEN, G. A., lieutenant de la Marine;

HUYS, R. C. V., auxiliaire principal;

HYMAN, G. J., administrateur territorial-adjoint de 1^{re} classe;

INDEKEU, J. M. E., agronome-adjoint de 2^{me} classe;

INDEKEU, M. A. M. Th., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

IPPERSIEL, F. O. J. Gh., géomètre de 2^{me} classe;

ISAAC, J. E. M. F. H., agent de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;

ISERENTANT, F. J., agent territorial principal;

JABON, F. E. Gh., artisan de 1^{re} classe;

JACOB, A. B. A., administrateur territorial de 1^{re} classe;

JACOB, E., agronome-adjoint de 3^{me} classe (h.c.);

JACOBS, J. A. M. I. L. Cl., médecin de 1^{re} classe;

JACQUET, G. A. E. A., agent territorial de complément;

JADIN, J. B. J. Gh., médecin de Laboratoire;

JADOUL, I. J. J. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

JAENE, E. M. A., agent territorial principal;

JALHAY, V. H., administrateur territorial principal;

De Heren :

HUTT, R. J., tijdelijk beambte;

HUYBRECHTS, P. L. M., gewestbeambte-2^{de} klasse;

HUYGENS, L. V., tijdelijk beambte;

HUYNEN, G. A., luitenant bij het Zee-wezen;

HUYS, R. C. V., eerstaanwezend helper;

HYMAN, G. J., adjunct-gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

INDEKEU, J. M. E., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;

INDEKEU, M. A. M. Th., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

IPPERSIEL, F. O. J. Gh., landmeter-2^{de} klasse;

ISAAC, J. E. M. F. H., gerechtsbeambte-1^{ste} klasse;

ISERENTANT, F. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

JABON, F. E. G. Gh., ambachtsman-1^{ste} klasse;

JACOB, A. B. A., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

JACOB, E., adjunct-landbouwkundige-3^{de} klasse (b.k.);

JACOBS, J. A. M. I. L. Cl., geneesheer-1^{ste} klasse;

JACQUET, G. A. E. A., gewestbeambte ter aanvulling;

JADIN, J. B. J. Gh., geneesheer van een Laboratorium;

JADOUL, I. J. J. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

JAENE, E. M. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

JALHAY, V. H., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MM. :
 JAMAR, A. H. J. A., auxiliaire de 2^{me} classe;
 JAMAR, L. J. L., artisan principal;
 JAMMAER, R. E. J. P., commissaire de district de 1^{re} classe;
 JAMSIN, A. V. F. D. G. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 JANOT, Fl. J. M. A. G. Gh., médecin de 3^{me} classe (h.c.);
 JANOT, G. N. P. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 JANS, J. E., agent territorial principal;
 JANS, L. J. M., capitaine de la Marine;
 JANSSENS, A. M. A., agent territorial de 1^{re} classe;
 JANSSEN, H. R. L., commandant-adjoint de la Marine;
 JANSSEN, R. E., agent territorial principal;
 JANSSENS, E. L., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
 JANSSENS, F. J. A., directeur général (Finances et Douanes);
 JANSSENS, L. C. M. M., juge-président du Tribunal de 1^{re} instance;
 JANSSENS, P. J., agent territorial principal;
 JANSSENS, V. A. J., médecin de 2^{me} classe;
 JASSOGNE, L. J., géomètre de 2^{me} classe;
 JAUGNEAU, J. A., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
 JAUMAIN, M. N. H. J. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :
 JAMAR, A. H. J. A., helper-2^{de} klasse;
 JAMAR, L. J. L., eerstaanwezend ambachtsman;
 JAMMAER, R. E. J. P., districtscommissaris-1^{ste} klasse;
 JAMSIN, A. V. F. D. G. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 JANOT, Fl. J. M. A. G. Gh., geneesheer-3^{de} klasse (b.k.);
 JANOT, G. N. P. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 JANS, J. E., eerstaanwezend gewestbeambte;
 JANS, L. J. M., kapitein bij het Zee-wezen;
 JANSSENS, A. M. A., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 JANSSEN, H. R. L., adjunct-commandant bij het Zeewezen;
 JANSSEN, R. E., eerstaanwezend gewestbeambte;
 JANSSENS, E. L., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
 JANSSENS, F. J. A., directeur-generaal (Financiën en Douanen);
 JANSSENS, L. C. M. M., rechter-voorzitter der Rechtbank van 1^{ste} aanleg;
 JANSSENS, P. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 JANSSENS, V. A. J., geneesheer-2^{de} klasse;
 JASSOGNE, L. J., landmeter-2^{de} klasse;
 JAUGNEAU, J. A., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 JAUMAIN, M. N. H. J. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MM. :
 JAUMIN, M. M. F., auxiliaire de 1^{re} classe;
 JAUMOTTE, E. J. R., conducteur principal (Travaux Publics);
 JERNANDER, J. M. A., agronome principal;
 M^{lle} JEROMSKY, V., employée temporaire;
 MM. :
 JEURISSEN, P. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 JOAO d'Almeida, A., agent temporaire;
 JOB, G. E. H., agent territorial principal;
 JOB, R. M., artisan principal;
 JOCHMANS, E. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 JOHNEN, Ch. J., mécanicien principal de 1^{re} classe (Travaux Publics);
 JONLET, J. M. G., ingénieur principal de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
 JOOLE, M. J. M. Ch. C. J., agent territorial principal;
 JOORIS, J. G. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 JORGE, M. N., opérateur (Postes et Télécommunications);
 JORIS, L. F. J., artisan principal;
 JOSSE, L. V., percepteur-adjoint de 1^{re} classe;
 JUILLARD, J. A., médecin de 2^{me} classe;
 JULEMONT, V. N. E., magistrat à titre provisoire;

De Heren :
 JAUMIN, M. M. F., helper-1^{ste} klasse;
 JAUMOTTE, E. J. R., eerstaanwezend conducteur (Openbare Werken);
 JERNANDER, J. M. A., eerstaanwezend landbouwkundige;
 Mej. JEROMSKY, V., tijdelijk beambte;
 De Heren :
 JEURISSEN, P. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 JOAO d'Almeida, A., tijdelijk beambte;
 JOB, G. E. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
 JOB, R. M., eerstaanwezend ambachtsman;
 JOCHMANS, E. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 JOHNEN, Ch. J., eerstaanwezend werktuigkundige - 1^{ste} klasse (Openbare Werken);
 JONLET, J. M. G., eerstaanwezend ingénieur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 JOOLE, M. J. M. Ch. C. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 JOORIS, J. G. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 JORGE, M. N., operateur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 JORIS, L. F. J., eerstaanwezend ambachtsman;
 JOSSE, L. V., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 JUILLARD, J. A., geneesheer-2^{de} klasse;
 JULEMONT, V. N. E., voorlopig aangesteld magistraat;

MM. :	De Heren :
JUNGELSON, J., médecin de 1 ^{re} classe ;	JUNGELSON, J., geneesheer-1 ^{ste} klasse ;
KADANER, M., médecin principal ;	KADANER, M., eerstaanwezend geneesheer ;
KALISKI, R., agent territorial de 2 ^{me} classe ;	KALISKI, R., gewestbeambte-2 ^{de} klasse ;
KEES, G. H., fonctionnaire de 2 ^{me} classe de l'Ordre judiciaire ;	KEES, G. H., gerechtsambtenaar-2 ^{de} klasse ;
KELECOM, G. A. M. A., percepteur-adjoint de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications) ;	KELECOM, G. A. M. A., adjunct-ontvanger-1 ^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen) ;
KEMPINAIRE, L. J., administrateur territorial de 1 ^{re} classe ;	KEMPINAIRE, L. J., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
KETELSLEGERS, F. V. J., agent territorial principal ;	KETELSLEGERS, F. V. J., eerstaanwezend gewestbeambte ;
KETTENMEYER, N., pharmacien principal ;	KETTENMEYER, N., eerstaanwezend apotheker ;
KEYSER, H. L., gouverneur de province ;	KEYSER, H. L., provincie-gouverneur ;
KIESEL, H. Th., administrateur territorial de 1 ^{re} classe ;	KIESEL, H. Th., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse ;
KILLENS, J. B., agent territorial principal ;	KILLENS, J. B., eerstaanwezend gewestbeambte ;
KINO, H. L. C., agent territorial principal ;	KINO, H. L. C., eerstaanwezend gewestbeambte ;
KIRSCHENBILDER, A., agent territorial principal ;	KIRSCHENBILDER, A., eerstaanwezend gewestbeambte ;
KIVITS, M. N. M., médecin de 2 ^{me} classe ;	KIVITS, M. N. M., geneesheer-2 ^{de} klasse ;
KLAUS, E. E. J. G., commis de 1 ^{re} classe (Finances et Douanes) ;	KLAUS, E. E. J. G., klerk-1 ^{ste} klasse (Financiën en Douanen) ;
KNAFF, E. E. A., agronome de 1 ^{re} classe ;	KNAFF, E. E. A., landbouwkundige-1 ^{ste} klasse ;
KNORS, J., aspirant de 2 ^{me} classe de la Marine ;	KNORS, J., adelborst-2 ^{de} klasse bij het Zeewezen ;
KOK, L. E. P., médecin de 2 ^{me} classe ;	KOK, L. E. P., geneesheer-2 ^{de} klasse ;

MM. :

KOKELBERG, E. Ch. O. Gh., agent territorial de complément;

KOLEN, J. P., auxiliaire de 2^{me} classe;

KOSMAN, M. A. L., agent sanitaire de 1^{re} classe;

KOUSSOF, C., agronome de 2^{me} classe (h.c.);

KRAM, N., médecin de 2^{me} classe (h.c.);

KRANS, J. N., agent territorial principal;

KRASNIANSKY, V., agronome de 2^{me} classe;

KREUTZ, M. J. M., commissaire de district de 2^{me} classe;

KRYN, J. F. M., médecin de 1^{re} classe;

KUHN, E., mécanicien temporaire (Travaux Publics);

LABIAU, M. A. E. F. M., agent territorial principal;

LABRIQUE, J. A. Gh. M., agent territorial principal;

LABYE, J. J. E., administrateur territorial-adjoint de 2^{me} classe;

LACOUR, A. C. H., agent territorial de 1^{re} classe;

LACOUR, A. G. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;

LACOURT, R. L. D., agent territorial principal;

LAFONTAINE, G. A. Gh., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

LAGAE, R. A. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;

LALOT, Ph. H. A. Gh., percepteur-adjoint de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

LAMBERT, A. J. G. A., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :

KOKELBERG, E. Ch. O. Gh., gewest-beambte ter aanvulling;

KOLEN, J. P., helper-2^{de} klasse;

KOSMAN, M. A. L., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

KOUSSOF, C., landbouwkundige-2^{de} klasse (b.k.);

KRAM, N., geneesheer-2^{de} klasse (b.k.);

KRANS, J. N., eerstaanwezend gewest-beambte;

KRASNIANSKY, V., landbouwkundige-2^{de} klasse;

KREUTZ, M. J. M., districtscommissaris-2^{de} klasse;

KRYN, J. F. M., geneesheer-1^{ste} klasse;

KUHN, E., tijdelijk werktuigkundige (Openbare Werken);

LABIAU, M. A. E. F. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

LABRIQUE, J. A. Gh. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

LABYE, J. J. E., adjunct-gewestbeheerder-2^{de} klasse;

LACOUR, A. C. H., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

LACOUR, A. G. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

LACOURT, R. L. D., eerstaanwezend gewestbeambte;

LAFONTAINE, G. A. Gh., onderbu-reelhoofd (Financiën en Douanen);

LAGAE, R. A. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

LALOT, Ph. H. A. Gh., adjunct-ontvan-ger-2^{de} klasse (Posterijen en Verre-berichtgevingen);

LAMBERT, A. J. G. A., adjunct-land-bouwkundige-1^{ste} klasse;

MM. :
LAMBERT, A. J. J., agent territorial principal;
M^{me} LAMBERT, née BOEYKENS, A. M. M., employée temporaire;
MM. :
LAMBERT, E., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
LAMBERT, P. L., agronome-adjoint de 2^{me} classe;
LAMBILLON, J. X. Gh., médecin de 2^{me} classe;
LAMBO, L. P. M. C., administrateur territorial de 2^{me} classe;
LAMBOTTE, P. J. F. R. Gh., premier substitut du procureur du Roi;
LAMBRICHTS, G. P. L., médecin provincial;
LAMOTE, C. J., artisan principal;
LAMOTE, E. J., médecin de 1^{re} classe;
LAMOTTE, W. A. J. E., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
LANCKSWEERT, F. P. Ph. M., agent temporaire;
LANDRAIN, R. V. P. J., administrateur territorial principal;
LANGHOOR, J. B. J., agent territorial principal;
LANGUY, J. F. G. Gh., agronome de 2^{me} classe;
LANTERNIER, H., agent temporaire;
LANTIN, L. F. C., mécanicien principal de 2^{me} classe (Travaux Publics);
LANUIT, A. G. H. J., agent territorial principal;
LAP, A. A., agent territorial de 2^{me} classe (h.c.);
LAPIERRE, R. E. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

De Heren :
LAMBERT, A. J. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
Mevr. LAMBERT, geboren BOEYKENS, A. M. M., tijdelijk beambte;
De Heren :
LAMBERT, E., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
LAMBERT, P. L., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;
LAMBILLON, J. X. Gh., geneesheer-2^{de} klasse;
LAMBO, L. P. M. C., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
LAMBOTTE, P. J. F. R. Gh., 1^{ste} substituu-procureur des Konings;
LAMBRICHTS, G. P. L., provinciaal geneesheer;
LAMOTE, C. J., eerstaanwezend ambachtsman;
LAMOTE, E. J., geneesheer-1^{ste} klasse;
LAMOTTE, W. A. J. E. bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
LANCKSWEERT, F. P. Ph. M., tijdelijk beambte;
LANDRAIN, R. V. P. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
LANGHOOR, J. B. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
LANGUY, J. F. G. Gh., landbouwkundige-2^{de} klasse;
LANTERNIER, H., tijdelijk beambte;
LANTIN, L. F. C., eerstaanwezend werktuigkundige-2^{de} klasse (Openbare Werken);
LANUIT, A. G. H. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
LAP, A. A., gewestbeambte-2^{de} klasse (b.k.);
LAPIERRE, R. E. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MM. :

LARDINOIS, H. H., agent territorial principal;
 LARDINOIS, L. F. S. Gh., commissaire provincial;
 LARDOT, N., artisan temporaire;
 LARTILLER, O. F. L., administrateur territorial principal;
 LASSOT, C., agent temporaire;
 LAUNOIS, Ch. E., auxiliaire de 2^{me} classe;
 LAURENT, C. A. J., agent territorial principal;
 LAURENT, D. Th., agent territorial de 1^{re} classe;
 LAURENT, J. F. B. Gh., ingénieur temporaire;
 LAURENT, R. O., médecin principal;
 LAURENT, V. J. Gh., mécanicien principal de 2^{me} classe (Travaux Publics);
 LAUREYS, A. L., agent territorial principal;
 LAVAL, A. G. L., juge du Tribunal de 1^{re} instance;
 LEBBE, F. D. M. J., magistrat à titre provisoire;
 LEBIED, B. B., agent sanitaire temporaire;
 LEBIED, E., photographe temporaire;
 LEBRUN, A. J. L. C. M. J., agronome de 2^{me} classe;
 le BUSSY, R. H. L. F. X., commissaire de district de 1^{re} classe;
 LECERF, F. E., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 LECLERC, H. D. R., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 LECLERCQ, A. H. J., agent temporaire;

De Heren :

LARDINOIS, H. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LARDINOIS, L. F. S. Gh., provinciaal commissaris;
 LARDOT, N., tijdelijk ambachtsman;
 LARTILLER, O. F. L., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 LASSOT, C., tijdelijk beambte;
 LAUNOIS, Ch. E., helper-2^{de} klasse;
 LAURENT, C. A. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LAURENT, D. Th., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 LAURENT, J. F. B. Gh., tijdelijk ingénieur;
 LAURENT, R. O., eerstaanwezend geneesheer;
 LAURENT, V. J. Gh., eerstaanwezend werktuigkundige-2^{de} klasse (Openbare Werken);
 LAUREYS, A. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LAVAL, A. G. L., rechter der rechtbank van 1^{ste} aanleg;
 LEBBE, F. D. M. J., voorlopig aange-steld magistraat;
 LEBIED, B. B., tijdelijk gezondheidsbeambte;
 LEBIED, E., tijdelijk fotograaf;
 LEBRUN, A. J. L. C. M. J., landbouwkundige-2^{de} klasse;
 le BUSSY, R. H. L. F. X., districtscommissaris-1^{ste} klasse;
 LECERF, F. E., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 LECLERC, H. D. R., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 LECLERCQ, A. H. J., tijdelijk beambte;

MM. :
 LECLERCQ, J. L. M. Gh., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 LECLERCQ, L. L. Gh., administrateur territorial principal;
 LECLERE, H. J. J. V. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 LECOCQ, A. M. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 LECOCQ, M. E. A., médecin de 1^{re} classe;
 LECOCQ, S. J. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 LECOSTE, B. P. J., agent territorial principal;
 LEDENT, H. J. A., médecin principal;
 LE DOCTE, Ph., surveillant principal (h.c.), (Travaux Publics);
 LEDUC, P. F. Gh. J. J., 1^{er} substitut du procureur du Roi;
 LEEMANS, H. J. J., agent territorial principal;
 LEEMANS, N. A., agent territorial principal;
 LEFEVRE, P. Ch. A. Gh., agronome de 2^{me} classe;
 LEGEIN, G. F., lieutenant de la Marine;
 LEGRAIE, A. E. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 LEGROS, H. H. M., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
 LEHNERTS, A. J. P., agent territorial principal;
 LEJEUNE, E. J. R. M. L. N., radioélectricien de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
 LEJEUNE, J. B. H., sous-directeur (Agriculture);

De Heren :
 LECLERCQ, J. L. M. Gh., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 LECLERCQ, L. L. Gh., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 LECLERE, H. J. J. V. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 LECOCQ, A. M. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 LECOCQ, M. E. A., geneesheer-1^{ste} klasse;
 LECOCQ, S. J. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 LECOSTE, B. P. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LEDENT, H. J. A., eerstaanwezend geneesheer;
 LE DOCTE, Ph., eerstaanwezend opzichter (b.k.), (Openbare Werken);
 LEDUC, P. F. Gh. J. J., 1^{ste} substituant-procureur des Konings;
 LEEMANS, H. J. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LEEMANS, N. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LEFEVRE, P. Ch. A. Gh., landbouwkundige-2^{de} klasse;
 LEGEIN, G. F., luitenant bij het Zee-wezen;
 LEGRAIE, A. E. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 LEGROS, H. H. M., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 LEHNERTS, A. J. P., eerstaanwezend gewestbeambte;
 LEJEUNE, E. J. R. M. L. N., radioelectricien-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 LEJEUNE, J. B. H., onderdirecteur (Landbouw);

MM. :	De Heren :
LEKEU, L. M. A. J., chef de bureau principal (Finances et Douanes);	LEKEU, L. M. A. J., eerstaanwezend bureelhoofd (Financiën en Douanen);
LELOUX, P. L. V. Gh., agronome principal;	LELOUX, P. L. V. Gh., eerstaanwezend landbouwkundige;
LELUBRE, F. A. A., agent territorial principal;	LELUBRE, F. A. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
LEMAIRE, F. J., artisan principal;	LEMAIRE, F. J., eerstaanwezend ambachtsman;
le MAIRE de WARZEE d'HERMALE (Baron), E. J. L. M. Ch. J. W. E. G., substitut du procureur du Roi;	le MAIRE de WARZEE d'HERMALE (Baron), E. J. L. M. Ch. J. W. E. G., substituut-procureur des Konings;
LEMAITRE, J. F., sous-chef de section (Postes et Télécommunications);	LEMAITRE, J. F., ondersectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);
LEMAL, A., contrôleur de 2 ^{me} classe (Budget et Contrôle Financier);	LEMAL, A., controleur-2 ^{de} klasse (Begroting en geldelijke Controle);
LEMBORELLE, A. H. J., administrateur territorial principal;	LEMBORELLE, A. H. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
LEMMENS, Ch. F., agronome de 2 ^{me} classe;	LEMMENS, Ch. F., landbouwkundige-2 ^{de} klasse;
LENIERE, L. P., lieutenant de la Marine;	LENIERE, L. P., luitenant bij het Zee-wezen;
LENOIR, P. F. A., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	LENOIR, P. F. A., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
LENOIR, R. E., chef de bureau de 1 ^{re} classe (Finances et Douanes);	LENOIR, R. E., bureelhoofd-1 ^{ste} klasse Financiën en Douanen);
LENS, G., artisan principal;	LENS, G., eerstaanwezend ambachtsman;
LENTZEN, J. H. A., agent territorial principal;	LENTZEN, J. H. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
LEONARD, C. A., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	LEONARD, C. A., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
LEONARD, E., chef de bureau temporaire;	LEONARD, E., tijdelijk bureelhoofd;
LEONARD, E. N. F. J., agent territorial principal;	LEONARD, E. N. F. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
LEONET, R. E. J. A., agent territorial principal;	LEONET, R. E. J. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
LEONTOVITCH, C., directeur (Agriculture);	LEONTOVITCH, C., directeur (Landbouw);

MM. :

- LEOTARD, Ch. P. N. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
- LEPAGE, A. P. N. J. Gh., agent territorial principal;
- LEPAGE, J. A. Th. J., surveillant principal (Travaux Publics);
- LEPAS, E. L. J. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;
- LEQUY, R. F. J. L., chef de section (Travaux Publics);
- LERMUSIAUX, H. A. E., administrateur territorial principal;
- LESAGE, L. Ch. V., administrateur territorial principal;
- LEURQUIN, A. L. E., agronome-adjoint de 2^{me} classe;
- LEWILLON, R. E. A., médecin principal;
- LHOEST, M. Th. M., ingénieur principal de 2^{me} classe (Travaux Publics);
- LIBENS, J. H., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
- LIBERT, N., J. H., administrateur territorial de 1^{re} classe;
- LIBERT, V. A. M., agent territorial principal;
- LIBERTON, G. E. F. G. J. F., administrateur territorial principal;
- LIBOTTE, M. J. H., administrateur territorial de 1^{re} classe;
- LICENNE, P. C. M. G., commissaire de district de 2^{me} classe;
- LIEFSOONS, M. J. F. M., agent sanitaire de 1^{re} classe;
- LIEGEOIS, A. J. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;
- LIEGEOIS, E. Th. J. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
- LIEGEOIS, P. L. C. J., médecin directeur de laboratoire;

De Heren :

- LEOTARD, Ch. P. N. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
- LEPAGE, A. P. N. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;
- LEPAGE, J. A. Th. J., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);
- LEPAS, E. L. J. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
- LEQUY, R. F. J. L., sectiehoofd (Openbare Werken);
- LERMUSIAUX, H. A. E., eerstaanwezend gewestbeheerder;
- LESAGE, L. Ch. V., eerstaanwezend gewestbeheerder;
- LEURQUIN, A. L. E., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;
- LEWILLON, R. E. A., eerstaanwezend geneesheer;
- LHOEST, M. Th. M., eerstaanwezend ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);
- LIBENS, J. H., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
- LIBERT, N. J. H., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
- LIBERT, V. A. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
- LIBERTON, G. E. F. G. J. F., eerstaanwezend gewestbeheerder;
- LIBOTTE, M. J. H., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
- LICENNE, P. C. M. G., districtscommissaris-2^{de} klasse;
- LIEFSOONS, M. J. F. M., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
- LIEGEOIS, A. J. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
- LIEGEOIS, E. Th. J. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
- LIEGEOIS, P. L. C. J., geneesheer bestuurder van een laboratorium;

MM. :
 LIESNARD, A. A. A., inspecteur
 d'Etat;
 LIEVENS, J. B., agent territorial prin-
 cipal;
 LIMAUGE, W. A. P., agent de 1^{re} clas-
 se de l'Ordre Judiciaire;
 M^{lle} LIMBOS, I., auxiliaire principal;

MM. :
 LIMBOS, P. A. J., médecin de 2^{me} clas-
 se;
 LIMBREE, H. J. J. G., agent tempo-
 raire;
 LIMPENS, G. Ph., chef de bureau prin-
 cipal (Finances et Douanes);
 LINDEN, M. L., agent territorial prin-
 cipal;
 LINGIER, G. H., administrateur terri-
 torial principal;
 LINSTER, P. M., agent territorial de
 1^{re} classe;
 LIPPENS, A. E. E., ingénieur de 3^{me}
 classe (Travaux Publics);
 LISTIK, Z., médecin de 1^{re} classe (h.c.);
 LOCUS, G. A. M. W., surveillant prin-
 cipal (h.c.), (Travaux Publics);
 LOECKX, M. A. M., agronome-adjoint
 de 1^{re} classe;
 LONCIN, J. H. J., administrateur terri-
 torial de 2^{me} classe;
 LONCOUR, P. J. C., agent sanitaire de
 1^{re} classe;
 LONNIAUX, A. H., administrateur
 territorial de 2^{me} classe;
 LOPPENS, H. J. Ch. V. E., agent de
 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;
 LORENZ, G. J., auxiliaire de 2^{me} classe;
 LOUWERS, Ch. A. V. Gh., agronome-
 adjoint de 1^{re} classe;

De Heren :
 LIESNARD, A. A. A., Staatsinspecteur;
 LIEVENS, J. B., eerstaanwezend ge-
 westbeambte;
 LIMAUGE, W. A. P., gerechtsbeambte-
 1^{ste} klasse;
 Mej. LIMBOS, I., eerstaanwezend help-
 ster;

De Heren :
 LIMBOS, P. A. J., geneesheer-2^{de} klas-
 se;
 LIMBREE, H. J. J. G., tijdelijk be-
 ambte;
 LIMPENS, G. Ph., eerstaanwezend bu-
 reelhoofd (Financiën en Douanen);
 LINDEN, M. L., eerstaanwezend ge-
 westbeambte;
 LINGIER, G. H., eerstaanwezend ge-
 westbeheerder;
 LINSTER, P. M., gewestbeambte-1^{ste}
 klasse;
 LIPPENS, A. E. E., ingenieur-3^{de} klas-
 se (Openbare Werken);
 LISTIK, Z., geneesheer-1^{ste} klasse (b.
 k.);
 LOCUS, G. A. M. W., eerstaanwezend
 opzichter (b.k.) (Openbare Werken);
 LOECKX, M. A. M., adjunct-landbouw-
 kundige-1^{ste} klasse;
 LONCIN, J. H. J., gewestbeheerder-2^{de}
 klasse;
 LONCOUR, P. J. C., gezondheidsbe-
 ambte-1^{ste} klasse;
 LONNIAUX, A. H., gewestbeheerder-
 2^{de} klasse;
 LOPPENS, H. J. Ch. V. E., gerechts-
 beambte-1^{ste} klasse;
 LORENZ, G. J., helper-2^{de} klasse;
 LOUWERS, Ch. A. V. Gh., adjunct-
 landbouwkundige-1^{ste} klasse;

LURQUIN R. L. Gh., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

LUXEN, F. J. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

LUYCKX, F. E., agent territorial principal;

LUYCKX, G. V. A., surveillant principal (Travaux Publics);

LYCOPS, I. L. G. R. R., agent territorial principal;

LYRAS, M. N., agent temporaire;

LYSO, A., agent temporaire;

MAENHAUT, M. C. P. J. L. A. M. J., administrateur territorial principal;

MAERVOET, E., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

MAES, L. P. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MAES, R. M., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MAESELE, M. G., agent territorial principal;

MAESEN, L. F. G., agent territorial principal;

MAGOTTEAUX, E. J. J., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

MAHDESSIAN, H., vétérinaire de 2^{me} classe;

MAISIN, R. Ch. L., agent temporaire;

MALENGREAU, E., agent territorial principal;

MALGET, A. J. J., administrateur territorial principal;

MALHERBE, G. G. J. Gh., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MALLET, O., contrôleur (Postes et Télécommunications);

MALVOZ, L. L. N., agent territorial principal;

LURQUIN, R. L. Gh., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

LUXEN, F. J. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

LUYCKX, F. E., eersaanwezend, gewestbeambte;

LUYCKX, G. V. A., eersaanwezend opzichter (Openbare Werken);

LYCOPS, I. L. G. R. R., eersaanwezend gewestbeambte;

LYRAS, M. N., tijdelijk beambte;

LYSO, A., tijdelijk beambte;

MAENHAUT, M. C. P. J. L. A. M. J., eersaanwezend gewestbeheerder;

MAERVOET, E., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

MAES, L. P. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MAES, R. M., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MAESELE, M. G., eersaanwezend gewestbeambte;

MAESEN, L. F. G., eersaanwezend gewestbeambte;

MAGOTTEAUX, E. J. J., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

MAHDESSIAN, H., veearts-2^{de} klasse;

MAISIN, R. Ch. L., tijdelijk beambte;

MALENGREAU, E., eersaanwezend gewestbeambte;

MALGET, A. J. J., eersaanwezend gewestbeheerder;

MALHERBE, G. G. J. Gh., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MALLET, O., controleur (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MALVOZ, L. L. N., eersaanwezend gewestbeambte;

MM. :
 MANANDISE, V. M. A. Gh., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 MANDEVILLE, G. O., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 MANGELSCHOTS, Th. Ch., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 MANIGART, A. J. J., agent territorial de 1^{re} classe;
 MANY, A. R., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 MAQUESTIAU, P. F. J., médecin de 3^{me} classe;
 MAQUET, P. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 MARANNES, J. L., agent territorial principal;
 MARCHAL, V. M., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
 MARECHAL, J. J., artisan principal;
 MARIEN, H. E. F., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 MARLOYE, A. A. J. Gh., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
 MARMITTE, H. M. J. J. B., commissaire de district de 1^{re} classe;
 MARQUES da SILVA, J. P., mécanicien temporaire (Travaux Publics);
 MARTIAL, G. Ch. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 MARTIN, C. L. J. A., agent territorial principal;
 MARTIN, M. F. Gh., médecin de 2^{me} classe;
 MARTIN, V. J. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 MARTINS Bonilha de TOLEDO, S. E. P. S., capitaine-adjoint de la Marine;
 MARUECHI, E., agent temporaire;

De Heren :
 MANANDISE, V. M. A. Gh., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 MANDEVILLE, G. O., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 MANGELSCHOTS, Th. Ch., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 MANIGART, A. J. J., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 MANY, A. R., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 MAQUESTIAU, P. F. J., geneesheer-3^{de} klasse;
 MAQUET, P. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 MARANNES, J. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
 MARCHAL, V. M., bureelhoofd-1^{ste} klasse; (Financiën en Douanen);
 MARECHAL, J. J., eerstaanwezend ambachtsman;
 MARIEN, H. E. F., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 MARLOYE, A. A. J. Gh., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
 MARMITTE, H. M. J. J. B., districts-commissaris-1^{ste} klasse;
 MARQUES da SILVA, J. P., tijdelijk werktuigkundige (Openbare Werken);
 MARTIAL, G. Ch. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 MARTIN, C. L. J. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
 MARTIN, M. F. Gh., geneesheer-2^{de} klasse;
 MARTIN, V. J. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 MARTINS Bonilha de TOLEDO, S. E. P. S., adjunct-kapitein bij het Zee-
 wezen;
 MARUECHI, E., tijdelijk beambte;

MM. :

MASEREEL, R. F. P. A., administrateur territorial-adjoint de 1^{re} classe;

MASSART, A. J. J., commissaire de district de 2^{me} classe;

MASSART, A. M. J., sous-directeur (Finances et Douanes);

MASSE, G. Ch. A., médecin principal;

MASSEAU, J. J. B., agent territorial principal;

MASSER, Ch. F. V. F. J., agent territorial de 1^{re} classe;

MASSOTTE, C. G., géomètre principal;

MATHIEU, F. J. G. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

MATHIEU, M. E., contrôleur (h.c.), (Postes et Télécommunications);

MATHIEU, V. H. Ch. J., médecin principal;

MATHY, L. Ch. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MATON, M. G. R. F. J. Gh., agronome-adjoint de 2^{me} classe;

MATTELAER, E. M. A. R., administrateur territorial principal;

MATTENS, X. J., auxiliaire de 1^{re} classe;

MATTERNE, L. C. E., agent territorial principal;

MATTHEEUWS, M. G., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

MATTHUYS, Ch., agent territorial principal;

MATTLET, J. M. L. Ch., agent territorial principal;

MATTON, M. H. J., agent territorial principal;

MAUDOUX, S. J. Gh., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

De Heren :

MASEREEL, R. F. P. A., adjunct-gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

MASSART, A. J. J., districtscommissaris-2^{de} klasse;

MASSART, A. M. J., onderdirecteur (Financiën en Douanen);

MASSE, G. Ch. A., eerstaanwezend geneesheer;

MASSEAU, J. J. B., eerstaanwezend gewestbeambte;

MASSER, Ch. F. V. F. J., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

MASSOTTE, C. G., eerstaanwezend landmeter;

MATHIEU, F. J. G. J., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

MATHIEU, M. E., controleur (b.k.), (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MATHIEU, V. H. Ch. J., eerstaanwezend geneesheer;

MATHY, L. Ch. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MATON, M. G. R. F. J. Gh., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;

MATTELAER, E. M. A. R., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MATTENS, X. J., helper-1^{ste} klasse;

MATTERNE, L. C. E., eerstaanwezend gewestbeambte;

MATTHEEUWS, M. G., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

MATTHUYS, Ch., eerstaanwezend gewestbeambte;

MATTLET, J. M. L. Ch., eerstaanwezend gewestbeambte;

MATTON, M. H. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

MAUDOUX, S. J. Gh., radio-electricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

M^{me} MAUEN, née GEERTS, B., employée temporaire;

MM. :

MEGANCK, C. S. E., agent territorial principal;

MEGANCK, J., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MEIRE, G. A., artisan principal;

MELAERTS, F., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MENU, H. O., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

MENU, N. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MERCIER, J. A., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

MERCKAERT, D. O. J., substitut du procureur général;

MERCKX, C., vétérinaire principal (h. c.);

MERTENS, L. A. G. A. M. J. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;

MESTAG, F. G. F. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MESTDAGH, M. M. J. P., auxiliaire de 3^{me} classe;

MESTREZ, L. G., agent territorial principal;

MEULDERS, J. B., radio-électricien de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

MEULENBERGS, J. M. V., capitaine de la Marine;

MEUNIER, A. J. L., sous-directeur (Finances et Douanes);

MEUNIER, R. J. R., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MEURRENS, J. P. R., lieutenant de la Marine;

Mevr. MAUEN, geboren GEERTS, B., tijdelijk beambte;

De Heren :

MEGANCK, C. S. E., eerste aanwzende gewestbeambte;

MEGANCK, J., radio-electricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MEIRE, G. A., eerste aanwzende ambachtsman;

MELAERTS, F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MENU, H. O., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

MENU, N. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MERCIER, J. A., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MERCKAERT, D. O. J., substituut-procureur-generaal;

MERCKX, C., eerste aanwzende veearts (b.k.);

MERTENS, L. A. G. A. M. J. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

MESTAG, F. G. F. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MESTDAGH, M. M. J. P., helper-3^{de} klasse;

MESTREZ, L. G., eerste aanwzende gewestbeambte;

MEULDERS, J. B., radio-electricien-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MEULENBERGS, J. M. V., kapitein bij het Zeewezen;

MEUNIER, A. J. L., onderdirecteur (Financiën en Douanen);

MEUNIER, R. J. R., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MEURRENS, J. P. R., luitenant bij het Zeewezen;

MM. :

MEYERS, R. J. M. E. Ch., médecin de 2^{me} classe;

MICHAUX, M. J. Gh., agent territorial principal;

MICHEL, G. A. J. F. F., agent territorial principal;

MICHEL, L. J. J., agronome de 1^{re} classe;

MICHEL, R. J. B. Gh., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MICHEZ, H. E. A. Gh., conseiller de Cour d'Appel;

MICHIELS, M. G. M. J., agent territorial principal;

MICHIELSEN, E. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MICHOTTE, D. Ch. H., agronome principal;

MICHOULOWITCH, J., médecin de 1^{re} classe (h. c.);

MIGEON, A. A. A., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

MIGEOTTE, V. G. C. J., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

MIGNOLET, R. J. J., agent de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;

MILIS, Gh. C. E., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MILLECAMP, A., auxiliaire de 1^{re} classe;

MILLET, E. F. E., agent sanitaire de 1^{re} classe;

MINGUET, E. J. P., agent sanitaire de 1^{re} classe;

MINNE, J. E. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MOEDBECK, E. L. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;

De Heren :

MEYERS, R. J. M. E. Ch., geneesheer-2^{de} klasse;

MICHAUX, M. J. Gh., eersaanzewend gewestbeambte;

MICHEL, G. A. J. F. F., eersaanzewend gewestbeambte;

MICHEL, L. J. J., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MICHEL, R. J. B. Gh., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MICHEZ, H. E. A. Gh., adviseur bij het Hof van Beroep;

MICHIELS, M. G. M. J., eersaanzewend gewestbeambte;

MICHIELSEN, E. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MICHOTTE, D. Ch. H., eersaanzewend landbouwkundige;

MICHOULOWITCH, J., geneesheer-1^{ste} klasse (b. k.);

MIGEON, A. A. A., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MIGEOTTE, V. G. C. J., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

MIGNOLET, R. J. J., gerechtsbeambte-1^{ste} klasse;

MILIS, Gh. C. E., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MILLECAMP, A., helper-1^{ste} klasse;

MILLET, E. F. E., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

MINGUET, E. J. P., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

MINNE, J. E. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MOEDBECK, E. L. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MM. :

MOELLER de LADDERSOUS, A. A. J., vice-gouverneur général honoraire;

• MOENS, J. F., agent de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;

MOHYMONT, J. Gh., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MOL, G. F. J., médecin principal;

MOLHAN, R. F. A. Gh., agent territorial principal;

MOLITOR, G. M. C. J., agronome de 1^{re} classe;

MONGARE, G. G., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MONS, X. J. M. A. F., administrateur territorial principal;

MONTENEZ, P. A. E. J., administrateur territorial principal;

MONTEYNE, E. I., agent territorial principal;

MOONS, H. H., agent territorial principal;

MOREAU, Ch. A. G. M. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MOREAU, M. R. A., vétérinaire principal;

MOREAU, R. J. G. V., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

MOREAUX, Ch. N., conservateur-adjoint des Titres Fonciers;

MOREAUX, G. J. J. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;

MOREL, L. G., gouverneur de province;

MOREZ, A. J. M. H. Gh., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

MORIAME, R. E. A., administrateur territorial principal;

De Heren :

MOELLER de LADDERSOUS, A. A. J., ere-vice-gouverneur-generaal;

MOENS, J. F., gerechtsbeambte-1^{ste} klasse;

MOHYMONT, J. Gh., radio-electricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MOL, G. F. J., eerstaanwezend geneesheer;

MOLHAN, R. F. A. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

MOLITOR, G. M. C. J., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

MONGARE, G. G., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MONS, X. J. M. A. F., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MONTENEZ, P. A. E. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MONTEYNE, E. I., eerstaanwezend gewestbeambte;

MOONS, H. H., eerstaanwezend gewestbeambte;

MOREAU, Ch. A. G. M. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MOREAU, M. R. A., eerstaanwezend veearts;

MOREAU, R. J. G. V., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

MOREAUX, Ch. N., adjunct-bewaarder der Grondtitels;

MOREAUX, G. J. J. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

MOREL, L. G., provincie-gouverneur;

MOREZ, A. J. M. H. Gh., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

MORIAME, R. E. A., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MM. :

MORICE, L. F., chef radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

MORTIAUX, R. M. M., agent sanitaire de 1^{re} classe;

MOSTAERT, E., agent territorial temporaire;

MOTTRY, L. V., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

MOULINASSE, P. J. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;

MULLER, L. R., sous-chef de section (Postes et Télécommunications);

MYNCKE, F. M. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

NANKMAN, H. B., agent temporaire;

NAUS, A. R. M. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;

NAUWELAERT, P. J. M., commissaire de district de 1^{re} classe;

NAUWELAERTS, J. H. M., auxiliaire de 2^{me} classe;

NEELS, P. A., opérateur-adjoint de 3^{me} classe (h.c.), (Postes et Télécommunications);

NEF, G. G., chef de section (Travaux Publics);

NELIS, A. S. J. B., médecin principal;

NEUJEAN, G. A., médecin directeur de Laboratoire;

NEY, J. B. M. E. M. J., administrateur territorial principal;

NICAISE, A. A. J. L. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

NICOLAI, F. H. P. G., agronome de 2^{me} classe;

NOBIS, J. L. F., artisan principal;

De Heren :

MORICE, L. F., hoofd-radio-electricien 1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MORTIAUX, R. M. M., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

MOSTAERT, E., tijdelijk gewestbeambte;

MOTTRY, L. V., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

MOULINASSE, P. J. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MULLER, L. R., ondersectiehoofd (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MYNCKE, F. M. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

NANKMAN, H. B., tijdelijk beambte;

NAUS, A. R. M. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

NAUWELAERT, P. J. M., districts-commissaris-1^{ste} klasse;

NAUWELAERTS, J. H. M., helper-2^{de} klasse;

NEELS, P. A., adjunct-operateur-3^{de} klasse (h.k.), (Posterijen en Verreberichtgevingen);

NEF, G. G., sectiehoofd (Openbare Werken);

NELIS, A. S. J. B., eerstaanwezend geneesheer;

NEUJEAN, G. A., geneesheer bestuurder van een Laboratorium;

NEY, J. B. M. E. M. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

NICAISE, A. A. J. L. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

NICOLAI, F. H. P. G., landbouwkundige-2^{de} klasse;

NOBIS, J. L. F., eerstaanwezend ambachtsman;

MM. :
 NOLLET, J. S. A. M., ingénieur de 2^{me} classe (Travaux Publics);
 NONNOM, G. O. P. Gh., agent territorial temporaire;
 NUNES, Y., agent temporaire;
 NYS, J. F., agent territorial principal;
 NYVILLE, R. L. J., auxiliaire de 2^{me} classe;
 OLIVIER, G. M. L., sous-directeur (Finances et Douanes);
 OLYSLAGER, F. M., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 ONDARIO, V., artisan de 2^{me} classe (h.c.);
 OPSOMER, S. E. L. M. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 ORBAEN, Ch. P. M. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 ORBAEN, J. J. M. A., 1^{er} substitut du procureur du Roi;
 ORBAN, J. L. E., agent temporaire;
 ORLOVITCH-WOLK, A., médecin principal (h.c.);
 OSSOSSOFF, D., directeur de la Marine;
 OSTYN, O. H. A. M. J., agent territorial de 1^{re} classe;
 PACKBIERS, A. J. H., opérateur-adjoint de 2^{me} classe (h.c.), (Postes et Télécommunications);
 PAELINCK, A. Th. Ch. G., sous-directeur (Postes et Télécommunications);
 PAELINCK, J. H., administrateur territorial principal;
 PALANTE, H. J. P. M., géomètre de 2^{me} classe;
 PANIER, E. J. Gh. Gh., médecin principal;

De Heren :
 NOLLET, J. S. A. M., ingénieur-2^{de} classe (Openbare Werken);
 NONNOM, G. O. P. Gh., tijdelijk gewestbeambte;
 NUNES, Y., tijdelijk beambte;
 NYS, J. F., eersstaanwezend gewestbeambte;
 NYVILLE, R. L. J., helper-2^{de} klasse;
 OLIVIER, G. M. L., onderdirecteur (Financiën en Douanen);
 OLYSLAGER, F. M., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse);
 ONDARIO, V., ambachtsman-2^{de} klasse (b.k.);
 OPSOMER, S. E. L. M. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 ORBAEN, Ch. P. M. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 ORBAEN, J. J. M. A., 1^{ste} substituut-procureur des Konings;
 ORBAN, J. L. E., tijdelijk beambte;
 ORLOVITCH-WOLK, A., eersstaanwezend geneesheer (b.k.);
 OSSOSSOFF, D., directeur bij het Zee-wezen;
 OSTYN, O. H. A. M. J., gewestbeambte-1^{ste} klasse;
 PACKBIERS, A. J. H., adjunct-operaateur-2^{de} klasse (b.k.), (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 PAELINCK, A. Th. Ch. G., onderdirecteur (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 PAELINCK, J. H., eersstaanwezend gewestbeheerder;
 PALANTE, H. J. P. M., landmeter-2^{de} klasse;
 PANIER, E. J. Gh. Gh., eersstaanwezend geneesheer;

MM. :
PANNIER, L. G., agent sanitaire de 1^{re} classe;

PAPLEUX, L. R., agent territorial principal;

M^{me} PAPLEUX, née DURIEU, S. A. Ch., employée temporaire;

MM. :
PAQUAY, E. E. Th., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

PAQUET, J. Th. Ch. S., administrateur territorial principal;

PARADIS, J. J. Gh., commissaire de district de 2^{me} classe;

PARENT, E. J. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;

M^{lle} PASSAU, L. M. G., auxiliaire de 1^{re} classe;

MM. :
PASTEELS, E. A., J. Gh., vétérinaire de 1^{re} classe;

PATARD, N. Ch., agent temporaire;

PATTYN, P. J. J. M., agronome de 1^{re} classe;

PAULUS, J. M., administrateur territorial principal;

PAULY, J. P. G., médecin de 1^{re} classe;

PAUWELS, E. Th. S., commandant-adjoint de la Marine;

PAUWELS, G. A. Ch., médecin de 3^{me} classe;

M^{lle} PEEL, E. M. G., auxiliaire de 1^{re} classe;

MM. :
PEETERS, P. F., agent temporaire;
PEIGNEUX, F. J. A., commissaire provincial;

PELLEGRINO, P., agent temporaire;

PERE, O. M. A., médecin principal;

De Heren :
PANNIER, L. G., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

PAPLEUX, L. R., eerstaanwezend gewestbeambte;

Mevr. PAPLEUX, geboren DURIEU, S. A. Ch., tijdelijk beambte;

De Heren :
PAQUAY, E. E. Th., adjunct-operateur-1^{ste} klasse; (Posterijen en Verreberichtgevingen);

PAQUET, J. Th. Ch. S., eerstaanwezend gewestbeheerder;

PARADIS, J. J. Gh., districtscommissaris-2^{de} klasse;

PARENT, E. J. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

Mej. PASSAU, L. M. G., helpster-1^{ste} klasse;

De Heren :
PASTEELS, E. A. J. Gh., veearts-1^{ste} klasse;

PATARD, N. Ch., tijdelijk beambte;

PATTYN, P. J. J. M., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

PAULUS, J. M., eerstaanwezend gewestbeheerder;

PAULY, J. P. G., geneesheer-1^{ste} klasse;

PAUWELS, E. Th. S., adjunct-commandant bij het Zeewezen;

PAUWELS, G. A. Ch., geneesheer-3^{de} klasse;

Mej. PEEL, E. M. G., helpster-1^{ste} klasse;

De Heren :
PEETERS, P. F., tijdelijk beambte;
PEIGNEUX, F. J. A., provinciaal commissaris;

PELLEGRINO, P., tijdelijk beambte;

PERE, O. M. A., eerstaanwezend geneesheer;

MM. :

PERIN, F. Gh., médecin de 2^{me} classe;

PERPETTE, G. A. Gh., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;

PETERS, E. H. V., administrateur territorial de 2^{me} classe;

PETERS, L. L., agent temporaire;

PETERS, R. F., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

PETIT, M. A., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

PETITOT, L. D. V., agent temporaire;

PETRIDIS, M., agent temporaire;

PHILIPPE, G. M. P., contrôleur de 1^{re} classe (Budget et Contrôle Financier);

PICARD, E., agent sanitaire de 1^{re} classe;

PIEN, E. O. C., administrateur de 1^{re} classe;

PIERAERTS, G. G. A., médecin principal;

PIERLOOT, F. G. A., agent territorial principal;

PIERLOT, A. F. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

PIERRE, F. Ph. G., administrateur territorial de 1^{re} classe;

PIERRET, M. H. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

PIERROT, A. J., ingénieur de 2^{me} classe (Travaux Publics);

PIERROT, P. E. J., commissaire de district de 2^{me} classe;

PIETTE, M. J. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;

PINCKET, A. A., agent territorial principal;

PINET, J. M. P. J., président de Cour d'Appel;

PINTO, M., agent temporaire;

De Heren :

PERIN, F. Gh., geneesheer-2^{de} klasse;

PERPETTE, G. A. Gh., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;

PETERS, E. H. V., gewestbeheerder-2^{de} klassé;

PETERS, L. L., tijdelijk beambte;

PETERS, R. F., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

PETIT, M. A., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

PETITOT, L. D. V., tijdelijk beambte;

PETRIDIS, M., tijdelijk beambte;

PHILIPPE, G. M. P., controleur-1^{ste} klasse (Begroting en Geldelijke Controle);

PICARD, E., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

PIEN, E. O. C., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

PIERAERTS, G. G. A., eerstaanwend geneesheer;

PIERLOOT, F. G. A., eerstaanwend gewestbeambte;

PIERLOT, A. F. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

PIERRE, F. Ph. G., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

PIERRET, M. H. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

PIERROT, A. J., ingenieur-2^{de} klasse (Openbare Werken);

PIERROT, P. E. J., districtscommissaris-2^{de} klasse;

PIETTE, M. J. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

PINCKET, A. A., eerstaanwend gewestbeambte;

PINET, J. M. P. J., voorzitter bij het Hof van Beroep;

PINTO, M., tijdelijk beambte;

MM. :

PIRMEZ, A. F. Gh., agent territorial principal;

PIRON, E. C., auxiliaire de 2^{me} classe;

PIRON, L. A., agent territorial principal;

PIRON, P. J. J., magistrat à titre provisoire;

PIROTTE, J. P. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;

M^{me} PITZELE, S., employée temporaire;

MM. :

PLAS, J. M., administrateur territorial principal;

PLATEL, G. F. S. L., médecin principal;

PLISNIER, R., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

PLUVIER, J. A., artisan de 1^{re} classe (h.c.);

POELS, L. J. M., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

POJER, G., vétérinaire temporaire;

POLET, J. J., administrateur territorial principal;

POLLEFORT, J. P. O., agent temporaire;

POLLIENUS, N. L. L., opérateur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

POLLYN, R. A., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

PONCELET, A. L. A. M., calculateur météorologiste de 2^{me} classe;

PONCELET, E. J. Gh., auxiliaire de 2^{me} classe;

PONCELET, G. M., agent territorial principal;

PONCHARD, G. D., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

De Heren :

PIRMEZ, A. F. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

PIRON, E. C., helper-2^{de} klasse;

PIRON, L. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

PIRON, P. J. J., voorlopig aangesteld magistraat;

PIROTTE, J. P. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

Mej. PITZELE, S., tijdelijk beambte;

De Heren :

PLAS, J. M., eerstaanwezend gewestbeheerder;

PLATEL, G. F. S. L., eerstaanwezend geneesheer;

PLISNIER, R., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

PLUVIER, J. A., ambachtsman-1^{ste} klasse (b.k.);

POELS, L. J. M., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

POJER, G., tijdelijk veearts;

POLET, J. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

POLEFORT, J. P. O., tijdelijk beambte;

POLLIENUS, N. L. L., operateur-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

POLLYN, R. A., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

PONCELET, A. L. A. M., rekenaar-weerkundige-2^{de} klasse;

PONCELET, E. J. Gh., helper-2^{de} klasse;

PONCELET, G. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

PONCHARD, G. D., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

MM. :	De Heren :
POPYN, E. J., chef de section (Travaux Publics);	POPYN, E. J., sectiehoofd (Openbare Werken);
POTUGAELS, J. L. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	POTUGAELS, J. L. J., onderbureauhoofd (Financiën en Douanen);
POSSCHELLE, M. A. C. M. J., conseiller de Cour d'Appel;	POSSCHELLE, M. A. C. M. J., adviseur bij het Hof van Beroep;
POTDOR, H. L. J., auxiliaire vétérinaire-adjoint de 2 ^{me} classe;	POTDOR, H. L. J., adjunct-veeartsenijkundig helper-2 ^{de} klasse;
POTIER, A. L. H., agent territorial principal;	POTIER, A. L. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
POTVIN, Ch., agent territorial principal;	POTVIN, Ch., eerstaanwezend gewestbeambte;
POURBAIX, E. C. Gh., médecin de 1 ^{re} classe;	POURBAIX, E. C. Gh., geneesheer-1 ^{ste} klasse;
PREAUX, G. H. J., agent territorial principal;	PREAUX, G. H. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
PREYS, R. P., gouverneur de province;	PREYS, R. P., provincie-gouverneur;
PUISSANT, G. C. J. Gh., chef de section (Travaux Publics);	PUISSANT, G. C. J. Gh., sectiehoofd (Openbare Werken);
PUTMANS, E. V. J. Gh., ingénieur principal de 2 ^{me} classe (Affaires Economiques);	PUTMANS, E. V. J. Gh., eerstaanwezend ingenieur-2 ^{de} klasse (Economische Zaken);
PUTZ, K. A. W., agent territorial de 1 ^{re} classe;	PUTZ, K. A. W., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse;
QUINET, A., chef de bureau de 2 ^{me} classe (Finances et Douanes);	QUINET, A., bureauhoofd-2 ^{de} klasse (Financiën en Douanen);
QUINET, C. J. A., auxiliaire de 2 ^{me} classe;	QUINET, C. J. A., helper-2 ^{de} klasse;
QUINETS, A. J. V., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	QUINETS, A. J. V., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
QUINETS, J. J. M., agent temporaire;	QUINETS, J. J. M., tijdelijk beambte;
QUINTENS, A. A., médecin de 3 ^{me} classe;	QUINTENS, A. A., geneesheer-3 ^{de} klasse;
QUINTIN, J. R. J. Gh., agent territorial temporaire;	QUINTIN, J. R. J. Gh., tijdelijk gewestbeambte;
QUIX, J. P. M. M., administrateur territorial principal;	QUIX, J. P. M. M., eerstaanwezend gewestbeheerder;
QUOILIN, G. F. M. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	QUOILIN, G. F. M. J., onderbureauhoofd (Financiën en Douanen);

MM. :	De Heren :
RADERMECKER, A. L. N. A. A., agent territorial principal;	RADERMECKER, A. L. N. A. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
RADOUX, W. H. G. N., agent sanitaire de 1 ^{re} classe;	RADOUX, W. H. G. N., gezondheids- beambte-1 ^{ste} klasse;
RAE, M. A. M., procureur du Roi;	RAE, M. A. M., procureur des Konings;
RAES, C., agent territorial temporaire;	RAES, C., tijdelijk gewestbeambte;
RAFALOVITCH, Vl., géomètre de 2 ^{me} classe (h.c.);	RAFALOVITCH, Vl., landmeter-2 ^{de} klasse (b.k.);
RANDOUR, M. V. J., radio-électricien de 2 ^{me} classe (h. c.), (Postes et Télé- communications);	RANDOUR, M. V. J., radio-electricien- 2 ^{de} klasse (bk.), (Posterijen en Verre- berichtgevingen);
RANDOUR, R. E., auxiliaire vétérinaire de 2 ^{me} classe;	RANDOUR, R. E., veeartsenijkundig helper-2 ^{de} klasse;
RASSINFOSSE, F. N., géomètre de 2 ^{me} classe;	RASSINFOSSE, F. N., landmeter-2 ^{de} klasse;
RATZ, E. N. J., agent territorial prin- cipal;	RATZ, E. N. J., eerstaanwezend ge- westbeambte;
RAVIJTS, E. A., agent sanitaire de 2 ^{me} classe;	RAVIJTS, E. A., gezondheidsbeambte- 2 ^{de} klasse;
REICHELT, A. A. F. S., agronome- adjoint de 1 ^{re} classe;	REICHELT, A. A. F. S., adjunct-land- bouwkundige-1 ^{ste} klasse;
REIF, M. W., capitaine-adjoint de la Marine;	REIF, M. W., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
REILES, J., agent territorial principal;	REILES, J., eerstaanwezend gewestbe- ambte;
REINTJENS, R. J. P., sous-chef de section (Travaux Publics);	REINTJENS, R. J. P., ondersectiehoofd (Openbare Werken);
RENARD, J. H. L. Gh. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	RENARD, J. H. L. Gh. J., onderbureel- hoofd (Financiën en Douanen);
RENARD, O. J., administrateur terri- torial de 1 ^{re} classe;	RENARD, O. J., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
RENARD, P. J. J., agronome de 2 ^{me} classe;	RENARD, P. J. J., landbouwkundige- 2 ^{de} klasse;
RENAULD, M. A., administrateur ter- ritorial de 1 ^{re} classe;	RENAULD, M. A., gewestbeheerder- 1 ^{ste} klasse;
RENER, J. F. A., administrateur terri- torial de 2 ^{me} classe;	RENER, J. F. A., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
RENSON, G. L. J., chef de bureau de 2 ^{me} classe (Finances et Douanes);	RENSON, G. L. J., bureelhoofd-2 ^{de} klasse (Financiën en Douanen);
RENSON, H. G. M. J., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	RENSON, H. G. M. J., onderbureel- hoofd (Financiën en Douanen);

MM. :
 RENSON, H. L. F., lieutenant de Marine;
 RENWART, A. I. J., agent territorial principal;
 REUMONT, J. E. J., capitaine-adjoint de la Marine;
 REUNIS, P. J. F. A. M., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 REYMENANS, Ch. L. L., administrateur territorial principal;
 REYNAERT, L., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 REZNIK, J., médecin principal;
 RICHIR, F. J. N., juge-président du tribunal de 1^{re} instance;
 RIGOT, E. F. Gh., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 ROBERT, J. L., agronome principal;
 ROBERTI, N. Ch. C., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 ROEGES, P. W., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 ROEGIERS, L. A., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 ROELANDTS, F. J., administrateur territorial principal;
 ROELENIS, H. F. J., médecin de 2^{me} classe;
 ROELS, A. J. J., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 ROGET, M. A. Cl. V., médecin de 3^{me} classe;
 ROJDESTVENSKY, B., médecin principal;
 ROLAND, A. D. P. E. I., agent sanitaire de 1^{re} classe;
 ROLAND, C. E. Gh., géomètre de 1^{re} classe;

De Heren :
 RENSON, H. L. F., luitenant bij het Zeewezen;
 RENWART, A. I. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 REUMONT, J. E. J., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
 REUNIS, P. J. F. A. M., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 REYMENANS, Ch. L. L., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 REYNAERT, L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 REZNIK, J., eerstaanwezend geneesheer;
 RICHIR, F. J. N., rechter-voorzitter der rechtbank van 1^{ste} aanleg;
 RIGOT, E. F. Gh., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 ROBERT, J. L., eerstaanwezend landbouwkundige;
 ROBERTI, N. Ch. C., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 ROEGES, P. W., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 ROEGIERS, L. A., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 ROELANDTS, F. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 ROELENIS, H. F. J., geneesheer-2^{de} klasse;
 ROELS, A. J. J., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 ROGET, M. A. Cl. V., geneesheer-3^{de} klasse;
 ROJDESTVENSKY, B., eerstaanwezend geneesheer;
 ROLAND, A. D. P. E. I., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
 ROLAND, C. E. Gh., landmeter-1^{ste} klasse;

MM. :

ROMAIN, E. M. Gh., commissaire de district de 2^{me} classe;

ROMAIN, R. A. H., agent temporaire;

RONGE, G. E., agent temporaire;

RONSE, A. I. G., agent territorial principal;

RONSMANS, Ch. L., administrateur territorial principal;

RON SSE, C. S. F., médecin de 2^{me} classe;

RONVAL, A. D. N. Gh., conducteur principal (Travaux Publics);

ROSSEELS, L. J. E., agent territorial principal;

ROTY, F. J. J. E. G., agent territorial de 2^{me} classe;

ROUMA, O. N. H., géomètre de 2^{me} classe;

ROUSCHE, B. H. N., agent territorial principal;

M^{lle} ROUSSEAU, E. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;

MM. :

ROUSSEAU, W. G. Th. A., médecin de 3^{me} classe;

ROYER, P. J. N., médecin principal;

ROZET, G. A., artisan principal;

RUBINSZSTEJN, W., médecin de 1^{re} classe;

RUPPOL, A. Fr. Ch. Gh., médecin principal;

RUSMONT, E. Fr. J., agent temporaire;

RUSSIAUX, M. H. J., surveillant principal (Travaux Publics);

RUYS, F. Th. J., ingénieur de 1^{re} classe;

RUYS SERS, G. J. B. M. E. H., agent territorial principal;

De Heren :

ROMAIN, E. M. Gh., districtscommissaris-2^{de} klasse;

ROMAIN, R. A. H., tijdelijk beambte;

RONGE, G. E., tijdelijk beambte;

RONSE, A. I. G., eersaenwezend gewestbeambte;

RONSMANS, Ch. L., eersaenwezend gewestbeheerder;

RON SSE, C. S. F., geneesheer-2^{de} klasse;

RONVAL, A. D. N. Gh., eersaenwezend conducteur (Openbare Werken);

ROSSEELS, L. J. E., eersaenwezend gewestbeambte;

ROTY, F. J. J. E. G., gewestbeambte-2^{de} klasse;

ROUMA, O. N. H., landmeter-2^{de} klasse;

ROUSCHE, B. H. N., eersaenwezend gewestbeambte;

Mej. ROUSSEAU, E. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

De Heren :

ROUSSEAU, W. G. Th. A., geneesheer-3^{de} klasse;

ROYER, P. J. N., eersaenwezend geneesheer;

ROZET, G. A., eersaenwezend ambachtsman;

RUBINSZSTEJN, W., geneesheer-1^{ste} klasse;

RUPPOL, A. Fr. Ch. Gh., eersaenwezend geneesheer;

RUSMONT, E. Fr. J., tijdelijk beambte;

RUSSIAUX, M. H. J., eersaenwezend opzichter (Openbare Werken);

RUYS, F. Th. J., ingenieur-1^{ste} klasse;

RUYS SERS, G. J. B. M. E. H., eersaenwezend gewestbeambte;

MM. :	De Heren :
SACRE, Ch. E. M. J., magistrat à titre provisoire;	SACRE, Ch. E. M. J., voorlopig aange-steld magistraat;
SAERENS, C. L. N., administrateur ter-ritorial de 2 ^{me} classe;	SAERENS, C. L. N., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
SALVATORE, A., artisan temporaire;	SALVATORE, A., tijdelijk ambachts-man;
SAMUEL, E. C. J., géomètre princi-pal;	SAMUEL, E. C. J., eerstaanwezend landmeter;
SAMUEL, P., agronome de 2 ^{me} classe;	SAMUEL, P., landbouwkundige-2 ^{de} klasse;
SAND, G. H., commissaire provincial;	SAND, G. H., provinciaal commissaris;
SANDRA, J., agent territorial de 1 ^{re} classe;	SANDRA, J., gewestbeambte-1 ^{ste} klasse;
SANDRART, G. V., commissaire de district de 2 ^{me} classe;	SANDRART, G. V., districtscommissa-ris-2 ^{de} klasse;
SANDRON, N. J., agent territorial de complément;	SANDRON, N. J., gewestbeambte ter aanvulling;
SANTERRE, R. Cl. P. A. Gh., géomè-tre de 2 ^{me} classe;	SANTERRE, R. Cl. P. A. Gh., land-meter-2 ^{de} klasse;
SAUBLAIN, L., artisan de 2 ^{me} classe (h.c.);	SAUBLAIN, L., ambachtsman-2 ^{de} klas-se (b.k.);
SCAILLET, L. G. D., médecin provin-cial;	SCAILLET, L. G. D., provinciaal ge-neesheer;
SCHAMPAERT, R. C. M., administra-teur territorial de 2 ^{me} classe;	SCHAMPAERT, R. C. M., gewestbe-heerder-2 ^{de} klasse;
SCHAPMAN, K. L. J., chef radio-élec-tricien (Postes et Télécommunica-tions);	SCHAPMAN, K. L. J., hoofd radio-electricien (Posterijen en Verre-berichtgevingen);
SCHEPENS, P. C. M. P., administra-teur territorial de 2 ^{me} classe;	SCHEPENS, P. C. M. P., gewestbe-heerder-2 ^{de} klasse;
SCHEPERS, J. H., administrateur ter-ritorial principal;	SCHEPERS, J. H., eerstaanwezend ge-westbeheerder;
SCHEYVEN, R. L. J. M., administra-teur territorial principal;	SCHEYVEN, R. L. J. M., eerstaanwe-zend gewestbeheerder;
SCHILLINGS, Ch. L. C., agent terri-torial principal;	SCHILLINGS, Gh. L. C., eerstaanwe-zend gewestbeambte;
SCHLOSSER, F. A., médecin de 3 ^{me} classe;	SCHLOSSER, F. A., geneesheer-3 ^{de} klasse;
SCHMIDT, R. J. L., administrateur ter-ritorial principal;	SCHMIDT, R. J. L., eerstaanwezend ge-westbeheerder;

MM. :

SCHMIT, G. P., administrateur territorial principal;

SCHMIT, M. J. S., commis de 1^{re} classe (h.c.), (Finances et Douanes);

SCHMIT, P., agent territorial principal;

SCHNOCK, P. J. M., ingénieur de 1^{re} classe (Affaires Economiques);

SCHOLTÛS, C. B., agent territorial principal;

SCHOOFS, A. A. G., agent territorial principal;

SCHOOFS, G. N., agent territorial principal;

SCHOOLMEESTERS, J. M. H., agronome de 2^{me} classe;

SCHOTTE, R. M. Th. E., agent territorial principal;

SCHOU, A. M. Gh., mécanicien de 1^{re} classe (Travaux Publics);

SCHOUTTETEN, J. J. A. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;

SCHROEDER, R., agent territorial principal;

SCHUERMANS, J. G. L., agronome-adjoint de 2^{me} classe (h.c.);

SCHUERMANS, P. L. M., agent territorial principal;

SCHUMACHER, C. P. N., administrateur territorial de 2^{me} classe;

SCHWACHTGEN, E. A., agent territorial principal;

SCHWACHTGEN, M. A., agent territorial principal;

SCHWALL, J., agent territorial principal;

SCHWERS, G. A., médecin provincial;

SCOHIER, L. J. B. J., médecin de 2^{me} classe;

De Heren :

SCHMIT, G. P., eerstaanwezend gewestbeheerder;

SCHMIT, M. J. S., klerk-1^{ste} klasse (b.k.), (Financiën en Douanen);

SCHMIT, P., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHNOCK, P. J. M., ingénieur-1^{ste} klasse (Economische Zaken);

SCHOLTUS, C. B., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHOOFS, A. A. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHOOFS, G. N., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHOOLMEESTERS, J. M. H., landbouwkundige-2^{de} klasse;

SCHOTTE, R. M. Th. E., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHOU, A. M. Gh., werktuigkundige-1^{ste} klasse (Openbare Werken);

SCHOUTTETEN, J. J. A. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

SCHROEDER, R., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHUERMANS, J. G. L., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse (b.k.);

SCHUERMANS, P. L. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHUMACHER, C. P. N., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

SCHWACHTGEN, E. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHWACHTGEN, M. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHWALL, J., eerstaanwezend gewestbeambte;

SCHWERS, G. A., provinciaal geneesheer;

SCOHIER, L. J. B. J., geneesheer-2^{de} klasse;

MM. :
 SEAUT, M. H., agent territorial principal;
 SEELS, H. E., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 SELLESLAGHS, J. H., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
 SEROEN, Th. L. O., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 SERVAIS, A., agent territorial principal;
 M^{me} SERVAIS, née GUERIN, J., institutrice temporaire;
 MM. :
 SERVAIS, V. Th., magistrat à titre provisoire;
 SETTEMBRINO, G., agronome de 1^{re} classe (h. c.);
 SEVEREYNS, Fl., commissaire de district de 2^{me} classe;
 SEYS, M. G. C., chef de bureau (Finances et Douanes);
 SIEBRAND, P., agent territorial principal;
 SILVESTRE, E. L. M. J., agent territorial principal;
 SIMON, A., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 SIMON, A. P. L., agent territorial principal;
 SIMON H., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 SIMON, M., commissaire provincial;
 SIMONART, O. F. J. A., agronome de 1^{re} classe;
 SIMONET, J. H. P. V., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 SIMONON, R. J. J., agent territorial de 1^{re} classe;

De Heren :
 SEAUT, M. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
 SEELS, H. E., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 SELLESLACHS, J. H., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
 SEROEN, Th. L. O., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 SERVAIS, A., eerstaanwezend gewestbeambte;
 Mevr. SERVAIS, geboren GEURIN, J., tijdelijk onderwijzeres;
 De Heren :
 SERVAIS, V. Th., voorlopig aangesteld magistraat;
 SETTEMBRINO, G., landbouwkundige-1^{ste} klasse; (b.k.);
 SEVEREYNS, Fl., districtscommissaris-2^{de} klasse;
 SEYS, M. G. C., bureelhoofd (Financiën en Douanen);
 SIEBRAND, P., eerstaanwezend gewestbeambte;
 SILVESTRE, E. L. M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
 SIMON, A., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 SIMON, A. P. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
 SIMON. H., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 SIMON, M., provinciaal commissaris;
 SIMONART, O. F. J. A., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 SIMONET, J. H. P. V., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 SIMONON, R. J. J., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

MM. :	De Heren :
SIMONS, K. Fr., opérateur-adjoint de 1 ^{re} classe (Postes et Télécommunications);	SIMONS, K. Fr., adjunct-operateur-1 ^{ste} classe (Posterijen en Verreberichtgevingen);
SINDIC, R. A. A., procureur du Roi;	SINDIC, R. A. A., procureur des Konings;
SIPS, V. E., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	SIPS, V. E., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
SIROUX, F. J. D., administrateur territorial principal;	SIROUX, F. J. D., eerstaanwezend gewestbeheerder;
SLADDEN, G. E. E., inspecteur général (Agriculture);	SLADDEN, G. E. E., inspecteur-generaal (Landbouw);
SLOTTE, G. I. L., agent territorial principal;	SLOTTE, G. I. L., eerstaanwezend gewestbeambte;
SMAGGHE, G. P. H. M., agent territorial principal;	SMAGGHE, G. P. H. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
SMEULDERS, J. R. F. G., agent territorial principal;	SMEULDERS, J. R. F. G., eerstaanwezend gewestbeambte;
SMEYERS, J., agronome-adjoint de 1 ^{re} classe;	SMEYERS, J., adjunct-landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
SMITS, I. H., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);	SMITS, I. H., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);
SNAUWAERT, R. J. E., médecin de 2 ^{me} classe;	SNAUWAERT, R. J. E., geneesheer-2 ^{de} klasse;
SNOECK, J. M. G. M., agronome de 1 ^{re} classe;	SNOECK, J. M. G. M., landbouwkundige-1 ^{ste} klasse;
SOHET, M. J., agent territorial principal;	SOHET, M. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
SOMERS, L. F., colon stagiaire;	SOMERS, L. F., stagedoende kolonist;
SOMMELETTE, L. J. Gh., agent territorial principal;	SOMMELETTE, L. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;
SONCK, E. F. M. J., administrateur-adjoint de 1 ^{re} classe;	SONCK, E. F. M. J., adjunct-gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
SOUBRY, A. J. M., administrateur territorial principal;	SOUBRY, A. J. M., eerstaanwezend gewestbeheerder;
SOUPART, G. Fl. Gh., surveillant principal (Travaux Publics);	SOUPART, G. Fl. Gh., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);
SOVET, G. A. B. Gh., agent territorial principal;	SOVET, G. A. B. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

MM. :
SPITAEELS, R. R. J., administrateur territorial principal;
STANISLAUS, L. J., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
STAVAUUX, R. R. J., médecin de 2^{me} classe;
STEENS, M. J. H., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
STEENSELS, P. J., agent temporaire;
STEINFORT, P. P., médecin principal;
STENBOCK-FERMOR (comte), L., ingénieur de 1^{re} classe (Travaux Publics);
STEPPE, E. M. C. M. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
STERCKX, A., agent temporaire;
STEUTS, J. B., artisan principal;
STEYAERT, R. L. A. Gh. J., agronome de 1^{re} classe;
STEYLAERTS, P., agent territorial temporaire;
STEYLEMANS, A. F., administrateur territorial de 1^{re} classe;
STOCQUART, R. C. A., agent territorial principal;
M^{me} STOOPS, H. M., auxiliaire de 1^{re} classe (h.c.);
MM. :
STOQUART, A. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;
STOQUART, A. J., agent territorial principal;
STRAETEMANS, Th., agent territorial principal;
STRAUNARD, S. A. J., administrateur territorial principal;

De Heren :
SPITAEELS, R. R. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
STANISLAUS, L. J., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
STAVAUUX, R. R. J., geneesheer-2^{de} klasse;
STEENS, M. J. H., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
STEENSELS, P. J., tijdelijk beambte;
STEINFORT, P. P., eerstaanwezend geneesheer;
STENBOCK-FERMOR (graaf), L., ingenieur-1^{ste} klasse (Openbare Werken);
STEPPE, E. M. C. M. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
STERCKX, A., tijdelijk beambte;
STEUTS, J. B., eerstaanwezend ambachtsman;
STEYAERT, R. L. A. Gh. J., landbouwkundige-1^{ste} klasse;
STEYLAERTS, P., tijdelijk gewestbeambte;
STEYLEMANS, A. F., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
STOCQUART, R. C. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
Mevr. STOOPS, H. M., helpster-1^{ste} klasse (b.k.);
De Heren:
STOQUART, A. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
STOQUART, A. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
STRAETEMANS, Th., eerstaanwezend gewestbeambte;
STRAUNARD, S. A. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

MM. :

STREIGNARD, A. G. J., percepteur de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);

STROUVENS, M. J. J. L., conseiller de Cour d'Appel;

STRYCKMANS, A., commissaire de district de 1^{re} classe;

SUYS, M. W. A., agent territorial principal;

SYNAVE, A. Ch. R., administrateur territorial de 2^{me} classe;

TABIC, D., vétérinaire de 2^{me} classe;

Taelman, G. H. O., administrateur territorial de 2^{me} classe;

TAEVERNIER, R. A. M. G., agent territorial de 1^{re} classe;

TASIAUX, P. J., agent temporaire;

TAVERNIERS, Ch. Th., administrateur territorial de 2^{me} classe;

TEEuw, L., capitaine de la Marine;

TEHEUX, E. A. Th. J., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

TEMMERMAN, E., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

TENRET, G. A. Gh., agent territorial principal;

THEUNIS, A. Fr., magistrat à titre provisoire;

THEUWISSEN, L. J. M., agronome principal;

THEYS, L. G. M. Gh., vétérinaire-adjoint de 2^{me} classe;

THIEBAUT, P. Gh., sous-directeur (Finances et Douanes);

THIELTGEN, P. E., agent territorial principal;

De Heren :

STREIGNARD, A. G. J., ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

STROUVENS, M. J. J. L., adviseur bij het Hof van Beroep;

STRYCKMANS, A., districtscommissaris-1^{ste} klasse;

SUYS, M. W. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

SYNAVE, A. Ch. R., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

TABIC, D., veearts-2^{de} klasse;

Taelman, G. H. O., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

TAEVERNIER, R. A. M. G., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

TASIAUX, P. J., tijdelijk beambte;

TAVERNIERS, Ch. Th., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

TEEuw, L., kapitein bij het Zeewezen;

TEHEUX, E. A. Th. J., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

TEMMERMAN, E., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

TENRET, G. A. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;

THEUNIS, A. Fr., voorlopig aangesteld magistraat;

THEUWISSEN, L. J. M., eerstaanwezend landbouwkundige;

THEYS, L. G. M. Gh., adjunct-veearts-2^{de} klasse;

THIEBAUT, P. Gh., onderdirecteur (Financiën en Douanen);

THIELTGEN, P. E., eerstaanwezend gewestbeambte;

MM. :

THIENPOND, A. A., fonctionnaire principal de l'Ordre Judiciaire;

THIENPOND, L. C., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;

THIENPONT, A. N. J. L., juge-président du tribunal de 1^{re} instance;

THILMANY, M. J., administrateur territorial principal;

THIRIFAY, R. J. A. J. Gh., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

THIRION, J. J. Gh., artisan principal;

THIRY, N. E. L. A., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

THOMA, J. Ch., agent temporaire;

M^{me} THOMA, née WEBER, employée temporaire;

MN. :

THOMMES, L. L. M. H., agent territorial principal;

THONNARD, G. L. J., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

THURIAUX, D. Ch. V., agent territorial principal;

THYSSENS, G. A. M. H., fonctionnaire de 2^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;

TIMMERMANS, G., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

TIXON, P. E. M. F. G., agent territorial principal;

T' KINT de ROODENBEKE, Ch. E. G. N. Gh., administrateur territorial de 1^{re} classe;

TOMBEUR, R. E. J., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

De Heren :

THIENPOND, A. A., eerstaanwezend gerechtsambtenaar;

THIENPOND, L. C., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;

THIENPONT, A. N. J. L., rechter-voorzitter der rechtbank van 1^{ste} aanleg;

THILMANY, M. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

THIRIFAY, R. J. A. J. Gh., onderbu-reelhoofd (Financiën en Douanen);

THIRION, J. J. Gh., eerstaanwezend ambachtsman;

THIRY, N. E. L. A., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

THOMA, J. Ch., tijdelijk beampte;

Mevr. THOMA, geboren WEBER, tijdelijk beampte;

De Heren :

THOMMES, L. L. M. H., eerstaanwezend gewestbeampte;

THONNARD, G. L. J., adjunct-ontvan-ger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verre-berichtgevingen);

THURIAUX, D. Ch. V., eerstaanwezend gewestbeampte;

THYSSENS, G. A. M. H., gerechtsambtenaar-2^{de} klasse;

TIMMERMANS, G., radio-electricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verrebericht-gevingen);

TIXON, P. E. M. F. G., eerstaanwezend gewestbeampte;

T' KINT de ROODENBEKE, Ch. E. G. N. Gh., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

TOMBEUR, R. E. J., radio-electricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verrebericht-gevingen);

MM.:	De Heren:
TONDEUR, A. J. N. J. Gh., agent territorial principal;	TONDEUR, A. J. N. J. Gh., eerstaanwezend gewestbeambte;
TORDEUR, A. J. M. O. Gh. G., agent de 3 ^{me} classe de l'Ordre Judiciaire;	TORDEUR, A. J. M. O. Gh. G., gerechtsbeambte-3 ^{de} klasse;
TORDEUR, J. A. E., administrateur territorial de 1 ^{re} classe;	TORDEUR, J. A. E., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
TORDEUS, G. J., agent de 1 ^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;	TORDEUS, G. J., gerechtsbeambte-1 ^{ste} klasse;
TOUBAC, M. A., auxiliaire de 2 ^{me} classe;	TOUBAC, M. A., helper-2 ^{de} klasse;
TOULMOND, F. J., fonctionnaire de 1 ^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;	TOULMOND, F. J., gerechtsambtenaar-1 ^{ste} klasse;
TOUSSAINT, A., administrateur territorial adjoint de 1 ^{re} classe;	TOUSSAINT, A., adjunct-gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
TRABUCCO, E., agent temporaire;	TRABUCCO, E., tijdelijk beambte;
TRIEST, G., administrateur territorial principal;	TRIEST, G., eerstaanwezend gewestbeheerder;
TRIGAUX, A. A. L., agent temporaire;	TRIGAUX, A. A. L., tijdelijk beambte;
TRILOT, J. A. J. D. Gh., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	TRILOT, J. A. J. D. Gh., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
TRIQUET, J. B. J. Gh., commandant-adjoint de la Marine;	TRIQUET, J. B. J. Gh., adjunct-commandant bij het Zeewezen;
TROKAY, F. A. J., administrateur territorial de 1 ^{re} classe;	TROKAY, F. A. J., gewestbeheerder-1 ^{ste} klasse;
TRUYTS, E. Ch. R., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	TRUYTS, E. Ch. R., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;
T' SERSTEVENS, E. E. J. J. M. C., juge-président du tribunal de 1 ^{re} instance;	T' SERSTEVENS, E. E. J. J. M. C., rechter-voorzitter der rechtbank van 1 ^{ste} aanleg;
TUMMERS, P. H. A. M., agent territorial principal;	TUMMERS, P. H. A. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
TUYAERTS, M., percepteur de 2 ^{me} classe (Postes et Télécommunications);	TUYAERTS, M., ontvanger-2 ^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
TUYMANS, P. C. J., administrateur territorial de 2 ^{me} classe;	TUYMANS, P. C. J., gewestbeheerder-2 ^{de} klasse;

MM.:

URY, J. P., agent sanitaire de 1^{re} classe;

UYTTEBROECK, G. J. B., administrateur territorial principal;

VACHAUDEZ, H. J., médecin de 3^{me} classe;

VAHDAT, R. A., agronome de 2^{me} classe;

VALENTIN, H. G., agent territorial principal;

VALET, M. L. J. G., agent temporaire;

VAN ACHTER, R. J. G., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN AGT, E. G. P., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN ANTWERPEN, F. A., auxiliaire de 1^{re} classe;

VAN ASSCHE, D. J., agent territorial principal;

M^{lle} VAN ASSCHE, G. M. A., auxiliaire de 2^{me} classe;

MM.:

VAN BALLEMBERGHE, F. O. A., opérateur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VAN BELLE, C. P. H., agent territorial principal;

VAN BELLINGHEN, F. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

VAN BEVEREN, J. H. F., artisan principal;

VAN BINNEBEEK, J. L. J., agent territorial principal;

VAN BUGGENHOUT, H. J. D., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN CAMPENHOUT, M. J., administrateur territorial principal;

VANCANNEYT, A., auxiliaire de 2^{me} classe;

De Heren:

URY, J. P., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

UYTTEBROECK, G. J. B., eerstaanwezend gewestbeheerder;

VACHAUDEZ, H. J., geneesheer-3^{de} klasse;

VAHDAT, R. A., landbouwkundige-2^{de} klasse;

VALENTIN, H. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

VALET, M. L. J. G., tijdelijk beambte;

VAN ACHTER, R. J. G., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN AGT, E. G. P., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN ANTWERPEN, F. A., helper-1^{ste} klasse;

VAN ASSCHE, D. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

Mej. VAN ASSCHE, G. M. A., helper-2^{de} klasse;

De Heren:

VAN BALLEMBERGHE, F. O. A., operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

VAN BELLE, C. P. H., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN BELLINGHEN, F. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VAN BEVEREN, J. H. F., eerstaanwezend ambachtsman;

VAN BINNEBEEK, J. L. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN BUGGENHOUT, H. J. D., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN CAMPENHOUT, M. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

VANCANNEYT, A., helper-2^{de} klasse;

MM. :
VAN CRAEN, J. L. A., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
VAN CRANENBROECK, R. J. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
VAN DAELE, G. D. B., médecin principal;
VAN DAELE, H., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
VANDAM, M. A., capitaine-adjoint de la Marine;
VAN DAMME, Ph. A., agent territorial principal;
VAN DAMME, R. J., percepteur-adjoint de 2^{me} classe (Postes et Télécommunications);
VAN DAMME, W. L. R. I., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
VANDAUDENAERDE, A. P., administrateur territorial de 2^{me} classe;
VANDEBROECK, F. X. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;
VANDE MEERSCHE, J. L., agronome de 2^{me} classe;
VANDEN BERGHE, A., agent territorial principal;
M^{lle} VANDE MEIRSCHÉ, H. V., auxiliaire de 1^{re} classe;
MM. :
VANDENBERGHE, J. L., médecin de 1^{re} classe;
VANDEN BOSSCHE, A. E., chef d'atelier (Imprimerie);
VANDEN BOSSCHE, A. L., fonctionnaire de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;
VAN DEN BRANDT, R. G. M., agent territorial principal;

De Heren :
VAN CRAEN, J. L. A., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanes);
VAN CRANENBROECK, R. J. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
VAN DAELE, G. D. B., eerstaanwendend geneesheer;
VAN DAELE, H., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtigingen);
VANDAM, M. A., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
VAN DAMME, Ph. A., eerstaanwendend gewestbeambte;
VAN DAMME, R. J., adjunct-ontvanger-2^{de} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
VAN DAMME, W. L. R. I., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
VANDAUDENAERDE, A. P., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
VANDEBROECK, F. X. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
VANDE MEERSCHE, J. L., landbouwkundige-2^{de} klasse;
VANDEN BERGHE, A., eerstaanwendend gewestbeambte;
Mej. VANDE MEIRSCHÉ, H. V., helpster 1^{ste} klasse;
De Heren :
VANDENBERGHE, J. L., geneesheer-1^{ste} klasse;
VANDEN BOSSCHE, A. E., werkmeester (Drukkerij);
VANDEN BOSSCHE, A. L., gerechtsambtenaar-1^{ste} klasse;
VAN DEN BRANDT, R. G. M., eerstaanwendend gewestbeambte;

MM.:
VAN DEN BREMT, A. J., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
VANDEN BROECK, H. J., agent territorial principal;
VAN DEN BROECK, J. L. A., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
VANDENBROUCKE, J. A. H., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
VANDENBUSSCHE, F. M. C. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;
VANDENBUSSCHE, R., agent territorial principal;
VANDEN CAMP, A. M. J. A., agent territorial principal;
VANDEN EECKHOUT, C. B. M., agent territorial principal;
M^{me} VANDEN EECKHOUT, P. E., employée temporaire;
M^{lle} VANDEN EEDEN, Gh. J. C. M. J., médecin de 1^{re} classe;
MM.:
VANDENHEEDE, L. J., géomètre principal;
VANDEN HOECK, E., agent sanitaire de 1^{re} classe;
VANDENWOUWERE, P. A. R., agent territorial principal;
VANDERHALLEN, M., administrateur principal;
VANDER HOEST, G., auxiliaire de 2^{me} classe;
VANDER HULST, J. F., percepteur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);
VAN der KEILEN, Ph. J. F. M., magistrat à titre provisoire;

De Heren:
VAN DEN BREMT, A. J., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
VANDEN BROECK, H. J., eerstaanwezend gewestbeambte;
VAN DEN BROECK, J. L. A., bureel-hoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
VANDENBROUCKE, J. A. H., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
VANDENBUSSCHE, F. M. C. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
VANDENBUSSCHE, R., eerstaanwezend gewestbeambte;
VANDEN CAMP, A. M. J. A., eerstaanwezend gewestbeambte;
VANDEN EECKHOUT, C. B. M., eerstaanwezend gewestbeambte;
Mevr. VANDEN EECKHOUT, P. E., tijdelijk beambte;
Mej. VANDEN EEDEN, Gh. J. C. M. J., geneesheer-1^{ste} klasse;
De Heren:
VANDENHEEDE, L. J., eerstaanwezend landmeter;
VANDEN HOECK, E., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;
VANDENWOUWERE, P. A. R., eerstaanwezend gewestbeambte;
VANDERHALLEN, M., eerstaanwezend gewestbeheerder;
VANDER HOEST, G., helper-2^{de} klasse;
VANDER HULST, J. F., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);
VAN der KEILEN, Ph. J. F. M., voorlopig aangesteld magistraat;

MM.:

VANDERLINDEN, A., artisan de 1^{re} classe (h.c.);

VANDER MAESEN, G. L. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VANDER MEULEN, R. P. J. M., agent sanitaire de 1^{re} classe;

VANDERMOTTEN, E. G., fonctionnaire principal de l'Ordre Judiciaire;

VANDER PLAETSEN, J. M., agent territorial principal;

VANDERSMISSEN, J. C. J. G., administrateur territorial principal;

VANDERSMISSEN, J. H., agronome de 1^{re} classe;

VANDERVECKEN, J. M. F. G., agent territorial principal;

VAN DER VOORT, L. J. M. J., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VAN DEUREN, R. P. M. G., administrateur territorial principal;

VANDEVELDE, E. L., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

VANDEVELDE, J. A., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

VAN de VELDE, J. J. M. C., commissaire de district de 2^{me} classe;

VANDEVENTER, A. L. E. F., agent territorial principal;

VANDEVIVERE, P. V. R., agent territorial de 1^{re} classe;

VANDEWEGHE, L. J., agent sanitaire de 1^{re} classe;

VANDEWIJNCKEL, R. H. A., radioélectricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VAN DRESSE, J. H. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

De Heren:

VANDERLINDEN, A., ambachtsman-1^{ste} klasse (b.k.);

VANDER MAESEN, G. L. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VANDER MEULEN, R. P. J. M., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

VANDERMOTTEN, E. G., eerstaanwezend gerechtsambtenaar;

VANDER PLAETSEN, J. M., eerst-aanwezend gewestbeambte;

VANDERSMISSEN, J. C. J. G., eerst-aanwezend gewestbeheerder;

VANDERSMISSEN, J. H., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VANDERVECKEN, J. M. F. G., eerst-aanwezend gewestbeambte;

VAN DER VOORT, L. J. M. J., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

VAN DEUREN, R. P. M. G., eerstaanwezend gewestbeheerder;

VANDEVELDE, E. L., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

VANDEVELDE, J. A., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

VAN de VELDE, J. J. M. C., districtscommissaris-2^{de} klasse;

VANDEVENTER, A. L. E. F., eerst-aanwezend gewestbeambte;

VANDEVIVERE, P. V. R., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

VANDEWEGHE, L. J., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

VANDEWIJNCKEL, R. H. A., radioelectricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

VAN DRESSE, J. H. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MM.:

VAN DRIESSE, P. A., agent sanitaire de 1^{re} classe;

VAN DROOGENBROECK, O. E. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VANDIJCK, A. R. Ph., agent territorial de 1^{re} classe;

VAN EENOO, F. J. A., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

VAN EGEREN, R. G. C. L. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN EYLEN, A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN GANSE, R. F. A., ingénieur-chimiste temporaire;

VAN GASTEL, R. W. Ch., agent territorial de 1^{re} classe;

VAN GREMBERGHE, G. C., agronome de 2^{me} classe;

VAN GRUNDERBEECK, R., médecin de 2^{me} classe;

VAN HALLE, G. L. G., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

VAN HAMME, J., agronome de 1^{re} classe;

VAN HEMELRIJCK, Ch., agent sanitaire de 1^{re} classe;

VAN HEMELRIJCK, G. J., agent territorial principal;

M^{me} VAN HEMELRIJCK, M. L. A., employée temporaire;

MM.:

VAN HENDE, R. P., agent temporaire;

VAN HERREWEGHE, G. P. H., administrateur territorial de 1^{re} classe;

VAN HEULE, F. G. P., agent territorial principal;

VAN HOEBROECK, H. A. M., agronome de 2^{me} classe;

VAN HOECK, J., commissaire provincial;

De Heren:

VAN DRIESSE, P. A., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

VAN DROOGENBROECK, O. E. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VANDIJCK, A. R. Ph., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

VAN EENOO, F. J. A., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

VAN EGEREN, R. G. C. L. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN EYLEN, A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN GANSE, R. F. A., tijdelijk scheikundig ingenieur;

VAN GASTEL, R. W. Ch., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

VAN GREMBERGHE, G. C., landbouwkundige-2^{de} klasse;

VAN GRUNDERBEECK, R., geneesheer-2^{de} klasse;

VAN HALLE, G. L. G., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

VAN HAMME, J., landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VAN HEMELRIJCK, Ch., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

VAN HEMELRIJCK, G. J., eerstaanwezend gewestbeambte;

Mevr. VAN HEMELRIJCK, M. L. A., tijdelijk beambte;

De Heren:

VAN HENDE, R. P., tijdelijk beambte;

VAN HERREWEGHE, G. P. H., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

VAN HEULE, F. G. P., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN HOEBROECK, H. A. M., landbouwkundige-2^{de} klasse;

VAN HOECK, J., provinciaal commissaris;

MM.:

VAN HOLSBEKE, K. E. P. M., administrateur territorial de 1^{re} classe;

VAN HOOFF, M. J., agent territorial principal;

VAN HOONACKER, Ch. J. M., agronome-adjoint de 2^{me} classe;

VAN HOORDE, L. F. L. J., médecin principal;

VANHOOREN, A. A., artisan principal;

VANHOOREN, G. J., artisan principal;

VAN HOUTTE, G. C., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

VAN HUYSE, N. T., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

VAN IMPE, O. J., radio-électricien de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VAN IN, G. M. F., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

VAN ISEGHEM, L. A. L., agent sanitaire de 1^{re} classe (h. c.);

VANKAN, J. H. A., médecin de 1^{re} classe;

VAN KERCKHOVEN, G. P. I., agent territorial principal;

VAN KERCKVOORDE, P. A. F., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN KERSSCHAEVER, G. M. J., agronome-adjoint de 2^{me} classe;

VAN LAERE, J. G. M., médecin de 2^{me} classe;

VAN LAERE, L. S. A. M. J., médecin de 1^{re} classe;

VAN LAERE, R., ingénieur en chef (Travaux Publics);

VAN LEDE, W. E. L. E. J., administrateur territorial principal;

De Heren :

VAN HOLSBEKE, K. E. P. M., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

VAN HOOFF, M. J., eerstaanwendend gewestbeambte;

VAN HOONACKER, Ch. J. M., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;

VAN HOORDE, L. F. L. J., eerstaanwendend geneesheer;

VANHOOREN, A. A., eerstaanwendend ambachtsman;

VANHOOREN, G. J., eerstaanwendend ambachtsman;

VAN HOUTTE, G. C., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VAN HUYSE, N. T., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

VAN IMPE, O. J., radio-électricien-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

VAN IN, G. M. F., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

VAN ISEGHEM, L. A. L., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse (b.k.);

VANKAN, J. H. A., geneesheer-1^{ste} klasse;

VAN KERCKHOVEN, G. P. I., eerstaanwendend gewestbeambte;

VAN KERCKVOORDE, P. A. F., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN KERSSCHAEVER, G. M. J., adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse;

VAN LAERE, J. G. M., geneesheer-2^{de} klasse;

VAN LAERE, L. S. A. M. J., geneesheer-1^{ste} klasse;

VAN LAERE, R., hoofdingenieur (Openbare Werken);

VAN LEDE, W. E. L. E. J., eerstaanwendend gewestbeheerder;

MM.:
VAN LEEUW, T. L. A., agent territorial principal;

VAN LERBERGHE, M. E. A., surveillant principal (Travaux Publics);

VAN LIEFFERINGHE, M. G. L., agent territorial de 2^{me} classe;

VAN LISHOUT, A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN LOO, M. J., médecin de 1^{re} classe;

VAN LOOY, G. A. F. M., auxiliaire de 2^{me} classe;

VAN LOVEN, A., agent territorial principal;

VAN MEENEN, M. E. A. M., agent territorial principal;

VAN MOLLEKOT, R. L., agent territorial principal;

M^{me} VAN NITSEN, E. B. D., auxiliaire volontaire féminine;

MM.:
VAN OUIRIVE, G. G. E., agronome de 2^{me} classe;

VAN OVERSTRAETEN, J. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

VAN PARIJS, M. P. L., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VAN PRAET, J. M., agent territorial principal;

VAN RAEMDONCK, R. G. M. M. G., substitut du procureur du Roi;

VAN RIET, A. L., capitaine de la Marine;

VAN ROMPAEY, F. M. A., agent territorial principal;

VANSAMILLETTE, J. J. F., agent territorial de 1^{re} classe;

VAN SANDE, P. J. M. H. V., agent territorial principal;

De Heren:
VAN LEEUW, T. L. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN LERBERGHE, M. E. A., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);

VAN LIEFFERINGHE, M. G. L., gewestbeambte-2^{de} klasse;

VAN LISHOUT, A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN LOO, M. J., geneesheer-1^{ste} klasse;

VAN LOOY, G. A. F. M., helper-2^{de} klasse;

VAN LOVEN, A., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN MEENEN, M. E. A. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN MOLLEKOT, R. L., eerstaanwezend gewestbeambte;

Mevr. VAN NITSEN, E. B. D., vrouwelijke vrijwillige helpster;

De Heren:
VAN OUIRIVE, G. G. E., landbouwkundige-2^{de} klasse;

VAN OVERSTRAETEN, J. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VAN PARIJS, M. P. L., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

VAN PRAET, J. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN RAEMDONCK, R. G. M. M. G., substituut procureur des Konings;

VAN RIET, A. L., kapitein bij het Zee-wezen;

VAN ROMPAEY, F. M. A., eerstaanwezend gewestbeambte;

VANSAMILLETTE, J. J. F., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

VAN SANDE, P. J. M. H. V., eerstaanwezend gewestbeambte;

MM.:

VAN STICKEL, Ch. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN VAERENBERGH, J. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VAN VIJVE, F. A. F. C. P. M., agent territorial de 1^{re} classe;

VAN VIJVE, G. I. L., administrateur territorial de 1^{re} classe;

VAN WAUWE, A., mécanicien principal (Travaux Publics);

VAN WINCKEL, E. A. P., agent territorial principal;

VAN WIJMEERSCH, H. M. O. R., médecin de 1^{re} classe;

VARKAS, J., vétérinaire de 2^{me} classe;

VASTEMANS, E. J. V., chef de bureau principal (Finances et Douanes);

VAUTHIER, D. G. A., administrateur territorial principal;

M^{me}VELLEMAN, L. H., auxiliaire volontaire;

MM.:

VERACHTERT, P. J., administrateur territorial de 1^{re} classe;

VERBEECK, J. P., sous-chef de bureau (Finances et Douanes);

VERBIST, J. M. A., surveillant principal (Travaux Publics);

VERBREYT, N. F. L. M., agent de 1^{re} classe de l'Ordre Judiciaire;

VERBRUGGEN, P. M. D. G., substitut du Procureur du Roi;

VERDICKT, C. J. M. C., agent territorial principal;

VERDIN, A. F. J., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VERDONCK, A. P. L., agent temporaire;

VERDOODT, E., percepteur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

De Heren:

VAN STICKEL, Ch. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN VAERENBERGH, J. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VAN VIJVE, F. A. F. C. P. M., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

VAN VIJVE, G. I. L., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

VAN WAUWE, A., eerstaanwezend werktuigkundige (Openbare Werken);

VAN WINCKEL, E. A. P., eerstaanwezend gewestbeambte;

VAN WIJMEERSCH, H. M. O. R., geneesheer-1^{ste} klasse;

VARKAS, J., veearts-2^{de} klasse;

VASTEMANS, E. J. V., eerstaanwezend bureelhoofd (Financiën en Douanen);

VAUTHIER, D. G. A., eerstaanwezend gewestbeheerder;

Mevr. VELLEMAN, L. H., vrijwillige helpster;

De Heren:

VERACHTERT, P. J., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

VERBEECK, J. P., onderbureelhoofd (Financiën en Douanen);

VERBIST, J. M. A., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);

VERBREYT, N. F. L. M., gerechtsbeambte-1^{ste} klasse;

VERBRUGGEN, P. M. D. G., substitut-procureur des Konings;

VERDICKT, C. J. M. C., eerstaanwezend gewestbeambte;

VERDIN, A. F. J., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VERDONCK, A. P. L., tijdelijk beambte;

VERDOODT, E., ontvanger-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

MM.:

VERELLEN, Ch. C. L., administrateur territorial principal;

VERFAILLIE, A. J. A. C., auxiliaire médical de 2^{me} classe;

VERGOTE, H. L. A., artisan de 2^{me} classe (h.c.);

VERHEYDEN, J. B., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

VERHULST, R. M. J., administrateur territorial principal;

VERLEYE, R., surveillant principal (Travaux Publics);

VERLEYSSEN, M. F. P. M., administrateur de 2^{me} classe;

VERMEIR, F., vétérinaire de 3^{me} classe;

VERMEIRE, L. E. M., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VERMEIRE, P. C., agent sanitaire de 1^{re} classe;

VERMEIREN, P. C. E., agronome principal;

VERMEULEN, F. B. G., commis de 2^{me} classe (h.c.), (Finances et Douanes);

VERMEULEN, H. J. A. P., surveillant principal (Travaux Publics);

VERRIJCKEN, C., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VERSLUYS, G. J. L., agent territorial principal;

VERSTRAETE, A. G. J. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

VERSTRAETE, M. A. A. R. J. R., magistrat à titre provisoire;

VIATOUR, L. J. A., fonctionnaire principal de l'Ordre Judiciaire;

VIENNE, A. E. M., géomètre-adjoint de 1^{re} classe;

De Heren:

VERELLEN, Ch. C. L., eerstaanwezend gewestbeheerder;

VERFAILLIE, A. J. A. C., genceeskundig helper-2^{de} klasse;

VERGOTE, H. L. A., ambachtsman-2^{de} klasse (b.k.);

VERHEYDEN, J. B., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

VERHULST, R. M. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

VERLEYE, R., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);

VERLEYSSEN, M. F. P. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VERMEIR, F., veearts-3^{de} klasse;

VERMEIRE, L. E. M., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VERMEIRE, P. C., gezondheidsbeambte-1^{ste} klasse;

VERMEIREN, P. C. E., eerstaanwezend landbouwkundige;

VERMEULEN, F. B. G., klerk-2^{de} klasse (b.k.), (Financiën en Douanen);

VERMEULEN, H. J. A. P., eerstaanwezend opzichter (Openbare Werken);

VERRIJCKEN, C., adjunct-opérateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtigingen);

VERSLUYS, G. J. L., eerstaanwezend gewestbeambte;

VERSTRAETE, A. G. J. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

VERSTRAETE, M. A. A. J. R., voorlopig aangesteld magistraat;

VIATOUR, L. J. A., eerstaanwezend gerechtsambtenaar;

VIENNE, A. E. M., adjunct-landmeter-1^{ste} klasse;

MM.:

VILLE, A. J. G., agent territorial principal;

VINCKE, I. H. A. M., médecin-hygiéniste inspecteur;

VINCKE, J. C. F. S., médecin de 2^{me} classe;

VINGERHOETS, P. C. M., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);

VIREY, M. L., mécanicien temporaire (Travaux Publics);

VLAMIJNCK, G. R. C., agent territorial principal;

VOLDERS, J. E., conservateur-adjoint des Titres Fonciers;

VONCKX, P. H., chef de bureau de 1^{re} classe (Finances et Douanes);

VOS, C. J., percepteur de 3^{me} classe Postes et Télécommunications);

VOUE, D. E., géomètre de 2^{me} classe;

VRANCKEN, A. T. L., agent territorial principal;

VRANCKEN, J. S. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe;

VRANCKX, P. J., ingénieur principal de 1^{re} classe (Travaux Publics);

M^{me} VROOME, A. B. D., employée temporaire;

MM.:

VROOME, F. R., opérateur-adjoint de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

VRIJDAG, P., agent de 1^{re} classe (Imprimerie);

VRIJDAGH, J. M. M. F., agronome principal;

VUYE, J. B., agent territorial temporaire;

VIJNCKE, J. C., médecin de 2^{me} classe;

De Heren:

VILLE, A. J. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

VINCKE, I. H. A. M., geneesheer-hygiénist-inspecteur;

VINCKE, J. C. F. S., geneesheer-2^{de} klasse;

VINGERHOETS, P. C. M., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);

VIREY, M. L., tijdelijk werktuigkundige (Openbare Werken);

VLAMIJNCK, G. R. C., eerstaanwezend gewestbeambte;

VOLDERS, J. E., adjunct-bewaarder der Grondtitels;

VONCKX, P. H., bureelhoofd-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);

VOS, C. J., ontvanger-3^{de} klasse (Posten en Verreberichtgevingen);

VOUE, D. E., landmeter-2^{de} klasse;

VRANCKEN, A. T. L., eerstaanwezend gewestbeambte;

VRANCKEN, J. S. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;

VRANCKX, P. J., eerstaanwezend ingenieur-1^{ste} klasse (Openbare Werken);

Mevr. VROOME, A. B. D., tijdelijk beambte;

De Heren:

VROOME, F. R., adjunct-operateur-1^{ste} klasse (Posten en Verreberichtgevingen);

VRIJDAG, P., beambte-1^{ste} klasse (Drukkerij);

VRIJDAGH, J. M. M. F., eerstaanwezend landbouwkundige;

VUYE, J. B., tijdelijk gewestbeambte;

VIJNCKE, J. C., geneesheer-2^{de} klasse;

MM.:

WAERENBORGH, Ch. L., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 WAFELAERTS, J. M. A. B. C., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 WAHIS, A. M. F., auxiliaire de 2^{me} classe;
 WALHIN, F. J. G., 1^{er} substitut du procureur du Roi;
 WALSCHAP, F., chef de bureau de 2^{me} classe (Finances et Douanes);
 WALTENER, P., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 WANSON, M. J. E. M., médecin-hygiéniste-inspecteur;
 WANTIER, H. L. H., administrateur territorial principal;
 WARNANT, J. J. E., administrateur territorial de 1^{re} classe;
 WARNIMONT, F. J. J., capitaine-adjoint de la Marine;
 WATELET, R. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;
 WAUTHION, R. V. G., commissaire de district de 1^{re} classe;
 WEINER, B., agronome temporaire;
 WELTER, N., substitut du procureur du Roi;
 WELVAERT, N. A. H., commissaire provincial;
 WERY, J. E., vétérinaire de 1^{re} classe;
 WERY, L. A. C. J., directeur général (Postes et Télécommunications);
 WERY, R. A. H., agronome-adjoint de 1^{re} classe;
 WETZ, E. J. M. F., agent territorial principal;
 WEYTS, J. E., auxiliaire de 2^{me} classe;
 WIAUX, G. A. G., médecin de 2^{me} classe;

De Heren:

WAERENBORGH, Ch. L., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 WAFELAERTS, J. M. A. B. C., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 WAHIS, A. M. F., helper-2^{de} klasse;
 WALHIN, F. J. G., 1^{ste} substituut-procureur des Konings;
 WALSCHAP, F., bureelhoofd-2^{de} klasse (Financiën en Douanen);
 WALTENER, P., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 WANSON, M. J. E. M., geneesheer-hygiënist-inspecteur;
 WANTIER, H. L. H., eerstaanwezend gewestbeheerder;
 WARNANT, J. J. E., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;
 WARNIMONT, F. J. J., adjunct-kapitein bij het Zeewezen;
 WATELET, R. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;
 WAUTHION, R. V. G., districts-commissaris-1^{ste} klasse;
 WEINER, B., tijdelijk landbouwkundige;
 WELTER, N., substituut-procureur des Konings;
 WELVAERT, N. A. H., provinciaal commissaris;
 WERY, J. E., veearts-1^{ste} klasse;
 WERY, L. A. C. J., directeur-generaal (Posten en Verreberichtgevingen);
 WERY, R. A. H., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse;
 WETZ, E. J. M. F., eerstaanwezend gewestbeambte;
 WEYTS, J. E., helper-2^{de} klasse;
 WIAUX, G. A. G., geneesheer-2^{de} klasse;

MM.:

WILANTE, A. F. J., agent territorial de 1^{re} classe;

WILDIERS, E. H. A., administrateur territorial de 2^{me} classe;

WILLAERT, M. A. J., administrateur territorial principal;

WILLAME, R. G. F. L., agent sanitaire de 2^{me} classe;

WILLEMARCK, A. A. E., auxiliaire de 2^{me} classe;

WILLEMART, E. G. M. J. G., agent territorial principal;

WILLEMS, A. H., agent territorial principal;

WILLEMS, F., agent territorial de complément;

WILLEMS, J. G. M., agent territorial principal;

WILMET, F. L. G., agent territorial principal;

WILSENS, M. M. F. J. C., agent territorial principal;

WILTGEN, A. N., agent territorial principal;

WINANDY, J. M. G., agent territorial principal;

WINANDY, J. D. J. S., administrateur de 1^{re} classe;

WINCKELMANS, A. M. J. G. L., administrateur territorial principal;

WINDELINCX, H. M. H. I., administrateur territorial de 2^{me} classe;

WIRIX, H. G., opérateur de 1^{re} classe (Postes et Télécommunications);

M^{lle} WITTEBROODT, I. M. A. E., agent sanitaire de 2^{me} classe;

MM.:

WITVROUWEN, A. L. R., administrateur territorial de 2^{me} classe;

WOLFS, J., auxiliaire de 2^{me} classe;

De Heren:

WILANTE, A. F. J., gewestbeambte-1^{ste} klasse;

WILDIERS, E. H. A., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

WILLAERT, M. A. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;

WILLAME, R. G. F. L., gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;

WILLEMARCK, A. A. E., helper-2^{de} klasse;

WILLEMART, E. G. M. J. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

WILLEMS, A. H., eerstaanwezend gewestbeambte;

WILLEMS, F., gewestbeambte ter aanvulling;

WILLEMS, J. G. M., eerstaanwezend gewestbeambte;

WILMET, F. L. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

WILSENS, M. M. F. J. C., eerstaanwezend gewestbeambte;

WILTGEN, A. N., eerstaanwezend gewestbeambte;

WINANDY, J. D. J. S., gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

WINANDY, J. M. G., eerstaanwezend gewestbeambte;

WINCKELMANS, A. M. J. G. L., eerstaanwezend gewestbeheerder;

WINDELINCX, H. M. H. I., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

WIRIX, H. G., operateur-1^{ste} klasse (Posterijen en Verreberichtgevingen);

Mej. WITTEBROODT, I. M. A. E., gezondheidsbeambte-2^{de} klasse;

De Heren:

WITVROUWEN, A. L. R., gewestbeheerder-2^{de} klasse;

WOLFS, J., helper-2^{de} klasse;

MM.:
WOLTERS, E. J. P. P., chef de bureau principal (Finances et Douanes);
WOUTERS, L. A., commis de 1^{re} classe (Finances et Douanes);
WRINCQ, R. M., géomètre-adjoint de 1^{re} classe;
WIJNANTS, J. C. F., administrateur territorial principal;
WIJNANTS, M. J. M. H., agent territorial principal;
YZERMAN, J., artisan de 2^{me} classe;
ZELIGZON, B. T., médecin de 1^{re} classe;
ZUIJDERHOFF, D. J., administrateur territorial principal;
ZUIJDERHOFF, L. C. B., magistrat à titre provisoire;

ABETTI, A., médecin temporaire;
ADAM, E. V. H. J., ancien agent territorial temporaire;
ALLARD, A., négociant et colon;
ALLARD, O., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;
AMSON, A. D., ancien agent territorial de complément;
ANCION, V. J. D., ancien agent territorial de complément;
ANDRE, J., ancien géomètre de 1^{re} classe (h.c.);

M^{me} APPERT-VANCAMP, D., secrétaire à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

M.:
AREND, F., ingénieur à la Compagnie Belge d'entreprises minières;
R.F. ARNOLD, P. J., de la Congrégation des Frères Maristes;
M. BACHY, R. R. P., chef de service à la Société Symétain;

De Heren:
WOLTERS, E. J. P. P., eerstaanwezend bureelhoofd (Financiën en Douanen);
WOUTERS, L. A., klerk-1^{ste} klasse (Financiën en Douanen);
WRINCQ, R. M., adjunct-landmeter-1^{ste} klasse;
WIJNANTS, J. C. F., eerstaanwezend gewestbeheerder;
WIJNANTS, M. J. M. H., eerstaanwezend gewestbeambte;
YZERMAN, J., ambachtsman-2^{de} klasse;
ZELIGZON, B. T., geneesheer-1^{ste} klasse;
ZUIJDERHOFF, D. J., eerstaanwezend gewestbeheerder;
ZUIJDERHOFF, L. C. B., voorlopig aangesteld magistraat.

ABETTI, A., tijdelijk geneesheer;
ADAM, E. V. H. J., gewezen tijdelijk gewestbeambte;
ALLARD, A., handelaar en kolonist;
ALLARD, O., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;
AMSON, A. D., gewezen gewestbeambte ter aanvulling;
ANCION, V. J. D., gewezen gewestbeambte ter aanvulling;
ANDRE, J., gewezen landmeter-1^{ste} klasse (b.k.);

Mevr. APPERT-VAN CAMP, D., secretaris bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

De Heer :
AREND, F., ingenieur bij de « Compagnie Belge d'entreprises minières »;
E.B. ARNOLD, P. J., van de Congregatie der Broeders Maristen;
De Heer BACHY, R. R. P., diensthooft bij de Maatschappij Symétain;

MM.:

BACKELJAUW, F., sous-chef de bureau du Service des Finances et Douanes (h.c.);

Mmes:

BACKELJAUW-VERTENŒUIL, S. A. N., ancienne auxiliaire volontaire;

BAILLEUX-MATHEZ, P. M. M., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

BAIWIR, H., chef de service à la Banque du Congo Belge;

BARTE, G., chef d'exploitation à la Société Symétain;

M^{me} BARTHOLOME-FRESARD, J., ancienne auxiliaire volontaire;

M. BAURAIN, R. J. J. J., ancien percepteur de 2^{me} classe des Postes et Télécommunications;

Mmes:

BAURAIN-BOHET, C. L. M., ancienne auxiliaire volontaire;

BECQUET-SCHREIBER, A. M. J. M., ancienne auxiliaire volontaire;

BEELDENS-DESCHEPPER, H., ancienne auxiliaire volontaire;

M^{lle} BEGEREM, ancien membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

MM.:

BELLENS, L. M., ancien agent territorial principal;

BELINA POTGAETSKY, N., ancien rédacteur au service de l'Information à la Colonie;

BENEDICTUS, C. S., ancien agent à la Radiodiffusion au Congo;

BERCKMANS, A. J., ancien agent agricole temporaire;

BERONDIAUX, R. J. J. M. E., agent à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

De Heren:

BACKELJAUW, F., onderbureelhoofd bij de Dienst van Financiën en Douanen (b.k.);

Mevr^{en}:

BACKELJAUW-VERTENŒUIL, S. A. N., gewezen vrijwillige helpster;

BAILLEUX-MATHEZ, P. M. M., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

BAIWIR, H., diensthoofd bij de Bank van Belgisch-Congo;

BARTE, G., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

Mevr. BARTHOLOME-FRESARD, J., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer BAURAIN, R. J. J. J., gewezen ontvanger-2^{de} klasse der Posten en Verreberichtgevingen;

Mevr^{en}:

BAURAIN-BOHET, C. L. M., gewezen vrijwillige helpster;

BECQUET-SCHREIBER, A. M. J. M., gewezen vrijwillige helpster;

BEELDENS-DESCHEPPER, H., gewezen vrijwillige helpster;

Mej. BEGEREM, M., gewezen lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig Hart te Leopoldstad;

De Heren:

BELLENS, L. M., gewezen eerstaanwezende gewestbeambte;

BELINA POTGAETSKY, N., gewezen opsteller bij de Voorlichtigdienst in de Kolonie;

BENEDICTUS, C. S., gewezen beambte bij de Radio-omroep in Congo;

BERCKMANS, A. J., gewezen tijdelijk landbouwbeambte;

BERONDIAUX, R. J. J. M. E., beambte bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

MM.:
BERTRAND, J. J., chef d'atelier à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;
BERTRAND, M. M. D. L., chef d'exploitation aurifère à la Société Minière de Surongo;
M^{me} BERTRAND-PALANTE, M. M. J. Ch., ancienne auxiliaire volontaire;
R.P. BIEZEMANS, C. J. M., au Vicariat des Stanley-Falls;
M. BOELS, J. C. J., chef comptable à la Société Symétain;
R.P. BONHOMME, T. C. M. J., supérieur de la Mission Dominicaine à Rungu;
MM.:
BONNE, R., colon;
BONTE, C. J., colon;
BOONEN, J. A., chef de dépôt à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;
BORGNEZ, G. L., directeur à la Société de Recherches Minières en Afrique;
BORREY, J. F. E., chef de plantation à la Société Cotonnière du Bomokandi;
BOUCHAT, M. L. J., conducteur de travaux à la Société Minière Cololacs;
M^{me} BOUGARD-DE VREUGHT, T., ancienne auxiliaire volontaire;
MM.:
BOURLARD, J. J. H., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;
BRASSEUR, J. P. J., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

De Heren:
BERTRAND, J. J., werkmeester bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo-Grote Afrikaanse Meren;
BERTRAND, M. M. D. L., hoofd der mijnbouwontginning bij de « Société Minière de Surongo »;
Mevr BERTRAND-PALANTE, M. M. J. Ch., gewezen vrijwillige helpster;
E.P. BIEZEMANS, C. J. M., in het Vicariaat van Stanley-Falls;
De Heer BOELS, J. C. J., hoofdboekhouder bij de Maatschappij Symétain;
E.P. BONHOMME, T. C. M. J., overste van de Dominicanen-missie te Rungu;
De Heren:
BONNE, R., kolonist;
BONTE, C. J., kolonist;
BOONEN, J. A., magazijnmeester bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;
BORGNEZ, G. L., directeur bij de « Société de Recherches Minières en Afrique »;
BORREY, J. F. E., plantagegeleider bij de « Société Cotonnière du Bomokandi »;
BOUCHAT, M. L. J., conducteur van werken bij de « Société Minière Cololacs »;
Mevr. BOUGARD-DE VREUGHT, T., gewezen vrijwillige helpster;
De Heren:
BOURLARD, J. J. H., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;
BRASSEUR, J. P. J., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

MM.:

BRIOL, R. J., agent à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

M^{me} BROHEE-DELATTRE, C., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

M^{me} BROHEE, L. M. C., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

MM.:

BROUNS, J. M. J., chef de service à la Société du Haut-Uélé et du Nil;

BRUNEEL, L. S. E., avocat près la Cour d'Appel de et à Elisabethville, chef de cabinet du Ministre des Colonies;

BUSTIN, A. E. N., chef électricien à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

M^{me} CALLEWAERT -WIHAME, J., ancienne infirmière au Comité National du Kivu;

MM.:

CARCHON, V. B., ancien sous-chef de bureau des Secrétariats;

CARION, H., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

CARION, J. A. J., ancien agent au Chantier Naval et Industriel du Congo;

CASTADOT, A. J., colon;

CAUWELIER, R. B., conducteur de Travaux à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

CHANTRENNE, M., ancien agent à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

CILLEN, J. H. L., ancien sous-directeur des Postes et Télécommunications;

CLAES, R., administrateur-directeur à la Société Cotonnière Coloniale;

De Heren:

BRIOL, R. J., beambte bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

Mevr. BROHEE-DELATTRE, C., lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

Mej. BROHEE, L. M. C., lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

De Heren:

BROUNS, J. M. J., diensthoofd bij de « Société du Haut-Uélé et du Nil »;

BRUNEEL, L. S. E., advocaat bij het Hof van Beroep te Elisabethstad, kabinetshoofd van de Minister van Koloniën;

BUSTIN, A. E. N., hoofd-electricien bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

Mevr. CALLEWAERT-WIHAME, J., gewezen ziekenverpleegster bij het Nationaal Comité van Kivu;

De Heren:

CARCHON, V. B., gewezen onderbuureelhoofd der Secretariaten;

CARION, H., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

CARION, J. A. J., gewezen beambte bij de « Chantier Naval et Industriel du Congo »;

CASTADOT, A. J., kolonist;

CAUWELIER, R. B., conducteur van werken bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

CHANTRENNE, M., gewezen beambte bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

CILLEN, J. H. L., gewezen onderdirecteur der Posterijen en Verreberichtgevingen;

CLAES, R., beheerder-directeur bij de « Société Cotonnière Coloniale »;

R.P. CLAESEN, F. J., de la Mission du Saint-Esprit;

MM.:

CLEMENT, J., ancien agent à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

CLEVER, P., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

COLARD, R. J. H., ancien agent territorial principal;

M^{me} COPPENS-AMAND, L., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

MM.:

COSANDEY, L., chef de service à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

COUPE, G. L. J., capitaine de steamer à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

COUSIN, V. E. H. M., agent comptable à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

COUTURIEAU, A., agent à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

COYETTE, C. L. J., chef d'exploitation à la Société Symétain;

CRAB, G. P. G., chef de poste à la Société des chemins de fer vicinaux du Congo;

CRAEN, G. A. M., colon;

M^{mes}:

CREME-DEGOTTE, M., ancienne employée temporaire;

DANEAU-DRUART, ancienne auxiliaire volontaire;

M. DAUBE, G., gérant à la Banque du Congo Belge;

E.P. CLAESEN, F. J., van de Missie van de H. Geest;

De Heren:

CLEMENT, J., gewezen beambte bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

CLEVER, P., bedrijfsleider bij de « Société Minière du Muhinga et de Kigali »;

COLARD, R. J. H., gewezen ecrstaanwezend gewestbeambte;

Mevr. COPPENS-AMAND, L., lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

De Heren:

COSANDEY, L., diensthoofd bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

COUPE, G. L. J., kapitein van een stoomschip bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

COUSIN, V. E. H. M., rekenplichtig beambte bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

COUTURIEAU, A., beambte bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

COYETTE, C. L. J., bedrijfsleider bij de Maatschappij « Symétain »;

CRAB, G. P. G., postchef bij de « Société des chemins de fer vicinaux du Congo »;

CRAEN, G. A. M., kolonist;

Mevr^{en}:

CREME-DEGOTTE, M., gewezen tijdelijke bediende;

DANEAU-DRUART, D., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer DAUBE, G., beheerder bij de Bank van Belgisch-Congo;

M^{mee} :

DAUGE-RIBAUT, M., ancienne auxiliaire volontaire ;

DAUNE-CARLI, A., ancien membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville ;

MM. :

DAVID, J. C. M., ancien médecin de 1^{re} classe ;

DAXHELET, E., chef d'exploitation à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé ;

M^{me} DEBELDER-EELEN, H. N. L., ancienne auxiliaire volontaire ;

M. DE BONDT, J. B., chef de poste à la Compagnie Cotonnière Congolaise ;

M^{me} DEBRUN-WARZEE, D., ancienne employée temporaire ;

MM. :

DECKERS, A. M. J. G., chef d'exploitation à la Société Symétain ;

DECLEYRE, E. X., ancien comptable à la Compagnie Cotonnière Congolaise ;

M^{me} DECLEYRE-WATREMEZ, M. L., ancienne employée à la Compagnie Générale d'automobiles et d'aviation au Congo ;

MM. :

DE COCK, E. L. P., ancien sous-chef de bureau (h.c.) ;

DE DONCKER, R., artisan à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains ;

de DURAND de PREMORÉL, C., ancien membre du personnel de la Société Belge de Recherches Minières en Afrique ;

DEGHILAGE, G. H., secrétaire comptable à la Société Minière de Muhinga et de Kigali ;

Mevr^{en} :

DAUGE-RIBAUT, M., gewezen vrijwillige helpster ;

DAUNE-CARLI, A., gewezen lid van het onderwyzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad ;

De Heren :

DAVID, J. C. M., gewezen geneesheer-1^{ste} klasse ;

DAXHELET, E., bedrijfsleider bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé » ;

Mevr. DEBELDER-EELEN, H. N. L., gewezen vrijwillige helpster ;

De Heer DE BONDT, J. B., postchef bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise » ;

Mevr. DEBRUN-WARZEE, D., gewezen tijdelijke bediende ;

De Heren :

DECKERS, A. M. J. G., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain ;

DECLEYRE, E. X., gewezen boekhouder bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise » ;

Mevr. DECLEYRE-WATREMEZ, M. L., gewezen bediende bij de « Compagnie Générale d'automobiles et d'aviation au Congo » ;

De heren :

DE COCK, E. L. P., gewezen onderbuureelhoofd (b.k.) ;

DE DONCKER, R., ambachtsman bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren ;

de DURAND de PREMORÉL, C., gewezen lid van het personeel bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique » ;

DEGHILAGE, G. H., rekenplichtig secretaris bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali » ;

MM. :

DE GROOF, G. P. J., ancien directeur
au Service de l'Agriculture ;

DEHAAS, C. V. J., colon ;

M^{me} DE JONCKHEERE-DESMET,
M. J., ancienne auxiliaire volontaire ;

MM. :

DEL, J., ancien agent agricole tempo-
raire ;

DELAÛTE, R. G. M. O., ancien agent
territorial principal ;

R.P. DELEEST, A., de la Mission des
Prêtres du Sacré-Cœur ;

MM. :

DELFORGE, L. L. M., ancien contrô-
leur des Postes et Télécommunica-
tions ;

DELHEZ, L. N., contrôleur d'Adminis-
tration à la Société Symétain ;

DELRIVIERE, F., ingénieur principal
à la Société Symétain ;

MM. :

DEMARET, R. J., colon ;

de MEDINA, J. L. M. J. Z., officier de
chasse temporaire ;

DE MEYER, J. E., ancien géomètre de
4^{me} classe ;

M^{mes} :

DEMOULIN-FALIZE, R. S. M., em-
ployée à la Société des Mines d'or de
Kilo-Moto ;

DENIE-REVIS, J., ancienne auxiliaire
volontaire ;

MM. :

de PAEUW, L. H., ancien ingénieur
principal à la Compagnie des chemins
de fer du Congo Supérieur aux Grands
Lacs Africains ;

DERAEMAER, F. P. J., agent
comptable à la Société Minière de Mu-
hinga et de Kigali ;

DE REES, J. E., agent à la Société Sym-
étain ;

De Heren :

DE GROOF, G. P. J., gewezen direc-
teur bij de Landbouwdienst ;

DEHAAS, C. V. J., kolonist ;

Mevr. DE JONCKHEERE-DESMET,
M. J., gewezen vrijwillige helpster ;

De Heren :

DEL, J., gewezen tijdelijk landbouwbe-
ambte ;

DELAUTE, R. G. M. O., gewezen eerst-
aanwezend gewestbeambte ;

E.P. DELEEST, A., van de Missie der
Priesters van het Heilig-Hart ;

De Heren :

DELFORGE, L. L. M., gewezen contro-
leur der Posterijen en der Verrebe-
richtgevingen ;

DELHEZ, L. N., controleur van Be-
stuur bij de Maatschappij Symétain ;

DELRIVIERE, F., eeraanwezend in-
genieur bij de Maatschappij Symétain ;

De Heren :

DEMARET, R. J., kolonist ;

de MEDINA, J. L. M. J. Z., tijdelijk
jachtambtenaar ;

DE MEYER, J. E., gewezen landmeter-
4^{de} klasse ;

Mevren :

DEMOULIN-FALIZE, R. S. M., be-
diende bij de « Société des Mines d'or
de Kilo-Moto » ;

DENIE-REVIS, J., gewezen vrijwillige
helpster ;

De Heren :

de PAEUW, L. H., gewezen eeraan-
wezend ingenieur bij de Spoorweg-
maatschappij Boven-Congo - Grote
Afrikaanse Meren ;

DERAEMAER, F. P. J., rekenplich-
tig beambte bij de « Société Minière
de Muhinga et de Kigali » ;

DE REES, J. E., beambte bij de Maat-
schappij Symétain ;

R.F. DE SCHACHT, L., de la Congrégation des Frères Maristes;

M^{me} DESSY-s' JONGERS, M. J., ancienne employée à l'Office des Approvisionnements à Léopoldville;

MM.:

DESTREE, J. A. G., chef de secteur à la Société Belgika;

de STRIGEWISKY, M., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

M^{me} DE VALKENEER-BRIART, S. M. A., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

DEVILLEZ, R. J. D., topographe à la Société Minière de la Tele;

DE VLEESCHOUWER, A., chef de service commercial à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

DEVUYST, P. M., ancien ingénieur technicien à la Compagnie des Huileries du Congo Belge;

R.P. DE WEERDT, J. J., de la Mission des Pères du Saint Esprit;

MM.:

d'HAVE, A. A., ancien agent territorial principal;

DOGOT, R. E. J. J. G., ancien technicien temporaire du Service des Télécommunications;

DOLGO-CHEFF, A., colon;

M^{me} DOUCET-THIRY, M., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

MM.:

DOYE, U. J. L., chef d'exploitation à la Société Symétain;

DOYEN, J. J., chef de Service à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

M^{me} DRYVERS-VAN de BOSCH, J. G. H., ancienne auxiliaire volontaire;

E.B. DE SCHACHT, L., van de Congregatie der Broeders Maristen;

Mevr. DESSY-s' JONGERS, M. J., gewezen bediende bij de Dienst der Voorraden te Leopoldstad;

De Heren:

DESTREE, J. A. G., sectiehoofd bij de Maatschappij Belgika;

de STRIGEWISKY, M., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

Mevr. DE VALKENEER-BRIART, S. M. A., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

DEVILLEZ, R. J. D., topograaf bij de « Société Minière de la Tele »;

DE VLEESCHOUWER, A., leider van de handelsdienst bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

DEVUYST, P. M., gewezen ingenieur-technicus bij de « Compagnie des Huileries du Congo Belge »;

E.P. DE WEERDT, J. J., van de Mis-sie van de Paters van de H. Geest;

De 'Heren:

d'HAVE, A. A., gewezen eerstaanwenzend gewestbeambte;

DOGOT, R. E. J. J. G., gewezen tijdelijk technicus bij de Dienst der Verreberichtgevingen;

DOLGO-CHEFF, A., kolonist;

Mevr. DOUCET-THIRY, M., lid van het onderwyzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

De Heren:

DOYE, U. J. L., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

DOYEN, J. J., diensthoofd bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

Mevrw DRYVERS-VAN de BOSCH, J. G. H., gewezen vrijwillige helpster;

R.F. DRUYTS, J. H. F., de la Congrégation des Frères Maristes;

MM.:

DUBOIS, J. B. D., conducteur de travaux à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

DUBOIS, N. J. F., sous-directeur à la Société Belgika;

DUCOBU, A. L., ancien agent territorial de complément;

DUMONT, A., ancien sous-chef de bureau des Secrétariats;

DUMONT, L. J. G., ancien chef de bureau de 2^{me} classe du Service des Finances et Douanes;

DURANT, R. F., chef d'exploitation à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

DURT, H. A. A. E., agent cotonnier à la Société Belgika;

DUTRIEUX, R. M. D., artisan à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

EMBRECHTS, P. L., contre-maître de 1^{re} classe à la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

ERNOTTE, R., fondé de pouvoirs en Afrique de l'Union Foncière Congolaise;

EVERAERT, A. E., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

M^{me} EVRARD-HUISMAN, B., ancienne auxiliaire volontaire;

M. EVRARD, I. E., agent à la Société Symétain;

M^{me} FAES-VAN de VELDE, N., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

E.B. DRUYTS, J. H. F., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heren:

DUBOIS, J. B. D., conducteur van werken bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

DUBOIS, N. J. F., onderdirecteur bij de Maatschappij Belgika;

DUCOBU, A. L., gewezen gewestbeambte ter aanvulling;

DUMONT, A., gewezen onderbureelhoofd der Secretariaten;

DUMONT, L. J. G., gewezen bureelhoofd-2^{de} klasse bij de Dienst der Financien en Douanen;

DURANT, R. F., bedrijfsleider bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

DURT, H. A. A. E., bediende voor de katoenbouw bij de Maatschappij Belgika;

DUTRIEUX, R. M. D., ambachtsman bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

EMBRECHTS, P. L., meestergast-1^{ste} klasse bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

ERNOTTE, R., gemachtigde in Afrika van de « Union Foncière Congolaise »;

EVERAERT, A. E., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

Mevr. EVRARD-HUISMAN, B., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer EVRARD, I. E., beambte bij de Maatschappij Symétain;

Mevr. FAES-VAN de VELDE, N., lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

MM.:

FANIEL, E., gérant à la Banque du Congo Belge;

FASTRE, P. M. V. P., ingénieur-directeur à la Société Symétain;

FERRY, L. M. J., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

FILEE, H. F. J., contrôleur d'égrenage à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

FICHER, I., ancien agent agricole temporaire;

FIZAINE, O., chef de service à la Banque du Congo Belge;

M^{me} FLAMENT-VAN den EYNDE, C., ancienne auxiliaire volontaire;

M. FONTAINE, J., colon-plantier;

M^{me} FONTAINE-COOLENS, A. J., colon-plantier;

MM.:

FLORIZOONE, L. C. C., chef de groupe à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

FONAT, E. J. G., colon, ancien auxiliaire volontaire;

FOURNIER, G., artisan à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

M^{mes}:

FRASELLE-SERKEYN, R., ancienne auxiliaire volontaire;

GALLAIX-MOULIN, G., aide-pharmacienne à la Compagnie Belge d'entreprise Minières;

GEENENS-HEYMANS, M., ancien membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

De Heren:

FANIEL, E., beheerder bij de Bank van Belgisch-Congo;

FASTRE, P. M. V. P., ingenieur-directeur bij de Maatschappij Symétain;

FERRY, L. M. J., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

FILEE, H. F. J., controleur der afristing bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

FICHER, I., gewezen tijdelijk landbouwbeambte;

FIZAINE, O., diensthoofd bij de Bank van Belgisch-Congo;

Mevr. FLAMENT-VAN den EYNDE, C., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer FONTAINE, J., kolonist-planter;

Mevr. FONTAINE-COOLENS, A. J., kolonist-planter;

De Heren:

FLORIZOONE, L. C. C., groepschef bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

FONAT, E. J. G., kolonist, gewezen vrijwillig helper;

FOURNIER, G., ambachtsman bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

Mevr^{en}:

FRASELLE-SERKEYN, R., gewezen vrijwillige helpster;

GALLAIX-MOULIN, G., hulp-apotheekster bij de « Compagnie Belge d'entreprises Minières »;

GEENENS-HEYMANS, M., gewezen lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

MM.:

GEENS, A., directeur technique à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

GERADON, H., ingénieur au Comité National du Kivu;

GERARD, G. L., agent technique à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

GERDAY, A. C. J., chef de service à la Société Symétain;

M^{me} GEURTS-DELSAUX, A. R. M. G., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

GILBERT, M., ancien agent sanitaire;

GILLEMOT, V., chef d'exportation à la Société Symétain;

GILLIS, M. J., ancien agent territorial principal;

GILON, G. F. F. G., agent à la Société Cotonnière Coloniale;

GODIN, M. P. J., artisan à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

GOEMAN, R. J. F., directeur à la Banque du Congo Belge;

GOFFART, F. H. E. D., chef d'exploitation à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

CONZE, A., agent à la Société Minière de la Tele;

GOOSSENS, A., artisan à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

GOOSSENS, F. J. C., directeur général à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

GOOSSENS, G. F. J., ancien chef de bureau de 2^{me} classe du Service des Finances et Douanes;

De Heren:

GEENS, A., technisch directeur bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

GERADON, H., ingenieur bij het Nationaal Comité van Kivu;

GERARD, G. L., technisch beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

GERDAY, A. C. J., diensthoofd bij de Maatschappij Symétain;

Mevr. GEURTS-DELSAUX, A. R. M. G., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

GILBERT, M., gewezen gezondheidsbeambte;

GILLEMOT, V., chef van de uitvoer bij de Maatschappij Symétain;

GILLIS, M. J., gewezen eerstaanwezend gewestbeambte;

GILON, G. F. F. G., beambte bij de « Société Cotonnière Coloniale »;

GODIN, M. P. J., ambachtsman bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

GOEMAN, R. J. F., directeur bij de Bank van Belgisch-Congo;

GOFFART, F. H. E. D., bedrijfsleider bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

GONZE, A., beambte bij de « Société Minière de la Tele »;

GOOSSENS, A., ambachtsman bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

GOOSSENS, F. J. C., directeur-generaal bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

GOOSSENS, G. F. J., gewezen bureelhoofd-2^{de} klasse bij de Dienst van Financiën en Douanen;

M^{me} GOOSSENS-MESTDAGH, M. M. A. J., ancien membre du personnel enseignant à l'Institut Marie-José à Elisabethville;

MM.:

GRAFE, M. C. J., prospecteur à la Société Minière des Mines d'or de Kilo-Moto;

GUEUR, F. E. G., ancien chef de service à l'Office des Approvisionnements à Léopoldville;

GUILLAUME, M. C., brigadier-tourneur à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

GUILMOT, M. T., administrateur territorial principal honoraire;

R.F. HAELEWIJN, R. J., de la Congrégation des Frères Maristes;

M. HANEGRAFF, J. M. C., directeur-adjoint à la « Mayoko Rubber Corporation »;

M^{me} HAUTRIVE-DEFOSSEZ, M. A. L., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

HAYEZ, U., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

HEMBISE, M., ancien agent de la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

HENDERICKX, J. F. P., ingénieur agronome principal à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge;

HENKIN, M. N. C., agent d'exploitation à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

HENRARD, P. J. E., agent à la Compagnie Minière des Grands Lacs Africains;

HERMAN, R. J. M., agent à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

Mevr. GOOSSENS-MESTDAGH, M. M. A. J., gewezen lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht Marie-José te Elisabethstad;

De Heren:

GRAFE, M. C. J., prospector bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

GUEUR, F. E. G., gewezen diensthoofd bij de Dienst der Voorraden te Leopoldstad;

GUILLAUME, M. C., voorman-draaier bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

GUILMOT, M. T., eerstaanwendend erewestbeheerder;

E.B. HAELEWIJN, R. J., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heer HANEGRAFF, J. M. C., adjunct-directeur bij de « Mayoko Rubber Corporation »;

Mevr. HAUTRIVE-DEFOSSEZ, M. A. L., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

HAYEZ, U., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

HEMBISE, M., gewezen beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

HENDERICKX, J. F. P., eerstaanwendend landbouwingenieur bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo;

HENKIN, M. N. C., bedrijfsleider bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

HENRARD, P. J. E., beambte bij de « Compagnie Minière des Grands Lacs Africains »;

HERMAN, R. J. M., beambte bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

MM.:

HIZETTE, A. A. A., colon-plantateur;

HOFMAN, J. B., chef d'usine à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

HOFMANS, A., ancien agent à l'Office d'Exploitation des Transports Coloniaux;

HUPIN, M., ancien ingénieur principal de 1^{re} classe;

JACOBS, L., ancien administrateur territorial de 2^{me} classe;

M^{me} JACOBS-BASSOMPIERRE, R., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

JACOT, G., ancien agent sanitaire;

JAMAR, M. A. E. J., percepteur-adjoint de 1^{re} classe des Postes et Télécommunications;

JANSSENS, R., ancien agent de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo;

JASSOGNE, E. E., chef d'atelier à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

M^{mes}:

JASSOGNE-VAN CAENEGHEM, I., caissière à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

JAUGNEAU-DENEYER, M., ancienne assistante des Postes;

MM.:

KELLER, A., sous-directeur à la Banque du Congo Belge;

KINET, L. J. G., ancien agronome de 2^{me} classe;

LABYE, M., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

De Heren:

HIZETTE, A. A. A., kolonist-planter;

HOFMAN, J. B., fabriekmeester bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

HOFMANS, A., gewezen beambte bij de Dienst van het Koloniaal Verkeerswezen;

HUPIN, M., gewezen eerstaanwezend ingenieur-1^{ste} klasse;

JACOBS, L., gewezen gewestbeheerder-2^{de} klasse;

Mevr. JACOBS - BASSOMPIERRE, R., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

JACOT, G., gewezen gezondheidsbeambte;

JAMAR, M. A. E. J., adjunct-ontvanger-1^{ste} klasse der Posterijen en Verreberichtgevingen;

JANSSENS, R., gewezen beambte bij de « Société des chemins de fer vicinaux du Congo »;

JASSOGNE, E. E., werkmeester bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

Mevr^{en}:

JASSOGNE-VAN CAENEGHEM, I., kassierster bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

JAUGNEAU-DENEYER, M., gewezen assistente der Posterijen;

De Heren:

KELLER, A., onderdirecteur bij de Bank van Belgisch-Congo;

KINET, L. J. G., gewezen landbouwkundige-2^{de} klasse;

LABYE, M., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

M.:

LACOSTE, P., directeur des Usines Textiles de Léopoldville et administrateur de complément de diverses sociétés coloniales;

M^{lle} LACOSTE, A. M., secrétaire de diverses sociétés coloniales à Léopoldville;

M. LACOURT, E. J. L., agent cotonnier à la Société Cotonnière du Népoko;

M^{lle} LACOURT-DELEAU, H., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

LAËMONT, J. E., ingénieur à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

LALLEMANT, F. T., capitaine au long cours, au service de la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

LAUWERS, S., chef de service à la Société Symétain;

M^{lle} LECLERCQ-MERESSE, J., ancien membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

M^{lle} LECLERCQ, J., membre enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

R.P. LEEMANS, J. M., de la Mission des Pères Blancs d'Afrique;

MM.:

LEFEBVRE, G., ancien inspecteur des Affaires Economiques;

LEFEBVRE, L., ancien conducteur temporaire des Travaux Publics;

LEFILS, L. M. J. F. L., ancien administrateur territorial de 1^{re} classe;

LEGRAND, M., prospecteur à la Société Belge des Recherches Minières en Afrique;

R.F. LEMAEN, V. M., de la Congrégation des Frères Maristes;

. De Heer:

LACOSTE, P., directeur van de « Usines Textiles de Léopoldville » en toegevoegd beheerder van verscheidene koloniale maatschappijen;

Mej. LACOSTE, A. M., secretaris van verscheidene koloniale maatschappijen te Leopoldstad;

De Heer LACOURT, E. J. L., bediende voor de katoenbouw bij de « Société Cotonnière du Népoko »;

Mevr. LACOURT-DELEAU, H., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

LAËMONT, J. E., ingenieur bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

LALLEMANT, F. T., kapitein op de lange vaart, in dienst van de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

LAUWERS, S., diensthoofd bij de Maatschappij Symétain;

Mevr. LECLERCQ-MERESSE, J., gewezen lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

Mej. LECLERCQ, J., onderwijzend lid in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

R.P. LEEMANS, J. M., van de Missie van de Witte Paters van Afrika;

De Heren:

LEFEBVRE, G., gewezen inspecteur van Economische Zaken;

LEFEBVRE, L., gewezen tijdelijk conducteur van Openbare Werken;

LEFILS, L. M. J. F. L., gewezen gewestbeheerder-1^{ste} klasse;

LEGRAND, M., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

E.B. LEMAEN, V. M., van de Congregatie der Broeders Maristen;

MM.:

LEMAIRE, M. J. A. E., artisan à la Société Symétain;

LEONARD, C. J. J. G., chef de service à la Société Symétain;

M^{me} LEPERSONNE-WARNANT, A., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

LEQUEUX, G. J. M., ancien agent à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

LEVEZ, L., artisan à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

LOGNAY, L. J. A., chef d'exploitation à la Société Symétain;

LURQUIN, G. R., ancien agent temporaire des Postes et Télécommunications;

LUTHI, F. H., surveillant forestier de 2^{me} classe à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

MACHUROT, A. J. G., chef d'exploitation à la Société Symétain;

R.S. MAENEN, M., de la Mission des Sœurs Franciscaines de Marie;

MM.:

MAENHOUT, T. J., ingénieur agronome, ancien directeur de Station à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge, actuellement colon;

MAERTENS, G. G., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

M^{me} MAERVOET-PLANKE, E., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

MAHU, J. L. F., chef comptable à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

MAIRESSE, A., chef d'exploitation à la Société Symétain;

De Heren:

LEMAIRE, M. J. A. E., ambachtsman bij de Maatschappij Symétain;

LEONARD, C. J. J. G., diensthoofd bij de Maatschappij Symétain;

Mevrw LEPERSONNE-WARNANT, A., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

LEQUEUX, G. J. M., gewezen beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

LEVEZ, L., ambachtsman bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

LOGNAY, L. J. A., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

LURQUIN, G. R., gewezen tijdelijk beambte der Posterijen en Verreberichtgevingen;

LUTHI, F. H., bosbewaker-2^{de} klasse bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

MACHUROT, A. J. G., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

E.Z. MAENEN, M., van de Missie der Zusters Franciscanessen van Maria;

De Heren:

MAENHOUT, T. J., landbouwkundig ingenieur, gewezen stationsdirecteur bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo, thans kolonist;

MAERTENS, G. G., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

Mevr. MAERVOET-PLANKE, E., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

MAHU, J. L. F., hoofdboekhouder bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

MAIRESSE, A., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

MM.:

MALENGRAUX, F., agent à la Société Cotonnière du Nepoko;

MALENGRAUX, G., prospecteur à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

MANFROID, E., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

M^{me} MARANNES-PARASIES, J. M., ancienne auxiliaire volontaire;

R.F. MARICHAL, L., de la Congrégation des Frères Maristes;

M. MARON, J. F., chef de groupe à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

M^{me} MARQUET-XHIGNESSE, E. E. L., ancienne auxiliaire volontaire;

M. MARTENS, M. G., administrateur territorial principal honoraire;

M^{lle} MARTENS, M., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

MARTIN, R., ancien administrateur territorial de 2^{me} classe;

MARTIN, R. A. M., agent à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

MASSART, P. C., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

MASSUY, Z. J. E., artisan à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

MATHIEU, J., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

MENTEAU, V., colon;

M^{lle} MERCKAERT, E. M. A., ancienne auxiliaire volontaire;

M^{me} MESTAG-DE HOUCK, A. M. J. L., ancienne auxiliaire volontaire;

De Heren:

MALENGRAUX, F., beambte bij de « Société Cotonnière du Nepoko »;

MALENGRAUX, G., prospector bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

MANFROID, E., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

Mevr. MARANNES-PARASIES, J. M., gewezen vrijwillige helpster;

E.B. MARICHAL, L., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heer MARON, J. F., groepschef bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

Mevr. MARQUET-XHIGNESSE, E. E. L., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer MARTENS, M. G., eerstaanzend ere-gewestbeheerder;

Mej. MARTENS, M., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

MARTIN, R., gewezen gewestbeheerder-2^{de} klasse;

MARTIN, R. A. M., beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

MASSART, P. C., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

MASSUY, Z. J. E., ambachtsman bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

MATHIEU, J., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

MENTEAU, V., kolonist;

Mej. MERCKAERT, E. M. A., gewezen vrijwillige helpster;

Mevr. MESTAG-DE HOUCK, A. M. J. L., gewezen vrijwillige helpster;

M. MESTER, A. E., chef d'exploitation à la Société Symétain;

R.P. MEULEMAN, A. J. J., de la Mission des Pères Blancs d'Afrique;

MM.:

MEULEMANS, L. C., ancien contrôleur des Postes et Télécommunications;

MICHIELS, J., ancien chef de camp au Comité National du Kivu;

MILLET, M. L. G., agronome à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge;

MINGUET, G. C. L., prospecteur à la Firme G. Pitchinos;

M^{me} MOEDBECK-ADRIAENSSENS, G., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

MOELAERT, A. A., ancien percepteur-adjoint de 2^{me} classe des Postes et Télécommunications;

MOENS, F., géomètre colonial à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

MOENS, R. A. G., ancien comptable temporaire;

MONNIEZ, L. J. L., ancien agent de la Compagnie Jules Van Lancker;

MOREAU, M. J., chef d'exploitation à la Société Symétain;

M^{me} MOREZ-VAN ACHTE, E., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

MOTTOULE, G. N., directeur administratif à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

MOUCHERON, R. G. J. B., ancien agent temporaire à l'Union Minière du Haut-Katanga;

De Heer MESTER, A. E., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

E. P. MEULEMAN, A. J. J., van de Missie van de Witte Paters van Afrika;

De Heren:

MEULEMANS, L. C., gewezen controller der Posterijen en Verreberichtgevingen;

MICHIELS, J., gewezen kampleider bij het Nationaal Comité van Kivu;

MILLET, M. L. G., landbouwkundige bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo;

MINGUET, G. C. L., prospector bij de Firma G. Pitchinos;

Mevrouw MOEDBECK-ADRIAENSSENS, G., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

MOELAERT, A. A., gewezen adjunct-ontvanger-2^{de} klasse der Posterijen en Verreberichtgevingen;

MOENS, F., koloniaal landmeter bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

MOENS, R. A. G., gewezen tijdelijke boekhouder;

MONNIEZ, L. J. L., gewezen beambte bij de Maatschappij Jules Van Lancker;

MOREAU, M. J., bedrijfsleider bij de Maatschappij Symétain;

Mevr. MOREZ-VAN ACHTE, E., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

MOTTOULE, G. N., directeur van beheer bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

MOUCHERON, R. G. J. B., gewezen tijdelijk beambte bij de « Union Minière du Haut-Katanga »;

M^{mes} :

MOUTARDE-DESSY, M., ancienne
auxiliaire volontaire;

MULLER-STEVELINCK, L., membre
du personnel enseignant à l'Institut du
Sacré-Cœur à Léopoldville;

MM. :

NAEGELS, R. P., secrétaire à la Société
Minière de Muhinga et de Kigali;

NAUWELAERTS, G. A., colon;

M^{me} NAUWELAERTS-NESLIAS, E.,
auxiliaire de la firme Nauwelaerts;

MM. :

NERINCKX, J., ancien fonctionnaire
principal de l'Ordre Judiciaire;

NEUVILLE, O. J. G., sous-directeur à
la Société Commerciale et Minière de
l'Uélé;

NEUSY, R., agent à la Société des Mi-
nes d'or de Kilo-Moto;

NIVELLES, L., ancien chef de service
à la Radiodiffusion à Léopoldville;

NOZRAT SULEIMAN, ancien agent
temporaire au service de l'Agriculture;

OPDENBERG, J. F. X., chef de sec-
teur à la Société Belgika;

PALLATSKY, A. J., chef de poste à
la Société Minière de Muhinga et de
Kigali;

PALMEN, H. F. H., colon;

PAPENS, F., chef de dépôt à la Com-
pagnie des chemins de fer du Congo
Supérieur aux Grands Lacs Africains;

PAQUAU, A. P. M. J., chef d'Atelier
à la Société Minière de Muhinga et de
Kigali »;

PARENT, A. L. P., comptable à la So-
ciété Minière de Muhinga et de Kigali;

PARON, R. J. E., secrétaire à la Société
Symétain;

Mevr^{en} :

MOUTARDE-DESSY, M., gewezen
vrijwillige helpster;

MULLER-STEVELINCK, L., lid van
het onderwijzend personeel in het Ge-
sticht van het Heilig-Hart te Leopold-
stad;

De Heren :

NAEGELS, R. P., secretaris bij de « So-
ciété Minière de Muhinga et de Ki-
gali »;

NAUWELAERTS, G. A., kolonist;

Mevrw NAUWELAERTS-NESLIAS,
E., helpster bij de firma Nauwelaerts;

De Heren :

NERINCKX, J., gewezen eerstaanwe-
zend gerechtsambtenaar;

NEUVILLE, O. J. G., onderdirecteur
bij de « Société Commerciale et Mini-
ère de l'Uélé »;

NEUSY, R., beambte bij de « Société
des Mines d'or de Kilo-Moto »;

NIVELLES, L., gewezen diensthoofd
bij de Radio-omroep te Leopoldstad;

NOZRAT SULEIMAN, gewezen tijde-
lijk beambte bij de Landbouwdienst;

OPDENBERG, J. F. X., sectorhoofd
bij de Maatschappij Belgika;

PALLATSKY, A. J., postchef bij de
« Société Minière de Muhinga et de
Kigali »;

PALMEN, H. F. H., kolonist;

PAPENS, F., magazijnmeester bij de
Spoorwegmaatschappij Boven-Congo -
Grote Afrikaanse Meren;

PAQUAU, A. P. M. J., werkmeester bij
de « Société Minière de Muhinga et de
Kigali »;

PARENT, A. L. P., boekhouder bij de
« Société Minière de Muhinga et de
Kigali »;

PARON, R. J. E., secretaris bij de
Maatschappij Symétain;

MM.:

PELLET, C., agent principal administratif à la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto;

PETITQUEUX, L. E., agent technique à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

PHILEMOTTE, V. G., ingénieur agronome à la « Bamboli cultuur Maatschappij »;

PIERQUIN, F. V. R., ingénieur principal à la Société Symétain;

PIETERS, M. J. A. M., chef de camp à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

M^{me} PIETTE-HONORE, Y., ancienne auxiliaire volontaire;

M^{lle} PIJCKE, E. A., colon;

MM.:

PILET, V. G., agent à la Société Cotonnière Congolaise;

PIRET, V. A. G., ingénieur technicien, chef d'exploitation à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

M^{mes}:

PIRON-ANCIAUX, A., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

PREAUX-LEROY, H. G., infirmière assistante sociale à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

M. PUFFET, J. J. M. H., ancien agent agricole temporaire;

M^{me} PUFFET-HARFORD, R. J., commerçante;

MM.:

PYSAREVITCH, G., chef d'exploitation de l'Huilerie « Sapec »;

RECULEZ, A. H. F. G. G. M., ancien agent territorial de 1^{re} classe;

REIFF, F., agent à la Société du Haut-Uélé et du Nil;

De Heren:

PELLET, C., eerstaanwezend beambte van beheer bij de « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto »;

PETITQUEUX, L. E., technisch beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

PHILEMOTTE, V. G., landbouwkundig ingenieur bij de Bamboli cultuur Maatschappij;

PIERQUIN, F. V. R., eerstaanwezend ingenieur bij de Maatschappij Symétain;

PIETERS, M. J. A. M., kampleider bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

Mevr. PIETTE-HONORE, Y., gewezen vrijwillige helpster;

M^{ej}. PIJCKE, E. A., kolonist;

De Heren:

PILET, V. G., beambte bij de « Société Cotonnière Congolaise »;

PIRET, V. A. G., ingenieur-technicus, bedrijfsleider bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

Mevr^{en}:

PIRON-ANCIAUX, A., lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

PREAUX-LEROY, H. G., ziekenverpleegster, maatschappelijke assistente bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

De Heer PUFFET, J. J. M. H., gewezen tijdelijk landbouwbeambte;

Mevrouw PUFFET-HARFORD, R. J., handelaarster;

De Heren:

PYSAREVITCH, G., bedrijfsleider van de Olieslagerij « Sapec »;

RECULEZ, A. H. F. G. G. M., gewezen gewestbeambte-1^{ste} klasse;

REIFF, F., beambte bij de « Société du Haut-Uélé et du Nil »;

M^{me} RENSON-JADOUL, L., ancienne
auxiliaire volontaire ;

MM. :

ROBETTE, E., chef de mouvement à la
Compagnie des chemins de fer du Con-
go Supérieur aux Grands Lacs Afri-
cains ;

ROELANDT, D. O. G., agent de la
main-d'œuvre indigène à la Société
Minière de Muhinga et de Kigali ;

ROGIRST, R. J. M., chef de section à
la Compagnie du chemin de fer du
Bas Congo au Katanga ;

R.P. ROMMENS, F. E., de la Mission
des Pères Blancs d'Afrique ;

MM. :

ROOBAERT, A., ingénieur à la Société
Symétain ;

RO TSAERT, P. J., chef d'exploitation
à la Société Symétain ;

RUBENSTEIN, I., ancien agent tempo-
raire du Service des Finances et Doua-
nes ;

RUCHARD, A. D. A., chef de groupe à
la Société Minière de Muhinga et de
Kigali ;

RUSCART, D. J. B., ingénieur, chargé
de mission dans différentes sociétés
coloniales ;

SALMON, A. A. M. A., ancien agent
territorial de complément ;

R.F. SAMIJN, M., de la Congrégation
des Frères Maristes ;

MM. :

SASSERATH, J. S., ancien dentiste
temporaire et speaker à la Radiodiffu-
sion à Léopoldville ;

SCHAYES, N. F. J., chef d'exploita-
tion à la Société Minière de Muhinga
et de Kigali ;

SCHERMANT, S., ancien agent tempo-
raire à l'Office des Approvisionne-
ments ;

M^{vr}. RENSON-JADOUL, L., ge-
wezen vrijwillige helpster ;

De Heren :

ROBETTE, E., chef van de treinrege-
ling bij de Spoorwegmaatschappij Bo-
ven-Congo - Grote Afrikaanse Meren ;

ROELANDT, D. O. G., beambte voor
de inlandse werkkrachten bij de « So-
ciété Minière du Muhinga et de Ki-
gali » ;

ROGIRST, R. J. M., sectiehoofd bij de
Spoorwegmaatschappij Beneden-Con-
go - Katanga ;

E.P. ROMMENS, F. E., van de Missie
van de Witte Paters van Afrika ;

De Heren :

ROOBAERT, A., ingenieur bij de Maat-
schappij Symétain ;

RO TSAERT, P. J., bedrijfsleider bij de
Maatschappij Symétain ;

RUBENSTEIN, I., gewezen tijdelijk
beambte bij de Dienst van Financiën
en Douanen ;

RUCHARD, A. D. A., groepschef bij
de « Société Minière de Muhinga et
de Kigali » ;

RUSCART, D. J. B., ingenieur, belast
met een zending bij verschillende ko-
loniale maatschappijen ;

SALMON, A. A. M. A., gewezen ge-
westbeambte ter aanvulling ;

E.B. SAMIJN, M., van de Congregatie
der Broeders Maristen ;

De Heren :

SASSERATH, J. S., gewezen tijdelijk
tandarts en radio-omroeper te Leo-
poldstad ;

SCHAYES, N. F. J., bedrijfsleider bij
de « Société Minière de Muhinga et
de Kigali » ;

SCHERMANT, S., gewezen tijdelijk
beambte bij de Dienst der Voorraden ;

M. SCHIJNS, P., ancien vétérinaire de 2^{me} classe;

M^{me} SCHOOF-DRABBE, M. L., ancienne auxiliaire volontaire;

M. SCHUBERT, R. A., ingénieur administrateur gérant de la Société « Les Rocs » au Congo Belge;

R.P. SELS, J. J. M., de la Mission des Pères du Saint-Esprit;

MM.:

SERVAIS, A. L., gérant d'usine à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

SERVAIS, J. E. A. M. G., ancien agent territorial principal;

SEVENS, A., ancien contrôleur des Postes et Télécommunications;

STEVENOT, C. J. H., chef d'exploitation à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

STEVENS, G. M. A. A., chef de groupe à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

M^{me} STEYAERT-VAN HAL, I., colon;

MM.:

STIERNET, C., chef de secteur à la Société Minière de Muhinga et de Kigali;

STILMANT, P. A. J., ingénieur technicien à la Compagnie d'Entreprises Minières;

M^{me} STRAUNARD-MOTTE, B. O. G., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

STROOBANTS, A., ancien agent à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

STUDER, J., agent à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

SWANNET, J. M. A. C., chef de bureau de 2^{me} classe honoraire du Service des Finances et Douanes;

De Heer SCHIJNS, P., gewezen veearts-2^{de} klasse;

Mevr. SCHOOF-DRABBE, M. L., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer SCHUBERT, R. A., ingenieur-beheerder-zaakvoerder bij de Maatschappij « Les Rocs » in Belgisch-Congo;

E.P. SELS, J. J. M., van de Missie der Paters van de H. Geest;

De Heren:

SERVAIS, A. L., fabriekbeheerder bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

SERVAIS, J. E. A. M. G., gewezen eerstaanwezend gewestbeampte;

SEVENS, A., gewezen controleur der Posterijen en Verreberichtgevingen;

STEVENOT, C. J. H., bedrijfsleider bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

STEVENS, G. M. A. A., groepschef bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

Mevr. STEYAERT-VAN HAL, I., kolonist;

De Heren:

STIERNET, C., sectorhoofd bij de « Société Minière de Muhinga et de Kigali »;

STILMANT, P. A. J., ingenieur-technicus bij de « Compagnie d'Entreprises Minières »;

Mevr. STRAUNARD-MOTTE, B. O. G., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

STROOBANTS, A., gewezen beampte bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

STUDER, J., beampte bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

SWANNET, J. M. A. C., ere-bureelhoofd-2^{de} klasse bij de Dienst van Financiën en Douanen;

MM.:

SWEERT, F. M., comptable à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

SWENNEN, L. J. H., géomètre à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

M^{me} TENRET-HENRY, R. M. E., ancienne auxiliaire volontaire;

R.S. TERRIJN, P., de la Mission des Sœurs blanches de Notre-Dame d'Afrique;

MM.:

THEISMAN, R. J., chef du service topographique à la Société Symétain;

THIELEMANS, F. L., chef de garage à la Société Symétain;

R.F. THIERS, P. L. J., de la Congrégation des Frères Maristes;

THIRY, S., comptable à la Société internationale Forestière et Minière du Congo;

THOMA, J. J. C. L., ancien sous-chef de bureau du Service des Finances et Douanes;

M^{me} THOMAS-VLEMINCKX, Y. C. M. G., ancienne auxiliaire volontaire;

MM.:

TORFS, J., ancien agent temporaire au Service de l'Information;

TOURNEUR, A. G., ancien contrôleur des Postes;

TRIST, H., représentant de la Société des chemins de fer vicinaux du Congo auprès des Autorités alliées;

M^{mes}:

TRILOT-LUYCKX, E. J., ancienne auxiliaire volontaire;

VAN ANTWERPEN-DELFOSSE, M. A., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

De Heren:

SWEERT, F. M., boekhouder bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

SWENNEN, L. J. H., landmeter bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

Mevr. TENRET-HENRY, R. M. E., gewezen vrijwillige helpster;

E.Z. TERRIJN, P., van de Missie der Witte Zusters van O.-L.-Vrouw van Afrika;

De Heren:

THEISMAN, R. J., hoofd van de topographische dienst bij de Maatschappij Symétain;

THIELEMANS, F. L., garagemeester bij de Maatschappij Symétain;

E.B. THIERS, P. L. J., van de Congregatie der Broeders Maristen;

THIRY, S., boekhouder bij de « Société internationale Forestière et Minière du Congo »;

THOMA, J. J. C. L., gewezen onderbureelhoofd bij de Dienst van Financiën en Douanen;

Mevrw THOMAS-VLEMINCKX, Y. C. M. G., gewezen vrijwillige helpster;

De Heren:

TORFS, J., gewezen tijdelijk beambte bij de Voorlichtingsdienst;

TOURNEUR, A. G., gewezen controleur der Posterijen;

TRIST, H., vertegenwoordiger van de Buurtspoorwegmaatschappij in Congo bij de geallieerde Overheden;

Mevren:

TRILOT-LUYCKX, E. J., gewezen vrijwillige helpster;

VAN ANTWERPEN-DELFOSSE, M. A., lid van het onderwijzend personeel in het gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

MM.:

VAN BAMBEKE, G. C. J. M., ancien attaché à la Mission Minière au Ruanda-Urundi;

VAN BELLE, A. C. M., ancien agent territorial temporaire;

VAN BREE, F., administrateur de sociétés coloniales;

VAN DAELE, A. H. M., directeur de station expérimentale à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge;

VAN de GHINSTE, E., colon;

M^{me} VAN DE GHINSTE-PYCKE, J. V., colon;

MM.:

VAN DEN BUSSCHE, J., contre-maitre à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

VAN DEN HIRTZ, P. N. J., ancien chef de camp au Comité National du Kivu;

VAN DER CASSEYE, H. F., ancien agent territorial temporaire;

VANDEREECKEN, J. E. J., chef de camp à la Firme Houdmont et Thuysbaert;

R.F. VAN DER HAEGEN, R. E., de la Congrégation des Frères Maristes;

M. VANDERHALLEN, J. E., commissaire de district de 1^{re} classe honoraire;

M^{me} VAN DE RIJDT-CLOES, S., membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

M. VAN DER MEIREN, J. J., chef d'exploitation à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

M^{me} VANDERVECKEN - CREMER, M., ancienne auxiliaire volontaire;

De Heren:

VAN BAMBEKE, G. C. J. M., gewezen attaché aan de zending voor Mijn-onderzoek in Ruanda-Urundi;

VAN BELLE, A. C. M., gewezen tijdelijk gewestbeambte;

VAN BREE, F., beheerder van koloniale maatschappijen;

VAN DAELE, A. H. M., directeur van het proefstation bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo;

VAN de GHINSTE, E., kolonist;

Mevr. VAN DE GHINSTE-PYCKE, J. V., kolonist;

De Heren:

VAN DEN BUSSCHE, J., meestergast bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

VAN DEN HIRTZ, P. N. J., gewezen kampeider bij het Nationaal Comité van Kivu;

VAN DER CASSEYE, H. F., gewezen tijdelijk gewestbeambte;

VANDEREECKEN, J. E. J., kampeider bij de Firma Houdmont en Thuysbaert;

E.B. VAN DER HAEGEN, R. E., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heer VANDERHALLEN, J. E., ere-districtscommissaris-1^{ste} klasse;

Mevr. VAN DE RIJDT-CLOES, S., lid van het onderwyzend personeel in het Gesticht van het Heilig Hart te Leopoldstad;

De Heer VAN DER MEIREN, J. J., bedrijfsleider bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

Mevrw VANDERVECKEN-CREMER, M., gewezen vrijwillige helpster;

R.F. VAN DORMAEL, Q., de la Congrégation des Frères Maristes;

MM.:

VAN ENDE, W. F., agent de la Firme Houdmont et Thuysbaert;

VAN HECKE, R. R. M. G., ancien comptable à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

M^{me} VAN HECKE-JACOBS, R. C., ancienne employée à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto;

MM.:

VAN HEE, P. R. A., ancien agent territorial principal;

VAN HEMEL, A. T. M., ancien sous-chef de bureau du Service des Finances et Douanes;

VAN LAERE, R. A. M. J., ingénieur agronome, directeur de station de sélection à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge;

VAN OPPENS, G., ancien chef de service à la Société Commerciale et Minière de l'Uélé;

R.F. VAN POUCKE, G., de la Congrégation des Frères Maristes;

MM.:

VAN REMOORTELT, W., membre du Sénat Belge, ancien directeur général de la Croix Rouge du Congo Belge;

VAN SACEGHEM, R. P. M. J., inspecteur vétérinaire honoraire;

VAN ZANDIJCKE, H. C., caissier comptable à la Société Symétain;

VARLAMOFF, N., agent à la Société Belge de Recherches Minières en Afrique;

VASTABEND, M., ancien capitaine de steamer à la Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains;

E.B. VAN DORMAEL, Q., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heren:

VAN ENDE, W. F., beambte bij de Firma Houdmont en Thuysbaert;

VAN HECKE, R. R. M. G., gewezen boekhouder bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

Mevr. VAN HECKE-JACOBS, R. C., gewezen bediende bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

De Heren:

VAN HEE, P. R. A., gewezen eerstaanwendend gewestbeambte;

VAN HEMEL, A. T. M., gewezen onderbureelhoofd bij de Dienst van Financiën en Douanen;

VAN LAERE, R. A. M. J., landbouwkundig ingenieur, directeur van het veredelingsstation bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo;

VAN OPPENS, G., gewezen diensthoofd bij de « Société Commerciale et Minière de l'Uélé »;

E.B. VAN POUCKE, G., van de Congregatie der Broeders Maristen;

De Heren:

VAN REMOORTELT, W., lid van de Belgische Senaat, gewezen directeur-generaal van het Rode Kruis van Belgisch-Congo;

VAN SACEGHEM, R. P. M. J., ere-veeartsenijkundig inspecteur;

VAN ZANDIJCKE, H. C., kassierboekhouder bij de Maatschappij Symétain;

VARLAMOFF, N., beambte bij de « Société Belge de Recherches Minières en Afrique »;

VASTABEND, M., gewezen kapitein van een stoomschip bij de Spoorwegmaatschappij Boven-Congo - Grote Afrikaanse Meren;

MM.:

VERBANCK, L. F. C., chef de bureau à la Société Minière des Mines d'or de Kilo-Moto;

VERBEKE, G. Y. A., ancien chef mécanicien à la Société Cotonnière du Bomokandi;

M^{me} VERBEKE-BOUCKAERT, M. C. A. M. G., ancienne secrétaire comptable à la Société Cotonnière du Bomokandi;

M. VERDONCK, S. M. P., agent principal à la Compagnie Cotonnière Congolaise;

M^{me} VERDOODT-GEORGES, F., ancienne auxiliaire volontaire;

M. VERHEGGE, E. G. H., commissaire provincial honoraire;

M^{me} VIGNERON, E. H. L. M. C., ancienne auxiliaire volontaire;

M^{me} VRANCKEN-MAHY, G. M. M. H., ancienne auxiliaire volontaire;

M. VULSTEKE, O. G., agronome-adjoint de 1^{re} classe à l'Institut National pour l'étude agronomique du Congo Belge;

M^{mes} :

WAERENBORGH-TABURIAUX, M. L. S., ancienne auxiliaire volontaire;

WALSER-BAUDEZ, M., ancien membre du personnel enseignant à l'Institut du Sacré-Cœur à Léopoldville;

WANTIER-DOIZON, H., ancienne auxiliaire volontaire;

R.S. WARNOTTE, M. L., de la Mission des Sœurs Blanches de Notre-Dame d'Afrique;

MM.:

WATTIER, S., ancien agent à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi;

WEEKERS, V. M. J., artisan à la Société des chemins de fer vicinaux du Congo;

De Heren:

VERBANCK, L. F. C., bureelhoofd bij de « Société des Mines d'or de Kilo-Moto »;

VERBEKE, G. Y. A., gewezen hoofd-werktuigkundige bij de « Société Cotonnière du Bomokandi »;

Mevr. VERBEKE-BOUCKAERT, M. C. A. M. G., gewezen rekenplichtig secretaris bij de « Société Cotonnière du Bomokandi »;

De Heer VERDONCK, S. M. P., eerst-aanwezend beambte bij de « Compagnie Cotonnière Congolaise »;

Mevr. VERDOODT-GEORGES, F., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer VERHEGGE, E. G. H., ere-provinciaal commissaris;

Mej. VIGNERON, E. H. L. M. C., gewezen vrijwillige helpster;

Mevr. VRANCKEN-MAHY, G. M. M. H., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer VULSTEKE, O. G., adjunct-landbouwkundige-1^{ste} klasse bij het Nationaal Instituut voor de landbouwstudie in Belgisch-Congo;

Mevr^{en}:

WAERENBORGH-TABURIAUX, M. L. S., gewezen vrijwillige helpster;

WALSER-BAUDEZ, M., gewezen lid van het onderwijzend personeel in het Gesticht van het Heilig-Hart te Leopoldstad;

WANTIER-DOIZON, H., gewezen vrijwillige helpster;

E.Z. WARNOTTE, M. L., van de Missie der Witte Zusters van O.L.-Vrouw van Afrika;

De Heren:

WATTIER, S., gewezen beambte bij de « Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi »;

WEEKERS, V. M. J., ambachtsman bij de Buurtspoorwegmaatschappij in Congo;

MM.:

WEINBERG, C., ancien agent temporaire du Service des Finances et Douanes;

WEYMEELS, G. Z. E., ancien commissaire de police;

WIJNEN, F. A. A. O., colon;

M^{me} WILLEMS, B., ancienne auxiliaire volontaire;

M. WILLEMS, H. A., agent technique à la Compagnie Belge d'Entreprises Minières;

M^{me} WINDELINCX-LEMAIRE, Y., ancienne auxiliaire volontaire;

M. WOLTER, C., gérant à la Banque du Congo Belge;

M^{me} WOLTER-WASEIGE, L., employée à la Banque du Congo Belge;

M. WURTH, P. A. M. M., industriel et planteur;

De Heren:

WEINBERG, C., gewezen tijdelijk beambte bij de Dienst van Financiën en Douanen;

WEYMEELS, G. Z. E., gewezen politiecommissaris;

WIJNEN, F. A. A. O., kolonist;

Mevr. WILLEMS, B., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer WILLEMS, H. A., technische beambte bij de « Compagnie Belge d'Entreprises Minières »;

Mevr. WINDELINCX-LEMAIRE, Y., gewezen vrijwillige helpster;

De Heer WOLTER, C., beheerder bij de Bank van Belgisch-Congo;

Mevr. WOLTER-WASEIGE, L., bediende bij de Bank van Belgisch-Congo;

De Heer WURTH, P. A. M. M., nijveraar en planter;

Arrêtés du Régent du 23 avril 1948.

Etoile de Service en Or.

Sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service en or avec :

Trois raies :

M. VAN HOOFF, H. M. A., capitaine-commandant de la Force Publique;

Deux raies :

MM.:

DEPASSE, A. H., et HENDRICKX, F. M. H., adjudants-chefs de la Force Publique;

PAUWELS, M. A. M., ancien médecin-hygiéniste (a.c.);

Besluiten van de Regent van 23 April 1948.

Gouden Dienstster.

Zijn gemachtigd het versiersel der Gouden Dienstster te dragen met :

Drie strepen :

De Heer VAN HOOFF, H. M. A., kapitein-commandant der Weermacht;

Twee strepen :

De Heren:

DEPASSE, A. H., en HENDRICKX, F. M. H., adjudanten-chefs der Weermacht;

PAUWELS, M. A. M., gewezen geneesheer-hygiénist (o.k.);

Une raie :

les militaires de la Force Publique désignés ci-après :

MM.:

CHARADE, A. A. J., lieutenant-colonel ;
DE BOECK, N. M., adjudant-chef ;
DESSY, R. V. A., adjudant-chef ;
GEERS, G. L., capitaine-commandant ;
GEMOETS, J. E., GILSON, J. L. G. E., HERMANS, J. A. H., JACOBS, H. M., KERGER, A. J., SCHOofs, L. J. J. J. T., et TERLIN, G. J. E., adjudants-chefs.

L'Etoile de Service en or est décernée aux militaires de la Force Publique désignés ci-après :

MM.:

BERTRAND, J. F. L. G., et CUPPER, X. G. J. M., adjudants-chefs ;
DANDOY, C. P. J., capitaine-commandant ;
DESTIN, A. J., adjudant-chef ;
ELIAS, F. J., major ;
JACOBS, A. H., lieutenant ;
JANNE, R. A. H. M. J., major ;
SCHADICK, P. H. H., ancien adjudant-chef ;
STAES, G. M., capitaine-commandant ;
VANDEPUTTE, C. L. V. H., adjudant-chef ;

Etoile de Service.

L'Etoile de Service est décernée aux militaires de la Force Publique désignés ci-après :

MM.:

BERCKMANS, M., adjudant de réserve ;
BIESMANS, E. J. L. H., BIVORT, R. et BLONDIN, J. J., adjudants de 1^{re} classe de réserve ;

Eén streep :

de hiernavermelde militairen der Weermacht :

De Heren:

CHARADE, A. A. J., luitenant-kolonel ;
DE BOECK, N. M., adjudant-chef ;
DESSY, R. V. A., adjudant-chef ;
GEERS, G. L., kapitein-commandant ;
GEMOETS, J. E., GILSON, J. L. G. E., HERMANS, J. A. H., JACOBS, H. M., KERGER, A. J., SCHOofs, L. J. J. J. T., en TERLIN, G. J. E., adjudanten-chefs.

De Gouden Dienstster is toegekend aan de hiernavermelde militairen der Weermacht :

De Heren:

BERTRAND, J. F. L. G., en CUPPER, X. G. J. M., adjudanten-chefs ;
DANDOY, C. P. J., kapitein-commandant ;
DESTIN, A. J., adjudant-chef ;
ELIAS, F. J., majoor ;
JACOBS, A. H., luitenant ;
JANNE, R. A. H. M. J., majoor ;
SCHADICK, P. H. H., gewezen adjudant-chef ;
STAES, G. M., kapitein-commandant ;
VANDEPUTTE, C. L. V. H., adjudant-chef.

Dienstster.

De Dienstster is toegekend aan de hiernavermelde militairen der Weermacht :

De Heren:

BERCKMANS, M., reserve-adjudant ;
BIESMANS, E. J. L. H., BIVORT, R. en BLONDIN, J. J., reserve-adjudanten-1^{ste} klasse ;

MM.:

CHOME, M. E., lieutenant-colonel de réserve;

CUVELIER, J. P., lieutenant de réserve;

DEBROUX, J. F. A. V., lieutenant de réserve;

DEDEKEN, A. C. U., adjudant de 1^{re} classe;

DUBURCQ, A., adjudant (h.c.);

FEYS, J. M. F., aumônier assimilé à capitaine;

GADEYNE, A. A. J., adjudant de 1^{re} classe;

KATZENGOLD, H., lieutenant de réserve;

KOEDINGER, M. J. P. J., adjudant-chef infirmier de réserve;

LENAERTS, J. L., adjudant de réserve;

MAGHE, R., adjudant de réserve;

MENSCHAERT, G. F., aspirant de réserve;

PAQUOT, M. M., adjudant de 1^{re} classe;

ROMMELAERE, J. E. H. M., adjudant de réserve;

SCHYNS, C., lieutenant-médecin de réserve;

SCHMITZ, F., lieutenant de réserve;

TONNON, V. F., adjudant de réserve (h.c.);

VAN BEVER, F. A. A. G., adjudant de 1^{re} classe;

VANDERLINDEN, F. M., adjudant;

VAN KALCK, M., adjudant de réserve;

VERSTRAETE, L. J., ancien adjudant de 1^{re} classe de réserve;

WANET, P. L., ancien adjudant de réserve;

WERY, N. R. N., adjudant de 1^{re} classe;

De Heren:

CHOME, M. E., reserve-luitenant-kolonel;

CUVELIER, J. P., reserve-luitenant;

DEBROUX, J. F. A. V., reserve-luitenant;

DEDEKEN, A. C. U., adjudant-1^{ste} klasse;

DUBURCQ, A., adjudant (b.k.);

FEYS, J. M. F., aalmoezenier gelijkgesteld met kapitein;

GADEYNE, A. A. J., adjudant-1^{ste} klasse;

KATZENGOLD, H., reserve-luitenant;

KOEDINGER, M. J. P. J., reserve-adjudant-chef ziekenverpleger;

LENAERTS, J. L., reserve-adjudant;

MAGHE, R., reserve-adjudant;

MENSCHAERT, G. F., reserve-aspirant;

PAQUOT, M. M., adjudant-1^{ste} klasse;

ROMMELAERE, J. E. H. M., reserve-adjudant;

SCHYNS, C., reserve-luitenant-geneesheer;

SCHMITZ, F., reserve-luitenant;

TONNON, V. F., reserve-adjudant (b.k.);

VAN BEVER, F. A. A. G., adjudant-1^{ste} klasse;

VANDERLINDEN, F. M., adjudant;

VAN KALCK, M., reserve-adjudant;

VERSTRAETE, L. J., gewezen reserve-adjudant-1^{ste} klasse;

WANET, P. L., gewezen reserve-adjudant;

WERY, N. R. N., adjudant-1^{ste} klasse;

Arrêté Ministériel du 23 avril 1948.

Les militaires de la Force Publique désignés ci-après, sont autorisés à porter l'insigne de l'Etoile de Service avec :

Quatre raies :

MM.:
COCLET, M. A. L., adjudant-chef;
DEJONCKHEERE, A. G., capitaine-commandant;
DEWEZE, O. E., capitaine-commandant;
GILLIAERT, A. E., général-major;
SAGOT, R. C. M. J., capitaine-commandant;
SCHADICK, P. H. H., ancien adjudant-chef;
SEAUT, L. J., et VANDENHOECKE, G. L. J., capitaines-commandants;

Trois raies :

MM.:
BURNET, M. P. M., ancien adjudant-chef de réserve;
CARO, F. P., HONNORE, W. H. L. G., LAPLANCHE, J., LECLERCQ, M. F., LOGIEST, G. A. E., MARCHAND, P. L. J. F. G., MARTIN, M. R. J. G., QUINET, M. N. C. L., RICHARD, A. G. L. R., RONS-MANS, N. J. F., SIEBEN, F. F., et VANDEWALLE, F. J. L. A., capitaines-commandants;
VAN GROOTENBRIL, F. J. T. E., adjudant-chef;
VUYLSTEKE, R. D. M., capitaine-commandant;

Deux raies :

MM.:
BATAILLE, L. O. E., adjudant de 1^{re} classe (h.c.);
BOUGNET, S. A., adjudant-chef;

Ministerieel Besluit van 23 April 1948.

De hierna vermelde militairen der Weermacht zijn gemachtigd het versiersel der Dienstster te dragen met :

Vier strepen :

De Heren:
COCLET, M. A. L., adjudant-chef;
DEJONCKHEERE, A. G., kapitein-commandant;
DEWEZE, O. E., kapitein-commandant;
GILLIAERT, A. E., generaal-majoor;
SAGOT, R. C. M. J., kapitein-commandant;
SCHADICK, P. H. H., gewezen adjudant-chef;
SEAUT, L. J., en VANDENHOECKE, G. L. J., kapiteins-commandanten;

Drie strepen :

De Heren:
BURNET, M. P. M., gewezen reserve-adjudant-chef;
CARO, F. P., HONNORE, W. H. L. G., LAPLANCHE, J., LECLERCQ, M. F., LOGIEST, G. A. E., MARCHAND, P. L. J. F. G., MARTIN, M. R. J. G., QUINET, M. N. C. L., RICHARD, A. G. L. R., RONS-MANS, N. J. F., SIEBEN, F. F. en VANDEWALLE, F. J. L. A., kapiteins-commandanten;
VAN GROOTENBRIL, F. J. T. E., adjudant-chef;
VUYLSTEKE, R. D. M., kapitein-commandant.

Twee strepen :

De Heren:
BATAILLE, L. O. E., adjudant-1^{ste} klasse (b.k.);
BOUGNET, S. A., adjudant-chef;

MM.:

DAL, M. F. P., lieutenant ;
DELAERE, J. L. F., adjudant-chef ;
DUPONT, R. M. G., adjudant de réserve ;
ESCARMELLE, L. E. I., capitaine ;
HORWART, J. J. A. G., capitaine-commandant ;
LAMBRECHTS, J., adjudant de réserve ;
LAUREYS, H. E. C. L., aumônier assimilé à lieutenant ;
MEULENBERGH, J. E., sous-lieutenant de réserve ;
MOENS, J. L., adjudant de 1^{re} classe ;
TRION, M. E., adjudant-chef ;
VANDER SMISSEN, A. G. M. J., aumônier assimilé à lieutenant ;
VEROONE, F. M., capitaine-commandant.

Etoile de Service. — Retrait.

Par arrêté du Régent du 23 avril 1948, DEVOS, Marcel, Pierre, est rayé de la liste des titulaires de l'Etoile de Service.

De Heren:

DAL, M. F. P., luitenant ;
DELAERE, J. L. F., adjudant-chef ;
DUPONT, R. M. G., réserve-adjudant ;
ESCARMELLE, L. E. I., kapitein ;
HORWART, J. J. A. G., kapitein-commandant ;
LAMBRECHTS, J., reserve-adjudant ;
LAUREYS, H. E. C. L., aalmoezenier, gelijkgesteld met luitenant ;
MEULENBERGH, J. E., reserve-onderluitenant ;
MOENS, J. L., adjudant-1^{ste} klasse ;
TRION, M. E., adjudant-chef ;
VANDER SMISSEN, A. G. M. J., aalmoezenier gelijkgesteld met luitenant ;
VEROONE, F. M., kapitein-commandant ;

Dienstster. — Ontneming.

Bij besluit van de Regent van 23 April 1948, is DEVOS, Marcel, Pierre, van de lijst geschrapt der titularissen van de Dienstster.

Distinction honorifique. — Octroi. — Arrêté du Régent du 30 avril 1948.

Les Palmes d'Argent de l'Ordre de la Couronne sont décernées à la date du 1^{er} mars 1948, à M^{me} R. SPITAEELS, née DE LAUNOIT, L. E. C. G., ancienne sténo-dactylographe au Ministère des Colonies, à l'occasion de sa mise à la retraite.

Eervolle onderscheiding. — Toekenning. — Besluit van de Regent van 30 April 1948.

De Zilveren Palmen der Kroonorde zijn toegekend op 1 Maart 1948, aan Mevr. R. SPITAEELS, geboren L. E. C. G. DE LAUNOIT, gewezen stenotypiste bij het Ministerie van Koloniën, ter gelegenheid van haar op pensioenstelling.

Octroi de la personnalité civile à l'association « Sœurs du Saint-Cœur de Marie ».

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu le décret du 28 décembre 1888 sur les associations scientifiques, religieuses et philanthropiques ;

Vu l'article 8 de la Loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Sur proposition du Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La personnalité civile est accordée à l'association « SŒURS DU SAINT CŒUR DE MARIE » dont le siège est à Ngoa près de Popokabaka et qui a pour objet principal, en vue duquel cette association est constituée, l'enseignement et les soins médicaux aux indigènes.

ART. 2.

Sont agréées par Nous comme représentante légale la Révérende Sœur Anna VAN OOST et comme représentante légale suppléante la Révérende Sœur Emma DE WAELE.

ART. 3.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1948.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

CHARLES.

P. WIGNY.

Verlening van rechtspersoonlijkheid aan de vereniging « Sœurs du Saint Cœur de Marie ».

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gelet op het decreet van 28 December 1888 op de wetenschappelijke, godsdientige en menslievende verenigingen ;

Gelet op het artikel 8 van de wet van 18 October 1908 op het Gouvernement van Belgisch-Congo ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en besluiten :

ARTIKEL EEN.

Rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan de vereniging « SŒURS du SAINT CŒUR DE MARIE » waarvan de zetel te Ngoa bij Popokabaka gevestigd is en welke als hoofddoel het onderwijs en de geneeskundige zorgen aan inlanders heeft, tot elk doeleinde deze vereniging opgericht werd.

ART. 2.

Worden door Ons aanvaard als wettelijke vertegenwoordigster de Eerwaarde Zuster VAN OOST, Anna en als plaatsvervangende wettelijke vertegenwoordigster de Eerwaarde Zuster DE WAELE, Emma.

ART. 3.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 April 1948.

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

Classification des fonctions et attributions des barèmes du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service du Ministère des Colonies.

Le Ministre des Colonies,

Vu l'article 3 de l'Arrêté du Régent du 22 octobre 1946, portant détermination des rémunérations du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service;

Vu l'accord du Ministre du Budget,

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE.

En exécution de l'article 3 de l'Arrêté du Régent, prémentionné, la classification des fonctions et l'attribution des barèmes pour le personnel de maîtrise, les gens de métier et de service, relevant du Ministère des Colonies sont déterminées conformément au tableau ci-après :

Rangschikking van de ambten en toekenning der weddeschalen aan het meesters-, vak- en dienstpersoneel van het Ministerie van Koloniën.

De Minister van Koloniën.

Gelet op artikel 3 van het Besluit van de Regent, d.d. 22 October 1946, tot bepaling van de bezoldigingen van het meesters-, ambachts- en dienspersoneel;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting,

BESLUIT :

ENIG ARTIKEL.

Ter uitvoering van artikel 3 van voormeld Regentsbesluit wordt de indeling der bedieningen en de toekenning der loonschalen voor het meesters-, ambachts- en dienstpersoneel, behorend tot het Ministerie van Koloniën, bepaald overeenkomstig onderstaande tabel :

Fonctions.
Bediening.

Barème.
Loonschaal.

Observations.
Opmerkingen.

ADMINISTRATION CENTRALE

Services Généraux.

HOOFDBESTUUR.

Algemene Diensten.

Machiniste - chauffeur : 102 B
Machinist - Stoker :

Chauffeur de chauffage : 101 A
Verwarmingsstoker : à - tot 102 A

Conducteur d'auto : 103 A
Autobestuurder :

Menuisier : 103 A
Schrijnwerker :

Suivant nature du travail et importance de l'établissement.
Volgens aard van het werk en belangrijkheid der inrichting.

Fonctions. Bediening.	Barème. Loonschaal.	Observations. Opmerkingen.
Veilleur de nuit : Nachtwaker :	101 B	
Magasinier : Magazijnier :	102 B ou - of 103 A	Suivant qualification. Volgens geschooldheid.
Gens de métier et garçons de service : Ambachtslieden en Dienstjongens :	101 A à - tot 103 A	Suivant qualification. Volgens geschooldheid.

MUSEE DU CONGO BELGE.

MUSEUM
VAN BELGISCH-CONGO

Préparateur - technicien : Technicus - Preparateur :	104 A	
Préparateur : Preparateur :	103 B	
Photographe : Fotograaf :	103 C	
Veilleur de nuit : Nachtwaker :	101 B	
Machiniste - chauffeur : Machinist - stoker :	102 B	
Chauffeur de chauffage : Verwarmingsstoker :	101 A ou - of 102 A	Suivant nature du travail et im- portance de l'établissement. langrijkheid der inrichting.

LABORATOIRE DE RECHERCHES CHIMIQUES.

LABORATORIUM VOOR SCHEIKUNDIGE ONDERZOEKINGEN.

Assistant de Laboratoire (préparateur) : Assistent bij het Laboratorium (amanuensis) :	103 B	
Garçon de Laboratoire : Laboratorium-jongen :	101 A à - tot 102 A	Suivant qualification. Volgens geschooldheid.

Fonctions. Bediening.	Barème. Loonschaal.	Observations. Opmerkingen.
Chauffeur de chauffage : Verwarmingsstoker :	101 A à - tot 102 A	Suivant nature du travail et im- portance de l'établissement. Volgens aard der werken en be- langrijkheid der inrichting.
Homme de peine : Sjouwer :	101 A	
Veilleur de nuit : Nachtwaker :	101 B	

• JARDIN COLONIAL
KOLONIALE TUIN.

Chef jardinier : Hoofdtuinier :	103 C
Jardinier : Tuinier :	103 A

D'une manière générale, pour les gens de métier et de service, l'attribution du barème sera réglée selon la qualification des intéressés, à savoir :

In 't algemeen zal de toekenning der loonschalen voor de ambachts- en dienstlieden, geregeld worden volgens de geschooldheid der belanghebbenden, te weten :

Non qualifiés :	101 A
Ongeschoold :	
Semi-qualifiés :	102 A
Half-geschoold :	
Qualifiés :	103 A
Geschoold :	

Bruxelles, le 29 avril 1948.

Brussel, de 29 April 1948.

P. WIGNY.

• Vu :
Le Ministre du Budget

Gezien :
De Minister van Begroting

J. MERLOT.

**Nomination de Secrétaire du Comité
et Secrétaire de la Loterie Colo-
niale.**

Par arrêté ministériel en date du 30 avril 1948, M. Robert GROSFILS, Sous-Directeur au Ministère des Colonies en disponibilité, est nommé Secrétaire du Comité de la Loterie Coloniale et Secrétaire de la Loterie Coloniale.

**Benoeming van Secretaris van het
Comité en Secretaris der Koloniale
Loterij.**

Bij ministerieel Besluit in data van 30 April 1948, werd de heer Robert GROSFILS, onder-Directeur bij het Ministerie van Koloniën ter beschikking gesteld, Secretaris van het Comité der Koloniale Loterij en Secretaris der Koloniale Loterij benoemd.

Personnel Judiciaire.

Par arrêté du Régent en date du 15 mai 1948, il est mis fin à la carrière administrative de M. BIART, Louis-Marie-Georges-Antoine, docteur en droit, administrateur territorial adjoint de 2^e classe à titre provisoire.

Par arrêté ministériel pris à la même date, M. BIART, préqualifié, est nommé magistrat à titre provisoire.

Gerechtspersonnel.

Bij besluit van de Regent, van 15 Mei 1948, wordt er een einde gesteld aan de administratieve loopbaan van de Heer Louis-Marie-Georges-Antoine BIART, doctor in de rechten, adjunct-gewestbeheerder 2^e klasse, met voorlopige aanstelling.

Bij ministerieel besluit van dezelfde datum, wordt voormelde Heer BIART, tot magistraat met voorlopige aanstelling benoemd.

**Décret du 17 juillet 1914. — Modifi-
cation.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

**Decreet van 17 Juli 1914. — Wijzi-
ging.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en decreteren :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 5-8° du décret da 17 juillet 1914 est remplacé par la disposition suivante :

« 8° les contribuables congolais qui, comme militaires, militarisés ou assimilés ont, pendant les périodes comprises entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918, et entre le 10 mai 1940 et le 8 mai 1945, appartenu effectivement à l'armée mobilisée du Congo Belge ou d'un pays allié, à l'exclusion de ceux qui ont été incorporés après le 8 mai 1944.

» Toutefois, le Commissaire de District pourra, par décision motivée, exclure temporairement ou définitivement du bénéfice de cette exemption ceux qu'il désignera nominativement, sur proposition de l'Administrateur territorial. Mention simple et non motivée de la décision sera portée au livret d'identité des intéressés. »

Un recours contre cette décision pourra être introduit auprès du Gouverneur de Province.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

ENIG ARTIKEL.

Artikel 5-8° van het decreet van 17 Juli 1914 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 8° de Congolese beslastingsplichtigen die, als militairen, gemilitariseerd of ermede gelijkgesteld, gedurende de perioden begrepen tussen, 1 Augustus 1914 en 11 November 1918, en tussen 10 Mei 1940 en 8 Mei 1945, werkelijk tot het gemobiliseerd leger van Belgisch-Congo of van een geallieerd land hebben behoord, met uitsluiting van degenen die na 8 Mei 1944 ingelijfd werden.

» De Districtscommissaris kan echter, bij met redenen omklede beslissing, onder hen die in aanmerking komen voor die vrijstelling, tijdelijk of voorgoed degenen uitsluiten die hij met name aanwijst, op de voordracht van de gewestbeheerder. Op het identiteitsboekje van de belanghebbenden wordt de beslissing enkel vermeld zonder aangifte van de redenen. »

Een verhaal tegen deze beslissing kan bij de Provincie-Gouverneur worden ingesteld.

Gegeven te Brussel, 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Rapport au Conseil Colonial sur un projet de décret apportant des modifications au décret du 25 octobre 1945 sur l'assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés coloniaux.

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial dans sa séance du 23 avril.

Un membre a fait remarquer qu'il lui paraissait anormal d'étendre le bénéfice de l'assurance à la victime d'un accident de la vie privée. L'imprudence de l'assuré peut être la cause de cet accident (chasse aux fauves, excès de vitesse en automobile, pratique de sports dangereux).

Un autre membre appuie ces considérations. Il estime que le paragraphe 2° de l'article 3 s'applique aux accidents du travail et aux cas de maladies intentionnellement provoquées par la victime mais qu'il faudrait également exclure les conséquences d'imprudences de l'employé dans sa vie privée.

Le représentant de l'administration signale qu'il s'agit d'accidents antérieurs à la mise en vigueur du décret du 20 décembre 1945, pour autant que l'invalidité ne remonte pas à une date antérieure au 10 mai 1940.

Les interventions à prévoir seront peu nombreuses.

Mis aux voix, le projet de décret a été adopté à l'unanimité.

MM. les Conseillers Deraedt et Robert avaient fait excuser leur absence.

Le Conseiller-Rapporteur,

F. VAN DER LINDEN.

Verslag van de Koloniale Raad over een ontwerp van decreet van 25 October 1945 op de verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de koloniale werknemers wijzigingen worden aangebracht.

De Koloniale Raad heeft dit ontwerp van decreet in de vergadering van 23 April onderzocht.

Een raadslid heeft doen opmerken dat het hem abnormaal voorkwam het voordeel der verzekering van toepassing te verklaren op iemand die in het privaat leven door een ongeval getroffen wordt. De onvoorzichtigheid van de verzekerde kan de oorzaak van dit ongeval zijn (jacht op wilde dieren, overdreven snelheid per auto, beoefening van gevaarlijke sport).

Een ander raadslid steunt deze beschouwingen. Hij is van mening dat de 2° paragraaf van artikel 3 van toepassing is op de arbeidsongevallen alsmede op de gevallen van ziekten die niet opzettelijk door het slachtoffer uitgelokt werden, maar dat men de gevolgen van een onvoorzichtigheid van de werknemer in zijn privaat leven zou moeten uitsluiten.

De vertegenwoordiger van het Bestuur wijst er op dat het niet gaat omre ongevallen van vóór het inwerking treden van het decreet van 20 December 1945, voor zover de invaliditeit niet dagtekent van vóór 10 Mei 1940.

Men voorziet dat de gevallen waarin men zal moeten tussenkomen, klein in getal zullen zijn.

In stemming gebracht, werd het ontwerp eenparig goedgekeurd.

De HH. Deraedt en Robert, Raadsleden, waren afwezig met kennisgeving.

Het Raadslid-Verslaggever,

Assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés coloniaux. — Modifications au décret du 25 octobre 1945.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT !

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948 ;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les décrets des 25 octobre 1945, 25 février et 31 décembre 1946 sur l'assurance contre la maladie ou l'invalidité des employés coloniaux sont modifiés comme suit :

ART. 1.

Sont en droit de bénéficier des dispositions du présent décret les personnes ayant habituellement la qualité d'employé, reconnues hors d'état de subvenir à leurs besoins par leur travail à la suite d'une maladie, d'un accident de la vie privée ou d'un accident de travail survenu antérieurement à l'entrée en vigueur du décret du 20 décembre 1945 organisant la réparation du dommage résultant des accidents du travail lorsque la maladie a été contractée ou l'accident est survenu au cours d'une période de services prestés au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi en exécution d'un contrat de louage de services et pour autant que l'invalidité ne remonte pas à une date antérieure au 10 mai 1940. »

Verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de koloniale werknemers. — Wijzigingen aan het decreet van 25 October 1945.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948 ;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en decreteren :

ARTIKEL EÉN.

De decreten van 25 October 1945, 25 Februari en 31 December 1946 op de verzekering tegen ziekte of invaliditeit van de koloniale werknemers worden als volgt gewijzigd en aangevuld :

ART. 1.

Voor de bepalingen van dit decreet komen in aanmerking de personen die gewoonlijk de hoedanigheid van werknemer bezitten en niet in staat zijn bevonden om door hun werk in hun behoeften te voorzien, ingevolge een ziekte, een ongeval in het privaatsleven of een arbeidsongeval overkomen voor het inwerkingtreden van het decreet van 20 December 1945, tot vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen, wanneer de ziekte opgedaan werd of het ongeval overkomen is, gedurende een dienstperiode gedaan in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi tot uitvoering van een contract voor dienstverhuring en voor zover de invaliditeit niet dagtekent van vóór 10 Mei 1940. »

ART. 2.

« Les dispositions du présent décret ne sont applicables que pour autant que l'employé :

» 1° réside en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi sauf si des raisons de santé l'obligent à quitter momentanément sa résidence en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi;

» 2° a été assujetti soit aux ordonnances législatives prises par le Gouverneur-Général en matière de pensions pour employés, soit aux dispositions du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés. »

ART. 3.

Aucune allocation n'est accordée :

« 1° si la demande n'est pas introduite dans un délai de trois années à partir de la date de la cessation des services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, sauf pour les demandes introduites dans les six mois qui suivent la publication du présent décret;

» 2° lorsque la maladie ou l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime. »

ART. 4.

Les employés reconnus incapables bénéficient d'une allocation mensuelle de 2.500 francs.

« L'allocation est majorée, en faveur des employés du sexe masculin et des employés célibataires, veuves ou divorcées, d'un montant de 500 francs par enfant à charge âgé de moins de 18 ans. Pour l'attribution de cette majoration, il est tenu compte exclusivement des enfants légitimes communs des époux ou propres

ART. 2.

De bepalingen van dit decreet zijn maar van toepassing in zover de werknemer :

« 1° in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijft, tenzij gezondheidsredenen hun dwingen tijdelijk zijn verblijf in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi te verlaten;

» 2° onderworpen is geweest, hetzij aan de wetgevende ordonnantiën van de Gouverneur-Generaal inzake werknemerspensioenen, hetzij aan de bepalingen van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers. »

ART. 3.

Geen toelage wordt verleend :

« 1° indien de aanvraag niet ingediend werd binnen drie jaar na de datum van het ophouden der diensten in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi behalve voor de aanvragen ingediend binnen zes maanden na de bekendmaking van dit decreet;

» 2° indien de ziekte of het ongeval opzettelijk door de getroffene veroorzaakt werd. »

ART. 4.

De ongeschikt bevonden werknemers genieten een maandelijks toelage van 2.500 frank.

« Ten voordele van de werknemers van het mannelijk geslacht, alsmede van de werknemsters, die ongehuwd, weduwe of uit de echt gescheiden zijn, wordt de toelage met 500 frank verhoogd per kind ten laste, onder de 18 jaar. Voor het toekennen van deze verhoging wordt enkel rekening gehouden met de wettige

à chacun d'eux ainsi que des enfants naturels reconnus et des enfants adoptés, pour autant qu'ils soient élevés en dehors du milieu indigène.

» L'allocation est attribuée par le Directeur du Fonds Colonial des Invalidités. La majoration prévue à l'alinéa précédent peut être versée à la personne ou à l'institution qui a en fait la charge de l'enfant. »

ART. 5.

Les employés qui bénéficient d'une rémunération ou de revenus professionnels quelconques ainsi que de pensions attribuées en vertu de dispositions légales en vigueur au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi n'ont droit aux allocations prévues à l'article 4 que pour autant que et dans la mesure où ces avantages n'atteignent pas le montant des dites allocations.

» Lorsque l'employé est en droit de prétendre à une rente et à des allocations de retraite en vertu du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés mais n'en a pas demandé la liquidation à l'âge normalement fixé par cette législation pour l'entrée en jouissance de la pension, il y a lieu, pour l'application de l'alinéa qui précède, de tenir compte du montant des dites rentes et allocations qu'il aurait pu obtenir à cet âge à charge de la Caisse coloniale des pensions pour employés et du Fonds colonial d'allocations pour employés.

» Lorsque l'invalidité résulte d'un accident ayant donné lieu à une indemnisation en capital, le montant de la déduction à opérer est équiva-

kinderen die de echtgenoten gemeenschappelijk hebben of die eigen zijn aan ieder van hen, alsook met de erkende natuurlijke kinderen en de aangenomen kinderen, voor zover zij buiten de inlandse omgeving opgevoed worden.

» De toelage wordt door de Directeur van het Koloniaal Invaliditeitsfonds verleend. De verhoging bepaald in het voorgaand lid kan gestort worden aan de persoon of aan de inrichting die het kind feitelijk ten laste heeft. »

ART. 5.

« De werknemers die een bezoldiging of enigerlei beroepsinkomsten genieten, alsook pensioenen, verleend ingevolge de wettelijke bepalingen in werking in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi, hebben enkel recht op de toelagen bepaald in artikel 4 voor zover en in de mate waarin deze voordelen niet het bedrag van die toelagen bereiken.

» Wanneer een werknemer, krachtens het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, aanspraak kan maken op ouderdomsrente en -toelagen maar de vereffening er van niet heeft aangevraagd op de leeftijd die door deze wetgeving normaal is vastgesteld om in het genot van het pensioen te treden, dient men voor de toepassing van het voorgaand lid rekening te houden met het bedrag van de voornoemde renten en toelagen welke hij op die leeftijd ten laste van de Koloniale Kas voor Werknemerspensioenen en van het Koloniaal Toelagenfonds zou kunnen bekomen hebben.

» Wanneer de invaliditeit het gevolg is van een ongeval dat aanleiding heeft gegeven tot een vergoeding in kapitaal is het bedrag van

lent à celui de la rente pouvant être assurée par ce capital, conformément aux barèmes en vigueur en matière de réparation du dommage résultant des accidents du travail et compte tenu de l'âge de la victime à la date de l'accident. »

ART. 6.

« Le Ministre des Colonies en Belgique et le Gouverneur Général au Congo Belge et au Ruanda-Urundi désignent les médecins chargés de constater l'inaptitude et constituent la Commission octroyant les allocations spéciales prévues à l'article 7. »

ART. 7.

Da Commission constituée en application de l'article 6 peut attribuer aux employés reconnus incapables des allocations spéciales destinées à couvrir les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers indispensables.

» Ces allocations spéciales ne sont accordées que si et dans la mesure où les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers ne sont pas couverts d'une autre manière. »

ART. 8.

« En cas de décès d'un employé qui ne se trouve plus obligatoirement assujéti au décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, des allocations complémentaires peuvent être attribuées à charge du Fonds colonial des Invalidités à la veuve et aux orphelins se trouvant dans l'état de besoin résidant en Belgique, au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi et bénéficiaires d'une rente ou d'allocations en vertu du dit décret.

de af te trekken som gelijk aan dit van de rente die door dit kapitaal verzekerd kan worden, overeenkomstig de tabellen, toegepast inzake schadevergoeding voortvloeiende uit arbeidsongevallen en met inachtneming van de leeftijd van de getroffene op de datum van het ongeval. »

ART. 6.

« De Minister van Koloniën in België en de Gouverneur-Generaal in Belgisch-Congo en Ruanda-Urundi stellen de geneesheren aan die gelast worden de ongeschiktheid vast te stellen en richten de Commissie in, die de bijzondere toelagen zoals bepaald in artikel 7 verleent. »

ART. 7.

« De Commissie, ingericht met toepassing van artikel 6, kan aan de ongeschikt bevonden werknemers bijzondere toelagen toekennen, bestemd om de onontbeerlijke geneeskundige, heilkundige, pharmaceutische en verplegingstkosten te dekken.

» Deze bijzondere toelagen worden enkel toegestaan, indien en in de mate, waarin de geneeskundige, heilkundige, pharmaceutische en verplegingskosten op geen andere wijze gedekt worden. »

ART. 8.

« Ingeval een werknemer komt te overlijden, die niet meer verplicht onderworpen is aan het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers, kunnen aanvullende toelagen verleend worden, ten laste van het Koloniaal Invaliditeitsfonds, aan de weduwe en de wezen die in België, Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verblijvend zich in staat van behoefte bevinden en die een rente of toelagen krachtens het vermeld decreet genieten.

» Ces allocations sont attribuées lorsque le décès de l'employé résulte d'une maladie ou d'un accident visés à l'article 1 et que l'employé a été frappé d'incapacité totale depuis la date de la cessation des services prestés au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi en exécution d'un contrat de louage de services jusqu'au jour du décès.

» L'état de besoin s'établit par tous moyens de preuve. »

ART. 9.

« Lorsque le décès de l'employé est survenu plus de six mois après la date de la cessation des services au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi, les allocations complémentaires de veuve et d'orphelins ne sont accordées que si l'employé a bénéficié de l'allocation prévue à l'article 4 jusqu'à la date de son décès ou réunissait les conditions requises pour en bénéficier jusqu'à cette date. »

ART. 10

« Le montant mensuel maximum des allocations complémentaires est fixé à 1.000 francs pour la veuve et à 500 francs pour chaque orphelin. Il y a lieu de déduire de ce montant celui de la rente et des allocations dues en vertu du décret du 10 octobre 1945. »

ART. 11.

« Les allocations complémentaires d'orphelins sont liquidées aux mêmes personnes que les allocations d'orphelins attribuées en vertu du décret du 10 octobre 1945. »

ART. 12.

« Appel des décisions prises par le Directeur du Fonds Colonial des Invalidités peut être interjeté par les

» Deze toelagen worden verleend wanneer het overlijden van de werknemer voortvloeit uit een ziekte of een ongeval bedoeld in artikel 1 en de werknemer door volledige ongeschiktheid getroffen is sedert de datum van de staking der diensten in Belgisch-Congo of Ruanda-Urundi verleend tot uitvoering van een contract van dienstverhuring tot aan de dag van het overlijden.

» De staat van behoefte wordt door alle bewijsmiddelen vastgesteld. »

ART. 9.

« Wanneer de werknemer overleden is meer dan zes maanden na de datum waarop hij zijn dienst in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi gestaakt heeft, worden de aanvullende weduw- en wezentoelagen enkel verleend, indien hij de in artikel 4 bepaalde toelage genoten heeft tot aan de datum van zijn overlijden, of de vereiste voorwaarden verenigde om ze tot op deze datum te genieten. »

ART. 10

« Het maandelijks maximum-bedrag van de aanvullende toelagen word vastgesteld op 1.000 frank voor de weduwe en 500 frank voor iedere wees. Van dit bedrag moet de rente en de toelage verschuldigd krachtens het decreet van 10 October 1945 afgetrokken worden. »

ART. 11.

« De aanvullende wezentoelagen worden uitbetaald aan dezelfde personen als de wezentoelagen die krachtens het decreet van 10 October 1945 verleend worden. »

ART. 12.

« Beroep tegen de beslissingen van de Directeur van het Koloniaal Invaliditeitsfonds kan, in de vormen

bénéficiaires, dans les formes et délais fixés par arrêté ministériel, auprès de la Commission Coloniale des Accidents du Travail, des Maladies professionnelles et des Invalidités, qui statue en dernier ressort. »

ART. 13.

« Les employeurs sont tenus de verser une cotisation dont le montant est fixé à 1 % de la rémunération des employés assujettis aux dispositions du décret du 10 octobre 1945 sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

» La cotisation est due jusqu'à concurrence d'une rémunération annuelle de 120.000 francs calculée conformément aux dispositions de l'article 9 du décret précité.

» Lorsque l'employeur n'a pas remis le montant de la cotisation à l'époque et de la manière déterminée par les dispositions légales, il est tenu de verser personnellement un intérêt moratoire annuel de 6 %. »

ART. 14.

Les cotisations versées en application du présent décret sont affectées à la réalisation des objets assignés au Fonds Colonial des Invalidités. Un arrêté ministériel règlera la répartition des sommes versées. »

ART. 15.

« Est puni d'une amende de 100 à 200 francs, l'employeur ou son préposé qui n'a pas transféré le montant de la cotisation dans les délais et conditions fixés par les dispositions légales.

en binnen de termijnen vastgesteld door ministerieel besluit door de gerechtigden ingesteld worden bij de Koloniale Commissie voor arbeidsongevallen, beroepsziekten en invaliditeit, die uitspraak doet in laatste aanleg. »

ART. 13.

« De werkgevers zijn gehouden een bijdrage te storten, waarvan het bedrag vastgesteld is op 1 % van de bezoldiging der werknemers die aan de bepalingen van het decreet van 10 October 1945 op de verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers onderworpen zijn.

» De bijdrage is verschuldigd tot beloop van een jaarlijkse bezoldiging van 120.000 frank, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van het voormeld decreet.

» Wanneer de werkgever het bedrag van de bijdrage niet heeft overhandigd op het tijdstip en de wijze zoals vastgesteld in de wettelijke bepalingen, is hij gehouden persoonlijk een jaarlijkse verzuimsrente van 6 % te storten. »

ART. 14.

« De bijdragen gestort met toepassing van dit decreet, worden gebruikt voor de verwezenlijking van de doeleinden van het Koloniaal Invaliditeitsfonds. Een ministerieel besluit zal de verdeling van de gestorte sommen regelen. »

ART. 15.

« Wordt gestraft met geldboete van 100 tot 200 frank, de werkgever of zijn aangestelde die het bedrag van de bijdrage niet heeft overgemaakt binnen de termijnen en onder de voorwaarden zoals vastgesteld in de wettelijke bepalingen.

» L'employeur est en outre condamné à verser les cotisations arriérées et à réparer tout préjudice résultant de l'omission ou du retard dans le transfert des versements.

» Le jugement fixe le délai endéans lequel l'employeur est tenu d'exécuter ces obligations.

» Lorsque le montant des cotisations n'a pas été transféré à l'époque fixée par les dispositions légales, l'employeur est en outre condamné à payer l'intérêt moratoire conformément aux dispositions de l'article 13.

» A défaut pour l'employeur d'avoir satisfait au jugement dans le délai fixé, le recouvrement des sommes dues est opéré par voie de contrainte comme en matière d'impôt personnel.

» La peine prévue au présent article est appliquée autant de fois qu'il y a d'omission pour chaque assuré. »

ART. 16.

« Est punie d'une servitude pénale de 8 jours à un an :

» 1° toute personne qui fait sciemment de fausses déclarations en vue de bénéficier ou de faire bénéficier des avantages prévus par le présent décret;

» 2° toute personne qui, sachant ne plus avoir droit à tout ou partie des allocations attribuées en application du présent décret, omet d'en faire la déclaration et accepte les dites allocations.

» La restitution des sommes indûment perçues par les prétendus bénéficiaires est en outre ordonnée.

» De werkgever wordt bovendien, veroordeeld om de achterstallige bijdragen te storten en alle schade die voortvloeit uit het verzuim van of de vertraging in het overmaken van de stortingen, te vergoeden.

» Het vonnis bepaalt de termijn binnen welke de werkgever deze verplichtingen moet nakomen.

» Wanneer het bedrag der bijdragen niet op het bij de wettelijke bepalingen vastgestelde tijdstip overgemaakt werd, wordt de werkgever bovendien veroordeeld om de verzuimsrente, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13, te betalen.

» Wanneer de werkgever in gebreke blijft het vonnis binnen de gestelde termijn na te komen, worden de verschuldigde sommen ingevorderd bij dwangbevel gelijk inzake persoonlijke belastingen.

» De in dit artikel gestelde straf wordt zoveel maal toegepast als er verzuim is voor elke verzekerde. »

ART. 16.

« Wordt gestraft met strafdienst van 8 dagen tot één jaar :

» 1° Al wie wetens valse aangiften doet om de bij dit decreet bepaalde voordelen te genieten of anderen te doen genieten;

» 2° al wie, wetend dat hij geen recht meer heeft op al of een deel van de toelagen verleend met toepassing van dit decreet, verzuimt er aangifte van te doen en de gezegde toelagen aanvaardt.

» De teruggave van de nietverschuldigde sommen die de zogenaamde gerechtigden geïnd hebben wordt bovendien bevolen.

» Les cotisations indûment versées sur base de fausses déclarations restent acquises au Fonds Colonial des Invalidités. »

ART. 17.

« Sans préjudice à l'application des dispositions de l'article 16, les allocations peuvent être supprimées par décision du Directeur du Fonds Colonial des Invalidités, pour une période maximum de deux ans, aux personnes qui ont établi ou fait usage de fausses déclarations en vue d'obtenir les avantages prévus par le présent décret ou qui, sachant ne plus avoir droit à tout ou partie de ces avantages, omettent d'en faire la déclaration.

» La décision du Directeur du Fonds Colonial des Invalidités est susceptible d'appel conformément à l'article 12. »

ART. 2.

Le Ministre des Colonies et le Gouverneur Général, s'il est délégué, sont chargés de l'exécution du présent décret.

ART. 3.

Le présent décret entrera en vigueur le 1^{er} juin 1948.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

» Niet-verschuldigde bijdragen gestort op basis van valse aangiften vervallen aan het Koloniaal Invaliditeitsfonds. »

ART. 17.

« Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 16, kunnen de toelagen, bij beslissing van de Directeur van het Koloniaal Invaliditeitsfonds, voor een periode van ten hoogste twee jaar, afgeschaft worden voor de personen die valse aangiften gedaan of aangewend hebben ten einde de in dit decreet bepaalde voordelen te verkrijgen, of die, wetend dat zij geen recht meer hebben op al of een deel van deze voordelen, verzuimen er aangifte van te doen.

» De beslissing van de Directeur van het Koloniaal Invaliditeitsfonds is vatbaar voor beroep, overeenkomstig artikel 12. »

ART. 2.

De Minister van Koloniën en de Gouverneur-Generaal, zo hem daartoe opdracht wordt gegeven, zijn belast met de uitvoering van dit decreet.

ART. 3.

Dit decreet treedt in werking op 1^{er} Juni 1948.

Gegeven te Brussel, 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Dette Coloniale 4 % - 1936. — Amortissement des obligations.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'Arrêté Royal N° 220 du 27 décembre 1935 portant notamment création de la Dette Coloniale 4 % 1936, spécialement en son article 2, déterminant les conditions d'amortissement de cet emprunt;

Vu le tableau annexé à l'Arrêté du Régent du 1^{er} août 1945, relatif aux modalités d'amortissement de la Dette Coloniale 4 % — 1936;

Vu la loi du 26 mars 1948, contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1946;

Considérant que la liquidation forfaitaire de la dette de guerre de la Belgique envers la Colonie a donné lieu à l'annulation de 630.153.000,— francs nominal de Dette Coloniale 4 % — 1936;

Considérant qu'en suite de cette annulation il convient de rectifier le tableau annexé à l'Arrêté du Régent du 1^{er} août 1945, en tenant compte du montant effectivement en circulation;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau d'amortissement relatif à l'amortissement de la Dette Coloniale 4% - 1936, annexé à l'Arrêté du

Koloniale Schuld 4 % - 1936. — Uitdelging der obligatiën.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het Koninklijk Besluit N° 220 van 27 December 1935 houdende namelijk instelling van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1936, inzonderheid op artikel 2, dat de voorwaarden voor de delging van deze lening bepaalt;

Gelet op de tabel gevoegd bij het Regentsbesluit van 1 Augustus 1945, betreffende de modaliteiten van delging van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1936;

Gelet op de wet van 26 Maart 1948, houdende de begroting van de buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch Congo voor het dienstjaar 1946;

Overwegende dat de forfaitaire vereffening van de oorlogsschuld van België tegenover de Kolonie aanleiding gegeven heeft tot de nietigverklaring van 630.153.000,— frank nominale waarde van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1936;

Overwegende dat de tabel gevoegd bij het Regentsbesluit van 1 Oogst 1945 ingevolge deze nietigverklaring verbeterd moet worden met inachtneming van het werkelijk in omloop zijnde bedrag;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en besluiten :

ARTIKEL EÉN.

De tabel van uitdelging betreffende de delging van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1936, gevoegd bij

Régent du 1^{er} août 1945, est modifié à partir du 1^{er} octobre 1948, conformément aux indications portées dans le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

het Regentsbesluit van 1 Augustus 1945, wordt van 1 October 1948 af gewijzigd overeenkomstig de aanwijzingen aangebracht in de tabel gevoegd bij dit besluit.

ART. 2.

De Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Dette Coloniale 4 % - 1936. — Tableau d'amortissement. — Modification.

Koloniale Schuld 4 % - 1936. — Tabel van uitdelging. — Wijziging.

Années Jaren	Montant à amortir. Uit te delgen bedrag.	Amortissement. Delging.	Intérêts. Interesten.
1948	715.647.250	10.247.250	28.625.890
1949	705.400.000	10.650.000	28.216.000
1950	694.750.000	11.075.000	27.790.000
1951	683.675.000	11.525.000	27.347.000
1952	672.150.000	11.975.000	26.886.000
1953	660.175.000	12.475.000	26.407.000
1954	647.700.000	12.950.000	25.908.000
1955	634.750.000	13.475.000	25.390.000
1956	621.275.000	14.025.000	24.851.000
1957	607.250.000	14.575.000	24.290.000
1958	592.675.000	15.175.000	23.707.000
1959	577.500.000	15.775.000	23.100.000
1960	561.725.000	16.400.000	22.469.000
1961	545.325.000	17.050.000	21.813.000

Années Jaren	Montant à amortir. Uit te delgen bedrag.	Amortissement. Delging.	Intérêts. Interesten.
1962	528.275.000	17.750.000	21.131.000
1963	510.525.000	18.450.000	20.421.000
1964	492.075.000	19.200.000	19.683.000
1965	472.875.000	19.950.000	18.915.000
1966	452.925.000	20.750.000	18.117.000
1967	432.175.000	21.575.000	17.287.000
1968	410.600.000	22.450.000	16.424.000
1969	388.150.000	23.350.000	15.526.000
1970	364.800.000	24.275.000	14.592.000
1971	340.525.000	25.250.000	13.621.000
1972	315.275.000	26.250.000	12.611.000
1973	289.025.000	27.300.000	11.561.000
1974	261.725.000	28.400.000	10.469.000
1975	233.325.000	29.550.000	9.333.000
1976	203.775.000	30.725.000	8.151.000
1977	173.050.000	31.950.000	6.922.000
1978	141.100.000	33.225.000	5.644.000
1979	107.875.000	34.550.000	4.315.000
1980	73.325.000	35.950.000	2.933.000
1981	37.375.000	37.375.000	1.495.000

Vu pour être annexé à l'Arrêté du
19 mai 1948.

Ons bekend om te worden gevoegd
bij het Besluit van 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Dette Coloniale 4 % - 1937. — Amortissement des obligations.

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,

RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'Arrêté Royal du 26 octobre 1937, portant création de la Dette Coloniale à 4 % de 1937, et plus spécialement l'article 3 du dit arrêté, déterminant les conditions d'amortissement de l'emprunt;

Vu les Arrêtés Royaux des 27 octobre 1937, 25 juin 1938 et 18 septembre 1939; autorisant l'émission de tranches de cet emprunt, respectivement à concurrence de 865.502.400,— francs; 150.000.000,— francs et 3.000.000,— francs;

Vu la loi du 26 mars 1948, contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1946;

Considérant que la liquidation forfaitaire de la dette de guerre de la Belgique envers la Colonie a donné lieu à l'annulation de 865.500.000,— francs nominal de Dette Coloniale 4 % — 1937;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'article 3 de l'Arrêté Royal du 26 octobre 1937, l'amortissement de la Dette Coloniale 4 % — 1937 s'effectuera en cinquante ans, à partir du 2 janvier 1948, par voie de rachat, au cours du pair de la valeur nominale, selon le tableau d'amortissement annexé au présent arrêté.

Koloniale Schuld 4 % - 1937. — Uitdelging der obligatiën.

KAREL, PRINS VAN BELGIË,

REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 October 1937, houdende instelling van de Koloniale Schuld aan 4 t. h. - 1937, en meer in het bijzonder op artikel 3 van genoemd besluit dat de voorwaarden voor de delging van de lening bepaald;

Gelet op de Koninklijke Besluiten van 27 October 1937, 25 Juni 1938 en 18 September 1939 waarbij machtiging wordt verleend voor de uitgifte van gedeelten dezer lening respectievelijk ten bedrage van 865.502.400,— frank, 150.000.000,— frank en drie miljoen frank;

Gelet op de wet van 26 Maart 1948, houdende de begroting van de buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1946;

Overwegende dat de forfaitaire vereffening van de oorlogsschuld van België tegenover de Kolonie aanleiding gegeven heeft tot de nietigverklaring van 865.500.000,— frank nominaal waarde van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1937;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL EÉN.

Overeenkomstig artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 26 October 1937 zal de delging van de Koloniale Schuld 4 t. h. — 1937 in vijftig jaar geschieden, van 2 Januari 1948 af, door middel van wederinkoop a pari van de nominale waarde, volgens de tabel van uitdelging gevoegd bij dit besluit.

ART. 2.

Les titres amortis seront remboursés à leur valeur nominale à partir du 1^{er} juillet de chaque année et pour la première fois à partir du 1^{er} juillet 1948.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

ART. 2.

Van 1 Juli af van elk jaar en voor de eerste maal op 1 Juli 1948 zullen de afgeloste titels terugbetaald worden tegen hun nominale waarde.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Dette Coloniale 4 % - 1937. — Tableau d'amortissement.

Koloniale Schuld 4 % - 1937. — Tabel van uitdelging.

	Années Jaren.	Montant à amortir Uit te delgen bedrag	Intérêts Interessen	Amortissement Delging	Total Totaal
1	1948	153.002.400	6.120.096	1.002.400	7.122.496
2	1949	152.000.000	6.080.000	1.050.000	7.130.000
3	1950	150.950.000	6.038.000	1.075.000	7.113.000
4	1951	149.875.000	5.995.000	1.125.000	7.120.000
5	1952	148.750.000	5.950.000	1.175.000	7.125.000
6	1953	147.575.000	5.903.000	1.225.000	7.128.000
7	1954	146.350.000	5.854.000	1.275.000	7.129.000
8	1955	145.075.000	5.803.000	1.325.000	7.128.000
9	1956	143.750.000	5.750.000	1.375.000	7.125.000
10	1957	142.375.000	5.695.000	1.425.000	7.120.000
11	1958	140.950.000	5.638.000	1.475.000	7.113.000
12	1959	139.475.000	5.579.000	1.550.000	7.129.000
13	1960	137.925.000	5.517.000	1.600.000	7.117.000

	Années Jaren.	Montant à amortir Uit te delgen bedrag	Intérêts Interesten	Amortissement Delging	Total Totaal
14	1961	136.325.000	5.453.000	1.675.000	7.128.000
15	1962	134.650.000	5.386.000	1.725.000	7.111.000
16	1963	132.925.000	5.317.000	1.800.000	7.117.000
17	1964	131.125.000	5.245.000	1.875.000	7.120.000
18	1965	129.250.000	5.170.000	1.950.000	7.120.000
19	1966	127.300.000	5.092.000	2.025.000	7.117.000
20	1967	125.275.000	5.011.000	2.100.000	7.111.000
21	1968	123.175.000	4.927.000	2.200.000	7.127.000
22	1969	120.975.000	4.839.000	2.275.000	7.114.000
23	1970	118.700.000	4.748.000	2.375.000	7.123.000
24	1971	116.325.000	4.653.000	2.475.000	7.128.000
25	1972	113.850.000	4.554.000	2.575.000	7.129.000
26	1973	111.275.000	4.451.000	2.675.000	7.126.000
27	1974	108.600.000	4.344.000	2.775.000	7.119.000
28	1975	105.825.000	4.233.000	2.900.000	7.133.000
29	1976	102.925.000	4.117.000	3.000.000	7.117.000
30	1977	99.925.000	3.997.000	3.125.000	7.122.000
31	1978	96.800.000	3.872.000	3.250.000	7.122.000
32	1979	93.550.000	3.742.000	3.375.000	7.117.000
33	1980	90.175.000	3.607.000	3.525.000	7.132.000
34	1981	86.650.000	3.466.000	3.650.000	7.117.000
35	1982	83.000.000	3.320.000	3.800.000	7.120.000
36	1983	79.200.000	3.168.000	3.950.000	7.118.000
37	1984	75.250.000	3.010.000	4.125.000	7.135.000
38	1985	71.125.000	2.845.000	4.275.000	7.120.000
39	1986	66.850.000	2.674.000	4.450.000	7.124.000
40	1987	62.400.000	2.496.000	4.625.000	7.121.000
41	1988	57.775.000	2.311.000	4.825.000	7.136.000
42	1989	52.950.000	2.118.000	5.000.000	7.118.000.
43	1990	47.950.000	1.918.000	5.200.000	7.118.000
44	1991	42.750.000	1.710.000	5.425.000	7.135.000
45	1992	37.325.000	1.493.000	5.625.000	7.118.000

	Années Jaren.	Montant à amortir Uit te delgen bedrag.	Intérêts Interesten	Amortissement Delging	Total Totaal
46	1993	31.700.000	1.268.000	5.850.000	7.118.000
47	1994	25.850.000	1.034.000	6.100.000	7.134.000
48	1995	19.750.000	790.000	6.325.000	7.115.000
49	1996	13.425.000	537.000	6.575.000	7.112.000
50	1997	6.850.000	274.000	6.850.000	7.124.000

Vu pour être annexé à l'Arrêté du
19 mai 1948.

Ons bekend om te worden gevoegd
bij het Besluit van 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

**Dette Coloniale 3 1/2 % - 1937. —
Amortissement des obligations.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'Arrêté Royal du 12 août 1937,
portant création de la Dette Colonia-
le à 3 ½ % — 1937 et plus spéciale-
ment l'article 3 du dit arrêté
déterminant les conditions d'amor-
tissement de l'emprunt;

Vu les Arrêtés Royaux des 12 août
1937 et 25 février 1938 autorisant
l'émission de tranches de cet em-
prunt respectivement à concurrence
de 435.000.000,— francs et 378 mil-
lions 875.000 francs;

**Koloniale Schuld 3 1/2 % - 1937. —
Uitdelging der obligatiën.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, HEIL!

Gelet op het Koninklijk Besluit
van 12 Augustus 1937, houdende in-
stelling van de Koloniale Schuld
3 ½ t. h. 1937, en meer in het bijzon-
der op artikel 3 van genoemd besluit
dat de voorwaarden voor de delging
der lening bepaalt;

Gelet op de Koninklijke Besluiten
van 12 Augustus 1937 en 25 Februa-
ri 1938 waarbij machtiging wordt
verleend voor de uitgifte van gedeel-
ten dezer lening respectielijk ten
bedrag van 435.000.000.— fr. en
378.875.000,— fr.;

Vu la loi du 26 mars 1948, contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1946;

Considérant que la liquidation forfaitaire de la dette de guerre de la Belgique envers la Colonie a donné lieu à l'annulation de frs 678 millions 875.000,— nominal de Dette Coloniale 3 ½ % — 1937;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'article 3 de l'Arrêté Royal du 12 août 1937, portant création de la Dette Coloniale 3 ½ % — 1937, l'amortissement des obligations de cet emprunt s'effectuera en cinquante ans, à partir du 15 mars 1948, soit au pair par voie de tirages au sort, soit par rachat en bourse, à un cours qui n'excédera par le pair de la valeur nominale, selon le tableau d'amortissement annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Les tirages au sort éventuels seront effectués conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 3 novembre 1939 et de l'Arrêté du Régent du 1^{er} août 1945, relatifs à l'amortissement, au remboursement et à la destruction des titres de la Dette Publique du Congo Belge.

Ils auront lieu dans le courant de la deuxième quinzaine du mois de juin.

ART. 3.

Le nombre des obligations amorties annuellement et, en cas de tirage au sort, la liste numérique de ces

Gelet op de wet van 26 Maart 1948, houdende de begroting van de buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1946;

Overcegende dat de forfaitaire vereffening van de oorlogsschuld van België tegenover de Kolonie aanleiding gegeven heeft tot de nietigverklaring van 678.875.000 fr. nominale waarde van de Koloniale Schuld 3 ½ t. h. 1937;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Overwegende dat de forfaitaire Koninklijk Besluit van 12 Augustus 1937, houdende instelling van de Koloniale Schuld 3 ½ t. h. — 1937, zal de delging van de obligaties van deze lening geschieden in vijftig jaar, van 15 Maart 1948 af, hetzij a pari door middel van lotingen, hetzij door wederinkoop op de beurs tegen een koers die het pari van de nominale waarde niet zal overtreffen, volgens de tabel van uitdelging gevoegd bij dit besluit.

ART. 2.

De gebeurlijke lotingen zullen geschieden overeenkomstig de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 November 1939 en van het Regentsbesluit van 1 Augustus 1945, betreffende de uitdelging, de terugbetaling en de vernietiging van de titels van de Openbare Schuld van Belgisch-Congo.

Zij zullen gehouden worden in de loop van de tweede helft van Juni.

ART. 3.

Het aantal der jaarlijks afgeloste obligaties, en in geval van loting, de lijst met de nummers van deze obli-

obligations, seront publiés au *Moniteur Belge* et au *Bulletin Officiel du Congo Belge*.

ART. 4.

Les obligations sorties aux tirages seront remboursées à leur valeur nominale à partir du 15 septembre de chaque année et pour la première fois à partir du 15 septembre 1948.

ART. 5.

Le remboursement des obligations sorties aux tirages au sort se fera chez tous les agents de la Banque Nationale de Belgique, sur production des titres accompagnés d'un bordereau numérique et munis de tous les coupons d'intérêt non échus, à la date d'exigibilité du capital. Le montant des coupons manquants sera déduit de la somme à rembourser.

ART. 6.

Les titres amortis seront annulés et détruits suivant les dispositions de l'Arrêté Royal du 3 novembre 1939, modifié par l'Arrêté du Régent du 1^{er} août 1945.

ART. 7.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

gaties, worden in het *Belgisch Staatsblad* en in het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo* bekend gemaakt.

ART. 4.

De obligaties, die bij de lotingen uitgetrokken werden, zullen terugbetaald worden tegen hun nominale waarde, met ingang van 15 September van elk jaar en voor het eerst van 15 September 1948 af.

ART. 5.

De terugbetaling van de obligaties uitgetrokken op de lotingen zal geschieden bij alle agenten van de Nationale Bank van België, op voorlegging van de titels waarbij een lijst met nummers gevoegd werd en voorzien van al de rentecoupons die niet vervallen zijn op de datum waarop het kapitaal invorderbaar wordt. Het bedrag der ontbrekende rentecoupons zal afgetrokken worden van de terug te betalen som.

ART. 6.

De afgeloste titels zullen nietig verklaard worden en vernietigd volgens de bepalingen van het Koninklijk Besluit van 3 November 1939, zoals gewijzigd door het Regentsbesluit van 1 Augustus 1945.

ART. 7.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Dette Coloniale 3 1/2 % - 1937. — | Koloniale Schuld 3 1/2 % - 1937. —
Tableau d'amortissement. | Tabel van uitdelging.

Années Jaren	Montant à amortir Uit te delgen bedrag.	Intérêts Interesten	Amortissement Delging	Total Totaal
1948	135.000.000	4.725.000	1.025.000	5.750.000
1949	133.975.000	4.689.125	1.075.000	5.764.125
1950	132.900.000	4.651.500	1.100.000	5.751.500
1951	131.800.000	4.613.000	1.150.000	5.763.000
1952	130.650.000	4.572.750	1.175.000	5.747.750
1953	129.475.000	4.531.625	1.225.000	5.756.625
1954	128.250.000	4.488.750	1.275.000	5.763.750
1955	126.975.000	4.444.125	1.300.000	5.744.125
1956	125.675.000	4.398.625	1.350.000	5.748.625
1957	124.325.000	4.351.375	1.400.000	5.751.375
1958	122.925.000	3.302.375	1.450.000	5.752.375
1959	121.475.000	4.251.625	1.500.000	5.751.625
1960	119.975.000	4.199.125	1.550.000	5.749.125
1961	118.425.000	4.144.875	1.625.000	5.769.875
1962	116.800.000	4.088.000	1.675.000	5.763.000
1963	115.125.000	4.029.375	1.725.000	5.754.375
1964	113.400.000	3.969.000	1.800.000	5.769.000
1965	111.600.000	3.906.000	1.850.000	5.756.000
1966	109.750.000	3.841.250	1.925.000	5.766.250
1967	107.825.000	3.773.875	1.975.000	5.748.875
1968	105.850.000	3.704.750	2.050.000	5.754.750
1969	103.800.000	3.633.000	2.125.000	5.758.000
1970	101.675.000	3.558.625	2.200.000	5.758.625
1971	99.475.000	3.481.625	2.275.000	5.756.625
1972	97.200.000	3.402.000	2.350.000	5.752.000
1973	94.850.000	3.319.750	2.425.000	5.744.750
1974	92.425.000	3.234.875	2.525.000	5.759.875
1975	89.900.000	3.146.500	2.600.000	5.746.500
1976	87.300.000	3.055.500	2.700.000	5.755.500
1977	84.600.000	2.961.000	2.800.000	5.761.000

Années Jaren	Montant à amortir Uit te delgen bedrag.	Intérêts Interesten	Amortissement Delging	Total Totaal
1978	81.800.000	2.863.000	2.900.000	5.763.000
1979	78.900.000	2.761.500	3.000.000	5.761.500
1980	75.900.000	2.656.500	3.100.000	5.756.500
1981	72.800.000	2.548.000	3.200.000	5.748.000
1982	69.600.000	2.436.000	3.325.000	5.761.000
1983	66.275.000	2.319.625	3.425.000	5.744.625
1984	62.850.000	2.199.750	3.550.000	5.749.750
1985	59.300.000	2.075.500	3.675.000	5.750.500
1986	55.625.000	1.946.875	3.800.000	5.746.875
1987	51.825.000	1.813.875	3.950.000	5.763.875
1988	47.875.000	1.675.625	4.075.000	5.750.625
1989	43.800.000	1.533.000	4.225.000	5.758.000
1990	39.575.000	1.385.125	4.375.000	5.760.125
1991	35.200.000	1.232.000	4.525.000	5.757.000
1992	30.675.000	1.073.625	4.675.000	5.748.625
1993	26.000.000	910.000	4.850.000	5.760.000
1994	21.150.000	740.250	5.025.000	5.765.250
1995	16.125.000	564.375	5.200.000	5.764.375
1996	10.925.000	382.375	5.375.000	5.757.375
1997	5.550.000	194.250	5.550.000	5.744.250

Vu pour être annexé à l'Arrêté du 19 mai 1948. | Ons bekend om te worden gevoegd bij het Besluit van 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

**Dette Coloniale Perpétuelle 4 % -
1948. — Création.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu les lois contenant les budgets ordinaires et extraordinaires du Congo Belge;

Vu les arrêtés du Régent du 1^{er} juillet 1947 portant création du Fonds du Bien-Etre Indigène et de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale;

Attendu que la loi du 26 mars 1948 contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1946 prévoit des dotations en faveur de chacun de ces deux organismes;

Considérant qu'ils convient de constituer partiellement ces dotations sous forme de capitaux immobilisés;

Sur la proposition du Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé une dette coloniale perpétuelle à 4 %. Le capital nominal fixé à 1.200.000.000 fr., est destiné à la constitution d'une dotation de 1 Milliard de francs en faveur du Fonds du Bien-Etre Indigène et d'une dotation de 200 millions de francs en faveur de l'Institut pour la Recherche Scientifique en Afrique Centrale;

ART. 2.

L'intérêt sera payable semestriellement le 1^{er} avril et le 1^{er} octobre de chaque année et pour la première fois le 1^{er} avril 1948;

**Onaflosbare Koloniale Schuld 4 % -
1948. — Stichting.**

KARIEL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL!

Gelet op de wetten houdende de gewone en buitengewone begrotingen van Belgisch-Congo;

Gelet op de Regentsbesluiten van 1 Juli 1947 houdende instelling van het Fonds voor Inlanderswelzijn en van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden-Afrika;

Aangezien de wet van 26 Maart 1948 houdende de begroting van buitengewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1946; dotaties bepaalt ten gunste van elk van deze beide organismen;

Overwegende dat het past deze dotaties ten dele samen te stellen onder vorm van belegde kapitalen;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt een onaflosbare koloniale schuld tegen 4 t. h. ingesteld. Het nominaal kapitaal 1.200.000.000 fr. groot, is bestemd voor het vastzetten van een dotatie van 1 milliard frank ten gunste van het Fonds voor Inlanderswelzijn en van een dotatie van 200 miljoen frank ten gunste van het Instituut voor Wetenschappelijk Onderzoek in Midden Afrika.

ART. 2.

De interest zal om het halfjaar uitbetaald zijn op 1 April en op 1 October van elk jaar en voor de eerste maal op 1 April 1948.

ART. 3.

L'emprunt sera représenté par des certificats nominatifs de la Dette Publique du Congo Belge.

ART. 4.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

ART. 3.

De lening zal vertegenwoordigd zijn door bewijzen op naam van de Openbare Schuld van Belgisch-Congo.

ART. 4.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :
Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :
De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

**Indemnités familiales aux pensionnés
civiques et coloniaux.**

CHARLES, PRINCE DE BELGIQUE,
RÉGENT DU ROYAUME,

A tous, présents et à venir, SALUT!

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 23 avril 1948;

Sur la proposition du Ministre des Colonies;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est alloué aux pensionnés civils et coloniaux des indemnités familiales dont le montant mensuel est fixé au tableau ci-après :

625 fr. pour la femme;
375 fr. pour le 1^{er} enfant;
400 fr. pour le 2^e enfant;

**Gezinstoelagen aan de burgerlijke en
koloniale gepensionneerde.**

KAREL, PRINS VAN BELGIË,
REGENT VAN HET KONINKRIJK,

Aan allen, tegenwoordigen en toekommenden, HEIL!

Gezien het advies door de Koloniale Raad uitgebracht in diens vergadering van 23 April 1948;

Op de voordracht van de Minister van Koloniën;

Wij hebben gedecreteerd en wij decreteren :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt aan de burgerlijke en Koloniale gepensionneerden gezinstoelagen toegekend waarvan het maandelijks bedrag in de hiernavolgende tabel vastgesteld is :

625 fr. voor de vrouw;
375 fr. voor het 1^e kind;
400 fr. voor het 2^e kind;

450 fr. pour le 3^e enfant;
525 fr. pour le 4^e enfant;
625 fr. pour le 5^e enfant;
et chacun des suivants.

ART. 2.

La demande doit, sous peine de déchéance, être adressée au Ministre des Colonies dans les cinq ans de la date d'ouverture du droit à l'indemnité.

ART. 3.

L'indemnité familiale n'est due que pour les enfants à charge.

Jusqu'à l'âge de 18 ans, les enfants sont présumés être à charge des parents.

Au delà de 18 ans et jusqu'à l'âge de 21 ans, l'indemnité familiale continuera à être payée s'il est prouvé que les enfants poursuivent leurs études.

Le pensionné établira cette preuve en fournissant un certificat du Chef de l'établissement d'enseignement fréquenté par l'enfant.

ART. 4.

Ouvrent le droit à l'indemnité familiale :

- a) les enfants légitimes du pensionné;
- b) les enfants légalement adoptés par lui;
- c) les enfants naturels reconnus du pensionné.

ART. 5.

Si le pensionné cesse d'avoir droit à l'indemnité familiale pour l'un de ses enfants, les indemnités pour les autres enfants ne subissent pas de modification.

450 fr. voor het 3^{de} kind;
525 fr. voor het 4^{de} kind;
625 fr. voor het 5^{de} kind;
en ieder der volgende.

ART. 2.

De aanvraag moet, op straf van verval, aan de Minister van Koloniën gericht worden binnen vijf jaar te rekenen van de datum waarop het recht op de toelage een aanvang neemt.

ART. 3.

De gezinstoelage is enkel verschuldigd voor de kinderen ten laste.

Tot de leeftijd van 18 jaar, worden de kinderen vermoed ten laste van de ouders te zijn.

Boven de 18 jaar en tot de leeftijd van 21 jaar, wordt de gezinstoelage voort uitbetaald indien bewezen wordt dat de kinderen hun studies voortzetten.

De gepensioneerde zal dit bewijs leveren door een getuigschrift van het hoofd van de schoolinrichting waar het kind zijn studies doet, voor te leggen.

ART. 4.

Het recht op de gezinstoelage wordt geopend door :

- a) de wettige kinderen van de gepensioneerde;
- b) de door hem wettelijk aangenomen kinderen;
- c) de door de gepensioneerde erkende natuurlijke kinderen.

ART. 5.

Indien de gepensioneerde niet langer recht heeft op de gezinstoelage voor een zijner kinderen, ondergaan de toelagen voor de andere kinderen geen wijziging.

ART. 6.

Les indemnités familiales sont payables en même temps que les pensions civiles et coloniales.

Elles ne font cependant pas partie intégrante de ces pensions.

Elles sont incessibles et insaisissables.

ART. 7.

Les bénéficiaires des indemnités familiales sont tenus d'informer sans délai le Ministre des Colonies de toute circonstance susceptible d'en entraîner le retrait.

Les sommes indûment touchées sont retenues d'office sur les arrérages de la pension civile ou coloniale.

ART. 8.

En cas de divorce ou de séparation de corps et de biens, l'indemnité relative à l'épouse n'est pas due.

Cette indemnité est maintenue en faveur de l'épouse non remariée qui a la garde des enfants.

L'indemnité relative à chaque enfant est payée à celui des époux qui en a la garde.

ART. 9.

Le droit à l'indemnité prend naissance le 1^{er} janvier 1947 en ce qui concerne les bénéficiaires pensionnés à cette date.

L'indemnité est due à partir du premier jour du mois qui suit l'événement ouvrant le droit à l'indemnité; elle est due pour le mois inclus au cours duquel survient l'événement entraînant la suppression du droit à l'indemnité.

ART. 6.

De gezinstoelagen zijn uitbetaalbaar tezelfdertijd als de burgerlijke en koloniale pensioenen.

Zij maken evenwel geen eigenlijk deel uit van deze pensioenen.

Zij zijn niet vatbaar voor afstand en beslag.

ART. 7.

Zij die gezinstoelagen genieten zijn gehouden, zonder verwijl, de Minister van Koloniën in te lichten over alle omstandigheden die de intrekking ervan medebrengen.

De sommen welke ten onrechte geïnd zijn worden ambtshalve afgehouden van de achterstallen van het burgerlijk of koloniaal pensioen.

ART. 8.

In geval van echtscheiding of van scheiding van tafel en bed, is de gezinstoelage betrekkelijk de echtgenote niet verschuldigd.

Deze toelage wordt behouden ten bate van de niet hertrouwde echtgenote die de bewaking over de kinderen heeft.

De toelage betrekkelijk ieder kind is uitbetaalbaar aan deze der echtgenoten die er de bewaking over heeft.

ART. 9.

Het recht op toelage neemt aanvang de 1^o Januari 1947 voor wat betreft de gerechtigden gepensionneerd op die datum.

De toelage is verschuldigd van de eerste dag der maand die volgt op de gebeurtenis voordoet, die het inkomen opent; zij is verschuldigd voor de maand in de loop waarvan zich de gebeurtenis voordoet, die het intrekken van het recht op toelage medebrengt.

ART. 10.

Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 19 mai 1948.

ART. 10.

De Minister van Koloniën is gelast met de uitvoering van dit decreet.

Gegeven te Brussel, de 19 Mei 1948.

CHARLES.

Par le Régent :

Le Ministre des Colonies,

Vanwege de Regent :

De Minister van Koloniën,

P. WIGNY.

Personnel Judiciaire.

—
Par arrêté du Régent en date du 26 mai 1948, il est mis fin à la carrière administrative de M. STAES, Antoine-Camille, administrateur territorial de 2^e classe.

Par arrêté ministériel pris à la même date, M. STAES, préqualifié, est nommé magistrat à titre provisoire.

Gerechtspersoneel.

—
Bij besluit van de Regent, van 26 Mei 1948, wordt er een einde gesteld aan de administratieve loopbaan van de Heer Antoine-Camille STAES, gewestbeheerder 2^e klasse.

Bij ministerieel besluit van dezelfde datum, wordt voormelde Heer STAES, tot magistraat met voorlopige aanstelling benoemd.

ERRATA.

Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 avril 1948. — Première Partie.
Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo van 15 April 1948. — Eerste Deel.

Pages 162 et 163. — 3^{me} Catégorie :

- A) La dénomination « Administrateur territorial de 1^{re} classe » doit être lue immédiatement en-dessous de « Administrateur territorial Principal ».
- B) Les dénominations suivantes doivent être lues en regard de « Administrateur territorial de 2^{me} classe » :

Administrateur territorial assistant (2^{me} colonne).

Attaché Juridique (3^{me} colonne).

Commissaire de la Sûreté (4^{me} colonne).

Sous-Chef de Bureau (5^{me} colonne).

Commissaire de Police (6^{me} colonne).

Sous-Chef de Bureau (7^{me} colonne).

Inspecteur (8^{me} colonne).

Professeur (9^{me} colonne).

Sous-Chef de Bureau (10^{me} colonne).

Inspecteur-assistant (11^{me} colonne).

Sous-Chef de Bureau. — Inspecteur (12^{me} colonne).

Cartographie et Géodésie. — Dessinateurs et cartographes (13^{me} colonne).

Bladzijde 164 :

Lees « gewestbeheerder-2^{de} klasse » in plaats van « gewestbeheerder-2^{de} ».

Page 166. — 3^{me} Catégorie :

- A) A la 7^{me} colonne, en bas, au lieu de « Chef d'atelier » lire : « Chef d'atelier-adjoint ».
- B) A la 8^{me} colonne, la dénomination « Chef d'atelier » doit être lue en regard de « Contrôleur de 1^{re} classe » tandis que « Chef d'atelier-assistant » doit être lue en regard de « Chef de Bureau de 2^{me} classe ».

Page 171. — 3^{me} Catégorie :

- A) A la 1^{re} colonne la dénomination « Agronome de 3^{me} classe » doit être lue immédiatement en dessous de « Agronome de 2^{me} classe ».
- B) A la 6^{me} colonne la dénomination « Auxiliaire Vétérinaire de 3^{me} classe » doit être lue immédiatement en-dessous de « Auxiliaire Vétérinaire de 2^{me} classe ».

4^{me} Catégorie :

A la 7^{me} colonne le grade d' « Auxiliaire Vétérinaire-adjoint » doit se trouver en regard du grade d' « Agronome-adjoint de 2^{me} classe ».

Bladzijde 173. — Derde Categoric. — Laatste regel :

- A) De graden van « Landbouwkundige », « Landbouwkundig-Ingenieur » en « Veeartsenijkundig helper » dienen op dezelfde regel als de graad van « Landbouwkundige-2^{de} klasse » te worden gelezen.

B) Vierde Categoric. — Laatste regel.

De graad van « Adjunct-veeartsenijkundig-helper » dient op dezelfde regel als de graad van « Adjunct-landbouwkundige-2^{de} klasse » te worden gelezen.

Page 178 :

A) Troisième catégorie. — En bas :

Aux 4^{me}, 7^{me}, 9^{me} et 10^{me} colonnes les grades d' « Ingénieur assistant », de « Radio-électricien », de « Météorologiste assistant » et de « Calculateur », doivent être lus en regard du grade de « Percepteur de 2^{me} classe ».

B) Quatrième catégorie. — En bas :

Aux 2^{me}, 7^{me}, 10^{me} colonnes les grades de « Rédacteur », « Percepteur-adjoint », de radio-électricien-adjoint » et de « Calculateur-adjoint » doivent être lus en regard du grade de « Percepteur-adjoint de 2^{me} classe ».

Bladzijden 180-181 :

Derde Categoric. — Laatste regel :

- A) De graden van « Assistent-Ingenieur », « Radio-electricien », « Assistent-Weerkundige » en « Rekenaar » dienen op dezelfde regel als de graad van « Ontvanger-2^{de} klasse » geplaatst.

Vierde Categoric. — Laatste regel :

- B) De graad van « Adjunct-Radio-electricien » dient op dezelfde regel als die van « Adjunct-ontvanger-2^{de} klasse » geplaatst.

Page 182. — Troisième catégorie :

Les dénominations suivantes doivent être lues en regard du grade « d'Ingénieur de 1^{re} classe » :

Ingénieur Inspecteur Principal.

Ingénieur Chef de Bureau

Ingénieur Chef de Bureau

» » » »

» » » »

» » » »

Page 185. — Quatrième catégorie :

Aux 3^{me} et 4^{me} colonnes les grades d' « agent sanitaire » et d' « Infirmière-assistante » doivent être lus en regard du grade d' « Agent sanitaire de 2^{me} classe ».

ERRATA

Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1948 : Première Partie. — Sommaire :

p. 244, au lieu de : 30 mars 1948. — D. — Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

lire : 30 mars 1948. — D. Généralisation des allocations familiales pour les employés non-indigènes.

p. 245, au lieu de : 31 mars 1948. — A. M. — Allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Généralisation 321

lire : 31 mars 1948. — A. M. — Allocations familiales pour les employés non-indigènes. — Introduction des demandes et attribution des allocations. 331

p. 245, au lieu de : 13 avril 1948 : A. M. — Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

lire : 13 avril 1948. — A. M. Perception des cotisations en matière de sécurité sociale des employés non-indigènes.

Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1948. — Première Partie :

page 396, au lieu de : Assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés.

lire : Perception des cotisations en matière de sécurité sociale des employés non-indigènes.

ERRATA

Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo van 15 Mei 1948. — Eerste Deel. — Inhoudstafel :

blz. 244, in plaats van : 30 Maart 1948. — D. — Verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.

leze men : 30 Maart 1948. — D. — Veralgemeining der gezinstoelagen voor niet-Inlandse werknemers.

blz. 245, in plaats van : 31 Maart 1948. — M. B. — Gezinstoelagen voor niet-inlandse werknemers. — Veralgemeining 321

leze men : 31 Maart 1948. — M. B. — Gezinstoelagen voor niet-Inlandse werknemers. — Indiening der aanvragen en toekenning der toelagen. 331

blz. 245, in plaats van : 13 April 1948. — M. B. — Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.

leze men : 13 April 1948. — M. B. — Inning der bijdragen voor sociale veiligheid der niet-Inlandse werknemers.

Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo van 15 Mei 1948. — Eerste Deel :

blz. 396, in plaats van : Verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der werknemers.

leze men : Inning der bijdragen voor sociale veiligheid der niet-Inlandse werknemers.